

LES CRISES INDUSTRIELLES
EN ANGLETERRE

BIBLIOTHÈQUE INTERNATIONALE D'ÉCONOMIE POLITIQUE

publiée sous la direction de Alfred Bonnet

R.H

T9152 pr

. Fs

LES

Crises industrielles

EN ANGLETERRE

PAR

(MICHEL TOUGAN-BARANOWSKY)

Michael Tougan-Baranowsky

TRADUIT SUR LA 2^e ÉDITION RUSSE REVUE ET AUGMENTÉE PAR L'AUTEUR

PAR

JOSEPH SCHAPIRO

Trans. English ...



374690
23 1 70

PARIS (5^e)

M. G. LAUREN & E. BRIERE

LIBRAIRIE GÉNÉRALE

16, RUE SOUFFLOT ET 12, RUE TOULLIER

40, Rue Soufflot, 1913, PARIS

MICROFORMED BY
PRESERVATION
SERVISE

1981

PRÉFACE DE L'AUTEUR

L'ouvrage que voici est consacré au cycle industriel, aux crises périodiques de l'industrie, — le phénomène de la vie économique moderne le plus énigmatique et que la science n'a pas encore éclairé.

Dans les crises économiques se manifestent les antinomies les plus profondes de l'économie capitaliste. Le monde capitaliste est soumis à ses lois, qui ne sont pas encore toutes démêlées et dont la force brutale et cachée se manifeste dans les crises. Voilà pourquoi ces crises se présentent comme des phénomènes mystérieux. La société n'est pas capable de maîtriser les forces qu'elles a créées et elle se trouve impuissante devant elles.

J'ai essayé dans ce livre de prouver l'existence du cycle industriel dans la vie économique moderne et d'en étudier la nature. L'histoire des crises industrielles en Angleterre, le pays où le cycle industriel apparaît le plus nettement dans l'évolution industrielle, m'a fourni d'abondants matériaux.

En partant de ces faits je suis arrivé à une théorie nouvelle des crises qui, selon moi, est une synthèse des doctrines de l'économie classique et de l'exposé donné par Marx dans le 2^e volume du *Capital*.

Malgré tout l'intérêt théorique et pratique qu'offre l'étude du problème des crises industrielles, on sait que très peu d'ouvrages scientifiques traitent de l'histoire des crises. La plupart de ces travaux n'ont qu'un caractère descriptif et renoncent à approfondir le problème théorique. J'ai essayé d'écrire l'histoire des crises anglaises au moyen des livres bleus anglais et de rattacher à cet ensemble de faits une étude théorique du sujet. En même temps, j'ai cru qu'il convenait d'étendre le champ de mes recherches aux conséquences sociales des crises. Le cycle industriel étant un facteur de la plus haute importance dans l'ensemble de la vie sociale anglaise, il m'a paru bon d'analyser l'influence des crises sur les plus importants mouvements politiques et sociaux de la classe ouvrière anglaise.

J'ai cherché à être le plus bref possible et n'ai pas cru nécessaire de chercher à en imposer au lecteur par un grand étalage de citations. Mais que cette absence d'appareil scientifique n'autorise pas à conclure que je n'ai pas connu les publications qu'on ne trouve pas citées.

Cette édition française de mon ouvrage n'est pas une simple traduction des diverses éditions russes et de l'édition allemande publiées jusqu'à présent. Non seulement l'histoire des crises y a été poussée jusqu'aux derniers temps (elle s'arrête dans la dernière édition russe et dans l'édition allemande à 1900, et les deux dernières crises mondiales de 1900 et de 1907 n'y sont pas étudiées) ; la théorie des crises a été également soigneusement refondue et plus amplement développée, grâce à un examen plus approfondi du problème. Les bases n'en ont pourtant pas changé, les critiques qui m'ont été faites de différents côtés, en Allemagne et en Russie, n'ayant nullement ébranlé ma conviction.

Cette édition paraît dans une période d'essor universel de l'industrie. Mais, si l'on part de la théorie que j'expose, il est aisé de prévoir qu'une crise prochaine est inévitable. A moins d'être précipitée par des catastrophes politiques, par une guerre européenne par exemple, elle interviendra probablement vers 1914-16. J'ai exprimé cette opinion il y a deux ans dans la presse russe, et, tout récemment, la commission française chargée d'étudier la question des crises a formulé ses prévisions d'une façon à peu près identique.

Il faut donc ne pas se laisser illusionner par la brillante situation actuelle et ne pas perdre de vue son terme inévitable.

M. TOUGAN-BARANOWSKY.

20 novembre 1912, Saint-Pétersbourg.

LES CRISES INDUSTRIELLES

EN ANGLETERRE

PREMIÈRE PARTIE

L'histoire des crises.

CHAPITRE PREMIER

COUP D'ŒIL GÉNÉRAL SUR LE DÉVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE ANGLAISE DEPUIS LE SECOND QUART DU XIX^e SIÈCLE

I. **La lutte de la machine contre le travail à la main et le manque de débouchés.** — Faible développement du tissage à la machine avant 1820. — L'éviction du travail à la main par la machine dans le tissage du coton de 1830 à 1850. — Chemins de fer et bateaux à vapeur. — Décroissance de la population agricole. — Croissance énorme de la production manufacturière. — Manque de débouchés. — Mouvement en faveur du libre-échange. — Réduction de la puissance d'achat de l'ouvrier anglais. — II. **Le triomphe de la machine et la conquête de nouveaux débouchés.** — Triomphe du libre-échange. — Extension des voies ferrées dans le monde entier. — Découvertes des gisements aurifères en Californie et en Australie. — Hausse du prix des marchandises. — Accroissement du commerce extérieur. — III. **Le déclin de la suprématie industrielle anglaise.** — Ralentissement dans le dévelop-

pement de l'industrie et du commerce anglais. — Baisse des prix. — La concurrence allemande devient plus forte. — Le protectionisme. — L'exportation anglaise change de caractère. — Le commerce d'entrepôt de l'Angleterre diminue.

I

La lutte de la machine contre le travail à la main et le manque de débouchés.

On a l'habitude de parler d'une « révolution industrielle », qu'aurait provoquée en Angleterre, à la fin du xviii^e siècle, l'introduction de nouvelles méthodes de production. Ce fut sans doute une révolution, mais une révolution d'espèce particulière, toute différente des bouleversements subits que nous appelons révolutions politiques. La révolution industrielle anglaise a été un long et complexe enchaînement de faits, qui embrasse des dizaines d'années et dont on ne pourrait déterminer d'une façon précise ni le commencement ni la fin. En un certain sens, on peut dire qu'elle n'est pas encore aujourd'hui terminée, puisqu'aujourd'hui encore, la lutte violente persiste entre la fabrique et le petit atelier, entre la machine et le travail à la main. La grande industrie continue à refouler la petite, la fabrique poursuit sa marche en avant, étendant sans cesse son champ d'action ; néanmoins, il s'en faut de beaucoup que la fabrique soit, même dans l'Angleterre contemporaine, la seule forme de l'industrie.

La « révolution industrielle » a été, avons-nous dit, un long enchaînement de faits. De nouvelles méthodes de production ont pénétré et pénètrent successivement dans les diverses branches de l'industrie. Pendant que, dans tel domaine, la révolution est déjà achevée, et a donné à la fabrique la suprématie absolue, la petite industrie règne

encore dans tel autre, non moins souverainement. Chaque branche de production a son histoire, suivant les conditions techniques, économiques et sociales dans lesquelles elle se trouve. Dans tout pays capitaliste, nous voyons les formes les plus différentes de l'industrie coexister, depuis le travail indépendant du producteur isolé jusqu'aux énormes entassements d'ouvriers dans les grandes fabriques capitalistes. L'évolution historique de l'industrie est constituée par l'extension plus considérable de l'un de ces modes, et par un développement plus lent ou même la décadence de l'autre : la physionomie industrielle du pays se trouve par là modifiée dans un sens déterminé.

La production mécanique s'est d'abord emparée d'une branche relativement peu considérable, le filage du coton. Par suite de circonstances techniques, la machine possède dans cette branche d'énormes avantages sur le travail à la main. Le triomphe de la machine dans le filage du coton fut des plus rapides ; peu d'années suffirent, après que Arkwright eut, en 1768, fondé à Nottingham la première filature de coton, pour que le filage à la main disparût complètement en Angleterre. Le filage du coton a été en Angleterre, dès le commencement du XIX^e siècle, exclusivement un travail de fabrique. L'impression des toiles de coton fut bientôt aussi effectuée par la fabrique ; mais, en ce qui concerne le tissage, la lutte entre la grande et la petite production fut très dure et très longue. L'emploi de la machine pour le tissage entraîne des difficultés techniques très grandes. Le métier mécanique de Cartwright, inventé en 1785, était bien loin d'être une machine aussi parfaite que la machine à eau d'Arkwright ou que la « Mule » de Crompton. Toute une suite de nouvelles inventions furent nécessaires pour que la machine à tisser devînt pratiquement utilisable. Le type actuel du métier mécanique s'est fixé seulement en 1822 (avec le brevet pris par Sharp et Roberts), et ce n'est qu'à partir de cette date que commence le développement rapide du tissage à la machine.

En 1813, on comptait en Angleterre un nombre total de 2.400 métiers mécaniques, alors qu'il existait environ 200.000 métiers à la main pour le travail du coton. De 1813 à 1820, le nombre des machines à tisser s'est accru de 11.750. Si nous nous rappelons que ces métiers mécaniques étaient employés presque exclusivement dans l'industrie du coton, et que, dans les autres branches de l'industrie textile, on ne connaissait que le tissage à la main, nous verrons facilement combien peu avancée était jusqu'en 1820 la « révolution industrielle » dans le domaine du tissage.

Si l'on se place au point de vue des masses ouvrières, l'époque la plus « révolutionnaire » ne fut point tant les dernières dizaines d'années du xviii^e siècle et les premières du xix^e, — c'est l'époque considérée ordinairement comme celle de la « révolution industrielle », — que la période comprise entre 1825 et 1850, où le tissage à la machine fit de sérieux progrès aux dépens du tissage à la main.

La fin du xviii^e siècle fut marquée par des inventions techniques qui devaient amener le bouleversement économique le plus profond. Mais l'utilisation pratique de ces inventions n'a pas du tout été immédiate. Une des branches industrielles les plus importantes parmi celles qui ont pour objet le travail des matières premières, est, à en juger par le nombre des personnes qu'elle occupe, l'industrie du tissage, et, dans ce domaine, avons-nous dit, la machine n'a pénétré que bien plus tard. Jusqu'en 1830, le nombre des tisserands à la main n'a presque pas du tout diminué. A cette époque, le nombre total des tisserands à la main, dans les Iles Britanniques, atteignait, d'après les données de la commission parlementaire qui examina leur situation, de 1834 à 1835, un million. Puis, la machine commence à supplanter rapidement le tisserand à la main et, vers 1860, le travail à la main a presque disparu dans le tissage du coton. Le tableau suivant résume le mouvement.

*Nombre de travailleurs occupés au tissage du coton
dans les Iles Britanniques. (1)*

	Pendant les années			
	1819-21	1829-31	1844-46	1859-61
a) Ouvriers de manufacture.	10.000	50.000	150.000	203.000
b) Travailleurs à domicile (Tissage à la main)	240.000	225.000	60.000	7 500

Des centaines de mille de tisserands à la main ont dû, de 1830 à 1850, quitter leur métier et entrer dans les fabriques. Ce fut une métamorphose complète de l'une des branches les plus importantes de l'industrie anglaise, une métamorphose qui eut sur la situation de la classe ouvrière une répercussion bien plus grande que le bouleversement survenu vers la fin du xviii^e siècle dans le filage du coton. Si l'on veut donc assigner à la « révolution industrielle » une période historique précise, il est bien plus juste de la placer dans le second quart du xix^e siècle que vers la fin du xviii^e.

Cela est d'autant plus juste que cette période est celle du changement le plus complet dans le domaine de la locomotion. C'est en 1830 que la première voie ferrée fut inaugurée entre Liverpool et Manchester, et, vers 1850, le réseau des chemins de fer anglais était terminé dans ses traits essentiels. C'est en 1838 que les premiers vaisseaux à vapeur effectuèrent la traversée de Liverpool à New-York. Le tonnage des navires à vapeur appartenant au Royaume-Uni est monté de 7.243 tonnes (1820) à 173.580 tonnes (1849). C'est en 1840 qu'a été réalisée en Angleterre la réforme postale de Rowland Hill, qui inaugurerait une ère nouvelle dans le service des postes. Les moyens de loco-

(1) THOMAS ELLISON, *The Cotton Trade of Great Britain*, Londres, 1886, p. 66. Les chiffres ne sont pour les tisserands à la main qu'approximatifs. D'après d'autres calculs, le nombre des tisserands à la main, non seulement n'aurait pas diminué de 1820 à 1834, mais il aurait même progressé. Voir, E. BAINES, *History of the Cotton Manufacture in Great Britain*, Londres, 1835, p. 236.

motion jouent un rôle si prépondérant dans la vie économique que l'on ne saurait s'exagérer l'importance de ces faits. La locomotive et le navire à vapeur ont créé, plus encore que les machines à filer et à tisser, notre organisation économique capitaliste, avec tous ses bons et ses mauvais côtés.

De profonds changements sont intervenus aussi dans l'agriculture. Jusqu'en 1821, le chiffre de la population agricole anglaise avait été croissant. Ainsi, d'après Porter, le nombre des familles occupées par l'agriculture, dans les Iles Britanniques, est monté de 895.998 (1814) à 978.656 (1821). Donc, malgré la clôture des communaux (*enclosure of commons*), la transformation des petites fermes en grandes, et ce qu'on appelle l'élaguement des biens (*clearing of estates*, c'est-à-dire l'expulsion par contrainte des petits fermiers, pour transformer les champs en pâturages et en prairies), la révolution agraire dont parle Arnold Toynbee n'a pas encore atteint, dans les premières dizaines d'années du siècle, la force suffisante pour pousser vers la ville la population des campagnes. Mais, à partir de 1821, il n'est pas un seul recensement dans les Iles Britanniques, qui ne permette de constater une diminution absolue de la population agricole. Il est manifeste que c'est depuis cette époque seulement que la ville anglaise l'a emporté d'une manière décisive sur la campagne. Les nouvelles conditions de l'existence et du travail ont amené un lent mais constant dépeuplement des campagnes.

Le second quart du XIX^e siècle a donc vu de nouvelles formes économiques refouler énergiquement les anciennes. La substitution de la grande production à la petite et de la machine au travail à la main a amené un accroissement énorme de la productivité du travail. S'il faut en croire Th. Ellison, les perfectionnements les plus importants ont été introduits dans le domaine de la filature de 1820 à 1830 et dans le domaine du tissage de 1830 à 1845. Les données suivantes permettent de juger de l'augmentation de la pro-

ductivité du travail dans l'industrie du coton en Angleterre (1).

Années	Production annuelle de fil par ouvrier (en livres)	Production annuelle de tissu par ouvrier (en livres)	Quantité de coton brut travaillée annuellement dans le Royaume-Uni (en millions de livres)
1819-1824	968	342	120
1829-1831	1.546	521	242
1844-1846	2.754	1.681	588

Cette rapide augmentation de la productivité du travail a amené, comme le montrent les chiffres cités, une extension très considérable de la production. Pareils changements se sont produits également dans les autres branches de l'industrie anglaise, dans l'industrie du drap, dans l'industrie du fer, dans l'extraction du charbon, etc. La productivité du travail subit, dans presque toutes les branches industrielles, une ascension rapide, suivie d'un accroissement considérable de la quantité des produits obtenus. Ainsi, d'après Porter, le fer brut produit par l'Angleterre est monté de 442.000 tonnes (1823) à 2.093.000 tonnes (1848). La quantité de houille transportée d'un port de l'Angleterre à l'autre ou à l'étranger, qui était de 4.803.000 tonnes en 1820, était de 11.381.000 tonnes en 1849 ; l'importation de la laine étrangère pour les manufactures anglaises est montée de 16.623.000 livres (1821) à 76.769.000 livres (1849), etc...

Les progrès accomplis par l'agriculture anglaise à la même époque n'étaient pas si rapides. D'après le calcul de Porter, l'agriculture des Îles Britanniques pouvait, de 1821 à 1830, nourrir environ 15 millions d'habitants, et, de 1841 à 1849, de 16 à 17 millions. L'augmentation de la production agricole a été tout à fait insignifiante, tandis que la

(1) ELLISON, p. 68-69 et appendice n° 4.

production industrielle croissait, comme il a été montré, dans une proportion énorme. Avec cet état de choses, l'exportation était le seul moyen de trouver un écoulement pour la quantité sans cesse croissante des produits de l'industrie anglaise.

Mais ce débouché était peu ouvert à l'Angleterre. Le protectionnisme régnait sur presque tout le continent européen. En France, le tarif de 1816 était en vigueur, qui interdisait, à peu d'exceptions près, l'importation de tous les produits de coton, de laine, de fer et d'acier (sauf des machines, qui supportaient un droit d'entrée relativement faible). En Allemagne, après l'établissement de l'Union douanière (Zollverein), on avait adopté sans grands changements le tarif prussien, de caractère protecteur mais non prohibitif. Le tarif espagnol se rapprochait du tarif français : il interdisait l'importation des tissus de coton. Le tarif suédois avait également un caractère presque prohibitif. Les tarifs de presque tous les autres états européens avaient en vue la protection de la production nationale.

Ce qui montre combien le commerce anglais était gêné par les tarifs protectionnistes des états européens, c'est que l'Angleterre a, de 1840 à 1850, exporté moins de marchandises en France qu'en Hollande : la valeur de l'exportation britannique pour la France était de 2 millions et demi de livres sterling, tandis que pour la Hollande elle dépassait 3 millions de livres. De même, l'exportation en Espagne était inférieure à l'exportation en Portugal (500.000 livres pour l'Espagne, et un million pour le Portugal). Le commerce international affluait dans le peu de canaux qui lui étaient ouverts et, entre pays voisins qui auraient pu être l'un pour l'autre d'excellents débouchés, ne s'effectuaient que des échanges insignifiants. Le marché européen était hors d'état d'absorber la masse sans cesse croissante des produits anglais. Il ne restait à l'industrie anglaise qu'une issue : s'emparer des débouchés qui lui restaient ouverts, les colonies anglaises, et, en général, les pays hors d'Europe. Ce

fut particulièrement le cas pour les produits de la branche la plus importante de l'industrie anglaise, qui fournissait à elle seule près de la moitié de l'exportation totale, l'industrie cotonnière.

Le tableau suivant indique le pourcentage dans l'exportation anglaise des produits en coton (1).

Tissus	Années			
	1820	1830	1840	1850
Europe (Turquie non comprise) . . .	51	31	25	15
Turquie, Egypte, Afrique	4	9	9	14
Amérique (non compris les Etats-Unis).	22	32	35	27
Etats-Unis	5	12	4	8
Inde-Orientale anglaise	6	13	18	23
Chine, Japon, Java	6	13	4	8
Tous les autres pays	7	5	4	4

Fil de coton

	1820	1830	1840	1840
Europe (sauf la Turquie)	96	87	78	79
Turquie	2	2	3	4
Inde-Orientale anglaise		8	14	16
Chine, Japon, Java		8	2	3
Les autres pays	2	3	5	9

Tandis que l'Europe diminuait d'importance en tant que marché pour les produits en coton de l'Angleterre, l'industrie anglaise s'emparait de nouveaux débouchés, l'Inde orientale, l'Egypte et la Chine. En 1820, l'Europe était le principal débouché pour l'Angleterre ; presque tout le fil de coton anglais et plus de la moitié des tissus de coton étaient absorbés par l'Europe. En 1850, l'Europe est, sous le rapport de l'importation des tissus, bien au-dessous de l'Inde orientale, et presque sur la même ligne que la Turquie et l'Afrique.

C'est sur le manque de débouchés pour l'écoulement des marchandises que portent les plaintes habituelles des in-

(1) ELLISON, 64.

dustriels anglais de 1830 à 1850. Le mouvement en faveur du libre échange, dont on peut voir le point de départ dans la fameuse pétition présentée en 1820 par les commerçants de Londres, ne fut si vite couronné de succès que parce qu'il était réellement suscité par un besoin pressant, par la nécessité où se trouvait l'industrie anglaise d'étendre ses débouchés à l'extérieur. L'argumentation des Free-traders était surtout faite de la répétition incessante de la même idée : l'industrie anglaise a besoin de débouchés, elle ne peut les trouver que par le développement du commerce extérieur. La suppression des droits d'entrée sur les objets importés en Angleterre doit, — prétendent les libres-échangistes, — favoriser de deux façons l'exportation anglaise. D'abord, ce sera un coup mortel porté au protectionnisme dans le monde entier, car l'Angleterre est le principal boulevard du protectionnisme et sa conversion au libre-échange ne peut faire autrement qu'entraîner les autres pays. Ensuite, la suppression des droits de douane sur les produits agricoles aura pour résultat d'augmenter l'importation de ces produits en Angleterre, — et cela doit amener une augmentation dans l'exportation des produits de l'industrie anglaise, car la base du commerce international, comme de tout commerce, est l'échange des produits. Si l'Angleterre n'admet pas sur son marché les produits des pays agricoles, ceux-ci doivent aussi renoncer à acquérir les objets de fabrication anglaise, puisqu'ils n'ont pas les moyens de les payer.

Il y a dans cette argumentation bien du vrai. Les industriels anglais et leurs idéologues, — les économistes libres-échangistes, — avaient parfaitement raison de prétendre que le droit d'entrée sur les céréales équivalait à un droit de sortie sur les objets de fabrication. Il aurait sans doute été possible que quelques pays, important des céréales en Angleterre, n'aient eu aucun besoin des produits anglais. Mais il n'est pas douteux que l'extension de l'importation des produits agricoles en Angleterre n'ait dû accroître la « puissance

d'achat » des pays agricoles, et, par là, supprimer un important obstacle à l'exportation anglaise.

L'insuffisance d'élasticité du marché extérieur, qui ne pouvait que lentement absorber les produits de l'industrie anglaise, apparaît également, si on compare le changement de la valeur et de la quantité dans l'exportation anglaise de 1830 à 1850 (1).

Valeur réelle de l'exportation annuelle des produits du Royaume-Uni (en millions de livres sterling)	Pourcentage de l'augmentation	Valeur officielle des mêmes produits (en millions de livres sterling)	Pourcentage de l'augmentation
1821-30 36,6	—	48,8	—
1831-40 45,2	24	79,8	63
1841-50 57,4	27	131,8	65

Tandis que l'exportation, sous le rapport de la quantité, augmentait rapidement, l'accroissement de sa valeur n'allait que bien plus lentement. Nous pouvons en conclure que l'extension de l'exportation fut suivie d'une baisse considérable des prix, ou plutôt, ne fut obtenue qu'au moyen de cette baisse. Et, en effet, une tendance à la baisse du prix des marchandises a été caractéristique de cette époque. La cause principale de cette tendance était dans le rapide perfectionnement des moyens de production, mais une autre cause agissait concurremment avec celle-là, — la difficulté de trouver un écoulement pour les énormes quantités de produits que jetaient sur le marché les manufactures, avec les nouvelles méthodes perfectionnées de production.

Si le marché extérieur était peu accessible à l'industrie

(1) D'après les *Tables of the Revenue, Population, Commerce, etc., of the United Kingdom*. On appelait alors valeur officielle le prix de la marchandise calculé d'après certaines normes invariables, fixées en 1694. L'augmentation de la valeur officielle de l'exportation britannique correspond donc à une augmentation de la quantité des marchandises exportées.

anglaise, les besoins du marché intérieur n'étaient guère susceptibles d'un rapide accroissement. J'aurai plus loin occasion de parler de l'appauvrissement effroyable de la grande majorité de la population anglaise de 1830 à 1850. Cet appauvrissement eut sa cause directe dans le développement de nouvelles formes économiques et dans leur lutte avec les anciennes formes. La « puissance d'achat » de la classe ouvrière anglaise non seulement n'augmenta pas en raison de l'augmentation de la production, mais elle subit plutôt un recul. Voici à ce sujet, quelques chiffres :

Années	Valeur moyenne annuelle des tissus de coton achetés par le Royaume-Uni, (en millions de livres sterling) (1)	Par habitant	Années	Consommation du sucre par habitant (en livres) (2)	Prix moyen du sucre à Londres y compris les droits d'entrée (par quintal)
1836-40	18,5	14,43	1826-30	18,4	2 £,17 sh.
1841-45	17,9	13,2	1831-35	18	2 ,13 »
1846-50	16,5	11,10	1841-45	17,4	2 ,18 »

On peut donc caractériser la situation de l'industrie anglaise de 1830 à 1850 de la façon suivante :

La production prit une rapide extension, grâce à l'accroissement de la productivité du travail, mais, en même temps, l'accès du marché étranger lui était interdit par des barrières douanières, et le marché intérieur souffrait de l'appauvrissement de la classe ouvrière. Ces conditions défavorables n'empêchèrent pas les progrès de la production, mais elles amenèrent une baisse des prix. Le capital s'accumula et l'industrie se développa, mais, comme nous

1) Dressé d'après les tableaux de G. MAXX, *The Cotton Trade of Great Britain*, Manchester, 1860 ; ces tableaux se retrouvent dans URE, *The Cotton Manufacture*, II, p. 408.

(2) Dressé d'après le tableau que l'on trouve dans *The Economist*, 1859, 15 janvier, supplément p. 18.

le verrons plus loin, ce développement passa par des crises longues et difficiles.

II

Le triomphe de la machine et la conquête de nouveaux débouchés

A partir de 1850 commence une nouvelle époque dans l'histoire de l'industrie anglaise. La suppression des lois sur le blé en 1846 fut la première de toute une série de mesures de politique commerciale et de mesures financières, qui eurent pour but d'affranchir complètement le commerce intérieur et extérieur de l'Angleterre de toute tutelle gouvernementale. La réduction ou la suppression complète de l'impôt sur un grand nombre d'objets de consommation, en même temps que la suppression des droits d'entrée sur toutes les matières premières, réduisirent les frais de production des objets fabriqués par l'industrie anglaise, et favorisèrent leur écoulement. L'abaissement du prix du pain et des autres aliments de la classe ouvrière permit à la grande masse de la population anglaise de faire de plus nombreux achats, et l'importation des céréales, fortement accrue depuis l'abolition des lois sur le blé, donna aux consommateurs étrangers les moyens nécessaires pour l'acquisition des marchandises anglaises.

Ainsi la suppression des droits d'entrée sur les céréales et sur les matières premières a déjà étendu les débouchés ouverts aux marchandises anglaises. Mais là ne s'est pas borné l'effet de ces grandes réformes : les autres états, comme l'avaient très bien prévu les libre-échangistes anglais de 1840, furent entraînés par l'exemple de l'Angleterre et se mirent également à réduire les droits d'entrée sur les principaux objets importés chez eux. De 1850 à

1855 la plupart des états européens ont révisé leurs tarifs dans un esprit libéral. Les droits de douane sur bon nombre de marchandises exportées par l'Angleterre furent abaissés par la Russie, la Suède, la Norvège, le Danemark, la Hollande, la Sardaigne, la Prusse et d'autres pays. L'Espagne est passée d'un tarif prohibitif à un tarif protecteur, et la France a abaissé ses droits d'entrée sur le fer, l'acier et les produits métallurgiques.

En Angleterre même, on continua les réformes de politique commerciale et d'ordre financier dans le même sens. En 1853, Gladstone a supprimé l'impôt sur le savon, de même que les droits d'importation sur 123 catégories d'objets et abaissé ces mêmes droits sur un grand nombre d'autres marchandises. Les droits sur le thé furent presque réduits de moitié. La guerre de Crimée a obligé le gouvernement anglais à élever l'impôt sur l'alcool et la bière, de même que les droits d'entrée sur quelques produits coloniaux, mais, la paix rétablie, l'Angleterre est revenue dans la voie de la réduction systématique des contributions indirectes.

L'événement le plus important dans le domaine de la politique douanière à cette époque, — non seulement pour l'Angleterre mais pour le monde entier, — fut, à n'en pas douter, le traité de commerce conclu en 1860 entre la France et l'Angleterre.

Ce traité fut un triomphe du libre-échange. Le libre-échange avait conquis le pays qui avait toujours été considéré comme le boulevard du protectionnisme sur le continent européen, la France. Par le traité de 1860, la France s'est engagée à rayer de son tarif toutes les prohibitions et à abaisser les droits d'entrée sur les produits de l'industrie britannique : ces droits ne devaient pas, jusqu'au 10 octobre 1864, dépasser 30 0/0, et, après cette date, 25 0/0 de la valeur. En revanche, l'Angleterre a supprimé, à quelques petites exceptions près, tous les droits d'entrée sur les produits de l'industrie française et fait subir une

forte réduction à ces droits en ce qui concerne les boissons alcooliques d'origine française.

Bien que ce traité, à n'en considérer que les termes, parût plus avantageux pour la France que pour l'Angleterre, l'industrie anglaise, qui n'avait pas à craindre la concurrence française, y a gagné davantage ; les avantages dont profitèrent les producteurs de vin français, furent compensés jusqu'à un certain point par les pertes des fabricants français, pour qui la concurrence anglaise était très dangereuse. On peut évaluer l'importance de ce traité, de même que la réduction précédente des droits de douane français, pour l'industrie britannique, en considérant la progression de l'exportation britannique en France. La valeur des produits exportés en France par le Royaume-Uni était, de 1841 à 1850, de 2.500.000 livres par an, de 1851 à 1860 de 4.400.000 livres et elle atteignait déjà, de 1861 à 1870, 10.200.000 livres.

De 1840 à 1850, beaucoup de pays de second ordre étaient de meilleurs débouchés pour l'écoulement des produits britanniques que la France ; depuis 1860, la France occupe le cinquième rang au point de vue de l'importance pour l'exportation du Royaume-Uni ; il n'y a avant elle que les États-Unis, l'Inde orientale, l'Allemagne et l'Australie.

Ce traité fut suivi d'autres semblables avec d'autres états européens, la Belgique, l'Italie, l'Union Douanière allemande, l'Autriche et la Suisse. Il y eut une période de libre-échange, qui, d'ailleurs, n'a pas duré longtemps. En réalité, le commerce extérieur n'était complètement libre qu'en Angleterre, où on avait renoncé à toute protection du travail national et où on n'avait maintenu que quelques impôts fiscaux sur un petit nombre d'objets d'importation ; les tarifs des autres puissances européennes ont gardé un caractère plus ou moins protectionniste. Mais, presque partout, les droits protecteurs ont été fortement abaissés et de nombreux gouvernements se sont ouvertement prononcés

en faveur du libre-échange. Seuls, les Etats-Unis sont restés à l'écart du mouvement général. Le tarif américain de 1862 avait un caractère absolument protectionniste.

La réduction des droits de douane a sans doute beaucoup contribué au développement du commerce mondial, dans lequel l'Angleterre joue un rôle prépondérant. Mais, plus grande encore a été, sous ce rapport, l'influence exercée par l'extension des voies ferrées et de la navigation à vapeur. Tant que de vastes régions, et ceci même dans les pays civilisés, n'offraient pas de voies de communication suffisantes, le commerce international, avec ses marchandises à bon marché, ne pouvait prendre de vastes proportions. L'Angleterre envoyait ses marchandises dans le monde entier, mais leur champ d'écoulement était limité très souvent à la région voisine de la côte. C'est ce qui faisait l'insignifiance relative, par exemple, de l'écoulement des produits anglais dans un pays aussi peuplé que l'Inde orientale. Les marchandises anglaises à bon marché ne pouvaient être transportées à de grandes distances par de mauvais chemins. Vers 1850, on construit rapidement des voies ferrées dans de nombreux pays européens et extra-européens. Le monde se rétrécit ; tous les pays se sont pour ainsi dire rapprochés l'un de l'autre ; les régions éloignées du rivage de la mer sont aussi accessibles au commerce mondial que la côte. Le plus lourd impôt, dont soient grevées les marchandises anglaises, les frais d'un lointain transport, est considérablement réduit. On trouve les produits britanniques à l'intérieur des continents. L'exemple de l'Inde orientale nous montre quelle extension les chemins de fer donnèrent au champ d'écoulement. Vers 1860, la valeur de l'exportation anglaise pour l'Inde orientale était de 6 à 7 millions de livres. A cette époque, l'Inde orientale commença à construire des voies ferrées avec l'aide du capital anglais, et, quelques années plus tard, la valeur de l'exportation britannique était montée à 17 millions de livres.

Ces deux facteurs, la conversion de l'Angleterre et, à un degré moindre, du reste de l'Europe, du protectionnisme au libre-échange, et le progrès des chemins de fer et de la navigation à vapeur ont élargi considérablement le champ d'écoulement des produits de l'industrie anglaise.

Un troisième facteur a encore agi dans le même sens : la découverte de très riches gisements aurifères en Californie et en Australie. En 1848, un hasard fait découvrir de l'or en Californie et, en 1851, à Victoria, une des colonies australiennes. L'importance de ces découvertes pour le commerce anglais provint tout d'abord du fait, que la Californie et l'Australie devinrent presque immédiatement pour les produits de la fabrication anglaise un débouché bien plus considérable. La nouvelle des richesses fabuleuses que l'on trouvait sur les bords solitaires du Sacramento et de la Murrey attira sur ces rivages des dizaines et des centaines de milliers d'émigrants de toutes les parties du monde. Les déserts de la Californie, où n'avaient erré autrefois que des Indiens sauvages, se trouvaient maintenant peuplés avec une étonnante rapidité. L'Australie était un pays de civilisation plus avancée, mais sa population était tout aussi clairsemée, et ce n'est que lorsqu'un des indigènes, revenu de Californie, eut trouvé, sur le rivage d'une rivière australienne, du sable aurifère, que cette population commença à croître aussi rapidement que celle de la Californie. Or, comme il n'y avait en Californie et en Australie pour ainsi dire pas d'industrie indigène, tous les produits nécessaires à cette population accrue durent être importés d'autres pays. L'Australie était une colonie britannique et il était par suite tout naturel que l'Angleterre devint son principal fournisseur.

La valeur moyenne de l'exportation des produits britanniques pour l'Australie n'était, pour les dix années de 1842 à 1851, que de 1 million 6 de livres ; pour les dix années de 1852 à 1861, elle était déjà de 10 millions 10 de livres. Ainsi, par suite de la découverte de l'or en Australie,

L'Angleterre a gagné un nouveau débouché, qui, en importance, dépassait celui de la France, de l'Italie et des autres pays depuis longtemps en relations commerciales avec l'Angleterre, et n'était lui-même dépassé que par celui des États-Unis, de l'Allemagne et de l'Inde orientale.

Il est bien plus difficile de déterminer quelle importance économique l'augmentation de la quantité d'or disponible eut pour l'Angleterre elle-même. L'extraction de l'or s'est extraordinairement accrue de 1850 à 1870. Pendant la première moitié du xix^e siècle, on n'a obtenu, dans le monde entier, que 118.487 kilogrammes d'or; tandis que, pendant les dix années de 1850 à 1860, on en obtint 401.138 kilogrammes. Depuis la découverte de l'Amérique, il n'y a eu, à aucun moment, une augmentation aussi subite et aussi considérable de la quantité des métaux précieux en Europe. Au xvi^e siècle, l'arrivée de l'argent provenant d'Amérique fut suivie d'une hausse considérable du prix des marchandises; d'après une opinion répandue, cette hausse aurait été provoquée par la baisse du prix de l'argent. L'augmentation de l'or extrait de 1850 à 1860 n'a-t-elle pas eu d'influence sur l'abaissement de sa valeur et la hausse du prix des marchandises?

Cette influence me paraît extrêmement douteuse. Sans doute le prix des marchandises a subi une hausse de 1850 à 1870. D'après le calcul de Jevons que l'on connaît, cette hausse a été d'au moins 10 0/0. Mais il n'y a absolument aucune raison de l'attribuer à l'abaissement de la valeur de l'or.

En même temps que la progression de l'extraction de l'or, d'autres facteurs ont agi dans le même sens sur le prix des marchandises. Par exemple, les guerres qui éclatèrent de 1850 à 1870, après de longues années de paix, devaient naturellement faire monter le prix des marchandises: les prix élevés des céréales, du lin, du chanvre et d'autres marchandises russes en Angleterre, vers 1855, furent une conséquence de la guerre de Crimée et la hausse extraordinaire

du prix du coton, de 1860 à 1870, a eu pour cause la guerre civile des Etats-Unis.

De 1830 à 1850, l'industrie anglaise souffrait du manque de débouchés : le prix des marchandises devait être bas, parce que l'offre dépassait la demande. Depuis 1850 les débouchés pour les produits de l'industrie anglaise se sont extraordinairement étendus, et, par suite, une hausse des prix était inévitable. A côté des fluctuations périodiques des prix que l'on connaît, il y a sur le marché de longues périodes de hausse et de baisse, la bonne et la mauvaise conjoncture. Le second quart du XIX^e siècle a été une période de baisse, par suite de la situation défavorable du marché mondial, tandis que la période de 1850 à 1873 a été une période de conjoncture favorable.

L'accroissement de la quantité d'or obtenu en Californie et en Australie ne pouvait avoir une action directe sur le prix des marchandises anglaises qu'en tant qu'il en résultait une augmentation dans la demande de marchandises de la part des pays producteurs d'or. Mais cette augmentation a été minime, relativement à celle qui a résulté de l'extension du libre-échange et du perfectionnement des moyens de transport. Le taux élevé de l'escompte à la banque d'Angleterre de 1850 à 1870 montre que l'affluence de l'or en Angleterre ne put influencer le prix des marchandises par la réduction du taux. Je ne conteste assurément pas que l'affluence de l'or en Angleterre n'ait exercé une certaine action sur les prix des marchandises anglaises : sans doute la hausse a été provoquée par d'autres causes, mais elle n'aurait pas été possible si l'abondance de l'or venu de Californie et d'Australie n'avait fortifié les caisses de la Banque d'Angleterre et si l'or nouveau n'avait été mis en circulation pour satisfaire au besoin toujours croissant de moyens d'échange. (D'après quelques évaluations la quantité de monnaies d'or s'est accrue à ce moment de 20 millions de livres sterling). Si la guerre de Crimée n'a pas eu une action désastreuse pour la situation économique et

financière de l'Angleterre, et est passée sans provoquer de crise financière, c'est que l'Angleterre, en même temps qu'elle envoyait sur le théâtre de la guerre d'énormes quantités de monnaie, recevait de l'or des pays aurifères. De même, l'écoulement de l'argent monnayé vers l'Orient dans les années qui précédèrent et suivirent 1860, provoqué par l'accroissement de l'importation de produits orientaux en Europe, ne bouleversa pas complètement le marché monétaire européen, uniquement parce qu'il y avait en France d'énormes réserves d'argent, que la France put envoyer en Orient, recevant, en échange de l'argent, de l'or venu d'Angleterre. L'affluence de l'or a donc eu une grande importance, mais non point celle qu'on lui attribue ordinairement : elle n'a pas agi directement sur le prix des marchandises, mais rendu possible une hausse qui correspondait à la situation générale du marché des marchandises.

Nous avons vu que, pendant le second quart du xix^e siècle, le montant de l'exportation anglaise, par suite de la baisse des prix provoquée par le manque de débouchés et les progrès de la technique ne put croître que lentement. De 1850 à 1870, nous avons un autre tableau. De nouveaux débouchés s'ouvrirent à l'industrie anglaise et le montant de l'exportation anglaise se mit à croître rapidement, d'autant plus que les progrès de la technique n'étaient déjà plus aussi rapides qu'auparavant.

Années	Valeur annuelle moyenne des produits exportés par le Royaume-Uni (en millions de livres)		Cargaison annuelle moyenne des vaisseaux ayant quitté les ports du Royaume-Uni pour l'étranger et les colonies britanniques (en millions de tonnes)	
		Augmentation de		Augmentation de
1841-1850	57,4		60,3	
1851-1860	106,5	85 0/0	103,2	71 0/0
1861-1870	166,0	56 0/0	153,9	49 0/0

L'exportation augmente avec la plus grande rapidité. Tandis que dans la période précédente la quantité des marchandises exportées progressait bien plus rapidement que leur valeur, — qu'en d'autres termes, les prix subissaient une baisse, — maintenant, par contre, la valeur des marchandises exportées progresse bien plus vite que le nombre de tonnes de marchandises emportées par les navires qui partent d'Angleterre. C'est une preuve de la hausse des prix, et, de plus, puisque l'Angleterre exporte principalement des objets fabriqués, du ralentissement du progrès technique.

Et, en effet, dans l'industrie du coton, l'ère des découvertes a été close de 1840 à 1850. La production continua à progresser, mais non point, et à beaucoup près, avec la rapidité ancienne. La consommation annuelle de coton monta de 753 millions de livres (1851-1855) à 971 millions (1866-1870). La production du fer brut passa de 2 millions 1 de tonnes (1849) à 4 millions 7 (1861-1870). Dans les autres branches, l'accroissement de la production ne fut pas même si rapide que dans les années de 1830 à 1850. Mais, aussi bien, le prix des produits n'eut aucune tendance à la baisse et l'industrie se développa grâce à la bonne situation du marché des marchandises. Les entrepreneurs réalisèrent de gros gains et purent être pleinement satisfaits de l'expérience du libre-échange. La richesse des classes possédantes s'accrût si rapidement que Gladstone pouvait, à juste titre, dans son fameux discours sur le budget de 1863, qualifier cet accroissement d' « enivrant ».

III

Le déclin de la suprématie industrielle anglaise.

Mais toute cette prospérité ne devait pas être durable. Vingt années étaient à peine écoulées depuis la conclusion du fameux traité de commerce de Cobden que certains

signes faisaient pressentir indubitablement la fin de la suprématie industrielle anglaise. L'année 1873 marque un tournant dans l'histoire de l'industrie britannique. A la période d'essor avait succédé une longue et difficile période de stagnation. Il n'y avait encore là rien d'extraordinaire : de même que le flux est nécessairement suivi du reflux, de même, en Angleterre, les affaires languissent inévitablement après un temps de prospérité. Pourtant, cette fois-ci, lorsque une mauvaise période cessa, pour faire de nouveau place à une autre, les jours heureux de jadis ne revinrent pas pour l'industrie anglaise. Le fabricant anglais dut constater avec étonnement que son ancienne supériorité sur tous ses concurrents passait de plus en plus dans le domaine de la tradition. L'industrie mondiale se développait très vite et précisément dans les pays dont l'Angleterre s'était habituée à considérer les marchés pour ainsi dire comme son apanage. L'Amérique du Nord qui unit à tous les avantages d'un pays jeune et peu peuplé ceux d'une très haute culture et d'une technique qui surpasse de beaucoup celle de la vieille Europe, s'efforçait avec succès de s'affranchir de la dépendance où elle se trouvait par rapport à l'industrie anglaise. Les colonies anglaises, comme le Canada et l'Australie, développaient leur industrie, avec l'aide de droits d'entrée protecteurs. Les pays d'Extrême-Orient, qui absorbaient la majeure partie des produits de l'industrie cotonnière anglaise, se mirent à partir de 1880 à construire leurs propres fabriques. Les filatures de Bombay ne firent pas seulement une sérieuse concurrence au Lancashire sur le marché de l'Inde orientale, mais elles s'emparèrent encore peu à peu de quelques importants marchés étrangers où jusque-là l'Angleterre avait été l'unique maîtresse. C'est ainsi que l'exportation du coton d'Angleterre en Chine et au Japon n'a presque pas augmenté à partir de 1873, alors que l'exportation de l'Inde orientale y progressait si fortement que le coton anglais ne formait plus qu'une minime partie du coton étranger

sur les marchés en question. Le coton de l'Inde orientale a presque complètement conquis le marché japonais et le marché chinois.

Tout à fait défavorable a été pour l'Angleterre la dernière orientation de la politique commerciale dans les différents pays. De 1870 à 1890, dans presque tous les pays disposant d'une industrie développée, — à l'exception de la Belgique et de la Hollande, — les tarifs douaniers furent révisés dans un esprit protectionniste. Les Etats-Unis ont par le tarif Mac-Kinley, qui n'a été que peu atténué par les réformes douanières postérieures, poussé le protectionnisme à l'extrême. Même quelques colonies anglaises se sont, comme il a été dit, protégées par des droits d'entrée élevés contre les produits de leur propre mère-patrie.

En 1886, on institua en Angleterre une commission royale pour rechercher les causes de la stagnation des affaires. La plupart des industriels entendus par la commission se plaignirent de la concurrence étrangère, en général, et de la concurrence allemande, en particulier. D'après ces dépositions les marchandises allemandes, belges et françaises n'avaient pas seulement chassé les produits anglais de nombreux marchés étrangers, mais elles étaient apparues dans une proportion menaçante même en Angleterre. Les fabricants anglais qui jadis avaient défié avec tant de confiance le monde entier et n'avaient sans cesse recherché qu'une chose, la liberté de la concurrence, ne peuvent maintenant pas défendre leur propre marché. Eux, les chevaliers du libre-échange, s'humilient à demander des droits d'entrée protecteurs, pour ne pas succomber devant l'assaut étranger. De 1880 à 1890, commence en Angleterre un mouvement en faveur du protectionnisme. Une minorité dans la commission dont il a été parlé, proposa directement et sans ambages de frapper les objets de fabrication étrangère de droits d'entrée ; la majorité fut moins résolue, mais elle se vit contrainte de faire la déclaration suivante : « En ce qui concerne la production des marchandises, —

lisons-nous dans le rapport officiel de la commission, — les avantages que nous avons sur l'Allemagne, si toutefois ils existent, sont très minimes ; et en ce qui concerne la connaissance du marché mondial, en ce qui concerne l'effort pour s'adapter aux conditions locales et s'établir d'une façon durable partout où cela est possible, les Allemands commencent même à nous dépasser (1). »

La situation industrielle de l'Angleterre s'est surtout gâtée dans les dernières dizaines d'années du siècle précédent. Puis, est intervenue une amélioration. On peut s'en rendre compte en consultant les chiffres suivants sur la production de la fonte et de la houille en Angleterre (2).

Années	Production de la fonte (en millions de tonnes)	Pourcentage de l'augmentation	Production de la houille (en millions de tonnes)	Pourcentage de l'augmentation
1861-70	4,7	—	97	—
1871-80	6,6	40 0/0	131	35 0/0
1881-90	7,9	20 »	164	25 »
1891-00	8,1	3 »	195	18 »
1901-09	9,1	11 »	244	25 »

Tout récemment encore l'Angleterre occupait le premier rang pour la production de la fonte, aujourd'hui elle n'occupe plus que le troisième, après les États-Unis et l'Allemagne. Voici les chiffres respectifs :

(1) *Final Report of the Royal Commission appointed to inquire into the Depression of Trade and Industry, 1886, p. 20.*

(2) D'après les statistiques de l'*United Kingdom* et les suppléments de *The Economist*.

Années	Angleterre	Etats-Unis	Allemagne	France	Russie
1870	6,0	1,6	1,4	1,2	0,3
1880	7,8	3,8	2,7	1,7	0,4
1890	8,2	4,2	4,6	1,9	0,9
1900	9,0	13,8	7,5	2,7	2,9
1910	10,2	26,6	14,2	4,0	3,0

Dans l'industrie cotonnière la suprématie anglaise n'est pas encore ébranlée. Mais là encore on voit que l'augmentation de la production est loin d'être en proportion de celle des autres pays, qui, venant après l'Angleterre, font peu à peu des progrès pour la rejoindre.

Nombre de broches pour la filature du coton (en millions).

	Angleterre	Etats-Unis	Allemagne	Russie
1878	41,0	10,5	4,6	2,7
1908	55,2	26,1	9,8	8,0

En même temps, il est très intéressant de remarquer que l'industrie anglaise se met de plus en plus à travailler non pas pour le consommateur étranger, mais pour le producteur étranger. Car, dans l'exportation anglaise, les différents outils, c'est-à-dire les articles de production prennent la place des articles de consommation.

Dans la première moitié de XIX^e siècle les différents tissus ont été le principal objet de l'exportation anglaise. Aujourd'hui les produits métallurgiques, les machines et les charbons prennent dans cette exportation une place de plus en plus grande. Voici quelques statistiques à ce sujet :

*Exportation annuelle du Royaume-Uni,
(en millions de livres sterling (1)).*

Années	Tissus de coton	Fer travaillé et non travaillé (y compris les machines)	Charbons
1868-70	54,2	26,3	5,4
1886-88	59,5	35,3	10,4
1896-98	56,4	39,9	16,7
1907-09	87,6	76,5	40,3

Il y a eu un temps où l'exportation des objets fabriqués en coton avait atteint presque la moitié de l'ensemble de l'exportation. Maintenant les tissus de coton ne constituent pas le quart des marchandises exportées. De ce changement se dégagent deux constatations. D'abord, il y a là une conséquence de la décadence de la suprématie industrielle anglaise, le marché extérieur demande toujours moins à l'Angleterre de tissus et d'autres produits manufacturés allant directement à la consommation : chaque pays s'adresse à sa propre industrie. En même temps cependant, on demande davantage à l'Angleterre des machines, du fer brut etc., qui sont des moyens de production pour l'industrie rapidement développée des concurrents de l'Angleterre. Mais, en second lieu, ce changement, — la considérable augmentation relative de la demande de moyens de production au détriment de la demande d'objets de consommation, — n'est pas du tout particulier à l'Angleterre. Dans tous les pays industriels, nous apparaît le même phénomène ; partout le développement économique obéit à la même loi fondamentale. L'industrie minière qui crée pour l'industrie moderne des moyens de production, passe partout de plus en plus au premier plan. Ainsi, par la diminution relative dans l'expor-

(1) D'après les *Statistical Abstracts for the United Kingdom*.

tation des produits britanniques immédiatement absorbés par la consommation, se manifeste aussi la loi fondamentale du développement capitaliste : plus la technique progresse, plus les objets de consommation diminuent d'importance en regard des moyens de production.

La consommation humaine joue un rôle de moins en moins considérable relativement à la consommation productrice des moyens de production.

Le marché étranger est pour l'Angleterre d'une importance vitale. L'agriculture dans ce pays subit un recul, et ce n'est qu'une partie infime du territoire qui est utilisée pour la culture des céréales. Seul, l'écoulement des objets de fabrication sur le marché extérieur peut procurer à la population anglaise sans cesse croissante les aliments nécessaires que ne produit plus le sol anglais. Tant que l'Angleterre conservait sa suprématie industrielle sur tous les pays, cet état de choses n'avait pour elle rien de dangereux : l'Angleterre était devenue la fabrique du monde entier. De tous côtés elle recevait des matières premières et, après les avoir transformées en objets fabriqués, elle les renvoyait aux quatre coins de l'univers. Mais, tôt ou tard, la suprématie industrielle anglaise devait avoir une fin. En effet, quels avantages a l'Angleterre qui doivent rester fermés aux autres pays ? Les principaux avantages dont a bénéficié et bénéficie l'industrie anglaise, sont la richesse colossale de l'Angleterre et l'incomparable habileté technique de l'ouvrier anglais. Mais les capitaux n'émigrent-ils pas encore plus facilement que les ouvriers ? Dans les derniers temps, l'émigration des capitaux anglais s'est considérablement accrue. L'habileté technique de l'ouvrier anglais n'est pas non plus pour lui un monopole exclusif. L'ouvrier américain va même jusqu'à le dépasser et l'ouvrier allemand le rejoint bien vite. Un avantage énorme au profit de l'Angleterre provenait autrefois de l'excellence de ses voies de communication. L'Angleterre est le pays où un réseau de chemins de fer a été le plus tôt créé et c'est une des

causes de l'essor de l'industrie anglaise après 1850. Aujourd'hui, les voies ferrées sont répandues dans le monde entier et ne sont nullement la propriété exclusive de l'Angleterre. Enfin le plus grand avantage naturel de l'Angleterre, sa richesse minérale (charbon et fer) est susceptible d'épuisement. Les avantages de l'Angleterre sur les autres pays ne peuvent donc dans le cours du développement économique mondial que diminuer.

Les pays qui produisent eux-mêmes les matières premières nécessaires à leur industrie ont un avantage énorme que rien ne peut compenser. L'Angleterre importe du coton de l'Inde orientale, le transforme en tissus et exporte de nouveau ceux-ci dans l'Inde orientale. Ces frais de double transport sont une prime naturelle en faveur de l'industrie indienne. Quoi d'étonnant que les fabriques de Bombay deviennent des concurrents de plus en plus dangereux du Lancashire ?

Le plus fort concurrent de l'Angleterre, l'Allemagne, ne bat pas seulement les fabricants anglais sur son propre marché, le marché allemand, mais elle arrive à évincer l'Angleterre sur le marché des pays neutres et même sur le marché intérieur anglais. Tous ceux qui savent, vantent l'initiative et l'esprit industriel des fabricants et des commerçants allemands par opposition à l'obstination conservatrice des Anglais. Nombre de marchés ont été perdus pour les Anglais pour ce seul motif, parce qu'ils ne savaient pas s'adapter aux conditions particulières et aux besoins locaux, parce qu'ils ne modifiaient pas le modèle de marchandises devenu courant. Le monopole dont les Anglais ont longtemps joui sur le marché des marchandises leur a nui à eux-mêmes plus qu'à tout autre. Une longue suprématie conduit facilement à la nonchalance, — et c'est ce qui est arrivé en Angleterre. L'Allemagne qui a dû lutter pour conquérir chaque débouché nouveau, s'est créé un merveilleux ensemble d'institutions, ayant pour but de favoriser le commerce et l'industrie. On reconnaît que les consuls alle-

mands sont les meilleurs du monde et il en est de même des commis-voyageurs et des représentants de commerce allemands, des sociétés allemandes pour le développement du commerce, des écoles commerciales et professionnelles allemandes, etc. Tout cela suffit pleinement à expliquer la prépondérance de l'Allemagne.

Le commerce anglais a reçu aussi d'un autre côté un coup très grave. L'évolution commerciale est en effet caractérisée par le fait que l'intermédiaire, le marchand en gros, est presque partout évincé : le producteurs'abouche directement avec le marchand en détail et même parfois avec le consommateur. La commission royale de 1886, dont il a déjà été question, a recueilli à ce sujet de nombreux et instructifs documents. Toute une série de témoins interrogés par la commission ont déclaré unanimement que les relations entre producteurs et consommateurs avaient une tendance à devenir de plus en plus directes (1). Cette tendance est très préjudiciable à l'Angleterre qui, vis-à-vis des autres pays, joue un rôle de négociant.

(1) Voici quelques-unes de ces dépositions : « Depuis ces derniers temps, on s'efforce plus que jamais de se passer d'intermédiaire. A Oldham, nous essayons autant que possible de rentrer en relations directes avec les producteurs de coton d'Amérique. A mon avis, la pratique a montré que les services de l'intermédiaire sont très onéreux ; aussi bien leur rôle a été considérablement réduit (Déposition du secrétaire de la Cotton Spinners Association. V. ANDREW, *Second Report on Trade Depression. Minutes of Evidences*. Q. 4358-4359) : Question : « Vendez-vous vos produits (tissus de cotons) à des négociants (Exportateurs) ? » — Réponse : « Nous expédions tout nous-mêmes. Notre bénéfice est si réduit que nous renonçons à l'intermédiaire des négociants et devons chercher à nous passer d'eux. Il y a quelques années, nous vendions tout ce que nous produisions à un négociant. Aujourd'hui, nous l'avons complètement mis de côté et nous exportons nous-mêmes. (Déposition du fabricant A. Simpson, Q. 5673). Question : « Remarquez-vous un changement dans le mode de distribution des marchandises ? » — Réponse : « Oui, nous en remarquons un. Autrefois, notre maison était le canal qui distribuait les marchandises à ceux qui en avaient besoin. Mais

L'importance énorme de l'Angleterre dans le commerce mondial provenait de son rôle d'intermédiaire dans le commerce de l'Europe avec l'Orient et les autres pays extra-européens qui échangeaient leurs propres matières contre les produits de l'industrie européenne. Le coton d'Amérique, de l'Inde et d'Égypte, le café de l'Inde orientale, du Brésil et de l'Arabie, le thé et la soie de Chine et maints produits des tropiques n'arrivaient généralement en Europe que par des mains anglaises.

Londres et Liverpool étaient les entrepôts d'énormes quantités de marchandises qui passaient en transit par l'Angleterre. La tendance vers la réduction du commerce intermédiaire devait, en première ligne, avoir sa répercussion sur le commerce anglais (1).

La phase la plus récente dans l'évolution de l'industrie

aujourd'hui, fâcheusement pour nous, les relations directes entre producteurs et consommateurs deviennent de plus en plus fréquentes. Beaucoup de commerçants en détail qui auparavant s'adressaient à nous pour avoir les marchandises dont ils avaient besoin s'abouchent directement avec les producteurs (Déposition du représentant d'une grande maison de vêtements en gros, G. Gribble. Q. 4070). » — Il y a 23 ans, le commerce avec New-York s'effectuait de la manière suivante : l'importateur (américain) achetait des marchandises (toiles) chez le fabricant ou même parfois non point chez celui-ci, mais dans une maison de commission de Manchester ou d'un grand centre... Ensuite venait le marchand en gros, qui achetait la marchandise de l'importateur, et la revendait aux commerçants en détail... Aujourd'hui, l'importateur est, depuis longtemps déjà, disparu, le négociant en gros disparaît, lui aussi, rapidement, et les commerçants en détail de New-York reçoivent la marchandise dont ils ont besoin, directement des fabricants (Déposition du fabricant de toile R. Reade. Q. 7038).

(1) Question : « Est-ce que dans les derniers temps une tendance s'est manifestée à se passer le plus possible d'intermédiaire dans les relations commerciales et notre commerce d'entrepôt en a-t-il souffert ? » — « Parfaitement, la tendance naturelle des 20 dernières années a poussé à l'éviction de notre intermédiaire et à l'établissement de relations directes entre le lieu de production et le continent. Le canal de Suez a énormément contribué au développement

anglaise est donc caractérisée par un ralentissement du progrès. L'extension du mode de production capitaliste dans le monde entier a amené un accroissement extraordinaire de la concurrence sur le marché mondial, et l'Angleterre n'a pas réussi à maintenir son ancienne hégémonie industrielle et commerciale.

du commerce direct, de sorte que l'Angleterre n'est déjà plus comme autrefois l'entrepôt des marchandises. » (*Third Report on T. D. M. of E.*, déposition de l'armateur Williamson, Q. 11191). Question : « Notre commerce d'entrepôt a-t-il périclité ? » — Réponse : « Sans aucun doute, pour beaucoup de marchandises. Prenons par exemple le thé. Autrefois nous voyions beaucoup de polices d'assurance pour le thé transporté de Londres à Saint-Petersbourg et importé directement de Chine à Londres. Aujourd'hui nous ne voyons, depuis longtemps, déjà, pas une seule police de ce genre : le thé va directement de Chine à Odessa. Prenons encore la soie. Autrefois elle était, sans exception aucune, dirigée d'Orient sur Londres, vendue sur le marché de Londres, et ce n'est que de là qu'une partie en était expédiée sur le continent, à Lyon ou ailleurs ; tandis que dans les trois ou quatre dernières années, la soie est allée directement à Marseille et à Venise et s'est dispersée de là sur le continent sans venir chez nous. Ou bien encore prenons le coton. J'ai été la semaine dernière à Liverpool et j'ai entendu des gens se plaindre de ce que les affaires ne marchent pas. On m'a dit qu'une branche commerciale était complètement disparue, celle qui consistait à acheter du coton sur le marché de Liverpool et à l'expédier soit en Russie, soit sur divers ports du continent ; aujourd'hui le coton est apporté directement des pays de production sur le continent » (Déposition de l'armateur W. Price, Q. 10072). Le déclin du commerce d'entrepôt de l'Angleterre est également attesté par les autres armateurs entendus par la commission (Devitt, Q. 10283-89. Cattrans, 11334. Scholefield, Q. 10848 et d'autres).

CHAPITRE II

LES CRISES DE 1825 A 1850

Caractéristique générale des fluctuations de l'industrie anglaise. — **La crise de 1825.** — Ouverture de nouveaux débouchés dans l'Amérique du Sud. — Spéculations sur les valeurs sud-américaines. — La folie des spéculations. — La construction de nouvelles fabriques de coton. — L'exode du capital anglais vers l'Amérique du Sud. — Les causes de la crise. — **La crise de 1836.** — Bonnes récoltes. — L'exode du capital anglais vers les Etats-Unis. — Spéculations sur les terres d'Etat. — La crise financière de 1835. — Le caractère de la fièvre des spéculations de 1836. — La circulaire du Président Jackson. — Différence entre l'écoulement de l'or vers l'étranger et son écoulement vers l'intérieur du pays. — Comparaisons des crises de 1836 et de 1825. — **La crise financière de 1839.** — L'influence des spéculations américaines. — L'absence d'écoulement de l'or vers l'intérieur du pays. — La stagnation des affaires dans les années qui suivirent 1840. — **La crise de 1847.** — Bonnes récoltes. — Construction de chemins de fer. — La crise financière de 1845. — Les mauvaises récoltes de 1846 et 1847. — Les diminutions de l'exportation. — Pourquoi le capital anglais ne s'écoula-t-il pas vers l'étranger ? — Changement de politique de la banque d'Angleterre en ce qui concerne le taux de l'es-compte. — Les fluctuations de prix des céréales. — Suspension des actes de banque de 1844. — Différence entre la crise de 1847 et la crise précédente.

Le retour périodique d'époques de prospérité et de crise est un trait caractéristique du mode de production capitaliste. Mais ces fluctuations ne doivent pas être confondues

avec les changements dans la situation de l'industrie qui embrassent de vastes périodes. Par exemple, l'industrie anglaise s'est développée rapidement jusqu'en 1875 ; depuis, ce mouvement en avant s'est considérablement ralenti. Mais, comme autrefois, l'industrie anglaise est sujette à des fluctuations périodiques. Dans les années qui suivirent le triomphe du libre-échange, l'Angleterre ne put échapper à de graves crises industrielles, qui s'accompagnèrent d'une stagnation complète des affaires ; la dernière période, peu prospère de l'évolution de l'industrie anglaise, est entrecoupée de moments de prospérité. Les contemporains ne sont, d'ordinaire, pas en état de distinguer les fluctuations périodiques des changements plus profonds dans le domaine de l'industrie. Pendant une crise industrielle des plaintes effrayées se font entendre, on prévoit la ruine du pays. Si la crise se prolonge, les prophéties rencontrent une créance plus grande et le désespoir devient général. Par contre, la prospérité industrielle chasse bientôt des mémoires tout souvenir des jours difficiles de jadis ; à la Bourse, on voit tout en rose et cet état d'esprit se transmet à tout le monde économique. Il semble qu'il n'y ait jamais eu de crises, qu'une ère industrielle soit arrivée, qui promet une prospérité générale et que rien ne troublera. Mais de même qu'une vague qui vient frapper le rivage n'est pas encore la preuve d'un flux général, de même, on ne peut conclure de l'essor industriel de quelques années à un changement dans l'évolution industrielle du pays.

Au milieu du courant toujours changeant de l'histoire universelle, cette succession régulière de périodes de prospérité industrielle et de déclin est quelque chose de tout à fait remarquable. Autrefois on n'a rien connu de semblable. Sans doute il y a toujours eu des crises industrielles. Ainsi, on peut, au xviii^e siècle, relever toute une série de crises qui ont plus d'un trait de commun avec celles d'aujourd'hui. Pourtant, à un certain point de vue, les crises

récentes sont toutes différentes des autres. Les crises anciennes étaient provoquées par quelques circonstances exceptionnelles, le plus souvent d'ordre politique, et elles ne dénotent dans leur retour aucune périodicité. Or, c'est cette périodicité qui est le trait caractéristique des crises modernes, crises du mode de production capitaliste. Ces crises sont bien le seul domaine social où des prédictions très précises se soient plusieurs fois réalisées.

Le retour périodique des crises ne commence en Angleterre que vers 1820.

Les crises de 1811, 1815 et 1818 se classent, d'après leur type, avec les crises du xvii^e siècle; elles furent la conséquence de la grande guerre de l'Angleterre avec Napoléon.

Tout autre est le caractère des crises anglaises qui suivirent: leur périodicité montre qu'elles ne proviennent pas de circonstances extérieures, mais bien de l'essence même de l'ordre économique moderne. A une époque de prospérité générale, au milieu du plus bel essor commercial et industriel éclatait, comme un orage, une crise commerciale avec toutes ses suites: banqueroutes, chômage, misère de la population, etc. Particulièrement typiques ont été les crises de 1825 à 1850 dont nous allons parler. Le tableau suivant et le diagramme n° 1 (p. 36, 37) construit d'après ces données serviront à orienter sur le caractère général des fluctuations périodiques de l'industrie anglaise pendant ces années (*Voir* tableau, p. 35).

Les gros traits verticaux du diagramme indiquent les années pendant lesquelles ont eu lieu en Angleterre des crises industrielles. Les crises sont, pour la période que nous considérons, au nombre de trois: celle de 1825, de 1836 et de 1847. En 1839 a eu lieu une crise financière qui est indiquée dans le diagramme par une ligne pointillée verticale.

Il est facile de remarquer qu'une certaine relation existe entre les variations de toutes les courbes. Les variations de

Années	Montant de l'exportation du Royaume-Uni (en millions de livres. 1)	Nombre des banqueroutes en Angleterre et au pays de Galles (arrondi en dizaines 1)	Changements relatifs du prix du fer anglais (2)	Encaisse de la Banque d'Angleterre jusqu'en 1831 à la fin août, après 1831, à la fin octobre de chaque année (en millions de livres. 3)
1823	35,5	1240	78	12,7
1824	38,4	1230	94	11,8
1825	38,9	1470	114	3,6
1826	31,5	3300	100	6,8
1827	37,2	1680	85	10,5
1828	36,8	1510	80	10,5
1829	35,8	2160	72	6,8
1830	38,3	1720	66	11,2
1831	37,2	1820	63	6,4
1832	36,5	1730	61	8,3
1833	40,0	1290	65	9,5
1834	41,6	1370	65	6,4
1835	47,4	1310	64	6,1
1836	53,4	1190	86	4,7
1837	42,1	1950	74	7,9
1838	50,1	1090	77	9,1
1839	53,2	1470	77	2,6
1840	51,4	1890	63	3,0
1841	51,5	1840	61	4,0
1842	47,4	1660	51	9,8
1843	52,3	1260	43	11,9
1844	53,6	1100	43	14,1
1845	60,1	1160	59	14,0
1846	57,8	1530	60	14,8
1847	53,8	1910	60	8,4
1848	52,9	—	47	13,3
1849	63,6	—	40	15,3
1850	71,4	—	37	16,0
Moyenne .	47,1	160	67	9,3

(1) D'après les *Tables of the Revenue etc., of the United Kingdom*.

(2) D'après les tableaux de JEVONS, *Investigations in Currency and Finance*, Londres 1884. Article *The Variation of Prices*, p. 145-147.

(3) D'après les *Report of the Bank of England Charter, 1833*, Appendice n° 5 ; *Reports of the Bank of Issue, 1840*, Appendice n° 12, 6 ; *Reports on Commercial Distress, 1848*, Appendice n° 8 ; *Reports on Bank Acts, 1857*, Appendice.

la courbe d'exportation sont tout à fait analogues à celles de la courbe du prix du fer, avec cette différence que la première courbe monte en général, tandis que l'autre descend. Par contre, les variations des deux autres courbes, celle des banqueroutes et celle de la réserve de numéraire de la banque d'Angleterre, s'effectuent en sens contraire. Les variations les plus fortes sont celles des années de crise.

DIAGRAMME N°1

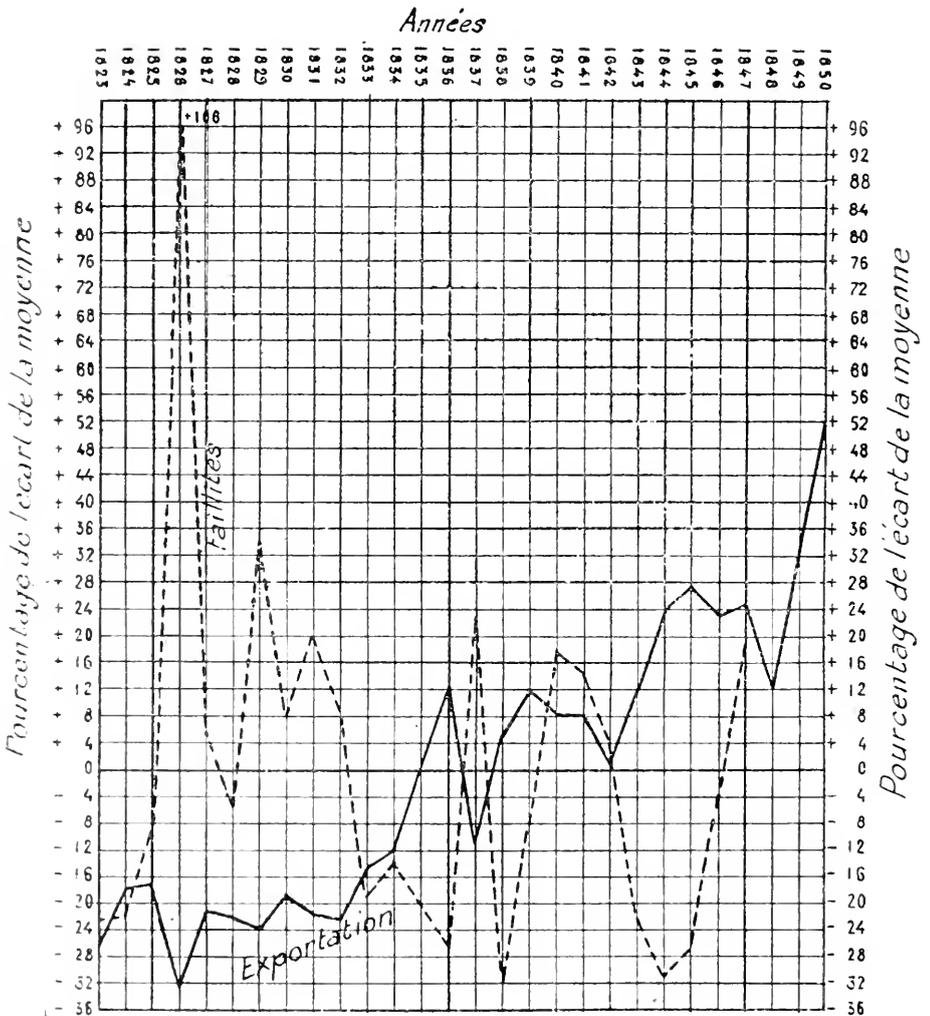
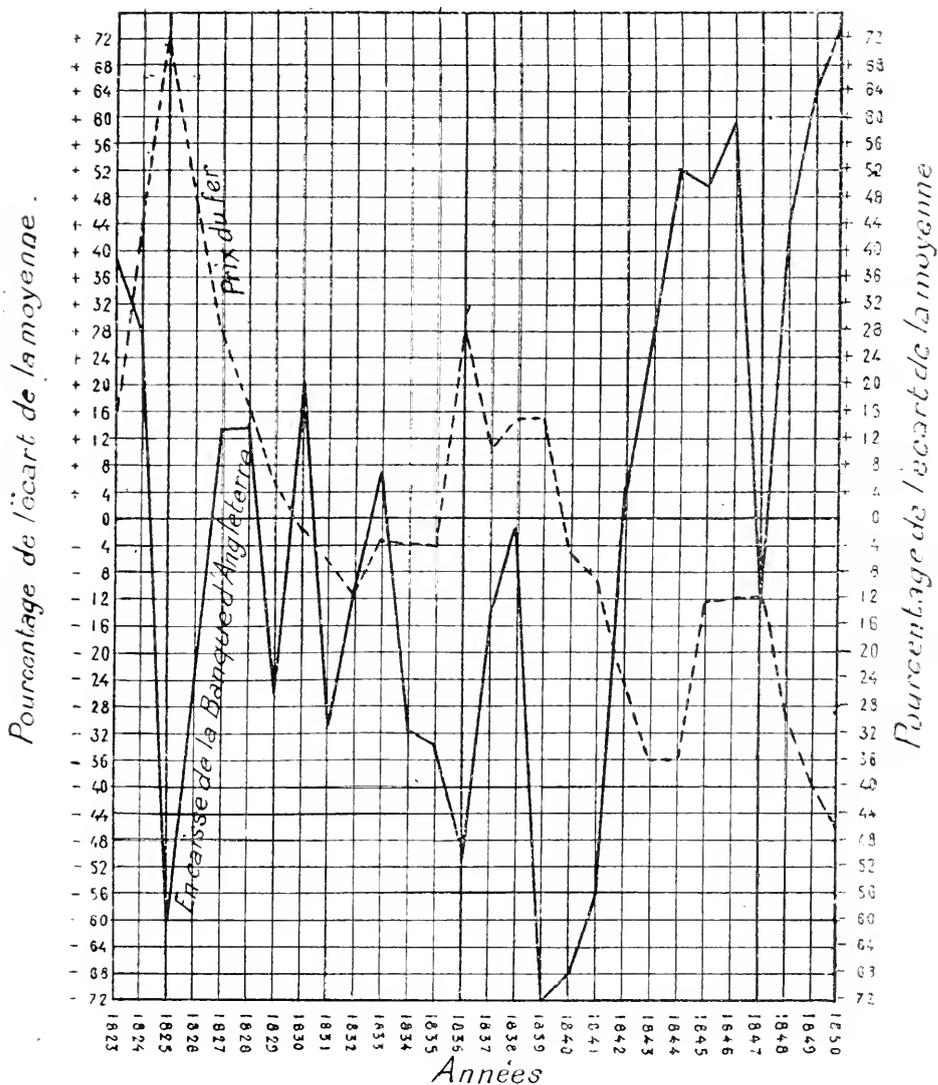


Diagramme n° 1 (suite)



Considérons maintenant de plus près ces variations. Les trois premières années, de 1823 à 1825, sont une période de prospérité industrielle et commerciale ; l'exportation a augmenté, le prix du fer a subi une très grande hausse, la

réserve de la banque d'Angleterre a, par contre, fortement fléchi, lentement en 1824, mais bien plus rapidement ensuite. Il est visible qu'en 1825 une catastrophe a eu lieu sur le marché monétaire anglais, au cours de laquelle la caisse de la banque d'Angleterre s'est vidée de son numéraire. Cette catastrophe a eu pour suite, l'année suivante, une augmentation énorme du nombre des banqueroutes, une diminution de l'exportation et un fléchissement du prix du fer. Par contre, l'encaisse de la banque d'Angleterre s'est de nouveau accru en 1826. Les six années suivantes, de 1827 à 1832, n'offrent dans l'histoire industrielle de l'Angleterre rien de particulier. En 1829 et en 1831, on observe un accroissement du nombre des banqueroutes et une diminution de l'encaisse de la banque d'Angleterre, mais les deux phénomènes sont moins accentués qu'en 1825 et 1826. Le montant de l'exportation change peu ; les prix du fer tombent peu à peu. A partir de 1833, commence une nouvelle période de prospérité. L'exportation, ainsi que les prix du fer montent rapidement ; la caisse de la Banque d'Angleterre se vide rapidement et l'encaisse tombe de nouveau, vers 1835, au minimum de 1825. La prospérité industrielle prend fin par un grave ébranlement du crédit. En 1837, la situation générale de l'industrie ressemble fort à celle de 1825. La courbe de l'exportation fait subitement un saut vers le bas, le prix du fer fléchit également, les banqueroutes se multiplient ; l'or et l'argent reviennent dans la caisse de la banque. En 1839, l'encaisse métallique de la banque d'Angleterre a atteint le point le plus bas de toute la période que nous étudions ; l'Angleterre a passé, pendant cette année-là, par une crise financière très grave, qui a eu sa répercussion sur les prix du fer et, à un degré moindre, sur l'exportation. Les années qui précèdent et suivent immédiatement 1840 sont caractérisées par la baisse des prix, le fléchissement de l'exportation et le grand nombre des banqueroutes. En 1843 commence la troisième période de prospérité, qui se termine par la crise de 1847.

L'année 1848 correspond tout à fait au point de vue économique aux années 1826 et 1837.

Pendant le quart de siècle dont nous nous occupons, trois crises industrielles ont donc eu lieu en Angleterre, en 1825, en 1836 et en 1847. Ces crises n'ont pas eu un caractère accidentel, mais elles sont liées organiquement, de la manière la plus intime, à l'évolution commerciale et industrielle de l'Angleterre. Ce qui le prouve, c'est que chaque crise industrielle fut précédée de la même situation du marché, aussi bien du marché monétaire que de celui des marchandises. Chaque période de prospérité prit fin par une crise industrielle, qui fut suivie d'une période plus ou moins longue de stagnation dans les affaires : après la crise de 1825, l'exportation n'augmenta pas de longtemps ; après la double crise de 1836 et 1839, elle diminua même plusieurs années de suite. L'effet de la crise de 1847 fut moins durable ; elle n'a eu de répercussion que sur la situation commerciale de l'année suivante. Donc, pendant les années que nous considérons, chaque mouvement important de prospérité commerciale fut suivi d'une crise industrielle.

Quelles ont été maintenant les causes immédiates de ces crises ? L'histoire de chacune d'elles peut seule nous l'apprendre.

La crise industrielle de 1825.

Les deux crises difficiles de 1815 et de 1818, qui avaient suivi la conclusion de la paix, avaient plongé le commerce anglais dans un long marasme. Le taux de l'intérêt était tombé, ce qui amena une hausse des consolidés anglais 3 0/0, qui montèrent de 73 1/2 (en avril 1823) à 96 1/4 (en novembre 1824). Le marché monétaire anglais était encombré de capitaux, qui cherchaient vainement un placement.

Le fléchissement du taux de l'intérêt a permis au gouvernement d'opérer toute une série de conversions : en 1824, l'emprunt 5 0/0 et l'emprunt 4 0/0 (sur la somme totale de 215 millions de livres) ont été convertis en 4 0/0 et 3 1/2 0/0. L'abondance de l'or dans la caisse de la banque d'Angleterre était si considérable, que celle-ci pouvait, dès 1821, reprendre ses paiements au comptant, bien que le Parlement eût fixé cette reprise à 1823.

Un pareil état de choses, que les capitaux encombrant le marché et que les forces productrices sociales ne puissent s'exercer, uniquement parce que la crise précédente a provoqué un arrêt dans la circulation des marchandises, ne peut longtemps durer. Peu à peu l'industrie sort de ce marasme. Les entrepreneurs cherchent de nouveaux débouchés, se mettent en quête de commandes, et toute extension de la demande amène aussitôt une extension dans la production. Il suffit d'une faible poussée pour que tout l'appareil, qui est prêt à fonctionner, soit mis en mouvement. La somme d'énergie potentielle qui s'est accumulée dans l'organisme social pendant la période de stagnation, est si grande que l'effet de tout événement économique favorable est souvent hors de proportion avec sa cause.

Une des impulsions fut produite, au moment dont nous parlons, par la découverte de nouveaux débouchés en Amérique. En 1823, fut reconnue l'indépendance des États de l'Amérique centrale et de l'Amérique du Sud, qui étaient auparavant des colonies espagnoles et portugaises. En Angleterre, l'opinion était répandue que ces pays étaient en possession de richesses naturelles inépuisables, qui n'avaient pu être exploitées sous la domination despotique et ignorante d'un gouvernement étranger, et que l'obtention de l'indépendance par les États de l'Amérique du Sud ouvrait un champ d'une extrême importance à l'initiative anglaise et au capital anglais. Les mines d'or et d'argent du Mexique, sur la richesse desquelles couraient les bruits les plus exagérés, étaient restées presque complètement inexploitées pendant toute la durée de la guerre de l'indépendance et, depuis la restauration de la paix, les travaux ne pouvaient être repris faute de capitaux. Pendant ce temps, l'Angleterre ne savait où placer ses capitaux, qui affluaient dans les banques et encombraient le marché monétaire. Quoi d'étonnant, que les capitaux anglais se soient précipités sur les nouveaux débouchés qui leur étaient ouverts, avec la violence de l'eau qui se précipite par l'ouverture d'une digue ?

A partir de 1824, la Bourse de Londres est inondée de valeurs sud-américaines. Dans les deux années 1824 et 1825, les États de l'Amérique du Sud et de l'Amérique centrale ont fait à Londres pour plus de 20 millions d'emprunts d'Etat (1). En outre, on vendit à la Bourse de Londres une énorme quantité d'actions et autres valeurs de compagnies pour l'exploitation des richesses naturelles du nouveau monde, principalement des mines, qui, il est vrai, n'existaient souvent que dans l'imagination des spéculateurs. Toutes les actions possibles trouvèrent à la Bourse

(1) *Report of the Select Committee on the Bank of England Charter, 1833. Appendice, n° 95.*

un accueil favorable, leurs cours montèrent rapidement et une fièvre de spéculation s'empara du public. Il ne faut pas oublier que ceux qui souscrivaient à des actions, n'étaient pas du tout obligés de payer sur-le-champ la totalité de la somme. Il suffisait, pour recevoir les valeurs, de verser le premier paiement, c'est-à-dire 3 à 10 0/0 de la somme souscrite. Aussi, était-on en mesure de jouer à la Bourse même avec un avoir modeste. On peut se faire une idée de ce qu'a été la spéculation à la Bourse des valeurs de Londres, si l'on pense que, par exemple, les actions de la compagnie anglo-mexicaine étaient cotées le 11 janvier 1825 avec une prime de 128 livres (le versement étant de 10 livres), les actions de la compagnie de Real-del-Monte avec une prime de 1.350 livres (versement : 70 livres), celles des Réunies-Mexicaines avec une prime de 155 livres (versement : 10 livres), celles des Réunies-Colombiennes avec une prime de 82 livres (versement : 10 livres) etc. (1).

Dans l'intervalle d'un mois, — du 10 décembre 1824 au 11 janvier 1825, — le cours des actions de l'Anglo-Mexicaine est monté de 125 livres, celui du Real-del-Monte de 800 livres, celui des Compagnies Réunies-Mexicaines de 120 livres, etc. Des fortunes colossales ont été gagnées à la Bourse en peu de temps. Dans ces conditions, il était inévitable que la spéculation dégénérait en véritable passion ; et cette passion s'était propagée bien au delà du monde de la Bourse. Toutes les classes aisées de la population se jetèrent sur la Bourse des valeurs pour spéculer à la hausse. « Les princes, les aristocrates, les politiciens, les fonctionnaires, les avocats, les médecins, les ecclésiastiques, les philosophes, les poètes, les jeunes filles, les femmes et les veuves, — lisons-nous dans l'*Annual Register* de 1825 — se sont précipités sur la Bourse, pour placer leur argent dans des entreprises dont rien ne leur était connu, si ce n'est le nom. »

(1) JOHN FRANCIS, *History of the Bank of England*, Londres, t. II, p. 4.

Un délire pareil, s'emparant tout à coup de la foule, ressemble à une épidémie ; plus il y a de gens atteints, plus le reste de la population est menacé. Mais on ne doit pas oublier que, si cette épidémie de la spéculation s'est propagée, c'est uniquement parce qu'en Angleterre de nombreux capitaux inactifs étaient accumulés, qui ne pouvaient trouver de placement avantageux sur le marché intérieur. Comme l'a dit Palmer, le directeur de la Banque d'Angleterre, le point de départ et la cause de la spéculation sur les valeurs étrangères a été la conversion opérée par le gouvernement anglais de 1820 à 1825 (1). Le capitaliste ne pouvait trouver un intérêt assez élevé qu'en plaçant ses fonds à l'étranger. De plus, les Etats sud-américains lui offraient les conditions les plus alléchantes : les emprunts étaient faits à 7 et 8 0/0 ou même davantage, tandis que le cours des consolidés anglais 3 0/0 était au-dessus du pair. Sans doute les Etats américains ont offert ces conditions sans avoir l'intention de tenir leurs promesses, mais les capitalistes anglais étaient disposés à considérer comme très sérieux les emprunts américains, les emprunts des Etats européens, effectués à la Bourse de Londres en 1818, s'étant trouvés être des placements sûrs et avantageux.

Il ne fallut pas longtemps pour que cette fièvre de spéculation, qui avait commencé avec les valeurs étrangères, gagnât le marché intérieur : d'innombrables projets virent le jour, de construction de voies ferrées et de canaux, d'établissement de lignes de navigation, de création de compagnies du gaz et de compagnies d'assurances, de banques, de fabriques, etc.

Beaucoup de compagnies furent fondées uniquement pour la spéculation. Aussi vit-on surgir des entreprises aussi fantastiques que la compagnie pour le percement de l'isthme de Panama dont les contours étaient alors en-

(1) *Report on the Bank of England Charter*, Déposition de H. Palmer, 606.

core presque inconnus, comme la compagnie pour la pêche des perles sur les côtes de la Colombie, etc. Le capital nominal des compagnies projetées ou fondées en 1824 et 1825 atteignit, d'après quelques évaluations, 372 millions de livres. Celles de ces compagnies qui se maintinrent pendant les années suivantes n'avaient plus qu'un capital nominal de 102 millions. Les autres avaient été liquidées, ou n'avaient même pas été fondées (1).

Telle était la situation de la Bourse des valeurs de Londres vers la fin de 1824 et le commencement de 1825. Dans le monde industriel aussi, il y avait une grande animation, quoique toute différente de la fièvre de spéculation dont la Bourse était le théâtre. En effet, le fabricant n'est pas en mesure d'élever considérablement le prix de ses produits dans un but de spéculation, car le prix des marchandises dépend plus ou moins des conditions effectives de l'offre et de la demande. Cependant, en 1825, les prix des marchandises avaient subi une hausse assez considérable; par exemple, les prix des tissus de coton sont, en 1825, montés de 23 0 0 (2). Cette augmentation paraît insignifiante, comparée à la hausse des valeurs; mais, aussi bien, celles-ci sont-elles souvent toutes fictives, tandis qu'un penny ou un schilling de plus dans le prix des produits de l'industrie augmente les revenus de classes entières de la société. Et, en effet, la hausse des prix des objets de coton a amené la construction rapide de nouvelles fabriques en Lancashire. Il ne fut pas rare qu'on construisit sans aucun capital disponible, avec les seuls moyens des banques, qui avançaient volontiers de l'argent sur hypothèque. « De nombreuses banques de Lancashire ont, — aux termes de la déposition d'un des directeurs de la banque de Manchester, John Dwyer, — fait les plus grands efforts pour augmenter le

(1) FRANCIS, *History of the Bank of England*. t. II, p. 39.

(2) D'après le tableau de Neild dans le *Journal of the Stat. Society of London*, 1861. Décembre. *An account of the Prices of Printing Club*.

montant de leurs prêts, ce qui a amené la construction de fabriques nouvelles dans d'énormes proportions (1). »

L'ouverture des marchés sud-américains n'a pas seulement provoqué en Angleterre des spéculations financières, mais encore une augmentation de l'exportation anglaise. Il ne faudrait pas croire que l'Angleterre envoya des monceaux d'or vers l'Amérique du Sud, pour effectuer le paiement de tous les emprunts faits à Londres. En réalité, le paiement ne s'effectua pas en or ; ou, tout au moins, on ne paya pas seulement avec de l'or, mais aussi, et dans une proportion considérable, avec des marchandises. L'exportation des produits britanniques pour l'Amérique centrale et l'Amérique du sud est montée de 2.942 000 livres sterling (1821) à 6.426 000 livres sterling (1825), c'est-à-dire qu'en quatre ans, elle a plus que doublé. Le principal objet de l'exportation a été les tissus de coton. L'augmentation de la demande a provoqué une hausse des prix et un accroissement de la production des tissus de coton en Angleterre : la quantité de coton brut employé est montée de 129 millions de livres (1821) à 167 millions (1825).

Mais où les pays de l'Amérique du Sud ont-ils pris les moyens d'acheter en 1825 deux fois plus de marchandises qu'en 1821 ? Ces moyens leur ont été fournis par les Anglais eux-mêmes. Les emprunts faits à la Bourse de Londres servaient à payer les marchandises importées. Les fabricants anglais furent abusés par cette demande qu'ils créaient eux-mêmes, et ils devaient bientôt se convaincre par leur propre expérience de la folie de leurs espérances exagérées.

Il y a lieu de remarquer que, malgré l'essor général du commerce, l'exportation anglaise pour beaucoup de pays n'a pas augmenté. Par exemple, l'exportation pour les États du Nord de l'Europe, est tombée de 9 millions de livres

(1) *Report on the Bank of England Charter. Minutes of Evidence.* Dépositions de J. Dwyer, 4368-4394.

sterling (1821) à 8 millions et demi (1825), l'exportation pour les Etats du Sud de l'Europe de 6 millions 9 à 6 millions 1 pendant le même laps de temps. Presque tout l'accroissement de l'exportation britannique est dû à l'Amérique du Sud et à l'Amérique centrale et, pour une part moindre, aux Etats-Unis.

En 1824, la situation de l'industrie britannique a été très bonne à tous égards, pourtant les prix des marchandises ont, en général, très peu monté. La fièvre de spéculation qui s'était emparé des classes aisées de la société anglaise, ne s'étendit pas au marché des marchandises, parce qu'aucun changement important n'était survenu dans la proportion de l'offre et de la demande. A la fin de 1824, la situation du marché des marchandises s'est modifiée. Les réserves de matières brutes de toutes sortes sont fortement entamées par suite de la consommation intensive de l'année écoulée. En même temps, on commence à craindre que les récoltes de nombreux produits végétaux importants (et principalement du coton), ne suffisent pas aux besoins accrus de l'industrie et de la population. Cela fit que la spéculation gagna aussi le marché des marchandises. Au commencement de 1825, les prix des marchandises se mirent à monter rapidement; ils atteignirent leur maximum au mois de juillet de la même année. La hausse la plus considérable fut subie par le coton brut, qui fut l'objet des plus folles spéculations. Non seulement des négociants en coton, mais même des fabricants accaparèrent des quantités énormes de coton, dépassant de beaucoup leurs achats habituels, dans l'intention de faire hausser encore les prix. Et, pendant un certain temps, ils y réussirent parfaitement. Les prix du coton à Liverpool montèrent bien plus vite que sur le plus important marché de coton américain, qu'à New-Orléans.

Voici les données correspondantes :

	Hausse du prix des marchandises sur le marché de Londres de décembre 1824 à juin 1825 comparative- ment à juillet-novembre 1824 (1)
Coton (Géorgie).	+ 109 0/0
Indigo (de l'Inde-Orientale qualité supérieure).	+ 21 »
Soie (Chine).	+ 20 »
Tabac (de Virginie)	+ 33 »
Sucre (Havanne)	+ 39 »
Café (Saint-Domingue)	+ 30 »
Fer brut (britannique)	+ 77 »
Plomb	+ 30 »
Bois de construction (Mémel).	+ 20 »
Salpêtre	+ 82 »

Le niveau moyen du prix des marchandises a, d'après l'index number de Jevons, en 1825, comparativement à l'année précédente, monté de 17 0/0 (2). La hausse du prix des marchandises a provoqué une augmentation de l'importation des marchandises, qui profitaient, sur le marché de Londres, de la cherté anormale. C'est ainsi qu'en 1825, l'importation du coton s'est accrue de 53 0/0, celle du tabac de 81 0/0, celle du bois de 21 0/0 etc.

En 1824, les prix sur le marché de Londres n'étaient pas élevés et par suite l'importation anglaise ne s'était accrue quantitativement par rapport à l'année précédente que de 5 0/0 (la valeur officielle de l'importation du Royaume-Unis était montée de 35 millions 8 de livres en 1823 à 37 millions 6 en 1824); l'exportation, au contraire, avait augmenté de 12 0/0. En 1825, les prix des marchandises en Angleterre ont considérablement haussé.

(1) Calculé d'après TOOKE, *History of Prices*, II, p. 157,

(2) JEVONS, *Investigations in Currency and Finances. The Variations of Prices*.

Par suite, l'exportation s'est accrue quantitativement en 1825 de 17 0/0 et l'exportation (quantitativement) a diminué de 3 0/0 (la valeur officielle de l'exportation des produits britanniques s'élevait en 1824 à 48 millions 8 de livres et en 1825 à 47 millions 2; la valeur officielle de l'importation était de 44 millions).

En 1825, s'est donc produit dans le commerce extérieur de l'Angleterre le changement suivant : l'importation a fortement augmenté, l'exportation a diminué. Ce fut le point de départ des événements qui suivirent, amenés par un enchaînement nécessaire, et qui plongèrent l'industrie et le commerce anglais dans un marasme complet.

Voici en quelques mots quelle fut la marche générale de ces événements. Par suite de l'accroissement de l'importation, le bilan des paiements fut défavorable à l'Angleterre. L'or commença à quitter l'Angleterre pour l'étranger, l'encaisse de la Banque d'Angleterre baissa rapidement et la Banque se vit menacée du danger d'avoir à suspendre ses paiements. Dans le tableau suivant le mouvement de l'encaisse de la Banque d'Angleterre est mis en regard du changement dans le cours du change sur Paris (1) (*Voir* tableau, p. 49).

Comme on le sait, c'est aux cours du change que l'on reconnaît le plus sûrement le mouvement international des métaux précieux. Lorsque le cours de Londres sur Paris était au-dessous de 25 fr. 10 (à vue), il était avantageux d'envoyer de l'or de Londres à Paris; mais, lorsque le cours du change était au-dessus de 25 fr. 35, il était avantageux d'envoyer de l'or de Paris à Londres. Ainsi, la baisse du cours sur Paris au-dessous de 25 fr. 10 provoquait l'écoulement des métaux précieux d'Angleterre à l'étranger et, vice versa, la hausse du cours au-dessus de 25 fr. 35 avait pour suite l'affluence de l'or de l'étranger en Angleterre.

(1) *Report on the Bank of England Charter. Appendice nos 6, 5, 97.*

	Cours du change sur Paris à vue (l'agio de l'or est défalqué).	Encaisse de la banque d'Angleterre (en millions de livres sterlings).
1824. 31 janvier	25 fr. 34 cent.	13,5
27 mars	25 » 37 »	13,9
26 juin	25 » 25 »	12,8
28 août	25 » 8 »	11,8
24 décembre	25 » 2 »	10,7
1825. 26 février	25 » 0 »	8,9
28 mai	25 » 0 »	6,1
25 juin	24 » 96 »	5,5
30 juillet	25 » 1 »	4,2
27 août	25 » 1 »	3,6
24 septembre	25 » 12 »	3,5
29 octobre	25 » 9 »	3,2
25 novembre	25 » 2 »	3,0
31 décembre	25 » 10 »	1,3
1826. 28 février	25 » 41 »	2,5
31 août	25 » 42 »	6,8

L'état du cours de Londres au début de 1824 montre qu'à ce moment de l'or étranger affluait en Angleterre. Mais, à partir de juin, l'affluence de l'or provenant de l'étranger a cessé et, à la fin de l'année, l'or commence à s'écouler d'Angleterre. Cet écoulement persiste avec une intensité croissante jusqu'en septembre 1825, où, de nouveau, un changement s'effectue : le cours du change monte, mais la réserve métallique de la Banque continue à baisser ; à partir du commencement de 1826, l'affluence de l'or vers l'Angleterre recommence. Toutes ces variations dans le flux et le reflux des métaux précieux sont très compréhensibles et sont en relation étroite avec la situation du commerce extérieur anglais. Au commencement de 1824, l'exportation anglaise a fortement augmenté, ce qui naturellement a provoqué une affluence de l'or vers l'Angleterre ; en 1825, l'augmentation de l'importation des produits étrangers en Angleterre a été plus forte et l'or s'est mis à quitter le pays.

La Banque d'Angleterre constitue un réservoir où sont réunies les réserves métalliques de toute l'Angleterre. Ces réserves sont le fondement sur lequel repose le crédit anglais, car, si répandu que soit le système de crédit, il suppose toujours une certaine réserve de monnaie. Si l'on compare les fluctuations des cours du change avec la situation de l'encaisse de la Banque d'Angleterre, il est facile d'observer qu'entre les deux une certaine relation existe. Lorsque les cours du change sont favorables à l'Angleterre, l'encaisse de la Banque s'élève et, lorsque les cours sont défavorables, elle diminue. L'accroissement de la réserve d'or et d'argent dans les caisses de la Banque d'Angleterre pendant les trois premiers mois de 1824 s'explique par le cours élevé du change. La diminution considérable de ces réserves dans la seconde moitié de 1824 et la première moitié de 1825 peut s'expliquer également par la baisse du cours du change et l'écoulement de l'or vers l'étranger. Mais, dans les derniers mois de 1825, l'encaisse de la Banque cesse d'être dépendante du cours du change. En septembre, les cours du change ont tellement monté que l'écoulement de l'or vers l'étranger dût cesser ; néanmoins l'or continue à quitter la caisse de la Banque. En octobre également et en décembre, les cours du change ne sont pas très bas, et, pourtant, nous observons une forte disparition de l'or dans la caisse de la Banque. Il y a donc deux causes différentes qui ont amené la baisse de l'encaisse de la Banque d'Angleterre en 1825 ; la première cause (la balance défavorable du commerce et des paiements, et l'écoulement de l'or vers l'étranger) avait agi dans le cours des huit premiers mois de 1825 ; l'autre cause, que nous avons encore à déterminer, a commencé à agir en septembre 1825 et, en 4 mois, la caisse de la Banque était presque complètement épuisée.

Comme il a été dit, la hausse des prix des marchandises sur le marché de Londres, dans la première moitié de 1825, a provoqué une augmentation de l'importation des marchandises étrangères en Angleterre. Bien que les prix des

marchandises puissent également monter sous l'influence de la spéculation, ils sont pourtant, au fond, déterminés par les conditions effectives de l'offre et de la demande. L'offre de toutes les marchandises étrangères sur le marché de Londres a, en 1825, fortement augmenté, ce qui a provoqué d'abord un arrêt du mouvement ascendant des prix, puis une baisse rapide.

Et cette baisse était absolument inévitable, car la demande de marchandises en Angleterre ne pouvait augmenter en proportion de l'offre toujours croissante : les fabriques anglaises ne pouvaient augmenter leur production, parce que les marchés extérieurs étaient par ailleurs encombrés de marchandises anglaises et, précisément pour ce motif, la consommation de denrées coloniales ne pouvait s'accroître, puisque c'est le niveau de la production qui détermine la richesse du pays et le revenu de toutes les classes de la société. Aussi les prix des marchandises devaient-ils, après avoir subi une hausse exagérée, descendre tôt ou tard et c'est ce qui arriva dans la première moitié de 1825 et, bien plus encore, dans la seconde moitié de l'année suivante.

	Baisse des prix des marchandises à Londres de janvier à juin 1826 comparativement à décembre 1824-juin 1825 (t)
Coton (Géorgie)	— 60 %
Indigo (de l'Inde orientale, qualité supérieure). . .	— 36 »
Soie (Chine)	— 39 »
Sucre (Havanne).	— 23 »
Café (St-Domingue).	— 38 »
Fer brut (Britannique)	— 27 »
Plomb	— 27 »
Bois de construction (Mémel)	— 24 »
Salpêtre.	— 34 »

(1) Calculé d'après TOOKE, *History of Prices*, t. II, p. 157.

La baisse des prix a ruiné tous les spéculateurs qui avaient acheté des marchandises dans l'espoir de les revendre avec profit. L'état d'esprit du marché des marchandises et du monde industriel a brusquement changé : de même qu'autrefois avait régné une confiance sans borne, qu'on avait vécu dans l'attente du meilleur avenir, maintenant c'est l'abattement, la crainte d'une plus grande baisse des prix. En même temps, il se trouva que toutes les spéculations sur les valeurs sud-américaines étaient dépourvues de toute base sérieuse. Les Etats de l'Amérique du sud n'avaient pas, dans la plupart des cas, la pensée de remplir les obligations contractées, les intérêts n'étaient pas payés et beaucoup de créanciers perdirent tout ce qu'ils avaient versé. Les sociétés par actions pour l'exploitation des mines et des autres richesses naturelles du nouveau monde n'avaient conduit qu'à un emploi improductif du capital et n'avaient pas donné de bénéfices. La hausse des cours des valeurs de Bourse devait d'abord cesser, parce que le succès des premiers spéculateurs incitait les autres à trouver des entreprises toujours nouvelles. La demande de capitaux augmentait toujours et, quelque immenses qu'ils fussent, ils devaient finalement s'épuiser. Peu à peu, la quantité des capitaux disponibles sur le marché diminua. Il se produisit un moment d'arrêt, un moment de lutte entre le parti de la hausse et celui de la baisse, et puis l'écroulement rapide du château de cartes des entreprises éphémères qui avaient inondé la Bourse de Londres.

Voilà quelle était la situation dans la deuxième moitié de 1825. La caisse de la Banque d'Angleterre s'est fortement vidée par suite de l'écoulement de l'or vers l'étranger ; nombre de spéculateurs sont ruinés par la baisse des valeurs de Bourse. — Mais les maisons industrielles n'étaient pas encore en faillite, car il faut qu'un délai de 2 à 3 mois ou davantage s'écoule avant que la faillite d'une maison industrielle se manifeste, c'est-à-dire jusqu'au moment où elle est dans l'obligation de remplir ses engagements. Les pre-

mières banqueroutes furent celles des banques. Les banques anglaises s'étaient fortement engagées dans les spéculations de cette période. La faute habituelle qui a perdu alors plus d'une banque sérieuse, était la suivante. La banque plaçait d'ordinaire ses capitaux de telle sorte que, dans un cas de nécessité, elle ne pouvait les réaliser immédiatement. Pourtant, dans une période de panique sur le marché monétaire, un bruit insignifiant et sans le moindre fondement suffisait pour que les créanciers de la banque réclamassent aussitôt le montant de leurs versements. Les actes parlementaires de 1822 avaient permis aux banques privées l'émission de billets d'une livre ; la situation de celles-ci n'en était devenue que plus périlleuse, car les détenteurs de billets d'une livre n'étaient pas pour la plupart des gens riches ; c'étaient de petits artisans, de petits commerçants, de petits fermiers etc., c'est-à-dire des gens qui sont le plus à la merci d'une panique, qui sont portés à une confiance exagérée pendant une période prospère et aussi à une méfiance exagérée pendant une période critique (1). Nombre de témoins entendus par la commission parlementaire de 1833 ont même attribué la crise de 1825 à l'émission exagérée de billets d'une livre. Que de grands abus se soient produits dans l'émission des billets par les banques de province, cela est hors de doute. D'après un calcul de lord Liverpool, la valeur des billets émis par les banques de province au début de 1825 a presque doublé, comparativement à la fin de 1823. Il y a pourtant une grande exagération à considérer comme la cause la plus importante de la crise l'émission exagérée de billets de banque en général et surtout uniquement de billets d'une livre. Les billets d'une livre pouvaient, sans doute, rendre bien plus dangereuse la situation des banques privées pendant la crise ; une trop grande émission de billets avait aussi provoqué des facilités de crédit pendant la période

(1) Voir là-dessus le *Report on the Bank of England Charter. Minutes of Evidence*, déposition de Horsley Palmer, 271-279.

de prospérité et, par suite, elle accentua la crise qui suivit. Mais, en tout cas, cette crise était inévitable.

En octobre 1825, 5 banques de province firent faillite. Les banques les plus sérieuses durent subir un dangereux assaut de la part du public et coururent le danger de cesser leurs paiements. Bien que les billets de la Banque d'Angleterre jouissent de la confiance illimitée du public, dans tout le pays on réclamait des espèces sonnantes. L'écoulement de l'or vers l'étranger fut remplacé par l'écoulement vers la province. D'après la déposition de personnes compétentes, entendues par la commission parlementaire de 1833, la diminution de l'encaisse de la Banque d'Angleterre à la fin de 1825 fut provoquée exclusivement par ce dernier fait (1). Pendant quelques mois, la Monnaie frappa sans discontinuer des pièces d'or, qui s'écoulèrent aussitôt dans l'intérieur du pays.

Quelles furent les causes de ce besoin d'une plus grande quantité d'or de la part du peuple anglais? On peut dire que ce furent les suivantes : 1^o Les billets d'une livre des banques provinciales ne pouvaient être échangés que contre des espèces métalliques, car la Banque d'Angleterre n'avait pas le droit d'émettre de nouveaux billets de cette valeur ; lorsque, par suite, des quantités énormes de billets d'une livre furent présentées aux guichets des banques de province, celles-ci recoururent aux moyens extrêmes pour augmenter leur encaisse métallique (2). 2^o Les dépenses courantes des particuliers pour le ménage, la paie des ouvriers, les petits achats, ne pouvaient être faites qu'en espèces métalliques ; on était donc obligé, lorsqu'un dépôt était retiré de la banque, d'en rendre une partie en or. Quelques-uns des banquiers interrogés par la commission de 1833 ont donné à ce sujet des indications intéressantes : par

(1) *Report on the B. of E. Charter. Minutes of Evidence.* Dépositions de Horsley, Palmer, 272, de J. Harmann, 2226.

(2) *Report on the B. of E. Charter. M. of E.* Déposition de H. Palmer, 274.

exemple, les banquiers Beckett et Smith ont déclaré que lorsque les fabricants ont besoin d'argent pour les dépenses courantes, ils prennent un tiers de la somme demandée en billets de banque et les deux autres tiers en or (1). 3^o Au moment d'une crise, par suite de l'ébranlement du crédit, les opérations au comptant se font plus nombreuses, ce qui fait que le public cherche à augmenter ses réserves; par suite il faut davantage de numéraire, aussi bien de monnaie métallique que de monnaie de papier, pourvu que celle-ci jouisse de la confiance du public.

Les moyens d'échange sont, en temps normal, le numéraire et le crédit. La réduction du crédit est donc une diminution des moyens d'échange; elle doit par suite s'accompagner d'une augmentation de la quantité de numéraire nécessaire. L'argent devient cher, non pas parce qu'il est plus rare, mais parce que la demande en est plus considérable.

Le tableau donné plus haut montre que la réserve métallique de la Banque d'Angleterre pendant les premiers 9 mois de 1825 a, par suite de l'écoulement de l'or vers l'étranger, diminué de 6 millions de livres. En septembre, il était resté dans la caisse moins de 4 millions de livres. Avec une encaisse aussi réduite, la Banque devait prendre des mesures pour sa conservation et, aussi bien, elle se mit à réduire les prêts. En octobre, la Banque avait escompté des traites pour 6 millions 2; en novembre, elle n'en escompta que pour 5 millions 2. La direction de la Banque refusa de venir en aide aux banques de province qui avaient le plus grand besoin de secours. La direction espérait retenir de cette façon l'or dans la caisse de la Banque, mais le résultat obtenu fut tout le contraire. Le refus de la Banque d'Angleterre à consentir des prêts ne fit qu'augmenter la panique sur le marché des marchandises et le

(1) *Loc. cit.*, Déposition de W. Beckett 1300-1302; déposition de J. Smith, 1474.

marché monétaire, de plus grandes quantités d'or furent retirées de la caisse par les déposants et les banques de province commencèrent à sombrer l'une après l'autre.

Pour se rendre parfaitement compte de l'importance de la faillite d'une grande banque ou d'une autre grande entreprise industrielle pour l'ensemble de la vie économique d'un pays, il faut considérer que, dans l'ordre économique actuel, chaque organisme est lié par mille liens invisibles aux autres organismes. Tous les organismes ensemble forment un immense réseau, dans lequel la crise s'étend comme une avalanche; voilà pourquoi elle a une action si destructrice. L'effondrement de 5 banques en octobre eut pour conséquence qu'en décembre 1825 et janvier 1826, 70 banques avaient déjà suspendu leurs paiements. L'encaisse de la Banque d'Angleterre diminua de plus en plus, et tomba finalement, le 24 décembre, à 1.027.000 livres. En 1797, la Banque d'Angleterre avait eu dans ses caves une plus grande réserve d'or et, pourtant, elle avait été forcée de cesser le paiement de ses billets.

Cette fois aussi, la Banque était sur le point de prendre cette dernière mesure, mais le gouvernement s'y opposa énergiquement. Alors, la Banque essaya de la tactique contraire: au lieu de protéger ses caisses en refusant le crédit, elle résolut d'étendre le crédit. Cela lui était d'autant plus facile qu'elle reçut de Rotschild une somme importante en or (300.000 sovereigns). La Banque se décida à venir en aide au commerce ébranlé et à l'industrie, à escompter toutes les traites sérieuses que les banques privées refusaient, craignant de diminuer leur encaisse, à ouvrir le plus large crédit à toutes les banques de Londres et de la province qui ne pouvaient être sauvées que par une aide immédiate (1). Pour ce faire, la Banque trouva un moyen dans l'augmentation de l'émission de ses billets, dont le

(1) *Report on the B. of E. Charter. Minutes of Evidence.* Déposition de J. Harmann. 2217.

montant passa de 17 millions de livres (au 3 décembre 1825) à 26 millions 1 en janvier 1826. En même temps, le montant des traites escomptées par la Banque passa de 7 millions de livres (décembre 1825) à 13 millions 7 de livres (1).

Cette méthode audacieuse fut couronnée d'un plein succès. Malgré l'augmentation des prêts, non seulement l'or ne diminua pas dans la caisse de la Banque, mais il augmenta, et, en février 1826, l'encaisse métallique était déjà remontée à 2.500.000 livres. Comme l'or n'était pas demandé pour l'étranger, mais bien dans l'intérieur du pays pour le maintien du crédit ébranlé, les billets de banque purent, jusqu'à un certain point, remplacer les espèces métalliques. Mais plus important encore fut l'effet moral produit par l'intervention de la Banque, à un moment où la panique s'était emparée de tout le monde du commerce et de la finance. Si la Banque avait eu recours à cette mesure six mois plus tôt, lorsqu'on demandait de l'argent pour payer des traites étrangères, alors tous les nouveaux billets émis auraient été immédiatement présentés aux guichets, car, sur le marché international, la monnaie métallique est la seule qui ait cours ; la caisse de la Banque se serait donc vidée encore davantage. Mais, à la fin de 1825, la situation du marché monétaire était toute autre : l'écoulement de l'or vers l'étranger avait cessé et la Banque avait reçu de Hollande et d'autres pays des sommes d'argent considérables ; c'est ainsi que la Banque de France consentit à la Banque d'Angleterre un prêt de 2 millions de livres. Si l'or sortait

(1) On raconte que la direction de la Banque avait trouvé par hasard un coffre avec de vieux billets d'une livre (il n'était plus permis à la Banque de faire de nouvelles émissions de ces billets) et que ces billets d'une livre tranquillisèrent rapidement le marché, comme par enchantement. Pareille influence relève pourtant davantage de la foi superstitieuse qui règne encore aujourd'hui dans la masse du public, relativement au rôle de l'argent dans les relations sociales.

de la Banque, c'était uniquement parce que le crédit était troublé dans l'intérieur du pays. Les billets de la Banque d'Angleterre jouissaient de la même confiance que la monnaie métallique. Aussi leur multiplication en temps voulu contribua extraordinairement à rétablir la confiance sur le marché monétaire.

Comme la relation la plus étroite existe entre les divers éléments de l'ordre économique moderne, les banqueroutes des banques, qui continuèrent pendant toute la première moitié de 1826, eurent pour suite des banqueroutes de leurs clients, commerçants et fabricants ; et vice-versa, les banqueroutes de ceux-ci furent, à leur tour, très souvent la cause qui contraignit les banques à suspendre leurs paiements. Toute l'année 1816 fut prise par la liquidation des entreprises de l'année précédente. Le commerce anglais et l'industrie anglaise ont fortement souffert de cette crise, principalement les grandes maisons faisant de l'exportation, qui firent banqueroute en masse (1). Les plus fortes spéculations avaient eu lieu dans le domaine de l'industrie cotonnière et ce fut, par suite, celle-ci qui éprouva les plus grandes pertes. A Liverpool et à Manchester les banqueroutes furent particulièrement nombreuses.

Mais il ne faut pas croire que le mal causé par la crise ait consisté principalement dans l'anéantissement direct de capitaux. Cela est sans doute arrivé : d'énormes capitaux, placés sur des emprunts étrangers et autres entreprises malheureuses, ont été perdus. Ainsi la Compagnie Real-del-Monte, par exemple, avait dépensé plus de 1 million de livres sterling pour l'exploitation des mines d'argent du Mexique et, finalement, elle dut vendre tout son avoir pour 27.000 livres (2). Dans les 9 emprunts étrangers qui furent faits en Angleterre dans les années 1824 et 1825, les

(1) VOIR TH. TOOKE, *Considerations of the state of Currency*, Londres, 1826, p. 159.

(2) LEONE LEVI, *History of British Commerce*, Londres, 1872, p. 479.

capitalistes anglais ont perdu plus de 10 millions de livres (le capital versé avait été de 13 millions et demi de livres sterling et sa valeur commerciale était tombée après la crise à 3 millions de livres sterling (1). Néanmoins, on ne saurait parler de manque de capital en Angleterre après la crise : dès le mois de février 1827, l'encaisse de la Banque d'Angleterre était remontée à 10 millions 2 de livres et les dépôts privés atteignaient la somme de 8 millions 1 de livres.

L'industrie anglaise a souffert, pendant les 3 ou 4 années qui suivirent immédiatement la crise, non pas du manque de capitaux, mais de la difficulté de trouver pour ceux-ci un placement rémunérateur. La crise n'a pas amoindri les forces productives nationales, mais elle a apporté le trouble dans tout le mécanisme de la circulation de l'argent et des marchandises. Les producteurs durent réduire la production, les ouvriers furent mis sur le pavé, les fabriques restèrent inoccupées, les machines inactives, parce que l'écoulement des marchandises était arrêté. La circulation régulière des marchandises fut interrompue et ne put de quelque temps être rétablie. Les résultats furent les mêmes que si le pays avait réellement perdu une partie considérable de ses capitaux.

Pareil état de choses ne peut pourtant pas durer longtemps. Toute crise porte en elle-même les conditions de sa guérison. De même que, dans les années qui précèdent immédiatement la crise, tout concourt à une extension exagérée de la production, de même tout concourt, dans les années qui suivent la crise, à l'épuration de l'atmosphère économique et à la restauration de la confiance. Les plus petits capitalistes, spéculateurs insuffisamment riches, sont tombés ; la production est réduite, et, ainsi, la cause principale qui a amené la crise et la baisse

(1) JAMES WILSON, *Fluctuations of Currency, Commerce and Manufactures, referable to Corn Laws*, Londres, 1840, p. 46.

des prix, a disparu. Le marché, décongestionné, commence de nouveau à demander des marchandises, et prend un nouvel essor.

A un certain point de vue, la crise de 1825 a même exercé une action bienfaisante sur l'industrie anglaise. D'après les dépositions du fabricant Smith devant la commission parlementaire de 1833, ce n'est qu'après cette crise que le métier à vapeur a été employé partout dans les fabriques anglaises (1). Dans la fonderie également, d'importantes améliorations ont été effectuées à partir de 1825, qui, s'il faut en croire le fabricant Till, ont considérablement abaissé les frais de production du fer (2). La diminution des bénéfices, provoquée par la baisse des prix, détermina les fabricants à chercher les moyens de rendre la production moins coûteuse. Aussi les années qui suivirent la crise de 1825, furent-elles caractérisées par un rapide progrès de la technique.

La crise industrielle de 1836

Les quatre années de 1833 à 1836 sont caractérisées, dans l'histoire économique anglaise, par d'excellentes récoltes. Ces récoltes furent si abondantes que, de quelques années, l'Angleterre n'eut presque pas besoin d'importer de céréales et que les prix du froment anglais furent les plus bas qu'on ait vus depuis 60 ans. La moyenne de l'importation des céréales en Angleterre de 1833 à 1836, n'atteignit guère que 4 0/0 de l'importation moyenne pendant les 4 années précédentes.

Ces récoltes ont donné l'impulsion à un nouvel essor de

(1) *Report on Manufactures, Commerce and Shipping, 1833. Minutes of Evidence.* Déposition de Smith, p. 363.

(2) *Loc. cit.*, Déposition de Hill, p. 620.

l'industrie anglaise. Les traces de la stagnation des affaires qui avait suivi la crise de 1825, étaient déjà tout à fait effacées ; on en trouve une preuve dans les dépositions des témoins interrogés par la commission parlementaire de 1833, nommée pour enquêter sur la situation du commerce et de l'industrie. Une nouvelle période de prospérité devait sans doute intervenir pour l'industrie anglaise, après la longue dépression de 1820 à 1830 ; quatre abondantes récoltes ont naturellement beaucoup contribué à ce changement (1).

En même temps, la situation du marché extérieur s'est également améliorée. De 1820 à 1830, de nouveaux débouchés s'étaient ouverts pour l'Angleterre, dans l'Amérique du centre et du sud ; de 1830 à 1840, l'exportation anglaise aux Etats-Unis subit un accroissement extraordinaire. L'augmentation de l'exportation anglaise de 1833 à 1836 est due principalement aux Etats-Unis, comme le montrent les chiffres suivants (2) :

Années	Aux Etats-Unis	Dans l'Europe septentrionale	Dans l'Europe méridionale	En Asie	Dans l'Amérique du centre et du sud
1832	5.468	9.897	5.867	4.235	4.272
1836	12.426	10.000	9.001	6.751	5.955

Cette rapide extension de l'exportation anglaise aux Etats-Unis amena un encombrement du marché américain par

(1) Voir *Report on Manufactures, Commerce and Shipping. Minutes of Evidence*. Dépositions de S. Gurney, Josua Bates, Thompson, Larpent, etc.

(2) D'après les *Accounts relating to Trade and Navigation of the United Kingdom, 1842*.

les marchandises anglaises, que l'on peut considérer comme une cause immédiate de la crise industrielle de 1836.

Nous avons vu plus haut que l'énorme augmentation de l'exportation britannique pour l'Amérique du centre et l'Amérique du sud de 1820 à 1830 avait été provoquée par l'affluence du capital anglais vers ces pays. Les Anglais avaient eux-mêmes payé leur exportation. Pareille chose se renouvela maintenant.

En 1834, l'importation des Etats-Unis dépassait l'exportation de 6 millions de dollars ; mais, en même temps, l'importation des métaux précieux aux Etats-Unis dépassait l'exportation de ces métaux de près de 16 millions de dollars. En 1836, l'excédent de l'importation des marchandises atteignait déjà 52 millions de dollars et, néanmoins, il y avait un excédent des métaux précieux importés sur les métaux précieux exportés de 9 millions (1).

Il faut conclure de ces faits que le paiement des marchandises importées aux Etats-Unis ne s'effectuait pas en or, mais au moyen de quelques autres valeurs. Quelles étaient ces valeurs et d'où provenaient-elles ? Les Etats-Unis n'étaient pas riches en capital et l'excédent de l'importation ne pouvait aucunement représenter les intérêts de l'argent américain prêté à d'autres pays. Donc, cet excédent ne représentait autre chose que le capital emprunté par les Etats-Unis eux-mêmes. Et, en effet, de 1830 à 1840, l'argent européen, et surtout l'argent anglais, afflua en abondance aux Etats-Unis. Sans l'aide des capitaux européens, les Etats-Unis n'auraient pu entreprendre la construction de toute une série de chemins de fer et de canaux, commencée à cette époque. La plus grande partie des actions de chemins de fer, de même que d'autres entreprises par actions de l'Amérique du nord, trouvèrent écoulement en Angleterre. Les fonds obtenus de cette façon furent employés

(1) WILLIAM SUMNER, *A History of American Currency*, New-York, 1873, p. 134.

dans l'Amérique du nord, en partie pour l'extension du commerce et de l'industrie (l'affluence des capitaux fit naître une foule d'entreprises industrielles), mais en partie aussi les capitaux restèrent à la Bourse, où ils encouragèrent toutes sortes de spéculations. La surabondance des capitaux disponibles a amené la fondation de toute une série de nouvelles banques. Dans le cours des deux années 1835 et 1836, 61 banques ont été fondées avec un capital de 52 millions de dollars (1).

C'est pour le même motif que l'achat de terres d'Etat dans les Etats de l'ouest avait très fortement augmenté et avait pris un caractère de spéculation ; les acheteurs n'avaient le plus souvent pas la moindre intention de s'occuper d'agriculture, et n'acquéraient la terre qu'avec l'intention exclusive de la revendre. En 1833, il n'avait encore été acheté pas même pour 4 millions de dollars de terres d'Etat, en 1836, on en avait déjà acheté pour 24 millions 8 (2).

Les spéculations sur les terres sont, dans l'Amérique du nord, un excellent signe de la situation du marché monétaire. Bien que, de 1830 à 1840, les terres d'Etat en Amérique ne fussent vendues que contre paiement au comptant, en numéraire ou en billets de banque, des gens sans aucun avoir pouvaient spéculer sur ces terres. Les banques fondées spécialement dans ce but ouvraient facilement leur crédit à ceux qui spéculaient sur les terres, et ces banques elles mêmes n'avaient, pour ce faire, aucunement besoin de grands capitaux. Tant que la caisse d'Etat n'exigeait pas le paiement en or, les banques pouvaient étendre leurs opérations et augmenter l'émission de leurs billets à l'infini. L'achat de terres d'Etat dégénéra bientôt en un vrai jeu de hasard à la Bourse.

Tous ces motifs, la surabondance des capitaux, la prospérité du commerce et de l'industrie, la hausse des prix des

(1) Voir W. SUMNER, 123.

(2) *Loc. cit.*, 119.

marchandises et des terrains, ont provoqué en Amérique une demande intensive de marchandises européennes. Mais, en outre, les capitalistes anglais favorisèrent l'importation des marchandises anglaises en Amérique, en ouvrant le crédit le plus libéral aux importateurs américains. Quelques grandes banques d'Angleterre s'étaient spécialisées dans ce commerce. Elles ouvraient un crédit aux négociants américains, et lorsqu'arrivait le terme du paiement, il n'était pas rare que ceux-ci s'acquittassent envers une banque avec l'aide du crédit que leur consentait une autre banque. C'est ainsi que 7 maisons de banque (6 de Londres et une de Liverpool), qui possédaient ensemble environ 2 millions de livres, acceptèrent, en 1836, pour plus de 15 millions d'effets américains (1). On comprend que, dans ces conditions, l'importation des marchandises anglaises en Amérique ait bien vite dépassé les limites habituelles de la consommation américaine et ait pris un caractère de spéculation. De même que, de 1820 à 1830, l'Amérique du centre et du sud avait acheté des marchandises anglaises qu'elle payait avec de l'argent anglais, de même, de 1830 à 1840, les États-Unis achetèrent des marchandises anglaises grâce aux capitaux anglais. L'affluence du capital anglais vers les États-Unis venant à cesser, la demande de produits anglais devait immédiatement s'arrêter ; et, c'est ce qui arriva bientôt.

Mais revenons en Angleterre. Vers 1835, le marché anglais des marchandises était très animé ; cette animation, d'ailleurs, n'avait pas le caractère d'une fièvre de spéculation, signe précurseur habituel d'une crise. Les prix des marchandises étaient quelque peu montés, mais cette hausse trouvait parfaitement son explication dans les conditions normales de la demande : étaient montés les prix du coton, de la soie, du lin, du fer, du cuivre et, en général, les prix de toutes sortes de matières premières, ce qui était tout na-

(1) *Edinburgh Review*, 1836. *The Crisis in American Trade*.

turel, l'extension de la production ayant accru la demande de matières premières. La hausse ne fut d'ailleurs pas très considérable. Mais, à la Bourse des valeurs, la situation était tout autre. De juillet 1833 à la fin de 1835, l'Espagne et le Portugal avaient effectué toute une série d'emprunts en Angleterre. La réalisation de ces emprunts avait rapporté aux banquiers qui s'étaient chargés de les introduire à la Bourse, des gains importants, et il ne fallut pas longtemps pour que la spéculation s'étendit également aux autres fonds étrangers. Leurs prix montèrent rapidement dans quelques cas jusqu'au double. Bientôt après, arriva une débâcle à la Bourse. « Jusqu'au mois de février 1835, — dit le directeur de la Banque d'Angleterre Palmer, — il n'arriva pas de courrier du continent, qui ne fût chargé de toutes sortes de fonds étrangers, destinés à être vendus sur notre marché. En mai 1835, survint une réaction : la panique s'empara des spéculateurs et les fonds étrangers baissèrent encore plus rapidement qu'ils n'étaient montés (1) ».

Ainsi, la crise de la Bourse en Angleterre avait déjà éclaté en 1835 ; mais il est très caractéristique de constater le peu de répercussion qu'elle eut sur l'industrie. La panique à la Bourse des valeurs de Londres était limitée à un cercle étroit de spéculateurs et ne s'étendait pas le moins du monde aux autres couches de la population ; aussi, cette panique ne pouvait arrêter l'essor industriel. Le marché des marchandises ne montra, d'après Tooke, jusqu'en 1836, aucun signe de nervosité anormale.

En 1836, la situation change. La prospérité du commerce et de l'industrie a dégénéré en une manie de spéculation. La fièvre de 1836 se distingue de celle de 1825 en ce que les spéculations de 1825 avaient principalement pour objet des entreprises étrangères, tandis qu'en 1836 on spécula sur des entreprises nées en Angleterre même. Cela est

(1) J. HORSLEY PALMER, *Causes and Consequences of the Pressure on the Money Market, 1837*, p. 28.

d'ailleurs compréhensible. Vers 1820, l'essor de l'industrie anglaise est né d'une impulsion extérieure, l'ouverture des débouchés de l'Amérique du sud. Après 1830, la cause immédiate de l'essor fut une suite d'excellentes récoltes en Angleterre même. En 1825, c'étaient les actions des mines mexicaines et sud-américaines qui constituaient l'objet favori des spéculations à la Bourse de Londres ; en 1836, ce sont les actions des chemins de fer anglais et des banques privées anglaises. Lors du renouvellement de la charte de la Banque d'Angleterre, en 1833, la fondation de banques de dépôts, constituées par actions, avait été partout autorisée ; mais, jusqu'en 1836, le nombre des banques par actions nouvellement fondées n'avait pas été grand. Ce nombre s'accrût considérablement en 1836 ; pendant cette seule année, 48 banques furent fondées (1).

La spéculation se jeta en outre sur les actions de chemins de fer, de mines, de canaux et d'autres entreprises industrielles. « On ne peut pas se faire une idée, déclarait au Parlement, en mai 1836, un des ministres, Thompson, des proportions prises par la folie des spéculations dans notre pays. On ne peut pas lire un journal, une publication de la Bourse, un prix-courant, ou toute autre publication commerciale sans y rencontrer une annonce qui nous apprenne la fondation d'une nouvelle société par actions ; parmi ces sociétés, il en est beaucoup dont l'insolvabilité apparaît au premier regard. Le plus grand nombre en est fondé par des spéculateurs, qui veulent revendre leurs actions en réalisant un bénéfice. Ils s'efforcent de faire monter artificiellement le cours de ces actions et laissent le soin des entreprises fondées par eux aux acheteurs qui ont été assez naïfs pour placer leur argent de cette façon... L'accroissement du nombre des banques par actions me

(1) *Report from the select Committee on Joint Stock Banks together with the Minutes of Evidence, Appendix and Index, 1837. App. II, n° 1.*

remplit de la plus grande inquiétude, car, à beaucoup d'entre elles peut s'appliquer tout ce que l'on peut dire de pire sur les sociétés par actions » (1). En effet, beaucoup de banques par actions n'étaient qu'une spéculation sur la crédulité des actionnaires. Pour réunir plus facilement les capitaux nécessaires, les banques émettaient les coupures d'actions les plus minimes ; par exemple, en 1836, des actions de banque furent émises d'une valeur de 10 et 5 livres sterling (2). On comprendra facilement qu'un prix aussi modique ait encouragé la spéculation.

Comme l'indique Leone Levi, le capital nominal des sociétés par actions fondées de 1834 à 1836 dans le Royaume-Uni s'éleva à 105 millions 2 de livres sterling : 69 millions 6 de livres revenaient aux chemins de fer, 23 millions 8 aux établissements de banque, 7 millions 6 aux sociétés d'assurance, 7 millions à des entreprises minières, 3 millions 7 aux canaux, etc. (3).

La répercussion de tous ces événements sur le marché des marchandises ne se fit pas longtemps attendre.

Hausse des prix sur le marché de Londres en juillet 1835 et en juillet 1836 comparativement à juillet 1833 (4).

	Juillet 1835	Juillet 1836
Prix du coton (Géorgie)	+ 25 ⁰ / ₀	+ 31 ⁰ / ₀
» de la laine (espagnole)	+ 33 »	+ 22 »
» de la soie (italienne)	+ 17 »	+ 40 »
» du fer brut (britannique)	— 9 »	+ 60 »
» du plomb (britannique)	+ 32 »	+ 95 »
» du sucre (Havane)	+ 23 »	+ 80 »
» de l'indigo (de l'Inde orientale, qualité moyenne).	+ 31 »	+ 45 »
» du tabac (de Virginie).	+ 22 »	+ 44 »

(1) Cité par TOOKE, *History of Prices*, II, 276.

(2) *Report on Joint Stock Banks*, 1837. *Minutes of Evidence*, dépositions de James Marshall, 4502.

(3) LEONE LEVI, *History of British Commerce*, Londres, 1872, p. 229.

(4) Calculée d'après les tableaux de TOOKE, *History of Prices*, Vol. II.

L'influence de la hausse des prix sur le commerce extérieur de l'Angleterre s'est fait sentir aussitôt. En 1836, la quantité des marchandises exportées du Royaume-Uni n'a augmenté que de 7 0/0 comparativement à l'exportation de l'année précédente, tandis que la quantité des marchandises importées a augmenté de 17 0/0. (En 1835, la valeur officielle de l'exportation était de 91 millions 2 de livres, et celle de l'importation de 48 millions 9 de livres ; en 1836, celle de l'exportation était de 97 millions 6 de livres et celle de l'importation de 57 millions de livres).

En attendant, les événements aux Etats-Unis conduisaient irrésistiblement le pays à une crise. Pour arrêter la spéculation sur les terres, le président Jackson fit paraître, le 11 juillet 1836, la fameuse circulaire qui rendait le parti hostile au président responsable de tout le mal imminent. Cette circulaire interdisait toute vente de terres d'Etat autrement que moyennant paiement en or ou en argent ; dans les cas où il était permis à la caisse d'Etat d'accepter en paiement des billets de banque, la caisse d'Etat devait aussitôt présenter ces billets aux guichets de la banque correspondante pour en obtenir le remboursement en numéraire.

L'effet de cette circulaire fut très rapide : la spéculation sur les terres cessa aussitôt, car les banques ne purent plus consentir de crédit à leurs clients et prirent d'énergiques mesures pour augmenter leurs réserves, craignant qu'on n'exigeât d'elles de l'or. Mais, comme toujours en pareils cas, ces mesures, intervenues trop tard, n'atteignirent pas leur but. Les clients ne recevant plus d'appui de la part des banques, qui n'escomptaient plus les effets, se hâtèrent de retirer leurs dépôts et de demander le paiement des billets de banque. La panique éclata. Dans les Etats de l'ouest qui avaient été l'arène principale des spéculations sur les terres, les banques se mirent à faire faillite ; puis, vinrent des banqueroutes de commerçants et d'industriels, d'abord dans l'ouest, puis aussi à New-York.

Les événements des Etats-Unis trouvèrent aussitôt un

écho en Angleterre. La Banque d'Angleterre éleva le taux de l'escompte pour arrêter l'exode de l'or, qui quittait sa caisse pour les États-Unis, et elle donna ainsi le premier signal de l'inquiétude. Mais, pour pouvoir bien comprendre les événements qui suivirent, nous devons tout d'abord voir quel était l'état du compte de la Banque d'Angleterre en 1836 et en 1837.

Compte de la Banque d'Angleterre et cours du change de Londres sur Paris.

	Encaisse (en millions de livres sterling) (1)	Taux minimum de l'escompte (2)	Prêts à des particuliers (en millions de livres sterling) (1)	Cours du change sur Paris (déduction faite de l'agio de l'or) (1)
1836 5 janvier . . .	7,7	4	17,5	25 fr. 31 cent
5 avril . . .	7,8	4	11,4	25 » 28 »
3 mai . . .	7,5	4	10,4	25 » 14 »
7 juin . . .	7,1	4	12,4	25 » 08 »
5 juillet . . .	6,7	4	14,9	25 » 10 »
2 août . . .	5,6	4 1/2	12,7	25 » 11 »
6 septembre . . .	5,2	5	13,4	25 » 14 »
4 octobre . . .	5,0	5	14,2	25 » 15 »
1 novembre . . .	4,7	5	13,5	25 » 20 »
6 décembre . . .	3,9	5	18,1	25 » 27 »
1837 3 janvier . . .	4,2	5	20,0	25 » 29 »
4 avril . . .	4,4	5	15,2	25 » 30 »
2 mai . . .	4,4	5	14,1	25 » 31 »
6 juin . . .	5,1	5	13,0	25 » 30 »
1 août . . .	6,1	5	12,1	25 » 32 »

Pendant les quatre premiers mois de 1836, les cours du change étaient favorables à l'Angleterre ; par suite, l'or

(1) *Report from the select Committee on Banks of Issue, 1840. Appendix nos 9, 12.*

(2) *Report from the select Committee on Commercial Distress 1847-1848. Appendice, n° 13.*

afflua de l'étranger en Angleterre. A partir du mois de mai, les cours deviennent défavorables et l'or commence à s'écouler de la Banque. Au mois d'août, la Banque élève le taux de l'escompte de 4 0/0 à 4 1/2 0/0 et, en septembre, à 5 0/0. Mais cela n'empêche pas le départ de l'or. A partir de novembre, les cours redeviennent favorables à l'Angleterre, signe certain que l'écoulement de l'or vers l'étranger a cessé. Néanmoins, la caisse de la Banque continue à se vider : évidemment, à l' « external drain » (écoulement de l'or vers l'étranger) a succédé un « internal drain » (écoulement de l'or vers l'intérieur du pays) encore plus dangereux.

La diminution de l'encaisse de la Banque d'Angleterre de mai à septembre 1836 fut amenée par la balance commerciale défavorable à l'Angleterre, de même que par la demande considérable d'or aux Etats-Unis, provoquée par la circulaire du président Jackson. Jackson était l'adversaire énergique des banques d'émission et, par suite, lorsque la durée du privilège de la principale banque d'émission d'Amérique, la « Banque des Etats-Unis », fut expirée, en 1836, ce privilège ne fut pas renouvelé. La « Banque des Etats-Unis », qui avait eu la plus grande part dans toutes les spéculations de cette époque, dut, pour la sécurité de sa caisse, contracter à Londres un emprunt d'un million de dollars en or. Les autres banques firent également leur possible pour consolider leur caisse ; aussi la Bourse de Londres fut-elle, pendant l'été de 1836, inondée de papiers américains, qui étaient vendus par les banques américaines en échange d'argent comptant. Pour garantir sa caisse, la Banque d'Angleterre éleva, au mois d'août, le taux de son escompte et résolut de ne pas escompter les effets de certaines maisons qui entretenaient des relations étroites avec l'Amérique. Les prêts aux particuliers diminuèrent quelque peu, mais l'écoulement de l'or continua à augmenter, de sorte que les mesures de la Banque d'Angleterre ne causèrent tout d'abord autre chose qu'une alarme sur le marché. La situation difficile de nombreuses banques par

actions nouvellement fondées était encore aggravée par le fait que ces banques possédaient de nombreuses succursales dans différentes villes : comme chaque succursale avait sa caisse spéciale, les banques étaient obligées d'avoir de bien plus grandes réserves d'espèces que s'il n'y avait eu qu'une caisse unique.

Le 7 novembre, la banque d'Ulster et celle de Belfast suspendirent leurs paiements ; le 9 novembre, ce fut le tour d'une autre grande banque irlandaise (Agricultural and Commercial Bank of Ireland), qui, dans le cours du mois d'octobre, avait dû payer au public, sur présentation de billets de banque ou en remboursement de dépôts, 150.000 livres d'or (1). Cette banque avait 45 succursales, et ce fut, d'après le directeur de la banque, Dwyer, une des causes de son effondrement. La première banqueroute, comme toujours en pareils cas, provoqua une panique. Le plus grand nombre des banques irlandaises eurent à subir ce que les Anglais appellent un *run*, c'est-à-dire l'assaut du public. Pour se sauver, les banques durent augmenter par tous les moyens leur encaisse métallique et il y eut écoulement de l'or, de la Banque d'Angleterre, qui est le réservoir commun de numéraire de tout le Royaume-Uni, vers l'Irlande. En novembre et en décembre, deux millions de livres d'or furent envoyés d'Angleterre en Irlande, uniquement pour consolider les réserves des banques irlandaises. Cet or fut pris dans la caisse de la Banque d'Angleterre (2). Si la diminution de l'encaisse de la Banque d'Angleterre ne fut pas très considérable (du 1^{er} novembre 1836 au 3 juin 1837 la réserve métallique de la Banque n'a baissé que de 500.000 livres), cela fut dû uniquement aux cours favorables du change, sous l'influence desquels l'or commença à revenir en Angleterre.

(1) *Report on Joint Stock Banks, 1837, Minutes of Evidence*, déposition de Dwyer, 2722-2734.

(2) *Loc. cit.*, Déposition de Mahony, 4053-4058.

Pourquoi les cours du change ont-ils été, dans ce moment si critique pour le crédit anglais, favorables à l'Angleterre? C'est un fait que nous rencontrerons encore assez souvent : dès que commence l'« internal drain », l'« external drain » cesse. Au plus fort de la panique, quand le crédit des maisons les plus sérieuses est ébranlé, l'or cesse de s'écouler d'Angleterre vers l'étranger et il reflue même de nouveau en Angleterre. Les causes de ce phénomène sont faciles à distinguer.

L'écoulement de l'or des établissements de crédit centraux vers l'intérieur du pays est provoqué par l'accroissement de la demande d'or dans l'intérieur du pays, — autrement dit, par la hausse du prix de l'or sur le marché intérieur. Comme toute autre marchandise, l'or en circulation dans le commerce international se porte sur le marché, où son prix est le plus élevé ; ainsi, chaque fois qu'une panique s'est emparée du marché monétaire d'un pays, c'est-à-dire lorsque, dans ce pays, la demande d'or a atteint son maximum, l'or se met à affluer de l'étranger vers ce pays, l'« internal drain » supprime l'« external drain » et crée même un mouvement contraire de l'or dans les relations internationales.

La demande d'or fut surtout considérable en Irlande, parcequ'on ne savait pas si les billets de la Banque d'Angleterre devaient avoir la valeur d'un moyen de paiement légale tout comme en Angleterre (1). D'ailleurs, la législation irlandaise sur les banques différait en beaucoup de points de la législation anglaise. Ainsi, les banques irlandaises avaient le droit d'émettre des billets d'une valeur de moins de 5 livres sterling ; or, on sait que lorsque se produit une panique, ce sont les petits billets qui sont les premiers présentés aux guichets. C'est pour ce seul motif que la panique prit en Irlande des proportions si considérables et qu'il fut néces-

(1) *Report on Joint Stock Banks. Minutes of Evidence*, déposition de Mahony, 4060.

saire de faire venir une si grande quantité d'or d'Angleterre (1).

En Angleterre aussi, on fut très à court d'argent. Beaucoup de banques de province, qui avaient donné à leurs opérations une extension exagérée, durent faire tous leurs efforts pour augmenter leur encaisse, à ce moment où tout le monde aimait à recevoir de l'or, mais où personne ne voulait en donner. A la fin de novembre, la grande banque par actions « Northern and Central Bank » fut obligée, pour éviter une banqueroute, de solliciter l'aide de la Banque d'Angleterre. L'effondrement de cette grande Banque eût menacé tout le crédit anglais d'une telle secousse que la Banque d'Angleterre, mue par le sentiment de sa propre conservation, dut agréer sa demande. Si, en même temps que la panique irlandaise, une panique s'était produite en Angleterre, elle eût pu enlever à la Banque d'Angleterre ce qui lui restait encore de numéraire.

En novembre 1836, les prix de nombreuses marchandises avaient fléchi : pourtant la baisse n'était pas considérable.

Baisse des prix des marchandises en novembre 1836, comparativement au mois de juin de la même année (2).

Coton (Géorgie)	26 ⁰ / ₁₀
Plomb (anglais)	11 »
Fer brut (britannique)	13 »
Cuivre (britannique)	7 »
Sucre (Havane)	11 »
Etain (britannique)	18 »

La situation des prix est le meilleur indice de la situation industrielle. Tant que les prix sont élevés, il ne peut être question de crise commerciale. La baisse des prix est, à la fois, la cause et la conséquence de la ruine des fabricants, de la réduction de la production, du marasme

(1) *Loc. cit.*, déposition de Marshall, 4555.

(2) D'après les tableaux de TOOKE, *History of Prices*, II.

commercial et d'autres phénomènes, dont l'ensemble constitue une crise industrielle. En 1837, les prix de la plus grande partie des marchandises fléchirent encore davantage. Ainsi, la baisse du prix des marchandises était, en juillet 1835, comparativement à juillet 1836, la suivante :

Les prix du coton	avaient baissé de	. 45 0/0
» » » tabac	» »	. 31 »
» » » sucre	» »	. 20 »
» » » fer	» »	. 44 »
» » » cuivre	» »	. 29 »
» » de l'étain	» »	. 39 »
» » du plomb	» »	. 33 »
» » de la soie italienne	» »	. 31 »

Par suite de la crise américaine, le commerce de l'Angleterre avec les Etats-Unis subit un arrêt complet. Les importateurs américains ne pouvaient se défaire d'une quantité énorme de marchandises achetées par eux ; l'exportation des produits anglais aux Etats-Unis tomba, en 1837, de 12 millions de livres sterling (1836) à 4 millions 7, c'est-à-dire de près du tiers.

La crise de 1836 n'a pourtant pas pris de grande extension. L'Europe septentrionale ne fut, par exemple, presque pas atteinte. Il ne s'est produit aucune diminution dans le montant de l'exportation anglaise vers les pays de l'Europe septentrionale ; au contraire, le montant de cette exportation a augmenté de 15 0/0. Plus de 70 0/0 de la diminution de l'exportation britannique est dû aux Etats-Unis.

Pendant les 5 premiers mois de 1837, l'encaisse de la Banque d'Angleterre a été très faible (environ 4 millions de livres sterling), bien que les cours du change fussent pendant toute cette période (abstraction faite de février) favorables à l'Angleterre. En avril et en mai, l'Angleterre reçut de l'or de l'étranger, mais la réserve métallique de la Banque d'Angleterre n'augmenta pas. Evidemment, l'or se répandit dans l'intérieur du pays ; en d'autres termes, le crédit diminua, la méfiance grandit. La crise atteignit son

maximum en juin. Pendant le cours de ce mois, trois grandes maisons qui avaient spéculé sur le commerce avec l'Amérique et consenti d'énormes crédits aux importateurs américains, durent suspendre leurs paiements. Leur passif s'élevait à 5 millions de livres sterling. Le nombre des banqueroutes augmenta en 1837, comparativement à 1836, de 64 0/0. De toutes les branches de l'industrie anglaise, ce fut l'industrie cotonnière qui souffrit le plus de la crise. En 1837, la quantité de tissus de coton exportés du Royaume-Uni diminua de 26 0/0.

Si nous comparons les crises de 1825 et de 1837, nous trouvons entre elles beaucoup de ressemblance. Toutes les deux furent provoquées par une rapide extension de l'exportation, et, dans les deux cas, la demande étrangère fut créée par une forte émigration de capitaux anglais, qui allèrent, en 1825 dans l'Amérique du centre et l'Amérique du sud, en 1836 aux Etats-Unis. Mais, les spéculations de 1836 s'effectuèrent principalement sur les entreprises anglaises, tandis qu'en 1825 elles s'étaient effectuées sur des entreprises étrangères. Le mouvement des prix fut en 1836 tout à fait semblable à celui de 1825. En juillet, les prix de la plupart des marchandises atteignent, sur le marché de Londres, leur maximum, en novembre survient une baisse, d'abord lente, puis toujours plus rapide, et qui dure pendant la majeure partie de l'année suivante. L'effondrement des banques et la panique sur le marché monétaire se produisirent, les deux fois, en automne : en 1825 en octobre, et en 1836 en novembre. La diminution de l'encaisse de la Banque d'Angleterre fut, dans les deux cas, provoquée d'abord par l'écoulement de l'or d'Angleterre vers l'étranger, puis par son écoulement de la caisse de la Banque vers l'intérieur du pays. Jusqu'à la fin de 1836, la crise s'est développée comme en 1825, pourtant avec cette différence essentielle qu'en 1825 la fièvre de spéculation à la Bourse des valeurs et à celle des marchandises fut encore plus forte et que le bouleversement du marché anglais de l'or

et, par suite, de toute l'industrie anglaise, eut des résultats bien plus funestes encore.

En 1836, les prix des principales marchandises, en Angleterre, ne montèrent pas si considérablement qu'en 1825, et cela a eu sa répercussion sur le commerce extérieur anglais. En 1825, la quantité des produits exportés du Royaume-Uni a un peu baissé et la quantité des marchandises étrangères importées s'est considérablement accrue. En 1836, par contre, aussi bien l'importation que l'exportation ont augmenté, bien que l'accroissement de l'importation ait été bien plus notable. Par là s'explique le fait que l'écoulement de l'or vers l'étranger en 1825 a été bien plus considérable qu'en 1836 (en 1825, l'encaisse de la Banque d'Angleterre a, par suite de l'écoulement de l'or vers l'étranger, diminué de 6 millions de livres et, en 1836, de 2 millions et demi seulement).

De même que le vertige de spéculation de 1825 fut plus fort que celui 1836, de même la réaction et la crise furent moins intenses la seconde fois que la première. Dans les derniers mois de 1825, beaucoup de banques de province ont fait banqueroute, tandis qu'en 1836 pas une banque anglaise n'a suspendu ses paiements. En 1826, le nombre total des banqueroutes avait augmenté de 125 0/0, tandis qu'en 1837, il n'a augmenté que de 64 0/0. D'un autre côté, la panique de 1825 fut sans doute plus forte, mais de moindre durée. Dès le commencement de 1826, l'or commença à refluer rapidement dans la caisse de la Banque d'Angleterre ; en 1837, bien que l'or affluât de l'étranger, la caisse de la Banque ne se remplit jusqu'en juin que très lentement, et la crise s'étendit presque sur une année entière.

La crise financière de 1839.

Les deux années suivantes furent, pour l'agriculture anglaise, très défavorables. Par suite de deux très mauvaises récoltes, les prix moyens du froment montèrent en 1839, comparativement à ceux de 1836, de 48 0/0 et le montant des céréales importées dans le Royaume-Uni, pour la consommation anglaise, atteignit la somme qu'on n'avait jamais encore vue atteinte, de 10 millions et demi de livres sterling. En 1836, la valeur des céréales importées s'élevait à environ 0,1 0/0 du montant de l'exportation des produits britanniques, et, en 1839, elle atteignait 20 0/0 de ce montant.

L'augmentation de l'importation, n'étant pas accompagnée d'une extension correspondante de l'exportation, rendit la balance commerciale défavorable à l'Angleterre. A cela vinrent s'ajouter toute une suite de circonstances qui provoquèrent à Londres une baisse extraordinaire des cours du change sur tous les marchés étrangers et un reflux considérable de l'or d'Angleterre vers l'étranger (*Voir* tableau, p. 78).

A partir de décembre 1838, le cours du change fléchit rapidement et, pendant toute la première moitié de 1839, il est extraordinairement bas. En même temps, l'encaisse de la Banque d'Angleterre diminue considérablement et atteint, le 3 septembre, le montant de 2 millions 4 de livres sterling ; en 8 mois, 6 millions et demi de livres sterling se sont écoulés de la Banque. L'écoulement fut bien plus fort qu'en 1836. Les causes de cet exode provenaient, — en dehors de l'importation extraordinairement considérable des céréales, — de ce que la crise de 1836 n'était toujours pas complètement liquidée aux Etats-Unis, malgré toutes les banqueroutes. En 1837, toutes les banques des Etats-Unis

	Encaisse de la Banque d'Angleterre (en millions de livres sterling) (1)	Cours du change sur Paris, à vue (déduction faite de l'agio de l'or) (1)
1838 6 novembre	9,2	25 fr. 24 cent.
4 décembre	9,6	25 » 15 »
1839 1 janvier	9,0	25 » 04 »
5 mars	6,7	24 » 98 »
7 mai	4,3	24 » 99 »
2 juillet	3,7	25 » 03 »
3 septembre	2,4	25 » 18 »
5 novembre	2,7	25 » 16 »
3 décembre	3,6	25 » 09 »
1840 7 janvier	4,5	25 » 15 »
1 décembre	3,6	25 » 19 »

avaient suspendu le remboursement de leurs billets, suspension qui n'était pas synonyme de banqueroute, car le congrès avait permis aux banques de recourir à cette mesure extrême. La Banque des Etats-Unis qui, sous la direction de N. Beadle, avait le plus participé à toutes les spéculations de cette période, profita de l'autorisation du congrès pour étendre ses affaires au moyen des spéculations les plus hardies. C'est ainsi que cette banque acheta des quantités énormes de coton brut dans les Etats-Unis et les revendit en Europe, à un si haut prix que l'industrie cotonnière se vit dans l'obligation de réduire sa production; la Banque fit toutes sortes de spéculations de Bourse sur des valeurs américaines et étrangères, etc. En 1839, au moment où la spéculation sur la vente du coton brut avait atteint les plus grandes proportions et où des provisions gigantesques de coton brut non-vendu, appartenant à la Banque des Etats-Unis, s'étaient accumulées, la Bourse de Londres était inondée de valeurs américaines, qui trouvaient dans la capitale anglaise un écoulement facile; la

(1) *First Report from the Select Committee on Banks of Issue, 1840.* App. n° 9, 12; *Second Report of Issue, 1841,* App. n° 6, 28.

confiance qu'on avait en elles n'avait pas encore été définitivement ébranlée par la crise de 1836 (la majorité des banques américaines avaient alors, malgré le désarroi du crédit, ponctuellement tenu leurs engagements). Ainsi, précisément parce que le gouvernement des Etats-Unis avait en 1837 arrêté l'extension d'une crise, une nouvelle crise éclata dans ce pays en 1839, avec une violence accrue et provoqua un exode de l'or d'Angleterre en Amérique. En outre, il y eut un écoulement d'or d'Angleterre vers le continent européen, par suite de l'effondrement de la Banque de Belgique, dans l'automne de 1838. Cet effondrement provoqua, au début de 1839, une panique en Belgique et en France ; comme le marché monétaire anglais ne fut pas atteint par la panique et que le crédit sur le marché ne fut aucunement ébranlé, l'or afflua là où la demande en était la plus considérable, vers le continent européen et vers l'Amérique. Tout cela provoqua, en 1839, un « external drain » tout à fait extraordinaire par sa durée et son intensité, qui vida presque complètement la caisse de la Banque d'Angleterre.

Pour retenir l'or dans ses caves, la Banque d'Angleterre éleva, le 16 mai, le taux de son escompte à 5 0/0, et, le 1^{er} août, à 6 0/0. Mais comme le crédit en Angleterre ne s'en trouva pas réduit et que les prix des marchandises ne fléchirent pas, l'écoulement de l'or vers l'étranger continua. Pour ne pas sombrer, la Banque dut recourir à un moyen extrême : par l'intermédiaire de la maison de banque Baring, elle fit à Paris un emprunt de 2 millions de livres sterling. Les banquiers parisiens consentirent à accepter des billets à ordre pour cette somme, qui fut peu à peu réalisée par la Banque, ce qui fit monter considérablement les cours du change au commencement de septembre. L'or se mit peu à peu, bien que très lentement, à refluer dans la caisse de la Banque. Les cours du change restèrent toujours bas et furent défavorables à l'Angleterre, non seulement pendant l'année 1839, mais encore l'année suivante.

Par d'énergiques mesures, la Banque parvint à arrêter la fuite de l'or, mais elle ne put amener un mouvement en sens inverse, et, par suite, l'encaisse de la Banque d'Angleterre était, à la fin de 1840, aussi faible qu'à la fin de 1839.

Pourtant, malgré la situation critique de la Banque d'Angleterre en 1839, cette crise eut en Angleterre le caractère d'une simple crise financière et ne fut pas suivie d'un ébranlement de l'industrie comme en 1825 et en 1837. Pas une seule banque du Royaume-Uni ne cessa ses paiements ; le nombre des banqueroutes n'augmenta presque pas. Les prix du coton brut subirent, grâce aux opérations de la Banque des Etats-Unis, d'énormes fluctuations ; les prix des céréales subirent en 1839 une forte hausse, par suite de la mauvaise récolte et tombèrent l'année suivante, la récolte s'étant trouvée meilleure ; mais les prix des différents métaux (c'est dans ces prix que se reflète le mieux la situation générale de l'industrie) fléchirent, en 1840, relativement peu : par exemple les prix du plomb, en juillet 1840, n'étaient inférieurs que de 5 0/0 à ceux de juillet de l'année précédente, les prix du cuivre étaient même montés de 1 0/0, ceux de l'étain avaient baissé de 4 0/0 ; seuls, les prix du fer subirent une baisse de près de 20 0/0.

L'industrie anglaise avait subi, en 1836, une secousse si considérable, qu'il n'y avait pas de place en Angleterre pour l'explosion d'une nouvelle crise en 1839. La crise de 1836 avait exercé sur le marché des marchandises et le marché monétaire une influence purifiante et écarté les éléments malsains, apportés par la fièvre de spéculation de l'année précédente ; la plupart des spéculateurs anglais avaient été ruinés en 1837. C'est précisément pour cela qu'en 1839 l'écoulement de l'or vers l'étranger ne fut suivi d'aucune crise commerciale, comme cela avait été le cas en 1825 et en 1836. L'external drain en Angleterre ne se transforma donc pas vers la fin de 1839 en un internal drain et le crédit anglais ne subit pas de secousse.

Si nous comparons le mouvement de l'encaisse de la

Banque d'Angleterre pendant l'année 1840 avec celui de 1826, nous remarquons entre les deux une grande différence. A la fin de 1826, la réserve métallique de la Banque d'Angleterre était la même qu'au commencement de 1825; tout l'or écoulé de la caisse y était revenu; tandis qu'en 1840 l'encaisse de la Banque d'Angleterre reste aussi réduit qu'à la fin de 1839: l'or ne revient pas dans la caisse de la Banque, malgré des mesures telles que l'élévation à 60,0 du taux de l'escompte (en 1825, le taux de l'escompte de la Banque d'Angleterre n'avait pas dépassé 50/0). Quelle a été la cause de cette baisse si persistante dans la caisse de la Banque de 1839 à 1840? Précisément le fait que la crise, cette fois-ci, était en Angleterre (il n'en était pas de même pour les Etats-Unis) une crise financière et non point industrielle (1). Une crise industrielle provoque toujours un certain bouleversement sur le marché monétaire, mais un bouleversement rapide et de peu de durée. L'or afflue dans la circulation, à l'intérieur même du pays, pour combler le vide créé par la réduction du crédit, mais, dès que la confiance est revenue, il reflue avec une rapidité plus grande encore. La réduction de la circulation des marchandises, qui suit une crise industrielle, rend disponibles de grandes sommes d'argent, qui se trouvaient auparavant en circulation, et tout cet argent disponible s'accumule dans les banques. Aussi la liquidation d'une crise industrielle est-elle toujours suivie d'une augmentation dans les réserves métalliques des banques (2).

Lorsque, par contre, à l'écoulement de l'or vers l'étranger ne succède pas de crise industrielle, ni de panique, la

(1) Sur ce fait qu'en 1839 aucun bouleversement considérable du commerce ne s'est produit en Angleterre, voir *First Report on Banks of Issue. Minutes of Evidence*. Déposition de Loyd, 3589. On retrouve la même chose dans TOOKE, *History of Prices*, II, 270.

(2) Ce phénomène est très bien expliqué dans le livre connu de CLÉMENT JUGLAR, *Des crises commerciales et de leur retour périodique*, Paris, 1889, 1^{re} partie, ch. XVII.

crise financière peut prendre un caractère chronique, parce que, dans ce cas, aucune réduction n'intervient dans la circulation des marchandises, qui puisse faire refluer le numéraire vers les caisses des banques. Le tableau donné plus haut (p. 35), montre qu'en 1840 le montant de l'exportation britannique n'a presque pas diminué. Voilà pourquoi les réserves métalliques de la Banque d'Angleterre sont restées si basses dans le cours de toute cette année.

Aux Etats-Unis, la crise de 1839 eut un autre caractère. Comme il a été dit plus haut, le gouvernement des Etats-Unis permit, en 1837, à beaucoup de banques dont la situation était difficile et qui étaient depuis longtemps déjà dans l'impossibilité de payer, d'esquiver la banqueroute, en les autorisant à suspendre le paiement de leurs billets. Cela retarda la liquidation de la crise, qui devait traîner en longueur pendant plusieurs années. Les banques américaines, délivrées de l'obligation de remplir leurs engagements, continuèrent leurs spéculations hasardeuses. Ce n'est qu'en 1841, lorsque le congrès eut exigé le rétablissement des paiements, que sonna l'heure du châtimeut. La « Banque des Etats-Unis », la plus grande maison de banque du pays, qui était allée le plus loin dans la voie des spéculations, dut se déclarer insolvable. Ainsi, la liquidation définitive de la crise de 1836, aux Etats-Unis, n'intervint qu'en 1841. Le nombre des banqueroutes aux Etats-Unis atteignit, d'après des données officielles, pendant les trois années de 1837 à 1840, 33.000; le passif total s'éleva à 440 millions de dollars (1). Or, comme, entre la situation du marché américain et celle du marché anglais, le lien le plus étroit existe, on comprend facilement qu'en 1841 et en 1842, l'industrie anglaise se soit trouvée dans une situation très gênée.

(1) CLÉMENT JUGLAR, *Des crises commerciales*, p. 467.

La crise industrielle de 1847

Après quelques années d'une dépression économique qui atteignit son maximum en 1842, l'Angleterre entra de nouveau dans une période de prospérité industrielle.

Au début de 1842, l'encaisse de la Banque d'Angleterre atteignit le plus haut chiffre qu'on ait jamais vu : 16 millions de livres sterling ; la Banque abaissa le taux de son escompte à 1 3/4 0/0.

D'après un mot souvent cité : John Bull peut beaucoup supporter, mais pas le 2 0/0. Les forces productrices du pays étaient prêtes pour une nouvelle action énergique et cette action ne se fit pas longtemps attendre.

Les récoltes de 1843 et de 1844 furent très bonnes, les produits agricoles furent bon marché, la demande d'objets fabriqués considérable. Sur le marché extérieur, les traces des crises précédentes avaient disparu, et la conclusion de la paix entre l'Angleterre et la Chine, en 1842, ouvrit à l'industrie anglaise un nouveau et énorme débouché, dont, de plus, les industriels anglais s'exagèrent tout d'abord beaucoup l'importance. L'industrie se ressaisit et les trois années de 1842 à 1845 furent caractérisées par un accroissement considérable de l'exportation des produits de l'industrie anglaise, par une extension de la production et, en même temps, par une amélioration de la situation des classes ouvrières. C'est ainsi, par exemple, que l'inspecteur du travail Léonard Horner s'exprime en novembre 1845, dans son rapport semestriel, de la façon suivante : « Des huit dernières années, je ne me rappelle pas avoir vu pareille prospérité industrielle, principalement en ce qui concerne la filature du coton, que pendant l'hiver et l'automne précédents.

« Pendant cette période, il ne s'est pas passé de semaine sans que je ne sois informé de la construction de nouvelles fabriques ou de l'agrandissement des fabriques existantes, de l'introduction de nouvelles machines plus perfectionnées, etc. ; de tous côtés, j'ai entendu des plaintes sur la difficulté de se procurer des ouvriers et sur la hausse des salaires. Des gens bien renseignés me disent aussi que les fabricants ont réalisé de gros bénéfices, grâce aux prix élevés du fil, et aux prix très bas du coton brut (1). » D'après les rapports de Horner, le nombre des fabriques s'est élevé, dans son district, de 1842 à 1843, de 324, — presque exclusivement des manufactures de coton.

Nous avons vu, par les exemples des crises précédentes, que le déplacement des capitaux anglais dans chaque période de prospérité industrielle, s'effectue dans une direction déterminée. De 1820 à 1830, les capitaux anglais disponibles allèrent vers l'Amérique du centre et du sud ; vers 1833, ils allèrent aux Etats-Unis et ceux qui restèrent en Angleterre se tournèrent principalement vers les entreprises de chemins de fer et la fondation de banques par actions. De 1840 à 1850, il n'y a pas eu d'émigration importante des capitaux anglais vers l'étranger. Ce n'est pas que la quantité de capitaux disponibles en Angleterre ait diminué. Il s'en trouvait à ce moment plus qu'auparavant : mais un placement avantageux s'offrait à eux à l'intérieur, dans la construction d'un immense réseau de chemins de fer (Voir tableau, p. 85).

D'après un calcul de Wilson, l'économiste connu de cette époque, fondateur de *The Economist*, l'accumulation annuelle de capital dans la Grande-Bretagne atteint la somme considérable de 60 millions de livres sterling (2). Ainsi, en 1846, le montant des voies ferrées nouvellement

(1) *Report of Inspector of Factories*, L. HORNER, novembre 1845, p. 13.

(2) WILSON, *Capital, Currency and Banking*, IX.

	Montant des concessions de travaux de chemins de fer faites par le Parlement (en millions de livres sterling) (1)	Dépense nette pour la construction de chemins de fer (en millions de livre-sterling) (1)
Jusqu'au 31 décembre 1843 . . .	81,9	65,6
En 1844 . . .	20,4	6,7
» 1845 . . .	60,5	16,2
» 1846 . . .	131,7	37,8
» 1847 . . .	44,2	40,7
» 1848 . . .	15,3	33,2
» 1849 . . .	3,9	29,6

concédées dépassa de plus du double l'accumulation annuelle du capital anglais. La demande créée par la construction des chemins de fer, de 1846 à 1849, sur le marché intérieur anglais, ne fut pas moins des $\frac{2}{3}$ de toute la demande étrangère de produits britanniques. Le nombre des ouvriers occupés à la construction des chemins de fer s'éleva à plus de 200.000. La hausse énorme des prix du fer montre quelle demande considérable de fer avaient créée les constructions de chemins de fer.

Vers 1845, l'industrie et le commerce se trouvaient en Angleterre dans une situation excellente. La production avait augmenté, les prix des marchandises étaient considérablement montés, la demande, sur le marché intérieur, s'était fortement accrue, de même que l'exportation des produits britanniques à l'étranger. Comme toujours, la prospérité industrielle ne tarda pas à donner naissance à la spéculation qui, cette fois-ci, s'exerça principalement sur les entreprises de chemins de fer. La spéculation sur les actions de chemins de fer commença dès 1844. « Au début de 1844, dit Tooke, alors qu'il semblait déjà indubitable que l'industrie du pays rentrait dans une période de pros-

(1) TOOKE, *History of Prices*, V, 352.

périté, l'attention générale fut attirée par les résultats favorables obtenus par les voies ferrées déjà construites. Il paraissait très vraisemblable que l'extension de ce réseau de chemins de fer serait d'un tout aussi bon rapport, d'autant plus que les prix du fer et des autres matériaux nécessaires à la construction n'étaient pas élevés. Au printemps et en été, les actions des anciennes compagnies de chemins de fer subirent donc une forte hausse et, en outre, un grand nombre de nouvelles lignes furent projetées. En septembre 1844, plus de 90 projets de nouvelles lignes furent soumis au Parlement, dont l'exécution n'aurait pas demandé moins de 400 millions de livres, et le nombre de ces projets s'accrut sans interruption jusqu'à la fin de l'année. » En 1845, les spéculations sur les chemins de fer furent encore plus animées et amenèrent une crise financière. « En août, après que le Parlement eut accordé les concessions pour les chemins de fer projetés, la spéculation dégénéra en véritable passion. Mais, en même temps, apparaissaient déjà les indices d'une réaction prochaine. Tout le monde comprit que les spéculateurs n'étaient pas du tout unanimes à compter sur le succès des entreprises, qu'ils comptaient tout simplement sur l'état d'esprit prédominant à la Bourse à un moment donné, relativement à telle ou telle action. Les actions ne furent pas achetées comme placement de longue durée, mais pour être immédiatement revendues à un prix plus élevé. Tant que le nombre des personnes qui voulaient spéculer, augmenta, les cours des actions montèrent aussi. Mais, à la fin d'octobre, le désir commença à se manifester chez les porteurs d'actions, de réaliser les bénéfices que promettaient les cours élevés ; ce désir finit par se transformer en panique, les cours des actions se mirent à baisser rapidement et les Bourses des valeurs, dans les différentes villes du Royaume, qui, jusque-là, avaient regorgé de spéculateurs, se vidèrent (1). »

(1) TOOKE, *History of Prices*, IV, 64.

L'industrie anglaise n'a pas du tout été atteinte par la crise financière de 1845 ; nous ne retrouvons l'influence de celle-ci, ni dans le compte de la Banque d'Angleterre, dont l'encaisse, en novembre 1845, s'élevait à plus de 13 millions de livres sterling, ni dans le nombre des banqueroutes, ni dans la situation générale des prix des marchandises. La crise financière de 1845 ne dépassa pas le cercle du monde de la finance, de même qu'en 1835, la crise à la Bourse des valeurs n'avait pas affecté l'industrie. Cela s'explique par le fait que, malgré l'effondrement de la spéculation sur les actions de chemins de fer en 1845, la construction de ces derniers commença précisément à cette époque à prendre de grandes proportions.

Les constructions gigantesques de voies ferrées, en 1846 et 1847, devaient donner à la demande, sur le marché intérieur, une extension extraordinaire. Il fallait donc s'attendre à ce moment à un mouvement d'essor inouï dans l'industrie anglaise. Que signifiaient quelques millions de livres de diminution dans l'exportation des produits britanniques, en 1846 et 1847, en regard de près de 100 millions de livres dépensées, pendant ces deux années, par les compagnies de chemins de fer pour l'achat du matériel nécessaire à la construction des voies ferrées et par les ouvriers des chemins de fer pour l'achat d'objets de consommation ? Pourtant, si nous considérons les statistiques relatives à la quantité de tissus de coton absorbée par le marché intérieur anglais, nous ne constatons pas une progression, mais un recul.

En 1845 la consommation des tissus de coton a été dans le Royaume-Uni de 21 millions de livres, en 1846 de 19 millions, et, en 1847, de 13 millions seulement (1).

Comment s'explique ce recul ? Par les mauvaises récoltes. En 1845, apparut en Irlande et en Angleterre, une

(1) D'après les tableaux de J.-A. MANN, *The Cotton Trade of Great Britain*, 1860.

maladie de la pomme de terre, qui détruisit presque complètement la récolte de l'année ; la récolte des céréales fut aussi, cette année-là, très mauvaise. En 1846, il n'y eut de nouveau pas de récolte de pommes de terre et celle des céréales fut encore pire que l'année précédente. En Irlande, ce fut la famine. Le parlement fut obligé de voter 8 millions de livres pour venir en aide à la population affamée. En 1847, on importa pour 29 millions de livres sterling de céréales de toutes sortes, destinées à la consommation du Royaume-Uni. Cette importation égalait 50 0/0 de l'exportation totale des marchandises anglaises, alors qu'en 1845 l'importation des céréales n'avait égalé que 3 0/0 de l'exportation britannique.

A la mauvaise récolte des céréales vint s'ajouter la mauvaise récolte du coton. Les prix du coton brut, à Manchester, montèrent, en janvier 1847, de 65 0/0, comparative-ment à janvier 1846. La situation des fabricants anglais devint très difficile : le prix de la matière première avait augmenté ; or, la demande d'objets fabriqués de la part de la population ne pouvait s'accroître, par suite de la cherté extrême de la vie. Les prix du fil de coton ne sont pas du tout montés en 1847, ceux du tissu de coton ont subi une hausse insignifiante.

Dans de pareilles conditions, la production n'était pas rémunératrice et elle devait être réduite ; c'est ce qui arriva.

La crise industrielle de 1847 n'avait été précédée d'aucune spéculation sur le marché des marchandises, comme cela avait été le cas avant les crises précédentes. En 1847, le prix de nombreuses marchandises étaient élevés sur le marché anglais (par exemple les prix du coton brut, du fer et des autres métaux) ; mais la hausse n'était pas le résultat d'une spéculation des négociants, elle s'était produite, parce que l'offre était insuffisante par rapport à la demande. Ce n'est que dans le commerce des céréales, qui, même dans une période de calme, a un caractère de spéculation, par suite des fluctuations considérables et imprévues des prix

des céréales, que la spéculation prit de grandes proportions. Le prix du quarter de céréales monta, de janvier à mai 1847, de 66 sh. 10 p. à 102 sh. 5 p. Puis vint une baisse rapide, et, en septembre, les prix étaient à 49 sh. 5 p. (1).

Les spéculateurs comptaient que les provisions de céréales en Angleterre ne suffiraient pas jusqu'à la nouvelle moisson. Il se trouva que leurs calculs étaient erronés ; les prix élevés amenèrent un accroissement de l'importation ; la récolte fut meilleure qu'on ne l'avait attendu, et les prix ne purent se maintenir à leur hauteur anormale. Aussitôt, survint une baisse qui amena la faillite d'un grand nombre de négociants en céréales, et, comme conséquence de cet effondrement, une crise industrielle générale.

Considérons maintenant la situation de la Banque d'Angleterre en 1847.

Compte de la Banque d'Angleterre (2)

1847	Encaisse (en millions de livres)	Fonds de réserve (en millions de livres)	Minimum du taux de l'escompte pendant le mois	Cours du change sur Paris, à vue (déduction faite de l'agio de l'or)
2 janvier	15 millions	8,2	janvier 3	1 janvier 25 fr. 11 cent.
6 mars	11,6 »	5,7	mars 4	2 mars 25 » 01 »
3 avril	10,3 »	3,7	avril 4	1 avril 25 » 13 »
1 mai	9,3 »	2,7	mai 5	4 mai 25 » 45 »
5 juin	10,2 »	5,1	juin 5	7 juin 25 » 13 »
3 juillet	10,4 «	5,2	juillet 5	2 juillet 25 » 03 »
4 septembre	9 »	4,2	septembre 5 $\frac{1}{2}$	3 septembre 25 » 11 »
2 octobre	8,6 »	3,4	octobre 5 $\frac{1}{2}$	1 octobre 25 » 32 »
30 octobre	8,4 »	1,2	novembre 7	2 novembre 25 » 24 »
6 novembre	8,7 »	2,0	décembre 6	3 décembre 25 » 27 »
4 décembre	11,0 »	5,6		

(1) *Report from the Select Committee on Commercial Distress, 1847-1848. Appendice n° 6.*

(2) *Report from the Select Committee on Commercial Distress, 1847-1848. App. n° 6, 13, 31. On appelle réserve cette partie de l'en-*

Après ce qui a été dit plus haut de l'énorme importation de céréales en Angleterre, on doit voir bien clairement la cause de l'écoulement de l'or, de l'Angleterre à l'étranger, en 1847. Mais, tandis qu'en 1825 et en 1836, l'encaisse de la Banque d'Angleterre diminua sans interruption, pendant 7 ou 8 mois de suite, l'écoulement de l'or d'Angleterre à l'étranger ne fut, en 1847, ni de si longue durée, ni ininterrompu. De janvier à mai, l'encaisse de la Banque d'Angleterre diminue, la réserve baisse également et les cours du change restent défavorables à l'Angleterre. De mai à juillet, le mouvement de l'or change de direction, l'or se

caisse de la Banque d'Angleterre dont elle peut, conformément à l'acte de Peel de 1844, librement disposer. L'acte de 1844 a complètement modifié les conditions de l'émission des billets par la Banque d'Angleterre. Les billets de banque émis au delà de 14 millions de livres doivent, d'après cet acte, être complètement couverts par du numéraire : cette partie de l'encaisse ne peut donc pas être mise en circulation. La réserve est la partie de l'encaisse dont la Banque peut disposer. Il va de soi que la Banque, dans ses opérations, ne doit compter qu'avec le chiffre de sa réserve, car le reste de l'or contenu dans la caisse ne peut être employé pour les opérations de la Banque. L'acte de Peel a joué, dans l'histoire de l'économie politique, un rôle d'une importance particulière. La théorie de l'argent et du crédit acceptée par la science moderne est née en partie des polémiques provoquées par cet acte, parmi lesquelles il faut attribuer l'importance la plus grande aux écrits de Tooke et de Fullarton. Nous ne nous attarderons cependant pas à cet acte, car, quelle que soit son importance à bien des égards, l'événement a prouvé une chose : l'acte de 1844 n'était aucunement en état de prévenir le retour des crises, ou d'en atténuer la répercussion économique, bien que ce fût là un des buts principaux de la réforme accomplie par sir Robert Peel. A cet égard, on peut dire que toute la réforme a complètement échoué : seule, une méconnaissance totale des causes profondes des crises pouvait conduire à cette idée tout à fait fautive, que les crises sont provoquées par l'organisation défectueuse des établissements de crédit. Les crises sont si étroitement liées au mode de production capitaliste que même la meilleure réforme du régime des banques (et ce n'est pas du tout le cas pour celle de Robert Peel) ne pourrait guère empêcher les crises de se produire.

met à refluer dans la caisse de la Banque, la réserve augmente et les cours du change sont, pendant un certain temps, très élevés. Puis, recommence le premier mouvement : les cours du change fléchissent et l'or se met à quitter l'Angleterre. En octobre, les cours du change sont favorables à l'Angleterre, mais l'encaisse et la réserve de la Banque d'Angleterre continuent à décroître, jusqu'à ce que la réserve atteigne, le 30 octobre, son chiffre le plus bas, 1 million 2 de livres sterling. En novembre et en décembre, l'or revient rapidement, et, de nouveau, la réserve de la Banque atteint une hauteur considérable.

En 1847, nous sommes frappés par les changements importants du taux de l'escompte, qui ne se sont pas produits en 1835 et en 1836. (En 1825, la Banque ne modifia pas le taux de son escompte pendant les 11 premiers mois : 4 0/0 pour les traites à courte échéance ; elle ne l'éleva qu'en décembre à 5 0/0. En 1836, le taux de l'escompte n'a été élevé qu'en juillet, de 4 0/0 à 4 1/2 0/0, et en septembre, de 4 1/2 0/0 à 5 0/0). La cause de cette différence se trouve dans le fait, que, pendant les crises précédentes, la Banque avait eu une attitude plus passive, en présence de la diminution de son encaisse ; elle n'avait pas recouru au seul moyen efficace pour retenir le numéraire dans ses caisses, l'élévation du taux de l'escompte. Comme on le sait, l'élévation du taux de l'escompte a toujours la tendance d'élever les cours du change et d'arrêter l'écoulement de l'or vers l'étranger. La valeur actuelle d'un billet est égale à son montant nominal moins la valeur de l'escompte au lieu où il est escompté. L'élévation du taux de l'escompte diminue la valeur actuelle d'une traite, les traites sont moins chères sur le marché en question, on commence à les exporter à l'étranger (où elles sont plus chères), pour les y échanger contre de l'or, et les cours du change (à vue) montent. Tout ceci est très simple, mais une longue expérience fut nécessaire avant que l'on arrivât à comprendre l'influence de l'escompte sur les cours du change.

En outre, avant l'acte de Peel, la Banque d'Angleterre était moins sensible à la diminution de son encaisse pour ce motif tout d'abord, qu'elle pouvait disposer de toute la somme d'or et d'argent qui constituait cet encaisse. Par contre, l'acte de 1844 ne lui permit plus de disposer que d'une partie de l'encaisse, la réserve. Avec le nouveau système, la Banque était déjà obligée de prendre d'énergiques mesures pour la sécurité de sa caisse, à un moment où les fonds qu'elle avait, étaient relativement élevés. (En 1847 l'encaisse de la Banque d'Angleterre n'était pas même descendu à 8 millions de livres sterling, et, pourtant, on fut obligé, comme nous le verrons plus loin, pour sauver la Banque, de suspendre la loi de 1844).

C'est dans ces deux circonstances, — la nouvelle politique de la Banque et sa plus grande sensibilité relativement à la diminution de son encaisse, — qu'on trouve l'explication de la cessation de l'exode de l'or au printemps de 1847. La Banque d'Angleterre, craignant une diminution de sa réserve, prit, au mois d'avril 1847, des mesures énergiques pour réduire ses opérations d'escompte. Le taux de l'escompte fut élevé, les traites à longue échéance ne furent plus du tout acceptées à l'escompte, et, ce qui est encore plus important, on fixa une certaine somme que ne devait pas dépasser le total des traites présentées à l'escompte par chaque maison. Des mesures d'une sévérité telle provoquèrent bientôt une panique sur le marché monétaire anglais. Comme le rapporte Tooke, la demande d'espèces sonnantes avait tellement augmenté en Angleterre, qu'il y arriva que des traites absolument sûres ne furent escomptées qu'à 12 0/0 et même davantage. Les cours du change montèrent immédiatement et devinrent favorables à l'Angleterre. D'après la déposition de Gurney, un banquier de Londres, une personne, à Liverpool, avait chargé, au commencement d'avril, sur un vaisseau, cent mille livres sterling d'or monnayé et de lingots pour les transporter aux Etats-Unis, afin de profiter des cours plus avantageux des traites américaines.

Mais, par suite de la gêne financière survenue en Angleterre, toute la somme fut de nouveau déchargée et resta dans le pays, car, avec l'élévation des cours du change anglais, l'exportation de l'or en Amérique était devenue désavantageuse (1). L'or commença à refluer vers l'Angleterre, la réserve de la Banque d'Angleterre s'accrut et la direction fut en mesure de lever ses mesures prohibitives.

Il est à remarquer que l'industrie et le commerce furent si peu atteints par la panique du marché monétaire, que précisément à ce moment, les spéculations des négociants en céréales se multiplièrent : le prix du quarter de froment subit une hausse rapide de plusieurs dizaines de shillings. D'ailleurs, la situation du marché monétaire n'exerce de grande influence sur les relations commerciales que lorsque la situation du commerce favorise cette influence. Mais, lorsque, comme c'était cette fois le cas, la gêne financière coïncide avec une diminution dans l'offre des marchandises et un accroissement de la demande, l'élévation du taux de l'escompte ne peut empêcher la hausse du prix des marchandises, et, par suite, le développement de la spéculation sur le marché des marchandises.

En juillet, l'exode de l'or vers l'étranger recommença. L'or fut absorbé par le paiement des céréales, qui étaient arrivées en abondance sur le marché de Londres, attirées par les prix excessivement élevés qui y étaient cotés.

*Importation des céréales et de la farine dans le Royaume-Uni
en milliers de quarters (2).*

Du 24 février	au 30 mars	1052
» 31 mars	» 4 mai.	1332
» 5 mai	» 8 juin	1251
» 9 juin	» 13 juillet.	1944
» 14 juillet	» 17 août	2010
» 18 août	» 21 septembre	1608
» 22 septembre	» 26 octobre	969

(1) *First Report on Commercial Distress. Minutes of Evidence*, déposition de Gurney 1921-23.

(2) *Report on Commercial Distress*, App. n° 30.

L'importation augmente et atteint son maximum dans la seconde quinzaine de juillet et la première quinzaine d'août. Quant aux prix des céréales, ils atteignirent leur maximum vers la fin mai. La différence de deux mois entre l'apparition des deux maximas était due au temps nécessaire au transport des céréales du lieu d'exportation au lieu de vente. Les négociants en céréales avaient, en avril et en mai, acheté d'énormes quantités de blé à des prix excessivement hauts ; ces blés arrivèrent en juillet et en août, au moment où les prix avaient déjà baissé parce que la moisson s'annonçait mieux qu'on ne l'avait attendu. La baisse des prix ruina les négociants et amena une grave crise industrielle.

A partir d'octobre, les cours du change sont favorables à l'Angleterre, mais l'écoulement de l'or de la Banque d'Angleterre persista. Evidemment, le développement de la crise est entré dans un nouveau stade ; l'external drain a fait place à un internal drain. L'exode de l'or vers l'étranger, provoqué par une balance défavorable, a fait place à un exode vers l'intérieur du pays. Ce changement fut provoqué par la panique qui s'était emparée du marché monétaire et du marché des marchandises en Angleterre.

La réserve de la Banque d'Angleterre a atteint son minimum (1 million 2 de livres) le 30 octobre. Depuis le 2 octobre, c'est-à-dire en 28 jours, la réserve de la Banque avait diminué de 2 millions 2 de livres, l'encaisse de 200.000 livres seulement. La diminution plus forte de la réserve montre qu'à l'intérieur du pays on ne demandait pas seulement de l'or, mais encore des billets de banque. En général, la confiance à l'égard des billets de la Banque d'Angleterre ne diminue pas le moins du monde pendant les crises et, comme l'envoi de billets et leur échange est beaucoup plus facile et commode que l'échange de l'or, même pendant la panique de 1847, la demande de billets fut plus considérable que la demande d'or. C'est en ce sens qu'ont déposé de nombreux témoins entendus par la commission parlementaire de 1847-1848. Le banquier

Birbeck, par exemple, déclara que, pendant la panique, sa banque et d'autres maisons de banque de sa connaissance avaient augmenté leurs réserves de 75 à 100 0/0. Ces réserves consistaient principalement en billets de la Banque d'Angleterre (1).

La marche de la crise de 1847 a été très bien exposé par le directeur de la Banque d'Angleterre Morris, dans sa déposition devant la commission parlementaire. « L'effondrement du grand nombre des spéculateurs sur les céréales, qui suivit la baisse des prix, a contraint une grande maison de banque qui entretenait d'étroites relations avec la province, à cesser ses paiements. La suspension des paiements par cette maison a détruit un des principaux canaux de la circulation du crédit entre Londres et la province et provoqué une inquiétude générale dans le pays. Vint ensuite l'effondrement de quelques grandes maisons faisant le commerce des céréales et, alors, cessèrent successivement leurs paiements la Banque Royale de Liverpool, la société de crédit de Liverpool, la Banque du Pays de Galles du nord et du sud ; quelques maisons de banque et la banque de Newcastle, de même que les banques de Nortumberland et de Durham furent grandement menacées par l'assaut du public. Toutes ces catastrophes ont eu pour suite une panique et une disparition presque complète du crédit. Les banquiers de Londres n'étaient plus en mesure de consentir à leurs clients le crédit habituel, et ceux-ci durent se tourner vers la Banque d'Angleterre pour lui demander aide. Tous se mirent à augmenter leurs réserves, et c'est pour ce motif que tous se plaignaient du manque d'argent, alors qu'il y avait en circulation de 4 à 5 millions de billets de banque ou de monnaies d'or de plus qu'en août. Par suite de la disparition du crédit, les maisons qui s'occupaient de commerce avec l'étranger et qui avaient l'habitude de renou-

(1) *First Report on Commercial Distress. Minutes of Evidence.* Déposition de Birbeck 5771-5773.

veler leurs traites, après expiration, ne purent remplir leurs engagements et durent suspendre leurs paiements » (1).

Le 23 septembre, la Banque d'Angleterre éleva le taux de son escompte pour les traites à trois mois à 6 0/0 et, le 1^{er} octobre, la direction fit connaître qu'elle ne consentirait plus de crédit contre engagement de valeurs d'Etat et de consolidés. Mais toutes ces mesures, loin d'atténuer la panique, ne firent que l'aggraver et, par suite, elles ne purent arrêter la diminution de la réserve de la Banque, bien que, dès octobre, l'argent revint de l'étranger en Angleterre. D'après la déposition de Morris, il arriva de Russie, après l'élévation du taux de l'escompte, une importante somme d'argent; les destinataires de cette somme déclarèrent à Morris que, s'ils introduisaient cet or en Angleterre, c'était uniquement parce que le taux élevé de l'escompte rendait cette opération avantageuse (2). Cet or n'était point du capital russe, mais il appartenait à des capitalistes anglais qui avaient trouvé avantageux de le tenir à l'étranger.

Malgré tout, la réserve de la Banque d'Angleterre diminuait toujours davantage. A la fin d'octobre, elle était inférieure à la somme que les banquiers de Londres avaient en dépôt à la Banque d'Angleterre. Ces dépôts pouvaient être réclamés à chaque instant par leurs propriétaires et la Banque d'Angleterre courait le danger de ne pas pouvoir payer, alors que son encaisse s'élevait à plus de 8 millions de livres sterling. La panique atteignit son maximum. Le gouvernement reçut de tous côtés des pétitions, demandant l'abrogation temporaire de l'acte de 1844, qui avait enlevé à la Banque la faculté de disposer de toute son encaisse.

Le 23 octobre, le gouvernement recommanda à la direction de la Banque de ne pas s'en tenir dans ses opérations

(1) *First Report on Commercial Distress. Minutes of Evidence.* Déposition de Morris et de Prescott, 2675.

(2) *Loc. cit.*, 2840.

aux dispositions de la loi, mais d'élever le taux de son escompte à 8 0/0. La panique cessa immédiatement, car le public acquit la certitude qu'on pouvait, pour les cas d'extrême urgence, compter sur l'aide de la Banque d'Angleterre. D'après la déposition du banquier Pease, il était, quelques jours avant la publication de l'ordonnance gouvernementale du 23 octobre, tout à fait impossible de faire escompter les traites les plus sûres, tant on craignait de tous côtés la diminution des réserves (1). La note du gouvernement rétablit la confiance et, ce qui est particulièrement curieux, la confiance revint pour des raisons purement psychologiques ; en réalité, la Banque d'Angleterre n'eut pas à faire usage du droit qui lui était concédé d'émettre plus de billets que ne le permettaient les dispositions légales. L'augmentation des prêts aux particuliers fut tout à fait insignifiante et la somme des billets émis par la Banque ne dépassa pas le chiffre fixé par la loi.

Comme le montre le tableau précédent du compte de la Banque d'Angleterre, la liquidation de la crise de 1847 s'effectua bien plus vite que celle des crises précédentes. Dès le commencement de décembre 1847, la réserve de la Banque d'Angleterre monta à plus de 5 millions de livres sterling, et l'encaisse à 4 millions de livres sterling.

Sous l'influence de la crise de 1847, le nombre de banqueroutes en Angleterre et dans le Pays de Galles augmenta de 24 0/0, comparativement à l'année précédente ; ce n'est là qu'un accroissement insignifiant, mais comparativement à 1845 cet accroissement a été de 65 0/0. La plupart des banqueroutes se produisirent en novembre, alors que la panique sur le marché monétaire avait déjà pris fin.

La crise de 1847 a eu une grosse influence sur le prix des actions de chemins de fer. Les cours de ces actions baissèrent jusqu'au commencement de 1850. Les recettes

(1) *First Report on Commercial Distress. Minutes of Evidence.* Déposition de Pease, 4619.

des chemins de fer nouvellement construits ne pouvaient pas être considérables, par suite déjà de la stagnation générale du commerce, qui provoqua une diminution du nombre des voyageurs et une réduction du transport des marchandises ; la gêne financière a encore contribué à la baisse des actions. Le tableau suivant montre quelles furent les pertes des capitalistes anglais dans les entreprises de chemins de fer de 1840 à 1850 (1).

	Décembre 1845	Décembre 1849
Capital engagé dans la construction des chemins de fer du Royaume-Uni (en millions de livres)	100	230
Valeur des actions à la Bourse (en millions de livres)	160	110
Bénéfice net ou perte des porteurs d'actions (en millions de livres).	+ 60	— 120

En 1845, les personnes qui avaient placé leurs capitaux dans des entreprises de chemins de fer ont gagné 60 millions de livres. Cela a provoqué l'affluence d'encore 130 millions de livres vers les entreprises de chemins de fer ; et le résultat final a été une perte nette de 120 millions de livres sterling, la perte totale étant de 180 millions de livres sterling.

Les prix des marchandises se sont, en 1847, peu modifiés (sauf ceux des céréales). Mais, l'année suivante, on remarque déjà une baisse générale. Comparativement à juillet 1847, la baisse était en juillet 1848 de :

Coton brut (Géorgie).	37 %
Sucre (Muscavados)	7 »
Bois (de Danzig)	17 »
Fer (britannique).	31 »
Cuivre (britannique).	10 » (2)

(1) TOOKE, *History of Prices*, V, 372.

(2) Ces calculs ont été faits d'après les tableaux de TOOKE, dans *History of Prices*, tome IV et VI.

La crise de 1847 eut sa plus grave répercussion sur l'industrie cotonnière et sur de nombreuses branches de l'industrie minière, principalement sur l'industrie du fer et du charbon.

C'est un fait établi par les dépositions des témoins et qu'il est intéressant de constater : bien que la cause immédiate de la crise ait été la mauvaise moisson, les districts agricoles de l'Angleterre et de l'Ecosse n'ont pas été atteints par la crise ; elle a causé ses plus grands ravages dans le Lancashire et le Staffordshire (1).

La crise de 1847 se différencie essentiellement, à maints égards, des crises précédentes de 1825 et de 1836. Ces deux dernières crises avaient été provoquées par l'extension rapide du commerce extérieur de la Grande-Bretagne et la diminution de l'exportation survenue ensuite. En 1825 et en 1836, le capital britannique émigra à l'étranger et créa ainsi à l'étranger une demande nouvelle de marchandises britanniques. En 1847, le capital britannique resta en Angleterre et alla aux entreprises des chemins de fer ; néanmoins, la demande de marchandises sur le marché intérieur, après avoir tout d'abord subi une forte progression, vint à diminuer, parce que l'influence favorable des dépenses pour les entreprises de chemins de fer fut contrecarrée par les deux mauvaises récoltes suivantes, qui rendirent nécessaire une plus grande importation de céréales et amenèrent une hausse extraordinaire du prix du blé. En 1847, 40 millions de livres sterling ont été employées à la construction de chemins de fer, ce qui devait activer le commerce intérieur ; mais, en même temps, on importa, pour la consommation du pays, pour près de 30 millions de livres de céréales, et en outre, pour l'achat du coton, qui avait aussi fortement souffert de la mauvaise récolte et avait subi une hausse, on dut dépenser quelques millions de livres

(1) Voir *First Report on Com. Distress*, déposition de Gurney, 1710-1712, Cotton 443, *Second Report*, déposition de Macfarlan, 7648.

de plus. Il arriva ainsi que le marché intérieur anglais, en 1847, non seulement ne gagna pas, mais perdit même de son importance. La situation du marché extérieur n'était pas non plus favorable, par suite de la même cause, la mauvaise récolte.

La crise de 1847 n'a donc pas été provoquée par une offre excessive de marchandises, mais par une diminution subite de la demande, qui suivit l'extension de la production et la prospérité industrielle des années précédentes. Aussi, les symptômes extérieurs de la crise de 1847 furent-ils tout autres que ceux des précédentes. En 1836 et en 1823, la crise avait été précédée d'une très vive spéculation sur le marché; cette spéculation avait fait monter les prix de la plupart des marchandises, principalement des denrées coloniales, qui constituaient l'objet principal du commerce d'entrepôt de l'Angleterre avec l'Europe. En 1847, les prix de la majorité des marchandises ne montèrent pas du tout; seul, le prix du blé monta rapidement, pour baisser ensuite non moins rapidement. En 1823 et en 1836, la crise était arrivée tout à fait inopinément. La prospérité extraordinaire de l'industrie et du commerce anglais pendant la première moitié de l'année avait, à la fin de l'année, subitement fait place à un effondrement du crédit et à la stagnation des affaires. En 1847, la crise se prépara peu à peu; une réduction de la production et un malaise commercial la précédèrent. En 1823 et en 1836, l'encaisse de la Banque d'Angleterre diminua toute l'année sans interruption; tandis qu'en 1847, deux crises financières se sont produites, la première en avril, qui fut suivie d'une augmentation de l'encaisse métallique de la Banque d'Angleterre, et l'autre en octobre.

CHAPITRE III

LES CRISES DE 1850 A 1870

Caractère des fluctuations de l'industrie anglaise pendant cette période. **La crise de 1857.** Son caractère mondial. — L'exode du capital européen aux Etats-Unis. — Les spéculations sur les terres et les chemins de fer. — La baisse des prix du blé et les banqueroutes. Le rôle du capital anglais dans les spéculations américaines. La crise en Angleterre. L'exode simultané de l'or vers l'intérieur du pays et vers l'étranger. — La suspension de l'acte de Peel. **La crise financière de 1864.** — L'écoulement du numéraire vers l'Orient. La politique de la Banque d'Angleterre relativement à l'escompte. — **La crise du crédit de 1866.** — L'influence de la « famine de coton » sur l'état général de l'industrie anglaise. — La folie des spéculations. — L'effondrement de la maison Overend et C^{ie}. — La panique. — La troisième suspension de l'acte de Peel. — Comparaison de la crise de 1866 et des autres crises. — Pourquoi les crises industrielles se produisent-elles ordinairement en automne ?

L'abrogation des lois sur les céréales et la conversion de l'Angleterre au libre-échange devaient, dans la pensée de beaucoup de libre-échangistes anglais, de 1830 à 1850, rendre impossibles les grandes fluctuations de jadis dans l'industrie anglaise. Mais le libre-échange fut aussi impuissant à prévenir les crises que la réforme de Robert Peel, qui n'avait été qu'un remède néfaste pour cette maladie congénitale du mode de production capitaliste, les crises industrielles. Le tableau ci-dessous et le diagramme n° 2 qui y est joint, montrent les variations annuelles de l'industrie et du commerce anglais, de 1851 à 1870.

Nous voyons sur le diagramme que la courbe de l'exportation, en dehors de quelques minimales fluctuations, monte considérablement. Ces fluctuations sont au nombre de 4 : l'exportation décroît en 1854-55 (crise en Australie), en 1858 (crise industrielle en Angleterre), en 1861-1862 (famine de coton), et en 1867-68 (stagnation des affaires après la crise du crédit de 1866).

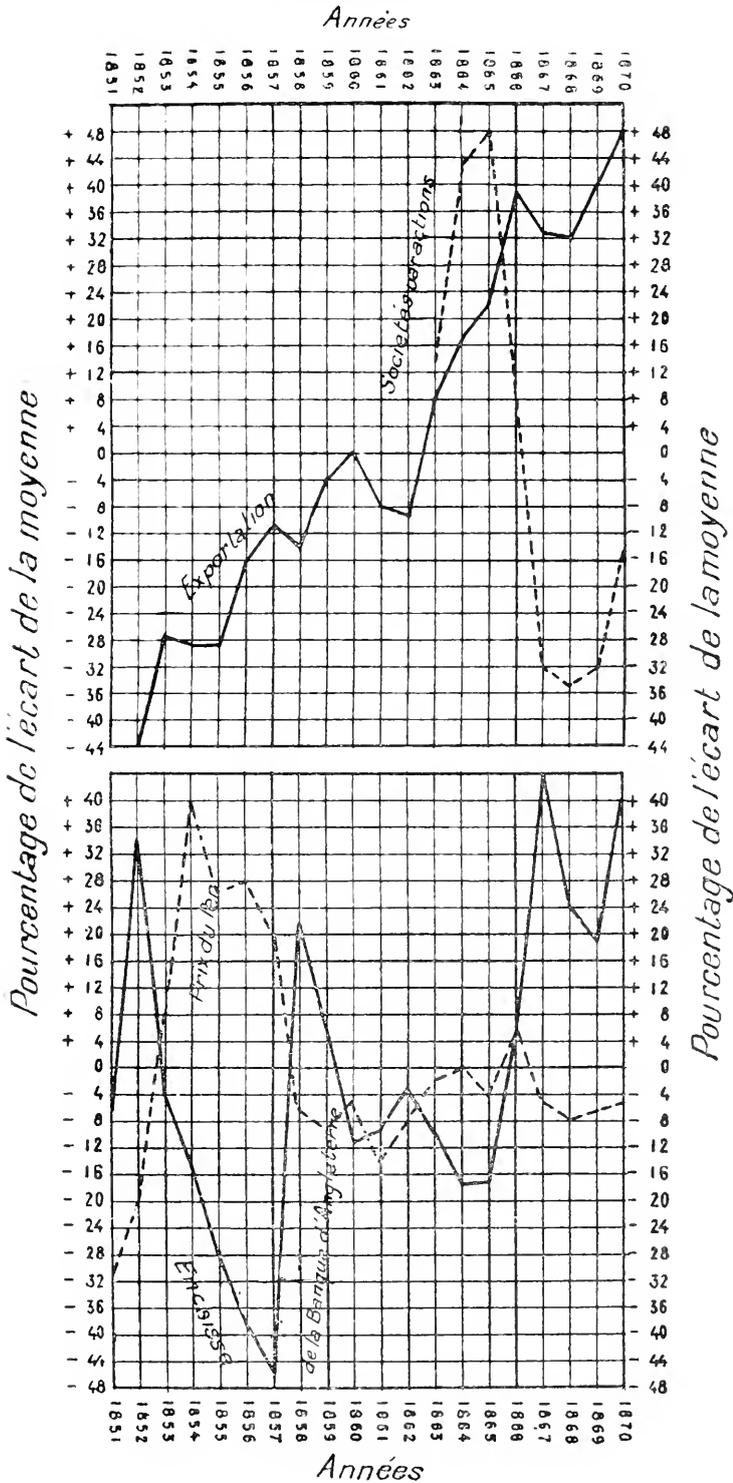
Années	Montant de l'exportation des produits du Royaume-Uni (en millions de livres) (1)	Nombre des sociétés par actions fondées dans le Royaume-Uni (1)	Prix moyen du fer brut écossais (la tonne en shillings) (2)	Encaisse de la Banque d'Angleterre, à la fin du mois d'octobre de chaque année (en millions de livres) (3)
1851	74	—	40	15,2
1852	78	—	45	21,2
1853	99	—	62	15,3
1854	97	—	80	13,6
1855	96	—	71	11,3
1856	116	—	73	9,6
1857	122	—	69	8,7
1858	117	—	54	19,1
1859	130	—	52	16,9
1860	136	—	54	14,1
1861	125	—	49	14,2
1862	124	—	53	15,5
1863	147	790	56	14,4
1864	160	997	57	13,1
1865	166	1.034	55	13,2
1866	189	762	61	16,7
1867	181	479	54	22,7
1868	179	461	53	19,8
1869	190	475	53	18,8
1870	200	595	54	22,0
Moyenne . .	136	699	57	15,8

(1) D'après les *Statistical Abstracts for the United Kingdom*.

(2) D'après les tableaux de SAUERBECK (Augustus Sauerbeck), *On Prices of Commodities and the Precious Metals, Journal of Statistical Society of London*, 1866 sept.).

(3) Jusqu'en 1857, d'après le *Report from the Select Committee on*

DIAGRAMME N°2



La courbe de la constitution des sociétés par actions monte fortement de 1863 à 1866 ; elle descend en 1866, atteint son minimum en 1868, mais recommence ensuite à monter.

La courbe des prix du fer monte d'abord rapidement pour descendre ensuite ; le minimum correspond à l'année 1858 ; des fléchissements moindres se produisent en 1855, en 1861, en 1865 et en 1867-1868.

Passons maintenant à la dernière courbe, celle de la Banque d'Angleterre. Cette courbe révèle la situation du crédit. A partir de 1852, elle descend sans interruption jusqu'en 1857, où la réserve des métaux précieux dans la caisse de la Banque d'Angleterre atteint son minimum. Nous pouvons en conclure que, jusqu'à cette année, le crédit anglais a toujours été en prospérant. En 1858, l'encaisse de la Banque d'Angleterre s'élève subitement de plus du double, ce qui prouve qu'en 1858 une réduction subite du crédit s'est produite, donc une crise industrielle. En 1861 et 1862, l'exportation anglaise a de nouveau subi une diminution plus forte qu'en 1858. Mais l'encaisse de la Banque d'Angleterre ne s'est presque pas du tout accrue en 1861, et, en 1862, l'accroissement n'a été qu'insignifiant ; donc, si le crédit a subi une réduction en 1862, la réduction a été peu considérable. En 1863 et 1864 nous remarquons un fléchissement de l'encaisse. Comme une crise industrielle est toujours suivie d'une augmentation et non d'une diminution de l'encaisse de la Banque, il faut en conclure qu'il n'y a pas eu, en 1861 et en 1862, de crise industrielle. Et, en effet, la gêne de l'industrie anglaise, en 1861 et 1862, était toute accidentelle ; elle avait sa cause dans la guerre civile de l'Amérique du Nord. L'exportation anglaise aux Etats-Unis s'élevait en 1860 à 22 millions 9 de livres, l'année suivante, elle tomba à 11 millions de livres ; cette diminution provoqua un fléchissement du chiffre total de l'exportation anglaise.

Bank Acts, 1857. App. n° 13 ; après 1857 d'après les Returns of the Bank of England, 1873.

En 1867, l'encaisse de la Banque d'Angleterre est considérable et elle reste pendant quelques années plus élevée que vers 1860. Cela indique que le crédit est encore plus réduit qu'après la crise de 1857. La rareté de l'argent, la baisse des prix, le marasme de l'industrie, bref toutes les suites d'une crise industrielle, se remarquent en 1867 et en 1868. Mais, en même temps, non seulement on ne voit, en 1866, aucun fléchissement de l'encaisse de la Banque d'Angleterre (pareil fléchissement précède toujours une crise industrielle), mais, au contraire, une augmentation de cette encaisse. Donc, s'il s'est produit une crise en 1866, cette crise a eu un caractère tout particulier ; son développement a été différent de celui des crises précédentes. Et, en effet, la crise de 1866 s'est distinguée à beaucoup d'égards de toutes les autres crises. Le fléchissement de l'encaisse et la panique sur le marché monétaire ne se sont pas produits en automne, comme c'est généralement le cas dans les crises, mais au printemps ; en octobre, l'or était déjà revenu dans la caisse de la Banque d'Angleterre, et ainsi l'année 1866 est, dans notre tableau, une année d'augmentation et non de fléchissement de l'encaisse de la Banque d'Angleterre, bien qu'en mai 1866, il n'y eût plus dans la caisse que 8 millions de livres de numéraire.

Considérons maintenant de près les crises de cette période.

La crise de 1857.

Nous avons rappelé plus haut les conditions favorables de la période de 1850 à 1860 pour le développement de l'industrie et du commerce anglais. La découverte des gisements aurifères en Californie et en Australie a ouvert à l'industrie anglaise de nouveaux et excellents débouchés et l'affluence permanente de l'or de ces pays vers l'Angle-

terre a permis à celle-ci de terminer la guerre de Crimée sans passer par une crise financière. La conclusion de la paix, en 1856, a donné à l'industrie anglaise, qui se trouvait d'ailleurs dans une situation prospère, une nouvelle impulsion.

La crise industrielle de 1857 fut la première crise mondiale. Les crises de 1825 à 1850 avaient été principalement des crises anglaises et américaines. Cela est d'ailleurs très compréhensible. Ces crises industrielles constituent la maladie spécifique de l'ordre économique capitaliste. Jusqu'à 1850, la production capitaliste était encore peu développée sur le continent européen. Ce n'est que la révolution de 1848 qui annonça pour l'Europe la nouvelle ère capitaliste. Aussi bien, les Etats de l'Europe continentale ne commencent-ils que vers 1850 à être atteints plus ou moins, selon le degré de développement de la production capitaliste dans chaque Etat, par le flux et le reflux du capitalisme. L'industrie capitaliste a pris, depuis 1850, presque partout un essor rapide. Et cet essor a été surtout rapide dans les pays qui unit à l'esprit d'initiative de ses habitants d'inépuisables richesses naturelles, dans les Etats-Unis. Les Etats-Unis sont, pour l'Europe, pour ainsi dire, un refuge, qui reçoit aussi bien le trop-plein de la population européenne que les capitaux en surabondance. De 1830 à 1840, c'étaient surtout des capitaux anglais qui avaient émigré en Amérique. De 1850 à 1855 affluèrent en Amérique, sous l'influence de troubles politiques, des capitaux venant non seulement d'Angleterre, mais encore des autres Etats d'Europe. D'après une évaluation de A. Schäffle, un milliard de florins au moins furent, de 1849 à 1855, convertis en valeurs américaines (1). L'émigration des capitaux en Amérique persiste encore, même après la fin de l'agitation politique en Europe, et il est curieux de remarquer que même

(1) A. SCHAEFFLE, *Gesammelte Aufsätze, die Handelskrise von 1857*, p. 58.

l'élévation du taux de l'escompte par la Banque d'Angleterre à 5 et 6 0/0 et une forte demande de capitaux en Angleterre même ne purent arrêter l'exode des capitaux anglais vers les États-Unis (1). D'après le rapport d'une commission parlementaire de 1858, les capitalistes anglais possédaient, au début de 1857, pour 80 millions de livres de papiers américains (2).

L'affluence des capitaux européens vers les États-Unis fut en même temps la cause et l'effet de l'essor de l'industrie américaine, de 1850 à 1860. Sans doute, d'autres causes encore ont contribué à ce mouvement de prospérité. Ainsi, la guerre de Crimée, qui interrompit l'exportation des céréales de Russie fut très avantageuse pour les agriculteurs américains. La découverte des gisements aurifères en Californie exerça aussi une action considérable dans le même sens. D'énormes capitaux, venus d'Europe en Amérique, paraissaient tout d'abord à la Bourse des valeurs, pour s'écouler de là dans les différents canaux de l'industrie et du commerce américain. Les compagnies par actions surgirent en Amérique comme des champignons. La spéculation se porta tout d'abord sur les valeurs qui représentaient le capital fixe du pays. Les achats de terres d'État devinrent aussitôt considérables. De 1852 à 1854, on avait acheté aux États-Unis pour 1 million 7 de dollars de terres d'État ; de 1854 à 1857, on en acheta déjà pour 20 millions 4 de dollars (3).

Les valeurs de chemins de fer furent l'objet favori de la spéculation. Les capitaux très considérables furent employés à la construction de chemins de fer. Le réseau de chemins de fer des États-Unis s'étendit, en 1856, de

(1) *Report of the Select Committee on the Bank Act of 1844*, 1858. *Minutes of Evidence*. Déposition de Hodgson. 3699-3703.

(2) *Report of the Select Committee on the Bank Act of 1844*, p. VIII.

(3) A. SCHAEFFLE, *Zur Lehre von den Handelskrisen* (*Zeitschrift für die gesammte Staatswissenschaft*, 1858, p. 443).

4.500 milles. La longueur des lignes projetées était encore plus grande. Et beaucoup de ces lignes de chemins de fer furent construites, sans qu'on s'occupât de savoir si elles seraient de bon rapport, uniquement dans un but de spéculation (1).

La hausse du prix des marchandises sur le marché américain amena un accroissement de l'importation. En 1857, l'importation des marchandises en Amérique (les métaux précieux exceptés) a augmenté de 32 millions de dollars, alors que l'augmentation de l'exportation était bien moindre, de 12 millions seulement. En même temps, l'industrie américaine prenait un très grand développement. De 1854 à 1856, les fabriques de l'Amérique du nord transformèrent 679.000 balles de coton, et de 1856 à 1859 leur consommation était déjà de 819.000 balles. Cette augmentation est d'autant plus frappante que les prix du coton, par suite d'une mauvaise récolte, avaient subi une hausse considérable (de 5 d. 3/8 la livre en 1855 à 7 d. 6/8 en 1856) et que, comme nous le verrons plus loin, l'Angleterre était obligée de réduire son industrie cotonnière. Mais le marché des marchandises américaines était si animé que ni l'accroissement de l'importation des marchandises étrangères, ni la hausse des matières premières ne purent empêcher l'extension de la production indigène.

L'accroissement du stock de marchandises sur le marché américain alla de pair avec la hausse du prix des marchandises. Pareille situation n'était possible qu'avec une rapide extension du marché. Mais, quelle que fût l'élasticité du marché américain, il ne put finalement pas absorber la masse sans cesse croissante des produits indigènes et étrangers.

A. Schäffle donne dans son instructif travail sur la crise

(1) Moritz Mohl rappelle que la principale cause de la crise industrielle de 1857 dans l'Amérique du nord avait été dans les spéculations sur les chemins de fer. MORITZ MOHL, *Ueber Bankmanöver, Bankfrage und Krisis*, Stuttgart, 1858, p. 19.

de 1857 le résumé suivant de la situation du marché des marchandises à New-York, de 1855 à 1858 (1).

Importation de New-York

	Importation pendant les dix premiers mois (1 ^{er} janvier au 31 octobre)			Importation pendant le mois d'octobre		
	1855 millions de doll.	1856 millions de doll.	1857 millions de doll.	1855 millions de doll.	1856 millions de doll.	18 7 millions de doll.
Importation pour la consommation	96,8	138,8	117,3	12,1	9,9	2,8
Accepté en transit . .	21,6	31,3	64,2	2,4	2,8	7,4

Chaque année s'accumulaient, dans les dépôts de la douane, des quantités de plus en plus considérables de marchandises non vendues. La consommation du marché américain n'était pas en état de suivre l'accroissement de l'importation. Cela amena une augmentation énorme des marchandises admises en transit, c'est-à-dire des marchandises qui, par suite de l'insuffisance de la demande sur le marché américain, ne pouvaient entrer dans la circulation intérieure. Avec quoi les commerçants de New-York ont-ils payé l'exportateur étranger pour ces marchandises en transit, qui, par suite, ne furent pas absorbées par la consommation américaine? — Revenons-en Angleterre.

La commission instituée en 1858 par le parlement anglais pour examiner les effets de l'acte de Peel a indiqué comme cause fondamentale de la crise de l'année précédente « l'abus du crédit et les spéculations commerciales excessives provoquées par cet abus ».

(1) A. SCHAEFFLE, *Gesammelte Aufsätze. Die Handelskrisis von 1857*, p. 28.

Les témoins entendus par la commission ont, dans leurs dépositions, parfaitement expliqué de quelle façon les importateurs américains pouvaient augmenter l'importation des marchandises étrangères, principalement des marchandises anglaises, sans engager de leur côté aucun capital. La chose se passait de la façon suivante. Toute une catégorie de banques anglaises s'occupaient de ce qu'on appelait le « foreign banking », d'opérations avec le crédit étranger. Ces opérations consistaient à escompter des traites étrangères et à ouvrir un crédit à des commerçants étrangers contre telle ou telle garantie, souvent même sans autre garantie que la bonne réputation de la personne à qui le crédit était consenti. D'ordinaire, le « foreign banking » et le « local banking », les opérations avec le crédit étranger et les opérations avec le crédit national, sont exécutés par des maisons différentes, de sorte que les maisons qui escomptent des traites étrangères n'escomptent pas de traites anglaises, et vice versa. Mais, de 1836 à 1858, par suite du développement extraordinaire du commerce américain, le système du « foreign banking » prit une telle extension que de nombreuses banques qui s'étaient jusque-là exclusivement occupées du crédit à l'intérieur, se mirent à ouvrir des comptes à des commerçants américains. Ceux-ci s'adressaient à des banques américaines en relations avec des maisons de banque anglaises ; le crédit de celles-ci était si considéré dans les Bourses du monde entier qu'une traite acceptée par elles trouvait facilement preneur en Amérique. Les banquiers américains consentaient un crédit à leurs clients sous forme de traites tirées sur des établissements de crédit britanniques, par suite d'une entente spéciale avec ces sociétés. A l'échéance, les traites étaient renouvelées ou remplacées par d'autres et ainsi l'art de jongler avec les traites fit florès (1).

(1) *Report on the Bank Act of 1844. Minutes of Evidence.* Dépositions de Ball, 1661-92, Colemann 2034-38. Fleming 5336-73.

Au début de 1857, le crédit américain fut porté jusqu'à sa dernière limite de tension. Mais tant que la confiance ne fut pas ébranlée et que les prêts furent facilement consentis, les commerçants américains purent se passer de vendre leurs marchandises. Aussi, malgré un encombrement énorme du marché américain par des marchandises non vendues et l'arrêt de l'écoulement, les prix des marchandises ne baissèrent pas d'un certain temps.

Mais il va de soi que pareille situation ne pouvait longtemps durer. Les prix des marchandises atteignirent leur maximum pendant l'été de 1857 (mai-août). Pendant quelques mois, la spéculation réussit non seulement à maintenir les prix à la hauteur atteinte, mais même à les faire monter quelque peu. En août, pourtant, intervint une réaction. L'impulsion en fut donnée par l'excellente récolte obtenue en Europe en 1857. Les prix des céréales tombèrent aussitôt, et comme, aux Etats-Unis, les céréales constituent le principal objet d'exportation, la baisse de leurs prix eut sa répercussion sur tout le marché des marchandises américain.

A la fin d'août, dès que l'on connut l'état de la moisson, une faillite se produisit : celle d'une assez petite banque « Ohio Life Insurance and Trust Company ». Cette banque était très fortement engagée dans les spéculations sur les chemins de fer et avait fait de grandes avances sur des valeurs de quelques entreprises de chemins de fer. La première faillite donna le signal de la panique, bien que cette banque ne jouât pas un rôle éminent dans le système du crédit américain. La très forte répercussion de cette première faillite provenait entièrement de la situation extrêmement tendue du marché monétaire américain. Le commerce, l'industrie et la Bourse étaient mûrs pour une crise, et la crise éclata. La panique gagna toutes les Bourses d'Amérique. Comme c'était dans les entreprises de chemins de fer qu'on avait le plus péché, ce furent aussi les actions de chemins de fer qui subirent la chute la plus

lourde. Puis vint la baisse rapide des prix des marchandises. En décembre, les prix de la plupart des marchandises avaient fléchi de 20 à 30 0/0.

La gêne financière devint si grande qu'en septembre le taux de l'escompte à New-York oscillait entre 12 et 24 0/0 et qu'à la mi-octobre l'escompte avait presque complètement cessé par suite du manque de capital. La panique dura jusqu'à la fin du mois d'octobre ; dès le mois de novembre, elle s'était presque complètement calmée et, le 17 novembre, le taux de l'escompte descendait de nouveau à 6 0/0.

Par suite du lien étroit qui existe entre l'Amérique et l'Angleterre, la crise américaine devait nécessairement aussi avoir sa répercussion en Angleterre. Mais il ne faut pas croire que l'Angleterre ne joua qu'un rôle passif et qu'elle n'eut à souffrir que par suite de ses relations avec l'Amérique. La crise de 1857 a eu, comme il a été dit plus haut, un caractère mondial. L'universalité de la crise ne fut pas seulement provoquée par le fait que le lien le plus étroit reliait le commerce des différentes nations. La principale cause de son extension provint de ce que l'animation fiévreuse dans l'industrie et le commerce, qui toujours est le présage d'une crise, se manifestait plus ou moins de 1850 à 1860 dans tous les Etats capitalistes. La crise éclata d'abord aux Etats-Unis parce que l'Amérique du Nord avait été le meilleur champ pour le placement du capital international. C'est en Amérique que la folie des spéculations atteignit son apogée et c'est en Amérique que survint, en premier lieu, l'inévitable réaction. Pourtant, on ne doit pas oublier que la tension extrême du crédit en Amérique était principalement une conséquence des spéculations du capital anglais. En 1857, s'est renouvelé exactement ce qui s'était produit pendant les crises de 1825 et de 1836. L'industrie anglaise, en voie de développement rapide, a besoin d'une extension correspondante de ses débouchés et cette extension est créée en partie par le capital anglais émigrant à l'étranger.

L'affluence des capitaux anglais vers les Etats-Unis a été une des causes les plus importantes de l'essor industriel de l'Amérique, en 1856 et 1857 ; comme l'Angleterre était, et qu'elle reste, le principal fournisseur des produits de l'industrie étrangère aux Etats-Unis, cette émigration de capitaux devait amener une extension de l'exportation des marchandises étrangères vers les Etats-Unis et, en effet, cette exportation augmenta, en 1856, de 4 millions de livres. On ne peut, sans doute, considérer cet accroissement (surtout si on le compare avec l'accroissement de l'exportation anglaise en Amérique de 1830 à 1840) comme très considérable. La raison en est dans le développement de l'industrie américaine. Comme il a été dit plus haut, ce développement fut, de 1850 à 1860, si rapide que, par exemple, l'industrie cotonnière américaine progressa en 1857, malgré la hausse importante du coton, alors qu'en Angleterre elle se trouvait réduite. C'est ce développement de l'industrie indigène en Amérique qui a empêché l'accroissement de l'exportation anglaise.

De même que les crises de 1836 et de 1847 avaient été précédées de secousses plus faibles à la Bourse des valeurs, de même, la crise industrielle de 1857 fut précédée d'une crise financière. Cette crise éclata à l'automne de 1856 ; elle affecta surtout la Bourse de Paris qui constituait le centre des spéculations financières sur le continent américain (1).

Considérons maintenant le compte de la Banque d'Angleterre en 1857.

(1) Sur la crise financière de 1856, voir OTTO MICHAELIS, *Volks-wirtschaftliche Schriften*, Berlin, 1873, vol. I : la crise commerciale de 1857, p. 288-324.

Compte de la Banque d'Angleterre (1)

	Encaisse (en millions de livres sterling)	Réserve (en millions de livres sterling)	Traites escomptés (en millions de livres sterling)	Dépôts des banques de Londres (en millions de livres)	Taux minimum de l'escompte
Le 4 janvier	10,2	4,8	5,8	3,0	6
» 4 juillet	11,5	5,9	7,5	3,0	6
» 1 août	11,3	5,2	8,0	3,0	5 1/2
» 5 septembre	11,5	6,1	7,7	2,6	5 1/2
» 3 octobre	10,7	4,6	8,5	2,7	5 1/2
» 17 »	9,5	3,2	9,7	3,5	7
» 31 »	8,7	2,3	11,1	3,8	8
» 4 novembre	8,5	2,2	11,4	3,5	8
» 11 »	7,2	0,96	13,2	4,6	9
» 18 »	6,5	1,1	16,0	5,1	10
» 2 décembre	7,4	2,3	17,8	5,2	10
» 30 »	11,5	6,1	15,2	6,4	8

Jusqu'au mois de septembre 1857, la situation de la Banque d'Angleterre ne donna lieu à aucune crainte. L'encaisse n'était sans doute pas élevée, parce que l'or était demandé sur le continent européen pour remplacer l'argent qui s'était écoulé en Orient. Le numéraire de la Banque ne diminua pourtant pas ; il augmenta même, jusqu'en juillet, de 1 million 3 de livres sterling. L'accroissement de la réserve donna à la Banque la possibilité d'abaisser le taux de l'escompte de 6 à 5 1/2 0/0. Mais, vers le 15 septembre, arrivent en Angleterre des nouvelles de la gêne financière en Amérique ; aussitôt l'encaisse et la réserve de la Banque d'Angleterre commencent à diminuer

(1) D'après le *Report on the Bank Act of 1844*. Appendice, n° 6.

rapidement. Le 11 novembre, la réserve de la Banque tomba à la somme insignifiante de 958.000 livres ; le taux de l'escompte fut élevé à 9 0/0. Aussitôt après, la réserve commence à monter ; du 11 novembre au 3 décembre, elle s'accroît d'un million de livres ; mais l'accroissement de l'encaisse n'est que de 180.000 livres. A la fin du mois de décembre, la réserve et l'encaisse sont presque les mêmes qu'au commencement de juillet.

Au mois d'août encore, la direction de la Banque d'Angleterre était si convaincue de la sécurité de la situation sur le marché monétaire qu'elle consentit à ouvrir à la compagnie de l'Inde orientale un crédit d'un million de livres. La crise éclata, comme toujours, tout à fait inopinément. D'après le rapport de la commission parlementaire, le commerce anglais était universellement considéré comme parfaitement normal et digne de confiance (1), au commencement de l'automne de l'année 1857. Les nouvelles des banqueroutes américaines suscitèrent quelque inquiétude, mais les organes directeurs de la presse prétendaient que l'Angleterre n'avait pas à craindre de crise industrielle. En attendant, l'élévation très considérable du taux de l'escompte aux Etats-Unis commença à exercer son influence habituelle et l'or se mit à affluer vers l'Amérique. En trois semaines, du 3 au 24 octobre, 684.000 sovereigns ont quitté la caisse de la Banque d'Angleterre pour émigrer en Amérique. En même temps, commença l'écoulement de l'or vers l'intérieur du pays : pendant ce même laps de temps, 190.000 sovereigns sont partis pour l'Irlande et 235.000 pour l'Ecosse (la quantité de pièces d'or rentrées dans la circulation intérieure de l'Angleterre même n'est pas connue) (2).

Vers le milieu d'octobre, les prix des marchandises en Angleterre subirent une forte baisse ; en même temps,

(1) *Report of the Committee on the Bank Act of 1844*, p. 7.

(2) *Loc. cit.*, Appendice 12.

commencèrent les banqueroutes des maisons industrielles qui étaient en relations d'affaires avec les Etats-Unis. Le 24 octobre, la « Liverpool Borough Bank » suspendit ses paiements. La cause de l'effondrement de cette banque fut l'accumulation de nombreuses traites impayées dans sa caisse. La panique s'empara de toute l'Angleterre.

Le 25 novembre, l'écoulement de l'or vers les Etats-Unis cessa, mais l'or continua plus que jamais à rentrer dans la circulation intérieure. Au commencement de novembre, quelques fabricants et commerçants, qui s'occupaient du commerce d'exportation avec l'Amérique, firent banqueroute. Les maisons en faillite avaient abusé du système du paiement des traites par de nouvelles traites. Ainsi, par exemple, une maison en faillite avait escompté à Londres et en Ecosse des traites fictives pour une valeur totale de 235.000 livres (1). Ces banqueroutes provoquèrent l'effondrement d'une banque écossaise par actions, la Western Bank ; là-dessus, une autre banque écossaise, la City of Glasgow Bank, suspendit ses paiements (cette banque les reprit d'ailleurs quelques jours plus tard). On peut juger de la panique provoquée par l'effondrement de deux grandes banques, qui depuis longtemps jouissaient d'une réputation de grand sérieux et d'extrême prudence dans la conduite de leurs affaires, si l'on pense que, dans le cours d'une semaine, du 4 au 11 novembre, 1.060.000 livres d'espèces en or furent envoyées d'Angleterre en Ecosse (2).

L'effondrement de la Western Bank, le 9 novembre, eut pour cause immédiate la banqueroute de 4 maisons écossaises qui devaient à la Banque une somme totale de 1.604.000 livres, alors que le capital de la Banque, divisé en actions, ne s'élevait pas à plus de 1.500.000 livres (3). Cette banque avait pratiqué dans la plus large mesure le

(1) *Report on the Bank Act of 1844. Minutes of Evidence.* Déposition de Fleming, 5564.

(2) *Loc. cit.*, Appendice, n° 12.

(3) *Loc. cit.*, *M. of E.* Déposition de Fleming, 5376-7, 3539.

système décrit plus haut de l'ouverture de crédit aux spéculateurs américains. Lorsque des bruits se furent répandus dans le public, touchant la situation périlleuse de la Western Bank, celle-ci eut à subir ce que l'on appelle un « run ». Les caisses de la banque ne se vidèrent pas par suite du paiement de ses billets, mais, par suite du retrait des dépôts, qui, aussitôt, furent confiés à d'autres banques. Dans le mois qui avait précédé l'effondrement, on retira de la Western Banque 1.280.000 livres de dépôts et celle-ci fut dans la nécessité de cesser ses paiements.

L'écoulement de l'or en Ecosse, les 10 et 11 novembre, fut si considérable que, de l'avis du gouverneur de la Banque d'Angleterre, Neaves, la suspension de l'acte de Peel qui intervint aussitôt, en fut une conséquence immédiate. La fièvre avec laquelle on demandait de l'or en Ecosse ne fut pas provoquée par la méfiance du public à l'égard des billets émis par les banques locales. D'après les dépositions des témoins entendus par la commission parlementaire de 1858, les billets des banques écossaises circulèrent dans le public, au moment de la crise, aussi librement qu'auparavant. L'accroissement de la demande d'or fut plutôt une conséquence de la loi de 1844, qui imposait aux banques écossaises, pour l'émission de leurs billets, les mêmes dispositions restrictives qu'à la Banque d'Angleterre. Or, comme, pendant une panique, la demande d'argent comptant croît énormément, les banques écossaises furent obligées, pour étendre l'émission de leurs billets, d'augmenter leur provision d'espèces monnayées, qu'elles tiraient de la Banque d'Angleterre en faisant de nouveau escompter leurs traites (1).

Il est intéressant de constater qu'au moment où la panique battait son plein et que toutes les banques s'effor-

(1) Sur les banqueroutes écossaises et l'écoulement de l'or vers l'Ecosse, voir *Report on the Bank Act of 1844. Minutes of Evidence*. Dépositions de Robertson, 3337-63, Clark, 3057-72, Fleming, 5356-95.

çaient d'augmenter leurs réserves, les dépôts des banques de Londres à la Banque d'Angleterre non seulement ne diminuèrent point, mais subirent même un accroissement considérable. La cause de ce phénomène fut la suivante : l'influence de la panique du marché monétaire sur la quantité des dépôts des banques de Londres à la Banque d'Angleterre peut s'exercer dans deux directions opposées ; d'une part, ces dépôts diminuent, parce que les clients de province des banques de Londres augmentent leurs réserves et rappellent leur argent de Londres ; d'autre part, les banques de Londres elles-mêmes s'efforcent de fortifier leurs réserves et de les abriter dans un endroit sûr, comme l'est la Banque d'Angleterre, et, par suite, elles augmentent leurs dépôts. Selon que l'une ou l'autre tendance prédomine, les dépôts privés à la Banque d'Angleterre peuvent augmenter ou diminuer.

Depuis 1850, les banquiers anglais ont l'habitude de confier leurs fonds disponibles à des « bill-brokers », c'est-à-dire à des agents de change ou des demi-banquiers, qui s'occupent exclusivement de l'escompte des traites. Voici la raison principale de ce procédé : les banques privées se mirent, vers 1850, à payer un intérêt pour les dépôts qu'on avait la latitude de retirer à tout instant ; or, comme la Banque d'Angleterre ne paie pas d'intérêt pour ses dépôts, il fut dès lors désavantageux pour les banques privées d'avoir leurs dépôts à la Banque d'Angleterre. Par suite, elles se mirent à confier une partie de leur réserve à des bill-brokers payant un intérêt aux dépôts à vue. Les bill-brokers, de leur côté, ne possèdent pas de réserves en espèces ; leur réserve est constituée par les effets escomptés par eux, qu'ils font de nouveau escompter, quand ils ont besoin d'argent. Pendant la panique de 1857, les banques de Londres ont réclamé leurs dépôts aux bill-brokers et les ont confiés à la Banque d'Angleterre. De là vient l'augmentation considérable des dépôts des banques à la Banque d'Angleterre pendant les mois de novembre et de décembre

1857. Quant aux bill-brokers, ils obtinrent les fonds nécessaires pour rendre leurs dépôts aux banques, en faisant escompter leurs effets par la Banque d'Angleterre. Environ la moitié des effets escomptés pendant les trois derniers mois de 1857 par la Banque d'Angleterre appartenait aux bill-brokers, auxquels la Banque dut venir en aide par instinct de conservation ; sans ce secours, en effet, les bill-brokers n'auraient pas été en mesure de rendre aux banques leurs dépôts et celles-ci, de leur côté, auraient été obligées, pour remplir leurs engagements, de retirer les dépôts qu'elles avaient à la Banque d'Angleterre. Ainsi, l'extension des opérations d'escompte de la Banque d'Angleterre au moment de la crise de 1857 n'était, jusqu'à un certain point, qu'un simple virement des mêmes sommes d'argent du compte d'un client au compte d'un autre (1).

L'or s'écoula de la Banque d'Angleterre, — ce qui arrive toujours pendant les crises, — surtout par suite de l'extension de l'escompte des effets. Pourtant, alors que la somme des traites escomptées du 5 septembre au 11 novembre a augmenté de 5.899.000 livres, l'encaisse de la Banque n'a diminué pendant ce laps de temps que de 4.328.000 livres. La différence s'explique par l'accroissement des dépôts des banques privées, et, aussi, par le fait que le public n'a pas seulement emporté de l'or de la Banque d'Angleterre, mais encore des billets de banque.

Le 11 novembre, la réserve de la Banque descendit à son minimum ; il y eut un moment où elle ne s'éleva pas à plus de 581.000 livres. Malgré la présence dans la caisse de la Banque de plus de 7 millions de livres sterling d'or et d'argent, la Banque courut le danger de n'avoir plus de fonds disponibles pour le remboursement des dépôts. L'opinion publique réclama avec insistance la suspension de l'acte de

(1) Voir là-dessus le *Report on the Bank Act of 1844. Minutes of Evidence*. Déposition du gouverneur de la Banque d'Angleterre Neave, 616-660 et suiv.

Peel, et le gouvernement dut céder. Le 12 novembre, elle autorisa la direction de la Banque à étendre l'émission de ses billets au delà des limites fixées par la loi de 1844.

Ainsi l'acte de Peel apparut une seconde fois d'une application impossible. En 1847, la Banque d'Angleterre n'en était pas arrivée à faire usage de l'autorisation qui lui avait été donnée. La conviction que l'extension du crédit était possible, avait suffi à ramener la confiance. Mais, en 1857, la Banque dut réellement dépasser les limites légales de l'émission des billets. Jusqu'au 18 novembre, malgré l'élévation du taux de l'escompte à 10 0/0, la somme des effets escomptés dans le portefeuille de la Banque monta, en une semaine, de près de 3 millions de livres et, en outre, il y eut une augmentation des prêts à des particuliers pour une durée déterminée, de plus d'un million de livres ; l'encaisse de la Banque baissa de 687.000 livres, mais la réserve s'accrût de 210.000 livres ; le montant des billets de banque émis au delà de la limite légale s'éleva à 852.000 livres.

Les banqueroutes des banques et des maisons de commerce continuèrent pendant tout le mois de novembre. Elles furent particulièrement nombreuses dans les centres de l'industrie du fer. Le 25 novembre, la « Northumberland and Durham Bank » suspendit ses paiements. Le capital de cette banque ne s'élevait qu'à 600.000 livres, — alors qu'un établissement minier en faillite lui devait à lui seul environ un million de livres (1). Dans le Staffordshire, quelques banques cessèrent également leurs paiements, par suite de la faillite de quelques propriétaires de mines de fer.

Vers la fin de décembre, la panique était passée et, par suite, la période aiguë de la crise terminée. Le taux de l'escompte fut abaissé par la Banque d'Angleterre à 8 0/0, la somme des effets escomptés diminua et l'or recommença à emplir les caisses de la Banque.

(1) *Loc. cit.*, *Minutes of Evidence*. Déposition de Hodgson, 3456-57.

Si nous comparons le compte de la Banque d'Angleterre en 1857 à celui des précédentes années de crise, nous remarquons aussitôt que la crise de 1857 eut une marche tout autre que les crises précédemment décrites. Les crises de 1825, de 1837 et de 1847 ont été précédées d'un écoulement considérable de l'or vers l'étranger, provoqué par la baisse des cours du change. Puis l'external drain cessa, les cours du change montèrent, et alors survint un internal drain : l'or se porta vers l'intérieur du pays. En 1857, ces deux drains ne furent pas si nettement séparés l'un de l'autre ; ils se produisirent presque simultanément. De juillet à la fin novembre, l'encaisse de la Banque d'Angleterre resta, — à quelques minimales fluctuations près, — à la même hauteur, mais, en octobre, commença l'exode de l'or vers l'Amérique et, en même temps, l'écoulement du numéraire de la caisse de la Banque d'Angleterre vers l'intérieur du pays.

Il s'est écoulé de la caisse de la Banque d'Angleterre (1) :

	Pour l'Ecosse et l'Irlande	Pour les Etats-Unis
En octobre	758 000 sovereigns	853 000 sovereigns
Pendant les 17 premiers jours de novembre . . .	1.960.000 »	281.000 »

Le caractère particulier de la crise de 1857 provient de ce que les crises précédentes avaient été plus locales et ne s'étaient guère étendues en dehors de l'Angleterre (pour l'année 1837 il faut ajouter les Etats-Unis). Le sens du courant monétaire dans les relations internationales dépendait surtout de la situation du commerce anglais et du marché monétaire anglais. La hausse des prix des marchandises sur

(1) *Loc. cit.* Appendice n° 12. La quantité d'or qui quitta la Banque pour l'intérieur de l'Angleterre, n'est pas connue.

le marché anglais put provoquer immédiatement un afflux de marchandises de toute l'Europe vers l'Angleterre et un exode de l'or anglais, parce que les prix des marchandises n'avaient pas subi une hausse aussi considérable sur les autres marchés. La panique et l'élévation du taux de l'escompte sur le marché anglais purent provoquer aussitôt le reflux de l'or vers l'Angleterre, parce que, dans les autres Etats, le taux de l'escompte était bas. Ainsi par exemple, la Banque de France avait, pendant toute la période de 1820 à 1847, maintenu son taux à la hauteur invariable de 4 0/0. Il n'y a qu'en 1847, au moment où la panique en Angleterre battait son plein, que la Banque de France éleva son escompte à 5 0/0.

La crise de 1857 fut, au contraire, une crise générale; une hausse plus ou moins considérable du prix des marchandises sur tous les marchés du monde l'avait précédée. Le flot des marchandises n'était pas dirigé d'un côté, mais il se répandait uniformément sur tous les pays; aussi bien n'y eut-il pas d'écoulement de l'or anglais à l'extérieur. C'est pour le même motif que l'or ne put, après l'explosion d'une panique en Angleterre, refluer des autres pays vers l'Angleterre, car la panique s'était propagée aux marchés monétaires du monde entier. Aux Etats-Unis, elle était encore plus forte qu'en Angleterre; aussi, l'or s'écoula-t-il de la Banque d'Angleterre, pour aller, en même temps, vers l'intérieur du pays et vers l'Amérique. L'Angleterre ne put recevoir de l'or du continent européen, car, dans les principaux centres de l'Ouest de l'Europe, le taux de l'escompte était aussi élevé qu'en Angleterre; ainsi par exemple à Paris, la Banque de France porta, en novembre, son escompte à 10 0/0.

Les traits caractéristiques de la crise de 1857 s'expliquent donc par le caractère mondial de cette crise. Elle a surtout affecté les Etats-Unis et Hambourg; l'Angleterre a eu bien moins à souffrir. Tandis que les crises précédentes avaient été suivies d'un marasme industriel qui dura des années, l'effet de la crise de 1857 était en Angleterre dès 1859 très

peu sensible. Une différence caractéristique de la crise de 1857 et des crises de 1825 et de 1836 fut également que la première n'affecta pas le plus gravement l'industrie cotonnière, mais l'industrie du fer. Par là se manifestait le nouveau trait du mode de production capitaliste : le rôle de plus en plus grand que jouent les moyens de production sur le marché des marchandises et dans la vie économique en général.

La stagnation des affaires amène généralement les entrepreneurs à chercher de nouveaux débouchés pour l'écoulement de leurs marchandises. Sous ce rapport, la crise de 1857 a exercé une influence considérable. L'exportation anglaise aux Etats-Unis est tombée de 19 millions de livres (1857) à 14 millions (1858), mais l'exportation vers l'Inde orientale est montée de 11 millions 7 de livres (1857) à 16 millions 8 (1858).

Pour trouver une compensation à la diminution de l'exportation anglaise en Europe et en Amérique, le capital anglais se porta vers l'Asie. Dans l'Inde orientale on commença à construire des chemins de fer avec intensité et à améliorer les voies de communication intérieures, et cet effort amena une progression rapide de la demande de marchandises anglaises dans ce pays.

La crise monétaire de 1864 et la crise du crédit de 1866

La période de 1861 à 1865 a été, à certains égards, dans l'histoire de l'industrie anglaise, tout à fait extraordinaire. La guerre de Crimée a été très facilement supportée par l'Angleterre et a très peu influé sur la situation du marché des marchandises anglaises. Elle n'a rompu les relations de l'Angleterre avec aucun marché important et a peu créé de difficultés à l'importation des matières pre-

mières en Angleterre. Par contre, la guerre civile de l'Amérique du Nord a, à ce même moment, privé l'Angleterre d'un de ses plus importants débouchés (l'exportation anglaise aux États-Unis tomba de 23 millions de livres sterling en 1861 à 11 millions l'année suivante) et presque interrompu l'arrivage de la plus importante des matières premières, le coton. Il se produisit ce qu'on appela la « famine du coton ». La consommation de coton brut tomba en Grande-Bretagne de 1.084 millions de livres (1860) à 452 millions de livres (1862).

Les prix du coton brut firent plus que doubler, ce qui amena un accroissement énorme de la quantité du coton envoyé par l'Inde orientale, l'Égypte, le Brésil et d'autres pays.

Le montant de l'importation en Angleterre des produits venant des pays de l'Orient augmenta énormément. Ainsi, par exemple, l'importation des produits de l'Inde orientale passa de 15 millions de livres (1860) à 52 millions de livres (1864), celle des produits égyptiens de 10 millions de livres à près de 20 millions (1864), etc. Cet accroissement colossal de l'importation des produits orientaux provoqua en Angleterre, en 1864, une longue et difficile crise monétaire.

Compte de la Banque d'Angleterre en 1864 (1)

	Eneaisse	Taux minimum de l'escompte
Le 6 janvier	14,2	7 (à partir du 24 décembre 1863)
» 20 janvier	13,0	8 » 20 janvier »
» 2 mars	14,0	6 » 25 février »
» 27 avril	12,6	7 » 16 avril »
» 18 mai	13,3	9 » 5 mai »
» 22 juin	14,3	6 » 16 juillet »
» 10 août	12,6	8 » 4 août »
» 14 septembre	12,9	9 » 8 septembre »
» 26 octobre	13,1	9 » » »
» 21 décembre	14,3	6 » 15 décembre »

(1) *Returns of the Bank of England*, 26 mai 1873.

La tactique de la Banque consista à élever immédiatement le taux de l'escompte, dès que l'encaisse commença à diminuer, et ce n'est que grâce à cette tactique, qu'on évita, en 1864, une baisse aussi forte de l'encaisse que celle des crises précédentes. Pendant les deux premières semaines de janvier, elle diminua de plus d'un million de livres. L'argent s'écoulait vers l'Inde et la Monnaie de Bombay ne pouvait suffire à frapper toutes les roupies d'argent qui partaient toujours immédiatement vers l'intérieur du pays en payement du coton (1). Le 20 janvier, la Banque éleva le taux de l'escompte à 5 0/0 et le numéraire se mit à refluer vers la caisse de la Banque.

En avril, les réserves métalliques de la Banque d'Angleterre se mirent à diminuer, et cela pour la même raison qu'en janvier. Mais l'élévation du taux de l'escompte exerça de nouveau son influence et, en juillet, l'encaisse était de nouveau ce qu'elle avait été au début de mars. En août, le numéraire recommença, pour la troisième fois, à quitter la caisse et, au commencement de septembre, la Banque dut élever, pour la seconde fois, le taux de l'escompte à 9 0/0. Le taux de l'escompte jouait le rôle d'une pompe pour l'or et l'argent; toute élévation du taux de l'escompte mettait immédiatement cette pompe en mouvement et le numéraire rentrait dans la caisse de la Banque d'Angleterre.

La crise de 1864 fut presque exclusivement limitée au marché monétaire; sur le marché des marchandises, il ne se produisit qu'une baisse insignifiante des prix, malgré un taux de l'escompte que l'on n'avait jusque-là rencontré que dans des moments de gêne financière extrême. L'industrie et le commerce de l'Angleterre n'ont pas subi de secousses considérables. Ce qui le prouve, c'est que l'année suivante, au lieu de la stagnation des affaires qui succède à toute crise industrielle, on eut, en 1865, tout juste le con-

(1) EMILE DE LAVELEYE, *Le marché monétaire et ses crises*, Paris 1865, p. 80.

traire : un essor industriel et commercial. Donc la crise de 1864 a été une crise financière, et pas du tout une crise industrielle (1).

Malgré la persistance de la famine de coton, le commerce anglais ne fut nullement, pendant toute cette période, dans une situation gênée. La réduction du commerce avec l'Amérique du nord avait été compensée, jusqu'à un certain point, par l'extension du commerce anglais avec l'Europe, provoquée par la conclusion de traités de commerce avec la France, la Belgique, le Zollverein allemand, l'Autriche et l'Italie. Ce sont les ouvriers qui ont le plus souffert de la « famine de coton », car pour eux cette famine n'était pas une métaphore, mais une bien triste réalité. Quant aux entrepreneurs, ils ont été dédommagés de la réduction de la production par une hausse du prix des tissus de coton. L'industrie cotonnière anglaise avait pris, en 1860 et en 1861, une telle extension que des réserves énormes de tissus non vendus s'étaient accumulées chez les fabricants et les commerçants anglais ; la suspension de la production leur donna l'occasion de vendre tous ces tissus avec un gros bénéfice. La hausse du prix des tissus de coton fut également très profitable à celles des branches industrielles qui font concurrence à l'industrie cotonnière. L'industrie de la toile commença précisément à cette époque à faire de grands progrès, après être restée, pendant quelques dizaines d'années, presque stationnaire. La production des tissus de laine gagna aussi beaucoup à la famine de coton. L'exportation des tissus de laine et de la toile a presque doublé en 1865, comparativement à 1862. « La réduction de l'industrie cotonnière, — lisons-nous dans l'*Economist*, — a peu

(1) Laveleye et Juglar considèrent la crise de 1864 comme une crise industrielle (Voir : *Le marché monétaire*, chapitre vi et *Des crises commerciales*, 374-383) ; cette appréciation est contredite par toutes les données statistiques sur la situation de l'industrie anglaise de 1863 à 1866, qui témoignent d'une progression continue pendant toute cette période.

influé sur la prospérité générale du pays. On peut dire qu'à quelques exceptions près, l'année 1863 a été très favorable au commerce et à l'industrie (1). »

En 1862, on revisa, en Angleterre, la législation sur les sociétés par actions et la fondation de sociétés par actions avec responsabilité limitée fut extrêmement facilitée ; les sociétés par actions commencèrent à se multiplier rapidement. En trois ans (1863-1865), le capital nominal des sociétés nouvellement fondées atteignit la somme colossale de 582 millions de livres sterling.

D'après l'*Economist*, toutes les branches les plus importantes de l'industrie anglaise, et l'industrie cotonnière également, se trouvaient, en 1865, en pleine prospérité. « La période de 1863 à 1865 peut être appelée la période de l'« extension mania » (la passion de l'extension), parce que pendant cette période, la nation fit effort pour augmenter, par tous les moyens, toutes sortes d'entreprises commerciales. Le nombre des sociétés par actions de toutes sortes, d'établissements de banque et de finance, de sociétés pour la construction de chantiers pour la marine, pour l'exploitation de mines et pour des entreprises commerciales ou industrielles s'est extraordinairement accru (2). »

Comme il arrive d'habitude en pareils cas, la spéculation s'est tournée avec prédilection vers les entreprises de chemins de fer. Les banques par actions nouvellement fondées s'employèrent énergiquement à ces spéculations. Elles acceptèrent les traites des sociétés de chemins de fer, effectuant le paiement de ces traites au moyen d'actions et d'obligations de chemins de fer qu'elles réalisaient elles-mêmes. Les chemins de fer furent ainsi complètement construits avec les fonds des banques. Pour l'extension du réseau de chemins de fer dans le Royaume-Uni,

(1) *Manufacturing Distress*, (*The Economist*, 11 juillet 1863).

(2) *The Economist*, 18 mai 1867 : *The Causes of the Existing Depression*.

Uni, il a été dépensé, de 1862 à 1867, 98 millions de livres sterling, et la longueur des voies ferrées s'est accrue de plus de 2.000 milles.

Mais plus considérables encore furent les capitaux anglais employés à la construction de chemins de fer étrangers, surtout de chemins de fer américains.

La fin de la guerre civile dans l'Amérique du Nord donna à l'industrie anglaise une nouvelle impulsion. L'exportation vers les Etats-Unis monta de 16 millions 7 de livres (1864) à 28 millions 5 (1866). Tout cela provoqua bientôt une crise. Pourtant, les circonstances où la crise se produisit furent tout à fait extraordinaires. Toutes les crises précédentes se sont régulièrement produites en automne, pendant le dernier trimestre de l'année ; un exode des métaux précieux à l'étranger, ce que l'on appelle un external drain, les a toujours précédées et s'est produit simultanément avec elles. En 1866, il n'y a eu rien de pareil. La panique naquit subitement en mai, alors que la réserve de la Banque d'Angleterre était relativement considérable et, en quinze jours, la caisse de la Banque se trouva presque complètement vidée, de sorte que l'acte de Peel dut être suspendu une troisième fois. A partir de ce moment, pendant toute l'année, malgré l'élévation inouïe du taux de l'escompte, le nombre des banqueroutes ne fut pas grand parmi les industriels et les commerçants, et ce n'est que l'année suivante que la destruction complète non seulement du crédit anglais, mais encore des relations commerciales par la crise, apparut clairement.

Au début de 1866, rien ne laissait prévoir l'approche d'une crise, bien que l'accroissement extraordinaire des sociétés par actions manifestât les symptômes d'une folie des spéculations. L'encaisse et la réserve de la Banque augmentèrent jusqu'à la fin mars. En avril, commence un lent fléchissement de la réserve de la Banque ; le 9 mai, cette baisse prend tout d'un coup de menaçantes proportions : en une semaine, la caisse de la Banque perd plus de 4 millions de livres.

Compte de la Banque d'Angleterre (1)

	<div style="display: flex; justify-content: space-around; text-align: center;"> <div style="border: 1px solid black; padding: 2px;">Réserve</div> <div style="border: 1px solid black; padding: 2px;">Encaisse</div> <div style="border: 1px solid black; padding: 2px;">Traités escomptés</div> <div style="border: 1px solid black; padding: 2px;">Prêts pour un temps déterminé</div> <div style="border: 1px solid black; padding: 2px;">Montant total des dépôts</div> <div style="border: 1px solid black; padding: 2px;">Dépôts des banques de Londres</div> </div>						Taux minimum de l'escompte
	(en millions de livres sterling)						
Le 3 janvier . . .	5,3	13,1	10,2	5,0	22,3	6,2	7 (à partir du 28 déc. 1865)
» 7 février . . .	5,9	13,1	8,3	1,3	16,9	4,3	8 » 4 janv. 1866
» 7 mars . . .	7,4	14,1	7,0	2,8	18,8	4,7	7 » 22 fév. »
» 28 mars . . .	6,9	14,4	7,3	5,0	21,7	5,3	6 » 15 mars »
» 4 avril . . .	6,2	14,3	7,8	4,8	21,1	5,3	6 » » »
» 18 avril . . .	5,7	13,9	7,7	2,0	18,0	5,7	6 » » »
» 2 mai . . .	4,8	13,5	8,8	2,3	18,5	5,0	6 » » »
» 9 mai . . .	5,0	13,2	9,2	2,3	19,3	5,1	8 » 8 mai »
» 16 mai . . .	0,7	12,3	13,8	7,8	24,6	7,9	10 » 12 mai »
» 30 mai . . .	0,4	11,9	16,5	7,6	26,7	7,9	10 » » »
» 1 août . . .	2,4	13,8	11,3	5,2	20,9	6,0	10 » » »
» 3 octobre . . .	6,6	16,9	8,9	3,6	23,4	6,5	4 1/2 » 27 sept. »
» 26 décembre	11,4	19,2	7,4	2,7	27,3	6,6	3 1/2 » 30 déc. »

La diminution de la réserve en avril fut provoquée par la débâcle de deux banques par actions récemment fondées, la Joint-Stock-Discount Company et la Burneds Banking Company. La baisse rapide des actions de ces banques, provoquée en partie par la spéculation mais en partie aussi par une mauvaise administration, fut la cause principale de leur effondrement. Lorsque les actions commencèrent à baisser et que l'on commença à craindre la faillite, le public se mit à retirer ses dépôts, ce qui obligea les deux banques à suspendre leurs paiements (2). Mais, comme les

(1) *Returns of the Bank of England*, 26 mai 1873.(2) WILLIAM FOWLER, *The Crisis of 1866*, Londres 1867, p. 4.

deux banques effondrées n'avaient été fondées que récemment et ne jouaient pas encore de rôle considérable dans l'économie du crédit anglais, leur effondrement n'eut qu'une répercussion de peu de durée sur le marché monétaire, et, jusqu'au commencement du mois de mai, ce fut le calme dans la City.

A la fin d'avril les actions du plus sérieux établissement de crédit anglais, la maison Overend, Gurney et C^{ie}, se mirent à baisser. L'influence de cette maison dans la City et son crédit étaient tels qu'on la mettait sur le même rang que la Banque d'Angleterre. Au commencement de mai, une traite de la Mid-Wales Railway Company ne fut pas payée par cette maison. La nouvelle s'en répandit aussitôt dans la City, les déposants accoururent aussitôt pour réclamer leurs dépôts. Le 10 mai, la banque dut cesser ses paiements. Son passif s'élevait à plus de 10 millions de livres (1).

On peut juger de la panique provoquée par cette banqueroute, par la diminution de la réserve de la Banque d'Angleterre : la diminution de l'encaisse dans le cours d'une semaine, du 9 au 16 mai, ne fut pas considérable, elle ne s'éleva pas à un million ; mais celle de la réserve fut de plus de quatre millions. Cette diminution de 4 millions provint d'un accroissement de 4 millions 6 de la somme des traites escomptées et d'un accroissement de 5 millions 5 de la somme des prêts pour une durée limitée, alors que le chiffre des dépôts s'élevait de 5 millions 3 de livres.

Cet argent ne fut pas retiré de la Banque pour être exporté à l'étranger, mais pour augmenter les réserves du public gagné par la panique. Les opérations de la maison Overend et C^{ie} avaient eu une telle extension que son effondrement fut la ruine immédiate du crédit dans toute l'Angleterre. Partout, on attendait de nouvelles banqueroutes et chacun se hâta de se munir de numéraire. Les banques

(1) H. D. MACLEOD, *The Elements of Banking*, Londres, 1876, p. 228.

de Londres et d'ailleurs prirent à la Banque d'Angleterre quatre millions de livres de billets de banque, afin de pouvoir rembourser les dépôts qui leur avaient été confiés. Les grandes coupures des billets de banque demandés montrent bien que c'était réellement dans ce but que les banques privées demandaient des billets à la Banque d'Angleterre. (Celle-ci délivra 648.000 livres en billets de cinq livres, 577.000 livres en billets de dix livres, 1.703.000 livres en billets de vingt à cent livres, 848.000 livres en billets de cent à mille livres) (1).

L'effondrement de la maison Overend et Cie fut due à l'imprudence de ses opérations. Cette maison avait placé des sommes colossales, provenant de dépôts de particuliers, dans différentes entreprises peu sûres, parmi lesquelles se trouvaient de nombreuses compagnies de chemins de fer de l'Angleterre et de l'étranger. Quelques-unes de ces sociétés firent faillite en 1866 : par exemple, en Amérique, l'Atlantic and Great Western Railway Company, et, en Angleterre, la London, Chatam and Dover Railway Company. Les voies de ces deux sociétés avaient été presque exclusivement construites avec les fonds des banques anglaises, et, en particulier, de la maison Overend et Cie. Cette maison était en réalité déjà insolvable depuis quelques années, mais le crédit dont elle jouissait dans le monde entier lui avait permis de se maintenir.

La panique provoquée par l'effondrement de cette banque fut si grande que, malgré l'élévation immédiate du taux de l'escompte à 10 0/0 par la Banque d'Angleterre, le gouvernement vit la nécessité de permettre à la Banque l'émission des billets de banque au delà de la limite fixée par la loi de 1844. Ainsi, cette loi fut suspendue pour la troisième fois. Mais la Banque n'eut pas à faire usage de cette autorisation. Bien que la somme des billets de la Banque d'Angle-

(1) R. H. PATTERSON, *On our Home Monetary Drains (Journal of the Stat. Soc. of London, 1870, p. 224)*.

terre en circulation ait augmenté de près de 4 millions, (le 9 mai, le montant des billets de la Banque d'Angleterre en circulation était de 22 millions 3 de livres et le 16 mai de 26 millions 1 de livres), la somme totale ne dépassa pas le chiffre légal. Cela provient de ce que, pendant la panique de 1866, il ne fut presque pas retiré d'or de la Banque d'Angleterre ; il n'y eut presque pas d'écoulement de l'or vers l'étranger, et, à l'intérieur, la demande d'or ne fut pas non plus considérable, car la panique avait été presque exclusivement provoquée par la méfiance à l'endroit des banques privées, et non par une crise du commerce et de l'industrie. Aussi l'encaisse de la Banque d'Angleterre suffit-elle, même au plus fort de la panique, à couvrir les nouveaux billets émis.

Il est instructif de comparer la panique de 1866 avec celle de 1857. En 1857, pendant la semaine de panique, du 4 au 11 novembre, la réserve de la Banque d'Angleterre avait diminué de 1 million 2 de livres et son encaisse de 1 million 3 de livres. La somme des billets de banque en circulation vers la fin novembre s'était élevée de 1 million de livres, dépassant de beaucoup la limite légale. En 1866, le public demanda beaucoup plus de billets de la Banque d'Angleterre, mais tous furent couverts par la réserve de métaux précieux dans les caisses de la Banque. La différence entre les deux paniques provenait de ce que la cause de la panique était, en 1857, une crise commerciale, tandis, qu'en 1866, la panique fut provoquée par la débâcle accidentelle d'une grande banque.

L'effondrement de la maison Overend et C^{ie} fut suivi de l'effondrement d'autres banques plus petites. En mai et en juin, l'Imperial Mercantile Credit Association, la Bank of London, la Consolitated Bank, l'Agra and Masterman Bank et d'autres, cessèrent leurs paiements (1).

Le crédit anglais fut encore plus ébranlé à l'étranger

(1) W. FOWLER, *The Crisis of 1866*, p. 9.

qu'en Angleterre même. C'est la seule explication de ce curieux phénomène, que, malgré l'élévation du taux de l'escompte à 100/0 par la Banque d'Angleterre (alors qu'à Paris le taux de l'escompte restait à 4 0/0), l'or ne voulut pas refluer vers la caisse de la Banque et que la réserve persista à être très basse. A l'étranger, on craignait, après la suspension de l'acte de 1844, que la Banque d'Angleterre ne vint à cesser le remboursement de ses billets, et l'élévation extraordinaire du taux de l'escompte ne faisait que fortifier, sur le continent européen, la méfiance à l'endroit de la situation financière de l'Angleterre. Par suite, cette élévation de l'escompte elle-même ne produisit pas de quel que temps son effet habituel.

Vers la fin de l'année, la réserve de la Banque d'Angleterre s'éleva à 11 millions de livres et l'encaisse à 19 millions, preuve non seulement du rétablissement de la confiance, mais aussi de la mauvaise marche des affaires. La panique de 1866 n'avait pas été provoquée par une crise industrielle, mais elle fut suivie d'une dépression. Si, en mai, l'effondrement accidentel de la maison Overend et C^{ie} n'avait pas eu lieu, une crise aurait probablement éclaté à l'automne de 1866 ou de 1867, car la fièvre de spéculation des années précédentes devait inévitablement amener une crise.

Toutes les crises précédentes en Angleterre se sont sans exception produites en automne. Ce n'est pas le fait du hasard. La majeure partie des marchandises dans les relations internationales est d'origine végétale. La majorité des produits végétaux sont récoltés en automne. A ce moment, a lieu la récolte non seulement des céréales, du tabac, du vin, mais encore des produits végétaux qui fournissent à l'industrie la matière première, tels que le coton, le lin, le chanvre, etc. C'est donc en automne que se fixent les prix de toute une série des plus importantes denrées ; c'est à ce moment qu'apparaît dans quelle mesure la spéculation était justifiée. Il est naturel qu'une réaction intervienne, lors-

que la réalité brutale prouve que les calculs optimistes étaient injustifiés, c'est-à-dire au moment de la récolte.

C'est là la première cause qui fait que les crises se produisent en automne. En Angleterre, d'autres causes agissent encore dans le même sens. L'Angleterre importe surtout des matières premières et exporte des objets de fabrication ; de plus, l'Angleterre paie immédiatement au comptant ce qu'elle reçoit et exporte au contraire à crédit, souvent à très long crédit. Par suite, la balance des paiements n'est généralement pas, en automne, favorable à l'Angleterre et les métaux précieux, en lingots et en monnaies, partent pour l'étranger, pour revenir en Angleterre dans le courant de l'année.

Les commerçants anglais ont donc, en octobre, plus que jamais besoin d'espèces et, en même temps, la réserve de numéraire est moindre que jamais. Le commerce intérieur réclame également, en automne, par suite de la circulation plus intense des marchandises qui vient après la moisson, de plus grandes quantités de numéraire.

Ainsi, en automne, la réserve et l'encaisse de la Banque d'Angleterre diminuent, tandis que les opérations d'escompte se multiplient. Il en est de même pour les banques privées : leur réserve diminue, d'une part par suite du plus grand nombre d'opérations d'escompte, d'autre part par suite du retrait des dépôts par les commerçants, industriels et autres personnes, qui, en automne, ont besoin d'argent. Toutes ces circonstances créent une gêne financière : le taux de l'escompte monte, on n'ouvre plus volontiers de crédit, les vieilles traites qui ont peut-être été déjà renouvelées plusieurs fois après expiration, ne le sont plus, tout le monde se hâte de réaliser ses créances et de se munir de numéraire. Il est tout naturel qu'en de telles circonstances les maisons peu riches ou peu prudentes ne soient pas en état de satisfaire à leurs engagements ; elles font faillite, entraînent d'autres maisons dans leur chute et une crise se produit. Voilà pourquoi toutes les crises anglaises, non

seulement celles de 1823, de 1837, de 1847 et de 1857, mais même les crises antérieures de 1799, de 1810, de 1814-15 et de 1818 se sont toujours produites en octobre.

La panique et la réduction du crédit de 1866 n'avaient pas été provoquées par une crise industrielle. Aussi ne voyons-nous, parmi les maisons de commerce et les fabriques anglaises, malgré l'effondrement des banques et la hauteur inouïe du taux de l'escompte, que peu de banqueroutes. En 1865, il y a eu, en Angleterre, 831 cas de cessation de paiement, et, en 1866, 813 cas seulement.

La crise du printemps de 1866 peut être appelée une crise du crédit ; après une extension exagérée, le crédit se trouva subitement réduit, réduction dont souffrirent surtout les établissements de crédit (1). Si l'ébranlement du crédit n'a pas gagné l'industrie, c'est qu'en 1866 les circonstances n'appelaient pas encore une crise industrielle et que la saison ne se prêtait pas à son explosion.

Cela ne veut pas dire que la panique de 1866 n'ait pas du tout influé sur l'industrie anglaise. La réduction du crédit a fait que les opérations commerciales se sont, plus que jamais, traitées au comptant et que par suite une seconde réédition de la panique de 1866 est devenue impossible. L'effondrement de la maison Overend et C^{ie}, qui a provoqué la crise du crédit de 1866, a donc prévenu une crise industrielle, à laquelle autrement il fallait s'attendre dans l'avenir le plus prochain.

D'autre part, le marasme commercial et industriel qui succède toujours à une crise industrielle, est survenu aussi en Angleterre, à la fin de 1866 et, bien plus encore, pendant les deux années suivantes. Comme nous l'avons vu, en poursuivant l'historique des fluctuations de l'industrie anglaise, un trop grand essor industriel est toujours suivi d'une dépression, d'une période de stagnation des affaires,

(1) Voir là-dessus *The Panic of 1866* (*The Bankers Magazine*, 1866) et *The Crisis of 1866*. (*The Economist* du 23 juin 1866).

bien que le passage d'un état à l'autre ne s'accompagne pas toujours d'une crise. La crise industrielle ne fait que fortifier la réaction, elle n'en est pas l'unique cause.

La réaction survenue dans la situation de l'industrie anglaise est clairement caractérisée par le changement du prix des marchandises (1).

Pourcentage de la hausse et de la baisse du prix des marchandises sur le marché de Londres (comparativement au 1^{er} janvier de l'année précédente).

	Le 1 ^{er} janvier 1866		Le 1 ^{er} janvier 1867
Café	+ 41 ⁰ / ₀	. . . . .	- 17 ⁰ / ₀
Sucre	+ 11	. . . . .	- 9
Thé	+ 31	. . . . .	- 23
Soie	+ 27	. . . . .	- 9
Lin et chanvre . .	+ 6	. . . . .	- 17
Cuivre	+ 21	. . . . .	- 20
Fer	- 5	. . . . .	- 12
Etain	+ 7	. . . . .	- 7
Coton	+ 15	(comparativement à juillet 1865)	- 28

Au 1^{er} janvier 1866, le prix de la plupart des marchandises était donc considérablement plus élevé qu'au 1^{er} janvier 1865. Le coton lui-même avait subi une hausse, bien que l'envoi des États-Unis ait fortement augmenté; cela indique une spéculation très vive, car, l'Amérique du Nord reprenant ses envois de coton, les prix auraient dû revenir au niveau de 1860 et des années suivantes, c'est-à-dire fortement baisser. Les prix du fer ont fléchi en 1865, car, par suite de la fin de la guerre civile dans l'Amérique du nord, le nombre des constructions de navires a diminué. Au 1^{er} janvier 1867, tous les prix ont, au contraire, baissé.

La période de prospérité était révolue et une période de dépression commença, dépression qui se manifesta, dans la

(1) Calculé d'après les tableaux de l'*Economist*, 1867, *Commercial History and Review of 1866*, p. 40.

sphère industrielle et commerciale, par la baisse des prix, la réduction de la production et, dans le domaine du crédit, par l'abaissement du taux de l'escompte, l'accumulation de capitaux inemployés dans les caisses des banques.

Vers 1870, comme vers 1860, les branches de production les plus gravement atteintes par la dépression économique furent celles qui produisent le capital immobilier, c'est-à-dire principalement l'industrie du fer et des machines, et la construction des navires.

CHAPITRE IV

LES FLUCTUATIONS PÉRIODIQUES DE L'INDUSTRIE PENDANT LES DERNIÈRES DIZAINES D'ANNÉES DU XIX^e SIÈCLE

Caractéristique de ces fluctuations. — Leur changement par rapport à celles de l'époque précédente. — L'absence de sauts brusques. — **La crise de 1873.** — Le krach de la Bourse de Vienne. — La crise américaine. — La spéculation à la Bourse des valeurs de Londres. — L'Angleterre échappe à une crise. — **La dépression de 1880 à 1890.** — La baisse du prix des marchandises et ses causes. — Le changement survenu dans les moyens de transport. — L'agriculture anglaise. — Le développement de la concurrence sur le marché mondial. — Les sociétés par actions. — **Le krach Baring et la dépression de 1890 à 1900.** — Les spéculations argentines. — Le développement extraordinaire de la République Argentine. — La folie des spéculations. — Le krach de la maison Baring. — L'Angleterre a de nouveau échappé à une crise. — La dépression des années 1892-1894. — Les crises industrielles en Australie et en Amérique. — Pourquoi les crises anglaises ont-elles changé de type ?

Le ralentissement considérable du développement industriel de l'Angleterre à partir de 1875 n'a pas du tout mis fin aux fluctuations périodiques de l'industrie. Au contraire, jamais ces fluctuations n'ont eu un caractère plus régulier que pendant les dernières dizaines d'années du siècle dernier. Voici le tableau et le diagramme correspondant à cette période (1).

(1) D'après les *Statistical Abstracts for the United Kingdom*. En 1883

Années	Montant de l'exportation des produits du Royaume- Uni (en millions de livres sterling)	Chiffre d'affaires de la Clearing-House de Londres (en dizaines de millions de livres sterling)	Nombre des banqueroutes et cessations de paiements en Angleterre et au Pays de Galles (arrondi au chiffre 10)	Nombre de sociétés par actions nouvellement fondées (arrondi au chiffre 10)	Prix de la tonne de fonte écossaise (en schillings)	Encaisse de la Banque d'Angleterre pendant le dernier trimestre de chaque année (en millions de livres sterling)
1871. . . .	223	479	6 280	820	59	23,0
1872. . . .	256	589	6.840	1.120	102	21,4
1873. . . .	255	607	7.490	1.230	117	20,9
1874. . . .	240	594	7.920	1 240	88	21,0
1875. . . .	243	569	7.890	1.170	66	23,6
1876. . . .	201	496	9.250	1.070	59	31,3
1877. . . .	199	504	9 530	990	54	23,2
1878. . . .	193	499	11.450	890	48	25,5
1879. . . .	192	489	13.130	1.030	47	30,0
1880. . . .	223	579	10.300	1 300	55	26,4
1881. . . .	234	636	9.730	1 580	49	20,8
1882. . . .	241	622	9.040	1 630	49	20,8
1883. . . .	240	593	8.560	1.770	47	22,4
1884. . . .	233	580	4.190	1.540	42	20,4
1885. . . .	213	551	4 350	1.480	42	20,8
1886. . . .	213	590	4.860	1.890	40	19,9
1887. . . .	222	608	4.870	2.500	42	20,2
1888. . . .	235	694	4.860	2.550	40	19,5
1889. . . .	249	762	4 540	2.790	48	19,7
1890. . . .	264	780	4.040	2.790	50	21,8
1891. . . .	247	685	4.240	2.690	47	23,2
1892. . . .	227	648	4.660	2.610	42	25,0
1893. . . .	218	648	4.900	2.620	42	25,9
1894. . . .	216	634	4.790	2 970	43	35,3
1895. . . .	226	759	4.490	3 890	44	42,5
1896. . . .	240	753	4 170	4 740	47	35,9
1897. . . .	234	749	4.100	5.230	45	31,8
1898. . . .	233	810	4 320	4.650	47	31,5
Moyenne . .	228	626	Années 71-83 9.030 | 2.170		54	25,1
			Années 84-98 4.490 |			

parut en Angleterre une nouvelle loi, concernant les banqueroutes,

DIAGRAMME N°3

Années

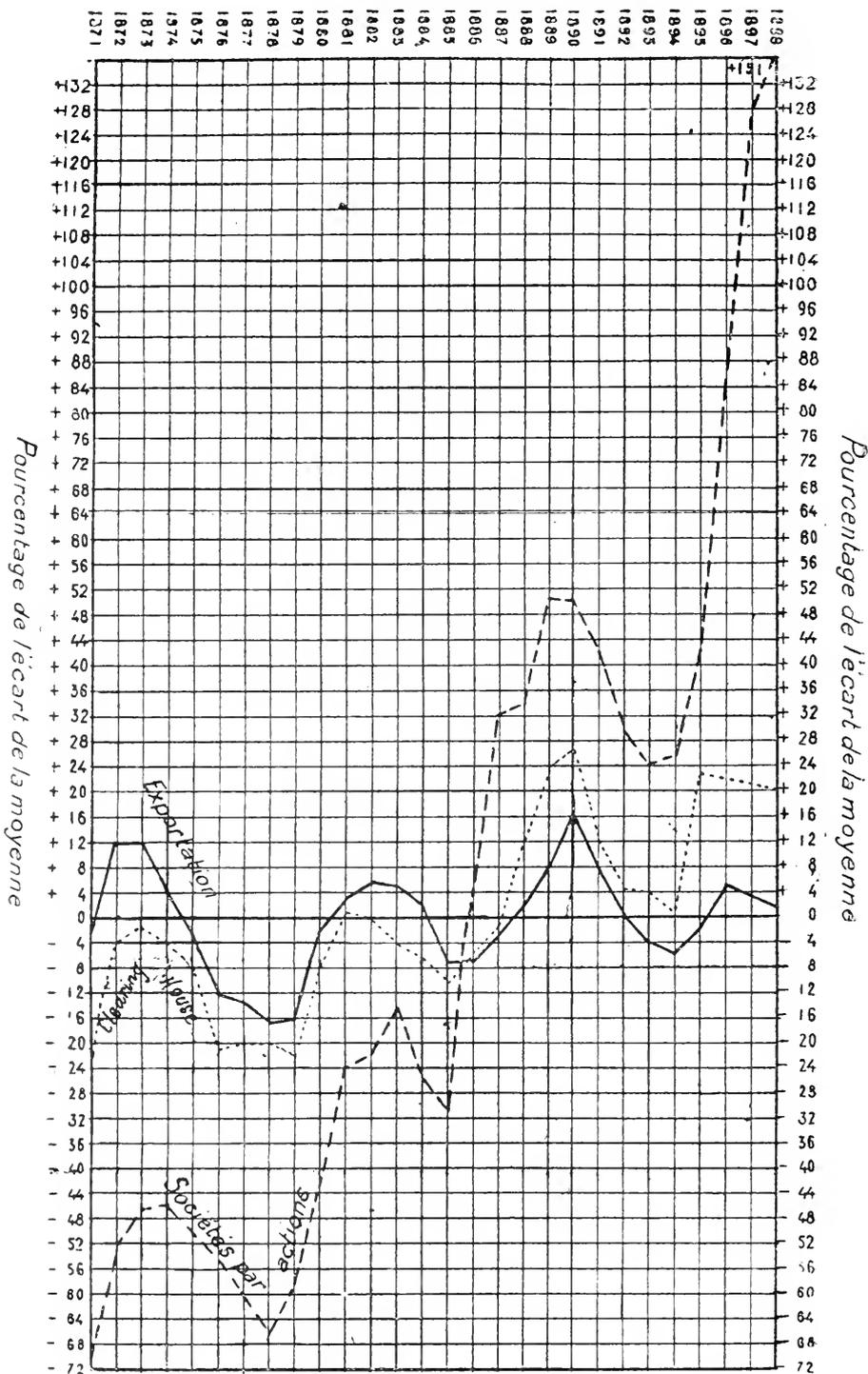
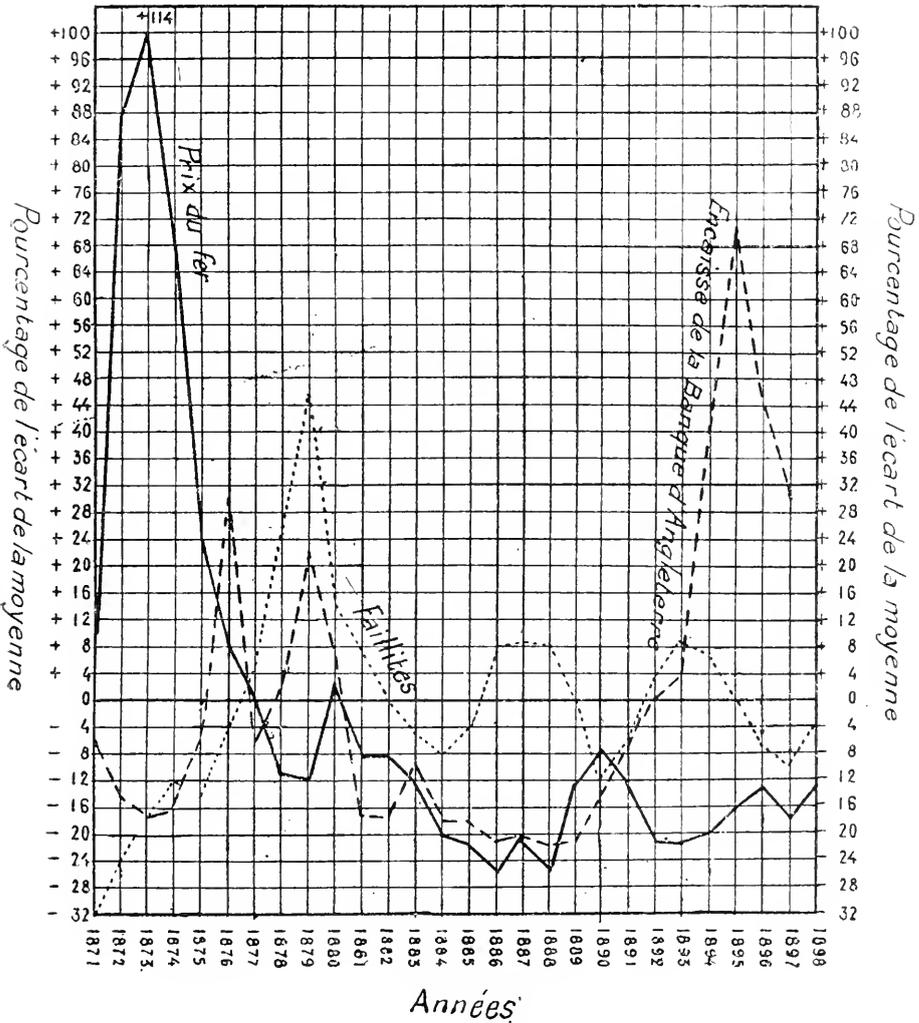


Diagramme n° 3 (suite)



Un rapide coup d'œil jeté sur le diagramme n° 3, suffit pour nous rendre compte de la périodicité des fluctuations qui amena un changement dans l'enregistrement de celles-ci. Les nombres absolus des banqueroutes, avant et après 1883, n'étant pas comparables entre eux, j'ai calculé deux moyennes, l'une pour 1871-1883 et l'autre pour 1884-1898 : le diagramme porte le pourcentage de l'écart de ces moyennes.

des deux courbes qui caractérisent le commerce extérieur et le commerce intérieur anglais, la courbe de l'exportation anglaise et celle du chiffre d'affaires du Clearing-House de Londres (Chambre de compensation). On peut, dans le mouvement de ces courbes, distinguer 4 poussées. La première poussée atteint son maximum dans les années 1873-1874. Puis commence une longue stagnation industrielle, qui dure jusqu'à 1878-1879. La seconde poussée atteint rapidement son maximum vers 1881-1883. Puis vient un recul, avec un minimum correspondant aux années 1885-1886. La troisième poussée s'atténue dès 1890. Les quatre années de 1891 à 1895 sont caractérisées par la stagnation de l'industrie. A partir de 1895 se dessine un nouveau mouvement en avant.

Des fluctuations tout à fait analogues se produisent également dans le mouvement des prix du fer. Un bond particulièrement énorme est celui que fait l'augmentation des prix du fer après 1870. Les années 1880 et 1890 correspondent aussi à un maximum, mais l'élévation est tout à fait insignifiante, comparativement à celle qui suivit 1870. A partir de 1894-95 les prix du fer s'élèvent de nouveau.

Quelle relation a existé entre ces fluctuations régulières de l'industrie anglaise et la situation du marché monétaire ?

Dans les dix années de 1870 à 1880 les variations de la courbe de l'encaisse de la Banque d'Angleterre sont en sens inverse de celles des quatre premières courbes ; en d'autres termes, les fluctuations de l'industrie furent, pendant cette période, dépendantes des fluctuations du crédit. La baisse des prix des marchandises de 1874 à 1877 provoque l'affluence du numéraire dans la caisse de la Banque, — signe certain que, dans le domaine du crédit, une de ces catastrophes périodiques est survenue, que nous avons déjà si souvent rencontrées. Mais il s'en faut de beaucoup que cette crise ait eu la forme typique, puisque l'élévation

de l'encaisse de la Banque d'Angleterre ne se produit que progressivement, dans l'espace de trois ans. En 1877, l'encaisse descend rapidement, pour remonter ensuite tout aussi rapidement jusqu'en 1879. Rien de semblable ne s'était produit dans les précédentes périodes de crise.

La seconde fluctuation de l'industrie, survenue immédiatement après 1880, qui s'exprime à un degré différent dans les quatre premières courbes, ne provoque aucun ébranlement considérable du crédit : la courbe de l'encaisse de la Banque d'Angleterre ne fait pas de saut en hauteur, (comme c'est toujours le cas après une crise industrielle), mais elle descend avec toutes les autres courbes. Il faut attendre 1883 pour remarquer une faible progression. Cela prouve que, pour la première fois de tout le XIX^e siècle, dix années se sont écoulées en Angleterre, sans un ébranlement du crédit. En 1891 se produit, en même temps qu'une diminution de l'exportation, une hausse de l'encaisse de la Banque d'Angleterre, mais, de nouveau, il s'en faut que la hausse soit brusque, elle s'étend sur 5 années.

C'est la courbe des banqueroutes qui permet le mieux de juger une crise. Nous remarquons que, jusqu'en 1874, les banqueroutes augmentent avec une certaine régularité. Evidemment, la crise de cette période n'a pas eu le caractère de brusquerie des crises précédentes. Les années 1883 et 1884 ne sont pas caractérisées par une élévation, mais bien par une diminution du nombre des banqueroutes. Donc, il ne peut être question, en Angleterre, d'une crise ordinaire. Le tournant de 1890 n'apparaît dans le nombre des banqueroutes que d'une manière insignifiante. Ce n'est qu'en 1893 que les banqueroutes se multiplient considérablement. Les dernières années d'essor industriel s'accompagnent d'une diminution du nombre des banqueroutes.

Si l'on compare les récentes fluctuations de l'industrie anglaise avec les précédentes, on voit immédiatement la

différence. Les mouvements ne sont plus aussi brusques qu'autrefois. La courbe de l'exportation était autrefois une ligne brisée avec des angles aigus ; elle a maintenant un aspect ondulé, on ne voit plus d'angles très marqués. Autrefois, toute baisse considérable de l'exportation était suivie d'une élévation plus considérable encore ; maintenant, l'exportation fléchit progressivement pendant des années. Autrefois, il y avait donc moins d'années de diminution que d'augmentation ; maintenant, c'est le contraire qui se produit. En outre, les fluctuations périodiques de l'industrie anglaise s'accompagnaient autrefois d'un ébranlement du crédit. Le mouvement de recul, une fois le point de culmination dépassé, influait comme un coup violent sur l'ordre économique tout entier ; maintenant, les fluctuations de l'industrie n'amènent plus de bouleversement du crédit et l'industrie anglaise passe peu à peu, et sans bonds rapides, de l'état de prospérité à l'état de ruine complète.

Considérons maintenant de près chacune des fluctuations de l'industrie anglaise. La période de 1871 à 1874 avait été pour toute l'Europe une période d'extraordinaire prospérité industrielle. Pendant les années qui précédèrent 1870, l'industrie souffrait de l'imminence d'une guerre entre la France et l'Allemagne. Enfin la guerre éclata. Les milliards français servirent à amortir les dettes de l'Etat allemand. Ce fut immédiatement, sur le marché allemand, une affluence considérable de capitaux cherchant un placement avantageux ; rien d'étonnant s'il s'en suivit une fièvre de spéculation qui tint bientôt du délire.

La terre de prédilection de l'agiotage devint l'Allemagne et l'Autriche. Comme toujours, l'agiotage se jeta avec une ardeur particulière sur l'extension du capital immobilier du pays ; la construction de nouveaux chemins de fer, l'achat de terrains communaux pour y construire des habitations furent les formes préférées de la spéculation du moment. Les spéculations de ce dernier genre avaient pris à Vienne un caractère particulièrement violent

et c'est à Vienne aussi qu'intervint tout d'abord l'inévitable réaction. Le 8 mai 1873 éclata à la Bourse des valeurs de Vienne une panique qui se termina par la débâcle complète des spéculateurs. Un peu plus tard, la crise éclata également en Allemagne.

Les Etats-Unis ont toujours été, pour le placement du capital européen, une terre si pleine de promesses, qu'il eût été extraordinaire que la folie des spéculations européenne ne s'étendît pas à l'Amérique. Mais, même en dehors de cela, le terrain était en Amérique suffisamment préparé pour cet énervement caractéristique de l'économie nationale qui se termine toujours par une crise industrielle. Depuis 1857, il n'y avait pas eu de crise aux Etats-Unis ; mais, après la guerre civile de 1864, l'industrie des Etats-Unis s'était extraordinairement développée et la richesse nationale s'était accrue plus rapidement que jamais. Une folie de spéculations devait donc naturellement se produire également aux Etats-Unis. C'est sur les chemins de fer que la spéculation se porta de préférence. Pendant les 4 années de 1870 à 1874, il s'est construit, aux Etats-Unis, un nouveau réseau de chemins de fer de 23.406 milles.

Et c'est précisément l'échec des spéculations sur les constructions de chemins de fer qui provoqua bientôt en Amérique une débâcle et une panique financière.

Au commencement de janvier, une des banques les plus sérieuses des Etats-Unis, la maison Jay Cooke et C^{ie}, qui avait prêté aux compagnies de chemins de fer des sommes énormes, fonda un syndicat, dans le but de lever un nouvel emprunt de 300 millions de dollars pour l'achèvement des voies ferrées commencées. Mais, malgré l'adhésion à ce syndicat de la maison Rotschild, l'emprunt ne réussit pas, et on n'arriva qu'à grand peine à réunir 100 millions de dollars (au lieu des 300 millions nécessaires). Les Bourses européennes (où s'écoulaient principalement les valeurs américaines) étaient, de même que la Bourse de New-York, déjà inondées de valeurs de chemins de fer,

et elles ne purent, malgré les conditions avantageuses, placer les valeurs offertes. Les sociétés de chemin de fer se tournèrent alors vers les banques et obtinrent des prêts pour une durée déterminée, moyennant engagement de leurs valeurs. Ces prêts ne furent pas remboursés à l'échéance et les banques qui avaient prêté aux sociétés, se mirent l'une après l'autre à cesser leurs paiements. La première banqueroute fut celle de la « New-York Warehouse and Security Company », qui avait prêté de l'argent pour de nombreux chemins de fer au Kansas, au Missouri, au Texas ; puis vint celle d'une autre maison qui avait prêté de l'argent pour le chemin de fer du sud du Canada et enfin, après la banqueroute de quelques sociétés de chemins de fer, la maison Jay Cook et Cie suspendit elle-même ses paiements.

Quelle fut la répercussion de ces événements sur le marché monétaire et sur le marché des marchandises en Angleterre ? Les chiffres précédents concernant l'exportation britannique, les affaires du Clearing-House, les prix du fer etc., montrent que les 3 années de 1871 à 1874 furent caractérisées par une prospérité industrielle extraordinaire. Comme d'habitude, le capital anglais ne fut pas seulement employé à la fondation de nouvelles entreprises à l'intérieur du pays, mais il se porta en quantité vers l'étranger. La Bourse de Londres fut prise d'une véritable fièvre d'emprunts étrangers, de même qu'en Allemagne, en Autriche et aux Etats-Unis cela avait été la rage des constructions d'habitations ou de chemins de fer. Pendant les 5 années de 1870 à 1875, on leva à Londres des emprunts étrangers pour une somme d'environ 260 millions et beaucoup de ces prêts furent des plus irréfléchis (1). Ce n'est qu'à l'aide de manœuvres éhontées de la part des trafiquants, des courtiers et des financiers qui s'étaient chargé de la réalisation de ces emprunts que ceux-ci purent avoir un succès passager.

(1) A. R. WALLACE, *Bull Times*, Londres 1886, p. 18.

C'est ainsi que nombre d'États de l'Amérique du Sud qui, depuis longtemps, étaient insolubles, et n'avaient pas la moindre intention de remplir leurs engagements, réussirent à placer des emprunts à Londres.

Les intérêts de ces emprunts ne furent payés que tant que les sommes reçues ne furent pas toutes dépensées ; puis, le paiement des intérêts cessa et les créanciers se trouvèrent dans le pétrin. De 1875 à 1880 les États suivants n'ont pas payé du tout les intérêts de leurs emprunts, ou n'en ont payé qu'une partie : la Turquie, l'Égypte, la Grèce, la Bolivie, Costa-Rica, l'Équateur, le Honduras, le Mexique, le Paraguay, le Pérou, Saint-Domingue, l'Uruguay et le Venezuela (1).

Mais, tant que l'insolvabilité de ces États ne fut pas manifeste, leurs emprunts contractés à Londres favorisèrent naturellement l'exportation anglaise. De même, la construction fiévreuse de chemins de fer aux États-Unis provoqua une demande énorme de fer anglais et de charbon anglais, dont les prix firent plus que doubler. L'exportation des produits britanniques aux États-Unis s'éleva rapidement de 28 millions 3 de livres (1870) à 40 millions 7 (1872) ; mais, ensuite, elle se mit à baisser et descendit, en 1878, à 14 millions 6 de livres.

Les années qui suivirent immédiatement 1870 furent une période de prospérité inouïe dans l'industrie du fer et l'industrie du charbon en Angleterre ; dans les autres branches industrielles, l'essor fut beaucoup moins considérable. C'est ainsi que l'exportation du fer et de l'acier s'est accrue, de 1868 à 1874, de plus du double — de 17 millions 6 de livres sterling elle est passée à 37 millions 7 ; celle du charbon a subi un accroissement encore plus considérable, de 5 millions 4 de livres sterling à 13 millions 2. Par contre, l'exportation des tissus de coton, pendant le même laps de

(1) W. E. SMITH, *The Recent Depression of Trade*, Londres 1880, p. 43.

temps, est seulement passée de 53 millions de livres sterling à 64 millions 5, celle des tissus de laine de 19 millions 6 à 25 millions 4 et celle de la toile de 7 millions 1 à 7 millions 3.

On peut juger du développement de l'industrie du fer en Angleterre par les chiffres suivants (1).

Années	Production de la fonte dans les îles Britanniques (en millions de tonnes)	Prix moyen		Quantité disponible de fonte (en millions de tonnes)
		sh.	p.	
1867	4,7	52	6	0,644
1868	4,9	52	9	0,720
1869	5,4	53	3	0,735
1870	5,9	54	4	0,782
1871	6,6	59	0	0,553
1872	6,7	101	10	0,235
1873	6,8	117	3	0,200

La rapide extension de la production du fer ne pouvait aller aussi vite que l'accroissement de la demande. C'est ce que montrent la diminution du stock de fonte non vendu et la hausse énorme des prix.

Il est très intéressant de constater que la crise financière et industrielle qui éclata en 1873 dans l'Europe centrale et en Amérique, n'a pas gagné l'Angleterre. Le krach de Vienne n'a pas eu de répercussion considérable sur le marché monétaire de Londres. La crise de septembre en Amérique a provoqué une forte élévation du taux de l'escompte à la Banque d'Angleterre, mais il n'y a pas eu, en 1873, sur le marché de Londres de panique et d'effondrement du crédit.

(1) JUGLAR, *Des crises commerciales*, p. 391.

Compte de la Banque d'Angleterre en 1873 (1)

	Réserve	Encaisse	Taux de l'escompte
	(en millions de liv. st.)		
Le 10 janvier	12,3	24,0	4 1/2
» 20 octobre	7,3	19,7	6
» 30 »	7,5	19,4	7
» 20 novembre	7,6	19,3	9
» 20 décembre	12,1	24,2	4 1/2

Au moment où le taux de l'escompte atteint son maximum, la réserve de la Banque est de 7 millions 6 de livres sterling et son encaisse s'élève à plus de 19 millions de livres. Ce tableau ressemble peu à celui des crises précédentes. En 1873, pas une seule banque anglaise n'a fait faillite et l'augmentation du nombre des banqueroutes n'a été que tout à fait insignifiante. Alors que, dans des pays dont le développement industriel était bien loin derrière celui de l'Angleterre, la crise revêtait un caractère extraordinairement destructeur, et ressembla à un vrai ouragan qui renverse tout sur son passage, l'Angleterre a complètement échappé à une crise aiguë. Cela s'explique principalement par le fait que, jusqu'en 1871, toutes les traces de la crise de 1866 n'avaient pas encore eu le temps de disparaître complètement sur le marché anglais des marchandises. « La mine, pour nous servir d'une expression très juste de Juglar, n'était pas encore chargée ou du moins ne l'était qu'à moitié (1). » Par suite, il n'y eut pas d'explosion.

(1) JUGLAR, *Des crises commerciales*, 390.(2) *Loc. cit.*, p. 393.

Sans doute, de 1870 à 1880, les spéculations sur les emprunts étrangers prirent de grandes proportions à la Bourse des valeurs de Londres, mais comme nous l'avons vu plusieurs fois par l'exemple des crises précédentes, une crise financière n'exerce qu'une très minime influence sur l'économie nationale, si la spéculation et l'agiotage ne dépassent pas le cercle des habitués de la Bourse.

L'Angleterre a donc, en 1873, réussi à échapper à une crise industrielle aiguë : néanmoins, l'industrie anglaise resta, dans les années qui suivirent, dans une situation très gênée. La crise elle-même n'avait pas eu lieu, mais on se trouvait en présence de toutes ses suites : baisse des prix, marasme des affaires, réduction de la production ; tout cela se trouva en Angleterre, de 1873 à 1880, à un degré bien plus considérable que dans les pays qui avaient subi une grave crise industrielle. Le nombre des banqueroutes s'accrût chaque année ; en 1875, commencèrent les faillites des banques. L'accroissement considérable de l'encaisse de la Banque d'Angleterre en 1876 montre que, cette fois, le crédit anglais a subi une forte secousse. En 1878, quelques banques de premier ordre cessèrent leurs paiements, entre autres, un des plus sérieux établissements de crédit d'Ecosse, la « City of Glasgow Bank », dont le passif s'élevait à 12 millions de livres sterling et la « West-England and South Wales Banking Company », dont le passif était de 5 millions de livres (1). Mais, néanmoins, aucune panique ne se produisit dans la City et la Banque d'Angleterre se borna à élever, en novembre, le taux de son escompte à 6 0/0. Il n'y a pas eu de panique, et, cela parce que, tandis que précédemment les banqueroutes des banques suivaient immédiatement des périodes de grande prospérité industrielle, par suite, de crédit très développé, les banques semblaient maintenant seulement après quelques années de stagnation

(1) *The Economist*, 1879, *General Results of the Commercial History of 1878*.

commerciale c'est-à-dire de crédit réduit. Autrefois, les crises industrielles avaient commencé par les banqueroutes de banques ; maintenant, les banqueroutes se produisaient à la fin d'une dépression industrielle. Cinq années de stagnation commerciale avaient, dans les années qui précédèrent 1880, si bien purifié le marché monétaire anglais de tous les éléments générateurs de spéculations malsaines, qu'il n'y avait plus de place pour la naissance d'une panique.

La liquidation de la prospérité industrielle des années qui suivirent 1870 dura plus longtemps, mais fut en même temps moins brusque qu'aucune autre auparavant. De 1870 à 1880, il n'y a eu en Angleterre ni panique sur le marché monétaire, ni crise industrielle aiguë de l'espèce ordinaire ; au lieu de cela, la stagnation commerciale s'est extraordinairement prolongée, pour, finalement, se terminer par l'ébranlement du crédit. Cet ébranlement a atteint son maximum en 1879 ; en cette année, la courbe des banqueroutes, qui était régulièrement montée pendant toute une série d'années, est à son plus haut point.

Après 1879, commence une nouvelle poussée de prospérité industrielle. Aux États-Unis survint de nouveau une fièvre de spéculation sur les chemins de fer ; pendant les trois années de 1880 à 1883, le réseau ferré s'est augmenté de 28.240 mille anglais ; par suite, l'exportation des produits britanniques aux États-Unis est montée de 14 millions 6 de livres (1878) à 31 millions de livres (1882). De même que de 1870 à 1880, l'accroissement de l'exportation britannique est dû principalement aux produits des branches de production qui fournissent l'outillage industriel.

Ainsi, de 1878 à 1883, l'exportation (estimée d'après sa valeur) du fer et de l'acier est montée de 18 millions 4 de livres à 31 millions 6, celle des machines de 7 millions 3 de livres à 11 millions 9, tandis que celle des tissus de coton passait seulement de 52 millions 9 de livres à

62 millions 9, celle des tissus de laine de 16 millions 7 à 18 millions 8, celle de la toile de 5 millions 5 à 6 millions.

Ces chiffres, de même que le changement des prix du fer, montrent que l'essor industriel après 1880 était bien moindre qu'après 1870. Ainsi, le passage de la prospérité au marasme s'est effectué, pour la période de 1880 à 1890, encore plus lentement que pendant la période de 1870 à 1880. Dans d'autres pays, ce passage s'accompagne d'ébranlements plus ou moins graves du crédit ; en France, par exemple, se produisit, en 1882, le fameux krach Bontoux ; aux États-Unis eut lieu, en 1884, une débâcle dans les chemins de fer, semblable à celle de 1873, un peu plus faible seulement. En Angleterre, la fin de la prospérité industrielle ne fut accompagnée d'aucun ébranlement du crédit.

Mais, néanmoins, jamais marasme commercial n'a été en Angleterre si persistant et si funeste pour le pays que celui de la période de 1880 à 1890. C'est précisément à cette époque, qu'apparaît en toute netteté la tendance obstinée des prix des marchandises à la baisse. Le fait lui-même de cette tendance est indubitable. Voici pour plusieurs années les chiffres à ce sujet (1) :

Changement des prix moyens d'après les Index Numbers

	Index-Number de l'« Economist »	Index-Number de Palgrave	Index-Number de Sauerbeck
1865-1869	100	100	100
1870-1879	93	97	97
1880-1887	77	82	78

(1) Calculés d'après les données du *Final Report of the Royal Commission on Gold and Silver*, 1888, p. 17. Les statisticiens anglais appellent Index-Number le chiffre moyen qui exprime le niveau des

De 1870 à 1880, la baisse des prix est insignifiante, mais, de 1880 à 1890, elle atteint 15 à 20 0/0 et même davantage. Les plaintes au sujet de l'insuffisance des prix, qui faisait que les entrepreneurs ne réalisaient presque aucun bénéfice, étaient générales vers 1885. Elles sont présentées par presque tous les témoins entendus par la commission de 1886 chargée d'enquêter sur la stagnation commerciale. Les inspecteurs des fabriques s'exprimaient aussi dans le même sens. « Par suite de la situation gênée du marché des marchandises, — lisons-nous par exemple dans le rapport de l'inspecteur Henderson, — dont notre pays souffre depuis si longtemps, on commence peu à peu à remarquer de toutes parts, en premier lieu, une baisse du prix des marchandises. Dans quelques branches industrielles, la production n'a pas du tout été réduite, mais, de toutes parts, on se plaint que le bénéfice a complètement disparu (1). » Le rapport de la commission insiste expressément sur l'abaissement extraordinaire du bénéfice des entrepreneurs.

On a beaucoup écrit sur la baisse des prix et le marasme commercial de 1883 à 1888. Certains auteurs considèrent comme la cause principale de la baisse des prix l'augmentation de la valeur de l'or, d'autres la diminution de valeur de l'argent, d'autres encore l'orientation protectionniste de la politique commerciale de nombreux Etats pendant les dernières années, etc. Tous ces facteurs peuvent avoir eu leur part d'influence ; mais

prix des marchandises à un moment donné. Le changement de l'Index-Number exprime le changement du niveau moyen des prix. Naturellement, les Index-Number varient suivant les marchandises d'après lesquelles ils sont calculés. Les trois Index-Numbers donnés, celui de la revue londonnienne *l'Economist*, ceux de Palgrave et ceux de Sauerbeck sont calculés d'après les prix de marchandises différentes et au moyen de méthodes différentes.

(1) *Report of the Inspector of the Factories Henderson*, 30 octobre 1885.

les causes les plus importantes de la baisse des prix se trouvent néanmoins dans les changements survenus, pendant cette dernière période, dans le domaine de l'outillage et des moyens de communication dans le monde entier. C'est l'avis de la plupart des auteurs qui ont étudié la stagnation des affaires de la période de 1880 à 1890. Et on doit considérer comme le facteur le plus important la révolution survenue dans les moyens de transport.

Les premiers chemins de fer furent construits en Angleterre. Ils fortifièrent la position déjà forte de l'Angleterre sur le marché mondial. Puis, on se mit à construire des chemins de fer dans les riches pays de l'est de l'Amérique du nord et sur le continent européen, pour en doter ensuite des pays de civilisation moins avancée et de population peu dense. Tant que les chemins de fer n'avaient pas encore provoqué de développement considérable de l'industrie indigène dans les pays traversés par eux, leur extension était à l'avantage de l'Angleterre, qui possédait le monopole du commerce mondial. Mais, lorsque, sous l'influence des chemins de fer, dans la plupart des Etats européens de même que dans l'Union de l'Amérique du nord, une puissante industrie se fut développée, qui alla rapidement progressant, la situation changea pour l'Angleterre. De tous les côtés, elle vit se lever sans cesse de nouveaux concurrents, qui se hâtèrent de s'emparer non seulement du marché de leur pays, mais encore des marchés étrangers si possible. Une surproduction générale de marchandises, ou plutôt une tendance constante à la surproduction, fut la suite naturelle de cet état de choses. L'offre dépassa la demande et le prix de toutes les marchandises, pour la production desquelles la concurrence internationale était particulièrement vive, se mirent à baisser. Ce n'est, sans doute, pas seulement l'Angleterre qui souffrit de cette baisse, mais encore tous les autres pays concurrents; pourtant, c'est l'Angleterre que la dépression affecta le plus fortement, parce que l'industrie anglaise n'avait pas pris part, ou

n'avait pris qu'une part relativement peu considérable, à l'essor industriel qui provoqua la baisse, et qu'elle dut subir les fâcheuses conséquences de cette baisse tout aussi bien que ses concurrents plus heureux.

C'est sur les prix des produits agricoles et, par suite, sur l'agriculture que l'influence de la réduction des frais de transport fut le plus manifeste. Par suite des chemins de fer établis à travers les Etats-Unis, la Russie et l'Inde, ces pays, avec leurs vastes étendues de terres fertiles et neuves, furent mis en situation d'augmenter de plus du double la production des céréales destinées à être exportées dans les pays de population très dense de l'ouest de l'Europe. L'agriculture de l'ouest de l'Europe perdit subitement la protection la plus efficace qui auparavant lui avait permis de ne pas craindre la concurrence des pays lointains de l'Orient et de l'Occident où la production pouvait se faire sur une vaste échelle, c'est-à-dire les frais considérables dont le transport par terre grevait les céréales. La crise difficile de l'agriculture dans l'Europe occidentale en fut la conséquence. Ce sont là des faits universellement connus, qu'il suffit de rappeler pour en faire voir toute l'importance.

L'agriculture anglaise souffrit particulièrement de la baisse des prix des céréales. James Caird, la plus grande autorité dans toutes les questions de cette nature, a calculé, en se servant des résultats d'une enquête officielle, que, de 1880 à 1890, les revenus de la population agricole du Royaume-Uni ont diminué d'une somme totale de 42 millions 8 de livres sterling (1). C'est ce que confirment encore les dépositions d'autres témoins, qui évaluent la baisse du prix des fermages, de 1875 à 1885, à 30-40 0/0 (2).

(1) *Second Report on Trade Depression. M. of E.* Déposition de James Caird, 7673-77.

(2) *Third Report on Trade Depression. M. of E.* Déposition de Coleman, 8994; de Druce, 9114.

Il est tout naturel que ces 40 millions de livres sterling soustraits à la population agricole anglaise devaient avoir une influence défavorable sur la situation générale du marché anglais. Les grands propriétaires anglais, les fermiers et les ouvriers agricoles achetèrent moins d'objets manufacturés et la demande de produits anglais de la part des fermiers américains ne pouvait augmenter, les marchandises anglaises ne pouvant concurrencer sur le marché américain les produits de l'industrie indigène. Aussi bien, toute une série de témoins parmi les industriels et les fabricants attribuèrent le marasme dans l'industrie qui s'occupe du travail des matières premières, à la diminution de la puissance d'achat de la population agricole (1). Le rapport de la commission de 1886 considère également ce fait comme une des causes essentielles de la stagnation des affaires (2).

Tout cela est naturellement exact : mais ce qui prouve que la diminution des revenus de la population agricole n'a pas été la cause unique, sans parler d'être la cause principale, de la dépression de 1880 à 1890, c'est que ce marasme commercial s'étendit non seulement à l'Europe occidentale, mais encore à l'Amérique (où pourtant la puissance d'achat de la population agricole devait s'être considérablement accrue). La crise agraire ne fut qu'une des manifestations de la crise générale provoquée principalement par le bouleversement complet des conditions de transport des marchandises (chemins de fer, bateaux à vapeur, télégraphe).

La tendance des marchandises à la baisse, qui apparut pour la première fois dans les années de 1880 à 1890, est une conséquence nécessaire de la concurrence de plus en plus grande sur le marché mondial. Le principe de la liberté

(1) *Second Report on Trade Depression. M. of E.* Déposition de Dixon, 1363-1364 ; de Belk, 2722 ; de Broun, 4765-68, etc.

(2) *Final Report on Trade Depression*, XVII.

absolue de la concurrence a été expérimenté pour la première fois non point seulement à l'intérieur d'un pays, mais même sur le marché mondial; et alors s'est manifestée la contradiction intime qui est au fond de ce principe. L'anarchie de la production sociale a provoqué une dépression générale et, comme correctif nécessaire, la formation de monopoles, de cartels, de trusts, dont le développement est un signe si caractéristique de l'évolution industrielle contemporaine dans le monde entier.

« Dans ces dernières années, lisons-nous dans le rapport de la commission de 1886, les conditions de la vie ont été profondément modifiées dans tout le monde civilisé par les découvertes de la science, par l'application des forces mécaniques à la production et au transport des marchandises. La quantité de travail nécessaire pour obtenir un résultat déterminé, aussi bien en fait de production que de transport, a extraordinairement diminué et diminue sans cesse. La difficulté n'est plus, comme jadis, dans le prix élevé ou le manque des objets nécessaires à la vie ou des articles de luxe, mais dans la lutte pour avoir sa part de travail, seul moyen pour l'énorme majorité de la population d'arriver à la possession de ces objets, quels que soit l'énormité des stocks et le bon marché (1). » En d'autres termes, chacun s'efforce aujourd'hui d'évincer ses concurrents, de s'emparer du marché et la conséquence en est une tendance constante à la surproduction et à la pléthore des marchandises.

Sur la concurrence des sociétés par actions notamment, la commission de 1866 a eu à entendre des plaintes particulièrement nombreuses.

Beaucoup de témoins ont prétendu que la cause principale de la baisse des prix était la multiplication excessive des sociétés par actions dans de nombreuses branches industrielles. Ces sociétés pouvaient continuer à travailler

(1) *Final Report on Trade Depression*, XVII.

même sans bénéfice, car il est dans l'intérêt des gens qui dirigent les affaires (conseil de direction, comité de surveillance) de continuer à produire, quel que soit le bénéfice obtenu. En effet, dans nombre de cas, l'accroissement du nombre de sociétés par actions a été étonnamment rapide. « La caractéristique de l'évolution de l'industrie cotonnière britannique dans les derniers temps, — dit Th. Ellison, — est l'augmentation extraordinaire du nombre des filatures et des fabriques qui se trouvent aux mains de sociétés par actions (1). » La première fabrique de coton par actions (Sun Mill) fut fondée à Oldham, en 1858. Elle eut un succès remarquable. De 1870 à 1875, beaucoup de nouvelles fabriques de coton se fondèrent par actions. Toutes ces fabriques, dont la majorité est concentrée à Oldham et dans les environs d'Oldham, sont munies de tous les perfectionnements les plus récents et représentent le dernier mot de la technique industrielle.

La multiplication des sociétés par actions a, sans doute, contribué à accroître la concurrence des producteurs et à faire baisser les prix des marchandises. Mais il n'en est pas moins vrai que l'importance de ce facteur est minime, par rapport aux causes générales de la baisse des prix mentionnées plus haut, l'extension toujours plus grande de l'industrie capitaliste dans le monde entier et l'énorme réduction du coût des transports.

Après 1886 se produit un nouvel essor industriel. Et, de nouveau, cet essor se manifeste principalement dans l'industrie des machines et l'industrie minière : l'exportation du fer est montée, de 1886 à 1890, de 21 millions 8 de livres sterling à 31 millions 6, celle des machines de 10 millions 1 à 16 millions 4, celle du charbon de 9 millions 8 à 19 millions. Par contre, l'augmentation de l'exportation des produits textiles a été à peine sensible : celle des tissus de coton est passée de 57 millions 4 à 62 millions 1, celle des tissus

(1) *The Cotton Trade of Great Britain*, p. 133.

de laine de 19 millions 7 à 20 millions 4, celle des tissus de toile de 5 millions 3 à 5 millions 7.

Cette fois, l'accroissement de l'exportation des produits anglais pour la République Argentine a été particulièrement fort. En 1885, l'Angleterre n'exportait dans la République Argentine que pour 4 millions 7 de produits, en 1889 elle en exportait déjà pour 10 millions 7 de livres sterling. Un peu avant 1890, recommença à la Bourse de Londres la spéculation sur les emprunts étrangers, spéculation fort semblable à celle de 1870 à 1880. De nouveau, les Etats de l'Amérique du sud et nombre de colonies britanniques se mirent à contracter des emprunts.

La dette d'Etat de la République Argentine s'accrut dans d'énormes proportions. En 1874, la dette de la République par suite d'emprunts faits à l'étranger ne dépassait pas 10 millions de livres ; en 1890, la dette nationale, les dettes provinciales et municipales de la République, contractées à l'étranger et, en particulier, à Londres, atteignaient 59 millions 1 de livres (1). En outre, la Banque de Londres était inondée de valeurs de toutes sortes, principalement de valeurs de chemins de fer. L'affluence des capitaux étrangers dans la République Argentine provoqua un mouvement étonnant de prospérité dans ce pays qui, peu de temps auparavant, était presque désert. Le placement le plus important pour les capitaux étrangers fut, dans la République Argentine, la construction des chemins de fer. En 1883, le réseau ferré y était de 3.123 kilomètres, en 1893 ce réseau était déjà de 13.691 kilomètres. Et ce nombre ne comprend que les lignes effectivement construites. Les voies projetées étaient bien plus nombreuses. Dans la seule année 1889, 39 concessions furent accordées pour la construction de voies ferrées d'une longueur totale de 12.000 kilomètres. Mais la majorité de ces concessions restèrent sur le papier,

(1) *The Argentine Crisis (The Economic Journal, 1861, vol. I).*

les lignes ne furent pas construites, et cela par suite d'une crise industrielle extraordinairement violente.

Les années qui précédèrent immédiatement 1890 furent pour la République Argentine une époque de folie la plus insensée de spéculations. Pendant trois années, de 1887 à 1890, il se forma 250 sociétés par actions; le capital nominal de ces sociétés atteignait la somme totale de 764 millions de dollars (1). A cela s'ajoutait l'extrême insouciance gouvernementale; le gouvernement argentin, aussi dépourvu de scrupules que la plupart des autres gouvernements de l'Amérique du sud, ne pensait pas le moins du monde à l'avenir. Les déficits étaient comblés par des emprunts. Mais même ces emprunts ne suffisaient pas. Le gouvernement n'eut pas peur de recourir au moyen extrême, à l'émission de la monnaie de papier. En peu de temps, tout le pays fut inondé de papier-monnaie.

Tout cela finit comme cela devait finir, par un krach grandiose, suivi d'une révolution et d'une guerre civile, qui paralysa toute l'industrie du pays.

Cette fois le crédit anglais ne put plus aussi facilement échapper aux difficultés qu'il s'était lui-même préparées. La plus grande banque privée de l'Angleterre, la maison Baring et C^{ie}, qui ne jouissait pas d'une confiance moindre qu'à son époque la maison Overend, Gurney et C^{ie}, s'effondra le 14 novembre 1890. La maison Baring était l'agent financier de la République Argentine et elle plaçait les valeurs argentines sur les marchés européens. Dès 1889, ce placement commença à devenir difficile. La Bourse n'avait plus confiance en ces valeurs; elle craignait un krach. Et en juillet, le krach arriva. La maison Baring se trouvait en possession d'une quantité considérable de valeurs argentines non réalisées, que la Bourse n'acceptait plus, et elle dut cesser ses paiements. On craignait déjà une panique

(1) OTTO HÜBNER, *Der finanzielle Zusammenbruch Argentiniens* (Jahrbücher für Nat. Oek. und Stat. de Conrad, 1892).

dans la City; elle ne se produisit pourtant pas, ce qui fut dû en partie aux mesures prises par la direction de la Banque d'Angleterre (celle-ci s'était engagée, de concert avec d'autres banques importantes de Londres, à prendre à sa charge les traites acceptées par la maison Baring, jusqu'à concurrence de 18 millions de livres); en partie aussi (et surtout) à ce que la prospérité industrielle et l'extension du crédit n'étaient pas assez considérables pour une panique. On peut juger de la facilité avec laquelle le marché monétaire anglais a supporté le krach de la maison Baring, en considérant le mouvement de l'élévation du taux de l'escompte par la Banque d'Angleterre pendant l'année 1890.

Moyenne du taux minimum de l'escompte de la Banque d'Angleterre en 1890

Janvier 6	Avril 3 $\frac{2}{3}$	Juillet 4	Octobre 5
Février 5 $\frac{4}{7}$	Mai 3	Août 4 $\frac{2}{3}$	Novembre 5 $\frac{4}{5}$
Mars 4 $\frac{1}{16}$	Juin 3 $\frac{1}{16}$	Sept. 4 $\frac{1}{3}$	Décembre 5 $\frac{1}{10}$

En 1866, après la débâcle de la maison Overend et C^{ie}, la Banque d'Angleterre avait dû, pendant quelques mois, maintenir le taux de son escompte à 10 0, 0; maintenant, l'effondrement d'une banque non moins importante n'a presque pas eu de répercussion sur le taux de l'escompte.

Après 1890, l'industrie anglaise rentre de nouveau dans une phase de dépression: le montant de l'exportation diminue, le chiffre d'affaires du Clearing-House de Londres fléchit, les prix des marchandises baissent. Mais de nouveau, comme pendant la période de 1880 à 1890, le recul du mouvement de prospérité industrielle n'est suivi d'aucune panique. On ne remarque, en 1891, aucune augmentation notable de l'encaisse de la Banque d'Angleterre; de même, l'accroissement du nombre des banqueroutes pendant cette même année est tout à fait insignifiant.

Ce qui caractérise l'évolution industrielle de l'Angleterre

pendant les dernières années, c'est donc un changement dans le caractère des crises industrielles ; au lieu des secousses et des paniques subites, nous avons des dépressions d'une assez longue durée. La commission royale de 1886, après avoir examiné chacune des causes du marasme commercial vers 1880, conclut en ces termes : « Toutes ces causes tendent à rendre de plus en plus rare cet énervement qui se produit dans les périodes anormales de ruine commerciale, et que l'on désigne sous le nom de « panique ». Autrefois la surproduction était subitement arrêtée par un effondrement du crédit, mais l'extension de la demande, venant ensuite, améliorait la situation. A l'avenir, on peut s'attendre à une plus grande stabilité dans le rapport de l'offre à la demande et à des bénéfices plus réguliers quoique moindres. » (1).

Dans la nouvelle phase de l'évolution de l'économie capitaliste, dont l'économie anglaise est la forme typique, les fluctuations industrielles n'ont pas disparu et ne sont même pas devenues plus faibles ; leur amplitude a plutôt augmenté ; mais, il n'est pas douteux que leur rapidité ait diminué. A ce changement, l'industrie, non seulement n'a rien gagné, mais elle a plutôt perdu. Autrefois, la crise industrielle amenait de nombreuses banqueroutes de spéculateurs et d'entrepreneurs peu riches et provoquait pour peu de temps un arrêt presque complet du commerce ; mais, dès que la panique était passée, l'activité commerciale reprenait rapidement et on entrait dans une nouvelle période de prospérité. Maintenant, la stagnation des affaires dure des années, mais elle n'est pas si absolue et ne survient pas si brusquement. Autrefois, la courbe de l'exportation anglaise montait nettement, bien que ce mouvement fût interrompu par des fléchissements subits ; maintenant la courbe ondule, mais elle ne monte pas. Analogues sont les changements survenus dans le domaine de la production.

(1) *Final Report on Trade Depression*, XVIII.

Avec l'année 1890, commence, avons-nous dit, une nouvelle période de dépression. La crise argentine en fut l'épisode le plus saillant. Un krach semblable, bien que moins important, se produisit au Transvaal, au Mexique, dans l'Uruguay et dans d'autres pays. Mais, la stagnation commerciale qui suivit, n'atteignit pas aussitôt son degré extrême. L'année 1891 ne fut pas une année difficile pour la plupart des branches de l'industrie anglaise. Quelques branches seulement se trouvèrent dans une situation gênée : par exemple, l'industrie du coton et, en particulier, la filature ont souffert des grandes fluctuations du coton brut (en 1891, les prix du coton brut ont subi une baisse considérable, par suite d'une bonne récolte, et les filateurs qui avaient fait de grands achats, ont subi de fortes pertes); dans l'industrie du drap, de même que dans la production des tissus de laine, le nouveau tarif américain, dit tarif Mac Kuley, provoqua une stagnation; ce même tarif porta un rude coup à l'industrie du zinc dans le pays de Galles.

Le filage du coton fut acculé lui aussi, par suite du développement extraordinaire de la concurrence des sociétés par actions, à une situation très difficile. « Il est triste de considérer les désastres causés dans quelques florissantes vallées du Lancashire par le poids de la concurrence actuelle, écrit dans son rapport pour l'année 1891 l'inspecteur des fabriques Henderson. Les fabriques et les habitations sont fermées; personne n'y est; nombre d'entre elles n'ont pas de toiture et tombent en ruines... Le filateur de coton, propriétaire de sa fabrique et de ses machines, disparaîtra bientôt complètement... Les seuls entrepreneurs seront bientôt les sociétés par actions... Pendant les 30 dernières années, tout a contribué à acculer le petit capitaliste au mur (to send the smaller capitalist to the wall) et à écraser le petit entrepreneur; il sera pour lui de plus en plus difficile de subir la concurrence des grandes sociétés, qui possèdent de vastes fabriques, munies des appareils et des machines les plus perfectionnés. L'accroissement des exigences

de la législation à l'égard des fabricants et les difficultés toujours plus grandes des rapports avec les ouvriers ont encore agi dans le même sens. Il est indubitable que, dans les derniers temps, nombre d'entrepreneurs ont retiré leurs fonds de l'industrie cotonnière... Parmi les nouvelles fabriques qui viennent d'être construites ou sont en voie de construction dans mon district, je ne saurais en citer une seule de quelque importance qui appartienne à un seul entrepreneur (1). »

Mais la situation générale de l'industrie anglaise n'était pas, en 1891, — comme nous l'avons déjà dit, — absolument gênée. L'année suivante fut bien plus mauvaise. « Pendant la majeure partie des 12 derniers mois, lisons-nous dans le rapport d'Henderson pour 1892, l'industrie de l'Ecosse et du nord de l'Angleterre s'est trouvée dans une situation très pénible. Des milliers de familles ont été réduites à la mendicité et des centaines de petits marchands et commerçants ont fait banqueroute... L'industrie du coton se trouve dans une situation critique... Nous ressentons maintenant les effets des folles spéculations sur les actions, qui ont augmenté le nombre des broches, à Oldham, de plusieurs millions. Les fabriques d'Oldham ont écrasé les petites fabriques primitives et elles sont maintenant à leur tour écrasées par les filatures de Bombay (2). » A Huddersfield, à Wolverhampton, à Bradford, dans le Staffordshire dans le Pays de Galles et ailleurs, une stagnation industrielle se manifesta. L'industrie du fer eut fortement à souffrir.

L'année 1893 fut encore pire. « L'industrie a été, écrit par exemple l'inspecteur des fabriques Jones du district minier de Cornwall et de Devonshire, dans une gêne effroyable... Nombre d'ouvriers ont perdu leur travail et on se demande comment venir en aide à ces pauvres gens. »

(1) *Report of the Chief Inspector of Factories and Workshops, 1892, p. 22.*

(2) *Report of the Chief Inspector of Factories, 1893.*

On écrit d'Edimbourg : « La situation générale de l'industrie est triste. Réduction du nombre des ouvriers employés, réduction du travail, inaction des machines, voilà ce que l'on voit partout. » De Blackburn : « Au moins la moitié des machines sont au repos et une grande partie des autres ne travaillent pas pendant tout le temps. Des milliers d'ouvriers n'ont pas de quoi manger : pareil état de choses ne s'était vu depuis la guerre américaine (1). » Des communications de ce genre sur la situation de l'industrie anglaise remplissent les rapports des inspecteurs des fabriques pour l'année 1893, aussi bien que pour l'année suivante.

En 1893, éclata en Australie et aux Etats-Unis une grave crise industrielle, qui, comme toujours, fut provoquée par la folie des spéculations financières et commerciales. Une rapide extension du réseau ferré avait, dans les deux pays, précédé la crise, et l'avait, en grande partie, provoquée. La crise américaine fut encore accentuée par les perturbations monétaires des Etats-Unis, par la baisse du prix de l'argent et les craintes que le gouvernement fédéral ne cessât d'échanger l'argent pour de l'or. La crise commença, comme d'habitude, par l'exode de l'or vers l'étranger. Par suite de cet exode, la quantité d'or disponible dans la caisse nationale des Etats-Unis passa de 120 millions de dollars (au commencement de l'année) à 90 millions de dollars (au commencement de juin). Au printemps commencèrent les banqueroutes des banques et des maisons de commerce. En été, le crédit était complètement paralysé et le commerce tomba dans un marasme complet. Le taux de l'escompte s'éleva jusqu'à 12 et 18 0/0. La panique atteignit son maximum en août, lorsque 600 banques environ suspendirent complètement ou en partie leurs paiements. Le nombre des banqueroutes s'éleva de 7.538 avec un passif total de 93 millions de dollars (1890) à 11.174 avec un passif total de 324 millions de dollars

(1) *Report of the Chief Inspector of Factories, 1894.*

(1893) (1). Les sociétés de chemins de fer furent particulièrement atteintes par la crise : 74 sociétés avec un réseau de voies ferrées de 29.000 milles furent déclarées en faillite.

La crise, en Australie, commença dès 1891, mais elle n'atteignit également son plein développement qu'en 1893. Elle éclata sous une forme particulièrement grave dans l'Etat de Victoria. Le capital anglais s'était porté, vers 1890, en abondance vers l'Australie. Cela provoqua des spéculations excessives et une extension extraordinaire du réseau ferré. C'est ainsi que de la somme totale de 112 millions de livres sterling qui fut réunie par voie d'emprunts d'Etat par trois colonies, l'Etat de Victoria, la Nouvelle-Galles du sud et la Tasmanie, 81 millions furent employés à la construction de chemins de fer et de tramways. Le réseau ferré australien n'était en 1880 que de 4.900 milles, en 1893 il était déjà de 15.600 milles.

Beaucoup de sociétés furent fondées pour la construction de maisons d'habitations sur les terrains communaux. Les spéculations sur les terrains furent particulièrement vives pendant les années qui précédèrent 1890. En 1891, commença la débâcle des sociétés de construction. En 1893 se produisit le krach général et la plupart des banques australiennes cessèrent leurs paiements (2).

Les crises australienne et américaine provoquèrent une dépression de longue durée dans l'industrie mondiale ; elles eurent une répercussion particulièrement grave sur la situation de l'industrie anglaise. Mais il n'y eut pas en Angleterre la moindre panique. Le léger ébranlement du crédit en 1890 par suite du krach Baring avait suffi pour empêcher l'embarras financier de l'Australie et de l'Amérique de gagner l'Angleterre. En août et en septembre, alors

(1) F. W. TAUSSIG, *The Crisis in the United States* (*Economic Journal*, 1893). — A. STEVENS, *Phenomena of the Panic in 1893* (*Quarterly Review of Economics*, 1894).

(2) A. ELLIS, *The Australian Banking Crisis* (*Economic Journal*, 1893).

que la panique battait son plein en Australie et en Amérique, la Banque d'Angleterre maintint le taux de son escompte à 4-4 1/2 0/0, tandis que la réserve s'élevait à plus de 12 millions de livres.

Après 1893, commence un nouveau mouvement de prospérité industrielle. Comme on le voit par ce qui a été dit, les crises industrielles du type d'autrefois ont disparu en Angleterre. Voici quelles sont les causes de ce très important changement.

Elles résident tout d'abord dans les nouvelles conditions du commerce mondial. Il a été montré plus haut que l'un des traits les plus caractéristiques de l'évolution économique contemporaine est l'éviction progressive du négociant en gros indépendant. Les moyens de communication plus rapides et moins coûteux entre toutes les parties du monde ont naturellement contribué à la diminution des stocks de marchandises de toute espèce dont dispose le commerçant : les relations entre la production et la consommation deviennent de plus en plus immédiates. Cela diminue naturellement l'importance économique du capital commercial ; or, c'était précisément ce capital commercial qui était, pour la plus grande part, responsable des folles spéculations qui provoquaient auparavant des paniques sur le marché monétaire anglais. Le fabricant qui vend directement ses produits au consommateur est peu porté à spéculer sur ces produits ; tandis que la spéculation, la réalisation d'un bénéfice par suite d'une différence de prix, constitue l'essence même du commerce. De plus, la spéculation commerciale elle-même a revêtu un autre caractère, qui doit amener plutôt une diminution qu'un accroissement des fluctuations des prix. Le transport des marchandises étant devenu plus commode (chemins de fer, bateaux à vapeur, télégraphe, etc.), et les relations commerciales ayant pris dans le monde entier une grande extension, toute hausse des prix provoque aussitôt un afflux plus considérable de marchandises venant des marchés où le prix est resté

stationnaire. Le marché des marchandises a aujourd'hui un caractère international si prononcé, la dépendance des marchés entre eux est telle, que les prix des marchandises, dans les pays qui sont ouverts à la concurrence étrangère, comme, par exemple, en Angleterre, sont déterminés bien plus qu'autrefois par le rapport de l'offre mondiale à la demande mondiale ; ce rapport est naturellement exposé à moins de fluctuations que le rapport de l'offre à la demande dans chaque pays.

En outre, dans la nature de l'industrie même de l'Angleterre, de profonds changements sont survenus. Nous avons déjà plusieurs fois montré que, dans les derniers temps, les plus grandes fluctuations ne se produisent plus, comme auparavant, dans l'industrie textile, mais dans l'industrie du fer, dans la construction des machines, dans la production du charbon et dans les autres branches industrielles qui fournissent des moyens de production. Nous reviendrons encore sur ce point dans la troisième partie de ce livre, lors que nous examinerons les variations de la proportion des chômeurs dans différentes branches industrielles.

La prospérité et la stagnation des affaires se manifestent donc, dans les derniers temps, surtout dans les branches qui ont pour objet les moyens de production et non plus, comme autrefois, dans l'industrie textile. L'Angleterre devient le fournisseur non plus des consommateurs, mais des producteurs de l'étranger. Or, il est indubitable que le commerce des objets de consommation laisse un champ bien plus grand aux spéculations que le commerce des moyens de production. La demande de machines, de charbon, etc, ne peut guère être considérablement accrue par les efforts de leurs producteurs. Tandis que la demande d'objets de fabrication destinés à la consommation improductive peut facilement être élevée par les efforts des producteurs ou des commerçants, — à l'aide de la réclame, par une plus grande adaptation des produits au goût du public, par l'écoulement de ces produits dans de nouvelles

classes sociales etc. Les tissus de coton, par exemple, s'écoulent dans le monde entier, non seulement dans les pays civilisés mais dans les pays barbares. Celui qui fait le commerce des tissus de coton peut toujours compter, avec de l'initiative, ouvrir à ses marchandises de nouveaux débouchés. Il peut garder pendant longtemps des stocks de marchandises, avec l'espoir de les écouler un jour avec profit. Dans nombre de branches de l'industrie métallurgique, on ne travaille, au contraire, que sur commande. C'est, par exemple, le cas dans la construction des navires, de même que dans la production de rails de chemins de fer. Il n'y a pas de stocks de navires, ni de rails. Or, les constructions navales et le matériel des chemins de fer absorbent environ un tiers du fer consommé en Angleterre ; les produits de ces branches de production constituent plus du tiers de l'exportation métallurgique anglaise.

Le développement du travail sur commande supprime le commerçant et enlève à la production tout caractère de spéculation. Tant qu'en Angleterre la prospérité industrielle se manifestait surtout dans l'industrie cotonnière, les spéculations commerciales trouvaient, en Angleterre, un terrain favorable. Un arrêt de l'écoulement provoquait une débâcle générale des maisons de commerce et une panique. Maintenant, l'industrie cotonnière anglaise n'a qu'une faible part dans la prospérité industrielle. Cela tient d'une part à la décadence de la suprématie industrielle anglaise : les pays qui autrefois faisaient venir d'Angleterre des tissus de coton, les produisent aujourd'hui eux-mêmes. D'autre part, la moindre importance du rôle de l'industrie cotonnière dans la vie industrielle anglaise apparaît comme une conséquence de l'importance croissante dans l'industrie moderne de la production des machines, des outils, des moyens de production en général. En tout cas, l'essor du commerce extérieur anglais se manifeste aujourd'hui surtout par l'accroissement de l'exportation des moyens de production.

Ces marchandises, le producteur anglais les produit sur commande, c'est-à-dire en toute sécurité sans aucun risque. Il est donc tout naturel que les spéculations commerciales ne trouvent plus sur le marché anglais un terrain aussi favorable et ne puissent s'y épanouir comme autrefois.

Le changement du caractère des crises industrielles dans l'histoire industrielle anglaise des derniers temps a donc été provoqué en partie par la ruine de la suprématie industrielle anglaise. Les périodes de prospérité industrielle n'ont plus, en Angleterre, assez d'importance pour être suivies d'une réaction aussi violente qu'autrefois. Mais, d'autres causes de l'absence des crises ne sont pas particulières à l'Angleterre. La moindre importance des spéculations commerciales, génératrices des crises, par suite du développement du commerce mondial et de la plus grande stabilité des prix d'une part, et, d'autre part, par suite du développement du travail sur commande, tend à rendre moins brusque, dans le monde entier, le passage de la période de prospérité à la période de stagnation. Pourtant, dans des pays jeunes et de croissance rapide, comme les Etats-Unis, l'Australie ou la République Argentine, des crises se produisent encore, par suite du développement extrêmement rapide des forces productrices de ces pays dans les années prospères. Il en est de même en Allemagne, où l'industrie capitaliste se développe extraordinairement vite.

CHAPITRE V

FLUCTUATIONS PÉRIODIQUES DE L'INDUSTRIE ANGLAISE PENDANT LES DIX DERNIÈRES ANNÉES (1900-1910).

Caractère général des fluctuations de l'industrie anglaise pendant les dernières années. — Le cycle industriel persiste, mais les crises industrielles ont cessé. — La dépression de 1901-1904. — Faiblesse relative de cette dépression comparativement à la crise industrielle allemande. — La dépression de 1908-1909. — Sa faiblesse relative comparativement à la dépression industrielle aux Etats-Unis.

Les dix premières années du siècle sont caractérisées par une hausse générale du prix des marchandises, après la baisse persistante des vingt-cinq dernières années du siècle dernier. C'est surtout grâce à cet état de choses que l'exportation anglaise des dernières années apparaît sous un aspect tout différent de celui que nous présentait le diagramme précédent : la valeur globale de l'exportation ne reste plus stationnaire ; elle croît au contraire très rapidement, comme on peut le voir par le tableau et le diagramme suivants : (*Voir* tableau et diagramme pp. 176, 177, 178).

Ces dix années doivent être considérées comme exceptionnelles, vu les dépressions qui les caractérisent. En effet, pendant cette période deux dépressions sont survenues : celle qui a commencé vers la fin de 1900 pour persister

jusqu'en 1904 et l'autre, moins longue, qui a commencé vers la fin de 1907 pour cesser en 1909.

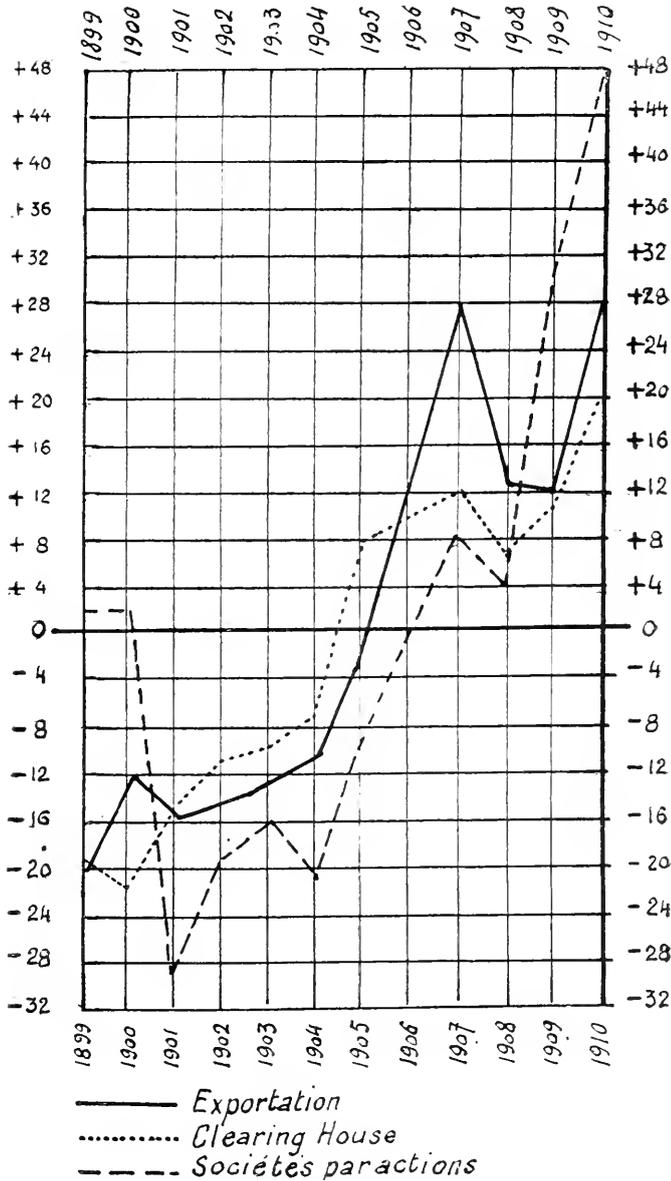
Ces deux dépressions apparaissent très nettement sur la courbe de l'exportation. Le chiffre d'affaire du Clearing-House n'est pas en décroissance ; il augmente au contraire. Cela tient à des causes accidentelles, notamment à la guerre du Transvaal et aux opérations financières considérables auxquelles elle conduisit le gouvernement anglais.

On voit que l'accroissement des sociétés par actions subit bien l'influence des deux périodes de dépressions, influence qui fut plus forte pour la première que pour l'autre.

Le prix du fer subit une hausse brusque en 1899-1900 (première période de prospérité industrielle) et en 1905-1907 (deuxième période de prospérité industrielle). Le changement de la conjoncture industrielle se traduit normalement par un fléchissement de la courbe.

Années	Montant de l'exportation du Royaume-Uni (en millions de livres sterling)	Chiffre d'affaires du Clearing-House de Londres (par 10 millions de livres sterling)	Nombre des banqueroutes et des cas d'insolvabilité en Angleterre et au Pays de Galles	Nombre de sociétés par actions nouvellement fondées	Prix de la fonte exportée du Royaume-Uni (par tonne en schilling ^s)	Encaisse de la Banque d'Angleterre pendant le dernier trimestre de l'année (en millions de livres sterling)
1899	264	915	4.111	4.975	69,4	31,7
1900	291	896	4.410	4.966	84,0	32,0
1901	280	956	4.244	3.433	62,6	35,5
1902	283	1.002	4.202	3.929	64,8	32,8
1903	290	1.012	4.286	4.075	63,0	31,5
1904	300	1.056	4.546	3.831	58,4	33,7
1905	329	1.228	4.764	4.358	63,0	31,9
1906	375	1.271	4.436	4.840	70,0	30,3
1907	426	1.273	4.111	5.265	74,2	32,8
1908	377	1.212	4.306	5.024	63,4	34,8
1909	378	1.352	4.070	6.373	64,8	34,1
1910	430	1.465	3.880	7.184	68,4	33,6
Moyenne.	335	1.136	4.280	4.854	67,1	32,9

DIAGRAMME N° 4

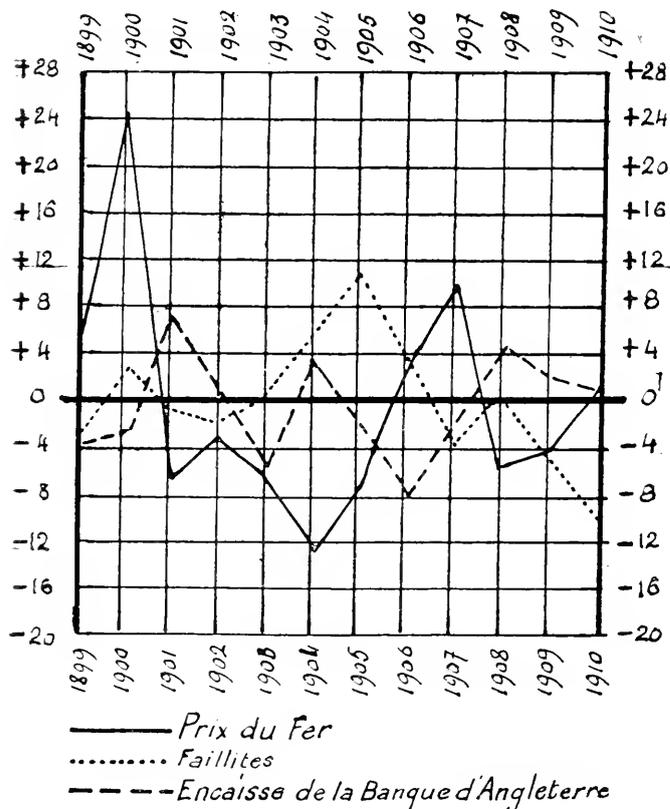


Quant à la courbe de l'encaisse de la Banque d'Angleterre, elle varie, comme d'ordinaire, en sens inverse de celle du fer, mais ses variations sont peu importantes et exemptes de tout caractère brusque. Il est évident que, pendant les dix années qui viennent de s'écouler, l'Angle-

terre n'a pas été éprouvée par des crises industrielles violentes, semblables à celles d'autrefois.

C'est ce que confirme d'ailleurs le développement de la courbe des banqueroutes. Les variations ne dénotent aucune régularité. La dépression de 1901 ne s'y manifeste en

DIAGRAMME N° 5



aucune façon, celle de 1908 n'y exerce qu'une influence très légère.

Ainsi donc, tout concourt à prouver que l'ère des crises industrielles violentes est définitivement révolue pour l'Angleterre. Mais le cycle industriel, avec son alternance périodique de progression et de recul, se manifeste, dans l'évolution industrielle anglaise des dix dernières années, avec la même netteté et la même clarté qu'autrefois.

Le flux de l'essor industriel, qui s'était fait sentir en 1898 d'une façon indéniable, grandit jusqu'à la fin de 1900, époque où survint un changement dans la conjoncture industrielle. L'année suivante fut marquée par une dépression. Cependant, bien que cette année-là ait été pour l'Angleterre une année difficile, la stagnation fut bien loin d'être ce qu'elle avait été autrefois. Le marasme industriel se manifesta moins par la diminution du trafic que par la baisse des prix des marchandises et par celle des salaires.

Par le nombre relativement restreint des dépressions, l'Angleterre forme un contraste avec l'Allemagne, où pendant cette même année, on vit une crise industrielle très grave, qui atteignit les plus importantes branches de l'industrie et du commerce. Au contraire, l'autre concurrent le plus dangereux de l'Angleterre, les Etats-Unis, n'a pas du tout été éprouvé par la dépression, localisée surtout en Allemagne et dans quelques autres pays du continent européen. En même temps qu'en Allemagne, la crise apparut sous une forme particulièrement aiguë en Russie, où intervint à ce moment une réaction brusque contre le mouvement antérieur de prospérité industrielle.

Si l'on compare les années 1900 et 1901, on remarque une diminution appréciable du commerce extérieur anglais. L'importation est passée de 523 millions 1 de livres sterling à 522 millions 2, subissant une diminution de 0,20/0. Pour l'exportation, la baisse a été plus considérable encore : 291 millions 2 de livres en 1900 et 280 millions 5 en 1901, c'est-à-dire diminution de 3,70/0. Mais, de part et d'autre, le recul fut dû exclusivement à la baisse des prix. En effet, la quantité des produits importés a augmenté en 1901 par rapport à 1900 de 2,45 0/0 et celle des produits exportés de 1,46 0/0.

Le chiffre d'affaires du Clearing-House de Londres s'est considérablement accru en 1901 ; mais comme il a été dit, cet accroissement fut dû à une cause tout à fait particulière

et extérieure, aux énormes opérations financières du gouvernement anglais qui furent le résultat de la guerre sud-africaine. Les opérations des chambres de compensation provinciales ont au contraire fortement diminué; ce qui prouve bien l'amointrissement du commerce intérieur. Ainsi les opérations de la chambre de compensation de Manchester sont passées de 248 millions 8 de livres sterling en 1910 à 236 millions 2 en 1901, c'est-à-dire ont subi une diminution de 5 0/0; à Newcastle, elles sont descendues de 85 millions 6 de livres à 82 millions 8, c'est-à-dire de près de 6 0/0; à Liverpool la diminution a été de 5,2 0/0: 167 millions 7 en 1900 et 158 millions 9 en 1901, etc.

La baisse générale du prix des marchandises est traduite par le fléchissement de l'Index-number exprimé par la revue *The Economist* de la façon suivante:

1 ^{er} juillet 1900 . . .	2.211	|	1 ^{er} juillet 1901 . . .	2.007
1 ^{er} janvier 1901 . . .	2.426	|	1 ^{er} janvier 1902 . . .	1.948

Les prix du charbon, qui avait subi une hausse extraordinaire pendant la période précédente de prospérité, ont considérablement baissé. La production de la fonte est descendue de 8.909.000 tonnes en 1900 à 7.858.000 en 1901.

Ces changements ont été suivis d'une baisse des salaires. D'après les données du Labour Department, les salaires des mineurs et des ouvriers de l'industrie métallurgique ont monté jusqu'en 1900 et surtout dans le cours de 1900. En 1901 survient un brusque changement. 901.820 ouvriers de ces deux branches industrielles ont vu, en 1901, leur salaire baisser de 1 shilling 9 pence par semaine. Par contre, dans certaines autres branches, une légère hausse s'est produite.

La baisse des salaires a augmenté l'acuité des conflits industriels: le nombre des journées de grève s'est élevé de 3.152.694 en 1900 à 4.142.287 en 1901.

Sur 175 000 grévistes, le nombre des mineurs et des ouvriers de la métallurgie était de 110. 000.

Sur le marché monétaire il n'y a pas eu d'écart très notable, comme on peut le voir par les données suivantes relatives au taux de l'escompte de la Banque d'Angleterre.

Années	1898	1899	1900	1901
Nombre de variations du taux de l'escompte . . .	4	6	6	6
Taux maximum	4	6	6	5
Taux minimum	2 1/2	3	3	3
Taux moyen	3 £ 4 sh. 9 p.	3 £ 13 sh. 6 p.	3 £ 19 sh 2 p.	3 £ 14 sh. 5 p.

On voit que le taux de l'escompte monte pendant les trois années de prospérité 1898-1900, ce qui est d'ailleurs tout à fait normal ; en 1901, le taux de l'escompte baisse et c'est là encore un effet très caractéristique de la dépression. Mais cette variation n'est cependant pas brusque, ce qui prouve qu'il n'y a pas eu, en 1901, de fort ébranlement du crédit, que l'expiration de la période de prospérité n'a pas amené de crise industrielle.

L'année 1901, de même que l'année 1900, est caractérisée par un chiffre extraordinaire des émissions de valeurs. Mais il ne faut pas oublier que la plupart de ces émissions sont dues aux emprunts du gouvernement anglais par suite de la guerre sud-africaine. L'émission des valeurs industrielles fut, au contraire, très réduite.

La dépression des premières années du siècle a commencé dans la seconde moitié de 1900 et s'est étendue sur les années 1901, 1902, 1903 et 1904, jusqu'au moment où un nouveau mouvement de prospérité s'est dessiné.

La proportion des chômeurs parmi les membres des syndicats ouvriers progresse régulièrement pendant ces 4 années comme le montrent les données suivantes :

Proportion des chômeurs

Année 1900	2,9 0/0
» 1901	3,8 0/0
» 1902	4,4 0/0
» 1903	5,1 0/0
» 1904	6,5 0/0

Les salaires ont également baissé pendant cette période, comme on peut s'en rendre compte par les statistiques du Labour Department que voici :

Années	Nombre des ouvriers atteints par la baisse des salaires	Montant total des réductions de salaires
1901	910.399	78.658 £
1902	886.341	72 971 »
1903	892.922	38.557 »
1904	795.087	39.117 »

Vers la fin de 1904, on perçoit nettement que la période de dépression s'achève et que l'industrie va de nouveau rentrer dans une phase de prospérité. Ce mouvement en avant s'accroît dès 1905, il se poursuit pendant les années qui suivent et atteint son maximum vers le milieu de 1907. Mais, à ce moment, une grave crise éclate en Amérique, qui amène un changement dans la situation européenne.

Les Etats-Unis n'ont presque pas été éprouvés par la stagnation industrielle du siècle dernier. Alors qu'en 1900 l'Allemagne eut à subir une crise très grave et typique, les Etats-Unis ne virent à la même époque rien de semblable, bien que l'industrie américaine se développât avec encore plus de rapidité que l'industrie allemande. En 1901, au moment où l'industrie des principales nations européennes se trouvait dans un état d'extrême dépression, la prospérité industrielle persistait encore en Amérique. Comme M. Lescure l'a très bien montré, les périodes de prospérité sont, en général, d'une durée bien plus longue aux Etats-Unis

qu'en Europe et le changement de la situation industrielle s'y manifeste deux ou trois ans plus tard qu'en Europe (1). L'extraordinaire, ce fut l'absence de crise pendant les années qui suivirent. La seconde moitié de 1903 fut, sans doute, marquée aux Etats-Unis par un temps de stagnation indéniable et par la réduction de la production. Mais ces deux phénomènes furent de peu de gravité et d'une durée assez courte. La production de la fonte a diminué en 1904 de près de 9 0/0 ; pourtant, le nombre des cessations de paiement a peu augmenté et, dès le second semestre de 1904 l'essor industriel reprend et va s'amplifiant jusqu'en 1907. Toutefois, dès la fin de 1906, la réserve de capital disponible en Amérique était si réduite que plusieurs compagnies de chemins de fer se trouvèrent dans l'impossibilité absolue de réaliser leurs emprunts à la Bourse. Par suite de cette insuffisance du capital disponible, les cours des valeurs se mirent à baisser à partir de mars 1907 et la tendance à la baisse se substitua à la tendance à la hausse. Le manque de capital s'accrut de plus en plus et, au mois d'août de cette même année, les villes de Boston et de New-York se trouvèrent dans l'impossibilité de réaliser leurs nouveaux emprunts 4 0/0, malgré l'indiscutable solidité financière de ces emprunts (2).

Dès l'été, les prix des marchandises et, en particulier, des métaux se mirent à baisser. Vers le mois de septembre, le prix du fer avait fléchi de plus de 20 0/0. Le prix du cuivre subit une baisse plus grande encore, par suite de l'échec des vastes spéculations sur ce métal, spéculations qui avaient pris un caractère international et visaient à la monopolisation de la production mondiale du cuivre. Au mois d'octobre, au grand étonnement de beaucoup de gens d'affaires, (quoique la situation du marché américain au com-

(1) JEAN LESCURE, *Les crises industrielles générales et périodiques*.

(2) HASENKAMPF, *Die wirtschaftliche Krisis des Jahres 1907 in den vereinigten Staaten von Amerika*, 1908, p. 12.

mencement de 1907 fit prévoir clairement une crise inévitable) (1), une panique éclata, d'abord à New-York, où elle fut provoquée par l'effondrement d'une grande maison qui avait pris part aux spéculations sur le cuivre. Toute une série de banques, tant à New-York que dans d'autres villes américaines, suspendirent leurs paiements. On peut se faire une idée des proportions de cette panique, si l'on songe qu'à la fin d'octobre, le taux de l'argent atteignit 125 0/0 et davantage et que, même à ces taux monstrueux, on ne trouvait pas de prêteurs. Cette demande extraordinaire d'argent était due à la disparition complète du crédit. Le gouvernement eut recours à des mesures extrêmes, afin de fournir aux banques les moyens de satisfaire aux besoins du crédit. Un mois après, la confiance commençait à revenir, et beaucoup de banques qui, au moment de la panique, avaient suspendu leurs opérations, se trouvaient en mesure de faire face à leurs engagements. Mais l'industrie des Etats-Unis fut cruellement éprouvée par cette crise : toute l'année suivante fut marquée par une très forte dépression industrielle et par le chômage des masses ouvrières, qui a eu, entre autres conséquences, pour résultat, l'obligation pour des centaines de milliers d'émigrants arrivés d'Europe de retourner dans leur pays, faute de travail.

La crise américaine, qui, par son caractère de gravité, rappelait les catastrophes financières du siècle dernier ne tarda pas à avoir sa répercussion en Angleterre. Une panique aiguë commença à se produire sur le marché monétaire de New-York, le 22 octobre, lorsque le Knickerbocker Trust suspendit ses paiements. Les plus importantes banques des Etats-Unis furent assaillies par les déposants qui réclamaient leurs fonds. La réduction du crédit qui suivit cet événement (en fait, toutes les banques du pays

(1) J'ai signalé le fait dans mes leçons du printemps de 1907. Cf. mon livre : « Leçons d'économie politique », Saint-Petersbourg, 1907 p. 346 (en russe.)

suspendirent leurs paiements) provoqua en Europe une demande extraordinairement considérable d'or. La crise américaine fut suivie de nombreuses faillites de grands établissements, même européens, en particulier en Allemagne, où une vieille banque de Hambourg, la maison Halle, Sœhle et C^{ie}, sombra. En novembre, la crise monétaire se manifesta sous une forme très aiguë au Chili et en Portugal.

Dès le commencement de 1907, on observait en Angleterre une hausse anormale du taux de l'escompte. Voici quelles furent les variations du taux de l'escompte de la Banque d'Angleterre pendant les trois années de prospérité industrielle.

Années	1905	1906	1907
Nombre de variations du taux de l'escompte.	1	4	7
Taux maximum	4	6	7
Taux minimum.	2 1/2	3 1/2	4
Taux moyen.	3 £ 3 pence	4 £ 5 sh. 3 p.	4 £ 18sh. 6p.

Dès octobre, la Banque d'Angleterre, par suite de la panique américaine, se mit à élever le taux de l'escompte, mais sans résultat appréciable. Finalement, le 7 novembre, le taux fut porté à 7 0/0, ce qu'on n'avait pas vu depuis 1873. Cette hausse fut due à la diminution des fonds de réserve de la Banque. L'élévation du taux produisit son effet habituel et l'or rentra peu à peu dans les caisses de la Banque.

Cependant, malgré les troubles subis par le marché monétaire, il ne se produisit en Angleterre rien de comparable à la crise américaine. Une fois de plus cette règle se confirme : l'ère des crises aiguës est révolue pour l'Angleterre. La période de prospérité fut bien suivie d'une période de dépression, mais sans le stade intermédiaire de panique et de crise aiguë.

En 1908, l'industrie a souffert d'une forte dépression. Comparativement à 1907, le montant de l'importation baissa de 8,1 0/0 (593 millions 1 de livres au lieu de 645 millions 8), et celle de l'exportation de 11,4 0/0. L'exportation des produits de l'industrie britannique aux Etats-Unis passa de 30 millions 9 de livres sterling à 21 millions 3. L'exportation anglaise en Allemagne fut aussi fortement éprouvée par la crise : elle tomba de 41 millions 4 de livres à 33 millions 4. L'exportation au Japon, qui, lui aussi, passa par une crise difficile, descendit de 12 millions 1 de livres à 9 millions 9.

La dépression fut accentuée par la disette des Indes, bien que dans une assez faible proportion. C'est ainsi que l'exportation aux Indes subit une diminution, mais très légère : 55 millions 1 de livres au lieu de 58 millions 1.

On peut juger de ce que fut la baisse des prix par les variations de l'Index-number de l'*Economist*.

Mai 1907	2601
Décembre 1907	2310
Décembre 1908	2197

Le chiffres d'affaires de la Chambre de compensation de Londres baissa de 12 millions 73 de livres à 12 millions 12, c'est-à-dire de 4,8 0/0.

Les salaires, qui avaient augmenté en 1907, fléchirent en 1908.

Années	Nombre d'ouvriers dont les salaires ont varié	Augmentation des salaires hebdomadaires	Diminution des salaires hebdomadaires
1906	1.095 601	56 728 £	—
1907	1.239 738	199.605 »	—
1908	903.627	—	61.897 £

Cet abaissement des salaires provoqua des grèves

très longues. Le nombre total des journées de grève était, en 1907, de 2.162.151 ; il s'éleva, en 1908, à 10.783.000.

En 1909, la situation du marché monétaire et du marché des marchandises s'est améliorée notablement, bien que la dépression persistât sur le marché des marchandises et que le chômage fût très grand.

En 1910, un nouveau mouvement d'essor industriel se dessine ; une nouvelle période de prospérité commence. Cette période dure encore aujourd'hui et si aucun événement politique, — une grande guerre européenne, par exemple, — ne vient troubler la marche normale de l'évolution industrielle, elle doit se terminer vers 1914-16. Il faut donc s'attendre à ce que la prochaine dépression industrielle survienne dans deux ou trois ans.



DEUXIÈME PARTIE

La théorie des crises

CHAPITRE PREMIER

LA THÉORIE DES DÉBOUCHÉS

I. Circulation du capital social. — Les différentes formes que revêt le capital : marchandises, monnaie, production. — Le problème des débouchés. — **II. La théorie classique des débouchés.** — Les vues de Say. — La thèse de Smith sur la décomposition de la valeur de la production sociale en éléments de la rente sociale. — La théorie de Smith et de Ricardo sur l'accumulation du capital. — **III. La théorie des débouchés de Sismondi.** — L'excédent de production. — Le marché extérieur. — Les vues de Marx et de son école. — Les points forts et les points faibles de la théorie de Sismondi. **IV. — Solution du problème des débouchés.** — Méthode qui envisage l'ensemble de l'économie sociale. Quesnay, Marx. — Schéma de la reproduction du capital social. — Accumulation du capital. — Les paradoxes de l'économie capitaliste. — Le bandeau élastique du capitalisme. — **V. Vérification de cette théorie par les faits.** — Diminution de la population occupée par la production des objets de consommation. — Marché intérieur et marché extérieur dans les pays capitalistes. — **VI. Le déplacement international du capital et le marché dans les pays neufs capita-**

listes. — Les causes du déplacement international du capital. — Les conditions plus favorables du marché dans les pays neufs capitalistes.

I

Circulation du capital social

L'histoire des crises industrielles anglaises nous a fourni tout un ensemble de faits qui nous permet de voir les causes concrètes des crises. Toute crise, comme tout événement historique concret, a des traits individuels et il n'a pas été trop difficile de déterminer les causes immédiates des différentes crises. Mais à côté de ces traits individuels, nous percevons, dans l'histoire des crises, une grande ressemblance entre toutes les perturbations de l'économie capitaliste. La situation caractéristique du marché monétaire et du marché des marchandises qui précède chaque crise, les phénomènes dont s'accompagne le développement du crédit dans le domaine de la circulation de l'argent et du crédit, la situation du commerce et de l'industrie qui vient ensuite, voilà par où se manifestent les traits typiques de toutes les crises, quelle que soit la multiplicité des causes particulières. Voilà pourquoi l'histoire des crises est si monotone ; sans cesse on est obligé de se répéter. Mais cette monotonie même est la preuve de la régularité des crises. Il est évident qu'elles ne sont pas provoquées par les circonstances fortuites du moment historique donné, mais par des forces plus puissantes et permanentes, qui proviennent de l'essence même de l'ordre économique capitaliste.

L'histoire des crises nous a montré qu'elles se répètent avec une régularité surprenante. Tous les dix ans, il y a en Angleterre une période d'essor, de prospérité ins-

dustrielle, puis de recul, de stagnation. Cette régularité, cette périodicité des crises, semble être régie par une loi et cette loi est encore à trouver. Notre tâche, — qui est de fournir une explication scientifique des crises dans toute leur complexité, — n'est pas terminée, et il s'en faut, lorsque nous avons mis au jour les causes immédiates de chaque crise en tant qu'événement historique concret.

Il faut démêler les causes générales des crises et, pour cela, il est indispensable de bien comprendre les lois qui régissent l'écoulement de la production dans l'économie capitaliste, c'est-à-dire les lois des débouchés.

Dans l'économie capitaliste, l'entrepreneur ne produit pas pour sa consommation personnelle, mais en vue de l'écoulement de ses produits. Si ceux-ci ne trouvent pas à s'écouler, le capitaliste, non seulement ne réalise pas de bénéfices, mais perd son capital. Pour qu'il y ait conservation du capital, il faut que les produits s'écoulent d'une manière constante. Si les débouchés sont obstrués pendant un temps plus ou moins long, il s'ensuit nécessairement un arrêt de la production capitaliste.

Le processus de la production capitaliste suppose donc une succession constante des formes du capital social. Cette succession constitue la *circulation du capital social*. Si l'on prend comme point de départ le moment où les marchandises sont mises en vente, le premier effet de la circulation est la transformation des marchandises en argent. Puis vient le second acte : transformation de l'argent en matières nécessaires à la reprise de la production ; l'argent réalisé par la vente des marchandises sert à l'achat de moyens de production et de la main-d'œuvre ouvrière. Mais, comme la valeur des marchandises créées comporte une plus-value, une certaine partie en est transformée non en moyens de production, mais en objets de consommation pour la classe capitaliste. Cette partie de la valeur des produits achève sa circulation en se transformant en produits destinés à la consommation de la classe capitaliste. Par

contre, la partie de la valeur qui s'est transformée en moyens de production et en force ouvrière, continue sa circulation dans le processus de la production ; elle se transforme en nouveaux produits, donnant lieu à la création d'une plus-value, et ainsi la circulation du capital s'achève, pour recommencer de la même façon.

Tout ce processus peut se représenter schématiquement ainsi (1) :

$$\begin{array}{ccccccc}
 & & & & Mp & & \\
 M & - & A & - & \dots & P & \dots & M. \\
 & & & & T & & & \\
 + & & + & & & & & + \\
 m & - & a & - & m & & & m.
 \end{array}$$

M exprime la partie de la valeur des marchandises qui représente le capital absorbé par le processus de la production ; m la partie de la valeur des marchandises qui correspond à la plus-value. Ces valeurs, transformées en argent sont représentées par les lettres A et a . Les lettres Mp et T exprimant la valeur des moyens de production et du travail.

(1) Le schéma est, avec quelques modifications, celui de Marx Cf. *Le Capital*, t. II, p. 48. On peut prendre comme point de départ de la circulation n'importe quelle forme du capital, par exemple la forme *argent* ou la forme *production*. Mais si l'on considère l'ensemble de l'économie sociale, on est nécessairement amené à prendre comme point de départ et, par suite, comme point terminus, la forme *marchandises*, car le processus social de production a pour résultat dernier la création de marchandises, l'argent n'étant qu'un simple moyen d'échange. « La forme M-M, fait avec raison remarquer Marx, constitue la base du « Tableau économique » de Quesnay, qui, en adoptant cette forme, a fait preuve d'une grande perspicacité » (*Capital*, II, p. 58). Le schéma donné suppose que le capital se reproduit dans la même proportion ; dans le cas contraire (cas d'accumulation du capital), une partie de la plus-value se transforme non plus en objets de consommation pour le capitaliste, mais en moyens de production et il se trouve qu'à la fin de la circulation, la valeur du capital, sous forme de marchandises, est plus élevée qu'au commencement.

La lettre *P* et le pointillé représentent le processus de production.

La ligne du haut donne le schéma de la circulation du capital lui-même ; la ligne du bas le schéma de la circulation de la plus-value créée dans le processus de la production capitaliste. La ligne supérieure montre comment le capital sous forme de marchandises se transforme en capital-argent, puis en moyens de production et en force ouvrière ; ensuite vient le processus de production, qui a pour résultat la reconstitution sous forme de marchandises du capital dépensé et la création de la plus-value. La ligne inférieure montre la circulation de la plus-value. Cette dernière, qui apparaît d'abord sous la forme de marchandises, est ensuite convertie en argent et de nouveau en marchandises destinées à la consommation des capitalistes.

Ainsi donc, dans le cycle de sa circulation, le capital apparaît sous trois formes différentes : *marchandises*, *argent*, *production*. Dans le processus de production, le capital change de forme matérielle, mais sans changer de propriétaire : le même capitaliste qui a acquis la force ouvrière et les moyens de production dirige aussi le processus de transformation des moyens de production en nouvelles marchandises, qui deviennent ensuite objets d'échange. Mais, dans le processus de transformation des marchandises en argent et de l'argent en capital de production, il y a déplacement du capital des mains d'un propriétaire dans celles d'un autre.

De ces deux actes — vente et achat — le second n'offre dans les conditions de l'économie capitaliste aucune difficulté. Avec de l'argent, on trouve facilement des marchandises à acheter. Il en est tout autrement pour ce qui est de la vente. Dans l'économie capitaliste, il est plus difficile de vendre que d'acheter. *L'ensemble des débouchés d'une marchandise donnée s'appelle le marché de cette marchandise.* La particularité très caractéristique de l'économie capitaliste est que le marché de toutes les marchandises est, en

règle générale, couvert et même encombré par l'offre. Dans les conditions actuelles de l'économie, l'offre ne peut être que momentanément inférieure à la demande. Au contraire, la supériorité de l'offre sur la demande, non seulement n'est pas un phénomène accidentel dans le régime économique actuel, mais elle est la règle générale. La situation ordinaire et normale du marché est caractérisée de nos jours par la difficulté de trouver des débouchés et, par suite, par un encombrement extrême. D'où la lutte pour les débouchés, qui constitue la caractéristique si accentuée de la vie économique actuelle.

Dans les conditions de l'économie capitaliste, la difficulté est non pas de produire, mais de trouver l'écoulement, les débouchés. Ce dernier problème a, au point de vue de l'importance, reculé le premier au second plan. On sait combien l'organisation de l'écoulement est complexe de nos jours, combien chaque entrepreneur doit faire d'efforts pour faire rentrer ses produits dans la masse compacte des différentes marchandises qui encombrent le marché. L'offre, en règle générale, est toujours en avant ; elle devance la demande et le producteur est prêt à recourir à tous les moyens pour stimuler celle-ci. L'entrepreneur a créé un réseau compliqué de médiation commerciale, dont on ne saurait exagérer l'importance économique. Ce réseau embrasse, comme une toile d'araignée, tout l'univers. Chaque grande maison de commerce dispose de nombreux agents sédentaires ou voyageurs, exclusivement occupés à rechercher les acheteurs et les commandes. Si à ces organisations privées on ajoute les organisations et institutions publiques qui ont pour but de découvrir de nouveaux débouchés, — les agences consulaires à l'étranger, les expositions locales, nationales ou internationales, les musées du commerce, les sociétés pour le développement du commerce, etc. etc, — on se rendra compte du rôle énorme et prépondérant que joue dans l'économie moderne l'organisation de l'écoulement, autrement dit, du marché.

Le marché est le nœud d'où partent et où convergent les fils de la vie économique actuelle. C'est le marché qui règle la production et non la production qui règle le marché, voilà le fait qui frappe immédiatement dans le régime capitaliste. L'économie capitaliste dispose d'une réserve énorme de forces productrices, dont une partie seulement trouve à s'employer. Toutes les nations capitalistes pourraient accroître considérablement leur production, si toutes les forces productrices pouvaient être mises en jeu. Quel est donc l'obstacle qui entrave le développement de la production sociale dans l'économie capitaliste ? Pas autre chose que la difficulté d'écouler les produits, autrement dit l'insuffisance des débouchés. Le marché est donc la force centrale qui règle toute l'économie capitaliste et son insuffisance, qui se fait constamment sentir dans la production capitaliste, est le bandeau élastique qui entrave le développement de celle-ci.

Mais d'où provient cette insuffisance des débouchés, cette difficulté de l'écoulement, qui fait que la production capitaliste presse toujours le marché, est constamment supérieure à la demande ? C'est là précisément le *problème des débouchés*, problème important et difficile, contre lequel la science économique s'est longtemps butée en vain.

II

La théorie classique des débouchés

Le problème des débouchés fut posé pour la première fois d'une façon scientifique par un des plus faibles et des plus superficiels théoriciens de l'économie politique, par J.-B. Say, qui était tout à fait incapable de l'approfondir. En effet, l'idée qui est au centre de la théorie des débouchés est

extrêmement simple et élémentaire : toute la difficulté consiste à en saisir les conséquences logiques et à expliquer ainsi les faits positifs de l'évolution capitaliste. On croit généralement que le luxe des classes riches, ce qu'on appelle la consommation improductive, remplit une fonction nécessaire dans l'économie nationale, en favorisant la demande, en créant les débouchés. Cette opinion, Say la tient pour erronée et il lui oppose sa propre thèse, d'après laquelle chaque produit trouve d'autant plus d'acheteurs que les autres produits sont en quantité plus considérable (1). Car, pour acheter un produit, il faut en vendre un autre. Au fond, les produits sont échangés entre eux ; l'argent n'est qu'un simple intermédiaire dans l'échange. L'opinion courante suppose que, sans la consommation improductive, une certaine partie des produits ne trouverait pas à s'écouler faute de preneurs ; il y aurait surabondance de produits, l'offre sociale dépasserait la demande. Mais pareille chose est-elle possible ? Le seul fait qu'une personne s'occupe de produire témoigne de besoins non satisfaits ; sinon, pourquoi produirait-elle ? Tout produit provoque la demande d'autres produits. Les débouchés d'une marchandise sont créés par d'autres marchandises. Il se peut que l'on produise des marchandises qui ne sont pas précisément celles que le marché demande (en ce cas, il faut modifier la distribution de la production sociale ; mais, que l'ensemble de l'offre, pour toutes les marchandises, dépasse l'ensemble de la demande sociale, cela est impossible. Si, d'un côté, il y a supériorité de l'offre sur la demande sociale, c'est que, par ailleurs, l'offre est inférieure à la demande sociale.

Voilà quelle était au fond la théorie des débouchés de J.-B. Say. Son sort a été très curieux. Elle attira sur elle l'attention générale et provoqua de vives polémiques. Ces polémiques (principalement avec Malthus) amenèrent Say à

(1) J.-B. SAY, *Cours complet d'économie politique pratique*, 3^e édition, 1852, t. I, p. 339.

développer longuement les idées qu'il avait d'abord exposées en quelques pages. Mais ces développements plus amples n'étaient qu'un abandon déguisé de la théorie. Say était impuissant à réfuter les arguments de Malthus, qui démontrait la possibilité d'une supériorité de l'offre générale des produits sur la demande sociale, de la surproduction, et il dut reconnaître que, non seulement le manque de proportionnalité dans la distribution de la production sociale, mais encore l'insuffisance de la demande sociale pouvaient rendre impossible l'écoulement d'une partie des produits. En d'autres termes, Say a lui-même abandonné la théorie qui l'a rendu célèbre.

Cet abandon n'a pas empêché Ricardo et toute son école de défendre fermement les assertions premières de Say, d'après lesquelles la demande sociale est créée par la production elle-même, la production crée ses débouchés. Ricardo parlait d'une idée déterminée, du processus de l'accumulation du capital. C'est cette accumulation du capital, d'après l'opinion courante, qui doit provoquer la surproduction générale, car, dans ce cas, le capitaliste met de côté une partie de ses revenus, au lieu de les dépenser pour sa consommation. Déjà Smith avait opposé à cette opinion la thèse que « la masse générale de la production annuelle du sol et du travail dans chaque pays, ou, ce qui revient au même, le total de sa valeur, se décompose en trois parties : la rente foncière, les salaires et les profits du capital, qui constituent les revenus des trois classes de la société (1). » Cette thèse, Smith la répète plusieurs fois comme chose évidente et indiscutable. Ricardo tient presque le même langage en disant « que la production du sol et du travail dans chaque pays se divise en trois parties : l'une va aux salaires, l'autre aux profits, la troisième à la rente (2). » Avec cette thèse, l'accumulation du capital ne dimi-

(1) A. SMITH, *La richesse des nations*, t. I, p. 477.

(2) RICARDO, *Principes d'économie politique*, p. 221.

nue pas du tout la demande créée par la consommation.

« Ce que l'on épargne annuellement, dit Smith, est consommé aussi régulièrement que ce que l'on dépense annuellement, mais par une autre catégorie de gens. La partie du revenu dépensée est consommée le plus souvent par des gens inutiles et par des domestiques, qui ne créent rien en échange de ce qu'ils consomment. Tandis que la partie épargnée, qui devient partie intégrante du capital, est consommée presque aussi vite que la première par une autre classe sociale, par les ouvriers, entrepreneurs et artisans, qui rendent avec une plus-value ce qu'ils consomment » (1). Ricardo se représente le processus de l'accumulation du capital presque de la même façon. « Il ne faut pas perdre de vue, fait-il observer, que toute la production d'un pays est consommée. Mais c'est une différence énorme et qu'on a peine à s'imaginer, que les consommateurs soient ceux qui produisent ou ceux qui ne rendent rien en échange. Quand nous disons qu'une partie du revenu est épargnée et annexée au capital, nous entendons par là qu'une partie du revenu, dont on dit qu'elle devient capital, est consommée par des ouvriers productifs, au lieu de l'être par des gens improductifs » (2).

D'après Ricardo et son école, l'accumulation du capital équivaut à sa consommation par les ouvriers occupés dans le processus de la production. En se plaçant à ce point de vue, on voit très bien pourquoi l'accumulation du capital, si rapide soit-elle, ne peut jamais provoquer un excès de la production sociale par rapport à la consommation, une supériorité de l'offre sur la demande ; avec l'accumulation du capital, les proportions de la consommation sociale ne diminuent nullement, une classe sociale consomme au lieu de l'autre.

J. S. Mill concevait le processus de l'accumulation du

(1) A. SMITH, *La richesse des nations*, t. II, p. 111.

(2) RICARDO, *Principes d'économie politique*, p. 87-88.

capital de la même manière. La théorie des débouchés émise par Say, qui niait la possibilité d'une surproduction sociale, a donc reçu un appui scientifique par la théorie du capital dont Smith a posé les bases (1).

(1) Le prix de chaque produit, disait A. Smith, se décompose en entier en rente, profit et salaire. — Mais la valeur des moyens de production n'entre-t-elle pas dans la valeur des produits? — Non, répond Smith. Dans le prix du pain, par exemple, une partie du prix acquitte la rente du propriétaire foncier, la seconde le salaire ou l'entretien de l'ouvrier et des bêtes de labour et la troisième constitue le profit du fermier. Les trois constituent immédiatement et définitivement le prix du pain. On pourrait évidemment en ajouter une quatrième, nécessaire pour restituer le capital du fermier et pour l'indemniser de l'emploi de ses bêtes de labour et de ses machines agricoles. Mais si l'on va au fond des choses, on remarque que le prix de tout instrument agricole, du cheval par exemple, est constitué lui aussi par ces mêmes trois parties : revenu du sol qui a fourni la nourriture du cheval, salaire de l'ouvrier qui l'a surveillé, profit du fermier qui a payé le revenu du sol et le salaire de l'ouvrier. Aussi, bien que le pain doive acquitter le prix et l'entretien du cheval, son prix peut toujours être décomposé d'une manière définitive en trois parties constitutives : rente, travail et profit. (*La richesse des nations*, I, p. 171-172). Ce raisonnement est un curieux exemple de sophisme naïf, et Marx avait bien raison de le qualifier de « surprenant ». Car le même raisonnement qui a permis à Smith de supprimer une partie constitutive du prix de revient, — la valeur des moyens de production, — pourrait lui permettre de supprimer n'importe quelle autre partie. Il pourrait, par exemple, affirmer que seuls les moyens de production constituent la dépense définitive et que le salaire ne doit point entrer en ligne de compte. On pourrait dire, par exemple, que, comme les objets de consommation pour l'ouvrier sont créés par des moyens de production, ceux-ci, constituent l'élément définitif du prix, bien que le salaire soit représenté dans ce dernier. On pourrait de même affirmer que les aïeux de tout homme ont été des hommes et non des femmes ; chacun a eu une mère, mais la mère n'existait que parce qu'elle avait eu un père etc... Le plus étonnant, c'est que l'absurdité du raisonnement de Smith n'ait pas été vue par les économistes, qui continuent à affirmer que les moyens de production ne rentrent pas, comme partie constitutive,

Ainsi argumentaient donc les partisans de la théorie de Say. Leur argumentation se réduisait en définitive à cette affirmation que l'accumulation du capital équivaut à l'augmentation des revenus de la classe ouvrière. Mais, avec cette théorie, toute une série de faits de l'économie capitaliste sont incompréhensibles : d'abord l'appauvrissement des masses populaires au *xix^e* siècle, alors que la richesse nationale croissait. Si l'accumulation du capital équivaut à la transformation du revenu du capitaliste en salaires, la partie de la richesse nationale qui va à la classe ouvrière, devrait être d'autant plus grande que l'accumulation du capital s'effectue plus rapidement. Or, personne ne niera que l'accumulation du capital n'ait été plus rapide au *xix^e* siècle qu'autrefois. D'après la théorie de Ricardo, une plus grande partie de la richesse nationale aurait dû être transformée en salaires. La prospérité de la classe ouvrière aurait dû considérablement augmenter. Or, la première moitié du *xix^e* siècle a été caractérisée non par une plus grande, mais par une moindre aisance parmi les ouvriers et cela surtout dans le pays où le capital s'accumulait plus rapidement, en Angleterre. Les faits sont donc en contradiction flagrante avec la théorie de l'école de Ricardo.

Cette théorie n'explique pas non plus une autre particularité caractéristique de l'évolution de l'économie capitaliste, la périodicité des crises. Dans les premières dizaines d'années du *xix^e* siècle, lorsque les crises industrielles se répétaient sans grande régularité, on pouvait croire qu'elles étaient dues à des perturbations accidentelles dans la circulation des marchandises, provoquées, par exemple, par les guerres. Mais quand on a remarqué que chaque dizaine d'années amenait en Angleterre une crise violente, contre laquelle tous les remèdes étaient impuissants, on a compris la nécessité d'une théorie des crises qui explique les lois par

dans le produit social, lequel se décompose tout entier en éléments du revenu national : rente, salaire et profit.

lesquelles elles sont régies dans l'organisation économique contemporaine. Quant à la théorie des débouchés de l'école classique, qui niait la possibilité d'une surproduction générale des marchandises, — ce qui constitue le trait caractéristique de toute crise industrielle, — non seulement elle n'a pu expliquer, mais elle était même disposée à contester la régularité et la périodicité de ces crises. C'est cette insuffisance manifeste de la théorie classique, — son impuissance à expliquer des faits positifs de l'économie capitaliste, — qui a provoqué l'apparition dans la science économique d'une théorie des débouchés opposée, laquelle prévaut aujourd'hui. Cette théorie a été développée de la façon la plus complète par Sismondi.

III

La théorie des débouchés de Sismondi

De même que la demande de l'individu est déterminée par son revenu, dit Sismondi, de même la somme de la demande sociale est déterminée par la somme du revenu social, car la société est un agrégat d'individus. Mais l'évolution de l'économie capitaliste fait que le revenu social croît beaucoup moins vite que la production. Les salaires n'augmentent pas, on les voit même diminuer. Les revenus des petits producteurs indépendants diminuent aussi. Quant aux revenus de la classe capitaliste, ils ne croissent pas non plus proportionnellement à l'augmentation de la production, car, au fur et à mesure que cette dernière s'accroît, il devient de plus en plus difficile pour le capitaliste d'écouler ses produits. Il est donc obligé d'abaisser les prix, ce qui diminue son bénéfice. Aussi la proportion du bénéfice diminue-t-elle à mesure que les affaires prennent plus d'extension. Finalement, il se trouve nécessairement que l'ac-

croissement du revenu national est inférieur à l'accroissement de la production nationale. Et, comme la demande sociale est déterminée par le revenu social, il en résulte que la production nationale est supérieure à la demande. Il se forme sur le marché un excédent de produits, qui ne trouvent pas à s'écouler par suite de l'insuffisance du revenu national. On est alors en présence d'une surproduction non pas partielle mais générale ; on peut modifier la distribution de la production sociale, il restera toujours sur le marché un excédent de produits, car le revenu social est inférieur à la production sociale.

Le capitalisme a, pour lutter contre cette situation, un moyen : le marché extérieur. Le trop plein que ne peut absorber le marché intérieur, est exporté à l'étranger. Tous les pays capitalistes cherchent à s'emparer du marché extérieur pour écouler leurs produits. Mais il est évident que, tôt ou tard, le marché extérieur lui aussi sera épuisé par l'industrie capitaliste, qui ne trouvera alors plus de place pour son excédent de produits (1).

La théorie de Sismondi est une construction harmonieuse et logique qui donne, ce qui est le principal, une explication très vraisemblable aux faits de l'évolution capitaliste. En partant de cette théorie, on comprend facilement la lutte des capitalistes pour le marché extérieur, les crises industrielles, l'appauvrissement du peuple en même temps que l'accroissement de la richesse nationale. Aussi, ne doit-on pas s'étonner qu'elle ait fait sur les esprits une impression profonde et qu'elle prévale jusqu'à aujourd'hui. Ses bases ont été adoptées par le marxisme. Marx et Engels croyaient, en effet, ainsi que Sismondi, que le marché capitaliste est déterminé par le revenu social et que la réduction des revenus qui vont à la consommation provoque la formation

(1) La théorie des débouchés de Sismondi a été exposée dans les *Nouveaux principes d'économie politique*, 1827, livres II et IV et dans les *Etudes sur l'économie politique*, étud. I, II, XIII et XIV.

d'un excédent de produits. C'est le point de vue des marxistes d'aujourd'hui, de Kautsky, par exemple (1).

Cependant, quoiqu'en désaccord sur beaucoup de points essentiels, les deux théories des débouchés que nous venons d'exposer, sont d'accord en ceci, qu'elles admettent toutes deux la demande de la consommation comme limite des débouchés. Ricardo est aussi net sur ce point que Sismondi et, si Ricardo nie la possibilité d'un accroissement de la production sociale plus rapide que celui de la demande sociale, c'est uniquement parce que, d'après lui, la consommation sociale marche toujours de pair avec la demande et ne peut lui être inférieure. L'accumulation du capital n'étant autre chose que la substitution de la consommation par l'ouvrier à la consommation par le capitaliste, il s'ensuit que, quelle que soit la rapidité de l'accumulation du capital, il ne peut y avoir de réduction de la consommation sociale. Sismondi voit lui aussi dans cette consommation la limite de la demande sociale, mais contrairement à Ricardo, il croit que l'accumulation du capital s'accompagne d'une réduction de la consommation sociale, le revenu social baissant proportionnellement et la consommation étant limitée par le revenu.

Sans aucun doute, c'est Sismondi qui avait raison sur ce point. L'école de Ricardo n'avait rien à objecter à ses arguments. Il n'est donc point étonnant que la théorie de Sismondi ait prévalu. Cette théorie, il n'y a qu'un moyen de la battre en brèche : démontrer que son point de départ, la thèse de l'existence d'une relation nécessaire entre les proportions des débouchés et la demande de la consommation est un point de vue faux. Mais cette démonstration n'était pas à la portée de l'école Say-Ricardo, et pas davantage de l'économie politique régnante, qui avait, et a encore, cette thèse pour base.

(1) Voir mon ouvrage « Les bases théoriques du Marxisme » Chap. IX (en russe).

Cette thèse pourtant, loin de constituer une vérité évidente, est indubitablement une erreur, assez profondément enracinée pour avoir les apparences de la vérité. Elle résulte d'une conception fautive du processus de l'accumulation du capital. L'accumulation du capital n'est nullement la substitution de la consommation par l'ouvrier à la consommation par le capitaliste, — pour cette raison simple que le capital qui s'accumule se transforme non seulement en salaires, mais encore en moyens de production, qui ne sont un objet de consommation pour aucune classe sociale.

L'argumentation de Sismondi part de ce principe que la demande sociale est déterminée par la consommation sociale et, en définitive, par le revenu social. D'où pour Sismondi la possibilité, et, dans les conditions actuelles de la vie économique, la nécessité, d'un excès de production, créé par le rapide développement des forces productrices, en même temps que par la moindre consommation des masses populaires. C'est là ce qui caractérise la théorie de Sismondi : elle admet un excès de production sociale, impossible à écouler vu la distribution actuelle du revenu, et cela tout à fait indépendamment de la plus ou moins grande proportionnalité dans la répartition de la production sociale.

Ce point de vue est-il juste? Doit-il y avoir, si défavorable que puisse être pour les masses populaires la distribution du revenu, un excès de production, en admettant une répartition proportionnelle de la production sociale? Notre réponse ne peut être que nettement négative. Sans doute, il y a dans l'économie actuelle un excès de forces productrices, en ce sens que l'organisation économique moderne, — le capitalisme, — n'est pas en mesure d'utiliser toutes les forces à la disposition de la société. Sismondi a ici parfaitement raison. Mais l'explication qu'il donne de ce phénomène est fautive. Sismondi et tous ceux qui l'ont suivi n'ont pas la moindre idée des lois qui déterminent l'écoulement de la production sociale. Supposons que la

machine évince progressivement l'ouvrier dans la production. Autrefois, il y avait du travail pour un million d'ouvriers, puis pour 900.000, pour 800.000, pour 700.000 etc. Si le salaire annuel d'un ouvrier est de 1.000 francs, l'ensemble du revenu ouvrier pendant la première année a été de 1.000 millions de francs, puis de 900, puis de 800 etc. Il diminue considérablement. La richesse et la consommation de la population ouvrière baissent de plus en plus. Mais y aura-t-il une diminution proportionnelle de l'ensemble de la demande sociale? Pour simplifier l'analyse, nous pouvons admettre que le prix des machines est égal au montant des salaires des ouvriers évincés par les machines, et que les machines sont, dans le cours d'une année, complètement usées et renouvelées. En ce cas, l'achat annuel des machines coûte exactement ce que coûtaient les ouvriers, et, comme il faut, à la fin de l'année, les renouveler et qu'elles sont aussi indispensables à la production sociale que l'étaient autrefois les ouvriers maintenant remplacés par les machines, l'ensemble de la demande sociale ne se trouve pas du tout diminué par suite de la réduction de la demande des classes ouvrières. Les machines ont pris la place des ouvriers, les moyens de production ont remplacé sur le marché les objets de consommation, — et pourtant la somme totale de la demande sociale ne s'est pas modifiée.

Nous voyons donc que la demande nationale et la richesse nationale ne vont pas du tout de pair avec le revenu national.

Qu'on tourne la chose comme on voudra, — qu'on suppose non seulement l'éviction des ouvriers par la machine, mais encore la baisse des salaires et du revenu des petits producteurs indépendants, — le principe de l'impossibilité à laquelle se heurte la formation d'un excès de production, lorsque les forces productrices suffisantes dont dispose la société sont proportionnellement réparties, n'en reste pas moins inattaquable (1).

(1) Je fais naturellement ici abstraction des interruptions pro-

Toutes les assertions qui servent de point de départ à Sismondi et à son école, sont à rejeter. Il n'est pas vrai que le revenu national et la demande nationale soient identiques. Il n'est pas davantage vrai, comme le prétend encore Sismondi, que l'équilibre de l'offre et de la demande dans l'économie nationale suppose l'accord de la production et de la consommation nationales.

IV

Solution du problème des débouchés

Pour résoudre d'une manière satisfaisante le problème des débouchés, il faut tout d'abord donner une analyse scientifique du processus de l'accumulation du capital, et cette analyse doit porter non seulement sur le capital privé individuel, mais encore sur l'ensemble du capital social. Si les économistes n'ont pu trouver la solution du problème des débouchés, c'est qu'ils n'ont jamais tenté d'embrasser dans leur regard l'ensemble de l'économie sociale.

C'est ainsi que Quesnay s'est posé le problème, à l'aube de la science économique. Si son célèbre « Tableau économique » a produit une si profonde impression sur les contemporains, c'est que Quesnay avait considéré l'économie sociale comme un vaste ensemble, dans lequel les marchandises se déplacent et les parties du produit social détruites dans le processus de consommation et de production se reconstituent. Après Quesnay, on n'a plus vu, pendant

voquées dans la circulation des marchandises par les crises financières ou les perturbations du crédit : dans cette discussion théorique il s'agit uniquement de déterminer le rôle joué par la répartition du revenu et la consommation sociale dans l'écoulement de la production sociale.

plus d'un siècle, aucun économiste faire la moindre tentative pour suivre le chemin tracé par lui et appliquer sa méthode à l'étude des phénomènes de l'économie nationale. C'est ce qui explique l'état peu satisfaisant de la science économique pour tout ce qui concerne les phénomènes qui embrassent l'ensemble de l'économie nationale, par exemple la théorie de la répartition de l'accumulation du capital social et de l'écoulement des produits de la production sociale. C'est Marx qui a renoué le fil rompu après Quesnay et donné dans le second volume de son « Capital » des schémas de la production capitaliste dans l'ensemble de l'économie sociale. L'analyse scientifique du processus de l'accumulation du capital et la détermination des lois qui régissent l'écoulement de la production sociale ne sont possibles qu'en adoptant cette méthode de Quesnay et de Marx, qui consiste à envisager l'ensemble de l'économie sociale.

Mais l'analyse de Marx est restée inachevée, et il n'a pu en profiter lui-même pour en tirer des conclusions générales. Ses célèbres schémas sont restés privés de leur couronnement logique, comme un corps complètement étranger dans le système harmonieux du marxisme. Comme les déductions logiques qui en résultent et que Marx a complètement négligées, sont en contradiction manifeste avec les idées qu'il professait avant la construction de ses schémas (1), il n'est pas étonnant que l'école de Marx se soit trouvée impuissante à continuer l'œuvre du maître et que le problème des débouchés soit resté sans solution.

La production capitaliste suppose la transformation du

(1) La théorie des débouchés qui forme le fond du 3^e volume du *Capital* est en contradiction complète avec les schémas de la reproduction du capital social donnés dans le 2^e volume. Mais il ne faut pas oublier que le 3^e volume a été écrit, comme l'indique Engels, bien avant le 2^e volume, qui constitue le dernier ouvrage de Marx, son travail le plus mûri (voir la préface d'Engels au 2^e volume du *Capital*).

capital-argent en moyens de production, puis la transformation inverse du capital sous forme de marchandises en argent. Mais, dans l'analyse abstraite de la reproduction sociale du capital, on peut ignorer les troubles que provoquent dans la circulation du capital les difficultés de la transformation des produits en argent. La reproduction sociale du capital consiste à reproduire les différentes formes du capital et à les substituer par voie d'échange les unes aux autres. Cette reproduction et ces échanges ont pour résultat la réalisation du profit du capitaliste (plus exactement la réalisation de tous les revenus qui ne proviennent pas du travail, — ou des rentes, d'après la terminologie de Rodbertus), ainsi que les éléments constitutifs du capital.

Le schéma ci-dessous donne la reproduction du capital, lorsque celui-ci se reproduit dans les mêmes proportions.

SCHÉMA N° I

Section I

Production des moyens de production :

$$720 p + 360 s + 360 r = 1440$$

Section II

Production des objets de consommation pour les ouvriers :

$$360 p + 180 s + 180 r = 720$$

Section III

Production des objets de consommation pour les capitalistes :

$$360 p + 180 s + 180 r = 720$$

Ce schéma montre comment se fait la répartition de la

production capitaliste dans le cas où la plus-value est consommée en entier. Le premier membre de chaque trinôme exprime en unités quelconques (en millions de livres, de marks, de francs, etc.) la valeur des moyens de production employés (p); le second donne la valeur de la force ouvrière (salaire); le troisième, la valeur de la plus-value (rente), qui dans ce cas-là s'identifie avec le profit des capitalistes. Le rapport entre les moyens de production, le salaire et le profit est le même dans les trois trinômes. La première section exprime la production des moyens de production, la seconde la production des objets de consommation pour les ouvriers, la troisième la production des objets de consommation pour les capitalistes (ou plutôt pour toutes les classes qui consomment la plus-value). Les chiffres absolus sont pris arbitrairement. Pour simplifier, on a négligé dans le schéma la différence entre le capital fixe et le capital circulant : tandis qu'en réalité une partie seulement des moyens de production est détruite pendant l'année et demande à être remplacée, on suppose dans le schéma que les moyens de production sont entièrement détruits et remplacés pendant l'année, en d'autres termes on suppose que le capital fixe circule de la même manière que le capital circulant.

Dans la troisième section, le schéma indique la production des objets de consommation pour les capitalistes. Comment les produits de cet ordre (dont la valeur est 720) peuvent-ils être réalisés sur le marché? Le schéma donne une réponse claire. Un quart de ces produits sera consommé par les capitalistes de cette section (180); un autre quart est demandé par les capitalistes de la deuxième section (dont le bénéfice est aussi 180); le reste ira aux capitalistes de la première section (leur bénéfice est de 360). En échange des produits aliénés, les ouvriers de la 3^e section recevront pour 180 d'objets de consommation, produits de la 2^e section, et les capitalistes de la 3^e section auront pour 360 de moyens de production, produits de la 1^e section. Ainsi s'effec-

tuera l'écoulement de tous les produits de la 3^e section.

Les produits de la 2^e section (les objets de consommation pour les ouvriers dont la valeur est aussi 720) s'écouleront de la manière suivante : un quart de ces produits (180) sera consommé dans cette même section par les ouvriers occupés ; le second quart (180) par les ouvriers de la 3^e section ; et la moitié (360) par les ouvriers de la 1^e section. Les capitalistes de la 2^e section recevront en échange, de la 3^e section, pour 180 de produits de consommation à leur usage et de la 1^e section pour 360 de moyens de production.

Les produits de la 1^e section (moyens de production dont la valeur est 1440) seront consommés pour la moitié (720) dans la même section ; un quart (360) est demandé par la production de la 2^e section et un quart par la production de la 3^e section. Les capitalistes de la 1^e section recevront en échange, de la 3^e section, pour 360 d'objets de consommation à leur usage et les ouvriers recevront de la 2^e section une somme égale d'objets nécessaires à leur propre consommation.

La demande de tous les produits est égale à l'offre. La valeur des moyens de production produits (1440) est égale à la valeur des moyens de production nécessaires à la production sociale ($720 + 360 + 360$). La valeur des objets de consommation pour les ouvriers (720) est égale à la somme des salaires ($360 + 180 + 180$). Les produits de chaque section sont consommés et échangés en partie à l'intérieur de la même section, tandis qu'une autre partie est échangée avec des produits des deux autres sections.

Dans ce schéma, il faut remarquer que les moyens de production sont produits et mis en circulation sur le marché à côté des objets de consommation pour les ouvriers et les capitalistes et en même temps qu'eux. Cela paraît être l'évidence même. Pourtant c'est ce que n'ont pas compris l'école Smith-Ricardo et l'école de Sismondi, qui prétendaient que tout le produit social se décompose en éléments du revenu social. Or, on voit dans le schéma ci-dessus que

la valeur du produit social égale 2.880, tandis que le revenu social n'est que de 1440, c'est-à-dire de la moitié du produit social. Le produit social est égal à deux fois la somme totale du revenu social et, néanmoins, il est entièrement absorbé par le marché ; aucun excédent de l'offre sociale sur la demande sociale n'apparaît.

Mais, pour que pareil équilibre soit possible entre la demande et l'offre, il faut que la production sociale soit répartie proportionnellement et conformément à la demande. Dans le cas où la répartition de la production n'est pas proportionnelle, certains produits seront en excès, tandis qu'ailleurs la demande dépassera l'offre.

Dans le schéma que nous venons d'étudier, il n'y a pas d'accumulation du capital ; toute la plus-value est consommée par le capitaliste. Le cas que nous avons considéré de la reproduction du capital social est très simple et n'offre aucune difficulté : si tout le bénéfice du capitaliste est consommé par lui, il est facile de comprendre qu'avec une distribution proportionnelle de la production sociale, la demande de toutes les marchandises doit être égale à l'offre. Bien plus compliqué est l'autre cas, celui de l'accumulation du capital.

Supposons que les capitalistes cessent de consommer la totalité de leur profit, par exemple, parce qu'ils sont obligés par la concurrence à en capitaliser une partie. L'offre sociale, en ce cas, ne dépassera-t-elle pas la demande sociale ?

Nous ne pouvons pas admettre que les capitalistes gardent comme un trésor la partie de leur revenu qu'ils n'ont pas consommée eux-mêmes, qu'ils se contentent de l'enfermer dans leur coffre-fort. Nous supposons que les capitalistes tendent à capitaliser la partie de leur profit qu'ils ne consomment pas pour en tirer un nouveau bénéfice. Il nous faut donner un schéma d'une répartition de la production sociale, où cette tendance soit pleinement réalisée.

Le schéma ci-dessous représenté l'accumulation du ca-

pital social, en supposant que la moitié du profit est régulièrement capitalisée.

SCHEMA N° II

**Reproduction du capital social dans une proportion plus grande
(accumulation du capital).**

PREMIÈRE ANNÉE

Section I

Production des moyens de production :

$$840 p + 420 s + 420 r = 1.680$$

Section II

Production des objets de consommation pour les ouvriers :

$$420 p + 210 s + 210 r = 840$$

Section III

Production des objets de consommation pour les capitalistes :

$$180 p + 90 s + 90 r = 360$$

DEUXIÈME ANNÉE

Section I

Production des moyens de production :

$$980 p + 490 s + 490 r = 1.960$$

Section II

Production des objets de consommation pour les ouvriers :

$$490 p + 245 s + 245 r = 980$$

Section III

Production des objets de consommation pour les capitalistes :

$$210 p + 105 s + 105 r = 420$$

TROISIÈME ANNÉE

Section I

Production des moyens de production :

$$1143 \frac{1}{3} p + 571 \frac{2}{3} s + 571 \frac{2}{3} r = 2.286 \frac{2}{3}$$

Section II

Production des objets de consommation pour les ouvriers :

$$571 \frac{2}{3} p + 285 \frac{5}{6} s + 285 \frac{5}{6} r = 1.143 \frac{1}{3}$$

Section III

Production des objets de consommation pour les capitalistes :

$$245 p + 122 \frac{1}{2} s + 122 \frac{1}{2} r = 490$$

Le premier schéma représentait la reproduction du capital en supposant que les capitalistes consomment tout leur revenu. Supposons maintenant que la concurrence oblige les capitalistes à ne dépenser pour leur consumma-

tion personnelle que la moitié de leur profit et à capitaliser le reste. Si la partie épargnée reste inemployée, elle ne donnera aucun bénéfice. Pour retirer un bénéfice de ses économies, le capitaliste est obligé de leur donner un emploi, — de les employer non pour sa consommation personnelle, mais dans un but productif, à l'extension de la production. Or, si la production sociale augmentait uniformément dans toutes les branches de la production, le but des capitalistes, — qui est l'accumulation du capital et l'augmentation de leurs profits, — ne serait pas atteint, car une partie considérable des produits ne correspondrait à aucun besoin : la moitié des objets destinés à la consommation des capitalistes. Cette moitié ne pourrait être écoulee, car nous avons supposé que la demande était réduite de moitié. En même temps, les produits dont la demande aurait augmenté (les moyens de production et les objets de consommation pour les ouvriers) seraient en quantité insuffisante sur le marché. Les capitalistes ne peuvent donc capitaliser leur bénéfice que d'une façon : en modifiant la répartition de la production sociale. Ce n'est pas du tout chose facile, mais ce qui nous intéresse ici ce n'est pas le processus du changement lui-même, ce sont ses résultats. Le schéma n° II représente cette répartition de la production sociale, avec laquelle les capitalistes capitalisent réellement la moitié de leur bénéfice.

Dans ce schéma, la valeur totale de la production sociale pour la première année est supposée la même que dans le schéma n° I (2.880) ; la valeur de l'ensemble du capital avancé (celle des moyens de production et des objets de consommation pour les ouvriers) est également la même. Le capital est le résultat de la production antérieure, dont la quantité doit être considérée comme donnée.

De même, le rapport entre la valeur des moyens de production et celle des salaires et du profit est supposée identique dans les deux schémas.

La seule différence qui existe entre le schéma n° II (pre-

mière année) et le schéma n° I réside dans la répartition de la production sociale. Dans le schéma n° I, la production sociale était répartie de telle sorte que le capital ne s'accroissait pas, la plus-value étant entièrement consommée par le capitaliste. Dans le schéma n° II, l'accumulation du capital est rendue nécessaire par la répartition sociale de la production même.

Le total du bénéfice pour la première année est le même dans le schéma n° II que dans le schéma n° I : $420 + 210 + 90 = 720$. Mais, dans le schéma n° II, la production des objets de consommation pour les capitalistes n'est que de 360 ; elle est donc deux fois moindre que dans le schéma n° I. Par contre, d'autres produits sont en plus grande quantité : l'augmentation est de 240 pour les moyens de production et de 120 pour les objets de consommation. Il nous faut montrer comment il se fait que le capital nouvellement accumulé peut trouver un emploi productif, alors que la demande d'objets de consommation pour les capitalistes est devenue deux fois moindre.

Le capital nouvellement accumulé est employé à l'extension de la production pendant la seconde année. La demande des moyens de production a augmenté de 240 pendant cette seconde année (la valeur des moyens de production nécessaires pendant la première année était de $840 + 420 + 180 = 1.440$; pendant la seconde année elle est de $980 + 490 + 210 = 1.680$) ; la demande des objets de consommation pour les ouvriers a augmenté de 120 (les salaires ouvriers de la première année étaient : $420 + 210 + 90 = 720$; ceux de la seconde année sont : $490 + 240 + 105 = 840$). L'excédent des moyens de productions et des objets de consommation pour les ouvriers qui s'était formé pendant la première année est donc absorbé par la production de l'année suivante. L'écoulement des produits de la première année s'effectue de la façon suivante. La production des objets de consommation pour les capitalistes (section III) est de 360. Nous avons admis que les capitalistes ne consomment

que la moitié de leur profit. Comme pour la première année ce profit, dans la première section, est de 420, il s'ensuit que les capitalistes de la première section demanderont des objets de consommation pour une valeur de 210, ceux de la deuxième section pour une valeur de 105 et ceux de la troisième section pour une valeur de 45. Le total de la demande sera de 360 : il couvrira complètement l'offre. La production des objets de consommation pour les ouvriers a été pendant la première année de 840. La demande nécessitée par la production accrue de la seconde année sera : pour la première section de 490, pour la seconde 245 et pour la troisième de 105. Ici encore la demande sera égale à l'offre. De même, la demande de moyens de production pour la production de la seconde année (980 pour la production de la première section, 490 pour celle de la seconde et 210 pour celle de la troisième) correspondra exactement à la production de la première année (1680). Ainsi, toute la production de la première année s'écoule pendant la seconde.

Mais à quoi sert la production accrue de la seconde année ? Avons-nous le droit d'admettre que la demande de moyens de productions et d'objets de consommation pour les ouvriers soit supérieure pendant la seconde année à celle de la première année ? Nous continuons à supposer que, dans la seconde année comme dans la première, les capitalistes ne consomment pas personnellement la moitié de leur revenu, mais qu'ils la transforment en capital. La répartition de la production sociale pendant la seconde année est telle que, de nouveau, la moitié du bénéfice est accumulée. La production de la seconde année est absorbée par la production accrue de la troisième.

A la fin de la seconde année il existe : 1960 de moyens de production, 980 d'objets de consommation pour les ouvriers, et 420 d'objets de consommation pour les capitalistes. Voyons comment ces produit peuvent s'écouler.

Le profit total est pour la seconde année de 840 (490 +

245 + 105). Nous avons supposé que les capitalistes dépensent la moitié de leur bénéfice pour leur consommation. Voilà donc un débouché de 420 pour les objets de consommation produits pendant la première année. Les moyens de production demandés par la production accrue de la troisième année ($1.143 \frac{1}{3} + 571 \frac{2}{3} + 245$) ont une valeur de 1960, égale à celle des moyens de production créés pendant la seconde année. Les salaires de la troisième année ($571 \frac{2}{3} + 285 \frac{5}{6} + 122 \frac{1}{2}$) s'élèvent à 980, ce qui est la valeur des objets de consommation à l'usage des ouvriers produits pendant la seconde année. Ainsi donc, tous les produits de la deuxième année s'écoulent pendant la troisième ; leurs débouchés sont créés par la production accrue de la troisième année.

Il est inutile de pousser plus loin l'analyse de la répartition de la production pendant la 4^e et la 5^e année et les années suivantes. Les schémas donnés plus haut mettent bien en évidence l'idée, qui est très simple en elle-même, mais qui provoque facilement des objections lorsqu'on n'a pas suffisamment compris le processus de la reproduction du capital social et notamment ce fait que la production capitaliste crée elle-même ses débouchés (1). Pourvu qu'il soit possible d'étendre la production, pourvu que les forces productrices soient en quantité suffisante, la demande se trouvera étendue dans la même proportion, si la production sociale est proportionnellement répartie ; car, cette condition réalisée, chaque produit nouveau est une force d'achat nouvelle qui permet d'acquérir d'autres produits.

Le premier schéma nous a déjà montré toute l'insuffisance de la théorie courante, d'après laquelle le produit social se décompose tout entier en éléments du revenu

(1) Les schémas ci-dessus constituent une illustration arithmétique d'une production et d'une répartition sociales proportionnelles. Les thèses que nous avons établies pourraient être démontrées sous une forme générale, mais l'exposé prendrait un caractère trop abstrait qui pourrait dérouter nombre de lecteurs.

social. Le second met en évidence la fausseté de toute la théorie de l'école classique sur le processus de l'accumulation du capital. L'accumulation du capital n'équivaut pas à la substitution de la consommation par l'ouvrier à la consommation par le capitaliste. Le capital qui s'accumule se transforme, il est vrai, en salaires ; mais il se transforme aussi en moyens de production. Ainsi une partie seulement du capital, correspondant au salaire, se transforme en éléments de consommation, tandis que l'autre est tout à fait indépendante de la consommation et représente une fraction de la dépense sociale qui ne devient le revenu de personne.

Toute accélération dans la marche de l'accumulation du capital équivaut à une réduction absolue de la consommation sociale. Lorsque le capitaliste dépense son revenu pour ses propres besoins, celui-ci se transforme tout entier en objets de consommation sociale ; mais lorsque ce revenu est capitalisé, une partie seulement se transforme en objets de consommation sociale, l'autre est complètement exclue du fonds de consommation et passe au fonds de production sociale. La demande des moyens de production remplace dans ce cas la demande des objets de consommation.

C'est ce que montrent nos schémas. Dans le premier, le capital ne s'accumule point. La valeur de la demande totale est alors de 2.880 et la demande des objets de consommation s'exprime par 1.440. Dans le second, la moitié du revenu des capitalistes est capitalisé. Dès lors la production des objets de consommation pendant la première année se trouve diminuée ; sa valeur n'est plus que de 1.200 (840 pour les objets de consommation des ouvriers et 360 pour les objets de consommation des capitalistes). Pendant la seconde année la valeur des objets de consommation produits est de 1.400 (980 + 420), alors que la valeur totale de la production est de 3.360. Toute la production de la seconde année, aussi bien les moyens de production que les objets de consommation, est absorbée, comme le montre le schéma, par la consommation et la production de la troi-

sième année. Ainsi, si l'on compare les deux schémas on observe *une extension de la production sociale et, en même temps, une réduction de la consommation sociale, sans qu'il y ait rupture de l'équilibre entre la demande sociale et l'offre sociale* (1).

Dans le schéma de l'accumulation du capital qui a été donné, on suppose que la demande de forces ouvrières croît dans la même mesure que la production sociale. Or, en réalité, au fur et à mesure que la technique fait des progrès, l'ouvrier est de plus en plus remplacé par des moyens de production, par la machine. Le salaire devient une fraction de plus en plus petite de la dépense. L'ouvrier est refoulé au second plan par la machine et, par suite, le marché créé par la consommation productive des moyens de production refoule au second plan le marché créé par la consommation de l'ouvrier. L'ensemble des débouchés n'est pas diminué, mais la demande sociale change de nature, la demande de moyens de production remplaçant la demande d'objets de consommation.

Le salaire est l'une des formes du revenu social, tandis que la machine ne touche aucun revenu. Aussi l'éviction de l'ouvrier par la machine équivaut-elle à une diminution correspondante du revenu social. Plus la fraction du capital représentée par les moyens de production est grande, plus la fraction du capital transformée en éléments du revenu social est petite. La somme de la production sociale, et, par conséquent, la somme de la richesse sociale, augmente et la somme du revenu social subit une diminution relative (et même absolue, lorsque le remplacement de l'ouvrier par la machine s'effectue avec une certaine rapidité). Mais il n'apparaît aucun excédent de produits, car la demande des

(1) Dans le second schéma la proportion des objets de consommation dans le produit social reste constante d'année en année, parce que la marche de l'accumulation du capital est supposée invariable. Toute accélération de cette marche amènerait une réduction de la proportion des objets de consommation.

moyens de production remplace complètement la demande des objets de consommation, la machine exigeant pour son travail, tout comme l'ouvrier, certaines dépenses économiques. Si, par exemple, dans une branche de la production, la machine a remplacé l'ouvrier, la demande sociale des objets de consommation pour la classe ouvrière se trouve réduite proportionnellement, mais, en revanche, la demande des machines elles-mêmes et de tout ce qui est nécessaire à leur entretien, combustible, huiles, etc., augmente d'autant. Finalement, les débouchés des marchandises n'ont point diminué, il n'y a que changement de la nature des produits demandés. Ainsi est possible *l'augmentation de la richesse sociale (exprimée par la quantité des produits dont dispose la société) en même temps que la diminution du revenu social* (1).

(1) Dans mes « Bases théoriques du marxisme » je donne des schémas de l'accumulation du capital dans l'hypothèse d'une réduction absolue de la consommation sociale. Il ne se trouve aucun excédent de produits, pour cette raison que la réduction de la demande des objets de consommation est compensée par l'augmentation de la demande des moyens de production. On peut se demander quel sera l'emploi des moyens de production si la demande des objets de consommation diminue. La réponse n'offre pas de difficultés. Les moyens de production seront alors dépensés de plus en plus pour la production de nouveaux moyens de production. Que tous les ouvriers, sauf un, soient remplacés par des machines. Cet unique ouvrier fera alors marcher toute la masse colossale des machines et il produira avec elles de nouvelles machines et des objets de consommation pour la classe capitaliste. La classe ouvrière aura disparu, mais peu importe pour l'écoulement des produits de l'industrie capitaliste. Les capitalistes disposeront d'une masse de plus en plus grande d'objets de consommation et tout le produit social d'une année sera absorbé par la production et la consommation capitaliste de l'année suivante. — Il est encore possible qu'entraînés par leur passion d'accumulation, les capitalistes veuillent réduire leur propre consommation. En ce cas, on verra la production des objets de consommation pour les capitalistes diminuer et une partie encore plus grande de la production sociale sera constituée par des moyens de production destinés à l'extension ultérieure

Quelque paradoxales que paraissent ces déductions, on y est inévitablement amené par l'analyse de la circulation du capital dans l'ensemble de l'économie capitaliste. Si la science économique a enseigné que les débouchés, dans l'économie capitaliste, sont déterminés par la proportion de la consommation sociale, c'est que les économistes n'ont pas envisagé le problème dans son ensemble.

C'est pourtant de cette thèse que sont parties l'école de Smith-Ricardo et l'école de Sismondi dans l'étude du problème des débouchés. Aussi ni l'une ni l'autre ne sont-elles arrivées à la solution.

Si l'on étudie d'une façon schématique l'économie capitaliste dans son ensemble, on arrive nécessairement à cette conclusion que les débouchés n'y sont pas déterminés par les proportions de la consommation sociale. La production

de la production. On produira, par exemple, du charbon, du fer, qui serviront à l'augmentation ultérieure des stocks de charbon et de fer. La production accrue de charbon et de fer de chaque année absorbera le charbon et le fer produits l'année précédente et ainsi de suite jusqu'à ce que les gisements soient épuisés. La production aura, dans ce cas, pour but unique l'accumulation du capital. Le capitaliste sera comme l'avare qui amasse des trésors dont il ne jouit pas en fait, mais dont il peut se servir à tout instant s'il le désire. Lui aussi pourra toujours, quand il le voudra, interrompre ce processus d'accumulation du capital et profiter des forces productrices colossales à sa disposition, par suite de l'accumulation antérieure, pour produire des objets de consommation à son usage, des palais, des étoffes de soie, au lieu du charbon et du fer. Tout ceci paraît bizarre, et on peut le trouver absurde. Possible. La vérité n'est pas toujours facilement accessible à l'intelligence; elle n'en reste pas moins la vérité. Il va de soi que par vérité j'entends, non point cette hypothèse arbitraire et qui ne correspond nullement à la réalité, d'après laquelle le remplacement de l'ouvrier par la machine pourrait amener la quasi-suppression des ouvriers (je ne me suis servi de cette hypothèse que pour montrer que ma théorie reste vraie même dans ses déductions les plus extrêmes), mais la thèse qui soutient qu'avec une répartition proportionnelle de la production sociale, aucune réduction de la consommation sociale ne peut provoquer la formation d'un excès de production.

sociale consiste non seulement en objets de consommation mais encore en moyens de production. Si la machine remplace l'ouvrier, naturellement la demande sociale d'objets de consommation diminue ; mais, en revanche, la demande de moyens de production augmente. De même, lorsque le revenu du capitaliste au lieu d'être consommé par lui est transformé en capital, il y a une diminution de la demande d'objets de consommation, et, en revanche, une augmentation de la demande des moyens de production. En règle générale, *lorsque la production sociale est proportionnellement répartie, aucune réduction de la consommation et de la demande d'objets de consommation ne peut provoquer sur le marché une supériorité de l'offre sur la demande.*

Mais, n'est-ce pas la consommation qui est le but naturel de la production ? Produire ne signifie-t-il pas créer des objets de consommation pour les besoins humains ? Nous devons répondre que les systèmes économiques sont de types différents : le but de la production sociale dans les systèmes économiques *antagonistes* (esclavage, féodalité, capitalisme) est autre que dans les systèmes économiques *harmonieux* (économie primitive mi-communiste, économie municipale du moyen-âge, socialisme).

Dans un système économique harmonieux, le but de la production est, sans aucun doute, la consommation. Un pareil système est caractérisé par ce fait que les propriétaires des moyens de production sont les ouvriers eux-mêmes, qui produisent les objets nécessaires à leur propre consommation. Par contre, dans les systèmes antagonistes, l'entreprise économique est dirigée non plus par l'ouvrier, mais par une autre personne, le propriétaire des moyens de production. Pour l'entrepreneur-capitaliste il n'existe pas de différence entre les salaires des ouvriers et les dépenses exigées par les moyens de production. Le pain que consomme l'ouvrier et l'avoine que l'on donne au cheval sont pour lui tout un. On peut dire, il est vrai, que les ouvriers achètent eux-mêmes leurs objets de consommation,

tandis que les objets de consommation destinés aux animaux sont achetés par le capitaliste. Mais, au point de vue de la répartition des produits sur le marché, la question de savoir qui est l'acheteur n'a pas grande importance. L'important est de savoir d'où proviennent les moyens d'achat. Or, ce sont les moyens fournis par le capitaliste, qui ne diffèrent en rien de ceux avec lesquels celui-ci achète la houille, qui permettent à l'ouvrier d'acquérir ses objets de consommation. Aussi la demande des objets de consommation pour l'ouvrier dépend-elle des besoins de la production capitaliste, au même titre que la demande de houille.

Sans doute, l'ouvrier se considère comme un homme ; il voit en lui un but et non pas un moyen de production. Mais, pour le capitaliste, il n'est qu'un moyen de production. De là l'antagonisme social de l'ouvrier et du capitaliste. Toutefois cette lutte a lieu en dehors du marché des marchandises, où les objets de consommation pour l'ouvrier ne se distinguent en rien des objets de consommation pour les bêtes de travail et, en général, des moyens de production.

Marx a montré que, dans l'économie capitaliste, le produit, la chose, s'anime en quelque sorte, et devient le maître de l'homme qui l'a créé. C'est ce que Marx appelait le caractère fétiche de la marchandise. Ce fétichisme, dont Marx ne voyait pas très bien la nature, va plus loin. Si la chose se transforme en quelque sorte en homme dans l'économie capitaliste, par contre, l'homme se transforme en chose. Il descend au rang d'un instrument de travail, il devient l'égal de la machine.

On voit là le paradoxe de l'économie capitaliste, paradoxe incompréhensible pour l'économie politique actuelle : ce n'est pas la consommation sociale qui dirige la production et en constitue le but ; c'est, au contraire, la production qui dirige la consommation et lui sert de but. L'homme pour le capital et non pas le capital pour l'homme, voilà la devise de l'économie capitaliste. Si l'école de Marx a accepté la théorie de Sismondi, ce n'est que par suite d'une

inconséquence, d'une infidélité aux principes du marxisme lui-même. Le but de l'économie capitaliste est, non plus la consommation humaine, mais l'accumulation du capital. L'accumulation du capital s'effectue suivant un mouvement circulaire : le capital sous forme de produits se transforme en argent, ensuite en moyens de production et en force ouvrière, puis de nouveau en produits. Dans ce mouvement rotatoire, chaque moment peut être considéré comme moyen, par rapport au suivant, et comme but, par rapport au précédent. Quel est, par exemple, le but de la production capitaliste ? Est-ce la création du pain (objet de consommation) ou de la fonte (objet de consommation productive) ? Tout dépend du point d'où nous considérons le processus de la circulation du capital.

Si nous considérons la production agricole, par exemple, la création du pain en est le but et la création de la fonte (charrue) n'est qu'un moyen pour arriver à ce but. Dans une fonderie, au contraire, le but de la production est la fonte et la création du pain pour les ouvriers occupés dans la production de la fonte n'est qu'un moyen. Donc, le pain et la fonte peuvent être au même titre considérés comme but et comme moyen. La façon habituelle dont on oppose le pain à la fonte (comme le but au moyen) montre seulement que l'on ne comprend pas les lois qui régissent l'économie capitaliste.

Un paradoxe de l'économie capitaliste comme celui de la coexistence de l'accroissement de la richesse sociale et de la diminution du revenu social, cela sans qu'aucune rupture se produise dans l'équilibre de l'offre et de la demande, s'explique par ce fait que les revenus sociaux sont, dans l'économie capitaliste, de différente nature économique. Il faut distinguer les revenus des classes qui ne travaillent pas et qui sont à la tête de la production sociale, des revenus de la classe ouvrière, qui figure au rang des moyens de production. Le revenu de l'ouvrier est une dépense au point de vue du capitaliste. Ce double caractère du revenu ouvrier

s'explique par la double fonction économique remplie par l'ouvrier, à la fois moyen de production et consommateur. Comme moyen de production, l'ouvrier peut être plus ou moins remplacé par la machine. Cette substitution a pour résultat non pas la réduction, mais l'augmentation de la richesse sociale, car la somme générale des produits créés augmente. Le revenu social, au contraire, se trouve diminué par suite de la réduction du revenu de la classe ouvrière. La somme de la production sociale croît, celle de la consommation sociale décroît. Tous ces paradoxes du capitalisme procèdent de l'économie antagoniste. Il est clair que si les ouvriers disposaient des moyens de production, rien de semblable ne pourrait avoir lieu. Mais les dirigeants de l'économie capitaliste ne sont pas les ouvriers ; ce sont ceux pour qui les ouvriers sont un simple moyen de production.

Ainsi, avec la répartition proportionnelle de la production sociale, l'équilibre persiste entre l'offre et la demande, quelle que soit la réduction de la consommation. On pourrait, semble-t-il, en conclure que l'économie capitaliste ne peut jamais être affectée par l'insuffisance des débouchés. On ne peut dès lors comprendre pourquoi les entreprises capitalistes se heurtent à tant de difficultés pour l'écoulement de leurs produits, pourquoi la lutte pour les débouchés constitue un trait si caractéristique de l'économie capitaliste.

Cela s'explique de la manière suivante. La production capitaliste dispose de forces productrices énormes et tend toujours à augmenter la somme des produits qu'elle crée. Mais l'écoulement de ces produits n'est possible qu'avec une répartition proportionnelle de la production sociale. Or, le capitalisme ne possède aucune organisation qui permette de réaliser cette proportionnalité. Dès lors surgissent des crises industrielles, dont nous étudierons la nature dans le chapitre suivant. Qu'il nous suffise pour l'instant de remarquer que l'absence d'une organisation quelconque en vue de la répartition proportionnelle de la production joue dans l'économie capitaliste le rôle d'un bandeau élas-

tique qui presse constamment la production et l'empêche de déployer toutes ses forces. C'est de là que naissent les difficultés auxquelles se heurte l'écoulement des produits dans l'économie capitaliste. Les débouchés sont toujours insuffisants pour le capitalisme, non parce que les consommateurs sont trop peu nombreux, mais parce que la répartition proportionnelle de la production est absolument irréalisable dans les conditions de l'économie capitaliste : le capitalisme a la plus grande peine à atteindre une approximation de cette proportionnalité ; il y arrive par les crises et par la suppression des entreprises dont le développement a été excessif.

V

Vérification de la théorie des débouchés

Toute théorie économique ne peut être considérée comme absolument démontrée que lorsqu'elle a été vérifiée par les faits. Pareille vérification est d'autant plus nécessaire pour une théorie comme celle que nous venons d'exposer, qui s'écarte tellement des opinions courantes et a une allure si paradoxale. La base de cette théorie est, comme on le voit par ce qui précède, ce principe que la demande de moyens de production crée un marché identique à celui que crée la demande d'objets de consommation et que, par suite, aucune diminution de la proportion des objets de consommation ne peut gêner l'écoulement de la production capitaliste.

Les faits montrent, en effet, que le trait caractéristique de l'évolution capitaliste est l'accroissement relativement lent de la production des objets de consommation et l'accroissement rapide de la production des moyens de production. Il y a quelques dizaines d'années, c'était l'indus-

trie cotonnière qui tenait la tête dans l'industrie capitaliste. C'est aujourd'hui l'industrie du fer. L'agriculture, depuis plusieurs dizaines d'années déjà, ne fait pas de progrès dans l'Europe occidentale. Il en est presque de même de l'industrie du tissage. Par contre, la production de la fonte, des produits chimiques, des machines, de la houille, en un mot des moyens de production, croît très rapidement. Par suite de cet état de choses, la fraction de la population employée à la production des objets de consommation diminue et la fraction employée à la production des moyens de production augmente.

Voici à ce sujet les statistiques pour l'Allemagne (1).

Années	Nombre de personnes occupées par la production des objets de consommation (en milliers)	Pourcentage de l'augmentation	Nombre de personnes occupées par la production des moyens de production (en milliers)	Pourcentage de l'augmentation
1882	11.669	—	2.784	—
1895	12.560	8	4.414	59

Les statistiques fournies par le dernier recensement de l'industrie allemande, en 1907, montrent que la population occupée par la production des moyens de production a

(1) Le premier groupe comprend les ouvriers occupés dans l'agriculture, l'horticulture, la pêche, l'industrie du tissage, la fabrication des produits alimentaires, la confection des vêtements, l'hôtellerie ; le second groupe les ouvriers occupés dans l'industrie minière, le travail de la pierre et de l'argile, la production des machines et des instruments, l'industrie chimique, la fabrication des produits d'éclairage, du savon, des huiles, les papeteries, le travail du bois, la construction, la reproduction polygraphique. Sans aucun doute, nous n'avons pas dans ces groupements la prétention d'être exact ; nous voulons simplement donner une illustration.

subi depuis 1895 un accroissement énorme. Voici les statistiques concernant la Prusse :

	Nombre de personnes occupées (en milliers)		Pourcentage de l'augmentation
	1895	1907	
Industrie du tissage	441,9	445,5	0,8
Confection des vêtements	800,5	901,8	12,7
Fabrication des produits alimentaires.	586,4	706,7	20,5
Hôtellerie	326,0	446,7	37,0
Travailleurs de la pierre et de l'argile.	314,3	447,5	42,4
Industrie minière	458,5	736,4	60,6
Industrie métallurgique	383,9	573,4	49,3
Fabrication des machines et des instruments	329,4	655,8	99,1
Industrie chimique	66,7	106,0	59,0
Industrie du bâtiment	596,7	919,7	54,1

L'industrie du tissage (pour ne pas parler de l'agriculture) est restée presque stationnaire : le revenu des classes ouvrières augmente trop lentement pour qu'il puisse y avoir accroissement de la demande de vêtements par les masses populaires. Par contre, la production des moyens de production progresse avec une rapidité étonnante. L'augmentation du nombre des ouvriers occupés par la fabrication des machines et des instruments est particulièrement frappante : elle est presque du double. En 1895, l'industrie du tissage occupait, en Prusse, un nombre d'ouvriers plus grand que la fabrication des machines et des instruments ; en 1907, le rapport est renversé.

Le marché pour les objets de consommation ne s'élargit que très lentement, ce qui s'explique par la pauvreté du peuple. Mais la stagnation relative dans la production des objets de consommation n'amène pas la stagnation dans l'ensemble de la production sociale. Au contraire, celle-ci

croît plus rapidement que jamais, s'orientant de plus en plus vers la création des moyens de production. Que font donc ces machines, dont le nombre a si considérablement augmenté en Prusse de 1895 à 1907 ? Elles servent en partie à la production d'objets de consommation, mais surtout, et dans une proportion toujours croissante, à la production de nouvelles machines et autres moyens de production pour l'industrie capitaliste, qui s'oriente de plus en plus vers la création de ses propres moyens de production, vers l'accumulation du capital.

L'accumulation du capital devient de plus en plus un but pour elle-même et toute l'organisation de la production sociale lui est subordonnée. La production capitaliste devient de plus en plus le marché de la production capitaliste et ce marché s'étend avec assez de rapidité pour que le capital puisse poursuivre sa marche victorieuse à travers le monde.

Cette accumulation du capital s'effectue dans tous les pays capitalistes. Néanmoins, il ne s'ensuit pas de difficultés pour l'écoulement de la production capitaliste. Vers 1840, Engels, partant de la théorie qui veut que les débouchés pour les produits de l'industrie capitaliste soient déterminés par la demande de la consommation, avait prédit pour l'avenir un ralentissement inévitable du développement de l'industrie capitaliste et une stagnation industrielle chronique (1).

(1) « Depuis que la Chine est devenue accessible au commerce mondial, écrivait Engels, il ne reste plus de nouveaux marchés que l'on puisse conquérir. Il faut donc tirer de plus en plus parti des anciens. Dès lors le développement de l'industrie doit nécessairement se ralentir dans l'avenir. » — « Les industriels anglais, écrivait-il ailleurs, dont les moyens de production s'étendent incomparablement plus vite que les débouchés, vont à grands pas vers le moment où leurs expédients seront épuisés, où les périodes de prospérité, qui séparent aujourd'hui deux crises l'une de l'autre, disparaîtront complètement sous la pression des forces productrices démesurées, où il n'y aura entre deux crises que de courts inter-

Plus d'un demi-siècle s'est écoulé depuis et l'industrie capitaliste a pris un développement gigantesque, surtout la production des moyens de production, tandis que la production des objets de consommation augmentait dans des proportions beaucoup moindres. La prédiction d'Engels s'est-elle donc réalisée ? Pas du tout. On n'observe rien de semblable à une stagnation industrielle chronique et le capitalisme trouve toujours un marché pour la quantité toujours croissante des moyens de production, malgré la diminution relative de la demande d'objets de consommation. Tels sont les faits, et il est facile de voir dans quelle mesure ils confirment la théorie que nous avons exposée.

Mais peut-être l'écoulement de tous les produits de l'industrie capitaliste tient-il uniquement à ce que l'excédent en est rejeté au dehors, sur le marché extérieur ? En effet, tout pays capitaliste exporte une partie plus ou moins grande de sa production. Pour beaucoup de branches de l'industrie anglaise, le marché extérieur a une importance plus grande que le marché intérieur. Et la suppression du marché extérieur serait assurément la ruine de l'industrie anglaise. Mais cela prouve-t-il que la production capitaliste en Angleterre dépasse les forces d'achat du capitalisme anglais, et que les produits ne puissent être écoulés dans l'intérieur du pays ? Le fait que l'Angleterre importe de l'étranger des marchandises pour une valeur supérieure à celle de l'exportation montre que cette opinion est erronée. Le montant de l'importation anglaise pendant ces dernières années dépasse de 150 millions de livres et davantage le montant de l'exportation. En d'autres termes, la consommation du marché intérieur anglais dépasse de 150 millions de livres la production nationale. La force d'achat de l'économie capitaliste anglaise n'est donc pas inférieure aux

forces productrices, au contraire. Peut-on parler de surproduction capitaliste quand le capitalisme anglais achète plus de produits qu'il n'en vend (1) ?

Nombre d'économistes pensent que l'industrie capitaliste a de plus en plus besoin, au fur et à mesure qu'elle se développe, du marché extérieur. En effet, le chiffre absolu de l'exportation augmente rapidement. Mais, cela ne prouve pas que l'importance relative du marché intérieur pour l'écoulement de la production sociale subisse une diminution. Sombart a montré, au contraire, que la fraction de la production allemande (qui croît avec une rapidité extraordinaire) exportée sur le marché extérieur diminue constamment, et qu'une fraction de plus en plus grande trouve sur le marché intérieur un placement avantageux.

Le plus curieux c'est que, sous ce rapport, le développement des différentes branches de l'industrie est inégal. Ainsi la supériorité de l'exportation des produits métallurgiques sur leur consommation a baissé de 1880 à 1900, malgré l'accroissement colossal de la production métallurgique allemande, de 29,3 0/0 à 7,8 0/0 de l'ensemble de la production ; la supériorité de l'exportation de la houille est passée de 11 0/0 à 7,3 0/0. La fraction de l'exportation des produits de coton, de laine, et des autres produits de l'industrie du tissage, a beaucoup moins baissé (2). Le marché intérieur allemand s'élargit donc très rapidement pour la houille et pour le fer, et beaucoup plus lentement pour les vêtements. Pourquoi ? Evidemment parce que le développement du capitalisme accroît la demande des moyens de production et non celle des objets de consommation.

(1) Cet excès de l'importation sur l'exportation s'explique, comme on le sait, par le fait que l'Angleterre est le créancier des autres pays, qui lui paient en marchandises l'intérêt de leurs dettes.

(2) SOMBART, *Die deutsche Volkswirtschaft im 19 Jahrhundert*, p. 430-431.

Il faut cependant expliquer, en partant de la théorie exposée, pourquoi le marché extérieur est si nécessaire à la plupart des pays capitalistes. Cette explication n'offre aucune difficulté. Si un pays importe des marchandises de l'étranger, il doit également en exporter pour payer son importation. Si le marché extérieur a une si grande importance pour l'Angleterre, c'est que son marché intérieur est encombré de produits étrangers. Il ne faut pas s'étonner de voir l'industrie capitaliste travailler plus ou moins pour le marché extérieur. Au point de vue du capitaliste, pourquoi le marché intérieur serait-il préféré au marché extérieur ? Le capitaliste cherche un acheteur et il lui est tout à fait indifférent que ce soit un étranger ou un compatriote.

Historiquement, c'est le marché extérieur qui a fait le développement du capitalisme, et voici pourquoi. A l'origine l'industrie capitaliste produisait surtout des objets de luxe : des soieries, des draps fins, de la porcelaine, des verreries, des armes de prix, etc. Les consommateurs n'étaient pas en nombre suffisant dans le pays même ; il fallait les chercher ailleurs, sur la surface du monde entier, car partout les riches ne constituent qu'une fraction insignifiante de la population. En général, le capital est cosmopolite, il est international. Il tend à l'extension illimitée de la production et, par suite, cherche son client partout. Le résultat est que des liens commerciaux relient étroitement entre eux tous les pays du monde capitaliste. Chaque pays est un marché pour les autres pays, et réciproquement ; chaque pays importe et exporte des marchandises et aucun ne peut se passer du marché que constituent pour lui les autres pays, car son propre marché est plus ou moins pris par les produits étrangers.

L'exportation d'un pays capitaliste dans un autre pays capitaliste n'est pas une exportation en dehors des limites de l'économie capitaliste et elle ne peut pas donner lieu à la surproduction capitaliste, si toutefois celle-ci existe. Aussi les partisans de la théorie de la surproduction de-

vraient-ils entendre par marché extérieur le marché de pays non capitalistes. En se plaçant au point de vue de cette théorie, il faudrait admettre que le capitalisme, se développant de plus en plus, a besoin pour l'écoulement de ses produits du marché fourni par les pays où l'organisation capitaliste n'existe pas. Et comme le système capitaliste envahit rapidement le monde entier, chaque pas en avant du capitalisme limitant le champ d'écoulement de la surproduction, le développement du capitalisme devrait être depuis longtemps arrêté faute de débouchés.

Or, le développement du capitalisme non seulement ne s'arrête pas, mais s'accélère de plus en plus depuis des dizaines d'années. Où donc les pays capitalistes trouvent-ils à écouler la partie de leur production qui ne trouve pas place sur le marché intérieur? En première ligne, dans les autres pays capitalistes.

De tous les pays du monde, l'Angleterre est celui pour qui l'exportation dans les pays non capitalistes a la plus grande importance. C'est la raison qui oblige l'Angleterre à attacher tant de prix à ses colonies. Ce serait pourtant commettre une grave erreur que de croire que la plus grande partie de l'exportation anglaise se dirige vers les colonies. Voici par exemple, quelle a été la répartition de l'exportation du Royaume-Uni en 1910.

Montant de l'exportation du Royaume-Uni dans les différents pays (en millions de livres sterling),

Colonies britanniques	Etats-Unis.	Allemagne.	France.	Belgique.	Pays-Bas.	Italie.	Total de l'exportation.
145,4	31,4	37,0	22,7	13,8	12,8	12,5	430,4

Les colonies absorbent un tiers de l'exportation britannique. L'exportation anglaise dans l'Europe centrale et aux Etats-Unis, c'est-à-dire dans les pays capitalistes, atteint un chiffre presque égal.

Parmi les produits exportés, les moyens de production — fer, machines, instruments, houille — jouent un rôle énorme et qui va sans cesse croissant.

*Valeur des produits exportés par le Royaume-Uni en 1910
(en millions de livres sterling).*

Produits de coton manufacturés.	Produits de laine manufacturés.	Fer et objets de fabrication en fer (y compris les machines).	Houille.
92	25	93	33

Pendant la période 1868-70 la valeur annuelle des tissus de coton exportés par le Royaume-Uni atteignait 54 millions de livres, celle des tissus de laine 21 millions, celle du fer et des objets de fabrication en fer 26 millions, celle de la houille 5 millions 4. Ainsi, de 1868 à 1910, le montant de l'exportation des tissus de coton s'est accru de 70 0/0, celui des tissus de soie de 16 0/0, celui du fer de 238 0/0, celui de la houille de 604 0/0. L'exportation anglaise fournit de plus en plus les moyens de production nécessaires aux besoins de l'industrie capitaliste dans les autres pays ; l'exportation des objets de consommation subit une diminution relative.

VI

Le déplacement international du capital et le marché dans les pays neufs capitalistes

Cependant, avec notre théorie des débouchés, l'explication du reflux du capital des pays de vieille civilisation capitaliste dans les pays où le capitalisme s'est implanté depuis peu, présente, semble-t-il, de grandes difficultés. Ce reflux s'effectue dans des proportions énormes. On estime par exemple que 50 millions quittent annuellement l'Angleterre et que, vers 1890, 2 milliards 5 du capital anglais étaient déjà placés à l'étranger. La France place chaque année à l'étranger jusqu'à 1 milliard 5 de francs de son épargne, et 40 milliards du capital français sont actuellement à l'étranger. L'Allemagne a placé à l'étranger 26 milliards de marks de son capital.

Cet exode constant et toujours croissant du capital des pays de vieille civilisation capitaliste contribue puissamment à la propagation du système économique capitaliste dans le monde entier. C'est grâce à l'afflux du capital dans les pays neufs, que le capital conquiert de nos jours un pays après l'autre : émigrant à l'étranger, il reste toujours le même et répand partout le nouveau système économique.

Quelle est donc la cause de l'émigration du capital ? Celle-ci ne démontre-t-elle pas qu'il y a dans les pays capitalistes une surproduction du capital, qu'on ne peut plus trouver à employer le capital nouveau ? S'il en est ainsi, comment peut on affirmer que le capital lui-même crée les débouchés dont il a besoin ?

Le reflux du capital peut cependant être suffisamment expliqué sans que l'on doive avoir recours à la théorie ab-

solument erronée de la surproduction. Le capital afflue dans les pays neufs, tout d'abord parce que le taux du profit y est plus élevé. Le capital, par son essence même, est international ; la raison et le but de sa circulation est la réalisation d'un profit aussi élevé que possible. Si le taux du profit est plus élevé dans un pays que dans l'autre, il doit nécessairement s'ensuivre une émigration du pays où la rémunération est moindre vers l'autre. Ce phénomène est régi par des lois aussi constantes et aussi nécessaires que le mouvement de l'eau dans des vases communicants de niveau différent.

D'autres causes influent encore sur le déplacement international du capital. Dans les vieux pays capitalistes, l'extension de la production sociale n'est possible qu'avec une répartition proportionnelle de la plus-value placée dans l'industrie. Cette nécessité d'une répartition proportionnelle de la production sociale constitue, avons-nous dit, le bandeau élastique du capitalisme, un frein permanent à l'accroissement de la production capitaliste. Dans les pays neufs au contraire, où les entreprises capitalistes se trouvent au milieu d'un système économique de type différent, le développement des entreprises capitalistes est possible par l'éviction des formes économiques non capitalistes.

Prenons un exemple concret. Pour qu'il y ait place sur le marché intérieur anglais pour la quantité de drap supplémentaire, il faut qu'il y ait augmentation de la quantité des produits quelconques qui peuvent être échangés contre ce drap. C'est ce qui entrave l'extension de la production du drap en Angleterre. En Russie, au contraire, l'extension de la production capitaliste du drap peut ne pas être accompagnée d'une extension dans la production d'autres produits quelconques. Le supplément de drap produit par la manufacture peut tout simplement remplacer le drap de la production non capitaliste, par exemple, le drap fait par le paysan pour son usage personnel. Dans ce cas-là, la production capitaliste peut s'étendre rapidement aux dépens

des formes de production non capitalistes, sans rencontrer le frein qui retarde le développement de l'économie capitaliste dans les pays où le capitalisme est de vieille date. Le marché, pour la quantité croissante des produits d'une branche donnée de l'industrie capitaliste, est alors créé non plus par l'extension proportionnelle des autres branches, ce qui est un processus complexe et difficile, mais par la disparition du système économique naturel, de la petite production non capitaliste, pour laquelle l'organisation capitaliste est une concurrente acharnée.

Le marché pour les produits de l'industrie capitaliste s'élargit donc avec plus de facilité dans les pays neufs que dans les pays vieux. C'est surtout cette circonstance qui favorise le reflux du capital des pays vieux vers les pays neufs.

Cela ne veut pas dire que, dans les vieux pays capitalistes, la production ne puisse pas se développer et s'accroître. Le bandeau élastique ne fait que ralentir, il ne supprime pas, la croissance du capitalisme. Nous voyons l'économie capitaliste allemande se développer avec une rapidité surprenante, surtout par suite de l'extension du marché intérieur. En règle générale, il n'existe pas d'autre limite au développement de l'économie capitaliste, que celle des forces productrices de la société, le capital se créant à lui seul ses débouchés. Mais cette création, vu la nécessité d'une répartition proportionnelle du travail social, subit des retards et des interruptions ; ce sont les crises économiques, à l'étude desquelles est consacré le chapitre suivant.

Dans un pays comme la Russie, où l'économie naturelle subsiste encore et où la production capitaliste n'embrasse que la minorité de la population, les débouchés pour les produits de l'industrie capitaliste dépendent essentiellement de la prospérité des masses que n'englobe pas la production capitaliste. Une bonne récolte augmente la puissance d'achat de la population paysanne et la demande des produits de la production capitaliste s'en trouve également

augmentée. L'appauvrissement des campagnes a, au contraire, pour résultat la restriction du marché pour les produits manufacturés. Tout cela est indiscutable et ne contredit en rien la théorie des débouchés exposée plus haut. Cette théorie devait expliquer le processus de l'écoulement de la production dans les limites de l'économie capitaliste. Aussi devait-elle partir de l'hypothèse d'un capitalisme pour ainsi dire fermé, d'un système capitaliste qui écoule le produit social dans ses propres limites. On a vu que le seul obstacle qui puisse empêcher cet écoulement est le manque de proportionnalité dans la répartition de la production sociale, et non pas l'insuffisance de la demande sociale d'objets de consommation. Toutefois, cet obstacle retarde réellement l'évolution capitaliste. Il est beaucoup moins sensible dans les pays neufs, grâce à l'existence d'un marché non capitaliste. L'appauvrissement des classes qui se trouvent en dehors du monde capitaliste, restreint ce marché non capitaliste et rapproche les pays capitalistes jeunes, en ce qui concerne les conditions d'évolution de l'économie capitaliste, des pays vieux. Mais, de même que, dans les pays vieux, le développement de l'économie capitaliste n'est pas arrêté par le frottement énorme causé par le manque de proportionnalité dans la production sociale, de même l'appauvrissement de la population dans les pays jeunes ne peut y empêcher les progrès de la production capitaliste.

CHAPITRE II

LES DIFFÉRENTES THÉORIES DES CRISES

Trois groupes de théories des crises. 1° Les théories de la production (Jevons); 2° Les théories de l'échange (Laveleye, Juglar); 3° Les théories de la répartition (Sismondi, Rodbertus).

C'est en Angleterre que la périodicité des crises industrielles apparaît avec le plus de netteté. Mais, dans tous les autres pays capitalistes, on observe des fluctuations périodiques de l'industrie. A partir de la période de 1870-1880, les phases de prospérité et de stagnation embrassent simultanément, ou presque simultanément, l'ensemble du monde capitaliste. Les dépressions industrielles qui se produisirent vers 1880, 1885, 1890, 1900 et 1908 se sont fait universellement sentir. La seule différence fut le plus ou moins d'intensité de la dépression dans les divers pays. De même pour les mouvements de prospérité. L'ébranlement de l'économie nationale dans tel ou tel pays, dans le passage de la prospérité à la dépression, y a été, en règle générale, proportionnelle à l'intensité du mouvement de prospérité. Là où l'essor industriel n'a pas eu un caractère brusque, on n'a pas observé d'ébranlement brusque du crédit lors du passage à la stagnation; là où l'essor fut très violent, la baisse du flux industriel s'accompagna de crises violentes et de paniques. Ainsi, l'Angleterre, pendant les derniers temps, n'a pas éprouvé de crise industrielle

typique ; elle n'a eu que des périodes de stagnation industrielle, sans aucune panique ni ébranlement brusque du crédit. Au contraire, l'Allemagne et les États-Unis ont connu pendant cette époque toute une série de crises non moins intenses que les crises anglaises d'autrefois.

Comment donc expliquer ce phénomène énigmatique de l'évolution capitaliste, son caractère cyclique, la succession périodique des phases d'essor et de dépression ? Pendant longtemps la science économique a été impuissante à donner une solution à ce difficile problème.

Les différentes théories élaborées pour le résoudre peuvent se diviser en trois groupes. Au premier groupe appartiennent les théories qui ont cherché les causes des crises dans le domaine de la production sociale ; au second, celles qui les ont vues dans le domaine de l'échange social ; au troisième, enfin, celles qui ont cru les trouver dans le domaine de la répartition sociale.

La caractéristique des crises industrielles modernes est leur périodicité. Si la cause des crises était localisée entièrement dans la sphère de la production, la périodicité des crises industrielles ne pourrait provenir que de fluctuations périodiques survenues dans telle ou telle branche de la production sociale sous l'influence de causes spéciales propres à la branche donnée. Quelle est donc la branche de la production sociale qui a ainsi ses fluctuations indépendantes ? D'abord tout le domaine du travail économique qui est lié aux conditions atmosphériques, c'est-à-dire l'agriculture. Les récoltes des produits agricoles comportent des fluctuations considérables, d'où des variations dans le prix de ces produits d'abord, puis dans la quantité des produits industriels demandés par la population agricole. Les crises industrielles périodiques ne peuvent-elles donc pas résulter des fluctuations périodiques des récoltes ?

Beaucoup d'économistes ont, en effet, tenté de montrer cette liaison, mais leurs efforts ont été vains. Le cycle capitaliste est régi par ses propres lois, qui sont indépendantes

du mouvement des récoltes et du prix du pain. Ainsi, par exemple, en Angleterre, la période de prospérité industrielle de 1820 à 1823 a embrassé exactement les années de mauvaise récolte et la stagnation industrielle a coïncidé avec les bonnes récoltes. L'essor industriel des années 1845-1847 a eu lieu pendant une grande disette et la dépression de 1848 a accompagné une bonne récolte. La crise mondiale de 1857 est survenue en même temps qu'une excellente récolte. Les prix élevés du pain en 1870-1873 n'ont pas empêché l'essor industriel. La stagnation qui suivit ne fut pas non plus empêchée par de belles récoltes. La stagnation industrielle qui intervint vers 1885 coïncida avec le bon marché du pain. En général, la comparaison du prix du pain avec les phases du cycle industriel montre avec une évidence complète qu'il ne saurait être question de dépendance causale entre ces deux ordres de phénomènes (1).

Il convient cependant de mentionner une tentative d'expliquer la périodicité des crises industrielles par les conditions de la production agricole. Cette tentative a été faite par Jevons.

Jevons ne nie pas que les crises industrielles périodiques ne peuvent point dépendre des fluctuations des récoltes en Angleterre et dans les autres pays européens. Mais leur périodicité ne peut-elle pas être déterminée par des disettes périodiques survenues en dehors de l'Europe, dans les pays où l'Angleterre exporte ses produits. L'Inde, en particulier, souffre beaucoup de disettes périodiques, qui se renouvellent tous les dix ans et sont provoquées par la sécheresse. Certains auteurs qui ont étudié la question de ces sécheresses périodiques dans l'Inde estiment qu'elles peuvent être en connexion avec les variations périodiques de la quantité de chaleur que la terre reçoit du soleil ; à leur tour, ces variations s'expliqueraient par les variations du nombre des

(1) Il suffit pour s'en convaincre de comparer la courbe des prix du fer qui suit rigoureusement les phases du cycle capitaliste avec celle du prix du pain. On n'observe aucun parallélisme entre les deux.

taches observées sur le soleil. Jevons arrive ainsi à cette conclusion hardie que la périodicité des crises industrielles est déterminée par la périodicité de l'apparition d'un grand nombre de taches solaires.

Jevons voit une démonstration de sa théorie dans la coïncidence presque parfaite de la durée de la période d'apparition de nombreuses taches solaires et de la période des crises. En étudiant les fluctuations de l'industrie anglaise pendant deux siècles, Jevons est arrivé à cette conclusion que le cycle capitaliste embrasse en moyenne 10 ans 466 : la période moyenne de l'apparition du plus grand nombre de taches solaires est aussi de 10 ans 45. Jevons estime qu'une coïncidence si parfaite ne peut pas être fortuite et que la périodicité des fluctuations de l'industrie anglaise doit être déterminée par la périodicité de l'apparition des taches solaires.

Telle est la théorie de Jevons. Elle est ingénieuse et originale, mais elle n'est nullement basée sur les faits. D'abord il est absolument faux que le cycle industriel comprenne un nombre rigoureusement déterminé d'années. Pour obtenir ses nombres de périodicité, Jevons a été obligé d'avoir recours à toute une série d'explications forcées. Il rejette complètement certaines crises comme non périodiques. Ailleurs, il en invente qui n'ont jamais eu lieu. Au xviii^e siècle, on n'a rien observé qui ressemblât à la périodicité des crises industrielles, car, à cette époque, il n'y avait pas de crises industrielles typiques. De 1800 à 1820, il y a eu trois crises industrielles : en 1810, en 1815 et en 1818 ; mais elles n'étaient pas périodiques. A cette époque, la périodicité des crises n'a pu encore s'établir. De 1825 à 1850, on voit se succéder en Angleterre trois crises périodiques, en 1825, en 1836, en 1847, séparées l'une de l'autre par la même période de onze ans. Les crises suivantes se manifestent en 1857 (après 10 ans) et en 1866 (après 9 ans). Puis, les crises de l'ancien type cessent en Angleterre et le cycle capitaliste commence à s'exprimer

par la succession de phases d'essor et de stagnation industrielle. L'essor industriel atteint son maximum en 1873, en 1882, en 1890, en 1900 et en 1907. En général, le cycle industriel ne constitue pas une grandeur mathématique invariable. Sa durée varie de 7 à 11 ans. D'où il résulte que le cycle capitaliste ne peut avoir pour base des phénomènes assujettis à une périodicité rigoureusement mathématique, comme les phénomènes astronomiques.

En général, la périodicité des fluctuations industrielles est liée aux conditions sociales de l'organisation économique actuelle, et elle ne saurait être rattachée aux phénomènes naturels. La théorie de Jevons est, en particulier, en désaccord complet avec les circonstances réelles et positives qui sont à l'origine des crises. L'exportation des produits anglais dans l'Inde varie beaucoup moins que leur exportation dans les différents pays capitalistes. On a même observé que l'exportation anglaise dans l'Inde non seulement ne baissait pas pendant les périodes qui suivaient immédiatement les crises, mais qu'au contraire elle croissait : par exemple en 1826, en 1838, en 1867. Cela s'explique par ce fait que le marché de l'Inde dépend fort peu des fluctuations cycliques de l'industrie anglaise, car il se trouve dans des conditions tout autres. Voilà pourquoi, pendant les périodes de crises, l'exportation anglaise, ne trouvant plus de débouchés sur le marché des autres pays, se dirige précisément vers l'Inde (1).

Ainsi, on peut considérer comme avortées les tentatives faites pour expliquer la périodicité du cycle capitaliste par

(1) La théorie de JEVONS a été exposée par son auteur dans les articles : *The Solar Period and the Price of Corn*, *The Periodicity of Commercial Crises* *Commercial Crises and Sunspots* (voir ses *Investigations in Currency and Finance*). Elle a trouvé des partisans : l'économiste italien BOCCARDO a proposé, dans son livre *Economia politica* (1877), d'organiser, pour résoudre définitivement la question, une série d'observations astronomiques, botaniques et statistiques.

les phénomènes naturels. Un second groupe de théories cherche la causes des crises industrielles dans le domaine des conditions d'échange, du crédit et de la circulation monétaire. Parmi ces théories, celles de Laveleye et de Juglar méritent particulièrement notre attention.

De Laveleye fait remarquer que les crises sont invariablement précédées par un exode de l'or. Les autres circonstances varient, celle-ci est invariable. Aussi est-il naturel de voir dans cet exode la véritable cause des crises.

On peut objecter que, pour un pays commel'Angleterre, la diminution de la réserve d'or de quelques millions de livres sterling ne peut pas avoir une grande importance, vu l'énormité de ses capitaux et les proportions colossales de son commerce intérieur et extérieur. Mais il ne faut pas oublier que ce commerce de l'Angleterre repose sur une très grande extension du crédit. Le crédit, à son tour, doit être garanti par une certaine réserve de numéraire. Plus l'organisation du crédit est parfaite, c'est-à-dire moins le pays a besoin de numéraire, plus l'importance de la quantité du numéraire dont il dispose est grande. Tout l'édifice complexe du commerce et du crédit anglais a pour base fragile les quelques dizaines de millions et parfois même les quelques millions de livres sterling, qui constituent la réserve de la Banque d'Angleterre. Ces quelques millions sont absolument nécessaires pour que les centaines de millions du capital anglais puissent circuler régulièrement. Aussitôt que la réserve de la Banque d'Angleterre diminue, l'alarme se propage dans le pays, le crédit est réduit, le prix des marchandises baisse : la cause de tout cela est, comme tout le monde le reconnaît très bien, la nécessité pour le commerce et l'industrie de tout le pays d'une provision suffisante de numéraire, constituant l'encaisse de la Banque d'Angleterre.

Plus les réserves métalliques d'un pays sont restreintes, plus l'action exercée par le reflux de l'or à l'étranger est importante. Aussi l'Angleterre souffre-t-elle plus que la France des crises industrielles.

L'existence d'une relation entre les crises industrielles et la circulation monétaire se trouve encore confirmée par cette circonstance remarquable que les crises se produisent généralement en automne. C'est en effet en automne que la demande de numéraire est particulièrement forte ; à ce moment la grande masse des produits agricoles est mise en vente, on paie les fermages, on fait des achats pour l'hiver etc. Les réserves métalliques des banques diminuent fortement en automne et il est tout à fait naturel que les crises se produisent à ce moment de l'année (1).

Telle est la théorie proposée par de Laveleye. Elle peut, de prime abord, paraître assez ingénieuse, mais en réalité elle n'explique rien. L'exode de l'or est un symptôme habituel des crises industrielles ; il n'en est nullement la cause première. En 1839, les réserves métalliques de la Banque d'Angleterre ont baissé beaucoup plus qu'en 1836 et en 1847 et, cependant, il n'y a pas eu de crise industrielle en 1839.

De plus, en admettant que la diminution de l'encaisse de la Banque d'Angleterre fût la cause immédiate de la crise, il faudrait expliquer ce reflux périodique de l'or à l'étranger. Le changement dans la balance commerciale est un phénomène secondaire qui a lui-même besoin d'être ramené à sa cause. De plus, les dernières fluctuations de l'industrie anglaise ne sont plus précédées de l'émigration de l'or. Cette émigration précède, en effet, d'habitude les crises violentes, mais non les longues périodes de stagnation qui caractérisent de nos jours l'évolution de l'industrie anglaise.

Juglar, lui non plus, n'a pas expliqué les ressorts latents du cycle capitaliste. Il a le mérite d'avoir le premier démontré la périodicité des fluctuations industrielles en Angleterre, en France et aux États-Unis. Après avoir étudié les comptes-rendus des Banques d'Angleterre et de France,

(1) E. DE LAVELEYE, *Le marché monétaire et ses crises depuis cinquante ans*, 1863, p. 148, sq.

ainsi que ceux des banques les plus importantes des Etats-Unis, Juglar a été amené à la conclusion suivante : « Sans faire intervenir aucune théorie, aucune hypothèse, l'observation seule des faits a suffi pour dégager la loi des crises et de leur périodicité. Il y a donc des époques d'activité, de prospérité et de hausse des prix qui se terminent toujours par une crise et sont suivies par d'autres années de ralentissement des affaires, de baisse des prix, qui pèsent plus ou moins sur les industries et sur le commerce » (1).

Des guerres, des disettes, des abus de crédit, des émissions exagérées de billets de banque, toutes ces causes ne peuvent provoquer de crise industrielle, si la situation générale de l'économie nationale n'y aide pas. Elles peuvent, comme une dernière goutte d'eau qui fait déborder le vase, hâter l'arrivée de la crise industrielle, mais seulement dans le cas où la situation du marché monétaire et de celui des marchandises est telle que cette crise est inévitable. La crise industrielle n'arrive jamais brusquement : elle est toujours précédée d'une animation industrielle et commerciale, dont les symptômes sont si caractéristiques qu'ils permettent de prévoir l'approche de la crise.

D'où vient donc cette succession régulière de périodes d'activité et de répression ? Juglar n'en voit qu'une cause première, la fluctuation périodique du prix des marchandises. La période de prospérité qui précède la crise est toujours caractérisée par une hausse des prix. Cette hausse est provoquée par l'accroissement de l'épargne dans l'économie des pays capitalistes en voie de développement. Elle constitue la situation naturelle du marché. « La crise approche quand le mouvement se ralentit ; elle éclate quand il cesse. En un mot, la cause principale et, on peut dire, la cause unique des crises est l'arrêt de la hausse des prix (2) ».

(1) C. JUGLAR, *Des crises commerciales et de leur retour périodique*, 1889, p. XV.

(2) *Loc. cit.*, p 33.

Juglar présente le processus du développement de la crise de la façon suivante :

La hausse des prix des marchandises en ralentit naturellement la vente. Aussi, au fur et à mesure que les prix s'élèvent, la balance commerciale devient-elle de moins en moins favorable pour le pays. L'or commence à s'écouler vers l'étranger en paiement des marchandises dont l'importation ne couvre plus l'exportation. Au début, cette sortie de l'or est insignifiante et n'attire l'attention de personne. Finalement, les prix des marchandises deviennent si hauts que l'écoulement à l'étranger devient très difficile. Les prix tombent brusquement, des banques et des maisons de commerce font faillite et on se trouve en pleine crise industrielle.

On ne peut pas nier que la cause immédiate des crises ne soit la baisse des prix. La cause de l'exode du numéraire pendant la période qui précède immédiatement la crise, est aussi très bien expliquée par Juglar : la hausse des prix à l'intérieur du pays ralentit l'exportation des marchandises indigènes et encourage en même temps l'importation des marchandises étrangères ; naturellement le déficit de l'exportation des marchandises est couvert par l'exportation de l'or.

Néanmoins la théorie du Juglar ne résout pas le problème des crises. Si on la compare à celle de Laveleye, on voit que Juglar a fait un pas en avant : il a montré que les troubles de la circulation monétaire qui caractérisent l'approche d'une crise sont des phénomènes secondaires, provoqués par le changement de la hauteur relative du prix des marchandises à l'intérieur du pays et à l'étranger. Mais pourquoi les prix des marchandises subissent-ils ces hausses périodiques qui aboutissent à des crises industrielles ? C'est ce que Juglar n'a pas expliqué et ce qu'il dit en passant de l'épargne du pays est très maladroit. Si la demande des marchandises augmente, l'offre augmente donc aussi. Dans un pays capitaliste, ce n'est pas la demande qui précède l'offre

mais toujours l'offre qui précède la demande. D'habitude, il y a surabondance de capital et surabondance de marchandises qui ne peuvent trouver place sur le marché. La situation naturelle du marché n'est donc pas une tendance à la hausse, comme le prétendait Juglar, mais à la baisse des prix. Ainsi, la théorie de Juglar laisse sans réponse satisfaisante la question qui est au fond du problème des crises : les fluctuations des prix.

Le dernier groupe des théories des crises cherche l'explication de ces phénomènes dans le domaine de la répartition du revenu social. La théorie des débouchés de Sismondi est en même temps une théorie des crises. D'après cette théorie, la cause de l'apparition des crises est la création par l'économie capitaliste d'une plus-value, qui ne peut être consommée par la société par suite de la pauvreté des masses populaires. Le marché pour les produits de l'industrie capitaliste est, d'après Sismondi, trop étroit, comparativement aux forces productrices dont le capitalisme dispose.

On a lu au chapitre précédent la réfutation théorique de cette doctrine. L'histoire des crises la contredit également. Avec cette théorie, le mouvement de prospérité industrielle qui vient après chaque crise, est absolument incompréhensible. La crise et la stagnation industrielle n'enrichissent pas le peuple ; elles l'appauvrissent. Comment se fait-il qu'après quelques années de dépression un mouvement de prospérité industrielle soit possible, que le marché puisse absorber une plus grande quantité de produits qu'avant la crise ? Si cette théorie était exacte, il faudrait s'attendre à ce que l'industrie capitaliste périclité ; la pauvreté du peuple devrait empêcher toute extension de la production. La stagnation industrielle devrait être chronique. Or, c'est un tout autre spectacle qui s'offre à nous, un accroissement extrêmement rapide de la production, malgré les interruptions passagères des périodes de stagnation.

Cette simple considération montre combien la théorie qui voit la cause des crises industrielles dans l'insuffisance

de la consommation du peuple, est erronée. Cette théorie est contredite par la répétition périodique des crises, car en partant de son principe, il faudrait s'attendre à une stagnation chronique de la production capitaliste.

A ce même groupe de théories se rattache aussi la théorie de Rodbertus, guidée par ce qu'on appelle la loi d'airain des salaires, dont Rodbertus était le partisan absolu. D'après cette loi, le salaire a toujours pour limite le minimum de moyens d'existence. Cependant, dit Rodbertus, la productivité du travail croît avec les progrès de l'industrie. De nouveaux perfectionnement techniques augmentent la production de l'ouvrier ; mais l'ouvrier continue à ne recevoir que son salaire primitif. Ainsi, la part relative de l'ouvrier dans le produit du travail baisse proportionnellement aux progrès techniques. En d'autres termes, les ouvriers ne sont en mesure de consommer qu'une fraction de plus en plus réduite de la production sociale. Il en résulte qu'avec les progrès techniques une fraction du capital social occupé dans la production des objets de consommation pour la classe ouvrière devient libre et doit passer dans d'autres branches de la production. Mais ce passage ne peut s'effectuer qu'avec lenteur et avec des heurts. Dans le cas où il trouve des obstacles, les branches de l'industrie qui produisent des objets de consommation pour la classe ouvrière ne peuvent écouler tous leurs produits. Il en résulte une surproduction partielle qui, par suite de la dépendance qui existe entre toutes les branches de l'industrie, se transforme en surproduction générale. On a ainsi ce que l'on appelle une crise industrielle (1).

Logiquement, la théorie de Rodbertus est bien construite. Il ne partage pas les idées de Sismondi sur les débouchés, et ne croit pas que la pauvreté de la classe ouvrière rende impossible l'écoulement de la production sociale. Pour lui,

(1) La théorie de Rodbertus est exposée principalement dans ses quatre « Lettres sociales » adressées à Kirchmann.

les crises ne sont pas provoquées par la modicité absolue du salaire, mais par le fait qu'il diminue avec les progrès techniques. En général, Rodbertus reconnaît bien comme cause des crises non pas l'excès de la production sociale, mais le manque de proportionnalité dans sa répartition.

Le défaut de cette théorie est dans le désaccord de ses postulats fondamentaux et des faits. Tout d'abord, la loi d'airain des salaires, qui est le point de départ de Rodbertus, est inexacte. Pendant les périodes d'essor industriel, le salaire de l'ouvrier augmente et ne reste point invariable, comme le prétendait Rodbertus. Les époques de prospérité industrielle ne sont point des périodes de progrès technique ; au contraire, les progrès techniques s'introduisent ordinairement durant les périodes de stagnation industrielle, lorsque la baisse du profit oblige les entrepreneurs à rechercher les moyens de réduire les frais de production. Ce sont les branches industrielles qui produisent les moyens de production qui ont le plus à souffrir des crises et non celles qui produisent des objets de consommation pour la classe ouvrière. En général, la théorie de Rodbertus, tout en étant logiquement parfaite, est construite entièrement *a priori* et ne trouve pas le moindre appui dans les faits.

En définitive, aucune des théories que nous venons d'examiner, n'est en mesure d'expliquer le processus du cycle capitaliste, qui reste toujours énigmatique et incompréhensible.

CHAPITRE III

LE CYCLE INDUSTRIEL ET L'EXPLICATION DE LA PÉRIODICITÉ DES CRISES

Caractère général de cette périodicité. — Le cycle industriel. — La régularité des fluctuations du prix du fer. — La création périodique de nouveau capital fixe. — La construction de voies ferrées. — Les spéculations sur la propriété immobilière. — La théorie de Henry George. — L'accumulation ininterrompue de capital empruntable disponible. — Différence entre l'accumulation du capital empruntable et du capital productif. — Les crises et la bassesse du taux de l'intérêt. — L'impossibilité de la transformation ininterrompue du capital empruntable en capital productif. — Les crises financières. — Le cycle du crédit. — Causes des phases du cycle industriel. — Le commerce extérieur.

L'histoire des crises anglaises nous a montré la périodicité du flux et du reflux de l'industrie capitaliste. Le cycle industriel peut s'étendre et se rétrécir, selon les conditions économiques concrètes du moment historique. Aussi peut-on, de prime abord, considérer comme fausses toutes les théories qui veulent voir dans le retour des crises un phénomène régi par une loi mathématique. Sans doute, pendant quelques dizaines d'années, les crises se sont renouvelées à intervalles à peu près égaux : les crises de 1825, de 1836 et de 1847 ont toutes été séparées les unes des autres par un intervalle de 11 ans. Cependant la crise suivante s'est produite après un intervalle de 10 ans, en 1857 ; l'autre

après un intervalle de 9 ans, en 1866. La période de stagnation des années *soixante-dix* a commencé en 1873 et s'est terminée en 1879 ; celle des années *quatre-vingt* a commencé en 1882 et s'est terminée en 1887 ; celle des années *quatre-vingt-dix* a commencé en 1891 et s'est terminée en 1895. Puis, le cycle industriel s'est étendu et a embrassé dix ans, car l'industrie anglaise a prospéré jusqu'au milieu de 1900. En revanche, les dix premières années du xx^e siècle ont vu deux périodes de stagnation : 1901-1904 et 1908-1909.

L'évolution capitaliste est périodique, en ce sens qu'elle est faite d'une succession de périodes d'essor et de faiblissement, de prospérité et de dépression, qu'elle évolue suivant un cycle. Le cycle industriel embrasse approximativement (mais approximativement seulement) dix années. D'après les paroles souvent citées de Samuel Lloyd, nous avons tous les dix ans « le calme commercial, puis un progrès, un retour de confiance, la prospérité, l'énerverment, la spéculation à outrance, les luttes convulsives, l'impasse, la stagnation des affaires, la misère..., et puis de nouveau le calme commercial ». Ce cycle industriel peut être considéré comme une loi inhérente à l'économie capitaliste. Il embrasse, comme on peut le voir par l'histoire des crises anglaises, de 7 à 11 ans (1).

Le problème des crises ne peut être convenablement résolu qu'en s'appuyant sur une bonne théorie des débouchés. Or, la science économique contemporaine, dans la grande majorité de ses représentants, prend comme base une fausse théorie des débouchés. Rien d'étonnant à ce qu'elle soit impuissante à apporter la solution.

La théorie des débouchés nous a montré qu'il est faux d'admettre une surproduction de la société capitaliste amenée

(1) Le cycle le plus court est celui des dix dernières années ; il n'embrasse que 7 ans (1901-1908) ou même 6 ans, si on le calcule d'un essor à l'autre.

par l'insuffisance de la consommation. L'existence d'une surproduction générale pendant les périodes de stagnation ne peut cependant être niée. Il résulte de la théorie des débouchés exposée plus haut que la surproduction ne peut être que partielle. Il nous faut donc expliquer comment il se fait qu'elle puisse prendre, pendant les périodes de crises, un caractère général. Comment peut-il y avoir surproduction générale, si la demande des produits est déterminée par la production, si l'augmentation de l'offre équivaut à l'augmentation de la demande ?

Pour comprendre le fait de la surproduction générale, il faut comparer les conditions de l'économie capitaliste avec les conditions des systèmes économiques plus primitifs. Prenons, par exemple l'échange naturel, l'échange d'un produit contre un autre produit, sans l'intermédiaire de l'argent. Supposons que l'on échange immédiatement du drap contre du pain. Dans ce cas, s'il y a excès dans la production du pain, relativement à celle du drap, son prix par rapport à celui du drap baissera et le prix du drap par rapport au pain augmentera. L'excès dans la production du pain couvrira l'insuffisance de la production du drap ; la baisse du prix d'un côté sera compensée par la hausse observée de l'autre côté. Il est évident qu'il ne peut y avoir surproduction générale de ces deux produits, car le prix du pain par rapport à celui du drap et le prix du drap relativement à celui du pain ne peuvent pas baisser simultanément. La surproduction, aussi bien que la baisse des prix, ne peut être que partielle.

Passons maintenant à l'échange en monnaie. Supposons que les prix du pain et du drap s'expriment par un moyen terme, l'argent. Admettons que la production du pain dépasse les besoins du producteur de drap. En ce cas, le prix monétaire du pain diminuera. Cette réduction peut être si considérable qu'elle entraîne une diminution de la somme totale de l'argent reçu par le producteur de pain ; pour une quantité plus grande de pain celui-ci aura eu une

somme d'argent moindre. Les moyens d'achat du producteur de pain diminueront donc. Et, comme il se sert de ces moyens pour acheter du drap, il en résulte une diminution de la demande monétaire du drap et une baisse du prix de ce produit. La baisse du prix monétaire du pain sera donc suivie d'une baisse du prix monétaire du drap.

En d'autres termes, il se produira un excès de l'offre sur la demande monétaire des produits et, par suite, une baisse générale des prix. Or, une baisse générale des prix sur le marché est la manifestation d'une surproduction générale des marchandises.

Dans ce cas-là, la surproduction générale a pour cause la surproduction partielle, le manque de proportionnalité dans la répartition du travail social. La production d'une marchandise dépasse les besoins de la consommation ; il en résulte une baisse de son prix monétaire ; et, comme il existe une connexion entre les prix monétaires des divers produits, la baisse des prix affecte aussi les autres marchandises. Ainsi, dans notre exemple, la surproduction générale n'est autre chose que la manifestation, dans les conditions de l'échange monétaire, d'une surproduction partielle, du manque de proportionnalité dans la répartition du travail social.

Donc, dans l'économie naturelle, la surproduction générale est possible, mais elle n'est point nécessaire. Au contraire, comme, dans ce genre d'économie, les besoins de la consommation régularisent la production sociale (l'accumulation du capital n'est point considérée comme un but), la production sociale est aussi stable et peu variable que l'est la consommation sociale. La production sociale atteint facilement, lorsque la demande est constante, la répartition proportionnelle, la répartition conformément à la demande. La rupture de cette proportionnalité est provoquée moins par des causes sociales que par des causes extérieures et matérielles, par exemple, les disettes, qui dépendent des influences atmosphériques, etc. Ainsi, dans l'économie

simple de la petite production, qui se rattache au type des économies harmonieuses, la surproduction générale est une perturbation accidentelle dans le mouvement normal de la vie économique.

Un tout autre tableau apparaît dans l'économie capitaliste, où ce ne sont plus les besoins de la consommation, mais l'accumulation du capital qui détermine la production sociale.

Dans l'économie capitaliste, l'accumulation du capital crée une tendance constante à l'extension de la production. Le capital presse, pour ainsi dire, toujours la production, la stimule sans cesse. Mais, pour que les produits puissent s'écouler, il faut une répartition proportionnelle de la production. Or, l'économie capitaliste dans son ensemble est chaotique, dépourvue d'organisation. Ce manque d'organisation et l'extension de la production par l'accumulation du capital créent une tendance permanente à la surproduction, qui se manifeste précisément par cette difficulté de trouver des débouchés pour les produits, par cette surabondance constante des forces productives, qui est si caractéristique pour le capitalisme, même en temps normal. La difficulté de trouver des débouchés ne résulte donc que de la difficulté d'arriver à une répartition proportionnelle de la production dans les conditions de l'économie capitaliste. En temps normal, cette difficulté empêche l'extension de la production. Mais il arrive qu'elle devienne plus aiguë et la production capitaliste tombe momentanément, pour ainsi dire, dans un état de paralysie générale et il se produit ce que nous appelons une crise industrielle.

La circonstance qui aggrave ces crises est le moyen de circulation caractéristique de l'économie capitaliste, le crédit. Si l'argent établit une connexion entre le prix des marchandises, le crédit la rend bien plus étroite. Le crédit croît et décroît avec une égale facilité. En temps favorable, il multiplie la force d'achat de la société et disparaît dès que le moment difficile arrive. Grâce au crédit, toutes les oscil-

lations de l'économie acquièrent une amplitude beaucoup plus grande : l'économie sociale monte plus haut et sa chute n'en est que plus grave.

Mais le crédit ne fait qu'aggraver les crises ; il n'en est point la cause première. Les crises du capitalisme ont des racines plus profondes, dans la nature même de l'économie capitaliste. Leur nécessité résulte de trois particularités de ce système économique : 1° *l'économie capitaliste est une économie antagoniste*, où l'ouvrier est un simple moyen de production pour le directeur de l'entreprise ; 2° *elle se distingue des autres systèmes économiques antagonistes (esclavage, système féodal) par sa tendance à l'extension illimitée de la production* (but de l'accumulation du capital) ; 3° *elle est dans son ensemble dépourvue d'organisation* ; la répartition méthodique de la production sociale entre les différentes branches du travail fait défaut. Ces trois particularités caractéristiques du capitalisme rendent les crises économiques inévitables.

Cependant, cela n'explique pas encore la périodicité des crises, c'est-à-dire le cycle industriel. Pourquoi les phases de prospérité et de dépression se succèdent-elles avec une si étonnante régularité ? L'histoire des crises peut nous fournir la réponse.

La particularité la plus caractéristique des fluctuations industrielles est la coïncidence du mouvement extrêmement régulier du prix du fer avec les phases du cycle capitaliste : dans la phase de prospérité, le prix du fer est invariablement élevé ; il est extrêmement bas dans la phase de stagnation industrielle. Les prix des autres produits oscillent avec beaucoup moins de régularité. Cela indique l'existence d'un lien étroit entre les conditions de la demande du fer et les phases du cycle capitaliste. La demande du fer augmente pendant la période de prospérité ; elle fléchit durant la phase de stagnation. Or, le fer est une matière qui sert à la production des instruments de travail. On peut juger par la demande du fer de ce qu'est la demande des moyens de

production en général. La phase ascendante du cycle capitaliste est donc caractérisée par l'augmentation de la demande des moyens de production, la phase descendante par le fléchissement de cette demande.

Or, les moyens de production (fer, houille, bois etc.) sont fortement demandés lorsqu'on augmente le capital fixe du pays, lorsqu'on construit des chemins de fer, des fabriques, des usines, des maisons etc. La phase de prospérité est donc la période de construction très active, de création d'entreprises industrielles nouvelles. De nos jours, les phases d'essor coïncident ordinairement avec la construction active de voies ferrées. Le réseau ferré s'est agrandi dans le monde entier par à-coups ; dans tout le monde capitaliste, les périodes de construction active ont coïncidé avec des phases d'essor industriel, tandis que, pendant les phases de stagnation, la construction des voies ferrées s'interrompait presque complètement.

« On peut dire, observe très justement Nasse, que, dans la plupart des contrées du monde civilisé, le réseau existant de chemins de fer a été construit par à-coups ; il n'est pas le résultat d'un plan méthodiquement et régulièrement exécuté, mais bien le fruit d'une activité tantôt énercée à l'excès et tantôt ralentie jusqu'à la torpeur (1). » C'est ce que l'on peut constater surtout aux États-Unis. Toutes les crises américaines des dernières dizaines d'années ont été précédées d'une extension extrêmement énergique du réseau ferré. Il en est de même des dernières crises de la République Argentine et de l'Australie.

En Angleterre, la relation entre les crises et les constructions de voies ferrées n'est pas si immédiate. Sans doute, on la trouve manifestée dans deux crises, dans celle de 1847 et, à un degré moindre, dans celle de 1836. Mais,

(1) E. NASSE, *Die Verhütung der Produktionskrisen durch staatliche Fürsorge (Jahrbücher für Gesetzgebung im Deutschen Reich, t. III, p. 133).*

sans aucun doute, les crises anglaises suivantes ne furent pas provoquées par les constructions de voies ferrées. On le comprend d'ailleurs aisément. L'Angleterre est, par sa superficie, un pays si petit que les chemins de fer devaient y être de très bonne heure suffisants. Il n'y avait pour ainsi dire pas de place pour une plus grande extension. La relation entre les crises anglaises et les constructions de voies ferrées devint donc plus complexe, mais elle ne fut pas du tout supprimée. L'histoire des crises anglaises nous montre quel rôle important l'exode des capitaux anglais vers l'étranger joue dans la génération des crises. Or, dans les pays vers lesquels ils affluent, ces capitaux se portent de préférence vers les constructions de chemins de fer. Ainsi, les crises anglaises furent également provoquées, bien qu'indirectement, par les extensions périodiques des voies ferrées du monde entier.

Un autre trait caractéristique de nombreuses crises est la spéculation sur la propriété immobilière, et, en particulier, sur les terrains urbains. Aux États-Unis, les crises sont presque toujours précédées d'un accroissement extraordinaire des achats de terres d'État et de la hausse considérable du prix des terrains qui en résulte. Cette particularité des crises américaines est si frappante que Henry George en a fait le point de départ de sa théorie des crises. « La cause principale de la stagnation périodique des affaires, — lisons-nous dans son livre « *Progress and Poverty* » — à laquelle, semble-t-il, toutes les nations civilisées sont de plus en plus exposées, réside dans la hausse du prix de la terre, provoquée par la spéculation, dont la conséquence est la diminution de la rémunération du travail et des revenus du capital, en même temps que l'arrêt de la production (1). » Cette affirmation renferme une part considérable d'exagération. Considérer la hausse périodique du prix de la terre comme la cause principale des crises est par trop

(1) HENRY GEORGE, *Progress and Poverty*, Londres, 1885, p. 185.

simplifier le problème. Les spéculations sur les terres pendant les périodes de prospérité sont très caractéristiques comme symptômes de l'extension du capital social fixe, mais elles sont plutôt un symptôme de la maladie que la cause de celle-ci.

Les spéculations sur les terrains urbains et la folie des constructions atteignirent, par exemple, d'énormes proportions à Vienne, à la veille du fameux krach de 1873, à Berlin vers la même époque, en Australie et dans la République Argentine vers 1890, etc. Sans doute, en Angleterre même, les spéculations de ce genre ne jouèrent pas un grand rôle dans la génération des crises. Mais il faut ici de nouveau se rappeler que les capitaux anglais participent aux spéculations de presque tous les autres pays. L'Angleterre est le cœur du monde capitaliste, et, par suite, tous les événements de l'économie mondiale ont leur répercussion en Angleterre.

D'ailleurs, on ne saurait guère contester que, pendant les périodes de prospérité, il s'effectue un placement du capital social (ce que les Anglais appellent « investment »). La période qui précède une crise est appelée d'habitude période des spéculations folles. A ce moment, tout le monde se hâte de placer ses fonds disponibles dans quelque entreprise et les financiers habiles en profitent pour s'enrichir aux dépens du public trop confiant.

Toute crise est inévitablement précédée de cette folie de spéculations, de la fondation d'une quantité énorme d'entreprises nouvelles. Or, cette folie des spéculations n'est pas autre chose que l'extension du capital fixe de la société.

On peut se faire une idée approximative de la relation qui existe entre les crises et les entreprises nouvelles par la statistique suivante de l'émission annuelle des valeurs en Angleterre (rentes, obligations, actions, etc.) (1).

(1) D'après les suppléments annuels de l'*Economist*.

Années.	Millions de livres sterling.										
1870	92,3	1880	122,2	1887	111,2	1894	91,8	1904	123,0	1910	267,4
1872	151,6	1881	189,4	1888	160,3	1895	104,7	1905	167,2	1911	194,8
1873	154,7	1882	145,6	1889	207,0	1896	152,7	1906	120,2		
1874	114,2	1883	81,2	1890	142,6	1897	157,3	1907	123,6		
1875	62,7	1884	109,0	1891	104,6	1898	150,3	1908	192,2		
1876	43,2	1885	78,0	1892	81,1	1899	133,2	1909	182,4		
1877	51,5	1886	101,9	1893	49,1	1900	165,5				
1878	59,2					1901	159,4				
1879	56,5					1902	153,6				
						1903	108,5				

Dans ce tableau, nous avons groupé les années d'après les phases du cycle industriel, de sorte qu'avec chaque colonne commence un nouveau cycle. Il est facile de voir que les premières années du cycle industriel sont caractérisées par une augmentation des placements du capital social; mais, quelques années suffisent pour que les entreprises nouvelles atteignent leur maximum. Puis, arrive une diminution jusqu'à ce que le cycle suivant amène un nouvel accroissement. Les chiffres élevés des valeurs émises de 1900 à 1902 s'expliquent par des causes extérieures, notamment par la guerre du Transvaal et par les emprunts contractés par l'Angleterre par suite de cette guerre. La dépression ne suit pas d'habitude immédiatement le maximum des émissions; entre ce maximum et la stagnation commerciale, quelques années peuvent s'écouler. Nous pouvons attendre la prochaine crise périodique pour 1914-1916.

Les fluctuations annuelles du nombre des sociétés par actions nouvellement fondées, que nous avons relatées plus haut dans l'exposé historique des crises, expriment

tout aussi clairement la relation des crises et des spéculations. Enfin, la statistique du chômage, que nous étudierons dans la troisième partie de ce livre, montre que les branches de la production qui subissent les plus grandes fluctuations périodiques sont celles qui produisent le capital fixe. Très instructive est, sous ce rapport, la déposition du chef de la section de statistique industrielle au ministère du commerce anglais, Llewellyn Smith, devant une commission parlementaire de 1895. « Les fluctuations périodiques, exposa-t-il, sont particulièrement fortes dans les branches industrielles telles que la construction des navires, la construction des machines et autres branches analogues que Walther Bagehot a appelées les « industries instrumentales » (« instrumental trades »). L'ensemble de la production nationale ne varie que très peu d'une année à l'autre... mais ces faibles variations suffisent pour provoquer de violentes secousses (violent oscillations) dans les branches industrielles qui fournissent des moyens de production » (1).

Pourquoi maintenant toute extension intensive du capital fixe s'accompagne-t-elle d'un mouvement général de prospérité industrielle et toute diminution de l'activité des spéculations d'une stagnation générale des affaires? La cause de cette relation est dans la dépendance réciproque, dans l'ordre économique capitaliste, des branches industrielles entre elles.

Toute production crée une demande d'autres marchandises. Avec rien, on ne peut rien produire. Pour pouvoir produire de nouvelles marchandises, il faut se procurer des matières premières, des moyens de production, des objets de consommation pour les ouvriers. L'extension de la production dans une branche quelconque accroît donc la demande des marchandises fabriquées par d'autres indus-

(1) *Third Report from the select Committee on Distress from Want of Employment, 1895. Déposition de Llewellyn Smith*

tries. De cette façon, l'impulsion qui porte à l'extension de la production se transmet d'une branche industrielle à l'autre ; par suite, l'extension de la production est contagieuse et a toujours une tendance à gagner toute l'économie sociale. Voilà pourquoi, pendant les périodes d'extension du capital fixe, on remarque pour toutes les marchandises une augmentation de la demande.

Pour construire une fabrique ou une voie ferrée, il faut se procurer des matériaux de construction (bois, tuiles, fer, etc.), des machines, des outils, engager des ouvriers. Les matériaux de construction, de même que les machines et les objets de consommation pour les ouvriers, ne tombent pas du ciel ; ils sont fournis par d'autres branches de la production. Ainsi, plus les nouvelles entreprises sont nombreuses, plus la demande de moyens de production et d'objets de consommation pour les ouvriers est considérable. La demande d'objets de consommation pour les classes supérieures de la société s'accroît également, car la prospérité générale de l'industrie augmente les revenus des entrepreneurs. Ainsi, peu à peu, toute l'industrie nationale est mise en activité par suite de l'extension du capital fixe, c'est-à-dire de la construction de nouvelles lignes de chemins de fer, de fabriques, de maisons, de navires, etc. (1).

Pourquoi l'extension du capital fixe ne se fait-elle pas progressivement, peu à peu, mais bien par à-coups, par bonds violents ? Cela s'explique par les conditions de l'accumulation du capital dans l'ordre économique capitaliste.

Nous avons déjà montré plus haut qu'avec les conditions économiques actuelles, dans tous les pays capitalistes riches, des capitaux libres, qui ne sont liés à aucune branche industrielle, s'accumulent rapidement. Ces capitaux apparaissent sur le marché sous la forme de capitaux disponibles, empruntables. Ils sont constitués par la capitalisation des

1) Cf. MARX, *Das Kapital*, t. II, p. 287-288.

revenus des classes sociales les plus diverses, de même que par les fonds en caisse dont dispose tout entrepreneur et même tout individu riche. Grâce aux banques, réservoirs qui reçoivent et distribuent ce capital disponible, chacun est en mesure de transformer en capital empruntable la partie de son encaisse dont il n'a pas besoin pour les dépenses courantes, (et même, avec le développement de l'usage des chèques, la totalité de son encaisse). Il n'a besoin, pour cela, que de confier son argent disponible à la banque, en qualité de dépôt. Mais la plus grande partie des capitaux disponibles empruntables que l'on trouve sur le marché n'est pas constituée par l'encaisse des particuliers ; elle est formée par des revenus capitalisés qui, pour une raison ou pour une autre, n'ont pas été placés à leur lieu d'origine. Or, il ne faut pas du tout confondre l'accumulation de ce capital empruntable avec l'accroissement du capital productif. « Tout accroissement du capital empruntable ne dénote pas une accumulation réelle de capital ou une extension du procès de reproduction ». (1) Cette différence entre le capital productif et le capital empruntable apparaît avec la plus grande clarté dans les emprunts d'Etat. L'Etat contracte un emprunt pour un emploi improductif ; les créanciers de l'Etat sont des capitalistes qui avancent le capital demandé. Après que la somme a été dépensée, le capital des créanciers de l'Etat n'a nullement diminué, bien que le capital productif réel du pays ait disparu au cas d'une dépense improductive. Le détenteur d'une valeur d'Etat possède en réalité le droit de prendre pour lui une certaine partie du revenu du pays. « L'accumulation du capital de la dette d'Etat n'est rien autre chose que l'accroissement d'une catégorie de créanciers qui ont pour eux le droit de prendre une certaine somme sur le montant des impôts » (Marx). L'augmentation de la dette d'Etat ne prouve nullement l'augmentation du capital réel du pays, et néanmoins,

(1) MARX, *Das Kapital*, t. III, 2^e partie, p. 22.

sur le marché monétaire, les valeurs d'Etat sont tout aussi bien considérées comme capital que les obligations ou actions d'une entreprise industrielle qui représentent véritablement un capital réel.

Ainsi, l'accumulation du capital empruntable est quelque chose de tout différent de l'accroissement réel de la production et du capital productif. L'argent empruntable peut s'accumuler non seulement lors de l'extension, mais encore lors de l'arrêt ou de la réduction de la production. Et non seulement il peut s'accumuler dans ces conditions, mais il s'y accumule en réalité.

Dans la société capitaliste, il y a toute une série de revenus dont le chiffre ne dépend pas ou ne dépend que très peu de la situation de la production nationale. De toutes les catégories du revenu national, c'est le gain des entrepreneurs qui varie le plus, ensuite viennent les salaires des travailleurs. Ces deux sortes de revenus progressent dans les phases favorables du cycle industriel et fléchissent dans les phases défavorables. Mais, d'autres revenus, qui dérivent de la propriété, sont beaucoup plus indépendants de ces phases. Ainsi, par exemple, les intérêts des emprunts d'Etat, des hypothèques, des obligations, etc. sont payés tout aussi ponctuellement dans les années de stagnation des affaires que dans les années de prospérité. La rente foncière est sujette à des fluctuations considérables au cours de périodes d'une certaine étendue ; par exemple, la rente foncière a considérablement fléchi en Angleterre pendant les 40 dernières années. Mais les phases du cycle industriel n'apparaissent presque pas dans la rente foncière.

La somme des revenus de ce genre constitue une fraction très considérable du revenu national. On peut voir par la statistique de l'impôt national sur le revenu en Angleterre, que les revenus provenant de la terre, des immeubles, des prêts faits à l'Etat, des prêts faits à l'étranger et aux colonies constituent en tout près de la moitié du revenu national imposé.

Ainsi, en Angleterre, — et il en est de même de tout autre Etat capitaliste, — toute une série de revenus n'est pas ou n'est que très peu influencée par les phases du cycle industriel. Il n'y a pas de raison pour que les rentiers des différentes catégories accumulent une partie moindre de leurs revenus pendant une période de stagnation des affaires que pendant une période de prospérité. Au contraire, puisque, dans une période de stagnation, les prix des marchandises et, par suite, le coût de la vie, ainsi que d'autres dépenses, diminuent, les économies des rentiers et de tous ceux qui ont un revenu fixe (militaires, fonctionnaires, retraités, employés, etc.), peuvent augmenter; tandis que les économies des autres couches de la population, principalement des entrepreneurs et des ouvriers subissent nécessairement une forte diminution pendant les phases défavorables du cycle industriel. Sans aucun doute, l'accumulation du capital-argent empruntable doit se produire avec plus de régularité que sa transformation en capital productif; le capital empruntable s'accumule sans interruption, il ne se transforme en capital productif que par à-coups.

Nous avons plusieurs fois, dans le cours de l'exposé de chacune des crises, signalé l'accroissement considérable des réserves des banques immédiatement après la fin d'une crise, au moment de la stagnation des affaires. A ce même moment, les dépôts des particuliers dans les banques se multiplient également. C'est le signe d'une accumulation de l'argent disponible cherchant un placement. Le taux peu élevé de l'escompte qui suit constamment la liquidation d'une crise commerciale et persiste obstinément pendant toute une suite d'années, témoigne d'une surabondance du capital non-placé. En général, de même que les phases favorables du cycle industriel sont caractérisées par un placement plus considérable des capitaux, par la transformation du capital libre en capital fixe, la phase défavorable est caractérisée par une accumulation du capital empruntable libre, mobile.

Cela est si manifeste que nombre d'économistes (en particulier J. St. Mill) ont considéré comme la cause immédiate des crises le fléchissement du taux de l'escompte, qui provoque des spéculations sur le marché monétaire et la débâcle qui vient ensuite.

« Les crises se produisent presque périodiquement, — expose J. St. Mill dans ses « Principes d'économie politique ». Si quelques années se sont écoulées sans crise, le capital déjà existant s'accroît tellement qu'il est impossible de trouver un placement donnant le bénéfice habituel ; les cours de toutes les valeurs d'Etat montent très haut, le taux de l'escompte pour les valeurs de premier ordre baisse considérablement et tous les commerçants se plaignent de la disparition des affaires avantageuses... Comme il devient presque impossible de réaliser un bénéfice sans courir de risque, les gens sont portés à prendre au vol tous les projets qui offrent l'espoir de hauts bénéfices, même s'ils ont à compter avec le risque de la perte : c'est ainsi qu'on en arrive à ces spéculations qui, avec les réactions qui suivent, détruisent des quantités considérables de capitaux ou les font émigrer à l'étranger, ce qui provoque une élévation temporaire du taux de l'escompte et des bénéfices, et déblaie le terrain pour de nouvelles accumulations ; après quoi, le même cycle se reproduit de nouveau ».

Mill a parfaitement raison de signaler l'accumulation rapide du capital empruntable après la crise, qui provoque une baisse du taux de l'escompte et favorise le développement de la spéculation. Mais, dans les fluctuations du taux de l'escompte, apparaissent à la surface du marché monétaire des changements plus profonds de l'économie capitaliste, que Mill ignore complètement.

Sans doute, il faut reconnaître une relation entre le faible taux de l'escompte et l'ardeur des spéculations. Beaucoup de témoins entendus par la commission parlementaire de 1833, qui avait à enquêter sur la crise de 1825, attribuèrent la crise à la baisse du taux de l'escompte par

suite de la conversion de la dette nationale anglaise. La crise de 1847 a également été attribuée par quelques témoins entendus par la commission parlementaire de 1848 au taux exceptionnellement bas du taux de l'escompte en 1843 et 1844. En général, le taux de l'escompte est ordinairement peu élevé dans la phase du cycle industriel qui précède immédiatement un mouvement de prospérité.

L'accumulation du capital-argent empruntable s'effectue donc sans cesse ; sa transformation en capital productif, le placement du capital empruntable dans l'industrie, se heurte à un obstacle. La présence de cet obstacle est indubitable. Pendant les années de stagnation des affaires, le marché regorge de capital empruntable. Pour transformer ce capital en capital productif, il faut une certaine proportionnalité dans la répartition du capital disponible aux différentes branches de la production. Pour qu'il n'y ait pas surabondance de marchandises, le nouveau capital doit être réparti proportionnellement entre toutes les branches de la production. Or, pour arriver à cette distribution proportionnelle, on se heurte, dans les conditions économiques actuelles, et avec l'anarchie de la production nationale, à de grandes difficultés. La situation devient la suivante : le capital-argent disponible, empruntable, s'accumule sans cesse, il cherche énergiquement un placement mais il ne peut le trouver. Le capital non-placé ne rapporte pas d'intérêts, il ne fait pas du tout fonction de capital, il n'a aucune valeur productive pour son propriétaire. Plus les capitaux ainsi inactifs sont nombreux, plus la poussée du capital disponible vers le placement productif doit être énergique. D'un côté donc, l'industrie est saturée de capitaux, et, de l'autre, de nouveaux capitaux s'efforcent, d'un effort toujours croissant, de pénétrer dans l'industrie. Un moment doit arriver où la résistance de l'industrie est vaincue et où les capitaux empruntables accumulés trouvent un placement et se transforment en capitaux productifs. Une nouvelle période de prospérité commence.

Dans la transformation du capital empruntable en capital productif, qui équivaut à une extension de la production nationale, le premier pas est le seul difficile ; par suite de la dépendance mutuelle de toutes les branches de la production, toute extension de la production a la tendance de passer d'une branche à l'autre jusqu'à ce qu'elle ait envahi toute l'économie nationale. Le capital disponible empruntable (qui, par exemple, repose comme dépôt à la banque et n'est pas employé par la banque elle-même à l'escompte des traites) représente une force d'achat latente. Cette force d'achat qui s'accumule pendant les mauvaises années, n'exerce aucune influence sur le marché des marchandises, tant que le capital empruntable n'est pas placé. Mais dès que, d'une façon ou de l'autre, il trouve un placement, cette force d'achat latente se transforme en force d'achat effective. Le capital est dépensé, c'est-à-dire employé à l'achat de telle ou telle marchandise. Un nouveau capital productif est créé, ce qui accroît la demande des moyens de production, aussi bien que des objets de consommation. L'industrie ouvre pour ainsi dire un nouveau débouché, créé par l'extension de la production elle-même, par la dépense d'énormes capitaux empruntables qui, auparavant, reposaient inactifs dans les caisses des banques. Pour l'industrie, l'origine de l'accroissement subit de la demande est indifférente. La seule chose qui lui importe, c'est que la demande se soit effectivement accrue de toute la somme du capital empruntable accumulé et maintenant dépensé. Les prix des marchandises montent et la production sociale s'étend, sur toute la ligne.

Quelques années se passent. Le capital précédemment accumulé se consomme peu à peu. Sans doute, l'extension de la production sociale crée une quantité considérable de nouveaux capitaux. Mais le marché les absorbe rapidement, car tous les entrepreneurs s'efforcent de profiter de la conjoncture favorable. Les marchandises trouvent écoulement et chaque entrepreneur fait son possible pour mettre dans

son entreprise tous les capitaux qu'il peut se procurer. Toutes les réserves de capital sont utilisées. L'extension extraordinaire du crédit, si caractéristique pour cette phase du cycle industriel, dénote un placement intensif du capital. Tandis qu'auparavant une forte concurrence régnait parmi les propriétaires d'argent à placer, et que l'offre du capital à prêter dépassait la demande, maintenant la demande dépasse considérablement l'offre.

La hausse du taux de l'escompte, que l'on observe généralement vers la fin de cette phase, est un indice certain de l'absence de capitaux empruntables. A ce moment, il arrive, à l'étonnement général, que l'or devient subitement « cher » ; en réalité, ce n'est pas la monnaie, c'est le capital empruntable qui est cher, et cela, parce qu'il reste sur le marché monétaire peu de capitaux libres, inoccupés.

C'est un fait très caractéristique que des crises financières précèdent souvent la stagnation des affaires de plusieurs mois, et même de quelques années.

Ainsi, par exemple, avant la crise industrielle de 1836, une crise financière s'est produite en 1835 ; avant la crise de 1847, a éclaté, dès 1845, une crise financière ; les crises industrielles de 1857 et 1873 ont été précédées de crises financières en 1856 et en mai 1873. La stagnation des affaires de 1892-95 fut précédée du krach de la maison Baring en 1890. Ce phénomène dépend très étroitement du mouvement du cycle industriel. Une crise financière se produit pendant la phase du cycle industriel où le manque de capital empruntable commence à se faire sentir. Lorsque le capital empruntable est en abondance, il n'y a jamais de crise financière. L'abondance du capital empruntable favorise la spéculation et les cours des valeurs sont élevés. Mais l'épuisement du capital empruntable disponible doit inévitablement provoquer la baisse des cours. C'est le signal de la panique et le krach arrive ensuite. Ce dernier est le signe certain que le capital empruntable disponible est presque épuisé. Pourtant, la vie industrielle

garde encore quelque temps son animation ; l'essor de l'industrie est en effet maintenu par la création du capital productif, qui ne s'effectue pas subitement, mais peu à peu, au cours d'assez longues périodes. Ainsi, par exemple, en Angleterre, les spéculations sur les actions de chemins de fer cessèrent dès 1845 avec la baisse des cours et l'affluence du capital vers les constructions de chemins de fer se ralentit considérablement à partir de 1846 ; mais, l'emploi du capital à la construction des voies ferrées ne commença à prendre de grandes proportions qu'à partir de cette année et il dura quelques années.

De même que la crise financière est provoquée par l'épuisement du capital empruntable, de même la crise industrielle se produit, lorsque la création d'un nouveau capital productif prend fin. C'est pour ce motif que la crise industrielle de 1847 est intervenue deux ans après la crise financière. Le krach de mai 1873 à Vienne provoqua de même la baisse du cours des valeurs dans l'Europe entière. Le montant des émissions subit une forte réduction, mais l'industrie anglaise ne se trouva pas, même en 1875, dans une situation très gênée. La formation du capital productif n'avait pas encore pleinement cessé. Ce n'est que quelques années après le début de la crise que l'industrie anglaise elle aussi eut véritablement à en souffrir.

La débâcle de la maison Baring n'a, au moment même, eu de répercussion que sur la Bourse : les émissions diminuèrent, la Bourse n'était pas favorable aux nouvelles entreprises. La dépression industrielle n'arriva que plus tard, lorsque l'extension du capital productif eut subi une réduction.

Les chiffres des émissions en Angleterre, qui ont été donnés plus haut (page 256), peuvent être considérés comme la preuve statistique de ce qui vient d'être dit. Le maximum des émissions correspond, pour la période de 1870 à 1880, à l'année 1873. Dans le cycle industriel de 1880 à 1885, c'est à l'année 1881, deux ou trois ans avant le commence-

ment de la stagnation, qu'échoit le maximum des émissions ; de 1883 à 1890, ce maximum correspond à l'année 1889, un an avant l'effondrement de la maison Baring et quelques années avant la stagnation des affaires qui suivit cet effondrement.

Pourquoi tout essor industriel se termine-t-il par une réaction, par un marasme commercial ? Il y a à cela de nombreuses causes. Tout d'abord, l'extension de la production absorbe le capital empruntable disponible, la force d'achat libre, non immobilisée, dont l'accumulation sur le marché monétaire avait été la cause immédiate du mouvement de prospérité. Par exemple, tant qu'un chemin de fer est construit, sa construction crée un besoin énorme de marchandises. Mais les constructions de voies ferrées ne peuvent pas toujours se continuer dans la même proportion qu'aux jours de prospérité : le capital manque. L'histoire de la crise américaine de 1873 nous a montré que la cause immédiate de l'explosion de la crise fut l'impossibilité de contracter de nouveaux emprunts pour les chemins de fer sur les marchés monétaires d'Europe et d'Amérique. Le capital empruntable était épuisé et les constructions de chemins de fer durent être réduites. De plus, les prix élevés des marchandises et les gros bénéfices qu'amène la prospérité, ne peuvent aller sans une tension du crédit et un éveil du désir de la spéculation. La situation favorable du marché mondial doit, nécessairement, produire une fièvre de spéculations. Les gros bénéfices ressemblent à une boisson enivrante qui, prise en grande quantité, doit faire perdre la raison à l'homme le plus fort et le plus raisonnable. Si nous ne remarquons aujourd'hui, sur le marché des marchandises anglais, rien de semblable à la folie des spéculations de l'époque précédente, c'est tout simplement que l'âge d'or de l'industrie anglaise est passé.

La tension du crédit et le délire des spéculations doivent, de leur côté, amener l'effondrement du crédit et la panique. Une excellente caractéristique du cycle du crédit se trouve

dans l'article remarquable de John Mills « On Credit Cycles and the Origin of Commercial Panics » (Transactions of the Manchester Statistical Society, 1867-1868).

La panique du marché monétaire, expose Mills, ne détruit pas le capital et pourtant elle exerce sur toute l'économie nationale l'influence la plus funeste. Qu'y a-t-il donc de détruit dans une panique et quel est le vide qu'elle laisse ? « C'est l'agent délicat, immatériel, qui met en mouvement le capital inerte et lui fraie de nouvelles voies. Cet agent est le crédit. » La panique est la mort du crédit, mais le crédit a le pouvoir de résurrection, le cycle de sa vie est le cycle industriel moderne. La première période d'un cycle du crédit (Postpanic period) suit immédiatement la fin d'une panique. A ce moment, le taux de l'escompte baisse et, sur le marché monétaire, l'offre du capital est supérieure à la demande. Cette situation est créée : 1° par l'état d'esprit des propriétaires du capital, qui se tranquillisent sans doute lorsque la panique est terminée et cependant craignent de se séparer de leur argent, qu'ils déposent donc en lieu sûr, c'est-à-dire dans les banques ; c'est pour cette raison que les dépôts des particuliers dans les banques se multiplient à ce moment ; 2° par l'état d'esprit des débiteurs, qui n'ont pas envie de contracter de nouveaux emprunts et de donner de l'extension à leurs entreprises.

La première période dure généralement de 2 à 3 ans. Pendant tout ce temps, le taux de l'intérêt est bas, tandis que les réserves des banques restent élevées. Peu à peu, on remarque une restauration du crédit ; c'est la période moyenne, la période du retour de la vie. Les prix des marchandises et les bénéfices s'élèvent, les entreprises prennent rapidement de l'extension. Des jeunes gens commencent à prendre part aux affaires, qui n'ont pas vu la panique précédente et sont naturellement portés à envisager l'avenir avec plus d'optimisme. Le grand public a toujours une tendance à se représenter l'avenir sous les couleurs du présent ; la confiance revient et la conviction que la situa-

tion plus favorable du marché persistera, pénètre dans toutes les couches de la population. Les capitaux circulent rapidement et rapportent de jolis revenus, qui sont aussitôt remis dans la circulation. Peu à peu, les capitaux inondent les canaux ordinaires de la circulation et les capitalistes se mettent en quête de nouveaux débouchés.

Alors commence la troisième période, la période de spéculation. Le crédit devient de plus en plus tendu, les prix atteignent une hauteur anormale ; finalement tout l'édifice s'effondre. Le crédit meurt, pour ressusciter de nouveau. Tel est le cycle du crédit.

Tout cet exposé est très fin et remarquable. Son unique défaut, c'est que Mills ne décrit qu'un côté de la chose : les phénomènes psychologiques dont s'accompagne le cycle industriel ; il néglige complètement les causes objectives du cycle (il y a sans doute chez Mills un essai de marquer les causes objectives des crises, mais il n'y a pas du tout réussi). Sans doute, il est très juste que la psychologie de l'entrepreneur subit des changements réguliers selon les phases du cycle industriel. La psychologie de la phase de stagnation n'a rien de commun avec la psychologie de la phase de prospérité. La prospérité amène le spéculateur à franchir la limite qui sépare l'initiative raisonnable de la témérité irréfléchie, laquelle ne recule devant aucun risque, devant aucun danger. Il ne faut pas oublier que la spéculation ne considère que la différence des prix espérée et que la hauteur absolue des prix lui est indifférente. Le spéculateur peut être convaincu que l'effondrement des prix se produira inévitablement dans un avenir plus ou moins proche. Cela ne le regarde pas ; la seule chose qui l'intéresse est de savoir à quelle hauteur seront les prix d'une valeur ou d'une marchandise déterminée demain, dans huit jours, dans un mois. Lorsque des prix élevés se sont établis sur le marché, le spéculateur peut jouer hardiment à la hausse, même si tout le monde reconnaît que la chute des prix est inévitable, dans l'espoir de réaliser ses bénéfices avant que

la réaction n'intervienne. « Maintenant ou jamais », telle est la devise de tout entrepreneur et, à plus forte raison, du spéculateur, lorsque la conjoncture est favorable. Tous savent combien courts sont ces moments, ce qui les incite tous encore davantage à se hâter de profiter de la conjoncture favorable, à contribuer au mouvement ascendant général.

Faut-il s'étonner que cet empressement général à donner de l'extension à ses affaires à acheter des marchandises et des valeurs à des prix élevés, dans l'espoir de les revendre à des prix plus élevés encore, amène une tension extrême du crédit, un délire financier, une folie des spéculations et finalement un krach ? Tout a une fin, le crédit est extensible, mais le crédit trop tendu doit finir par éclater. Il se peut que les prix se maintiennent un certain temps à une hauteur anormale, par suite de l'effervescence du marché ; mais il faut que, tôt ou tard, ils se mettent en harmonie avec le rapport réel de l'offre et de la demande. Des entreprises gonflées de vent, des fabriques mal fondées dont les produits ne sont pas demandés, des chemins de fer qui n'ont rien à transporter, peuvent se maintenir un certain temps, grâce à la spéculation ; l'heure des comptes doit venir tôt ou tard. L'essor se termine par la culbute, la folie des spéculations par la panique et, plus le délire a été grand, plus la panique doit être forte.

Les fluctuations périodiques de l'industrie, comme le fait justement remarquer Juglar, tiennent par un lien très étroit aux fluctuations périodiques du prix des marchandises. Les années d'essor industriel sont des années de prix élevés, les années de marasme des années de prix très bas. La crise industrielle, ou la stagnation commerciale, se manifeste et a sa cause immédiate dans la baisse des prix des marchandises. Expliquer les changements périodiques des prix des marchandises sera donc également expliquer la périodicité des crises.

Après tout ce qui a été dit, cette explication ne peut offrir de difficultés. La prospérité industrielle naît de la dépense

des capitaux empruntables accumulés pendant les années précédentes, et qui représentent la force d'achat latente de la société, et de l'extension que la demande subit de ce chef. Il s'ensuit une hausse des prix. La hausse des prix dépasse, grâce à la situation favorable du marché, les limites normales et dégénère en spéculation, laquelle est suivie d'un krach. Une réaction serait d'ailleurs, en tout cas, inévitable, même si la hausse des prix n'était pas assez considérable pour provoquer un krach.

Il faut que le capital accumulé finisse par être consommé. Pendant les phases de prospérité, on crée le nouveau capital fixe de la société. Toute l'industrie sociale prend une orientation particulière : la fabrication des moyens de production passe au premier plan. La production du fer, des machines, des instruments, des navires, des matériaux de construction devient bien plus considérable qu'auparavant. Finalement, le nouveau capital fixe est terminé : on a de nouvelles fabriques, de nouvelles maisons, de nouveaux navires, de nouvelles lignes de chemins de fer. Mais alors les nouvelles entreprises se font plus rares. La demande de tous les matériaux qui constituent les éléments du capital fixe, subit une réduction. La distribution de la production cesse d'être proportionnelle : les machines, les outils, le fer, les tuiles, le bois de construction sont moins demandés qu'auparavant, puisque les entreprises nouvelles ne sont plus aussi nombreuses. Mais les producteurs des moyens de production ne peuvent retirer leur capital de leurs entreprises, et, d'autre part, l'importance du capital engagé sous la forme de bâtiments, de machines, etc., oblige à continuer de produire (sinon le capital inactif ne donnerait pas d'intérêts). Il y a donc surproduction des moyens de production. Les diverses branches industrielles étant dépendantes l'une de l'autre, cette surproduction partielle aboutit à une surproduction générale ; les prix des marchandises fléchissent ; on entre dans une période de marasme général.

Il est d'ailleurs évident que toute diminution du nombre des entreprises nouvelles doit provoquer un dérangement dans la répartition proportionnelle de la production sociale. La demande sociale se trouve modifiée et l'équilibre de l'offre et de la demande est rompu. Comme les entreprises nouvelles créent une demande non seulement de moyens de production, mais encore d'objets de consommation pour les ouvriers, il s'ensuit également une surproduction dans les branches de l'industrie qui fournissent les objets de consommation, de même que dans celles qui fournissent les moyens de production.

La surproduction devient générale, — ce qui ne veut pourtant pas dire que les forces productrices de la société dépassent absolument sa force de consommation. Nous en avons la preuve dans le fait que, quelques années après la crise, des quantités de marchandises bien plus grandes trouvent à s'écouler ; l'arrêt de l'écoulement n'est pas un phénomène chronique. La raison de cette surproduction (qui peut durer et durer des années) est donc le manque de proportionnalité entre les différentes branches de la production. Les troubles dans le domaine de la circulation de l'argent et du crédit ne sont que des phénomènes secondaires, qui résultent de ce manque de proportionnalité.

Mais, même indépendamment de la répercussion qu'a la diminution des entreprises nouvelles sur la demande de marchandises, la production sociale, à la suite d'un mouvement de prospérité, devient de plus en plus improportionnelle, parce que les différentes branches de production ne subissent pas toujours la même extension. L'extension de la production dans diverses industries se produit à ce moment presque indépendamment de la situation réelle de la demande, uniquement dans un but de spéculation et sous l'influence des manœuvres de la Bourse. Les industries qui subissent la plus grande extension sont celles qui offrent le meilleur champ à la spéculation. Il arrive ainsi, qu'à la fin de la phase ascendante du cycle industriel, toute propor-

tionnalité fait défaut dans la répartition de la production sociale et qu'elle ne peut être rétablie que par la destruction d'une partie du capital des branches industrielles dont l'extension a été excessive.

Ainsi, une stagnation générale succède à un essor général et le cycle industriel passe de la phase favorable à la phase défavorable. Pendant la phase défavorable, le capital empruntable disponible s'accumule ; puis vient une nouvelle période de prospérité, pendant laquelle ce capital est dépensé, ce qui amène une crise ; et l'on recommence.

Le jeu de tout ce mécanisme peut être comparé au travail d'une machine à vapeur. C'est l'accumulation du capital empruntable qui joue le rôle de la vapeur dans le cylindre ; lorsque la pression de la vapeur sur le piston atteint une certaine force, elle vient à bout de la résistance ; le piston est mis en mouvement, il va jusqu'à l'extrémité du cylindre, la vapeur s'échappe et le piston revient à sa position primitive. Le capital empruntable accumulé agit de même sur l'industrie, lorsqu'il a atteint un certain chiffre ; il la met en mouvement, se dépense et l'industrie revient à sa situation précédente. Il est naturel que, dans ces conditions, les crises doivent se produire périodiquement. L'industrie capitaliste doit toujours parcourir le même cercle de développement.

L'existence du commerce extérieur rend ce processus encore plus compliqué. Pour un pays comme l'Angleterre, qui reçoit de l'étranger d'énormes quantités de marchandises, le marché extérieur est absolument nécessaire. En Angleterre, le capital empruntable disponible s'accumule très rapidement, mais sa transformation en capital productif est impossible sans un accroissement correspondant de la demande de produits anglais à l'étranger. Cet obstacle, qu'a déjà signalé Sismondi, dans ses « Nouveaux principes d'économie politique » est surmonté de la façon suivante. Lorsque l'accumulation du capital empruntable anglais a atteint un certain niveau, ce capital est placé

ainsi : une partie reste dans le pays et est transformée en capital productif, une autre partie se porte vers l'étranger sous la forme de prêts pour une utilisation productive ou improductive, de participation à diverses entreprises, etc. Cette émigration du capital à l'extérieur est toujours, en Angleterre, un symptôme de prospérité industrielle. Or, le capital qui émigre n'est pas perdu pour l'industrie anglaise. Il crée à l'étranger une demande de produits anglais et c'est ainsi que la partie du capital national restée au pays trouve un placement productif. Mais les capitaux empruntables, en Angleterre, s'épuisent et cessent de se porter vers l'étranger ; l'étranger n'a plus les moyens de se procurer des produits anglais. D'où un arrêt de l'écoulement et l'explosion d'une crise industrielle.

Le commerce extérieur a rendu difficile de discerner les véritables causes des crises anglaises d'autrefois. Dans les premières dizaines d'années du siècle dernier, c'était l'industrie cotennière qui avait le plus à souffrir des crises, une industrie qui ne fournit pas des moyens de production, mais des objets de consommation. Néanmoins la phase de prospérité était provoquée, autrefois comme aujourd'hui, par l'extension du capital fixe. Mais l'Angleterre était en possession du monopole industriel et, en même temps, l'exportation des moyens de production, relativement lourds et encombrants, se heurtait, vu le peu d'extension de la vapeur dans la locomotion, à de grandes difficultés (l'exportation des machines d'Angleterre était par surcroît défendue jusqu'en 1842), il est donc naturel que l'extension de la demande de marchandises à l'étranger, provoquée par les nouvelles entreprises fondées avec l'aide du capital anglais, ait eu pour conséquence l'exportation d'Angleterre non de moyens de production mais d'autres objets manufacturés, principalement de tissus. Ainsi, la crise de 1825 fut précédée d'un accroissement considérable de l'exportation des tissus de coton anglais dans l'Amérique centrale et l'Amérique du Sud. Mais d'où vient qu'en Amérique la demande de tissus

anglais ait augmenté ? De ce que l'afflux des capitaux anglais avait provoqué là-bas la formation d'une foule d'entreprises nouvelles, ce qui avait amené une extension de la demande de toutes les marchandises, entre autres des tissus. Aujourd'hui l'Angleterre a perdu le monopole industriel ; en même temps, le transport des moyens de production n'offre plus la même difficulté qu'autrefois et ne savons-nous pas que les plus importantes fluctuations des derniers temps ont été précisément observées dans la fabrication et l'exportation des moyens de production ?

La théorie qui vient d'être exposée permet de comprendre, entre autres, la dernière crise américaine. En effet, presque tous ceux qui ont étudié cette crise, en ont expliqué l'origine en partant de notre théorie. « L'essor industriel (en Amérique) — lit-on dans la chronique de l'économie nationale d'une grande revue allemande d'économie politique, — a été trop rapide pour que la formation des capitaux pût suivre sa marche. D'autres facteurs n'ont pu provoquer un ébranlement aussi fort de l'organisme économique de l'Amérique du nord que celui qui est survenu dans l'automne de 1907 par suite de la divergence entre la formation et la consommation du capital (1). » « Le revirement qui a précédé la panique, dit l'auteur de l'ouvrage sur la crise américaine, M. Hasenkampf, a été provoqué par le fait que le développement économique, pendant les dix dernières années, est allé plus vite que la formation du capital. Beaucoup trop de capital empruntable a été converti en capital fixe... Puis, des capitaux trop considérables ont été anéantis (2). » D'une façon générale, presque tous les articles très nombreux des revues économiques d'Angleterre, d'Amérique, d'Allemagne et de France qui ont été consacrés à la crise américaine, reconnaissent avec

(1) *Jahrbücher für Nationalökonomie*, III F. T. 33. Fasc 3, p. 832-833.

(2) HASENKAMPF, *Die wirtschaftliche Krisis des Jahres 1907 in den Vereinigten Staaten*.

un accord remarquable que la cause la plus profonde de la crise fut le manque de capital.

Ce n'est donc pas l'abondance du capital disponible, mais le manque de capital, qui a provoqué la dernière crise (de même que les crises antérieures). On voit par là combien la théorie de la surproduction du capital dans le système capitaliste est défectueuse. L'Amérique elle-même, qui attire les capitaux des vieux pays capitalistes, loin d'avoir trop de capital, en avait trop peu pour alimenter son industrie, pendant la phase ascendante du cycle industriel.

Cependant, avec la théorie des crises que nous venons d'exposer, il semble difficile d'expliquer pourquoi il n'y a pas eu, en Amérique, de crise industrielle au commencement de notre siècle et pourquoi, en général, les phases de prospérité industrielle durent plus longtemps en Amérique qu'en Europe. Le développement de l'industrie n'est-il pas plus rapide en Amérique qu'en Europe? Cela devrait, semble-t-il, provoquer des crises plus fréquentes. Cependant, on voit l'Amérique se tirer d'affaire, en cas de crise, bien plus facilement que l'Europe et, même, échapper presque à la crise mondiale du commencement du siècle.

Mais c'est précisément là ce qui confirme pleinement notre théorie. Les crises proviennent de ce que, dans la phase de prospérité, la consommation du capital est plus rapide que sa formation; aussi cette phase, en quelque pays que ce soit, doit-elle être d'autant plus courte que ce pays possède moins de capitaux pour alimenter son industrie pendant la période ascendante. Or, les nations de vieille culture capitaliste ne placent chez elles qu'une partie de leurs capitaux: le reste va à l'étranger. Au contraire, les Etats-Unis se servent non seulement de leurs capitaux, mais aussi des capitaux étrangers que leur envoient les autres pays. Cet afflux du capital étranger constitue donc l'avantage essentiel que l'Amérique, sous ce rapport, a sur l'Europe. C'est précisément l'afflux du capital européen, comme l'a très

bien montré Lescure, qui a permis à l'Amérique d'échapper à la crise du commencement du siècle (1).

Le monde capitaliste est soumis à ses propres lois qui s'imposent avec une nécessité absolue. Ce qu'on appelle le bon sens est un mauvais guide pour qui veut comprendre ces lois. Si l'on se place au point de vue du bon sens, la production sociale est là pour satisfaire la consommation sociale. En réalité, dans l'économie capitaliste, le rapport est renversé entre la production sociale et la consommation sociale. Ce n'est plus la consommation qui commande à la production, mais la production qui règle la consommation. Les phases du cycle industriel ne sont pas déterminées par les lois de la consommation, mais par celles de la production. Ce n'est pas parce que la consommation s'accroît que la production se développe dans la phase de prospérité, au contraire, l'accroissement de la consommation provient de l'extension de la production. Le monde capitaliste est un système en voie de développement et extrêmement complexe, dont les éléments sont constitués par chacun des individus humains. Chaque individu est guidé, dans son activité économique, par son intérêt personnel ; pour chaque

(1) Cette théorie des crises est organiquement liée à la théorie des débouchés développée dans le chapitre précédent : toutes deux subsistent et tombent en même temps. Pourtant, elles ont trouvé dans les milieux scientifiques un accueil bien différent. La théorie des débouchés n'a pas été bien accueillie et quelques-uns seulement l'ont acceptée. Celle des crises au contraire, que j'ai exposée en 1894, dans la première édition russe de mon ouvrage sur les crises industrielles en Angleterre, a eu bientôt des partisans et a été le point de départ des études de Spithoff, Pole, Eulenburg etc., qui l'ont adoptée en totalité ou en partie ; M. Lescure, dans son bel ouvrage sur les crises, a tenté d'expliquer d'une manière analogue les crises industrielles dans d'autres pays que l'Angleterre. Pourtant, comme nous l'avons dit, l'une de ces théories suppose l'autre : si l'on accepte la théorie des crises, on doit accepter aussi sa base logique, la théorie des débouchés, bien que celle-ci paraisse paradoxale pour qui ne pénètre que superficiellement dans l'étude des lois qui régissent l'économie capitaliste.

producteur pris isolément, la consommation est le but et la production le moyen. Mais, de l'action de toutes les volontés individuelles, et indépendantes les unes des autres, résulte quelque chose de qualitativement nouveau, le complexe organique de l'économie capitaliste, le tout inconscient, qu'aucune volonté ne dirige, qu'aucune pensée ne pénètre, et pourtant cohérent et soumis à sa loi propre. Les lois de mouvement de ce complexe ne sont pas déterminées par la volonté des individus humains, mais, au contraire, chaque individu est assujéti à ces lois. De cette antinomie entre le but et les aspirations des personnalités vivantes et les lois du complexe capitaliste qui ignorent ce but et ne tiennent aucun compte des intérêts de l'individu, résultent les antinomies de l'ordre économique capitaliste. La principale de ces antinomies est, comme nous l'avons déjà montré, l'antinomie entre la production capitaliste considérée comme simple moyen de mettre en valeur et d'accroître le capital, et la production considérée comme moyen de satisfaire aux besoins de l'homme. L'existence de cette antinomie explique clairement le rôle historique étroit du capitalisme : la société capitaliste est une société de classes, l'organisation capitaliste de l'économie nationale est une organisation économique dans l'intérêt non pas de toute la population, mais d'une minorité insignifiante, les propriétaires des moyens de production. Aussi, dans la suite de son évolution, l'économie capitaliste doit-elle se transformer en une forme plus élevée, qui sera débarrassée de cette antinomie. L'organisation de l'économie nationale doit être aussi méthodique, aussi pénétrée par une pensée directrice, aussi faite pour l'intérêt de son sujet, la société, qu'est aujourd'hui méthodique, consciente, et faite pour l'intérêt de son sujet, l'individu, l'économie privée. Cette organisation économique s'appelle le socialisme.

Pendant longtemps, la science économique n'a pu arriver à résoudre le problème des crises, car les économistes ont cherché les causes de ces dernières dans telle ou telle sphère

isolée de l'économie sociale, dans le domaine de la production, de l'échange ou de la distribution. Or, en réalité, le champ sur lequel surgissent les crises est constitué par l'ensemble des phénomènes de l'économie sociale et, par conséquent, elles ne peuvent être rapportées à aucune sphère isolée. La circulation du capital social, qui conduit inévitablement au cycle capitaliste et aux crises, englobe la production, l'échange et la distribution. Le capital passe successivement d'une forme à l'autre, en surmontant les difficultés spécifiquement propres à ce système économique c'est-à-dire au capitalisme. C'est de la lutte avec ces difficultés que procèdent les crises et les cycles, suivant le mécanisme que nous avons analysé plus haut. Il est indéniable sans doute que l'opinion courante, qui voit la cause essentielle des crises dans la misère des masses populaires, renferme quelque fonds de vérité. Nous avons, en effet, montré que les crises sont les satellites nécessaires de l'accumulation du capital social dans le système économique capitaliste. Or, l'accumulation rapide du capital, si caractéristique pour notre époque, provient de ce que la majeure partie du revenu social tombe aux mains de la classe capitaliste, en d'autres termes, de ce que la classe ouvrière ne touche qu'une faible part du produit de son travail. C'est ainsi que la rémunération imparfaite du travail et, par suite, la misère des classes ouvrières est la cause fondamentale de l'accumulation rapide du capital social, qui provoque les crises.

TROISIÈME PARTIE

Conséquences sociales des crises industrielles.

CHAPITRE PREMIER

INFLUENCE DU CYCLE INDUSTRIEL SUR LA VIE NATIONALE

- I. **Fluctuations périodiques de la vie nationale anglaise de 1825 à 1850.** — Caractéristique générale de la situation économique de la population anglaise pendant cette période. — Causes de l'appauvrissement du gros de la population. — Les tisserands à la main. — Relation entre les fluctuations périodiques de la vie nationale et les crises industrielles. — Effet de la dernière loi sur les pauvres. — Le chômage. — Mesures projetées par la commission de 1830. — II. **Fluctuations de la vie nationale de 1850 à 1870.** — La famine de coton. — La grève du Yorkshire de 1858. — Importance des fluctuations industrielles pour les entrepreneurs et les ouvriers. — III. **Fluctuations de 1870 à 1900.** — Nouveau caractère de ces fluctuations. — La stabilité relative des salaires. — Importance à cet égard des trade-unions. — IV. **Fluctuations des dernières années.** — La relation disparaît entre le cycle industriel et les fluctuations de la vie nationale.

I

Fluctuations périodiques de la vie nationale anglaise de 1825 à 1850

Nous savons déjà que la période de 1825 à 1850 a été caractérisée, en Angleterre, à la fois par un développement rapide de l'industrie et de la technique et par un appauvrissement du gros de la population. La réforme des lois sur les pauvres de 1834 a diminué le paupérisme, mais elle a en même temps aggravé la détresse des ouvriers. La situation économique des ouvriers anglais a surtout empiré pendant les années qui précédèrent et suivirent immédiatement 1840. Dans l'ouvrage très connu d'Engels, « La situation de la classe ouvrière en Angleterre », sont réunis de nombreux rapports de témoins sur les conditions d'hygiène effrayantes au milieu desquelles vivaient les ouvriers anglais dans les grands centres industriels, où les misérables habitations s'entassaient sordides, les unes sur les autres. Le logement des classes inférieures de la population ouvrière, leur nourriture, leurs vêtements, tout dénotait un degré extrême de détresse et de misère. « En tous temps, dit l'ouvrage cité d'Engels, sauf dans les courtes périodes où la prospérité est à son summum, l'industrie anglaise doit posséder une réserve inoccupée de travailleurs, pour pouvoir, pendant les mois de grande animation commerciale, produire les quantités de marchandises demandées par le marché. Cette réserve est plus ou moins considérable, selon que la situation du marché permet d'en occuper une partie plus ou moins grande. Enorme pendant la crise, et importante encore pendant le laps de temps intermédiaire entre le summum de prospérité et la crise, elle constitue l'« excédent de population », qui se procure de

quoi vivre misérablement en mendiant et en volant, en balayant les rues, en ramassant le crottin de cheval, en faisant des transports avec des brouettes ou des ânes, en exerçant le métier de camelots ou en exécutant quelques petits travaux » (p. 129 de la première édition).

Le tableau que nous donne Engels concorde parfaitement avec les dépositions d'autres contemporains. Nous pouvons citer comme exemple un passage de D. Tuckett, un économiste de l'époque, partisan de la libre concurrence, qui n'est pas du tout porté à voir toutes choses sous un jour sombre : « Voici, caractérisée d'une façon impartiale et très exactement, la situation actuelle de cette partie de la population anglaise qui vit du travail des manufactures. Normalement, le tiers de cette population vit dans la misère la plus effroyable, voisine de la famine. Un autre tiers, ou peut-être plus, gagne à peine autant que les travailleurs de la campagne, et à peine un tiers reçoit un salaire qui lui permet de vivre à peu près convenablement et avec quelque confort (1). »

D'après Simmond et Miller, une grande partie de la population de Glasgow n'avait manifestement pas, de 1830 à 1850, d'autres moyens de subsistance que le vol et la prostitution. Le Dr Kay en dit autant de Manchester (2). Nous pourrions multiplier les témoignages, mais ce serait superflu, car tous répètent plus ou moins la même chose.

Si nous considérons les données statistiques sur le mouvement des salaires en Angleterre dans les différentes branches industrielles, pendant la première moitié du XIX^e siècle, nous voyons qu'il existe, dans la classe ouvrière, deux groupes nettement distincts l'un de l'autre. Les salaires

(1) J. D. TUCKETT, *A History of the Past and Present State of the Labouring Population*, 2 vol. Londres, 1846, I, p. 395. Cet ouvrage constitue une des études les plus vastes sur la situation de la classe ouvrière anglaise pendant la première moitié du XIX^e siècle.

(2) TUCKETT, I, p. 413.

des ouvriers d'usines n'augmentèrent pas, mais ils ne diminuèrent pas non plus sensiblement. Si les salaires en argent ont, en général, diminué comparativement au commencement du siècle, il ne faut pas oublier que la monnaie anglaise avait, pendant la guerre avec Napoléon, considérablement perdu de sa valeur ; le prix de la plupart des objets de consommation de la classe ouvrière était, pendant cette guerre, très élevé, en particulier le prix des céréales. Aussi, les salaires effectifs pouvaient-ils monter, alors que les salaires en argent baissaient. Ce fut précisément le cas pour tous les ouvriers des manufactures et, en général, pour tous les ouvriers qualifiés, tandis que les salaires des ouvriers non qualifiés diminuèrent.

Les ouvriers occupés dans la grande industrie constituaient d'ailleurs, avec les ouvriers qualifiés, la partie de la population des villes dont Tuckett dit qu'elle a une existence acceptable et qu'elle peut se permettre quelque confort. Mais, le reste de la masse ouvrière, les ouvriers de la petite industrie, les ouvriers des champs, les ouvriers non qualifiés etc., se trouvaient dans une situation tout autre. Leur situation avait considérablement empiré au commencement de ce siècle et elle a empiré continuellement pendant les quelques dizaines d'années qui suivirent.

Particulièrement difficile devint la situation des tisserands à la main, dont le nombre, comme il a été dit plus haut, atteignait, dans les Iles Britanniques, un million. Chaque année, les salaires baissaient. Le fabricant Grimshaw a, en se basant sur ses livres de commerce, communiqué à la commission parlementaire de 1833 des chiffres très détaillés sur les revenus des tisserands et leurs dépenses obligatoires dans le bourg de Barroford, dans les environs de Colne ; il résultait de ces données que, de 1820 à 1834, les revenus des tisserands avaient baissé de près de la moitié et couvraient à peine, dans les années qui suivirent 1830, les dépenses les plus indispensables de la nourriture et du loge-

ment ; et ceci, encore, à condition que le travail ne cessât pas de toute l'année (1). En réalité, les années où il n'y avait pas de chômage étaient une rare exception ; d'ordinaire, les tisserands à la main étaient obligés de se croiser les bras pendant quelques semaines, sinon pendant des mois, chaque année, par suite du manque de travail. Il est difficile de se représenter de quelle façon ils pouvaient arriver à vivre. Nous avons signalé plus haut la réduction du marché intérieur pour les produits de l'industrie anglaise. C'est un fait que les calculs de Grimshaw expliquent parfaitement. Des centaines de milliers de personnes n'avaient pas de ressources pour s'acheter des vêtements. Quoi d'étonnant que le montant des tissus de coton vendus en Angleterre n'augmentât pas, mais, au contraire, diminuât d'année en année ?

La diminution rapide des revenus des tisserands à la main devait, vu le grand nombre de ceux-ci (ils étaient plus nombreux que tous les ouvriers d'usines réunis), attirer l'attention de l'opinion publique et du gouvernement. Le parlement nomma à diverses reprises des commissions chargées d'étudier les causes de ce phénomène et de rechercher les moyens de les supprimer. Ces commissions ont réuni d'abondants matériaux, qui confirmaient les pires craintes des pessimistes. Le rapport parlementaire de 1841 peint très bien la situation des tisserands à la main dans le Royaume-Uni dans les années qui précédèrent immédiatement 1830.

Ceux qui avaient le plus à souffrir, étaient les tisserands qui confectionnaient les tissus de coton et de soie (2). Dans

(1) *Report from the Select Committee on Manufactures, Commerce and Shipping, 1833, Minutes of Evidence*. Déposition de James Grimshaw, p. 602

(2) Leurs habitations, par exemple, sont décrites par un membre de la commission, Symons, de la manière suivante : « Les salaires des tisserands dans l'industrie du coton sont la meilleure preuve de leur détresse... Dans la plupart des maisons, l'ameublement est lamentable. On couche sur de la paille... Il m'est arrivé de trouver

le Lancashire, le centre de la production cotonnière anglaise, où les ouvriers des manufactures recevaient des salaires relativement élevés, assez souvent plus d'une livre par semaine, le revenu hebdomadaire moyen d'une famille de tisserands, occupés dans la production des tissus de coton, ne dépassait même pas de 6 à 9 shillings (1). Les salaires de ceux qui tissaient la laine dans le Yorkshire étaient du double. Mais dans le même Yorkshire, les ouvriers de l'industrie de la toile se trouvaient absolument dans la même misère que les tisserands du Lancashire. Leur situation est décrite par le fabricant R. Dewes de la manière suivante : « La situation de ces tisserands est extrêmement triste. Ils subissent de nombreuses privations. Souvent, des ouvriers adultes bien portants ne peuvent, en travaillant jour et nuit, arriver à gagner de quoi vivre, parce que les salaires sont insuffisants... La charité privée vient en aide a beaucoup, mais elle ne peut les aider tous (2). »

Les directeurs des hospices disent presque la même chose, par exemple, le directeur Laidler : « J'ai été cinq ans directeur. Les tisserands sont, en général, très malheureux. Souvent ils sont venus à moi. L'excès de la misère les poussait. Je sais, pour les avoir vus pendant cinq ans, que ce ne sont pas des paresseux ; au contraire, ils sont, en général, très entreprenants. Les enfants des tisserands ont souvent si

quelques restes de beaux meubles, provenant de jours meilleurs et conservés avec un certain orgueil que la misère n'avait pu étouffer, formant un triste contraste avec le pitoyable repas et les visages émaciés de leurs propriétaires. » (*Hand-loom Weavers. Report of the Commissioners*, 1841, page 6). Déposition du membre de la commission Fletcher : « Dans les environs de Bulkington et Foleshill, les familles des tisserands vivent ordinairement dans la plus grande malpropreté et la plus grande misère : ils couchent sans lit et sans draps ; leur nourriture se compose surtout de pain et de beurre, de pommes de terre et d'un peu de thé ; rarement s'y ajoutent quelques petits morceaux de lard » (*Report*, p. 7).

(1) Cf. *Report on the Hand-loom Weavers*, tableaux de la page 3.

(2) *Loc. cit.*, déposition de R. Dewes, p. 9.

peu de vêtements, qu'ils n'ont rien à se mettre pour pouvoir aller à l'école (1). »

Sans doute, tous les tisserands ne souffraient pas également ; dans les cas où la fabrication d'un certain genre de tissu exigeait une habileté ou une force physique particulières, les salaires étaient sensiblement plus élevés. Mais la grande majorité des tisserands, ceux qui n'avaient pas de talents spéciaux, étaient condamnés à une extrême misère, comme nous l'ont montré les exemples cités. Cette détresse était d'autant plus lourde à supporter qu'elle venait après une période prospère pour le tissage à la main, celle de la fin du xviii^e siècle. Le souvenir des temps heureux de jadis, de même que leur aversion pour le travail de l'usine, empêchaient les tisserands à la main d'abandonner leur métier. Ils ne pouvaient pas comprendre pourquoi ce travail était autrefois si bien rémunéré et maintenant si mal, et ils espéraient le retour du vieux temps (2).

En effet, les tisserands à la main étaient, à la fin du xviii^e siècle, en tête de la classe ouvrière anglaise (3). Les plus importantes découvertes de ce siècle, la « Jenny » de Hargreaves et la « Mule » de Crompton sont l'œuvre de simples tisserands. Mais, leur intelligence et leur instruction n'ont pas empêché les tisserands à la main de tomber du premier rang de la classe ouvrière au dernier. Evidemment, il a dû y avoir à cela des causes dont l'effet fut si puissant, que des individus ne pouvaient rien contre elles.

Non moins malheureuse était la situation des tricoteurs (framework knitters). Les salaires de cette branche industrielle baissèrent sans interruption de 1811 à 1843, et la baisse totale fut de 35 0/0 (4). Les tricoteurs travaillaient, comme les tisserands à la main, à domicile, mais ils n'avaient pas de métier à eux, ils louaient leur métier aux entrepre-

(1) *Loc. cit.*, déposition de Laidler, p. 10.

(2) *Loc. cit.*, déposition du Dr Mitchel, p. 39.

(3) *Loc. cit.*, déposition de Kingon, p. 43.

(4) CUNNINGHAM, *The Growth of English Industry in Modern Times*, p. 618

neurs. Il est d'autant plus curieux que leur situation se soit empirée que, dans cette branche de la production, aucune découverte remarquable n'était intervenu qui eût diminué le nombre d'ouvriers nécessaires. L'emploi de la machine à vapeur au tricotage était, sans doute, possible au point de vue technique, mais les salaires si bas du travail à la main empêchèrent son introduction. Cependant les salaires des tricoteurs baissèrent tellement que, vers 1840, la moyenne de leur revenu hebdomadaire dans le comté de Leicester, le centre de la production des marchandises tricotées, oscillait entre 4 et 8 schillings (1).

Les salaires des ouvriers agricoles avaient aussi fortement diminué. En 1830, les travailleurs agricoles du sud de l'Angleterre en sont arrivés, poussés par la pauvreté et la détresse, jusqu'à la révolte ouverte : ils assaillirent les fermes et incendièrent les récoltes et les bâtiments. En 1844, les adversaires politiques du comte Shaftesbury, le chef du parti de la journée de 10 heures, firent une enquête sur la situation économique des ouvriers travaillant dans ses propriétés. On trouva que le salaire moyen d'un homme adulte n'était, par semaine, que de 7 à 8 schillings et que le revenu hebdomadaire de toute la famille ne dépassait pas 10 schillings. Le revenu des ouvriers agricoles se rapprochait donc de celui des tisserands à la main (2). Wakefield avait raison de compter les ouvriers agricoles parmi les « paupers » et Sadler de les appeler les esclaves blancs.

Par quoi donc a été provoqué cet appauvrissement de la grande partie de la population ouvrière anglaise ? Le rapport de la commission de 1844 signale, comme la cause principale de la modicité des salaires dans le tissage à la main, l'extraordinaire facilité avec laquelle ce métier peut être appris. Les femmes et les enfants pouvaient, après quelques mois d'apprentissage, être des ouvriers aussi habiles que

(1) J. WARD, *Workmen and Wages*, Londres, 1868, p. 34.

(2) MARX, *Das Kapital*, t. I, 3^e édition, p. 698.

les hommes adultes. Cela amena un accroissement de l'offre du travail et la baisse des salaires (1). Cette explication paraît être fort juste, mais elle n'explique, en réalité, que fort peu de choses : la cause indiquée était tout aussi efficace au xviii^e siècle qu'au xix^e ; pourtant, au xviii^e siècle, le tissage à la main était un métier très rémunérateur, tandis qu'au xix^e siècle il ne pouvait plus assurer à l'ouvrier de quoi vivre. Evidemment, dans la première moitié du xix^e siècle, d'autres causes particulières ont dû agir, en dehors de la facilité d'apprentissage du tissage, qui n'avaient pas agi auparavant et qui ont, au xix^e siècle, si fortement empiré la situation économique, non seulement des tisserands à la main, mais encore de tous les autres travailleurs faisant partie du groupe de ce qu'on appelle le travail non qualifié (*unskilled labour*). Ces causes furent très complexes et très diverses, mais on peut les réunir toutes sous un titre général : l'évolution de l'économie capitaliste.

Au xviii^e siècle, la petite industrie prédominait en Angleterre, les rapports entre entrepreneurs et ouvriers étaient fixés par la loi ou la coutume et la division du travail n'était que très peu développée. Au commencement du xix^e siècle, le petit fermier avait encore, à côté du travail des champs, quelque petit métier accessoire et le petit artisan s'occupait en même temps d'agriculture. L'économie capitaliste a provoqué une séparation complète entre l'industrie agricole et celle qui a pour objet le travail des matières premières. Les fermiers et les ouvriers des champs ont perdu leur métier accessoire. Le fuseau, qui, à la fin du xviii^e siècle, constituait le principal appoint d'une famille de paysans, ne pouvait soutenir la concurrence de la machine. Les autres petits métiers étaient d'un rapport tout aussi piètre et les gens des campagnes furent complètement réduits au travail agricole pour se procurer de quoi vivre.

La disparation du métier auxiliaire enleva à la population

(1) *Report on the Hand-loom Weavers*, p. 39-44.

agricole une source très importante de revenus et diminua son bien-être. La clôture des terrains communaux, la réunion des petites fermes et le *clearing of Estates* ont agi dans le même sens.

De même que les cultivateurs avaient perdu leurs occupations accessoires dans l'industrie qui s'occupe du travail des matières premières, de même les ouvriers de cette industrie perdirent l'occupation accessoire qu'ils avaient dans le travail des champs. Au commencement du xix^e siècle, les drapiers du Yorkshire s'occupaient d'agriculture, en même temps qu'ils produisaient du drap (1). Vers 1850, les tisserands à la main, qui vivaient comme autrefois à la campagne et travaillaient à domicile, avaient déjà complètement abandonné l'agriculture et lorsque, ce qui était rare, ils continuaient à se louer pour les travaux des champs, ils se trouvaient être de très mauvais ouvriers agricoles (2). Le filage et le tissage, en tant que métiers auxiliaires, ne pouvaient soutenir la concurrence des nouvelles méthodes de production, de même que celui qui s'occupait accessoirement d'agriculture était écrasé par les grandes fermes et leur production intensive.

Ainsi la division du travail, amenée par l'évolution de l'économie capitaliste, fut, dès ses débuts, défavorable aussi bien aux travailleurs des champs qu'aux ouvriers de l'industrie qui transforme les matières premières, tant que ceux-ci trouvèrent du travail dans la petite production.

La réduction des salaires des tisserands à la main fut une conséquence naturelle du développement de la grande industrie. Mais ce serait une erreur de croire que la seule cause de l'abaissement de leurs salaires ait été la concurrence

(1) Voir le très intéressant *Report on the State of the Woolen Manufactures of England, 1806*. Dans les environs de Leeds, il y avait environ 3.500 petits producteurs de drap indépendants, qui vivaient dans des villages et possédaient leur propriété ou bien affermaient de petits terrains de 3 à 15 acres.

(2) *Report on the Hand-loom Weavers*, p. 9.

de la machine à tisser. Ce facteur était naturellement très important, mais il n'était pas le seul et pas même le facteur principal. La meilleure preuve, c'est que les salaires des tisserands à la main commençaient déjà à baisser, avant que les métiers mécaniques fussent très répandus en Angleterre. Comme il a été dit plus haut, l'extension rapide des métiers mécaniques, en Angleterre et en Ecosse, n'a commencé qu'à partir de 1830, tandis que les salaires des tisserands à la main avaient déjà baissé, avec de faibles fluctuations, depuis le commencement du siècle. Une autre preuve, c'est que les salaires des tricoteurs, qui n'avaient pas à lutter contre les machines, ne sont pas tombés moins bas que ceux des tisserands à la main.

Somme toute, les salaires de tous les ouvriers dont le travail ne demandait pas un long apprentissage, ont baissé durant la première moitié du XIX^e siècle. Le développement du capitalisme a amené la formation d'un trop-plein de population que l'Angleterre de jadis ne connaissait pas. Les ouvriers des champs qui durent abandonner la terre, les petits producteurs indépendants qui ne purent soutenir la concurrence de la grande industrie, les ouvriers qui furent évincés par la machine, les représentants de toutes sortes de professions qui avaient été florissantes dans les conditions d'autrefois et ne pouvaient s'adapter aux conditions nouvelles, toutes ces masses de la population ouvrière perdirent leurs salaires et durent se tasser dans les industries accessibles à tous. La formation d'un excès de population, par suite de la perte de leur travail par un grand nombre de personnes, est une conséquence habituelle de toutes les grandes révolutions industrielles. Le déplacement géographique des centres industriels devait déjà faire perdre à des milliers de travailleurs leurs salaires et leurs revenus. Or, l'industrie anglaise a changé plusieurs fois de place, par suite du changement des méthodes de production. A l'origine, elle était dispersée à la campagne ; après l'invention de la machine d'Arkwright, qui était mue par

l'eau, les filatures de coton se mirent à se grouper sur les bords des rivières ; l'extension des moteurs à vapeur rapprocha les fabriques des villes, en les attirant vers les contrées riches en gisements houillers. Des comtés de l'est et du sud, l'industrie anglaise émigra vers les comtés du nord, Lancashire, Cheshire et Yorkshire (1). Ce déplacement de l'industrie amena la prospérité industrielle de quelques régions et la ruine industrielle de quelques autres. Or, une population a toujours de la peine à quitter les lieux et le milieu où elle a l'habitude de vivre ; aussi, une nouvelle répartition géographique des habitants, une émigration, des centres industriels qui disparaissent vers les nouveaux qui se développent, ne se produit-elle que lorsque la misère est grande et que l'exode devient absolument nécessaire.

La misère des tisserands à la main en Angleterre contrastait d'une manière frappante avec l'aisance relative des tisserands sur le continent. D'après les données réunies par la commission dont nous avons parlé, dans tous les cas où le tissage était mené de front avec l'agriculture, la situation des tisserands était satisfaisante. En Suisse et en Autriche, le tissage continua à être un métier accessoire pour la population agricole et les tisserands, bien que leurs salaires ne fussent pas élevés, étaient à l'abri de la misère. En Irlande seulement, la situation des tisserands à la main était encore pire qu'en Angleterre ; mais, aussi bien, le tissage y était-il l'unique occupation des tisserands.

Les tisserands eux-mêmes attribuaient leur détresse à deux causes principales : l'extension des métiers mécaniques et l'absence de trade-unions. Au contraire, le rapport de la commission de 1841, non seulement contestait absolument que les associations ouvrières puissent faire monter les salaires, mais prétendait même que ces associations auraient pour résultat de les faire baisser (2) Il est aujourd'hui hors de doute que c'étaient

(1) CUNNINGHAM, p. 468.

(2) *Report on the Hand-loom Weavers*, p. 31.

les ouvriers, et non pas la commission parlementaire, qui avaient raison. Le manque d'organisation parmi les ouvriers a favorisé la baisse des salaires. Les faibles salaires des tisserands à la main entravèrent le développement de la grande industrie, parce qu'on n'avait pas de profit à remplacer le travail à la main par le travail à la machine, tant que le premier était si bon marché. Le manque d'organisation parmi les ouvriers maintint donc artificiellement le travail à la main, bien que celui-ci ne fût pas à la hauteur des progrès techniques, au grand détriment de la classe ouvrière.

Quelle répercussion les crises industrielles ont-elles eue sur la situation de la classe ouvrière en Angleterre ? Pour répondre à cette question par des chiffres précis, j'ai appliqué la méthode suivante : j'ai pris quelques comtés agricoles et quelques comtés industriels et j'ai comparé d'année en année les variations dans le nombre des mariages, des crimes, des décès et de l'assistance aux pauvres, dans les deux groupes. Les crises pèsent de tout leur poids sur les classes de la société qui s'occupent de commerce et d'industrie, tandis qu'elles n'atteignent presque pas la population agricole. Si les crises sont réellement un facteur important dans la vie nationale anglaise, cette différence doit se manifester par un mouvement différent des données statistiques en question pour les comtés industriels et les comtés agricoles. Le groupe des comtés agricoles que j'ai examinés se compose des suivants : Cambridge, Essex, Norfolk, Oxford, Lincoln, Suffolk et Wilts, où la population agricole prédomine ; le groupe des comtés industriels se compose des comtés de Lancaster et de Chester, où se trouve concentrée la plus grande partie de l'industrie cotonnière anglaise et où la population agricole n'est que très faiblement représentée.

Voici quelle était la répartition de la population au point de vue de la profession en 1841 (1).

(1) Cf. PORTER, *The Progress of the Nation*, 1847, p. 58.

Dans les comtés agricoles	Pourcentage de la population occupée dans	
	l'agriculture	le commerce et l'industrie
Cambridge	39,3	25,3
Essex	39,0	24,6
Lincoln	40,0	24,4
Norfolk	32,8	31,8
Oxford	34,9	29,2
Suffolk	33,2	27,5
Wilts	36,3	27,9
Dans les comtés industriels		
Lancaster	6,7	62,9
Chester	15,1	52,9

Le chiffre de la population des deux groupes était, de 1840 à 1850, à peu près la même : il était, en 1841, de 2.021.490 dans les 7 comtés agricoles et de 2.062.364 dans les 2 comtés industriels.

Le tableau suivant donne, pour la période de 1822 à 1851, le nombre des mariages et celui des décès par 10.000 habitants, le nombre des personnes traduites en cours d'assises par 100.000 habitants, et le chiffre annuel des secours aux indigents par habitant. Tous ces chiffres sont donnés aussi bien pour l'ensemble de l'Angleterre que pour les deux groupes indiqués plus haut des comtés agricoles et des comtés industriels. Les diagrammes annexés ont été construits d'après ces données : le diagramme n° 6 concerne les comtés agricoles, le diagramme n° 7 les comtés industriels et le diagramme n° 8 l'ensemble de l'Angleterre.

Années	Comtés agricoles				Comtés industriels				Angleterre			
	Nombre des mariages par 10,000 habitants	Nombre des décès par 10,000 habitants	Nombre des personnes traduites en cours d'assises par 100,000 habitants	Frais de l'assistance officielle, par habitant (en livres sterling)	Nombre des mariages par 10,000 habitants	Nombre des décès par 10,000 habitants	Nombre des personnes traduites en cours d'assises par 100,000 habitants	Frais de l'assistance officielle aux indigents par habitant (en livres sterling)	Nombre des mariages par 10,000 habitants	Nombre des décès par 10,000 habitants	Nombre des personnes traduites en cours d'assises par 100,000 habitants	Frais de l'assistance officielle aux indigents par habitant (en livres sterling)
1823	153	—	103	0,735	195	—	135	0,209	163	—	98	0,473
1824	149	—	110	0,735	182	—	159	0,210	165	—	108	0,469
1825	151	—	107	0,734	201	—	167	0,222	171	—	112	0,474
1826	149	—	113	0,752	174	—	187	0,307	161	—	124	0,508
1827	149	—	132	0,722	175	—	194	0,256	162	—	135	0,489
1828	154	—	108	0,746	183	—	159	0,230	165	—	123	0,484
1829	140	—	159	0,802	173	—	173	0,253	153	—	137	0,515
1830	146	—	125	0,785	177	—	157	0,243	156	—	131	0,505
1831	153	—	153	0,804	174	—	171	0,243	161	—	140	0,514
1832	154	—	146	0,764	184	—	187	0,218	165	—	147	0,488
1833	154	—	141	0,707	186	—	166	0,198	168	—	140	0,446
1834	152	—	156	0,634	189	—	194	0,170	168	—	155	0,385
1835	136	—	151	0,532	187	—	174	0,148	162	—	141	0,323
1836	133	—	164	0,418	192	—	152	0,135	162	—	140	0,271
1837	129	—	170	0,401	161	—	180	0,152	149	—	156	0,274
1838	—	203	155	0,442	—	261	167	0,149	154	224	151	0,289
1839	141	188	158	0,439	177	288	186	0,159	159	219	158	0,295
1840	143	210	165	0,439	171	303	224	0,168	156	228	173	0,303
1841	145	207	159	0,438	171	258	239	0,181	154	216	174	0,309
1842	141	202	183	0,442	157	257	265	0,216	147	217	194	0,324
1843	139	197	180	0,431	179	254	218	0,193	152	212	181	0,305
1844	142	205	174	0,448	183	243	163	0,172	160	215	160	0,305
1845	149	201	141	0,443	211	246	159	0,171	172	209	145	0,296
1846	148	208	151	0,467	200	308	169	0,187	172	230	148	0,314
1847	142	213	162	0,508	169	342	187	0,290	158	247	168	0,362
1848	149	212	159	0,454	177	271	205	0,249	159	230	175	0,335
1849	142	216	157	0,425	189	294	173	0,203	162	251	158	0,307
1850	141	201	152	—	206	241	173	—	172	208	151	—
Moyenne .	145	206	147	0,579	183	274	182	0,205	161	224	147	0,384

(1) Les nombres relatifs de ce tableau sont calculés sur les nombres absolus des statistiques officielles anglaises : Annual Reports of the Registrar General of Births, Deaths and Marriages in England et Tables of the Revenue, Population, Commerce, etc., of the United Kingdom.

DIAGRAMME N°6

Comtés Agricoles

Années

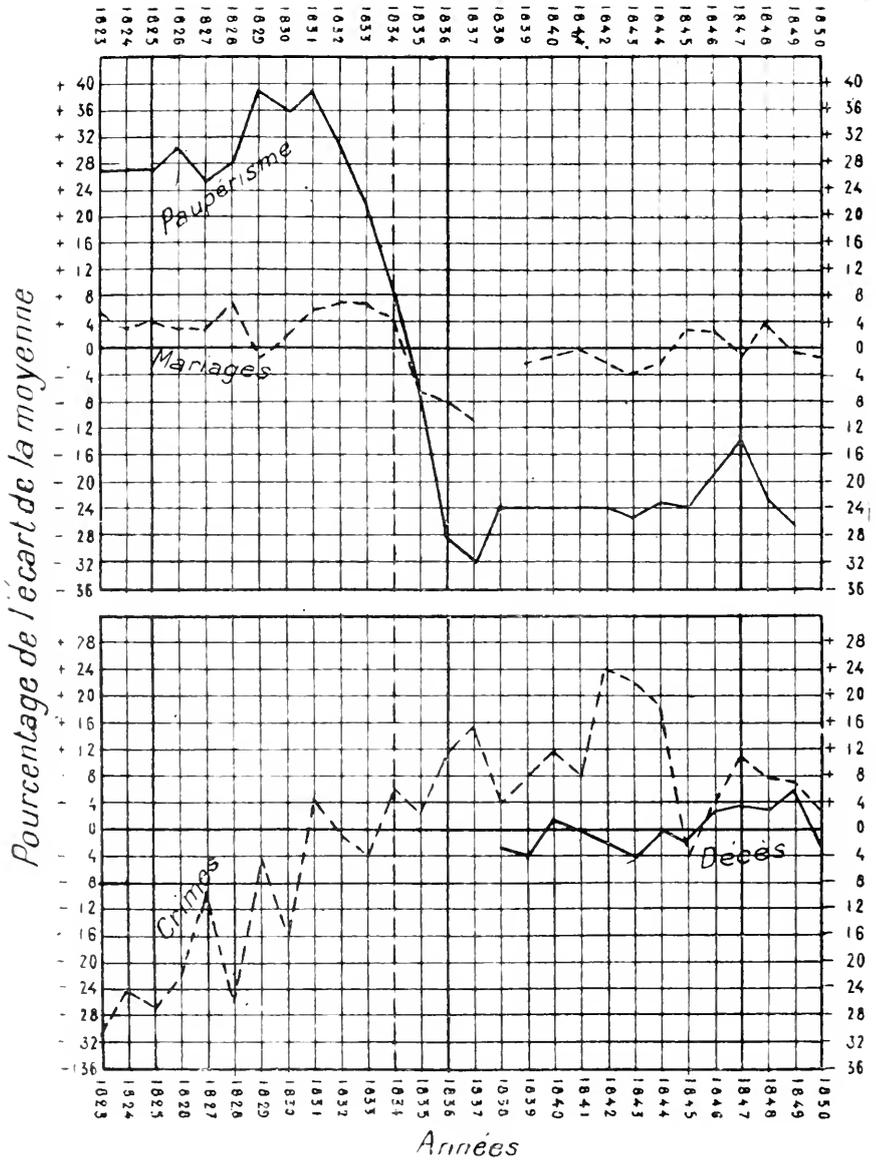


DIAGRAMME N°7

Comtés Industriels

Années

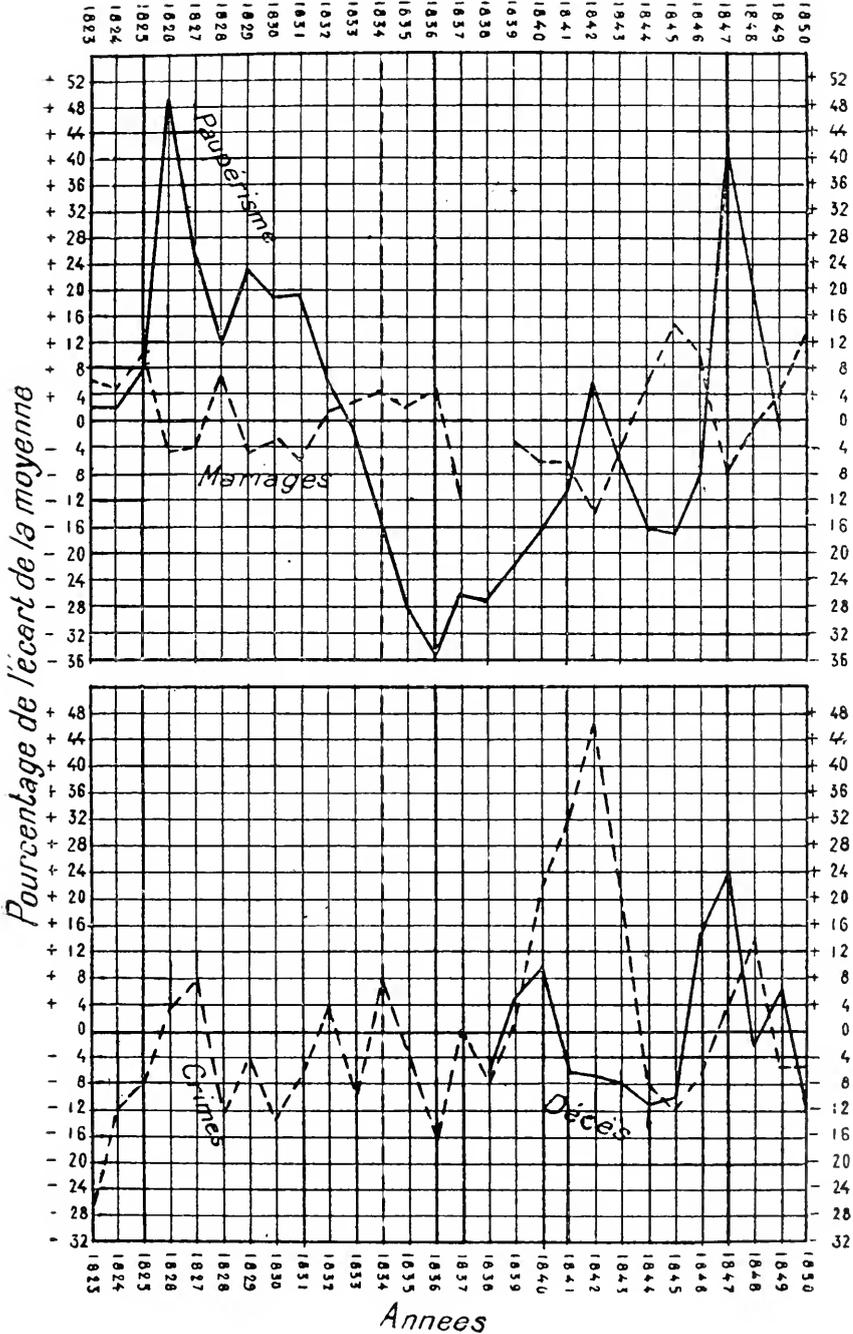
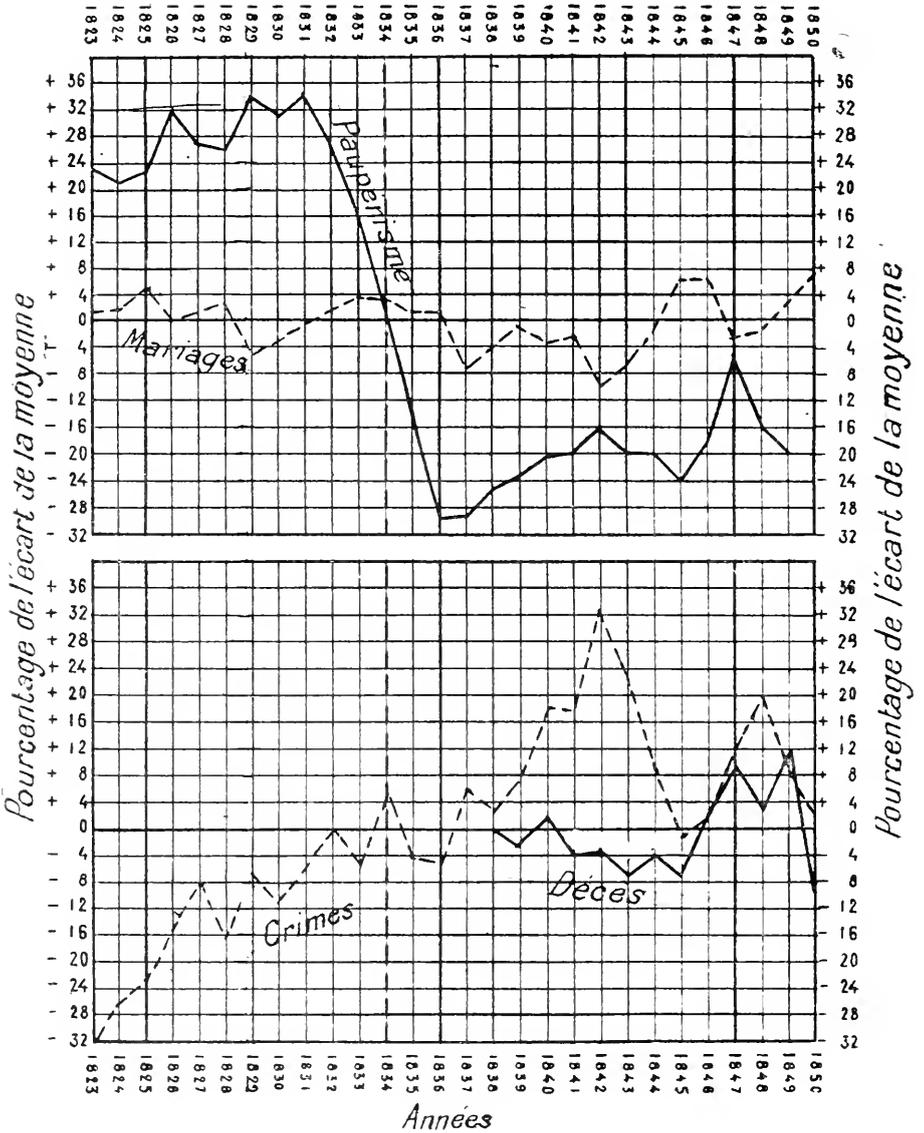


DIAGRAMME N°8

Angleterre

Années



Il suffit de jeter un regard sur les deux premiers diagrammes pour remarquer la différence. Le diagramme n° 6, qui concerne les comtés agricoles, ne dénote pas de fluctuations périodiques importantes. La courbe des mariages ne change presque pas pendant les 3 premières

années ; la crise industrielle de 1835 n'exerce pas sur elle d'influence considérable. Pendant les années 1829 et 1830, le nombre des mariages baisse, par suite des mauvaises récoltes (pendant les 3 années de 1826 à 1829 le prix moyen d'un quarter de froment était, en Angleterre, d'environ 59 schillings ; en 1829, il monta à 66 schillings et en 1830, il était de 64 schillings). Par suite des excellentes moissons de 1830 à 1835, le nombre des mariages s'élève de nouveau au niveau précédent.

Mais, en 1835, ce nombre fléchit brusquement, malgré la bonne moisson et, pendant toute la période qui suit, il est considérablement inférieur à celui des années qui suivirent immédiatement 1820 et 1830. Il est manifeste qu'un profond changement est survenu dans la vie de la population agricole anglaise, qui a eu sa répercussion sur le nombre des mariages. En effet, en 1834, la fameuse réforme de la loi sur les pauvres qui, dans la pensée de ses auteurs, devait amener la disparition du paupérisme, avait été appliquée.

On diminua considérablement les secours alloués aux familles des ouvriers nécessiteux et les ouvriers qui n'avaient pas les moyens de nourrir leur famille, durent, eux et leur famille, prendre le chemin des maisons de travail. Naturellement, cette mesure draconienne eut pour conséquence une diminution des mariages parmi les ouvriers. Les disciples de Malthus purent triompher ; c'était un frein à l'accroissement de la population. Pourtant, cette mesure n'arrêta pas la décroissance du bien-être de la population ouvrière en Angleterre. L'effet de la nouvelle loi, qui fut appliquée avec une sévérité particulière dans les premières années de sa mise en vigueur, fut tel que, même pendant les années qui précédèrent et suivirent immédiatement 1840 et qui furent éprouvées par de mauvaises récoltes, le nombre des mariages fut plus grand que pendant les années de 1835 à 1838, qui eurent de bonnes récoltes, mais suivirent immédiatement l'application de la loi de 1834.

Vers 1845, la courbe des mariages remonte de nouveau, sous l'influence des bonnes récoltes, pour descendre de nouveau en 1847 ; cette année-là fut signalée par la mauvaise récolte des céréales aux Etats-Unis, en même temps que par la perte de toute la récolte des pommes de terre par suite de la maladie de ces tubercules.

La courbe de la mortalité, qui commence sur notre diagramme en 1838, — car ce n'est qu'en cette année qu'on commença à tenir un état civil régulier des naissances et des décès, — montre aussi peu de fluctuations que la courbe des mariages et se meut en grande partie en sens inverse de celle-ci ; ses faibles variations montrent que la situation économique de la grande masse de la population dans les comtés agricoles de l'Angleterre s'est peu modifiée d'une année à l'autre. Les bonnes et les mauvaises récoltes influent davantage sur le gain du fermier que sur les salaires des ouvriers et l'influence de la récolte sur la situation des ouvriers agricoles est relativement peu importante.

La courbe de la criminalité subit des variations bien plus considérables et elle manifeste en outre, jusqu'en 1840, une tendance marquée à monter. Les causes de ces fluctuations ne sont pas toujours claires : on ne voit pas que la crise de 1825 ait influé sur l'accroissement de la criminalité. La réforme des lois sur les pauvres, dont il a été parlé plus haut a, au contraire, provoqué une élévation considérable de la criminalité : la loi de 1834 n'a pas seulement, dans les comtés agricoles, diminué le nombre des mariages, mais elle a, en même temps, augmenté celui des criminels. Il est évident que le pauvre a souvent préféré le risque de la prison à l'incarcération inévitable dans la maison de travail. La crise de 1836 a amené un accroissement du nombre des crimes. D'ailleurs, la courbe de la criminalité varie à peu près comme celle de la mortalité. Elle monte dans les années de mauvaises récoltes et descend dans les années de bonnes récoltes.

La courbe du paupérisme monte pendant les années qui

précédèrent immédiatement 1830, par suite des mauvaises récoltes, pour descendre fortement après l'apparition de la nouvelle loi sur les pauvres. De 1840 à 1850, ses variations sont insignifiantes et il n'y a qu'en 1847 qu'elle monte sensiblement.

En résumé, le diagramme n° 6 nous amène aux conclusions suivantes : la situation de la population agricole ne subit, de 1825 à 1850, que des fluctuations assez peu importantes, exception faite pour les fluctuations de la criminalité qui furent relativement considérables et provoquées surtout par les mauvaises récoltes. Les crises industrielles, tant qu'elles ne s'accompagnèrent pas de mauvaises récoltes, n'exercèrent pas d'influence sensible sur la situation des classes agricoles anglaises. Ainsi, par exemple le nombre des mariages et le paupérisme demeurèrent à peu près stationnaires dans les comtés agricoles, malgré la crise de 1825. Il en fut de même de la crise de 1836. En 1847, la situation de la population agricole a subi un recul, non par suite de la crise industrielle, mais par suite de la mauvaise récolte de l'année précédente. Par contre, la réforme des lois sur les pauvres a fortement influé sur la situation de la population rurale anglaise et elle a provoqué une diminution du nombre des mariages, en même temps qu'un accroissement de la criminalité.

Si nous comparons le diagramme n° 6 avec le diagramme n° 7, qui caractérise les conditions d'existence de la population industrielle, nous remarquons immédiatement que la situation des classes industrielles en Angleterre est sujette à des fluctuations bien plus considérables que celle des classes agricoles. Pendant les trois années de 1823 à 1826, période de prospérité commerciale et industrielle pour l'Angleterre, la courbe des mariages est très élevée dans les comtés industriels et elle atteint, en 1825, le maximum des dix années 1820-1830. Par suite de la crise industrielle de la fin de 1825 elle fléchit immédiatement à un niveau qui représente le minimum de cette période. La réforme de la

législation sur les pauvres n'a pas eu d'influence appréciable sur le nombre des mariages dans les comtés industriels. Les ouvriers des manufactures étaient habitués à se tirer d'affaire sans l'aide du bureau de bienfaisance ; aussi bien, la réduction des secours aux indigents n'eut-elle pas sur la situation de la population dans les centres industriels l'influence qu'elle eut dans les comtés agricoles.

Pendant la période suivante de prospérité de 1833 à 1836 nous constatons une forte progression de la courbe des mariages. En 1836, le nombre des mariages atteint de nouveau le maximum de la période de 1830 à 1840. En 1837 il diminue considérablement, par suite de la crise de l'année précédente : il atteint le minimum de la période. En 1842, il baisse considérablement par suite de la mauvaise marche des affaires pendant les années qui précédèrent et suivirent immédiatement 1840. La nouvelle période de prospérité de 1843 à 1846 a immédiatement provoqué un accroissement de nombre des mariages et la crise de 1847 ramena de nouveau ce nombre à un minimum.

Les fluctuations de la courbe du paupérisme dépendent manifestement des crises. Cette courbe subit trois fortes progressions, en 1826, en 1842, et en 1847, c'est-à-dire pendant les années où l'industrie anglaise fut le plus fortement éprouvée. Si nous comparons les variations de cette courbe avec celles du nombre des mariages, leur relation étroite saute immédiatement aux yeux : lorsque la première courbe monte, la seconde descend presque toujours, et vice versa. Les deux courbes forment ensemble une figure presque symétrique.

Les variations de la courbe de la mortalité vont en sens inverse de celles de la courbe des mariages. Pendant les trois années de 1843 à 1846, elle fléchit considérablement ; en 1846 commence une progression et le maximum est atteint en 1847. En 1849, le choléra faisait rage en Angleterre ; et pourtant cette année-là, la mortalité dans les comtés industriels de l'Angleterre fut bien inférieure à celle de l'année 1847 ; ce

qui veut dire que, parmi la population industrielle anglaise, une crise industrielle faisait plus de morts qu'une épidémie. En général, les fluctuations du nombre des mariages et de celui des décès sont bien plus importantes dans les comtés industriels dans les comtés agricoles.

La courbe des crimes dénote une relation analogue entre la criminalité d'un pays et sa situation économique, relation qui se manifeste également dans d'autres phénomènes de la vie nationale. Pendant les années de prospérité la criminalité diminue, elle augmente rapidement pendant les années de crise. La stagnation commerciale dans les années qui suivirent immédiatement 1840, provoque un accroissement particulièrement important de la criminalité ; à ce moment, l'agitation politique des chartistes est venue s'ajouter au chômage et le nombre des délits a considérablement augmenté.

Si nous comparons les variations de ces quatre courbes avec celles de la courbe de l'exportation anglaise du diagramme n° 1, nous constatons que les variations de la courbe des mariages s'effectuent dans le même sens que celles de la courbe de l'exportation, tandis que les trois autres courbes (mortalité, criminalité et paupérisme) vont en sens inverse. Chaque fois que l'exportation du Royaume-Uni décroît, le nombre des mariages diminue dans les comtés industriels d'Angleterre et, en même temps, celui des décès, des crimes et des indigents augmente. En général, les variations de toutes les courbes de notre diagramme obéissent à la loi suivante : les fluctuations périodiques de l'industrie anglaise, qui se manifestent sous une forme aiguë dans les crises commerciales ont, pendant la période que nous considérons, provoqué des fluctuations périodiques analogues dans la vie des classes industrielles anglaises. Les mouvements de flux et de reflux dans l'industrie amènent des mouvements correspondants dans les mariages, les décès, la criminalité, etc.

Le lien étroit qui existe entre ces deux genres de fluctuations apparut très nettement en Angleterre, de 1830 à 1850. Inté-

ressante est, sous ce rapport, la déposition faite par un shériff du comté de Lanark, un certain Alison, devant une commission de la Chambre des Lords, en 1848. Alison déclara, que lorsque la Banque d'Angleterre élevait le taux de son escompte, il avait l'habitude de s'adresser aux autorités locales en ces termes : « Messieurs, la Banque d'Angleterre élève le taux de son escompte, vous avez à prendre immédiatement des mesures pour faire dans les prisons, dans les hôpitaux et dans les maisons de travail, de la place pour de nouveaux arrivants (1). »

Le diagramme n° 8 qui concerne toute l'Angleterre, fait l'impression d'un résumé des deux premiers. Les variations des courbes ne sont pas si considérables que dans le diagramme n° 7, mais elles le sont davantage que dans le diagramme n° 6. L'action des crises industrielles apparaît très nettement.

Le diagramme n° 8, révèle, de même que les deux diagrammes précédents, l'absence complète de progrès dans la situation économique de la population anglaise de 1825 à 1850. Cela ne veut pas dire que la situation de la classe ouvrière anglaise ne se soit pas modifiée pendant tout ce temps. Au contraire, elle subit des changements considérables; mais ces changements ont eu un caractère cyclique et non progressif.

Le chômage forcé fut une rude épreuve pour les ouvriers anglais. Ce furent les tisserands à la main qui eurent surtout à souffrir des crises, ayant à mener à ce moment une lutte difficile contre la machine. Comme on peut le voir par le rapport de la commission parlementaire de 1841 sur les tisserands à la main, ceux-ci, en Angleterre et en Ecosse, se plaignaient moins de l'insuffisance de leurs salaires que du fréquent retour des mauvaises périodes pendant lesquelles ils n'avaient pas de travail. C'est ainsi, par exemple, qu'un

(1) Cf. *Report from the Secret Committee of the House of Lords on Commercial Distress, 1848, Minutes of Evidence, p. 416.*

tisseur de soieries intelligent, un certain Bresson s'exprime en ces termes : « Les tisserands pourraient vivre si, bon an mal an, ils pouvaient compter sur un travail régulier ; mais, tous les cinq ou six ans arrive une période de stagnation des affaires et souvent deux années se passent avant que le commerce se ranime de nouveau. L'hiver dernier (1836-37) a été un des plus mauvais. Le temps a été très défavorable et le commerce a été presque complètement arrêté, par suite de la panique qui s'est emparée des maisons américaines. Les commerçants en soieries ne pouvaient à aucun prix se débarrasser de leurs marchandises et les fabricants durent suspendre complètement la production. Des milliers de tisserands n'ont pu trouver de travail et ils ont souffert d'une grande misère (1) ».

Au sujet des tisserands de la laine, qui constituent la catégorie la mieux payée des tisserands, un des témoins entendus, Chapman, fait l'observation suivante : « Si leur salaire était constant, je doute fort qu'ils se plaindraient de leur situation, quel que soit leur désir de la voir s'améliorer. Malheureusement, les tisserands trouvent rarement du travail. » Symons en dit autant des tisserands écossais. « Il n'y a pas de branche du tissage en Ecosse où il n'y ait pas de chômage ; tous les tisserands souffrent beaucoup du retour périodique du marasme commercial et bien peu nombreuses sont les régions de l'Ecosse où une partie considérable des tisserands n'ont pas perdu leur travail l'été dernier ; en réalité, le retour fréquent des mauvaises périodes commerciales est un facteur important, sinon le facteur unique de la misère des tisserands à domicile » (2).

Les crises industrielles, non seulement provoquèrent des fluctuations dans le salaire des tisserands à la main, mais elles ont encore eu une action permanente néfaste sur la situation des tisserands : elles ont rabaissé leur condition,

(1) Cf. *Report on the Hand-loom Weavers*, Londres, 1841, p. 19.

(2) *Loc. cit.*, p. 20.

de sorte que les tisserands se sont habitués à une vie de plus en plus misérable, en rapport avec leur salaire plus précaire. Il n'y avait pas chez les tisserands à la main de trade-unions, pas plus que de sociétés de secours mutuels. Sur les travailleurs ainsi isolés les crises et le chômage pesaient de tout leur poids et chaque nouvelle crise les rendait plus incapables de défendre leurs intérêts. Cela devait amener la baisse de leurs salaires. En outre, comme on peut en juger par les paroles du Dr Mitchel, qui avait pour les ouvriers une grande sympathie, l'oisiveté des ouvriers pendant les crises avait une influence néfaste sur leur puissance de travail et sur leurs habitudes : « Les ouvriers, dit le Dr Mitchel, sont habitués par la misère à vivre presque sans ressources et leur énergie intellectuelle et physique en est extraordinairement affaiblie ; l'habitude de flâner, de ne rien faire, finit par se prendre. Ce qui s'est passé à Braintree peut être donné comme exemple convaincant. Lorsqu'en 1837, après un chômage forcé de quelques mois, les tisserands eurent de nouveau du travail, le propriétaire de la manufacture s'aperçut, dès les premières semaines, qu'on travaillait beaucoup moins, bien que le travail fût toujours le même. L'entrepreneur se vit donc dans la nécessité d'exiger chaque semaine des ouvriers un minimum de travail, et pourtant les tisserands, bien qu'ils fussent frappés d'amendes et qu'ils risquassent de perdre leur travail, persistèrent à fournir moins de travail qu'ils n'auraient pu » (1).

La courbe de la criminalité et celle du paupérisme du diagramme n° 7 sont d'excellentes illustrations statistiques de la théorie d'Engels sur l'armée industrielle de réserve du capitalisme. Toute crise industrielle met des milliers d'ouvriers hors de la catégorie des travailleurs ; ne pouvant plus vivre de leur travail, ils vont accroître l'armée des indigents ou des criminels. Lorsque la crise est terminée, le com-

(1) *Loc. cit.*, p. 21.

merce se ranime de nouveau, il faut davantage d'ouvriers, et les prisons et maisons de travail relâchent leur population. Ce n'est que grâce à l'existence permanente d'un excédent de travailleurs que l'industrie capitaliste peut prendre une extension si rapide pendant les périodes de prospérité. « Le cours caractéristique de l'industrie moderne sous forme de cycle de dix années interrompu par des fluctuations de moindre importance et composé de périodes d'activité moyenne, de production intense, de crise et de stagnation, provient de la formation constante, de la plus ou moins grande absorption et de la reformation de l'armée industrielle de réserve, autrement dit du trop-plein de population. A leur tour, les fluctuations du cycle industriel recrutent cette armée de réserve et sont un des agents les plus énergiques de sa constitution (1). »

L'alternance permanente de périodes de prospérité et de périodes de mauvaises affaires pouvait permettre à quelques entrepreneurs et à quelques capitalistes de réaliser des bénéfices : les gains considérables faits pendant les périodes prospères compensaient les pertes subies pendant les moments de crise. Les ouvriers, eux, ne gagnaient guère aux périodes de prospérité : les salaires des ouvriers les mieux payés, organisés, montaient quelquefois, mais souvent ils ne changeaient pas, bien que les gains des entrepreneurs se fussent accrus. En revanche, les revenus des ouvriers des manufactures diminuaient considérablement pendant les crises, par suite de la réduction des heures de travail, de la réduction du nombre des ouvriers employés et de la baisse des salaires. Après une crise, les salaires demeuraient pendant plusieurs années plus bas qu'ils n'avaient été avant la crise. On peut citer comme exemples les chiffres suivants.

(1) K. MARX, *Das Kapital*, vol. I, 3^e édition, p. 649.

Moyenne des salaires hebdomadaires (1)

Années	Pour une fabrique de coton de Hyde		Pour une fabrique de laine de Leicester
	Fileurs de 1 ^{re} classe	Tisserands	Cardeurs
1821	35 sh. 6 p.	14 sh.	18-25 sh.
1826	35 » —	13 »	16-24 »
1831	34 » 9 »	12 »	14 21 »

Année	Pour une fabrique de coton de Manchester		
	Cardeurs hommes	Fileurs	Tisserands
1845	13 sh. 8 p.	12 sh.	9 sh. 9 p.
1847	7 » 9 »	6 » 10 p.	4 » 10 »
1849	12 » —	12 » —	9 » 5 »

En 1847, les salaires des tisserands dans les fabriques de coton de Manchester avaient diminué de plus de moitié ; les salaires des fileurs avaient également considérablement fléchi. La crise de 1825 n'a réduit que relativement peu les salaires des ouvriers des manufactures, mais il faut tenir compte du fait que les revenus des ouvriers ne dépendent pas seulement du taux du salaire, mais encore de la durée du travail et que celle-ci est toujours fortement réduite au moment des crises. On peut juger des fluctuations du nombre des ouvriers occupés par l'exemple suivant :

(1) Cf. *Returns of Wages*, 1887, p. 8, 15, 12.

*Pourcentage des chômeurs parmi les membres
de la Trade-Union des fondeurs
(Ironfounders of England, Ireland and Wales) (1)*

En 1831	5,8	En 1841	18,5
» 1832	7,1	» 1842	11,0
» 1833	8,1	» 1843	7,4
» 1834	6,2	» 1844	5,1
» 1835	5,4	» 1845	3,9
» 1836	5,0	» 1846	19,3
» 1837	12,4	» 1847	15,7
» 1838	10,5	» 1848	33,4
» 1839	11,1	» 1849	22,3
» 1840	14,8	» 1850	13,8

Les secours payés aux chômeurs membres de l'union des couteliers s'élevèrent à (2) :

	£		£
En 1832	2,572	En 1837	2,650
» 1833	742	« 1838	2,417
» 1834	653	» 1839	2,279
» 1835	60	» 1840	3,546
» 1836	40	» 1841	3,003

L'alternance des périodes de prospérité commerciale et de stagnation des affaires se manifeste nettement dans ces nombres. De 1837 à 1842 le nombre des chômeurs s'élève considérablement ; il diminue pendant les périodes de 1834 à 1836 et de 1843 à 1846.

Les fluctuations constantes des revenus retirés par les ouvriers de leur travail déterminèrent en 1830 le parlement anglais à instituer une commission chargée de trouver les moyens de faire disparaître cet état de choses, ou tout au moins de l'atténuer. Cette commission arriva aux conclu-

(1) Cf. *Statistical Tables and Reports on Trade-Unions. Fourth Report, 1891*, p. 523.

(2) Cf. *Report of the National Association for the Promotion of Social Science on Trades Societies, 1860*, p. 539.

sions suivantes : « 1^o dans les districts industriels, des fluctuations considérables se manifestent dans le nombre des ouvriers occupés, ce qui a pour résultat une grande misère parmi les travailleurs ; 2^o le gain moyen de plusieurs années, s'il était uniformément distribué, permettrait à l'ouvrier de subvenir parfaitement à ses besoins pendant les mauvaises périodes (1). » Mais, d'après l'exposé de la commission, la plus grande partie, — et de beaucoup la plus grande, — des ouvriers étaient sans ressources et absolument indigents lorsque venait le chômage ; il n'y avait que quelques ouvriers les mieux payés qui eussent des dépôts à la caisse d'épargne, la majorité des ouvriers n'avaient pas d'économies et, lorsqu'ils se trouvaient sans travail, ils étaient forcés de vivre misérablement, d'épuiser leur crédit, d'engager leurs habits et leurs meubles et, finalement, de demander des secours au bureau de bienfaisance (2).

En outre, d'après la commission, la détresse des ouvriers provoquait une disproportion entre l'étendue de la production et celle de la demande des marchandises. Lorsque la demande diminue, la production devrait naturellement être réduite et la situation besogneuse des ouvriers amène souvent, précisément à ce moment, une extension de la production. La diminution des salaires fait que les ouvriers travaillent un plus grand nombre d'heures par jour et redoublent d'efforts ; par suite, la quantité des marchandises augmente, alors que la situation du marché voudrait qu'elle fût réduite. De même quelques entrepreneurs peuvent trouver leur avantage à l'extension de la production au moment où les salaires ouvriers sont le plus bas. Pourtant, de cette extension tous les entrepreneurs souffrent, car elle provoque une plus grande acuité de la crise, qui, par suite de la surabondance continuelle des marchandises

(1) Cf. *Report from the Select Committee on Manufactures Employment*, 1830, p. 1.

(2) *Loc. cit.*, p. 7.

sur le marché, cesse d'être temporaire, passagère, pour devenir persistante, presque chronique.

Si les ouvriers avaient des moyens d'existence pendant la durée des crises, leurs salaires ne descendraient pas autant et ils ne seraient pas obligés de prolonger anormalement la durée de la journée de travail. La production pourrait alors être réduite au moment de la diminution de la demande ; les crises industrielles seraient moins persistantes et moins graves. La commission proposa donc, dans l'intérêt des ouvriers comme dans celui des entrepreneurs, la formation par les ouvriers de sociétés ayant pour but de venir en aide aux chômeurs. Les ressources de ces sociétés seraient constituées par des versements faits à volonté par les ouvriers et chaque membre aurait droit, en cas de chômage, à un secours égal à la somme par lui versée, plus les intérêts.

La proposition de la commission n'était donc pas autre chose que la formation de caisses d'épargne d'une nature spéciale, où le droit des dépositaires à réclamer le remboursement de leurs dépôts serait limité. Le principe de l'assurance mutuelle fut résolument repoussé par la commission ; les classes ouvrières préféreraient une société où chacun répondait pour soi à une société où chacun devrait répondre pour autrui sans rien recevoir lui-même (1).

On sait que les ouvriers ont préféré les organisations du second genre. Les trade-unions sont des sociétés d'assurance mutuelle contre les accidents auxquels est exposé le gain de l'ouvrier. Ce n'est qu'en allant jusqu'au bout dans l'application du principe de l'assurance qu'elles atteignent plus ou moins leur but et viennent réellement en aide au moment du chômage. Les salaires étaient si peu élevés que les ouvriers ne pouvaient faire d'économies pour les jours

(1) *Loc. cit.*, p. 11. Une proposition analogue a été faite récemment par Georg Schanz. Voir ses travaux *Zur Frage der Arbeiterversicherung*, Berlin 1895 et *Neue Beiträge zur Frage der Arbeitlosenversicherung*, Berlin. 1897.

de besoin ; aussi les caisses d'épargne proposées par la commission ne se réalisèrent-elles jamais.

Les périodes de dépression sont encore intéressantes à un autre point de vue, qu'a fait ressortir Brentano : c'est précisément à ce moment, où la demande des marchandises se trouve réduite et où les prix diminuent, que s'accomplissent de grands perfectionnements dans la technique, que de nouvelles branches industrielles naissent, que de nouveaux débouchés sont ouverts, qu'en général la vieille routine fait place à de nouvelles méthodes. Par suite des bas prix, les industriels et les commerçants sont obligés, par instinct de conservation, de chercher les moyens de produire à meilleur compte et de trouver de nouveaux débouchés. Pendant les périodes de prospérité, quand le gain est élevé, les entrepreneurs s'inquiètent peu de perfectionner leur exploitation ; ils s'efforcent de produire le plus possible, sans penser à perfectionner leurs procédés de production. Mais, quand les prix baissent et qu'on travaille à perte, alors on commence à introduire dans la pratique des inventions et des découvertes qui étaient restées de côté sans attirer l'attention de personne.

Cette circonstance a été mise en relief par E. Chadwik dans le discours qu'il fit, en 1865, au congrès de la « National Association for the Promotion of Social Science ». « Il est très important, disait Chadwik, de se rappeler que les grands perfectionnements de l'industrie cotonnière ont été amenés par les périodes de dépression industrielle. Un axiome du regretté Kennedy, qu'on appelle le père de l'industrie cotonnière, était que les perfectionnements de la production ne s'effectuent que lorsque les gains sont fortement en baisse » (1). C'est ce qu'ont signalé aussi quelques fabricants devant la commission parlementaire de 1833 (2).

(1) Cf. *Journal of the Statistical Society of London*, 1865, p. 3.

(2) Cf. *Report on Manufactures, Commerce and Shipping, Minutes of Evidence*, Londres, 1833. Dépositions des fabricants Smith et Hill.

Les rapports des inspecteurs de fabriques font également assez souvent cette constatation. L'inspecteur A. Redgrave, par exemple, écrit dans son rapport pour 1854. « Quand le commerce va bien et que les marchandises se vendent, personne ne se soucie d'introduire des perfectionnements et d'inventer de nouvelles méthodes de production ; mais quand le commerce, pour des raisons dont l'intelligence et l'énergie peuvent venir à bout, ne marche plus, alors on perfectionne les moyens de production » (1).

Voici un tableau qui montre l'influence des crises industrielles sur le prix des tissus de coton.

Prix moyen des tissus de coton 7/8 72. Reed Printing Cloth (2)

En 1820 . . .	15 sh. 9 p.	En 1835 . . .	10 sh. 2 p.
» 1821 . . .	15 » 3 »	» 1836 . . .	10 » —
» 1822 . . .	14 » 6 »	» 1837 . . .	7 » 9 »
» 1823 . . .	14 » — »	» 1838 . . .	8 » 5 »
» 1824 . . .	14 » 6 »	» 1839 . . .	8 » 7 1/2 »
» 1825 . . .	16 » 3 »	» 1840 . . .	7 » 3 »
» 1826 . . .	10 » 6 »	» 1841 . . .	7 » 3 »
» 1827 . . .	10 » — »	» 1842 . . .	6 » 1 1/2 »
» 1828 . . .	9 » 9 »	» 1843 . . .	6 » 2 1/2 »
» 1829 . . .	8 » 9 »	» 1844 . . .	6 » 3 »
» 1830 . . .	8 » 8 1/2 »	» 1845 . . .	5 » 11 1/2 »
» 1831 . . .	8 » 11 »	» 1846 . . .	5 » 6 »
» 1832 . . .	8 » 7 »	» 1847 . . .	5 » 8 1/2 »
» 1833 . . .	8 » 11 »	» 1848 . . .	4 » 9 1/2 »
» 1834 . . .	9 » 4 »	» 1849 . . .	5 » 4 1/2 »

Après la crise de 1825, le prix des tissus de coton diminue brusquement de plus du tiers. Pendant les années suivantes, il ne remonte même pas jusqu'au niveau de 1826 et reste considérablement plus bas que dans la période qui

(1) Cf. *Report of the Inspector of Factories. A. Redgrave, 1854.*

(2) Cf. NEILD, *An Account of the Prices of Printing Cloth*, dans le *Journal of the Statistical Society of London*, 1861, p. 493

avait précédé 1825. Cela prouve que la baisse du prix des tissus avait été provoquée par une diminution correspondante de sa valeur, en d'autres termes par le perfectionnement de la production ; sinon, après le retour d'une période de prospérité, les prix seraient redevenus les mêmes qu'auparavant. De même, après la dépression persistante de 1837 à 1842, le prix des tissus de coton fut de beaucoup inférieur à celui des années précédentes. Par contre, leur prix monte tant soit peu pendant chaque période de prospérité, ce qui est un indice du ralentissement ou de l'arrêt du progrès technique. Ainsi, le prix des tissus de coton est monté pendant les périodes de 1823 à 1825, de 1832 à 1836 et de 1842 à 1844, tout en étant, dans chacune de ces périodes, inférieur à celui de la période précédente.

II

Fluctuations de la vie nationale de 1850 à 1870

Nous avons signalé plus haut les causes du développement rapide du commerce anglais et de l'accroissement considérable de la richesse nationale de 1850 à 1870. Il n'est pas du tout vrai qu'un accroissement de la richesse nationale s'accompagne toujours d'une amélioration de la situation des classes ouvrières : nous en avons la meilleure preuve dans l'Angleterre de la première moitié du XIX^e siècle où, avec les progrès de l'industrie et l'enrichissement des classes supérieures de la société allèrent de pair un appauvrissement progressif des basses classes et une baisse des salaires de la grande majorité des ouvriers. Mais dans la période que nous allons maintenant étudier, la situation du marché du travail s'est considérablement améliorée en faveur des ouvriers. La révolution industrielle,

qui avait demandé tant de durs sacrifices, est terminée dans les plus importantes branches industrielles. La petite industrie et le travail à domicile n'ont pas disparu ; ils continuent à exister concurremment avec la grande industrie et le système des manufactures, mais la lutte entre les deux est limitée à un domaine qui va toujours se rétrécissant. La machine est parvenue à l'empire absolu dans les branches les plus importantes de l'industrie qui s'occupe de la transformation des matières premières. Le travail à domicile est encore très répandu dans nombre de branches industrielles secondaires, en particulier dans celles qui n'ont pas à compter avec le marché extérieur. Mais, dans l'industrie cotonnière, où, pendant quelques dizaines d'années, la lutte avait été opiniâtre entre la machine et le travail à la main, c'est la fabrique qui a remporté une victoire complète. Le nombre des tisserands à la main a tellement diminué qu'au dire de Schulze-Gaevernitz, qui séjourna à Manchester vers 1889, il était difficile, à ce moment, d'en trouver dans cette ville. Lamentables débris d'une classe autrefois nombreuse de travailleurs, ces tisserands (pour la plupart des vieillards et de vieilles femmes infirmes) continuent à fournir quelques genres de tissus démodés, qu'il n'y a pas avantage à produire à la machine, car la demande en est trop infime.

La cause la plus importante de la gêne de la classe ouvrière anglaise de 1825 à 1850, la lutte de la fabrique contre le travail à domicile et le travail à la main, a donc cessé de peser comme auparavant sur le marché du travail. En même temps, la législation sur les fabriques, de même que le développement du trade-unionisme ont considérablement accru la puissance sociale de la classe ouvrière. Le résultat a été la hausse des salaires, la réduction de la journée de travail et, en général, l'amélioration de la situation économique des ouvriers anglais.

Voyons maintenant comment les phases du cycle indus-

triel se reflètent dans la vie nationale anglaise pendant la période que nous considérons. Le tableau suivant et les diagrammes annexés ont été dressés de la même façon que les précédents (1).

Années	Comtés agricoles				Comtés industriels				Angleterre			
	Nombre des mariages par 10,000 habitants	Nombre des décès par 10,000 habitants	Nombre des comparutions devant la cour d'assises par 100,000 habitants	Nombre des indigents au 1 ^{er} janvier de chaque année par 10,000 habitants	Nombre des mariages par 10,000 habitants	Nombre des décès par 10,000 habitants	Nombre des comparutions devant la cour d'assises par 100,000 habitants	Nombre des indigents au 1 ^{er} janvier de chaque année par 10,000 habitants	Nombre des mariages par 10,000 habitants	Nombre des décès par 10,000 habitants	Nombre des comparutions devant la cour d'assises par 100,000 habitants	Nombre des indigents au 1 ^{er} janvier de chaque année par 10,000 habitants
1851	128	202	167	748	199	258	180	385	172	220	155	535
1852	140	200	157	726	205	280	176	367	174	223	151	513
1853	144	204	149	716	206	272	165	317	179	229	147	487
1854	141	211	157	730	198	263	173	326	172	235	158	488
1855	138	216	129	703	176	261	151	354	162	226	138	494
1856	147	185	82	693	184	240	141	378	167	205	102	503
1857	146	199	83	672	181	257	163	332	165	218	105	478
1858	146	216	74	632	172	265	141	484	160	231	92	501
1859	144	209	65	641	191	241	126	326	170	224	85	450
1860	141	197	67	654	200	234	113	291	171	212	80	436
1861	136	200	75	686	186	252	124	291	163	216	91	451
1862	134	189	83	681	166	251	134	360	161	214	98	473
1863	138	213	77	678	183	260	145	960	168	230	101	563
1864	142	211	76	666	184	266	122	573	172	237	93	491
1865	142	207	73	657	189	276	125	450	175	232	93	467
1866	140	192	66	635	197	295	110	327	175	234	88	438
1867	138	188	65	632	186	262	111	397	165	217	87	450
1868	138	186	73	652	183	266	112	356	161	218	92	480
1869	136	194	74	675	177	255	104	342	159	223	87	477
1870	135	205	68	666	180	260	121	363	161	229	78	488
Moyenne.	140	201	93	677	187	261	137	399	163	224	106	483

(1) Les calculs sont faits d'après les données des statistiques officielles : *Reports of Registrar-General of Births, Deaths and Marriages in England and Wales, Returns of Paupers Relieved et Judicial Statistics of England and Wales.*

DIAGRAMME N°9

Comtés Agricoles

Années

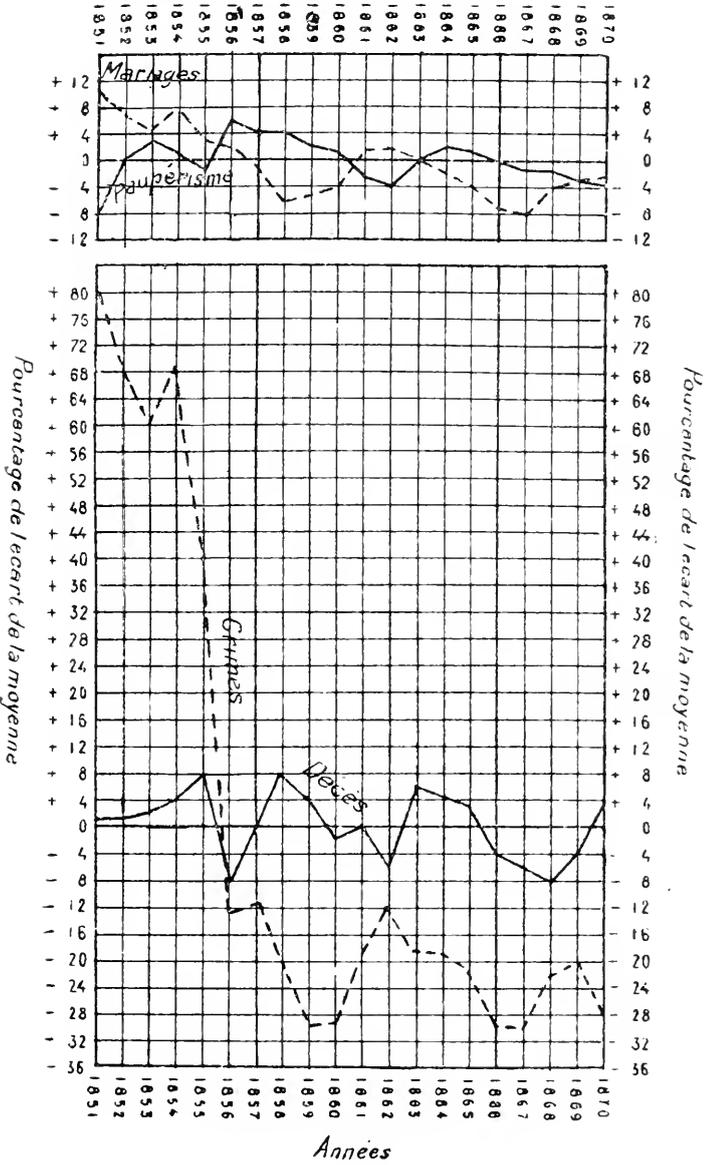


DIAGRAMME N°10

Comtes Industriels

Années

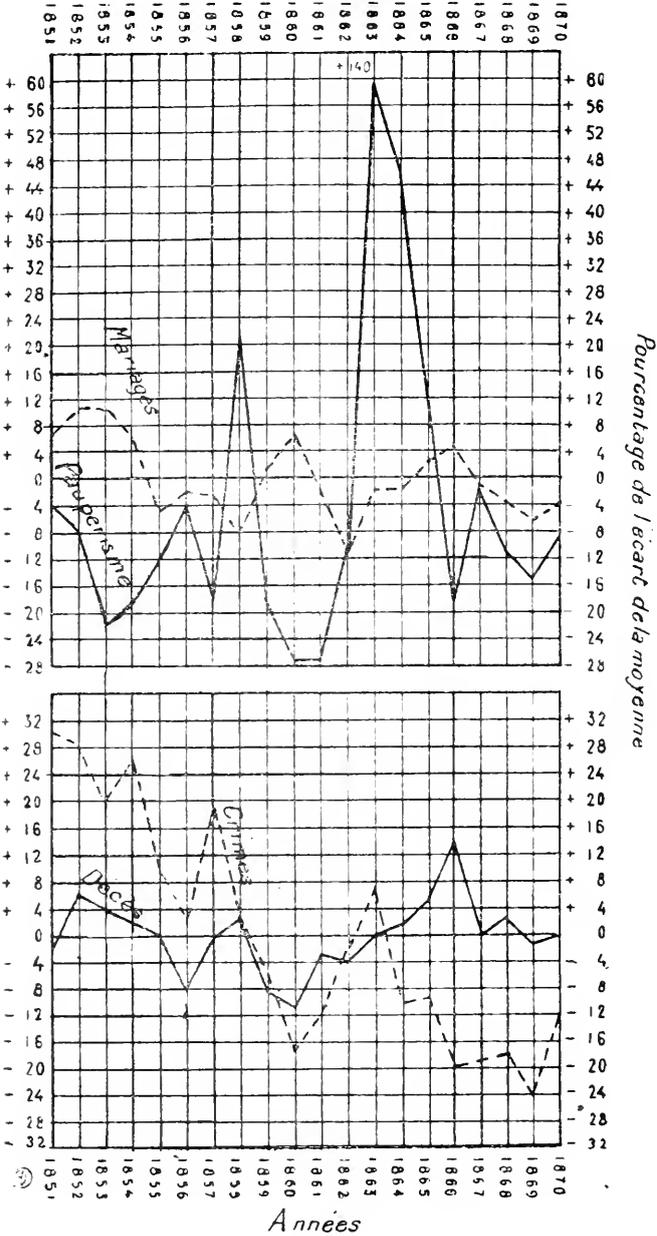
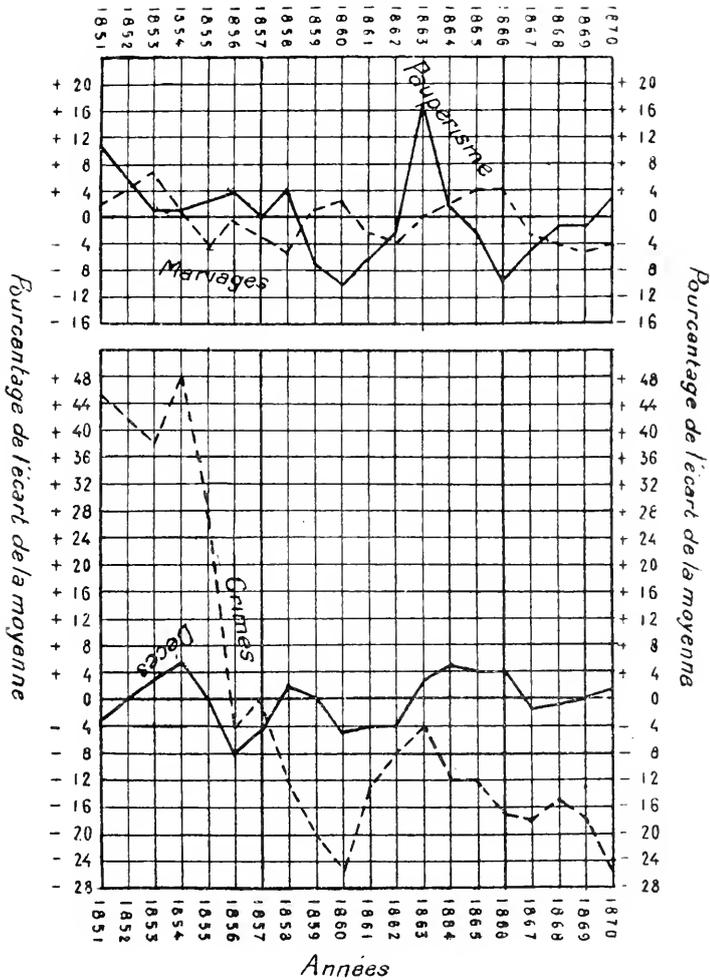


DIAGRAMME N°11

Angleterre

Années



Un regard rapide jeté sur les deux premiers diagrammes (n^{os} 9 et 10) suffit pour nous faire voir que les fluctuations des mariages, de la mortalité, du paupérisme et de la criminalité ont été de 1851 à 1870 bien plus irrégulières que pendant la période précédente. La courbe des mariages dans les comtés agricoles subit une baisse un peu plus forte en 1854 et en 1855, de 1860 à 1862, et en 1867 ; toutes ces années sont des années de mauvaises récoltes. Entre les variations de la courbe de la mortalité et celles des mariages

on peut, de 1851 à 1858, observer une certaine dépendance, mais, de 1860 à 1870, il n'y a plus de dépendance aucune et la courbe de la mortalité se meut plutôt dans le même sens que la courbe des mariages qu'en sens contraire. Le lien entre les variations du paupérisme et celles des mariages apparaît plus clairement. La courbe de la criminalité descend fortement en 1855 et 1856 ; la cause en est dans une modification de la procédure criminelle intervenue en 1855, qui eut pour conséquence une diminution considérable du nombre des comparutions devant la cour d'assises.

Dans les comtés industriels (diagramme n° 10), on remarque une plus grande corrélation entre les fluctuations de la courbe des mariages et celles du paupérisme, tout comme autrefois. Presque toujours, lorsque le nombre des indigents augmente, le nombre des mariages baisse et vice versa. Le nombre des mariages diminue fortement et le nombre des indigents augmente dans les années 1854-1855, 1858, 1862 (c'est en 1863 que le paupérisme atteint son maximum) et en 1867. La diminution du nombre des mariages en 1855, dans les comtés industriels, fut provoquée par la réduction du commerce anglais au moment de la crise australienne. En 1858, malgré l'excellente récolte, le nombre des mariages baissa dans les comtés industriels par suite de la crise industrielle de l'année précédente. La famine de coton a, comme on peut le voir sur le diagramme, exercé une influence énorme sur la situation de la grande masse de la population anglaise dans les centres de l'industrie cotonnière. Le nombre des pauvres s'est multiplié et le nombre des mariages est tombé à son minimum. Il est instructif de rapprocher de ce fait les paroles plus haut citées de l'*Economist* sur « l'apogée de l'industrie anglaise de 1860 à 1865 ». De 1867 à 1870 (période de dépression), le nombre des mariages diminue, comme il fallait s'y attendre.

Les variations de la mortalité ne correspondent pas tou-

jours aux variations du paupérisme. En 1866 notamment, une divergence considérable se manifeste ; alors que le nombre des mariages augmente fortement, et que le paupérisme diminue, le nombre des décès s'accroît dans les comtés industriels. La cause de cette divergence a été l'apparition d'une forte épidémie de choléra dans le Lancashire en 1866.

La courbe de la criminalité baisse, tout en présentant des variations considérables ; les maxima de la criminalité correspondent aux années 1854, 1857, et 1863 ; les deux premières furent des années de dépression, la dernière une année de famine de coton.

Le diagramme n° 11, qui concerne toute l'Angleterre, est, pour ainsi dire, la somme des deux premiers et n'offre rien de nouveau. Sans doute, il faut reconnaître que l'influence du cycle industriel sur la vie nationale pendant les premières vingt années de libre-échange a été fort obscurcie par l'influence de différents facteurs occasionnels et d'événements fortuits.

Nous avons dit plus haut que les crises industrielles pèsent de tout leur poids sur la classe ouvrière, tandis que les entrepreneurs peuvent couvrir les pertes des mauvaises années par les gains des années favorables. Les fluctuations périodiques de l'industrie et les fluctuations de la vie nationale qui les accompagnent sont dues à la tendance qu'ont les entrepreneurs, de profiter de toute occasion favorable pour donner de l'extension à leurs affaires. Non seulement tout accroissement de la demande est immédiatement suivi d'un accroissement de l'offre, mais encore on suscite artificiellement la demande par la vente des marchandises à des conditions favorables, à crédit. Faire tout son possible pour donner de l'extension à ses affaires et vendre le plus possible de marchandises, voilà où va l'effort de tout entrepreneur. Il est possible que tous les entrepreneurs, pris dans leur ensemble, voient les inconvénients d'un accroissement excessif de l'offre ; mais, il n'est pas au pouvoir de chacun

d'entre eux de combattre l'abus qu'il reconnaît lui-même, il ne peut espérer se sauver que par la progression de ses affaires et par l'éviction de ses concurrents, c'est-à-dire par des procédés commerciaux qui engendrent ce même abus.

D'ailleurs, il se peut même que l'apparition périodique de moments de dépression soit à l'avantage des grands entrepreneurs capables de supporter les tempêtes industrielles qui ruinent le petit entrepreneur. C'est ainsi que la grave crise de l'industrie cotonnière provoquée par la famine de coton, amena, en même temps qu'une diminution du nombre des manufactures de coton, une augmentation du nombre des fuseaux.

	Nombre des fabriques de coton dans le Royaume-Uni (1)	Nombre des fuseaux dans ces fabriques (par milliers) (1)
1862.	2.887	30.387
1867.	2.549	32.000

Il y avait, en 1862, plus d'un tiers des filatures de coton dont la force motrice ne dépassait pas vingt chevaux ; la plupart de ces petites fabriques sombrèrent par suite du renchérissement du coton et de l'arrêt de la production ; de grandes fabriques prirent leur place.

Tout autre est l'effet produit par les crises industrielles en ce qui concerne les ouvriers. Les ouvriers ne bénéficient que très peu de la période de prospérité et ils ont durement à souffrir de la dépression qui suit. Pour les ouvriers, les dépressions périodiques sont un mal d'une gravité extrême, contre lequel ils ont à combattre de toutes leurs forces. On peut juger par la diminution des mariages et l'accroissement de la mortalité et de la criminalité de 1862

(1) *Report of Inspector of Factories Baker, 1869.*

à 1864, dans les centres de l'industrie cotonnière, de la grave répercussion qu'a eue la réduction de la production sur la classe ouvrière. L'extension de la production, si avantageuse pour l'entrepreneur, signifie pour l'ouvrier un surplus de travail, qui ne s'accompagne pas toujours d'une hausse du salaire. Aussi l'effort des ouvriers va-t-il naturellement vers le plus de stabilité possible dans la production et les salaires. Qu'on lise l'historique d'une importante grève des mineurs dans le comté d'York en 1858 (1).

Vers 1850, les prix du charbon dans le comté d'York augmentèrent de 60 0/0. Les salaires des mineurs, payés à la tâche, augmentèrent aussi, mais seulement de 30 0 0. La différence entre la hausse des prix et celle des salaires constituait le surcroît de bénéfice des entrepreneurs. Ainsi, l'entrepreneur et l'ouvrier avaient vu leur gain s'accroître ; mais ils suivirent alors une ligne de conduite tout à fait opposée. Les entrepreneurs se mirent aussitôt à agrandir les anciens puits et à en aménager de nouveaux ; ils firent tous leurs efforts pour étendre leur production et profiter de la hausse des prix. Les ouvriers, au contraire, virent dans la hausse des prix la possibilité de raccourcir la journée de travail. Ainsi, au dire des entrepreneurs, les mineurs réduisirent la durée de leur travail quotidien dans une proportion telle que leurs salaires restèrent ce qu'ils étaient avant la hausse. Par suite, les entrepreneurs ne purent accroître la production qu'en engageant de nouveaux ouvriers ; mais ceux-ci n'étaient pas habitués au travail de la mine et ils travaillaient mal.

Malgré tout, l'accroissement de la production fut atteint ; les prix du charbon se mirent alors à baisser. Les industriels cherchèrent à les maintenir à leur hauteur anormale

(1) Cf. *West-Yorkshire Coal-Strike and Lock out* by J. M. LUDLOW. (*Trades Societies and Strikes. Report of the Committee appointed by the National Association for the Promotion of Social Sciences*, 1860).

en se concertant entre eux pour ne pas vendre de charbon à un prix inférieur au tarif fixé. Mais la concurrence entre les entrepreneurs détruisit bientôt les effets de l'entente et les prix continuèrent à descendre. Alors, les producteurs conclurent un nouvel accord, qui fut exécuté avec plus de succès : au congrès des producteurs de charbon de mars 1858, on décida à l'unanimité d'abaisser les salaires des ouvriers de 15 0/0. Pour donner plus de force à leur résolution, ils s'engagèrent en même temps à suspendre le travail dans tout le district, si les ouvriers n'acceptaient pas cette réduction. Les producteurs pensaient ainsi faire d'une pierre deux coups : dompter les ouvriers et, en restreignant la production, faire monter les prix du charbon. La réduction de la production pendant les périodes de baisse des prix est envisagée par les entrepreneurs comme un moyen de tout repos pour mettre un terme à la situation fâcheuse créée par la surproduction. Au dire de personnes compétentes, les producteurs de charbon n'ont rien tant désiré, à ce moment, qu'une petite grève des mineurs. Ainsi, ils bénéficiaient de la plus grande partie des avantages dûs à l'augmentation de la production et les ouvriers avaient à porter tout le poids de la réduction de celle-ci.

Le projet des entrepreneurs provoqua une grève générale des mineurs et la formation de la première organisation corporative puissante parmi les mineurs du Yorkshire. Cette association décida que pas un de ses membres ne travaillerait plus de 8 heures par jour et ne gagnerait par jour plus d'un salaire maximum déterminé. Cette dernière disposition était particulièrement désagréable aux entrepreneurs, car elle équivalait à la régularisation de la production. S'il faut en croire un producteur de charbon, ce fut cette disposition qui fut le plus vivement combattue par les entrepreneurs.

La grève dura plus de deux mois et se termina par un compromis. L'association corporative s'était affirmée et elle maintenait la disposition qui déplaisait tant aux entrepre-

neurs ; pourtant, les ouvriers acceptaient une réduction de salaire.

Dans cette grève se manifeste très clairement la différence d'attitude des entrepreneurs et des ouvriers en présence des fluctuations de l'industrie. Les ouvriers s'efforcent de rendre la production aussi régulière que possible et renoncent même à un accroissement de leur gain ; les entrepreneurs, au contraire, visent à donner le plus d'extension possible à la production pendant les périodes de prospérité, ce qui amène ensuite la réduction de la production pendant les périodes de dépression. Pour les entrepreneurs, et c'est sur cela qu'il faut particulièrement insister, la crise est un correctif naturel de la prospérité précédente, une difficulté passagère, qui sera complètement compensée par les avantages à venir, tandis que, pour les ouvriers, la crise industrielle, c'est la détresse et la misère, que ne peuvent compenser des salaires un tant soit peu plus élevés pendant les phases favorables du cycle industriel.

III

Fluctuations de la vie nationale de 1870 à 1900

Les trente dernières années du siècle précédent sont caractérisées par un ralentissement relatif du développement de l'industrie anglaise et par une décadence de la suprématie industrielle de l'Angleterre, de même que par un changement dans le caractère des crises industrielles. Des dépressions de longue durée ont succédé aux crises aiguës. Mais, en même temps, cette période se distingue par des traits tout opposés : la hausse des salaires et, en général, une meilleure situation de la classe ouvrière. Cette contradiction s'explique par l'accroissement continu de la force sociale des ouvriers anglais. Malgré la situation défavorable du marché des marchandises, la classe ouvrière a su conquérir une plus grande somme de bien-être. La législation sur les fabriques et le puissant développement du système des trade-unions, de même que le mouvement coopératif parmi les classes ouvrières, ont extrêmement renforcé la situation de l'ouvrier sur le marché du travail. Par suite, l'influence du cycle industriel sur la vie nationale est devenue bien plus faible, comme on peut le voir par le tableau et les diagrammes suivants : (Voir *tableau*, p. 327).

On peut voir par le diagramme n° 12 que, dans les comtés agricoles, les fluctuations du paupérisme ont été très minimes. La courbe du paupérisme baisse fortement de 1871 à 1879 ; puis la baisse s'interrompt pendant quelques années. Après 1880, elle reprend avec non moins de rapidité. A partir de 1885, la courbe du paupérisme reste presque immobile.

On sait que les salaires des ouvriers agricoles ont considérablement augmenté de 1870 à 1880, ce qui fut dû en partie aux syndicats de travailleurs des champs, dirigés par

Années	Comtés agricoles				Comtés industriels				Angleterre			
	Nombre des mariages par 10,000 habitants	Nombre des décès par 10,000 habitants	Nombre des comparutions en cour d'assises par 100,000 habitants	Nombre des indigents au 1 ^{er} janv. de chaque année par 10,000 habitants	Nombre des mariages par 10,000 habitants	Nombre des décès par 10,000 habitants	Nombre des comparutions en cour d'assises par 100,000 habitants	Nombre des indigents au 1 ^{er} janv. de chaque année par 10,000 habitants	Nombre des mariages par 10,000 habitants	Nombre des décès par 10,000 habitants	Nombre des comparutions en cour d'assises par 100,000 habitants	Nombre des indigents au 1 ^{er} janv. de chaque année par 10,000 habitants
1871	138	199	58	616	189	267	87	269	167	226	71	427
1872	143	184	47	553	199	245	86	225	174	213	64	380
1873	144	183	48	513	194	244	85	208	176	210	64	351
1874	140	187	46	489	188	269	91	194	170	222	64	330
1875	135	204	45	458	188	257	84	178	167	227	61	210
1876	139	179	44	419	185	248	98	170	165	209	66	290
1877	131	181	44	402	176	233	97	173	157	203	64	287
1878	132	192	50	391	166	249	93	190	152	216	65	290
1879	129	190	45	388	152	234	97	234	144	207	65	304
1880	129	190	42	393	160	232	84	215	149	205	57	300
1881	133	173	39	389	163	211	80	206	151	189	57	297
1882	132	177	45	380	168	225	88	199	155	196	58	289
1883	134	179	39	366	164	222	79	199	155	186	55	283
1884	136	183	44	356	160	226	72	194	151	197	54	278
1885	128	180	37	350	154	214	67	196	145	192	50	275
1886	131	184	43	353	151	221	65	204	142	195	51	280
1887	127	172	42	348	152	224	58	201	144	191	48	277
1888	125	168	42	351	154	207	62	196	144	181	49	275
1889	129	159	36	346	157	217	55	190	150	182	43	266
1890	131	175	35	344	163	228	55	179	155	195	42	257
1891	135	177	30	345	164	232	49	173	156	202	40	250
1892	139	180	33	330	161	210	49	173	154	190	42	250
1893	131	169	32	340	151	220	44	179	147	192	41	254
1894	133	153	32	344	158	183	44	181	151	166	40	255
1895	132	168	34	316	156	218	38	187	150	187	38	260
1896	137	152	30	349	165	194	35	185	158	171	36	258
1897	141	158	29	343	163	201	38	185	160	174	36	255
1898	142	158	33	335	159	184	38	189	162	176	37	268
Moyenne.	134	176	40	390	167	226	69	195	155	197	52	287

DIAGRAMME N°12

Comtes agricoles

Années

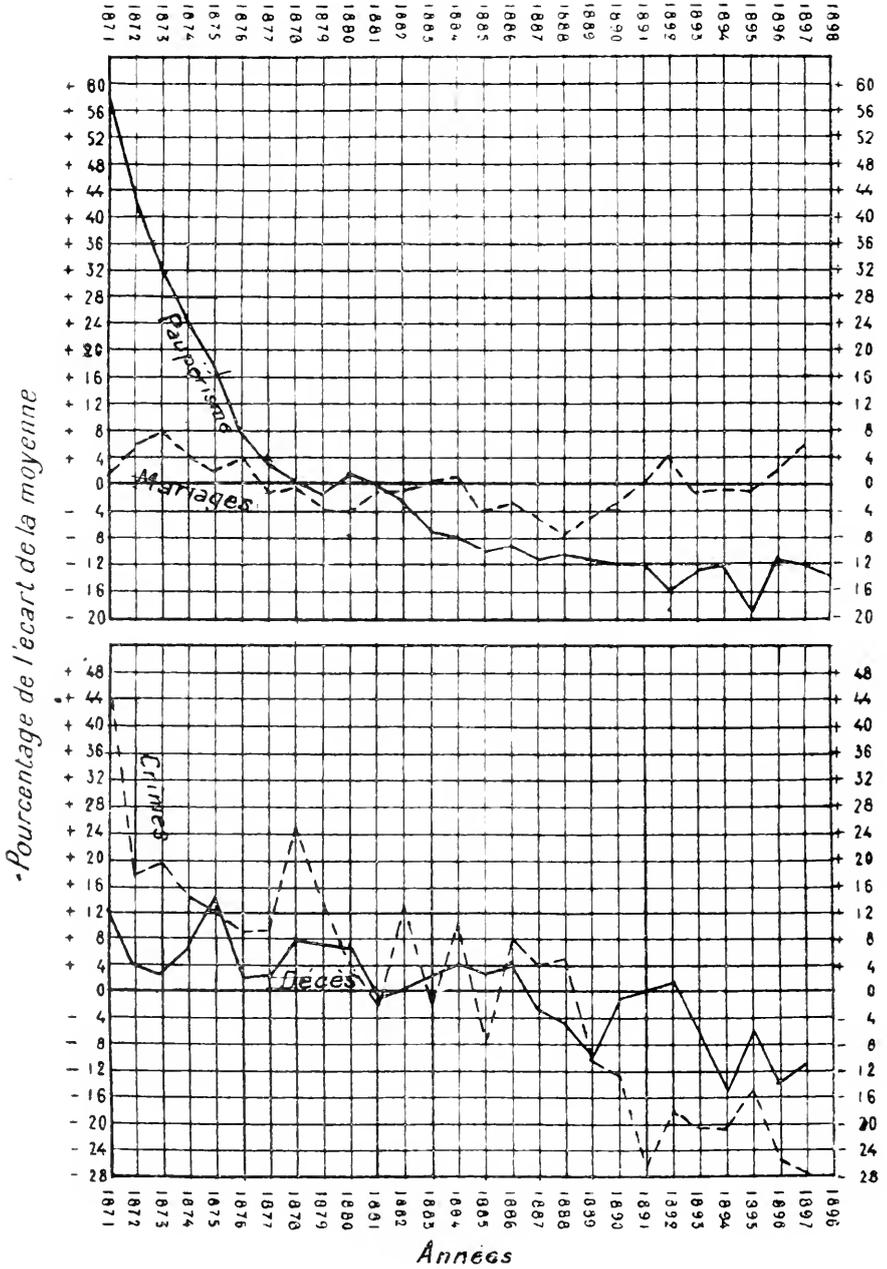


DIAGRAMME N°13

Comtés Industriels

Années

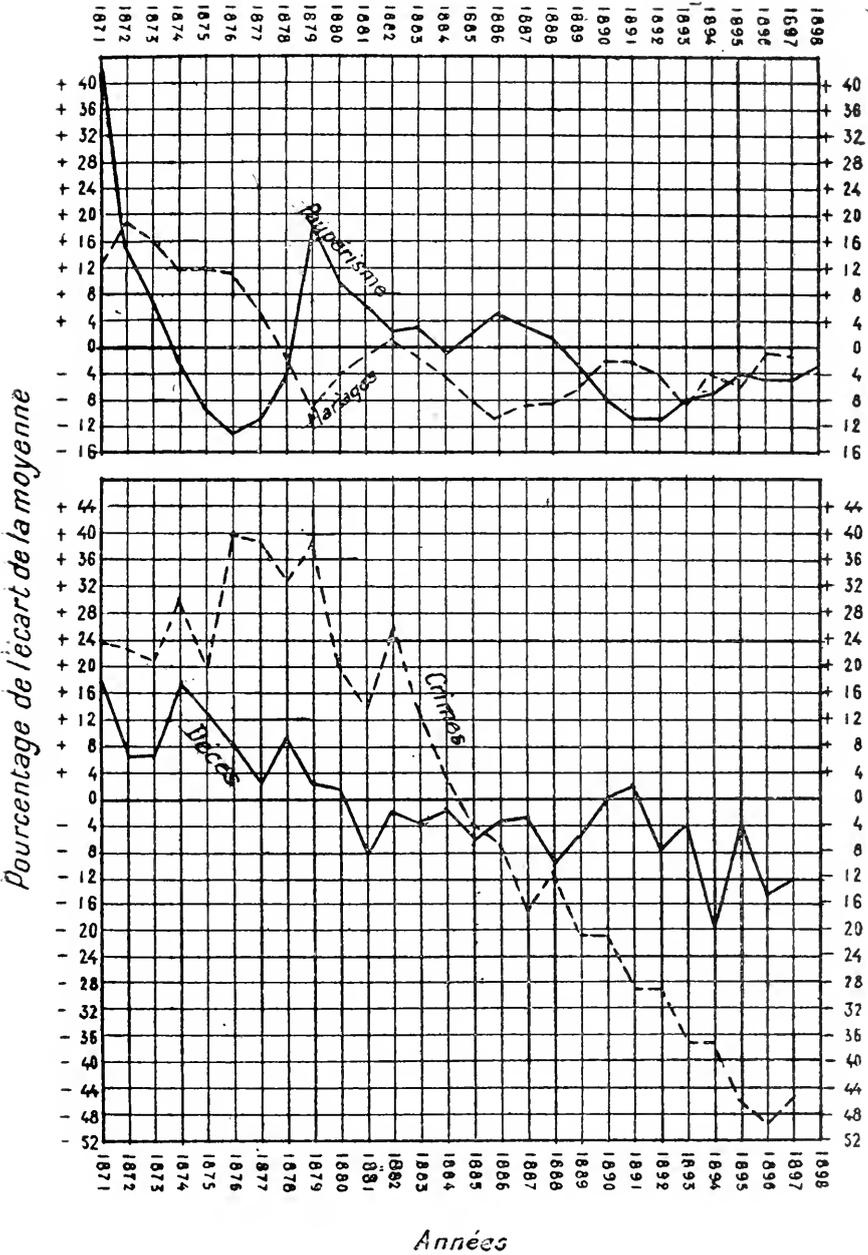
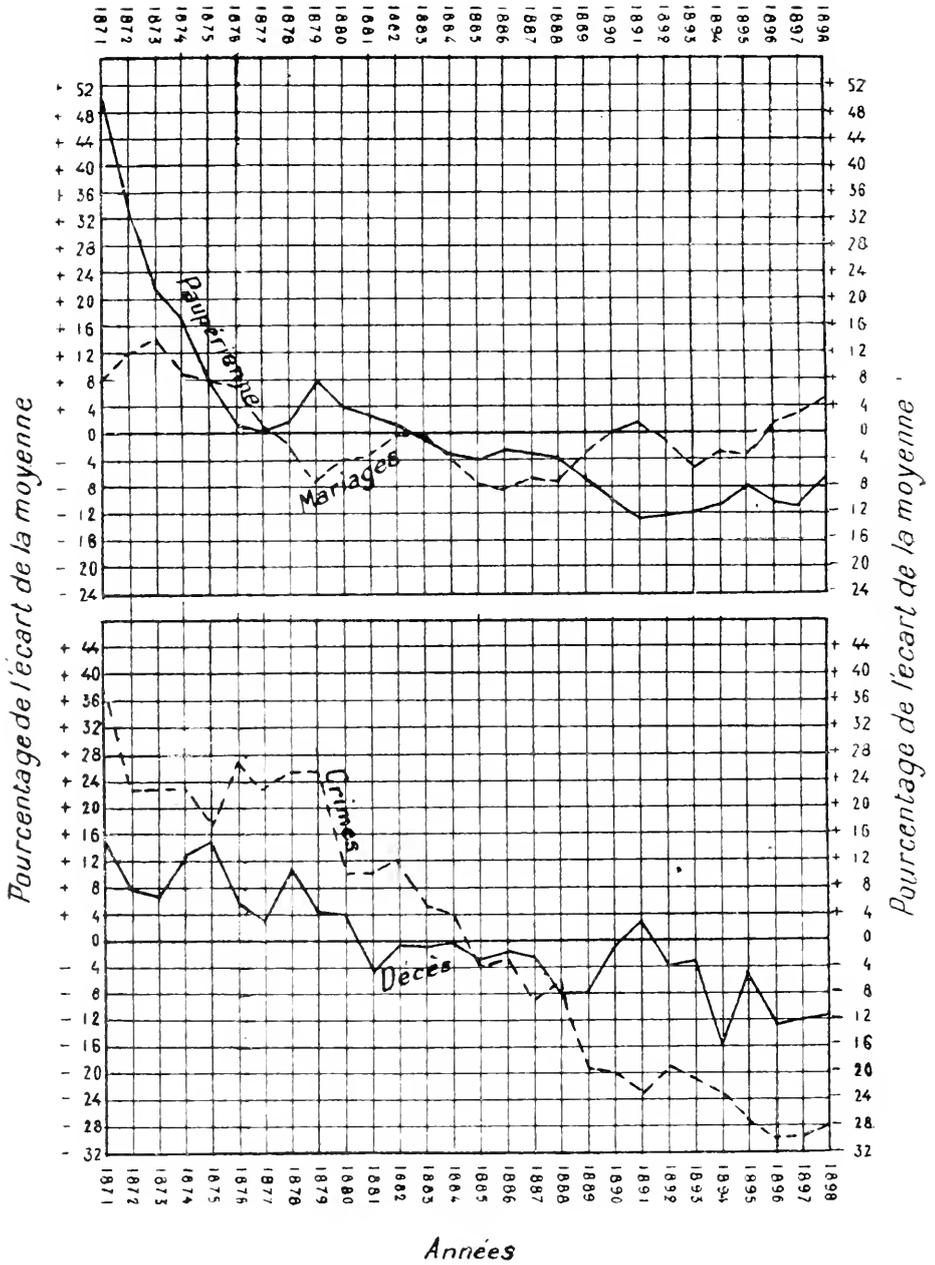


DIAGRAMME N°14

Angleterre

Années



J. Arch. On ne peut guère méconnaître dans ce fait la cause principale de la décroissance du paupérisme.

La courbe de la mortalité baisse dans son ensemble, bien que sujette à des variations considérables ; les variations de la courbe de la criminalité (qui baisse également) sont encore plus fortes. La diminution du nombre des crimes en 1880 doit être attribuée, jusqu'à un certain point, à la mise en vigueur de la nouvelle procédure criminelle de 1879.

En général, la décroissance du paupérisme, de la mortalité et du nombre des crimes dans les comtés agricoles d'Angleterre témoigne de l'amélioration de la situation des travailleurs des champs. Il est vrai que la diminution du nombre des mariages contractés semble témoigner du contraire ; mais il faut considérer que, si les variations annuelles du nombre des mariages tiennent étroitement à la situation économique de la population, ceci ne s'applique pas aux changements de la moyenne des mariages qui surviennent au cours de longues périodes. Il est bien possible que l'accroissement du bien-être, en même temps que de nouvelles habitudes et un nouveau genre de vie, aient été suivis d'une diminution du nombre des mariages.

Le diagramme n° 13 concerne les comtés industriels. Les deux premières courbes (celle des mariages et celle des indigents) varient, comme il fallait s'y attendre, en sens inverse, et forment ensemble une figure symétrique. Tout ce qui a été dit, dans la première partie de ce livre, du changement de caractère des variations dans les courbes du diagramme n° 3, qui exprime le développement de l'industrie anglaise pendant ces dernières années, peut s'appliquer point par point à ces deux courbes. Les courbes des mariages et du paupérisme ont pris le caractère de lignes ondulantes, dont les mouvements ont une régularité parfaite. Le parallélisme des variations de la courbe des mariages et de celle de l'exportation britannique apparaît clairement.

Mais, dans les dernières années du XIX^e siècle, nous re-

marquons un accroissement du paupérisme en même temps qu'un accroissement de l'exportation. Ce fait s'explique vraisemblablement par les modifications de l'assistance aux indigents, survenues en 1894. Ces modifications purent avoir pour conséquence un plus grand empressement du bureau de bienfaisance dans la distribution de ses secours, ce qui est de nature à augmenter le nombre des indigents.

Les courbes de la criminalité et de la mortalité varient avec bien moins de régularité. Le fléchissement considérable de la criminalité en 1880 est dû à la réforme de la procédure criminelle dont nous avons déjà parlé. Mais, si nous comparons les variations des quatre courbes de 1870 à 1880 et de 1880 à 1890, nous remarquons immédiatement que pendant les dix premières années ces variations étaient plus considérables et correspondaient davantage aux phases du cycle industriel que dans les secondes. Ainsi, par exemple, au lendemain de 1870 (moment de prospérité), il se produit une augmentation du nombre des mariages et une décroissance du paupérisme, de la criminalité et de la mortalité. Par contre, vers la fin de la décade (dépression), nous notons une forte recrudescence du paupérisme et de la criminalité, alors que le nombre des mariages diminue considérablement; mais, en même temps, la mortalité baisse. Cela prouve que, dans les derniers temps, la stagnation des affaires n'a pas eu des suites si funestes que pendant la période de 1840 à 1850 où une crise industrielle faisait plus de ravages que n'importe quelle épidémie. De 1880 à 1885, malgré la dépression, l'accroissement du paupérisme est à peine sensible; l'influence de cette dépression sur la criminalité et la mortalité est nulle.

De 1890 à 1900, les fluctuations dans le nombre des mariages sont encore moins importantes. La courbe des mariages ne subit que de faibles variations, déterminées par les phases du cycle industriel. Le mouvement de prospérité des années qui précédèrent immédiatement 1890 se mani-

festé par la progression de cette courbe, la dépression qui vint après 1890 par son fléchissement. En 1896, à l'ouverture d'une nouvelle période de prospérité, nous constatons un accroissement du nombre des mariages. Par contre, il est impossible d'établir de relation entre les fluctuations de la mortalité et les phases du cycle industriel. La mortalité la plus basse est observée en 1894, pendant une dépression. Il est manifeste que les phases du cycle industriel ne déterminent plus comme auparavant d'une manière décisive la mortalité dans la population anglaise. L'influence néfaste des crises est considérablement atténuée.

La courbe de la criminalité baisse presque sans fluctuations. Pendant les dernières années, il n'est presque pas possible de reconnaître dans ses variations le mouvement de flux et de reflux de l'industrie. La courbe ne monte qu'en 1888 et en 1897 pendant la période de prospérité industrielle. La dépression qui suivit 1890 n'a pas empêché la diminution du nombre des crimes.

Le diagramme n° 14, qui concerne toute l'Angleterre, montre avec une clarté parfaite le changement survenu dans les conditions de vie du peuple anglais. Les fluctuations des mariages et du paupérisme sont minimales, pourtant il existe entre elles et les phases du cycle industriel une certaine relation. Mais cette relation disparaît presque complètement pour les fluctuations de la criminalité et de la mortalité.

Il est intéressant de comparer les diagrammes n° 3, 12-14 avec les diagrammes n° 1, 4-8. Ces derniers représentent la vie du peuple anglais de 1825 à 1850. Nous voyons de brusques fluctuations périodiques de la vie nationale déterminées par les phases du cycle industriel. Ces fluctuations sont particulièrement accusées dans la vie de la population industrielle. Chaque crise industrielle exerce sur la classe ouvrière une influence extrêmement néfaste ; les maisons de travail, de même que les prisons, se remplissent de sans-travail, la mortalité croît dans une proportion considérable. En même temps, le commerce et l'industrie font, malgré la

violence des crises, des progrès rapides. L'accroissement de l'exportation forme un contraste criant avec la situation de plus en plus misérable de la population ouvrière.

Les diagrammes de la période de 1870 à 1900 dénotent une toute autre situation. Au lieu du mouvement ascensionnel rapide, interrompu par de brusques fléchissements pendant les années de crises, nous constatons des ondulations régulières de la courbe, dont le niveau ne se modifie pas. Le développement industriel du pays s'est manifestement ralenti. Mais, en même temps, on remarque les indices d'un mieux indubitable dans la vie nationale. Les phases défavorables du cycle industriel n'exercent plus sur la situation des ouvriers l'action destructrice de jadis. Même dans les districts industriels, il n'y a d'accroissement ni de la criminalité ni de la mortalité dans les années de crise.

Ce changement est d'autant plus remarquable que, comme nous le verrons plus loin, le chômage n'a pas le moins du monde disparu pendant la dernière phase de l'évolution du capitalisme ; il n'y a même pas de raison de croire que ses proportions aient diminué. Nous aurons plus loin à revenir sur cette question. Il est vrai que les statistiques que l'on trouve plus haut prouvent que l'action de la dépression commerciale et du chômage sur la vie des grandes masses ouvrières anglaises a été, dans les derniers temps, contrecarrée, et en partie supprimée par d'autres facteurs.

Les principaux de ces facteurs sont l'amélioration générale de la situation économique de l'ouvrier anglais et le développement des trade-unions. L'importance du premier est évidente : plus les salaires sont élevés, plus il est facile à l'ouvrier de subir les périodes de chômage. Les trade-unions, d'autre part, empêchent les suites néfastes de la stagnation des affaires de deux façons : d'abord par les secours qu'elles allouent à leurs membres pendant les périodes de chômage, puis par la régularisation du travail. Sans doute, toutes les associations corporatives ne peuvent pas venir en aide à leurs membres sans travail. D'abord, la

première raison qui fait que la majorité des chômeurs ne peuvent recevoir de secours des associations corporatives, c'est que les trade-unions ne comprennent pas plus d'un cinquième des ouvriers adultes du Royaume-Uni occupés dans l'industrie (1). L'influence des trade-unions sur les conditions du travail est pourtant bien plus considérable qu'on ne serait porté à le croire d'après ce chiffre. Ce ne sont pas seulement les ouvriers organisés, mais tous les ouvriers, qui profitent de la régularisation des conditions de travail par les trade-unions. C'est ainsi que S. et B. Webb s'expriment dans leur remarquable ouvrage « *Industrial Democracy* » de la manière suivante : « L'extension des contrats de travail collectif est de beaucoup supérieure à celle des trade-unions. Il n'y a pas sur ce point de statistique exacte, mais nous estimons que, dans toutes les branches industrielles où des ouvriers qualifiés travaillent en commun dans des ateliers, pour 90 0/0 d'entre eux le taux du salaire et la durée de la journée de travail (souvent même beaucoup d'autres conditions) sont fixés à l'avance par des contrats collectifs. Personnellement, les ouvriers n'ont pris absolument aucune part à ces contrats ; ce sont les représentants de leurs corporations qui s'occupent de leurs intérêts. »

Les trade-unions mettent tous les moyens en œuvre pour lutter contre la réduction des salaires aux moments de dépression ; or, comme tous les ouvriers, organisés ou non, reçoivent le même salaire, on comprendra qu'il ne soit pas possible de juger de l'importance d'une trade-union en tant que moyen de protection du revenu normal de l'ouvrier, au nombre relativement peu considérable des trade-unionistes. Autrefois, une crise industrielle exerçait son action funeste sur la situation des ouvriers de deux façons ; d'abord, il survenait une réduction du nombre des ou-

(1) *Report by the Chief Labour Correspondent of the Board of Trade on Trade-Unions 1898*, p. 23.

vriers occupés, ou bien du nombre des jours de la semaine pendant lesquels les ouvriers étaient occupés ; puis, une crise provoquait une baisse des salaires, ce qui ajoutait encore à la détresse des ouvriers. Aujourd'hui, le chômage, pendant les périodes de stagnation des affaires, est presque aussi considérable qu'autrefois. Mais, par suite de la puissante organisation des trade-unions, les salaires sont devenus bien plus stables. En d'autres termes, la crise atteint aujourd'hui surtout les chômeurs, tandis qu'autrefois elle frappait toute la masse de la population ouvrière, ceux qui travaillaient aussi bien que ceux qui chômaient.

Nous avons cité plus haut quelques exemples de la baisse très considérable des salaires pendant la crise de 1847. Au chapitre suivant, nous donnerons d'autres exemples du même genre. Aujourd'hui, on ne voit plus du tout les salaires baisser de moitié pendant les périodes de stagnation des affaires. Les salaires normaux des trade-unionistes varient très peu, comme on peut le voir par le tableau suivant (1) : (Voir *tableau*, p. 337).

C'est à la hausse des salaires des briquetiers, de 1874 à 1878, qu'on reconnaît le mieux combien la stagnation des affaires a peu d'action sur les salaires. Ce n'est qu'en 1878 que la crise dont l'industrie avait déjà souffert depuis quelques années, commença à influencer aussi sur les salaires. De même, on ne trouve aucune influence de la dépression survenue pendant la période de 1880 à 1890, sur les salaires des briquetiers.

Il est d'un grand intérêt de comparer le changement des salaires normaux des trade-unionistes avec les fluctuations du nombre des chômeurs parmi les membres des associations corporatives. Le nombre des chômeurs est, comme on peut le voir par les chiffres données, sujet à des variations considérables, mais il n'a qu'une très faible influence sur les salaires. C'est ainsi qu'en 1879 le nombre

(1) Cf. *Fourth Report on Trade-Unions*, 1891.

Années	Operative Bricklayers Society	Amalgamated Society of Carpen- ters and Joiners		Amalgamated Engineers		Steam Engi- ne- Makers Society		Glass Bottle Makers Society	
	Salaires heb- domadaires (été)	Salaires heb- domadaires	Pourcentage des chômeurs	Salaires hebdoma- daires	Pourcentage des chômeurs	Salaires hebdoma- daires	Pourcentage des chômeurs	Salaires hebdoma- daires	Pourcentage des chômeurs
1871 . . .	sh. p. 18-37 8	sh. p. 20-37 8	3,5	sh. 24-36	1,3	sh. 22-36	0,58	sh. 30	1,93
1872 . . .	20-39 9	20-37 2 1/2	1,3	26-36	0,9	24-36	0,53	33	0,73
1873 . . .	id.	20-40	1,0		1,1	24-36	0,65	36	0,49
1874 . . .	24 39 4 1/2	21 42 4	0,87		1,6	26-36	0,81	id.	0,85
1875 . . .	24 40 1 1/2	20-42	0,82	id.	2,4		1,2	id.	1,16
1876 . . .	24-45 5	20-42 4	0,81		3,6	id.	2,0	33	2,63
1877 . . .	id.	id.	1,1		4,7		2,7	33	6,1
1878 . . .	24-42 4 1/2	20-41 7	2,5		6,5		4,7	30	7,3
1879 . . .		id.	7,6	24-36	13,3	24-36	10,1	27	13,4
1880 . . .		id.	6,3		5,9		3,5		11,4
1881 . . .		20-42 4	4,9	id.	3,5	id.	2,1	id.	5,16
1882 . . .		id.	3,0	26-38	1,8	26-38	1,1		7,3
1883 . . .		20-40	3,2		2,3		1,4	30	4,23
1884 . . .		id.	4,0		5,1		2,6		6,26
1885 . . .	id.	id.	6,1		6,2		4,4		5,3
1886 . . .		20-42 4 1/2	7,8	id.	7,4	id.	5,8		7,5
1887 . . .			5,8		6,3		5,8	id.	6,2
1888 . . .			5,5		4,2		2,6		5,14
1889 . . .		id.	3,2		1,9		0,93		4,37
1890 . . .			1,9		1,6	30-38	0,67		2,9

des chômeurs parmi les menuisiers organisés a considérablement augmenté, tandis que les salaires sont restés les mêmes. L'accroissement du chômage en 1886 n'a même pas empêché une hausse du salaire des menuisiers. Chez les constructeurs de machines, les salaires n'ont diminué qu'en 1879 ; pendant toutes les autres années, ils sont restés stationnaires ou ont même augmenté, bien que la proportion des chômeurs fût très élevée.

Pour les dernières années du XIX^e siècle, il existe des statistiques plus générales sur le mouvement des salaires dans

l'ensemble de la classe ouvrière. Voici ces statistiques pour les années de 1893 à 1899 (1).

Années	Nombre des ouvriers dont les salaires ont augmenté ou diminué	Moyenne de l'augmentation ou de la diminution du salaire hebdomadaire d'un ouvrier	
		Augmentation	Diminution
1893	549.977	— sh. 5 1/2 p.	— sh. — p.
1894	670.386	— —	1 » 4 1/2 »
1895	436.718	— —	1 » 3 1/2 »
1896	607.654	— 10 1/2 »	— —
1897	597.444	1 » 0 3/4 »	— —
1898	1.015.169	1 » 7 »	— —
1899	1.111.197	1 » 6 1/2 »	— —

Malgré le chômage considérable, les salaires ont, d'après ces données, quelque peu augmenté en 1893. Pendant les deux années suivantes, un fléchissement est survenu ; mais ce fléchissement n'a été que tout à fait insignifiant comparativement à celui des crises d'autrefois. Les salaires diminuèrent, en moyenne, d'un peu plus d'un shilling par semaine, c'est-à-dire, vraisemblablement, de bien moins de 5 0/0.

C'est dans cette stabilité des salaires en dépit du chômage que réside la différence essentielle entre le chômage d'aujourd'hui et celui d'autrefois. Cette différence est due surtout à l'organisation ouvrière. Bien que le nombre des ouvriers non-organisés dépasse de beaucoup le nombre des ouvriers organisés, les avantages de l'organisation profitent, en un certain sens, à toute la classe ouvrière. Le marché ouvrier anglais n'est plus un amas chaotique de travailleurs, entre lesquels aucun lien n'existe et qui se dressent en concurrents l'un devant l'autre. Un groupe relativement restreint de trade-unionistes règle les conditions du contrat

(1) Cf. *The Labour Gazette*, 1900, n° 1.

de travail pour tous les autres ouvriers qualifiés et même pour une partie des autres, et les lois sur les fabriques réduisent, par ailleurs, la concurrence entre ouvriers. Les sociétés de secours mutuels (*Friendly Societies*) de même que les coopératives de consommation renforcent également la puissance économique du travailleur anglais. Dans le même sens agit encore l'élévation générale du « *Standard of Life* » de l'ouvrier. Ainsi les crises ne frappent de toute leur violence que les ouvriers les plus faibles ; elle n'écrasent plus comme jadis la classe ouvrière dans son ensemble.

On a déjà vu sur les diagrammes précédents que le cycle industriel a cessé de déterminer la vie nationale, comme il la déterminait autrefois. Le tableau et les diagrammes suivants montrent ce fait avec une netteté frappante.

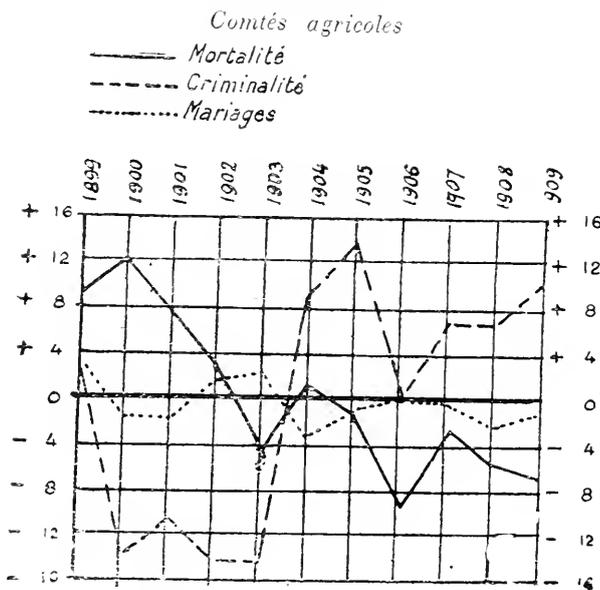
Les diagrammes 15, 15 *bis* et 16 sont instructifs en ce qu'ils démontrent que les conditions de la vie nationale en Angleterre ont radicalement changé. Le cycle industriel a presque cessé de se réfléchir dans les fluctuations du nombre des mariages, de la mortalité, de la criminalité et du paupérisme.

Sur la courbe de la mortalité, l'influence du cycle industriel est presque imperceptible. Pendant les années de dépression, on remarque une baisse de cette courbe dans l'ensemble de l'Angleterre, aussi bien que dans les comtés agricoles et les comtés industriels. Le lourd chômage de ces années n'a pas provoqué d'accroissement dans le nombre des décès, pas même dans les districts industriels de l'Angleterre. La mortalité augmente, il est vrai, en 1904, mais comme cette augmentation se manifeste simultanément dans les districts industriels et dans les districts agricoles, il est douteux qu'elle ait été provoquée par la stagnation industrielle. De même, la seconde dépression de 1908-1909 ne se remarque en aucune façon dans la courbe de la mortalité.

Sur la courbe des mariages non plus on ne peut consta-

Années	Comtés agricoles			Comtés industriels			Angleterre			
	Nombre des mariages par 10,000 habitants	Nombre des décès par 10,000 habitants	Nombre des comparutions en cour d'assises par 100,000 habitants	Nombre des mariages par 10,000 habitants	Nombre des décès par 10,000 habitants	Nombre des comparutions en cour d'assises par 100,000 habitants	Nombre des mariages par 10,000 habitants	Nombre des décès par 10,000 habitants	Nombre des comparutions en cour d'assises par 100,000 habitants	Nombre des indigents au 1 ^{er} janvier de chaque année par 100,000 habitants
1899 . . .	148	161	29	163	194	32	165	183	33	257
1900 . . .	143	164	24	158	195	30	160	182	29	243
1901 . . .	143	157	25	150	181	26	159	169	27	238
1902 . . .	145	149	24	157	169	28	159	162	29	241
1903 . . .	146	140	24	157	166	28	156	154	28	245
1904 . . .	141	148	31	149	177	28	152	162	29	246
1905 . . .	143	144	32	154	159	30	153	152	30	256
1906 . . .	144	132	28	159	189	28	154	154	28	257
1907 . . .	144	142	30	142	158	30	158	150	29	252
1908 . . .	142	138	30	151	158	35	149	147	35	252
1909 . . .	143	137	31	145	155	35	146	145	29	255
Moyenne . . .	144	146	28	153	173	30	156	160	29	249

DIAGRAMME N° 15



ter d'influence manifeste du cycle industriel. En 1908, lorsque commence la dépression, le nombre des mariages ne fléchit pas : il progresse au contraire et, notamment, dans les comtés industriels.

Les variations brusques de la

courbe de la criminalité ne peuvent s'expliquer par les phases du cycle industriel. Il faut pourtant faire une exception pour la progression rapide de cette courbe, dans les comtés industriels, en 1908-1909, progression qui fut, à n'en pas douter, provoquée par la stagnation industrielle.

DIAGRAMME N° 15 bis

Comtés Industriels

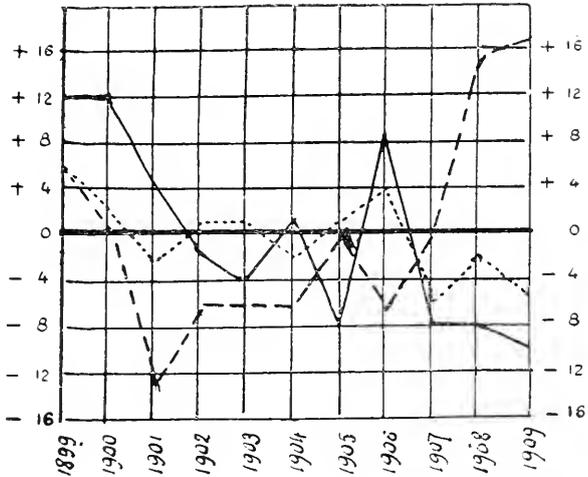
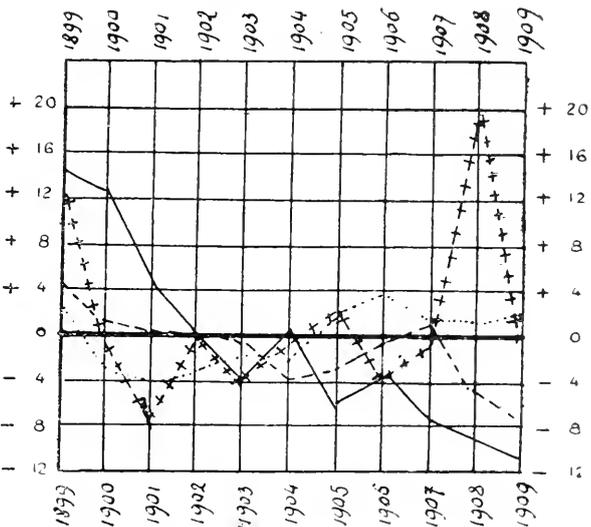


DIAGRAMME N° 16

Toute L'Angleterre

Mais le plus étonnant, c'est que le cycle industriel n'influe même plus d'une manière certaine sur le paupérisme. En effet, on voit le paupérisme anglais descendre à son minimum en 1901, au moment où commence une grave dépression et atteindre son maximum en 1906, année de grande prospérité industrielle.

- Mortalité
- + + + + Criminalité
- - - - Mariages
- Pauperisme



La population ouvrière anglaise dans son ensemble, n'a

manifestement plus recours à l'assistance de l'Etat lorsqu'elle chôme ou lorsqu'elle est dans le besoin. Les fluctuations dans la proportion des chômeurs sont aujourd'hui aussi fortes qu'autrefois, mais, aujourd'hui, les chômeurs ne se recrutent plus nécessairement dans les rangs des pauvres. Aussi, à côté des fortes fluctuations dans la proportion des chômeurs parmi les membres des syndicats ouvriers, fluctuations que provoquent entièrement les phases du cycle industriel, voit-on disparaître toute relation entre la succession des périodes de prospérité et de marasme dans l'industrie et le nombre des pauvres.

Les différentes phases du cycle industriel exercent encore aujourd'hui une certaine influence sur les fluctuations des salaires. Mais cette influence n'est pas comparable à celle d'autrefois. Voici les données statistiques à ce sujet.

Années	Nombre des ouvriers dont le salaire a augmenté ou diminué	Total des augmentations ou des diminutions (salaires hebdomadaires) en livres sterling
1900	1.132.386	+ 208.590
1901	928.926	— 76.580
1902	887.206	— 72.595
1903	896.598	— 38.327
1904	800.658	— 39.230
1905	688.889	— 2.169
1906	1.115.160	+ 57.897
1907	1.246.464	+ 200.912
1908	963.333	— 59.171
1909	1.154.796	— 63.922
1910	534.119	+ 14.891

D'une façon générale, les mouvements vers la hausse sont plus considérables que les mouvements en sens inverse. Mais, pendant les dix dernières années, le nombre d'années où s'est produite une augmentation est inférieur au nombre

des années marquées par une diminution. En tout cas, les fluctuations que provoquent dans les salaires les diverses phases du cycle industriel ne sont pas considérables.

CHAPITRE II

LE CHÔMAGE ET LES MOUVEMENTS RÉVOLUTIONNAIRES DES MASSES OUVRIÈRES DE 1825 A 1850

Les mouvements des chômeurs pendant la période de stagnation commerciale des années *vingt*. — La destruction des machines à tisser en 1826 à Blackburn et dans d'autres villes. — Le chômage de 1829. — Le chartisme. — La dépendance du chartisme et du chômage. — La nouvelle loi sur les pauvres. — L'agitation contre cette loi. — Le mouvement d'agitation en faveur de la « charte du peuple ». — L'antinomie entre le programme politique du chartisme et ses causes économiques. — Les représentants de l'orientation politique dans le chartisme. — Les représentants du courant social. — L'absence d'un programme positif de réformes sociales. — Le chômage et la détresse de la population ouvrière dans les années qui suivirent 1840. — La seconde pétition nationale. — La décadence du chartisme au retour de la prospérité industrielle — Les éléments d'utopie romantique dans le chartisme. — Le dernier éclat du chartisme pendant le chômage de 1848.

La période de 1825 à 1850 a été caractérisée par de graves crises industrielles, qui furent suivies de longues années de chômage. Le chômage, sous sa forme aiguë, doit nécessairement provoquer le mécontentement social et des mouvements d'ouvriers sans travail. Ce chapitre sera consacré à l'étude des mouvements de cette nature dus aux crises industrielles de 1825 à 1850.

La crise de 1825 amena une période de chômage qui per-

sista, avec quelques interruptions, jusqu'en 1830. Les ouvriers de l'industrie textile, principalement ceux qui étaient occupés dans le tissage du coton et de la soie, eurent particulièrement à souffrir du manque de travail.

C'est ainsi qu'il y eut, vers la fin janvier, à Macclesfield, le centre du tissage de la soie dans le Lancashire, de 9.000 à 10.000 chômeurs. A Conglton (Cheshire) on travaillait, en 1825, avec 5.325 métiers ; au mois de février 1826, le nombre des métiers en activité n'était plus que de 2.275. Le nombre des ouvriers occupés était passé de 13.999 à 5.860. Le nombre total des chômeurs atteignait 11.893. On peut se faire une idée de l'état d'esprit des sans-travail par les affiches apposées dans la ville ; on y lisait : « Du pain ou du sang » — « Pas de travail, à bas le roi ! » etc. A Spitalfield, le nombre des chômeurs parmi les ouvriers travaillant au tissage de la soie atteignait 18.000. Dans toute une série de villes, — Londres, Bradford, Manchester, Macclesfield, Leeds, Blackburn et d'autres, — des comités se fondèrent pour venir en aide aux ouvriers nécessiteux.

Au mois de mars 1826, des troubles se produisirent à Macclesfield parmi les ouvriers. Pendant plusieurs jours les tisserands descendirent dans la rue, où ils attendirent la décision du gouvernement sur l'autorisation de l'importation des tissus de soie en Angleterre. Les tisserands de la soie étaient, de même que les fabricants, de violents adversaires des réformes douanières libérales de Huskisson et ils auguraient de l'ouverture du marché anglais aux soieries françaises la ruine de l'industrie de la soie en Angleterre. Lorsqu'on apprit, le 1^{er} mars, que le gouvernement ne voulait pas consentir à différer cette autorisation, les tisserands, dans leur fureur, se mirent à briser les réverbères et à mettre les boulangeries à sac. Le lendemain les désordres continuèrent. Les sans-travail brisèrent des vitres et pillèrent tout ce qu'ils purent. Il fallut pour maîtriser l'émeute appeler les dragons.

Les désordres provoqués par les chômeurs de l'industrie

cotonnière atteignirent à Blackburn des proportions encore plus grandes. Ces manifestations furent une des dernières tentatives que firent les ouvriers anglais pour lutter contre le système des manufactures en détruisant les machines. Les tisserands de la soie considéraient comme la cause de leur détresse la politique douanière libérale du gouvernement ; avec bien plus de raison, les tisserands à la main du coton voyaient dans les machines à tisser leur ennemi le plus dangereux et le plus implacable. Le 18 avril, une foule de tisserands à la main assaillit une tissanderie de coton des environs de Blackburn où avaient été installés des métiers mécaniques : mais on ne fit que briser des vitres, l'arrivée des soldats empêcha d'autres déprédations. Le lendemain pourtant, les désordres se renouvelèrent et prirent un caractère de bien plus grande gravité. Dans quatre fabriques des environs de Blackburn, tous les métiers mécaniques furent détruits. Puis, les émeutiers, au nombre de quelques milliers, partirent pour Blackburn. 500 personnes environ étaient armées de piques, d'autres portaient des fusils ou des pistolets. Cette foule se précipita aussitôt sur une fabrique et mit en pièces les machines à tisser. Puis, elle se porta sur une autre fabrique. Il n'y avait sur place qu'un petit nombre de soldats et, malgré le feu qu'ils ouvrirent et qui tua quelques ouvriers, ils ne purent venir à bout de la foule. Tous les métiers à vapeur de Blackburn et des environs furent détruits.

Les événements de Blackburn provoquèrent des scènes analogues dans tout le Lancashire. Les tisserands assaillirent les manufactures et détruisirent les machines à tisser. A Manchester, une fabrique fut incendiée. Les soldats tirèrent et le nombre des morts et des blessés fut important. Les foyers du désordre étaient Manchester, Wigan, Bolton et Blackburn. Les troubles durèrent plus d'une semaine ; pendant ce laps de temps, 17 fabriques furent assaillies et environ 1.000 machines détruites. Finalement, les émeutiers se comptèrent par milliers. Non seule-

ment ils détruisirent les machines, mais ils pillèrent les boulangeries et dépouillèrent tous les passants de mise convenable.

Les perturbateurs se composaient presque exclusivement de tisserands du coton à la main, qui ne trouvaient pas de travail et dont la situation était désespérée. Rien qu'à Blackburn le nombre des tisserands sans travail, y compris leurs familles, s'élevait à 14.000, c'est-à-dire à plus de la moitié de la population, qui était de 22.000 âmes. Des vivres étaient distribués aux chômeurs, mais en si petite quantité que le *Times* déclarait sans ambages dans son premier article du 18 avril : « En somme, les ouvriers de Blackburn meurent de faim. »

On peut juger de l'état d'esprit qui avait amené ces désordres, par une pétition que les tisserands à la main de la ville de Bolton au ministre des colonies Lord Bathurst. Dans cette pétition, les tisserands demandaient qu'on leur accordât des secours pour leur permettre d'émigrer d'Angleterre. Il y était dit que leur désir de quitter leur pays natal n'était pas le désir d'un instant, provoqué par l'extrême détresse dans laquelle ils se trouvaient, mais le fruit d'une mûre réflexion. Quelques-uns d'entre eux se rappelaient le temps où ils gagnaient assez pour économiser pour leurs vieux jours et nourrir leur famille. Des causes indépendantes de leur volonté avaient transformé ce bien-être en une misère extrême. Ils en étaient arrivés à la situation la plus triste dans laquelle êtres humains se fussent jamais trouvés ; à aucun moment, comme on pouvait le voir par l'histoire, aucune partie de la population industrielle n'avait plus souffert qu'eux en ce moment. Les secours charitables qu'on leur allouait, étaient insignifiants et, en outre, ils étaient incompatibles avec le désir qu'a naturellement l'homme de se suffire à lui-même. C'était une situation affreuse que celle où un homme libre ne pouvait gagner par son travail de quoi subsister, mais bien plus affreuse était encore celle où on

ne pouvait même pas trouver ce travail si mal payé (1).

Les désordres du Lancashire stupéfièrent au plus haut point la société anglaise. A Londres, se fonda aussitôt un comité central pour venir en aide aux sans-travail, qui, pendant les trois années de 1826 à 1829, réunit la somme considérable de 232.000 livres. En outre, de nombreux comités locaux réunirent dans le même but des sommes considérables.

Les deux années qui suivirent, amenèrent une certaine amélioration, mais l'année 1829 fut presque aussi difficile que 1826. Dans le Lancashire, les désordres se renouvelèrent parmi les sans-travail; ils s'accompagnèrent de la destruction des machines et du pillage des magasins. Au printemps, la crise du chômage devint particulièrement grave à Manchester. Le 3 mai, une foule de tisserands à la main assaillit les fabriques, s'en empara et détruisit les machines; une manufacture fut incendiée de fond en comble sous les yeux de la police. Le lendemain, on pilla les boulangeries et les magasins de comestibles.

Presque au même moment, les tisserands de la laine s'agitaient à Rochdale et détruisaient également les machines. Quelques ouvriers qui avaient pris part au coup de main sur les fabriques ayant été arrêtés et incarcérés, la foule assaillit la prison. Les soldats de garde firent feu et ce n'est qu'après plusieurs salves, qui tuèrent 3 hommes et en blessèrent 25, que les assaillants se dispersèrent.

On peut se faire une idée de ce qu'était la misère, à l'automne de 1829, par les exemples suivants. A Burnsley, vers la fin août, le comité des tisserands organisa une enquête sur la situation des ouvriers. Il se trouva que sur 3.703 métiers, 170 seulement étaient constamment occupés; 1.689 ne travaillaient que par intervalles et 1.844 chômaient complètement. Au mois de septembre, des désordres se produisirent; une fabrique fut incendiée et quelques maisons de fabricants saccagées.

(1) *Times*, 1826, 20 mai.

A Macclesfield, 993 maisons étaient vides et 34 fabriques chômaient.

A Huddersfield, ville de 29.000 âmes, 660 ouvriers gagnaient 1 shilling par jour, 420 gagnaient 7 p., 2.439 avaient 5 p. 1/2 et, pour 13.226, le salaire ne dépassait pas 2 p. 1/2.

La grève importante de Stockport et des autres villes voisines peut nous donner une idée de la baisse des salaires, même pour les ouvriers les mieux payés, par suite du manque de travail. Elle fut provoquée par l'annonce d'une nouvelle réduction des salaires pour les filateurs de coton. Les salaires de ces ouvriers avaient diminué de 30 0/0 depuis 1828 et ils devaient maintenant subir un nouvel abaissement de 5 à 25 0/0. La grève s'étendit à toutes les villes voisines ; en tout, de 30.000 à 40.000 ouvriers cessèrent le travail (1).

Le chômage, pendant les années qui précédèrent et suivirent immédiatement 1840, s'accompagna du plus grand mouvement politique de la classe ouvrière anglaise qu'aient vu les temps modernes. Le chartisme fut en grande partie provoqué, comme nous essaierons de le montrer, par le manque de travail. L'histoire n'avait pas encore vu de période aussi difficile. C'est à ce moment que le tissage à domicile fut définitivement supprimé par le tissage des manufactures. Des centaines de milliers d'ouvriers qui, de tous temps, avaient travaillé dans leurs cottages, devant leurs métiers à main, se trouvaient réduits à l'extrême degré de la misère. A cela vinrent s'ajouter toute une série d'autres circonstances qui aggravèrent encore la situation, aussi bien des ouvriers à domicile que des ouvriers de manufacture. D'abord l'extraordinaire persistance de la stagnation des affaires. Le commerce n'alla bien qu'en 1838. Tout le reste du lustre de 1837 à 1842 fut pour

(1) Tous les chiffres donnés sont empruntés au *Times* (numéros du 16, 27, 29, 30 janvier, 4, 16 février, 2, 4, 20 mars, 4, 1830 avril 1826 ; 4, 18 mai, 29 septembre 1829 ; 27 février 1830).

les transactions une période d'arrêt complet. Une suite de mauvaises récoltes, venant après les excellentes récoltes des années qui avaient suivi 1830, accompagna et provoqua en partie cette mauvaise situation commerciale. Les mauvaises récoltes n'appauvrirent pas seulement les campagnes ; elles eurent une répercussion néfaste sur la situation des ouvriers de l'industrie, car elles provoquèrent le renchérissement du blé et, en outre, l'exode intensif de la population des campagnes vers la ville, qui eut lui-même pour conséquence la diminution des salaires des ouvriers des villes.

De plus, la loi sur les pauvres de 1834 a contribué pour une grande part à aggraver le chômage. Par suite de cette réforme, les ouvriers perdaient le secours habituel que leur allouait le bureau de bienfaisance, tant qu'ils restaient dans leur foyer. Cette réforme fut la mesure sociale la plus importante que prit le parlement réformé. Le but était de limiter le plus possible les dépenses d'assistance aux indigents ; le moyen était de subordonner l'obtention d'un secours à des conditions aussi ennuyeuses que possible pour les ouvriers. En rentrant dans une maison de travail (qui était une prison dans toute l'acception du mot, avec de durs travaux forcés), l'homme était séparé de sa femme, les parents de leurs enfants. Or, comme vivre aux dépens du bureau de bienfaisance était le sort presque inévitable des ouvriers âgés (nous verrons plus loin que, même aujourd'hui, près de la moitié des travailleurs âgés ne pourraient subsister sans l'allocation administrative), il est facile de comprendre avec quelle indignation la classe ouvrière devait accueillir ces mesures. Dans la maison de travail, il était défendu de parler pendant le repas ; les malheureux qui s'y trouvaient n'avaient même pas le droit de sortir le dimanche pour aller à l'église, etc. etc.

Thomas Attwood, le chef des radicaux de Birmingham, qualifia le Bill en question, pendant sa discussion au parlement, de « spoliation éhontée des pauvres gens ». Le cé-

lèbre Cobbett s'exprima encore plus violemment. « Si les pauvres gens dans la misère perdent leur droit légal à être secourus, dit-il en plein Parlement, aucune loi naturelle ou humaine ne peut leur enlever le droit de s'approprier ce dont ils auront besoin pour ne pas mourir de faim... Le vol et les violences seront une nécessité... Lui (Cobbett) était convaincu que le Parlement n'accepterait pas cette loi, et, s'il devait se trouver à l'avenir un Parlement pour la voter, ce serait un cri de guerre contre les cottages auquel, si la Providence le permettait, ne pourrait répondre qu'un cri de guerre contre les palais ». La Chambre des Communes ne se laissa pas intimider par ces menaces et le Bill fut voté, à la troisième séance, par 187 voix contre 50 (1).

Dans ces conditions, il n'était que naturel que le manque de travail qui suivit la crise de 1836 et qui persista pendant des années, amoncelât les ruines parmi la classe ouvrière et provoquât un mécontentement et une nervosité extrême dans l'énorme majorité de la population.

La crise industrielle de 1836 provoqua aussitôt toute une série de grèves. Dans les premiers jours de novembre, une grève commença dans le Staffordshire, qui amena la fermeture de la plupart des fabriques du district. Environ 40.000 ouvriers, furent mis sur le pavé. A Preston, la grève dans quelques manufactures de coton amena également la fermeture de toutes les autres et 15.000 ouvriers se trouvèrent sans travail. D'autres manufactures fermèrent leurs portes à des foules d'ouvriers dans nombre d'autres villes du Lancashire (Oldham, Ashton, etc). Les entrepreneurs, qui voyaient très bien les avantages d'une suspension de la production pendant une période de stagnation des affaires, se solidarisaient, et la grève dans une fabrique était suivie de la fermeture de toutes les autres fabriques.

En 1837, se produisit la grève historique des fileurs de Glasgow, au cours de laquelle un ouvrier fut tué en pleine

(1) HANSARD, *Parliamentary Debates*, 1834, vol. XXIV, p. 1052.

rue, par les membres d'un syndicat prétendit-on. Bien que ceci ne fût absolument pas prouvé, plusieurs ouvriers furent condamnés à quelques années de travaux forcés. Parmi les classes possédantes, un mouvement énergique s'organisa contre les syndicats. Les grèves gigantesques de 1837 se terminèrent au désavantage des ouvriers et elles provoquèrent, dans quelques cas, l'effondrement des organisations ouvrières qui les avaient soutenues. Les années qui précédèrent immédiatement 1840 furent d'ailleurs une période de recul du trade-unionisme. « Le nombre des membres des trades-unions survivantes décroit rapidement. Les maçons de pierre anglais, peut-être la plus forte des sociétés contemporaines, fut réduite, en 1841, à une complète banqueroute par sa grève désastreuse contre un surveillant odieux dans la reconstruction du palais du Parlement. La société des maçons de pierre d'Ecosse, de force égale ou supérieure, tomba à peu près à la même époque, par suite de causes qui ne nous sont pas connues. Les métiers de Glasgow avaient été complètement désorganisés par les désastres de 1837. Les ouvriers textiles du Lancashire ne donnaient plus signe de vie, pendant que les sociétés en progrès, comme les fondeurs de fer, les ouvriers fabricants de machines à vapeur et constructeurs d'usines, et les ouvriers de la construction maritime en fer, étaient paralysées par les saignées faites à leurs fonds pour les membres sans travail (1) ».

Le trade-unionisme fit place au chartisme. Le trade-unionisme demande pour prospérer une situation favorable du marché du travail. Les années de chômage sont toujours caractérisées par la diminution du nombre des adhérents aux syndicats, et, en général, par un recul du mouvement d'organisation. Par contre, l'effort politique de la classe ouvrière grandit pendant les périodes de dépres-

(1) SIDNEY et BEATRICE WEBB, *Histoire du Trade-Unionisme*, traduction d'Albert Métin, p. 178.

sion. La période de chômage la plus difficile du XIX^e siècle s'est accompagné du plus fort mouvement révolutionnaire, le chartisme, et, en même temps, de la décadence complète du trade-unionisme.

L'occasion immédiate de l'agitation chartiste fut fournie par la lutte contre la nouvelle loi sur les pauvres (1). Jamais loi n'a déchainé autant de haine parmi la population que celle-ci. Au cours de l'année 1837, on tint dans toute l'Angleterre des meetings de protestation et on pétitionna pour demander l'abrogation de la nouvelle loi. Rien d'étonnant, car ceux à qui incombait de faire exécuter la loi, ont tout fait pour mériter cette haine. L'allocation aux pensionnaires des maisons de travail était consentie à de telles conditions que, seul, l'excès de la misère pouvait déterminer à y recourir. Un des hauts personnages administratifs, chargés de l'exécution de la loi, le Dr Kaye, allait jusqu'à déclarer en plein meeting public. « Nous voulons que les maisons de travail ressemblent le plus possible aux prisons et que le séjour y soit aussi désagréable que possible (2). » Aux ouvriers s'unirent, dans une commune indignation contre la nouvelle loi, nombre de personnes de cœur, même parmi les classes possédantes. Les pétitions adressées de toutes parts à la Chambre des communes (celle-ci reçut pendant une seule session 333 pétitions avec

(1) « Bien que la nervosité actuelle parmi les ouvriers du nord ne puisse être attribuée à une seule cause, il est suffisamment connu que cette mesure insolente et cruellement hypocrite (la nouvelle loi sur les pauvres) est celle qui a lassé la patience de la classe ouvrière et a provoqué la lutte ouverte... Dans le nord, on considère cette loi monstrueuse comme l'œuvre des ennemis mortels du peuple, et c'est pour lutter contre elle que nos frères du nord se sont levés. Ils ont juré à cette loi une guerre au couteau. » *The Poor Law and the Movement*, (*The London Democrat*, 1839, n^o 2). Cette revue était éditée par J. Harney, un des chartistes les plus avancés. Le héros favori de Harney était Marat.

(2) HANSARD, *Parliamentary Debates*, 1838, vol. XLI, p. 1014.

268.000 signatures, demandant l'abrogation totale ou partielle de la loi (1), tandis que 35 pétitions seulement avec 952 signatures étaient en faveur de la loi), les pétitions adressées à la Chambre des lords et au roi, respiraient toutes la même indignation. La nouvelle loi est appelée « indigne d'un pays chrétien », « despotique », « cruelle », « tyrannique ». La maison de travail est une prison, une « nouvelle Bastille » où on traite les pauvres comme des criminels dignes des pires châtimens. « Un des résultats de cette loi, lisons-nous dans une pétition, sera de provoquer la guerre des pauvres contre les riches, et de détacher complètement les pauvres du gouvernement de ce pays (2). »

Les bureaux chargés de l'exécution de la loi se mirent, immédiatement après la promulgation de celui-ci, à transporter les ouvriers, sur commande des fabricants, des districts agricoles dans les districts industriels. A Manchester, on institua un office spécial, où chaque fabricant pouvait commander autant d'ouvriers qu'il en désirait ; cette denrée humaine était ensuite prise dans les districts agricoles. Sans doute, les émigrations d'ouvriers étaient « volontaires » ; les travailleurs des campagnes y consentaient. En réalité, ce consentement n'était qu'une fable, car l'administration avait le pouvoir de forcer les ouvriers à émigrer : elle n'avait qu'à leur retirer l'allocation du bureau de bienfaisance et à les enfermer dans la maison du travail. Il est évident que, pour les ouvriers de l'industrie, ces émigrations en masse d'ouvriers des campagnes vers les villes signifiait un abaissement du *standard of life* dans les populations urbaines, sinon jusqu'au niveau de la campagne, du moins considérable.

L'opposition contre la nouvelle loi fut plus violente dans les districts industriels que dans les districts agricoles,

(1) Discours de FIELDEN au Parlement. HANSARD, *Parliam. Debates*, 1837, vol. XXXIX, p. 956.

(2) *Times*, 24 mars 1837.

bien que les districts agricoles eussent le plus à souffrir de la loi. Le fabricant Fielden, un des chefs du mouvement en faveur de la journée de 10 heures, déclara à la Chambre des communes que les ouvriers du Lancashire ne permettraient jamais l'application de la loi de 1834 dans leur contrée, et que, si on devait essayer de l'appliquer dans son district, il se mettrait lui-même à la tête de la résistance ouverte. Et, en effet, les lois sur les pauvres se heurtèrent souvent dans les districts industriels à la résistance la plus acharnée. Il arriva que les agents de l'administration n'échappèrent que par la fuite à la colère des masses populaires. Cette opposition obtint certains résultats pratiques : l'administration fut obligée, dans l'application de la loi, d'abandonner les mesures les plus sévères. Dans quelques districts industriels, la nouvelle organisation conserva même l'ancien système d'assistance aux indigents. On ne cessa en réalité jamais de venir en aide à des gens dans l'impossibilité de travailler et vivant au dehors de la maison de travail.

Le trop grand nombre des chômeurs de 1837 à 1842 rendait d'ailleurs impossible l'hospitalisation de tous dans les maisons de travail, par suite du manque de place.

Mais toutes ces concessions ne purent réconcilier les ouvriers avec le nouveau système d'assistance aux indigent. Au mois de novembre 1837, l'exécution de la nouvelle loi amena à Bradford (Yorkshire) une collision sérieuse du peuple et de la troupe. La loi défendant les attroupements fut lue à haute voix et quelques escadrons de cavalerie attaquèrent la foule qui se défendit à coups de pierres. Finalement, les soldats firent usage de leur sabre.

Pendant ce temps, le chômage prenait des proportions de plus en plus grandes. Particulièrement affreuse était la situation des tisserands du coton à la main dans le Lancashire et des tisserands de la soie à Spitalfield. A Birmingham, le centre de la production métallurgique, le chômage était aussi très considérable. Au mois de mars,

les fabricants et les négociants de la ville envoyèrent une députation au gouvernement, le priant de prendre des mesures décisives pour remédier à la situation. « Si le gouvernement ne prend pas immédiatement ces mesures, était-il dit dans la pétition, une partie considérable de la population va se trouver sans travail (1). »

L'agitation de 1837 était surtout dirigée contre la nouvelle loi sur les pauvres. Presque chaque numéro du « *Bronterre's National Reformer* », une revue éditée par Bronterre O'Brien (qui devint plus tard un des chefs les plus éminents du chartisme), flagelle cette loi de la façon la plus virulente. Dans le premier numéro du 7 janvier 1837, nous lisons : « Notre classe ouvrière, aussi bien les travailleurs des campagnes que ceux de l'industrie, a été mise si bas par la voracité des entrepreneurs que c'est à peine si elle ne sombre pas tout à fait ; mais le monstre de l'argent (*money monster*) n'est pas encore repu. La dernière manœuvre de ce monstre a été la création d'une nouvelle loi sur les pauvres faite pour abaisser au niveau le plus bas la condition des ouvriers. Cette loi traite les victimes de la pauvreté comme on traite ailleurs les malfaiteurs ; cette loi donne la bure du criminel, la nourriture du criminel et la prison du criminel à un homme épuisé, dont le travail a enrichi le monstre et dont la seule faute est de n'avoir pas étranglé le monstre il y a 100 ans... Voilà les derniers procédés de l'Angleterre industrielle... Oui, mes amis, la nouvelle loi sur les pauvres est la dernière et sanglante tentative du monstre de l'argent pour maintenir debout l'édifice branlant de ce système assassin, du système impitoyable qui fait de vous des pauvres au milieu de la richesse que vous créez (2). »

On sait que la fameuse « Charte » des chartistes a eu un caractère absolument politique. Pourtant, dans son :

(1) *Bronterre's National Reformer*, n° 2, 1837.

(2) *Loc. cit.*

essence même, le chartisme n'était pas un mouvement politique, mais bien un mouvement social. Les 6 fameux articles de la charte n'ont si vite rallié les masses ouvrières, que parce que l'œuvre législative du Parlement réformé (et en particulier la nouvelle loi sur les pauvres) avait fait naître dans le peuple la conviction que la situation véritablement intolérable dont on souffrait, était due à la prépondérance de la classe bourgeoise au Parlement. Le suffrage universel était considéré par les classes ouvrières comme un levier puissant qui devait relever leur situation économique.

C'est à juste titre que les adversaires de la nouvelle loi sur les pauvres ont souvent signalé au Parlement le lien étroit entre cette loi et l'agitation en faveur du suffrage universel. La loi de 1834, dont la promulgation coïncida avec un chômage d'une persistance et d'une gravité exceptionnelle, cause de la décadence presque complète des Trade-Unions, provoqua dans le peuple cette hostilité contre le Parlement, qui se manifesta par le chartisme.

Pour s'en convaincre il suffit de lire les revues chartistes de 1837 et 1838, aux premiers temps de l'agitation. La loi sur les pauvres y tient de beaucoup la plus grande place. Le « Northern Star », l'organe de Fergus O'Connor, dont le nom reste attaché en première ligne au mouvement chartiste, critique plus souvent encore cette loi que la revue de O'Brien que nous avons citée. Le « Northern Liberator » fait lui aussi une guerre incessante à la loi sur les pauvres. Les meetings et les pétitions de protestation contre cette loi précédèrent les meetings et les pétitions des chartistes. Même par le nombre des assistants, quelques-uns de ces meetings peuvent soutenir la comparaison avec les plus grandioses manifestations chartistes.

L'idée des pétitions nationales et des cortèges immenses comme moyens de lutte contre le Parlement naquit de l'agitation contre la loi sur les pauvres. O'Brien dit quelque part (« To the Radical and Social Reformers of

Great Britain and Ireland », *National Reformer*, 1837, n° 5), que O'Connor, dans les premiers jours de 1837, lui suggéra l'idée de présenter au Parlement, au lieu d'un grand nombre de pétitions contre la loi de 1834, une seule pétition, au nom de tous les pauvres d'Angleterre, et de la faire accompagner par un cortège de 200.000 personnes.

L'indignation contre la nouvelle loi sur les pauvres mit les masses ouvrières en mouvement ; le chômage et la misère firent de cette indignation une flamme qui immédiatement se propagea à tout le pays. Au début de 1837, O'Brien reprochait encore aux ouvriers leur indifférence à l'égard du suffrage universel. Environ une année plus tard, des millions d'ouvriers anglais étaient en effervescence ; on organisait des meetings et des manifestations monstres et la charte populaire, réclamant le suffrage universel, était saluée par l'enthousiasme indescriptible de la classe ouvrière anglaise. Qu'y avait-il donc de changé ? Pourquoi les ouvriers anglais avaient-ils secoué leur apathie politique ? Quel esprit nouveau était entré en eux ? Comment se faisait-il que leurs réunions rappelassent de plus en plus celles de la Révolution française ? L'ouvrier anglais était-il devenu un autre homme ?

Non, il était resté tel qu'il était auparavant. Le chartisme fut une flamme ardente qui s'éleva subitement, menaça de détruire tout l'édifice social anglais et s'éteignit tout aussi rapidement. Les causes du chartisme n'avaient qu'un caractère temporaire : la misère et le chômage, voilà ce qui a arraché au peuple anglais ce cri ce désespoir qu'a été le chartisme.

La situation était intolérable : les masses populaires s'agitèrent et demandèrent des droits politiques. Mais la misère, sous sa forme aiguë, disparut, et la vague du flux industriel emporta l'état d'esprit révolutionnaire de l'ouvrier anglais. Le chartisme est passé dans l'histoire anglaise comme un brillant météore, sans laisser de traces.

Les chefs du mouvement chartiste ressentaient profon-

dément les souffrances du peuple ; ils voyaient très bien les causes de ces maux, mais ils ne savaient pas les moyens de les guérir. Ils se cramponnèrent au programme politique radical parce qu'il était compréhensible pour tous et qu'il fournissait une réponse simple à toutes les questions. « Laissez le peuple choisir son Parlement, donnez-lui la puissance politique et il saura se tirer d'affaire. » Voilà quelle était la réponse des chartistes.

Mais ce n'était pas là une réponse ; ce n'était que l'aveu de leur impuissance à en fournir une. Et le peuple connaissait encore moins que ses chefs les moyens de salut.

On comprend que les succès du chartisme aient été éphémères. Les masses populaires furent conduites au chartisme par leur détresse économique, et on leur proposa des réformes politiques. Tant que la misère ne diminuait pas, le peuple était prêt à se rallier autour de n'importe quelle bannière, pourvu que ce fût une bannière de protestation. Mais lorsque la misère eut perdu de son acuité, il délaissa la bannière.

Pourquoi le chartisme n'a-t-il pas élaboré un programme radical et en même temps économique et positif ? Parce qu'un tel programme était impossible à cette époque. C'était l'époque du développement énergique du capitalisme encore jeune et puissant d'une part et du socialisme utopique de l'autre. Des réformes économiques radicales étaient impossibles ; elles n'eussent été autre chose que des tentatives d'arrêter le développement capitaliste, tentatives qui n'auraient eu aucune chance de succès et auraient été impuissantes à atténuer les souffrances du peuple. Le fameux « programme agraire » de O'Connor fut un essai de ce genre.

Ainsi, le chartisme était, pour ainsi dire, malgré ses rapides succès, un château de cartes. Le mouvement d'organisation ouvrière se poursuivit tout à fait indépendamment de lui. Ce mouvement se manifesta en Angleterre, à cette époque, sous trois formes principales : le trade-unionisme, l'agitation en faveur du bill de dix heures et le socialisme

de Owen, qui tout d'abord prit la forme d'un mouvement coopératif. Tous ces mouvements avaient leurs racines profondes dans la situation sociale de l'Angleterre et ils ont conduit à des résultats de grande importance. Le chartisme ne pouvait fusionner avec aucun d'eux : il était l'expression de la protestation passionnée des masses populaires contre les conditions d'existence intolérables du moment, tandis que la législation des fabriques, la coopération et le trade-unionisme ne promettaient que des résultats lents et lointains pour l'avenir, alors qu'un changement immédiat et radical était nécessaire.

De ces mouvements, le plus voisin du chartisme fut celui en faveur de la journée de dix heures. Fielden, à qui il fut donné de faire adopter cette grande réforme par le Parlement, se prononça dans de nombreux meetings en faveur de la charte populaire. Oastler, le chef énergique, influent et populaire de l'agitation extra-parlementaire pour l'obtention de la loi de dix heures, n'était pas chartiste ; mais, il était en relations étroites avec les chefs du chartisme, il écrivait dans des journaux chartistes et il prit la parole dans des meetings de chartistes. Néanmoins, le mouvement en faveur de la limitation de la journée de travail différait essentiellement du chartisme : il ne demandait pas la réforme du Parlement, il croyait tout à fait possible (et en cela il avait raison) d'arriver à ses fins avec le Parlement existant. Oastler n'était même pas, au point de vue politique, un libéral ; c'était un tory. D'autres chefs du mouvement en faveur de la loi de dix heures, Sadler et lord Ashley, étaient également des conservateurs.

Dans la presse chartiste et dans les réunions publiques des chartistes, la réduction de la journée de travail pour les ouvriers des fabriques tenait peu de place, bien moins que la lutte contre la loi sur les pauvres.

Le mouvement chartiste avait, pour ainsi dire, deux racines. D'abord un petit groupe de radicaux recrutés parmi les classes possédantes et les ouvriers les mieux payés de-

mandait des réformes politiques. Thomas Attwood (1) pour la classe bourgeoise, et Lovett, le secrétaire de la « Working Men Association » de Londres, pour la classe ouvrière, peuvent être considérés comme les représentants de ce groupe de chartistes. Lovett était le type de l'ouvrier anglais, intelligent, pas révolutionnaire du tout, froid et prudent ; il n'était nullement l'ennemi des capitalistes et il était tout disposé à marcher avec eux la main dans la main, mais il savait en même temps défendre avec énergie les intérêts de sa classe. Il suivait de très près le mouvement trade-unioniste et il fut un de ses principaux défenseurs lors de l'agitation contre les trade-unions qui suivit la grève de Glasgow de 1837. Dans son autobiographie, Lovett regrette amèrement que, grâce à O'Connor, à Stephens et à Oastler, l'alliance ait été rompue entre les radicaux bourgeois et la classe ouvrière. D'après lui, tant que O'Connor, Stephens et Oastler n'ont pas pris part au mouvement chartiste, les classes moyennes, non seulement n'ont pas été hostiles au suffrage universel, mais ont même appuyé cette revendication. Et, en effet, les 6 fameux articles avaient été inspirés par les radicaux bourgeois du Parlement.

Attwood et Lovett représentaient surtout le courant politique du chartisme. L'élément purement social trouva son plus ardent représentant dans Stephens. Stephens n'était pas un chartiste ; non seulement il n'était pas radical en politique, mais il se proclamait conservateur. Il n'en est pas moins vrai que ce tory eut la plus large part dans la formation de ce mouvement populaire proprement démocratique que devint bientôt le chartisme. Malgré leur torysme, c'est la faute de Stephens et de Oastler plus que de tout autre, si le chartisme a pris un caractère révolution-

(1) Dans son ouvrage intéressant sur le chartisme, *Die Entstehung der Chartistenbewegung*, (Iéna, 1898), John Tildsley signale à juste titre le rôle important joué par l'Union politique de Birmingham, à la tête de laquelle se trouvait Attwood, dans l'organisation du chartisme en tant que mouvement politique.

naire. Le point de départ de l'agitation créée par Stephens n'était pas la charte, qui lui était indifférente, mais la lutte contre l'exploitation de l'ouvrier dans les fabriques et, en particulier, la lutte contre la nouvelle loi sur les pauvres. Ce fut là précisément la racine sociale du chartisme. Pour Lovett, le chartisme n'était autre chose que la réforme du Parlement ; aux yeux de Stephens, c'était un gain suffisant pour l'ouvrier et un travail modéré. On ne saurait dire de lui qu'il manquait de sincérité, lorsque, devant le tribunal, il prétendait ne pas faire partie du chartisme. Il protestait contre l'oppression du peuple, telle qu'il l'avait devant les yeux ; il protestait contre la nouvelle loi sur les pauvres, qu'il ne tenait pas seulement pour cruelle, pour contraire à la constitution anglaise, qu'il ne considérait pas seulement comme une violation du vieux droit du peuple anglais, mais qu'il trouvait encore antichrétienne, où il voyait la destruction de la famille, la « séparation de ceux que Dieu a réunis ». Il appelait le peuple aux armes pour défendre la religion et les droits ancestraux du peuple anglais.

O'Brien et O'Connor ont essayé d'allier la protestation sociale des classes ouvrières contre leur situation misérable et l'oppression économique intolérable aux revendications politiques des radicaux. Leur tentative échoua, parce qu'il n'y avait aucun lien entre ces deux ordres d'idées. L'ancienne loi sur les pauvres avait eu tant d'inconvénients impossibles à supprimer qu'on ne pouvait la remettre en vigueur ; c'était pourtant la seule mesure législative que l'on pût proposer pour atténuer la misère. Le marasme des affaires, la décadence des vieilles formes industrielles ne pouvaient être supprimés par une loi ; leurs causes étaient trop profondes. Il n'y avait pas de moyens pratiques de venir en aide aux malheureux tisserands à la main, qui constituaient l'énorme majorité des ouvriers du Lancashire, puisque leurs souffrances étaient dues au développement de la grande industrie. De même, il n'y avait pas de remède aux autres

maladies sociales de l'époque. La réforme du Parlement, que O'Brien et O'Connor avaient inscrite sur le drapeau du mouvement populaire, n'était pas un moyen efficace pour remédier à une situation indubitablement mauvaise. Ce fut au fond la raison de l'échec définitif de tout le mouvement chartiste.

Pour caractériser le chartisme en tant que mouvement social, les discours de Stephens et de O'Connor au meeting monstre de Manchester, le 25 septembre 1838, sont d'un grand intérêt. On peut se faire une idée de l'état d'esprit des quelque cent mille personnes qui s'y trouvèrent réunies, par les dessins et les inscriptions que portaient les drapeaux. Sur un drapeau, par exemple, on voyait une main avec un poignard et, au-dessous, l'inscription : « Tyrans, voulez-vous nous y contraindre ? ». Sur un autre était représenté le massacre des ouvriers de Manchester en 1819, avec l'inscription : « Le meurtre doit être expié » etc. Stephens et O'Connor cherchèrent à expliquer au peuple quelle serait l'utilité de suffrage universel. Stephens s'exprima en ces termes : « La question du suffrage universel est au fond une question de couteau et de fourchette. Si on me demandait ce que j'entends par suffrage universel, je répondrais : le droit pour toute personne de ce pays d'avoir une demeure confortable pour lui et sa famille, un repas substantiel, pas plus de travail que la santé ne le permet et un salaire qui le mette en mesure de satisfaire toutes les exigences raisonnables de l'homme. » (tonnerre d'applaudissements).

A un autre meeting, qui eut lieu à Liverpool, Stephens compléta ces déclarations par celles-ci : « Il y a un principe plus important et plus essentiel que toute forme de gouvernement. C'est la question de l'équilibre entre la pauvreté et la propriété, de l'équilibre entre les produits du travail faisant fonction de capital et le travail lui-même, créateur de toute richesse... Dans une république tout comme dans une monarchie, cette question doit tôt ou tard attirer toute l'attention des amis du peuple et des

hommes politiques... Personne n'a le droit de posséder plus qu'autrui tant qu'il y a des hommes qui manquent du nécessaire... Les ouvriers demandent un juste salaire pour un juste travail. Cette prétention est-elle donc si illégitime ou si exorbitante (1) ? »

Mais, pas plus ici qu'ailleurs, Stephens ne dit comment cette revendication peut être satisfaite. La charte populaire est nécessaire pour satisfaire les besoins économiques des ouvriers. Mais quelles mesures prendre pour amener le bien-être national ? Voilà la question à laquelle Stephens, dans son long discours, ne trouve rien à répondre.

O'Connor déclara autre chose : « Si, par le suffrage universel, le peuple prend possession du Parlement, que fera-t-on ensuite ? Ensuite, on veillera à ce que les impôts correspondent aux besoins de l'Etat. On est très généreux quand on grève les autres d'impôts, mais si le peuple s'imposait lui-même, chacun deviendrait soldat, pour faire, en temps de paix, l'économie d'une armée coûteuse qui engloutit les ressources du pays. Au lieu d'entretenir une église d'Etat, chacun contribuerait librement à l'entretien du culte qui serait le sien. Ce sont là quelques-uns des droits du peuple, que le suffrage universel réaliserait. » (2)

Ensuite O'Connor signale incidemment que les syndicats devraient être complètement libres et ses déclarations sont épuisées. Diminution des impôts par la suppression de l'armée permanente et de l'église d'Etat, liberté de coalition et, naturellement, abrogation de la loi sur les pauvres de 1834, c'est tout ce que la charte doit apporter au peuple. Assurément, c'est très peu. Il est manifeste que ni Stephens, ni O'Connor n'avaient une idée précise de la façon dont on pouvait remédier à l'affreuse situation qui avait fait naître le chartisme.

Tout aussi imprécises sont les revendications écono-

(1) *Northern Star*, n° 47, 1838.

(2) *Northern Star*, n° 46, 1838.

miques des chartistes dans leur première pétition nationale de l'automne 1838. La pétition commence, en rappelant que, malgré l'abondance des dons de la nature, la population a durement à souffrir. « La population succombe sous le poids des impôts, que nos seigneurs considèrent pourtant encore comme insuffisants. Les commerçants et les industriels se trouvent au bord de la ruine. Les ouvriers ont faim. Le capital ne rapporte pas et le travail n'est pas rémunéré. Le vide s'est fait dans la maison de l'artisan, et la chambre de l'usurier est pleine. Les soussignés ont recherché avec le plus grand soin les causes de cette détresse si dure et si persistante. Ces causes ne peuvent être dans la nature ou dans la volonté de la Providence... Les soussignés déclarent très respectueusement à la Chambre des communes qu'ils ne peuvent supporter plus longtemps cette situation. Ils déclarent que le capital de l'entrepreneur ne peut être privé plus longtemps d'un juste bénéfice et le travail de l'ouvrier d'une juste rémunération. Les lois qui font que la vie est chère, l'argent rare et le travail peu rémunérateur, doivent être abrogées. Les impôts doivent être supportés par la propriété et non par le travail productif... Comme garantie de ces mesures et d'autres nécessaires, comme unique moyen d'assurer la protection des intérêts du peuple, les soussignés demandent que le soin de ses intérêts soient confiés au peuple lui-même (1). »

Puis viennent les articles de la charte. Cette pétition met parfaitement en lumière la faiblesse qui était au fond du chartiste. La pétition commence par rappeler la difficulté de la situation économique. Elle ne dit rien des causes de cette détresse. Les mesures propres à remédier à cet état de choses ne sont indiquées que très vaguement. La diminution des impôts, l'abrogation des lois sur le grain et la réforme du système monétaire, voilà tout ce que la pétition peut proposer au gouvernement et c'est pour en arriver là

(1) GAMMAGE, 88.

qu'elle réclame d'une façon catégorique une réforme radicale du Parlement.

Très caractéristique est aussi dans cette pétition l'absence complète de toute idée qui se rapproche du socialisme. Le capital et le travail y sont reconnus au même titre comme facteurs légitimes de la vie économique, qui ont un droit égal à prétendre à une « juste » rémunération. L'abrogation « des lois qui font que l'argent est rare » est un article littéralement emprunté au programme de Attwood.

On est frappé de l'omission complète dans cette pétition de la nouvelle loi sur les pauvres et des lois sur les fabriques, les plus importantes revendications sociales formulées par la classe ouvrière. Cela provient probablement de ce que la pétition fut rédigée par l'Association politique de Birmingham, une association de radicaux bourgeois (1). Attwood, qui était à la tête de cette association, faisait tous ses efforts pour gagner au chartisme les classes moyennes et ainsi ne furent formulées dans la pétition que les revendications qui pouvaient compter sur la sympathies de ces classes.

Il est intéressant de considérer de près l'attitude des chartistes au sujet des lois sur les céréales. Sur cette importante question, il n'y avait du tout unité de vues parmi les chartistes. L'aile droite encourageait l'agitation contre ces lois. Mais O'Brien, puis O'Connor se montrèrent très hostiles à cette agitation. O'Brien prétendait que, dans les circonstances politiques actuelles, tous les avantages de l'abrogation des lois sur les céréales iraient à la classe capitaliste, au détriment des ouvriers et des débiteurs. La baisse du prix des céréales serait en effet suivie d'une réduction des salaires. Or, comme la valeur de l'argent augmenterait en proportion de la baisse du prix des aliments, toutes les dettes actuelles et les impôts deviendraient des charges plus

(1) D'après Lovett la pétition avait été rédigée par Douglas, l'éditeur du Journal de Birmingham, *Autobiographie*, p. 20.

lourdes. Dans ces conditions, la suppression des droits d'entrée sur les céréales équivalait à l'expropriation de toute la population ouvrière et productrice en faveur des capitalistes. Cette suppression devrait s'accompagner d'autres mesures, de nature à empêcher les capitalistes de s'en approprier tous les avantages, et comme seul un Parlement nommé par le suffrage universel pourrait décréter ces mesures, O'Brien considérait une abrogation immédiate des lois sur les céréales comme contraire aux intérêts de la classe ouvrière.

Le 4 février 1839, se réunit à Londres le premier congrès national des chartistes, auquel prirent part 53 délégués, représentants des groupes chartistes des différentes parties du royaume. Ce congrès devait être un parlement populaire et tenir ses assises en face du Parlement de Westminster que n'avait élu qu'une faible fraction de la population. Nous ne nous attarderons pas au travail du congrès. Beaucoup de chartistes furent mécontents de la loquacité excessive de leurs représentants, dignes des membres du Parlement de Westminster. Les délégués des districts industriels du nord, le principal boulevard du chartisme, signalèrent catégoriquement le chômage et la détresse de la classe ouvrière comme la véritable cause du chartisme. C'est ainsi que le délégué Bussey, représentant de quelques centaines d'ouvriers de Yorkshire, déclara que « la cause du chartisme était la misère effroyable. Avant la disparition de cette cause, on ne pouvait compter sur le retour de la paix ». Il termina son discours par une variation des paroles de Stephens que l'on connaît : « Si nous avons de bons vêtements, un bon logement et un diner substantiel, nous ne nous serions pas inquiétés le moins du monde de notre forme de gouvernement (1) ». Le délégué de Newcastle, Lowry, déclara dans un autre meeting : « L'agitation chartiste est née de la détresse, d'une détresse

(1) *Northern Star*, 1839, n° 63.

générale et effroyable dont tout le peuple souffre... Délégué des classes ouvrières du nord, je déclare qu'elles ne peuvent, ni ne veulent attendre (1). » Gammage, l'historien du chartisme, qui lui-même prit une part active au mouvement, écrit : « Les partisans de la violence parmi les membres du congrès furent amenés à cette attitude par l'extrême mécontentement des classes ouvrières, principalement dans les districts industriels, mécontentement provoqué par la détresse la plus aiguë, que n'adouçissait aucun espoir d'amélioration. Cette détresse revenait incessamment dans les discussions du congrès (2). » En effet, un des plus chauds partisans de la « manière forte », Marsden, un tisserand à la main, avait personnellement beaucoup souffert du chômage général et il avouait n'avoir pas toujours mangé à sa faim, lui et sa famille. D'autres orateurs signalèrent des cas semblables de misère extrême dans d'autres branches industrielles (3).

La pétition nationale, couverte de 4.280.000 signatures, fut présentée à la Chambre des communes par Attwood, le 14 juin. En juillet de graves désordres se produisirent à Birmingham. La foule opposa à la troupe une violente résistance, détruisit quelques magasins et incendia quelques maisons. Le duc de Wellington dit à cette occasion à la Chambre des lords qu'il avait vu beaucoup de villes prises d'assaut, mais qu'aucune de ces villes n'avait aussi cruellement souffert que Birmingham. Naturellement il y avait dans cette déclaration une grande part d'exagération. Les troubles furent suivis d'arrestations de nombreux chefs chartistes.

Quelques jours auparavant, le 12 juillet, Attwood demandait à la Chambre des communes de nommer une commission spéciale chargée de discuter la pétition nationale des

(1) *Loc. cit.*, n° 66.

(2) *Northern Star*, 1839, n° 68.

(3) GAMMAGE, 108.

chartistes. Le discours de Attwood et les débats qui suivirent aident beaucoup à faire comprendre le vrai caractère du chartisme.

Attwood rappela que, non seulement les ouvriers avaient à subir de dures privations, mais que toutes les classes industrielles du royaume avaient à souffrir de la stagnation persistante des affaires. La dépression commerciale était due, selon Attwood, à la reprise des paiements en espèces de 1819 ; les intérêts aussi bien des ouvriers que des entrepreneurs étaient ici parfaitement d'accord. « Je suis convaincu, dit-il, que le bien-être et la satisfaction de la classe ouvrière pourraient être obtenus sans la moindre atteinte aux intérêts des autres classes sociales et sans injustice pour personne. Le pays ne peut supporter d'incessantes fluctuations commerciales... Les 1.260.000 signataires de la pétition déclarent par ce geste qu'ils ont le droit de pouvoir vivre en travaillant honnêtement et qu'on leur refuse ce droit ; ils déclarent en même temps que les fluctuations industrielles amènent de courtes périodes de prospérité douteuse, mais de longues années d'indubitables misères. » Au dire de Attwood, la pétition n'exprimait pas seulement les revendications des ouvriers, mais celles de la plupart des membres des classes moyennes, de la plupart des industriels et des commerçants. Pour les entrepreneurs, la stagnation commerciale était encore plus désastreuse que pour les ouvriers.

Fielden, qui appuya la motion de Attwood, parla aussi de la stagnation commerciale dont le Lancashire et, en général, les districts industriels avaient surtout à souffrir. « Et par quoi a été provoquée cette crise dans les districts manufacturiers ? ». Par de mauvaises lois ou, au moins, par le refus du Parlement d'en faire de bonnes.

Attwood indiqua aussi comme remède le papier-monnaie ; Fielden n'indiqua pas de remède et se borna à constater le fait, d'ailleurs indéniable, de la détresse provoquée par la dépression. Les positions de Attwood étaient si peu solides

que le représentant du gouvernement, lord Russel, n'eut pas de peine à le réfuter. Le discours de lord Russel fut écrasant pour Attwood. « L'honorable gentleman, déclara-t-il, considère la pétition surtout du point de vue de la situation économique et sociale du peuple. Quant au côté politique de la question, l'honorable gentleman s'y attarde peu... Beaucoup de gens croient que le suffrage universel fera le bonheur du peuple. Pour moi, je pense que cette manière de voir procède d'une erreur fondamentale. L'honorable gentleman nous dit qu'il est pour le suffrage universel, car tant que nous ne l'aurons pas, le Parlement nous apportera aujourd'hui le bien-être et nous précipitera demain dans la misère. Pour moi, je ne puis me représenter de gouvernement... qui assurerait à tout le pays une prospérité permanente et ininterrompue, qui, dans une nation commerçante et industrielle, supprimerait aussi bien le faible taux des salaires et la misère qui en résulte que les fluctuations du bien-être à la gêne observées dans tous les pays commerçants et industriels. Regardez les Etats-Unis. Ils ont le suffrage universel. Or, qui prétendra que les Etats-Unis soient à l'abri de ces fluctuations ou à l'abri de cette gêne?... Ni le suffrage universel, ni n'importe quel mode de suffrage ne peuvent faire des lois qui assurent au peuple un bien-être permanent. »

Russel passa ensuite à l'analyse du remède spécifique, recommandé par Attwood pour atténuer la misère. En admettant que ce remède fût efficace, y avait-il quelque raison de croire que la réforme parlementaire suffirait à le faire adopter ? Russel rappela les déclarations des chefs chartistes les plus influents, tels que Fergus O'Connor, Lovett, Collins, Frost etc. contre le papier-monnaie. C'est ainsi que l'on pouvait lire dans un manifeste des chartistes aux ouvriers : « Des différentes mesures par lesquelles on veut vous asservir, il n'en est pas de pire que le papier-monnaie. » Ainsi Attwood, dans sa foi à ce remède, n'avait rien à attendre du suffrage universel.

Le discours le plus intéressant et le plus remarquable de ces débats fut celui de Disraëli. Disraëli montra que le mouvement chartiste n'avait pas du tout été provoqué par l'aspiration du peuple aux droits politiques. « Les droits politiques ont un caractère si abstrait, leurs conséquences n'influent que d'une manière si lointaine sur la masse du peuple, qu'à mon avis ils ne peuvent jamais faire naître un grand mouvement populaire. » Pourtant Disraëli ne croyait pas non plus qu'il fût possible d'expliquer le chartisme par des causes purement économiques. « Il y a quelque chose d'intermédiaire entre les causes politiques et les causes économiques, déclara-t-il, et c'est ce qui a provoqué ce grand mouvement... La vraie cause de ce mouvement, c'est la conviction qu'à une grande partie de la population de la violation de ses droits civiques. Il n'est pas douteux que, pendant les dernières années, les droits civiques du peuple anglais ont été violés. Je ne suis pas de ceux qui pensent que la charte du peuple est née uniquement de la nouvelle loi sur les pauvres. Mais je crois pourtant qu'il y a entre les deux une relation étroite... L'ancienne constitution n'a donné de droits politiques qu'à une faible partie de la nation. Mais ces droits politiques n'ont été confiés à une minorité qu'à de certaines conditions : cette minorité devait protéger les droits civiques de la grande majorité. Son honneur déjà le demandait ; l'organisation de la société est telle que ceux qui sont pourvus de droits politiques contractent par là même des obligations qu'ils doivent exécuter. Or, aujourd'hui, une partie considérable de la puissance politique est aux mains d'une nouvelle classe de personnes qui n'ont pas pris sur elles ces grandes obligations. Seul, l'accomplissement de grands devoirs a jadis fait la grande influence sociale ; aujourd'hui, la nouvelle classe à laquelle ont été conférés des droits politiques n'est pas rattachée à la classe ouvrière par l'accomplissement de devoirs sociaux... Où cela a-t-il conduit ? Ceux qui ont obtenu la puissance politique sans en remplir les condi-

tions et les obligations, se sont efforcés d'éviter autant que possible toutes dépenses et tous soucis. Après être parvenus à une situation pour laquelle d'autres auraient donné et leur argent et leur travail, ils se sont appliqués à profiter des avantages de cette situation sans dommage pour leur porte-monnaie et sans perte de temps. La première de ces tendances les a portés à limiter autant que possible les dépenses de l'État, l'autre a amené l'immixtion incessante du gouvernement. Or, je prétends qu'on ne peut pas avoir un gouvernement centralisé et avare et, en même temps, le respect des droits civiques du peuple... Je crois que c'est là la véritable cause du chartisme... Une partie considérable de la population a reconnu que ses droits civiques étaient violés. La nouvelle loi sur les pauvres a été une des violations de ces droits civiques. Il est indéniable qu'elle dérive d'un principe qui est la négation de tous les devoirs sociaux de l'État. Cette loi prescrit aux malheureux de ne pas demander l'aide des voisins les plus proches, mais de s'adresser à un gouvernement lointain. Elle dit à l'ouvrier dans le besoin qu'il n'a aucun droit légal à être secouru, que le secours qu'il reçoit est une aumône de la bienfaisance. Je crois que le mécontentement provoqué par ces changements a été la force qu'a utilisée pour arriver à ses fins le parti de l'émeute. Ainsi est né le mouvement chartiste. Je reconnais que la pétition nationale est née d'une grande erreur, de l'erreur qui croit que le malheur national peut être supprimé par des droits politiques ; mais les pauvres chartistes ne sont pas les seuls à la partager » (1).

Disraëli a mieux compris les causes du chartisme qu'aucun homme d'État de l'époque. Ce qu'il dit de l'indifférence de la masse populaire à l'égard des droits politiques et de l'importance des droits civiques est très juste et très finement observé. Cette distinction entre droits politiques et droits civiques est la clef qui permet de comprendre toute

(1) HANSARD, *Parliamentary Debates*, 1839, vol. XLIX.

l'histoire politique contemporaine de l'Angleterre. L'ouvrier anglais a toujours manifesté une indifférence incompréhensible de prime abord à l'égard de ses droits politiques. Ce n'est qu'au moment du chartisme que les droits politiques sont devenus le drapeau d'un mouvement populaire. Mais Disraëli a parfaitement raison de dire que ce n'est là qu'une apparence, que la force du chartisme ne réside pas dans le mécontentement politique.

Nulle part au monde la classe ouvrière n'a fait preuve d'autant de courage et d'opiniâtreté dans la défense de ses intérêts qu'en Angleterre. Nulle part au monde les ouvriers n'ont créé une aussi puissante organisation de classe qu'en Angleterre. Nulle part les ouvriers n'ont eu autant d'influence politique qu'en Angleterre. Pourtant, l'ouvrier anglais n'a obtenu que depuis très peu de temps des droits politiques ; même aujourd'hui, il ne les possède pas pleinement, puisque l'Angleterre ne connaît pas encore le suffrage universel. Pourquoi donc l'ouvrier anglais n'a-t-il pas dirigé son énergie, comme ses frères du continent, vers la conquête des droits politiques ? Le suffrage universel serait, bien sûr, depuis longtemps chose faite en Angleterre, si l'ouvrier anglais avait réservé pour la lutte politique une faible partie seulement de l'énergie et de l'opiniâtreté avec laquelle il lutte pour ses intérêts économiques.

L'explication de ce fait est la suivante : l'ouvrier anglais n'a pas les raisons qui poussent l'ouvrier du continent à la lutte politique. Le peuple, sur le continent, a fait des révolutions pour étendre ses libertés civiles. En Angleterre, la liberté civile, dans ses traits essentiels, était depuis longtemps acquise et aucune extension du droit de suffrage ne pouvait ajouter rien de capital à cette liberté. Aussi les réformes politiques ne pouvaient-elles intéresser vivement le peuple anglais ; même avec un Parlement aristocratique il se sentait tout aussi libre qu'avec un Parlement démocratique.

Le chartisme a été une grandiose tentative de rattacher la

revendication des droits politiques aux besoins effectifs du peuple, mais comme ces besoins étaient d'ordre économique et comme la pensée sociale de l'époque n'avait pas élaboré de mesures sérieuses et réalisables qui pussent satisfaire ces besoins, cette tentative devait finalement échouer (1). Tant que le chômage fut considérable, le peuple se rallia autour de la charte comme autour d'un drapeau de protestation. Mais le retour de la vie commerciale suffit pour faire disparaître le chartisme.

La situation difficile de Attwood au Parlement met en pleine lumière l'antinomie dont souffrait le chartisme, l'antinomie entre le programme politique du mouvement et ses racines sociales. La motion de Attwood, de faire discuter la pétition chartiste par une commission parlementaire, fut repoussée par 235 voix contre 46.

Le 4 novembre 1839, les chartistes firent une sérieuse tentative d'émeute. De très bonne heure, quelques milliers de mineurs pénétrèrent dans la ville de Newport, pour s'emparer par un coup de main de la prison municipale et délivrer les chefs chartistes qui étaient détenus. Beaucoup étaient armés de fusils, de piques, de fourches. La foule, que conduisait l'ancien juge Frost, avait apparemment

(1) L'abrogation de la nouvelle loi sur les pauvres était la seule mesure pratique proposée par les chartistes qui réellement ne pût être réalisée qu'après une réforme radicale du Parlement, car les deux partis, Tories et Wighs, ne voulaient absolument pas abandonner cette loi. Mais, d'abord, l'opposition violente contre la loi dans les districts industriels atteignit en grande partie son but : la loi fut, dans ces districts, appliquée avec tant de prudence que les changements apportés à la situation antérieure, d'avant 1834, n'étaient pas grands. En second lieu, cette loi ne concernait, malgré tout, qu'une partie de la classe ouvrière. La majorité des ouvriers dans les comtés industriels n'avait, même sous l'ancienne loi, reçu aucun secours du bureau de bienfaisance, ce qu'elle aurait considéré comme une honte. C'était en particulier le cas pour les ouvriers qualifiés. Aussi, quelle qu'ait été l'importance de la loi, le peuple n'y trouvait pas une raison suffisante pour renverser tout l'édifice politique et réédifier un Parlement sur une base démocratique.

l'intention de prendre possession de la ville et de donner ainsi le signal d'un soulèvement général, qui devait en même temps éclater dans le Yorkshire. Elle se heurta à un détachement de soldats. Des deux côtés, on ouvrit le feu : les chartistes eurent 10 tués et environ 50 blessés. L'émeute fut rapidement réprimée.

Les organisateurs de l'émeute de Newport, Frost, Williams, et Jones, furent condamnés à mort, mais le gouvernement commua cette peine en celle de la déportation avec travaux forcés à perpétuité. En 1840, tous les chefs chartistes étaient en prison et le mouvement semblait prendre fin.

Le gouvernement chantait victoire ; beaucoup croyaient que le chartisme était enterré. Mais des observateurs plus perspicaces de la vie nationale pressentaient que l'histoire du chartisme n'était pas terminée.

« Nous savons, écrivait Carlyte, que le chartisme est mort ; que le gouvernement réformé « a anéanti la chimère du chartisme par les moyens les plus heureux et les plus efficaces ». C'est du moins ce que disent les journaux ; mais, malheureusement, la grande majorité des ouvriers sait que la « chimère » seule du chartisme est détruite, et non le chartisme lui-même. On a détruit cette forme incohérente et lourde que le chartisme avait prise dans les derniers temps aux yeux du monde, ou plutôt elle s'est effondrée d'elle-même par suite de sa propre lourdeur, conformément aux lois naturelles. Mais l'essence même du chartisme n'a pas disparu. Le chartisme, c'est le mécontentement amer, qui est devenu de la rage et du délire, c'est la situation anormale ou bien l'état d'esprit anormal des classes ouvrières anglaises. C'est une désignation nouvelle pour un vieil état de choses, qui a eu beaucoup de noms et en aura encore beaucoup. L'essence même du chartisme a des racines profondes et étendues ; elle n'est pas d'aujourd'hui et ne disparaîtra ni aujourd'hui ni demain (1).

(1) *Chartism*, p. 2.

Le chômage et la misère s'accrurent jusqu'à la fin de 1842. On peut juger de la détresse de la classe ouvrière à ce moment par le fait suivant : en 1841, un comité privé qui s'était formé à Birmingham pour venir en aide aux chômeurs, a distribué des secours à plus de 40.000 personnes, secours minimes, il est vrai : 1 p. 1/2 par personne et par semaine. Les ouvriers avec leur famille ne gagnaient à Birmingham pas plus de 6 à 11 shillings par semaine (1).

D'autres comités de ce genre s'étaient formés également dans nombres d'autres villes.

Le *Northern Star* décrit en ces termes la situation des ouvriers de Stockport, au mois de septembre 1841. « La ville présente un aspect de misère et de désolation. Des centaines d'ouvriers courent dans les rues sans avoir de nourriture et sans savoir comment s'en procurer. Des milliers de familles ont engagé tout leur avoir, vendu leurs habits, pour pouvoir acheter du pain, d'autres ont tout vendu et ont émigré en Amérique. Personne ne se rappelle avoir vu pareille famine et pareille misère. Une grande fabrique, qui occupait environ mille ouvriers, a fermé ses portes et il n'y a pas d'espoir de les voir se rouvrir. Les tisserands d'une autre fabrique se sont mis en grève samedi, mais les chômeurs sont si désireux de trouver du travail, que dès mardi la fabrique travaillait avec un personnel complet (2). » Le nombre total des sans-travail à Stockport était de 5.000 à 7.000.

A Leeds, il se forma en automne un comité pour arriver à connaître exactement le nombre des chômeurs. Ce comité chargea des employés engagés dans ce but, du dénombrement. On trouva, bien que le dénombrement n'eût pas porté sur toute la population de Leeds, que le nombre des chômeurs et des membres de leurs familles atteignait 16.156.

(1) HANSARD, *Parliamentary Debates*, 1841, vol. LVIII, p. 1319-1346.

(2) *Northern Star*, n° 201, 1841.

Le comité écrit dans son rapport : « Les employés chargés du dénombrement furent souvent obligés de remplir leur feuille sur leurs genoux, par suite de l'absence de tout meuble où ils auraient pu les poser ; souvent, le logement n'était autre chose que quatre murs humides sans aucun meuble (1). »

Dans la petite ville de Mansfield, la détresse était particulièrement grande parmi les tricoteurs. Le nombre des chômeurs s'accrût pendant tout l'automne et il atteignait à la fin novembre de telles proportions que 1.000 tisserands environ (y compris leurs familles) n'avaient pas de quoi manger.

Les chômeurs organisèrent des cortèges dans la ville et envoyèrent des délégations aux habitants riches, non pour demander, mais pour exiger qu'on les secourût. Le correspondant qui rapporte ces faits ajoute : « Le chartisme se propage partout aussi vite que la misère, que la banqueroute et que la ruine ».

A Blackburn, un journal local non chartiste, — la *Gazette de Blackburn* — écrivait ce qui suit : « La situation des gens sans fortune dans la ville et dans les environs est réellement triste. Même lorsqu'il y a suffisamment de travail, la situation des tisserands à la main est de celles qui peuvent provoquer la pitié ; mais, maintenant que les salaires sont extraordinairement bas et qu'il est très difficile ou presque impossible de se procurer du travail, que, par surcroît, le froid est encore rigoureux, leurs souffrances ont atteint la limite extrême. Les habitants riches de la ville se sont vus obligés de former un comité de secours (2).

En Ecosse, l'industrie du fer était tombée dans un marasme complet. Les entrepreneurs décidèrent d'éteindre un quart des hauts-fourneaux. D'après la « *Glasgow Chronicle* » il n'y avait pas moins de la moitié des ouvriers sans tra-

(1) *Northern Star*, n° 206, 1841.

(2) *Northern Star*, n° 212, 1841.

vail dans les fabriques de toile de coton en Ecosse. « Pour ce qui est des tisserands, observe le même journal, ils sont depuis si longtemps déjà dans la misère et nous avons si souvent signalé ce fait qu'il n'est pas nécessaire de nous y attarder aujourd'hui. La calamité s'étend à tout et à tous. »

A Nottingham, les sans-travail organisèrent des meetings et des cortèges dans la ville. Le nombre des chômeurs s'élevait à plus de 5.000. A Sheffield un quart des hauts-fourneaux étaient également éteints. La « Weekly Dispatch » écrivait : « Dans un périmètre de 20 lieues autour de Manchester, règnent la misère et la faim ». A Manchester, il se forma, sous la présidence du maire, un comité pour venir en aide aux chômeurs. Des comités analogues se constituèrent à Londres, à Derby, à Nottingham, à Leicester et dans bon nombre d'autres villes d'Angleterre et d'Ecosse.

A Spitalfield, plus du tiers des métiers étaient inactifs. A Preston, il y avait environ 2.000 chômeurs. A Vigan, le comité de secours aux chômeurs fit un recensement ; sur 795 familles, il se trouva qu'un tiers environ avaient un travail normal, un tiers étaient à demi occupées, un tiers étaient absolument sans travail. Les chiffres suivants donnent une idée des conditions dans lesquelles vivaient les ouvriers sans travail ou à demi-occupés : dans ces familles, 1.104 personnes couchaient à 3 dans le même lit, 712 couchaient à 4, 200 à 5, 156 à 6, 66 à 7 et à 8. « Un très grand nombre de ces pauvres gens n'avaient ni lit, ni draps de lit et ils couchaient tout simplement sur le plancher. Les 19/20 de ce qu'on appelait des lits ne méritaient guère cette désignation ; c'étaient le plus souvent des bottes de vieux foin, de paille, etc., dans des sacs de toile grossière... sans couverture d'aucune sorte. Les uns avaient engagé leurs draps de lit, les autres les avaient vendus pour s'acheter du pain pour eux et pour leurs enfants affamés. » Dans quelques maisons, écrivaient les auteurs du rapport, les enfants

pleuraient à chaudes larmes pendant notre visite, et quand nous leur demandions pourquoi ils pleuraient, ils nous répondaient : parce que nous avons faim, parce que nous n'avons pas mangé d'aujourd'hui le moindre morceau de pain » (*Northern Star*, n° 215).

A Leigh, dans les soieries, sur 7.000 métiers, environ 3.000 ne travaillaient pas. La moitié seulement des tisserands étaient occupés dans l'industrie cotonnière. A Hyde, 4.000 ouvriers des manufactures de coton étaient occupés pendant toute la journée ou une partie de la journée, mais 1.700 étaient absolument sans travail (*Northern Star*, n° 215).

Le chômage s'accompagna, vers 1840, d'une baisse très considérable des salaires. C'est ainsi qu'à Hyde, dans l'industrie cotonnière, les salaires diminuèrent, de 1839 à 1842, de 12 0/0 ; à Mossley, les salaires de 1840 étaient, pour les ouvriers de l'industrie cotonnière, inférieurs de 25 0/0 à ceux de 1830, et de 45 0/0 pour les ouvriers des manufactures de laine. A Leigh, les salaires des tisserands du coton à la main avaient baissé, depuis 1836, de 20 0/0 à 25 0/0. A Vigan, les tisserands du coton avaient, en 1835, un salaire hebdomadaire de 7 schillings ; en 1841, ce salaire n'était plus que de 5 schillings. Le gain des fileurs et des tisserands à la machine avait diminué de 20 0/0. A Preston, le salaire des fileurs avait fléchi de 10 0/0, celui des tisserands de 25 0/0. A Glossop, de 1836 à 1842, les salaires des fileurs ont baissé de 25 0/0, ceux des tisserands à la machine de 14 0/0 (*Northern Star*, n° 215).

Ces chiffres n'ont pas été donnés par les ouvriers. Ils sont extraits des rapports lus au cours d'un meeting monstre tenu à Manchester. Ce meeting fut organisé à la fin de décembre 1841 par la ligue contre les lois sur les céréales. Tous les principaux fabricants de Manchester, de même que les représentants au Parlement des différents districts de l'industrie cotonnière, y prirent part.

Le 20 septembre, le député de Rochdale, Crawford, dé-

clarait à la Chambre des communes que « les proportions prises par la misère à Rochdale, devaient remplir tout le monde d'effroi ». D'après ses dires, il y avait, dans cette ville, 136 personnes dont le gain hebdomadaire était de 6 p., 290 qui gagnaient 10 p., 508 qui gagnaient 1 shilling, 855 qui avaient 1 shilling 6 p. et 1.500 qui arrivaient à 1 shilling 10 p. par semaine.

La misère était telle qu'il fut plusieurs fois question au Parlement de venir en aide aux malheureux, bien que, pratiquement, on ne fit jamais rien. Dès le 24 novembre, au moment où la détresse n'était pas encore très aiguë, une pétition des habitants de Paisley fut déposée au Parlement par le député Stewart; il y était dit que, dans cette petite ville, 605 familles d'ouvriers avaient perdu leur travail par suite de la banqueroute et de la fermeture de quelques manufactures de coton. Dans une autre ville, à Johnstone, sur 16 fabriques 4 seulement continuaient à travailler. Les fabriques de machines n'employaient plus qu'un tiers de leurs ouvriers. Dans les mines, le nombre des ouvriers avait également diminué à peu près dans la même proportion. La pétition se terminait par ces mots : « Comme l'hiver approche, les soussignés estiment qu'ils ne rempliraient pas leur devoir de citoyens s'ils n'attiraient sur cet état de choses l'attention du Parlement, afin que celui-ci veuille bien considérer le plus sérieusement possible la situation de leur district et des autres districts industriels du royaume. Ils prient donc la Chambre des communes de vouloir bien accorder toute son attention à la calamité dont souffre le pays et de vouloir bien prendre les mesures rapides qu'elle jugera nécessaires. »

Au cours des débats qui suivirent, quelques députés déclarèrent qu'ailleurs la détresse était encore pire. A Manchester, 8.000 personnes environ étaient obligées de vivre avec un salaire dérisoire de 15 p. par semaine.

L'année 1842 fut encore plus difficile pour les ouvriers que l'année précédente. Les nouvelles venues de tous les

centres de l'industrie manufacturière témoignaient de la misère extrême de la classe ouvrière. On citait même parfois des cas de famine. A Carlisle, le comité de secours aux sans-travail présenta un rapport, aux termes duquel il y avait dans la ville 309 familles, composées de 1.146 personnes, qui n'avaient aucun revenu fixe : 334 familles (1.465 personnes) avaient moins d'un shilling par famille ; 411 familles (1.623 personnes) avaient moins d'un shilling par tête pour la semaine ; 157 familles (692 personnes) avaient par tête moins de 2 shillings, et 140 familles (635 personnes) moins de 3 shillings par semaine (1).

Dans les districts de l'industrie cotonnière, le chômage était particulièrement considérable. A Stockport, il se forma un comité de secours aux chômeurs, sous la présidence du maire. D'après un rapport de ce comité, environ un tiers des machines à vapeur de la ville et des environs étaient arrêtées au mois de janvier 1842. Le chiffre total des chômeurs était de 9.000 (non compris les membres de leurs familles). « Une des suites de ce manque de travail a été la souffrance de toutes les classes de la population dont les intérêts sont liés à l'industrie, et la détresse, les privations inouïes de la classe ouvrière ; ces privations sont aujourd'hui telles que de sèches statistiques ne peuvent en donner une idée. D'honnêtes gens, qui voudraient travailler, sont obligés de se faire mendiants avec toute leur famille ou de vivre au jour le jour de la charité des voisins... Beaucoup meurent littéralement de faim. » Sur 8.218 ouvriers inscrits sur les registres du comité, 1.204 seulement travaillaient normalement ; 2.866 n'étaient que partiellement occupés et 4.418 étaient sans aucun travail. La moyenne du salaire hebdomadaire de 15.823 personnes (des deux sexes et de tout âge) ne s'élevait qu'à 1 shilling 4 p. 3/4 par tête. Le gain de ceux qui travaillaient normalement n'était que de 7 shillings 6 p. 1/2 par semaine (2).

(1) *Northern Star*, n° 217, 1842.

(2) *Loc. cit.*

Au mois de janvier 1842, 17.000 habitants de Paisley étaient secourus par le comité de bienfaisance (1). A Bolton il se forma également un comité analogue, qui, pendant le mois de janvier, distribua des secours à 6.167 personnes, dont le gain hebdomadaire était de 11 p. $\frac{3}{4}$; 828 solliciteurs ne furent pas secourus parce que leur revenu hebdomadaire s'élevait à 1 shilling 9 p. 1. 4 par tête. Sur 50 familles, 20 seulement travaillaient normalement. Le comité visita le logement de 1.013 familles (5.035 têtes); 950 seulement avaient des lits. Ces privilégiés avaient en tout 1.553 lits, c'est-à-dire moins de 2 lits par famille. La majorité de ces lits n'avaient pas de matelas; ceux-ci étaient remplacés par des bottes de paille. Ces 5.035 personnes n'avaient en leur possession que 2.876 bancs, 1.380 tables et 642 chaises. 425 personnes couchaient sur le plancher. Le Dr Bowring qui communiqua ces faits au Parlement, ajoutait : « Dans beaucoup de rues de Bolton, il n'y a plus un seul habitant (les maisons sont vides), des centaines de familles couchent sur la dure, des millions n'ont pas suffisamment de pain pour vivre. » A Manchester, il y avait 5.492 maisons vides, 681 magasins non-loués et 116 fabriques qui avaient cessé le travail (2).

Tout cela ranima le chartisme. « L'organisation centrale des chartistes, — la National Charter Association, n'avait jamais été, dit Gammage, dans une situation plus prospère qu'en 1842 (3). » La nouvelle pétition des chartistes, présentée le 2 mai 1842 à la Chambre des communes, portait 3.315.752 signatures. Sans doute, toutes ces signatures ne provenaient pas d'hommes adultes; il y avait dans le nombre beaucoup de signatures de femmes et d'enfants. Duncombe, qui remit la pétition au Parlement, déclara qu'elle avait été signée par plus d'un million de familles. Comme la première pétition avait été signée presque ex-

(1) HANSARD, *Parliamentary Debates*, 1842. Vol. LX, p. 178.

(2) *Loc. cit.*, p. 701.

(3) GAMMAGE, 213.

clusivement par des hommes adultes, les deux manifestations avaient groupé une fraction à peu près égale de la population.

La Chambre repoussa par 287 voix contre 49 la motion de Duncombe, qui demandait pour les signataires l'autorisation d'exposer de vive voix leurs desiderata.

La seconde pétition des chartistes respire déjà un tout autre esprit que la première. Le courant radical a pris le dessus ; la crainte d'irriter les classes possédantes a complètement disparu. La pétition montre la misère inouïe de la population. « Des milliers de personnes meurent de faim... Les soussignés, qui savent bien que la misère conduit au crime, voient avec étonnement et inquiétude combien les vieillards, les pauvres et les malades sont mal secourus ; ils voient avec un sentiment d'indignation que le Parlement veut maintenir en vigueur la nouvelle loi sur les pauvres, bien qu'on ait suffisamment prouvé le caractère anti-constitutionnel de cette loi, son caractère antichrétien et son influence extrêmement néfaste sur les salaires et sur la vie des sujets de ce royaume. » La pétition signale la lourde charge des impôts et l'injustice qu'il y a à ce que la famille royale et de hauts dignitaires ecclésiastiques perçoivent d'énormes revenus, alors que de nombreux ouvriers sont obligés de se suffire avec quelques pence par jour. Elle qualifie de mesure anticonstitutionnelle la fréquente interdiction des meetings publics, de même que le renforcement de la police. « Les bastilles des pauvres sont nées du même esprit que les postes de police, de l'effort fait par une minorité irresponsable pour opprimer et laisser mourir de faim la majorité. »

L'entretien d'une nombreuse armée permanente est une charge pour le peuple, contre lequel cette armée est dirigée. « Les soussignés regrettent que la durée du travail, principalement dans les fabriques, dépasse la mesure de ce qu'un homme peut supporter, et que les salaires d'un travail fourni dans le milieu malsain de l'usine ne permettent

pas à l'ouvrier de conserver sa santé et de se procurer les distractions qui lui sont si nécessaires après une dépense de forces physiques. Ils attirent l'attention du Parlement sur les salaires dérisoires des ouvriers agricoles et ne peuvent se défendre d'un sentiment d'indignation et de révolte en voyant le gain si minime de ceux dont le travail crée la nourriture de toute la population. Ils regrettent profondément l'existence de monopoles de toutes sortes dans le royaume et, tout en condamnant énergiquement l'imposition des objets de consommation les plus nécessaires, qui sont surtout consommés par la classe ouvrière, ils sont en même temps d'avis que la suppression des monopoles ne suffira pas à tirer les travailleurs de leur lamentable situation, tant que le peuple lui-même n'aura pas obtenu le pouvoir et ne pourra mettre lui-même un terme à tous les monopoles et aux oppressions de tous genres. Ils signalent les monopoles existants du droit de suffrage, du papier-monnaie, de la propriété des machines et de la terre, de la presse, de l'Eglise, des transports et bien d'autres, trop nombreux pour qu'on puisse les énumérer. Tous ces monopoles sont l'œuvre d'une législation de classe. »

La pétition demande ensuite la suppression de l'Eglise d'Etat et la constitution d'un Parlement spécial pour l'Irlande. Comme condition essentielle de la réalisation de toutes ces mesures, elle réclame une réforme du Parlement conforme aux 6 articles de la charte du peuple (1).

Cette pétition provoqua une scission parmi les chartistes : la plupart des chartistes écossais refusèrent de la signer. Leurs objections portaient sur trois points : la constitution d'un Parlement irlandais indépendant, la nouvelle loi sur les pauvres et l'absence dans la pétition d'un article demandant la suppression des droits sur les céréales. L'opinion publique en Ecosse n'approuvait pas l'agitation contre la

1) *Northern Star*, n° 205, 1841.

nouvelle loi sur les pauvres (loi qui n'était applicable qu'en Angleterre); elle avait même quelque sympathie pour une mesure qui lui paraissait devoir limiter la mendicité légale.

L'attitude des chartistes au sujet des lois sur les céréales doit être considérée comme une de leurs graves erreurs. De 1840 à 1850, ils ont combattu avec une très grande énergie, sous l'influence de O'Connor, le mouvement en faveur de l'abrogation de ces lois, bien que la population industrielle eût un intérêt immédiat à la suppression des droits sur les céréales. Sans doute, les chefs de la Ligue pour l'abrogation des lois sur les céréales étaient guidés par l'intérêt des fabricants, mais, sur ce point, les intérêts des fabricants s'accordaient parfaitement avec l'intérêt des ouvriers de l'industrie. La haine des fabricants aveugla les chefs chartistes.

L'état d'esprit général des chartistes a d'ailleurs fait, en 1842, un pas considérable vers le socialisme. L'opposition de la misère ouvrière et de la richesse des fabricants devient le thème habituel des orateurs chartistes. La haine ardente du système des fabriques, le rôle néfaste des machines, la condamnation de la politique commerciale du gouvernement, qui ne vise qu'à étendre le commerce extérieur au lieu de s'occuper de l'extension du commerce intérieur, voilà ce qui remplit les colonnes du principal organe chartiste, le « Northern Star ». Le discours suivant de O'Connor, tenu dans un meeting en juillet 1842, peut servir à caractériser cet état d'esprit.

« Nous ne voulons pas détruire la propriété, déclarait O'Connor, nous ne voulons la vie de personne; nous ne demandons que, pour nous et nos familles, la part qui doit nous revenir des biens que la Providence généreuse a créés pour le bien de tous. Que l'on jette un regard sur la richesse et la pauvreté qui nous entourent et on sera forcé d'avouer que jamais, dans cette île, il n'y a eu tant d'argent et tant de gêne, tant de richesse et tant de misère qu'aujourd'hui.

Or, à qui appartiennent ces énormes ressources? A ceux qui détiennent le droit de suffrage, aux grands négociants aux commerçants. Il est pourtant évident que personne ne peut, par son travail personnel, gagner des millions; on ne peut gagner des millions qu'avec le travail d'autrui... Il y a quelque chose qui doit particulièrement attirer l'attention: c'est le grand nombre des machines, qui sont pour une grande part la cause de la misère dont souffre aujourd'hui le pays. Je me rappelle un meeting de Manchester auquel Mr. Cobden assistait. Un tisserand à la main, du nom de Butterworth, y condamnait l'usage des métiers à vapeur, qui avaient privé de travail un grand nombre de ses frères. — Comment, s'écria Cobden, vous voudriez faire disparaître les machines? — Non, répondit Butterworth, je vous permets de manger avec vos machines, de boire avec vos machines, d'aller au lit avec vos machines, de vous lever avec vos machines, mais que vos machines ne me déshabillent pas (1). »

Le « Northern Star » partit en guerre, en 1842, dans toute une série d'articles, contre le parti de l'extension du commerce (extension of commerce party); d'après ses dires, le commerce extérieur était loin d'avoir l'importance qu'on lui attribuait, le marché intérieur était bien plus important que le marché extérieur et c'était le développement du commerce extérieur qui avait amené la misère.

Au mois d'août 1842, l'extrême détresse provoqua une grève de presque tous les ouvriers et de graves désordres dans le Lancashire. Dans les premiers jours du mois d'août, quelques fabricants avaient diminué les salaires. Cela amena la cessation du travail dans toute une série de fabriques. Les ouvriers déclarèrent qu'ils ne reprendraient pas le travail avant que la charte populaire ne fût devenue la loi du pays. Quant aux fabricants, ils ne firent rien pour empêcher l'extension de la grève. Aux dires de beaucoup, la grève

(1) *Northern Star*, n° 245, 1842.

aurait été fomentée par la ligue pour l'abrogation des lois sur les céréales, qui aurait voulu exercer par là une pression sur le gouvernement et le déterminer à supprimer les lois sur les céréales. Le 9 août, des milliers d'ouvriers venus des environs arrivèrent à Manchester ; ils se répandirent dans toute la ville et contraignirent toutes les fabriques à cesser le travail. La foule demanda aux commerçants de l'argent et du pain et ceux-ci, effrayés, durent consentir à ces aumônes forcées. Pendant trois jours, toutes les fabriques de Manchester restèrent fermées.

Les chartistes étaient tout surpris de ce mouvement. Il est complètement hors de doute qu'ils ne l'avaient pas provoqué. Mais, voyant la grève se propager, les délégués des chartistes décidèrent d'en profiter et d'appuyer les grévistes.

En attendant, la grève s'étendait à toutes les villes voisines. Des masses ouvrières s'opposèrent par la violence à la continuation du travail, brisèrent les vitres des fabriques, maltraitèrent même les directeurs et les fabricants et exigèrent des commerçants de l'argent ou du pain. Bientôt se produisirent des conflits avec la troupe. A Staleybridge, les soldats firent feu ; il y eut quelques tués et de nombreux blessés. Dans d'autres villes, la troupe parvint à disperser la foule sans faire usage de ses armes.

Au même moment, des milliers de mineurs du Staffordshire abandonnaient le travail, par suite d'une réduction de salaires. Là aussi, les grévistes ne restèrent pas longtemps calmes. Une maison privée fut pillée et incendiée. « La panique s'empara des classes riches ; une foule énorme parcourait les rues ; tous les environs étaient dans un état de nervosité extrême » (Gammage, 227).

Pourtant il s'en fallait que la grève fût générale, comme l'auraient voulu les chartistes ; elle se limita au Lancashire, au Yorkshire, et au Staffordshire. Elle fut de courte durée et échoua complètement. Les chefs chartistes furent arrêtés, bien qu'ils fussent les moins responsables des désordres.

Le « Northern Star » imputa dès le début la faute de la grève à la ligue pour l'abrogation des lois sur les céréales et montra combien cette grève avait été insensée. Il est vraisemblable qu'elle fut un mouvement tout instinctif, provoqué par la situation désespérée des ouvriers, un mouvement que personne n'avait organisé et qui ne poursuivait aucun but précis.

Cette grève fut suivie d'un long temps d'arrêt dans le mouvement chartiste. A partir de l'automne 1842, la situation de l'industrie commence à s'améliorer. La période aiguë du chômage est terminée et le chartisme disparaît de la scène avec une rapidité étonnante.

La période de 1843 à 1847 vit la décadence complète du chartisme. Les chartistes poursuivirent leur lutte contre la ligue, mais sans succès aucun. O'Connor eut, en 1844, au cours d'un meeting, une discussion avec Cobden et Bright, mais, comme le reconnaît l'historien du chartisme, Gammage, qui fut en même temps un des chefs du mouvement, il subit une défaite complète. Il était, en effet, difficile de rien objecter à un adversaire, lorsque celui-ci prétendait que, dans un pays industriel comme l'Angleterre, l'abaissement du prix des céréales non seulement devait donner à l'industrie une vigueur plus grande, mais encore améliorer la situation de l'ouvrier. L'argument qu'il valait mieux pour l'ouvrier avoir le pain à bon marché que le pain cher, était décisif et en vain O'Connor s'écriait, dans des appels souvent très éloquents, qu'il fallait, avant tout, conquérir le pouvoir politique. Il est vrai que ni O'Connor ni aucun chef chartiste ne parvenait à prouver que la suppression des droits d'entrée sur les céréales avant la réalisation des principes de charte ne serait pas à l'avantage de la classe ouvrière.

L'assoupissement complet du mouvement chartiste parmi les masses populaires donna aux chefs chartistes les loisirs d'élaborer en toute réflexion des plans de réforme sociale. Chacun des deux chefs les plus remarquables du

mouvement, O'Connor et O'Brien, trouva son utopie. Le rêve de O'Brien n'était pas fait pour être réalisé dans un avenir prochain et il n'avait aucune valeur pratique. Il revendiquait surtout la nationalisation du sol, ce qui est caractéristique. Le chartisme, en tant que mouvement social, avait un caractère purement négatif ; dans cette période de révolution industrielle, d'écrasement de la petite industrie par la grande, il était l'expression de l'hostilité fort compréhensible de la classe ouvrière contre le système des fabriques. Ce désir nostalgique de la terre montre bien les éléments utopiques et romantiques du chartisme.

Le fameux « programme agraire » de O'Connor avait le même caractère d'utopie romantique, bien que sous une autre forme. Il conquit rapidement une grande popularité et fut accepté par une conférence de délégués chartistes qui se réunit à Birmingham en 1843. C'est au nom du « programme agraire » que le chartisme continua la lutte jusqu'à son effondrement définitif. Aussi le programme agraire de O'Connor mérita-t-il d'être considéré de près, comme expression des desiderata économiques du plus grand mouvement populaire que l'Angleterre contemporaine ait connu.

Les idées fondamentales de O'Connor sur la question agraire ont été exposées dans un long article de la revue le *Labourer*, qu'il éditait lui-même, sous le titre : *A Treatise on the Small Proprietary System* (*Labourer*, 1847). O'Connor y expose qu'il est l'ennemi absolu du communisme, mais le partisan de la coopération. Il est l'ennemi des petites fermes louées à bail, mais le partisan de la petite propriété. O'Connor est d'avis que la petite propriété accroîtrait extrêmement la productivité du pays et il cite l'exemple des paysans belges. « Je suis l'adversaire des auberges publiques, des boulangeries publiques, des blanchisseries publiques », écrit-il, par allusion manifeste, à Fourier. « Je suis pour le principe *meum et tuum*, mien et tien (1). »

(1) *Labourer*, I, p. 157.

Le plan de O'Connor était d'une simplicité extrême. Les ouvriers doivent se constituer en société pour acheter des terres. En trois ans, jusqu'au commencement de 1848, O'Connor parvint à recueillir de 10.000 souscripteurs ouvriers environ la somme considérable de 94.184 £. Quelques propriétés furent réellement achetées et fragmentées en petites parcelles.

O'Connor était fermement convaincu que l'industrie manufacturière anglaise avait atteint son *summum* et qu'elle allait peu à peu vers la ruine, une extension toujours plus grande du marché extérieur étant impossible. Il fallait se mettre à la recherche d'un moyen de remplacer les fabriques par une autre source de revenus. La petite propriété agricole devait être cette nouvelle source. Différents métiers devaient, à l'avenir, s'unir, comme autrefois, à l'agriculture ; le petit agriculteur ne devait pas seulement produire ses aliments, mais encore ses vêtements. « L'agriculture, déclarait le *Northern Star*, doit être la base de l'économie nationale ; l'industrie ne doit venir qu'au second rang ».

La popularité du programme agraire de O'Connor nous découvre les causes les plus profondes du chartisme. Le chartisme a été une réaction de la classe ouvrière anglaise contre la révolution industrielle et le système des fabriques. *Back to the Land* — « Retour aux champs ! », tel était le cri de ralliement jeté par O'Connor. Et ce cri trouva un écho puissant dans la classe ouvrière anglaise ; elle se prit à espérer de voir de nouveau fleurir l'agriculture qu'on avait crue perdue pour l'Angleterre. On voit la différence fondamentale qui sépare le chartisme du socialisme d'aujourd'hui. Sur le drapeau du chartisme était écrit « Retour » et non pas « En avant », le chartisme cherchait son idéal non dans l'avenir mais dans le passé.

Dès 1845, le chartisme avait perdu toute force véritable. Sa résurrection temporaire en 1848, due à la crise industrielle de 1847 et au chômage considérable qui suivit, ne

fut que la dernière lueur de la flamme qui s'éteint (1).

A partir de l'automne 1847, les fabriques anglaises suspendirent de nouveau le travail ; des grèves éclatèrent dans beaucoup de villes du Lancashire, par suite de la réduction des salaires. Les grèves s'accompagnèrent de scènes violentes. C'est ainsi qu'à Blackburn, dans les premiers jours d'octobre, il y eut une collision entre les ouvriers et la police ; les grévistes voulaient empêcher les non-grévistes de travailler. Il fallut l'arrivée de la troupe pour mettre fin aux désordres.

Le 19 octobre, il y avait, d'après les statistiques officielles, dans les fabriques de Manchester, 18.516 ouvriers travaillant normalement, 12.198 particulièrement occupés, 10.341 absolument sans travail (2).

Dans d'autres villes du Lancashire, la situation était encore pire. A Wigan, par exemple, sur 20 fabriques, une seule a continuellement travaillé. A Ashton, toutes les fabriques fermèrent leurs portes, par suite de la grève générale. Dans beaucoup de villes, on revit les meetings et les cortèges de sans-travail, tout comme en 1842. De tous côtés, se formèrent des comités de secours aux chômeurs. A Glasgow, la situation était particulièrement difficile. Au commencement de décembre, 4 filatures seulement travaillaient normalement, 36 ne travaillaient que partiellement et 16 avaient fermé leurs portes. A Todmorden « les rues étaient encombrées de sans-travail. Leurs visages émaciés étaient à faire peur. Toutes les fabriques, à l'exception d'une seule, ou bien chômaient complètement ou bien ne travaillaient que par intervalles » (3). A Paisley, vers la mi-décembre, 3.000 à 4.000 hommes ne vivaient que de la

(1) Sidney Webb fait cette remarque très juste : « Pendant la période de 1837 à 1849 la force du mouvement chartiste a été presque exactement proportionnelle à l'intensité de la misère ouvrière ». SIDNEY WEBB, *Labour in the longest Reign*, Londres, 1899, p. 9.

(2) *Manchester Examiner*, 20 octobre 1847.

(3) *Northern Star*, 1847, n° 528.

charité privée. A Spitalfield, vers la fin de 1847, les deux tiers environ des tisserands étaient sans travail (1).

Bientôt survinrent des troubles, qui furent particulièrement graves à Glasgow. Une foule de chômeurs parcourut les rues en criant : « Du pain ou la révolution ! ». Quelques magasins furent pillés. On s'attaqua surtout aux boulangeries et aux boutiques des armuriers. La police n'était pas assez forte pour venir à bout de la foule. Il fallut les salves de la troupe pour mettre fin aux désordres. Des scènes analogues se renouvelèrent dans les autres villes manufacturières. La révolution française de février versa de l'huile sur le feu. Le chartiste était pour ainsi dire ressuscité. On peut se faire une idée des causes du rappel à la vie de ce mouvement que tout le monde avait cru terminé, par les discours des délégués chartistes réunis en congrès le 4 avril 1848. La plupart des rapports lus par les membres du congrès ont pour objet la misère et le chômage dans les plus importants centres industriels.

C'est ainsi par exemple que le délégué Stevenson déclara au nom du Lancashire du nord. « On ne peut pas prêcher la patience à des gens qui meurent de faim. Je veux convaincre le gouvernement de ceci : la population du Lancashire n'est pas disposée à regarder sans murmurer des milliers de personnes mourir de faim dans un pays qui regorge de richesses. Les scènes auxquelles je suis obligé d'assister sont réellement effroyables. Il eût fallu un cœur de pierre pour ne pas prendre en pitié ces pauvres gens amaigris, semblables à des squelettes qui assiégeaient ma maison en demandant l'aumône. » Le délégué Hittchin déclara : « Nulle part, le peuple n'a eu à subir les privations que supporte Wigan... Presque toutes les manufactures sont vides... La population de Wigan croit qu'elle a assez souffert et qu'il faut se remettre à travailler, fût-on forcé d'employer la violence pour y parvenir ; plutôt cela que subir encore pareille misère ». Sur Oldham le délégué

(1) *Loc. cit.*, n° 533.

Kydd s'exprima ainsi : « Dans cette ville règne un mécontentement général. La misère est si effroyable et si persistante que la population en a complètement perdu la raison. La faim de tous les instants est pour eux pire que la mort ». Le délégué Donovan « fit un triste tableau des souffrances subies par les ouvriers de Manchester, où dix mille travailleurs environ sont absolument sans travail. Tous les moyens leur seront bons pour conquérir la charte ». Edmund Jones de Liverpool disait dans son rapport : « Pendant 20 semaines, 10.000 personnes ont été sans travail. Liverpool est à la veille d'une banqueroute ou d'une révolution ». Un autre délégué de Liverpool, Smith, continua ces déclarations et ajouta : « Si la charte n'est pas accordée, elle sera conquise, s'il le faut, à la baïonnette ». Le délégué Aston déclara : « Northampton souffre de la dépression commerciale et on en est arrivé là-bas à cette conclusion, que seule la charte du peuple est capable de rétablir une situation normale... Les ouvriers sont décidés à conquérir la charte à tout prix ». Le délégué Tottersaal déclara : « La situation de la population de Bury est la plus effroyable qu'on puisse imaginer, le revenu des gens est si insignifiant qu'ils sont près de mourir de faim et cela les rend capables de tout. Tout le monde se rallie à la charte et on peut dire sans crainte d'être démenti que jamais la charte n'a déchainé autant d'enthousiasme qu'aujourd'hui ». Richard Marsden prononça ces paroles : « Il y a dix ans, la situation des ouvriers était mauvaise ; aujourd'hui, elle est dix fois pire ». Il fit un tableau effroyable de la misère dans le nord du Lancashire et cita quelques cas de personnes mortes de faim. Voici enfin les paroles prononcées par le délégué Bavingtone : « La misère et la détresse prennent des proportions effroyables ; jamais je n'ai vu les masses si énervées, le peuple si décidé à conquérir ses droits coûte que coûte (1). »

(1) Toutes ces dépositions sont empruntées au compte-rendu du congrès, publié dans le *Northern Star*, 1848, n° 546.

Les autres délégués de congrès parlèrent aussi sur le même ton. L'état d'esprit du congrès était tel que O'Brien, qui avait lui aussi un mandat, le résigna et expliqua en ses termes sa conduite devant ses électeurs : « Après avoir vu que le congrès était composé principalement de délégués venus de districts où la population est dans la plus effroyable situation — un grand nombre de personnes meurent littéralement de faim — après avoir entendu des délégués dire que beaucoup de leurs mandants ne gagnaient pas plus d'un penny par jour, que, dans d'autres contrées, des gens ayant de nombreuses charges de famille ne gagnaient pas plus de 4 ou 5 pence par jour, j'ai cru qu'un congrès élu dans ces conditions ne pouvait avoir le sang-froid nécessaire et ne pouvait conduire qu'à une collision entre le gouvernement et le peuple » (1).

On pourrait suspecter la véracité de ces dires, comme émanant de personnes naturellement disposées à peindre en noir la situation. Mais voici comment un journal conservateur, le « Times », nous présente cette situation.

Nous trouvons dans ce journal une lettre d'un ecclésiastique de Nottingham où il est dit : « A mon avis, une importante partie de la population de la ville meurt presque littéralement de faim... Un de mes assistants, qui était en Irlande pendant la famine des dernières années, prétend n'avoir jamais vu plus de misère qu'il n'en voit à Nottingham... Les ouvriers ont engagé ou vendu la plupart de leurs meubles et de leurs effets, et, quand j'ai demandé pourquoi il manquait tant d'enfants à l'école, on m'a répondu qu'ils n'avaient pas de quoi s'habiller pour y venir. » Un autre ecclésiastique écrit au *Times* : « A mon avis, pendant les dix-huit derniers mois, la moitié des ouvriers a tout juste eu de quoi ne pas mourir littéralement de faim... Je n'hésite pas à déclarer qu'un pareil état de choses doit pousser les ouvriers à s'associer à n'importe quel mouvement,

(1) *The Northern Star*, n° 547.

pourvu qu'on leur promette une amélioration de leur situation. » Un troisième ecclésiastique écrit : « Je puis dire sans hésiter qu'autant que je sache, la misère des basses classes est pire que jamais... Il n'y a pas de mots qui puissent dire toutes les privations, toute la misère, de l'heure présente. Nombre de gens meurent littéralement de faim. »

Dans le premier article du même numéro nous lisons : « Dans toutes les villes du royaume, l'arrêt de l'industrie est complet... Il n'y a rien de plus triste que les nouvelles qu'on nous transmet sur la situation de la population dans les villes du nord. C'est là-bas une misère générale que les ressources locales sont impuissantes à atténuer (1). »

Dans un leader-article du « Times », qui cite d'autres faits semblables nous trouvons une remarque très fine, que l'on peut considérer comme l'explication des mouvements populaires en Angleterre : « On peut considérer comme un axiome de la politique anglaise, que tout mouvement politique important parmi les masses populaires révèle un manque de travail. Tant que le peuple anglais a suffisamment de quoi faire, il ne s'occupe pas de politique, et cela dure jusqu'au moment où il a de nouveaux loisirs. Les ouvriers ne pensent à la politique que lorsqu'ils sont mal payés ou lorsqu'ils n'ont pas suffisamment de travail. » (2).

Le 10 avril, O'Connor présenta au Parlement la troisième pétition nationale des chartistes. On s'attendait à ce que la présentation fût accompagnée d'un cortège monstre composé de quelque cent mille personnes. Comme c'était l'année de la révolution de 1848, le gouvernement et les classes possédantes craignirent la répétition à Londres des événements de Paris. On prit les plus grandes mesures de prudence. La Tour fut gardée et occupée par la troupe ; on fit venir quelques batteries de Woolwich et on les plaça dans différents quartiers ; toute la garnison fut mobilisée et

(1) *Times*, 29 avril 1848.

(2) *Times*, 24 avril, 1848.

plus de 150.000 particuliers offrirent leurs services au gouvernement comme volontaires, pour rétablir l'ordre en cas de besoin.

Mais toutes ces mesures extraordinaires furent inutiles. Quelque 10.000 personnes seulement prirent part au cortège, le calme fut parfait et la troupe n'eut pas à intervenir. La pétition nationale demandant les 6 points de la charte du peuple fut présentée au Parlement par O'Connor, qui déclara que cette pétition portait 5.700.000 signatures. Ce nombre énorme inspira le respect même aux ennemis du mouvement. Mais le charme fut bientôt détruit. La pétition fut soumise à une commission spéciale, qui recompta les signatures et déclara qu'elles n'étaient qu'au nombre de 1.975.496 et que, parmi ce nombre, beaucoup étaient manifestement fictives. Une scène pénible se produisit au parlement : O'Connor fut accusé de mensonge, couvert d'insultes et, ce qui est encore pis, rendu ridicule aux yeux du pays. C'est ainsi que se termina, au milieu d'un éclat de rire général, le dernier effort du chartisme.

A partir du 10 avril, le chartisme disparaît de la scène politique. Les meetings chartistes continuèrent, tant que dura le chômage ; mais tout le monde comprenait que le chartisme n'avait plus aucune importance politique.

CHAPITRE III

LA FAMINE DE COTON

L'importance de la famine de coton pour les fabricants et les ouvriers. — Le chômage. — La lutte des ouvriers contre le travail obligatoire. — Les débats au Parlement. — L'attitude de Bright. — L'indifférence des fabricants à l'égard des souffrances de la classe ouvrière. — La défense des intérêts des fabricants par Cobden. — Les mesures prises par le gouvernement et par les classes possédantes pour atténuer la misère. — Le discours de Gladstone. — Les troubles ouvriers à Staleybridge et dans d'autres villes. — Le mouvement en faveur de l'émigration. — L'opposition opiniâtre des fabricants contre ce mouvement. — Les travaux publics. — Les conséquences de la famine de coton.

La famine de coton des années *soixante* que nous avons signalée dans la première partie de ce livre, ne provoqua pas un arrêt général de l'industrie anglaise. Comme nous l'avons déjà dit, les fabricants et les négociants non seulement ne souffrirent pas de la famine de coton, qui, semblait-il, eût dû les atteindre au premier chef, mais ils gagnèrent même à cette situation. Seuls, les petits fabricants furent ruinés par la crise ; la plupart d'entre eux ne survécurent pas. Par contre, la famine de coton enrichit les grands fabricants. Vers le milieu de 1861, des quantités très considérables de coton s'étaient accumulées en Angleterre. L'importation venant à être suspendue, les prix subirent

une hausse extraordinaire. D'après quelques évaluations, les fabricants et les négociants anglais auraient (par suite de la hausse des prix) gagné sur le coton brut plus de 19 millions et sur les tissus de coton plus de 16 millions de livres sterling, ce qui donne un bénéfice total de plus de 35 millions de livres sterling. Voilà la somme énorme que les capitalistes du Lancashire ont empochée pendant les deux premières années de la famine de coton. Arnold, l'historien de cette famine, qui n'est pas le moins du monde hostile aux fabricants, remarque à cette occasion : « 36 millions de gagnés ! Même en admettant que la production des deux dernières années (ceci est écrit en 1864) n'ait donné aucun bénéfice, — et cette hypothèse est absolument ridicule, — les industriels peuvent encore se consoler de la réduction de la production, puisqu'ils y ont gagné cette richesse inattendue » (1).

De nombreux capitalistes du Lancashire non seulement donc n'ont pas souffert de la famine de coton, mais ils y ont même beaucoup gagné. Qui a été lésé par cette famine ? Surtout les ouvriers. Les ouvriers du Lancashire étaient à l'époque, tout comme aujourd'hui, en tête de la classe ouvrière anglaise. Ils avaient les meilleurs salaires et étaient, de tous les ouvriers, les plus intelligents et les mieux organisés. Ils avaient déjà obtenu que les conditions de travail, de salaire, de longueur de la journée, etc., soient fixées à la suite d'une entente collective avec les entrepreneurs. Beaucoup d'entre eux avaient des économies à la

(1) R. ARNOLD, *The History of the Cotton Famine*, Londres, 1864, p. 83. L'enrichissement considérable des grands capitalistes du Lancashire par suite de la famine de coton est encore confirmé par d'autres. « Voici qui est aussi sûr qu'un axiome de mathématiques, dit W. Torrens. La fermeture subite des ports américains s'est trouvée être un gain considérable pour les gros capitalistes du Lancashire, car elle a doublé la valeur des quantités énormes de coton dont ils disposaient. » W. T. Torrens, *Lancashires Lesson*, Londres, 1864.

caisse d'épargne, certains, en assez grand nombre, avaient leur cottage à eux. La proportion des indigents était, dans le Lancashire, bien moins considérable que dans le reste du royaume. Indépendants et fiers, les ouvriers du Lancashire dédaignaient l'assistance de l'Etat, et beaucoup préféraient souffrir qu'accepter un secours du bureau de bienfaisance.

C'est cette catégorie d'ouvriers qui allait, pour quelques années, perdre tous moyens d'existence. A partir de l'automne 1861, le nombre des chômeurs s'accrût dans les districts de l'industrie cotonnière. Pendant les premiers temps, le bureau de bienfaisance fut le seul recours. Le 11 novembre, le président des services d'assistance, Villiers, adressa une circulaire aux bureaux de bienfaisance locaux, pour leur signaler la nécessité de prendre des mesures extraordinaires. Aussi, dès la fin de l'année, des comités privés commencèrent à se former, pour venir en aide aux nécessiteux.

A partir de janvier 1862, le chômage prit des proportions menaçantes, surtout dans les petites villes du Lancashire, dont la population vivait presque exclusivement du travail dans les manufactures de coton. Dans presque toutes ces petites villes se formèrent des comités d'assistance locaux, qui venaient en aide aux ouvriers soit par des secours en argent, soit par des bons avec lesquels on pouvait se rendre dans les magasins et demander les marchandises désirées.

Au printemps de 1862, la réduction de la production était telle, qu'au mois d'avril, par exemple, à Manchester, sur les 47.504 ouvriers occupés dans les fabriques de la ville, 23.722 seulement travaillaient normalement; 15.393 ne travaillaient que partiellement et 8.369 étaient réduits au chômage complet. A Blackburn et dans les environs, 16 fabriques seulement sur 154 travaillaient normalement, 23 avaient complètement cessé de travailler; sur 40.000 ouvriers 8.459 étaient absolument sans travail et la grande

majorité des autres ne travaillaient que de 2 à 4 jours par semaine (1).

Les secours qu'on pouvait réunir sur place étaient insuffisants. Quelques journaux de Londres, et en particulier le *Times*, prirent l'initiative d'un mouvement en faveur d'une organisation nationale de l'assistance aux chômeurs. A partir du printemps 1862, le *Times* publia une série d'articles signés : « A Lancashire lad ». L'auteur de ces articles, un nommé Whittaker, y peignait la détresse du Lancashire dans une langue vivante et dépourvue d'artifices. Ces lettres firent sur le public une grande impression et les dons affluèrent rapidement. Sous l'influence immédiate de ces lettres, il se forma, à la fin du mois d'avril, sous la présidence du lord-maire, un comité central pour venir en aide aux ouvriers dans le besoin (*The Lancashire and Cheshire Operatives Relief Fund*). Voici comment, par exemple, Whittaker dépeint la misère du Lancashire dans une lettre au lord-maire. « Il est dur de voir le logement des gens que l'on connaît et estime, bien que ce ne soient que de simples ouvriers, absolument dénudé et sans meubles, de voir comment on prend l'un après l'autre les livres et les gravures aimées, pour les porter dans la première boutique venue et acheter des aliments de mauvaise qualité. Mais ce n'est pas encore le pire. Dans beaucoup de cottages, il n'y a plus rien à vendre; nos mères et nos sœurs doivent aller mendier et, souvent, frapper à des portes derrière lesquelles s'abrite autant de misère que chez elles. Quant à nos pères et à nos frères, ils s'estiment heureux s'ils parviennent, en cassant des pierres ou en balayant les rues, à gagner un ou deux shillings par jour... Je n'ai pas la force de décrire tout ce que je vois comme je le voudrais. Ce que je vois et entends est indescriptible. C'est la misère, la misère extrême, qu'il faut secourir à tout prix (1). »

(1) *The Manchester Guardian*, 9 avril 1862.

(2) *Loc. cit.*, 28 avril 1862.

Le comité présidé par le lord-maire fut la caisse centrale qui recueillit les souscriptions de tout le royaume. Quelques jours après, un comité semblable se constituait à Manchester sous la présidence du maire (Manchester Central Relief Committee).

Au même moment commençait un mouvement énergique des ouvriers contre les procédés de l'assistance publique. Les ouvriers des fabriques n'avaient, par leurs habitudes, leur genre de vie, rien de commun avec la clientèle ordinaire des maisons de travail. Habités au travail à la machine, qui demandait moins d'effort musculaire que d'attention concentrée, ils se trouvèrent incapables d'exécuter les grossiers et rudes travaux (par exemple, casser des pierres avec de lourds marteaux) que leur imposait l'administration. Il n'y a pas lieu de s'étonner qu'ils aient entamé une lutte opiniâtre contre l'assistance publique.

A la fin d'avril, les sans-travail organisèrent à Manchester un grand meeting, auquel assistèrent 2.000 à 3.000 ouvriers pour protester contre le *labour test*, le travail obligatoire imposé par les autorités locales (1). Des réunions analogues eurent lieu également dans d'autres villes du Lancashire. C'est ainsi qu'à Staleybridge, plus de 3.000 ouvriers réunis dans un meeting décidèrent à l'unanimité d'adresser une pétition au gouvernement pour demander la suppression du travail obligatoire. Une délégation des représentants du Lancashire au Parlement s'adressa à Villiers pour lui demander de modifier les procédés d'assistance. Villiers répondit évasivement et ne promit rien de précis.

Au mois de mai, la question de l'assistance aux ouvriers du Lancashire fut soulevée au Parlement. Dans la séance du 9 mai, A. Egerton, le représentant du sud du Lancashire, appela l'attention du Parlement sur la détresse de ce comté. Il exposa que le nombre des sans-travail atteignait 58.000 et qu'un nombre bien plus grand d'ouvriers n'étaient que

(1) *Manchester Guardian*, 28 avril 1862.

partiellement occupés. Les ouvriers étaient chaque jour plus mécontents des dures conditions auxquelles les autorités locales subordonnaient la distribution des secours. En présence de ces faits, ils considéraient comme nécessaire de demander au directeur de l'assistance publique, Villiers, si le gouvernement ne croyait pas devoir apporter à ces conditions des adoucissements. Le représentant du nord du Lancashire, Potter, prétendit que le nombre des chômeurs était bien plus considérable et qu'il atteignait 100.000. L'arrêt de la production manufacturière n'atteignait pas seulement les ouvriers, mais encore beaucoup d'autres classes de la population. Ainsi, la plupart des petits commerçants étaient menacés d'une ruine complète. Villiers déclara, au nom du gouvernement, que les autorités locales avaient tous pouvoirs pour adoucir les conditions de l'allocation des secours, qu'aucun changement n'était nécessaire dans la méthode suivie par l'administration de l'assistance publique et que le gouvernement approuvait parfaitement la conduite des autorités locales.

Très caractéristique pour le radicalisme bourgeois anglais est l'attitude prise dans cette question par le célèbre Bright. Bright s'efforça avant tout d'atténuer l'impression de l'étendue de la détresse. A son avis, la misère avait été bien plus grande avec les lois sur les céréales, après 1840. Il défendit énergiquement les autorités locales, qui, d'après ses dires, jouissaient de l'entière confiance de leurs électeurs contribuables et qui avaient la plus grande compétence pour employer les sommes fournies par les habitants de l'endroit. Selon Bright, « le gouvernement agirait avec une vraie sagesse et sa conduite répondrait aux exigences de l'humanité s'il s'immisçait le moins possible dans le mode adopté par les autorités locales pour la distribution des sommes à elles confiées ».

Bright voyait de très mauvais œil l'organisation nationale des secours aux travailleurs. Il n'était pas partisan de mesures prises sur une grande échelle, telles que la formation

d'un comité central à Londres ou l'immixtion du gouvernement dans le travail des autorités locales, qui ne feraient qu'accroître le paupérisme dans le Lancashire et entraîner à tous les points de vue des conséquences très fâcheuses. S'il y avait dans le royaume des personnes désireuses de venir en aide aux nécessiteux, elles n'avaient qu'à envoyer, sans aucun tapage, ce qu'elles pouvaient donner, là où régnait la misère, sans constituer d'énormes fonds nationaux.

Hibbert, le député d'Oldham, plaida avec énergie pour la suppression du *labour test*. De même, le député de Manchester, Bazley, demanda une moins grande rigueur dans l'application de la loi sur les pauvres.

Comme toujours, les tories, les représentants des intérêts des propriétaires terriens, prêtèrent aux plaintes des ouvriers une oreille bien plus attentive que les fabricants libéraux. Quelques jours plus tard (le 12 mai), cette même question des mesures à prendre pour venir en aide aux ouvriers du Lancashire était discutée à la Chambre des lords et la revendication principale des ouvriers, la suppression du travail obligatoire, trouvait d'ardents défenseurs parmi les nobles, membres de cette Chambre. Voici ce que déclara le comte Shaftesbury : « Je veux bien qu'on impose le travail obligatoire à ceux qui chôment par paresse et parce qu'ils ne veulent pas travailler. Mais il ne faut pas oublier que ce n'est pas par leur faute que les ouvriers se trouvent dans la dernière des misères. Ils voulaient travailler et, dans la situation actuelle du commerce, où l'absence de travail les contraint à tendre la main, il est cruel et injuste de leur imposer un travail obligatoire. Cela est surtout cruel et injuste pour les ouvriers de l'industrie cotonnière, auxquels on demande à l'usine un travail délicat, un travail que ne peuvent exécuter des mains durcies par de grossiers travaux de manœuvres. Contraindre ces gens à casser des pierres, ce n'est pas seulement les faire souffrir inutilement, c'est souvent les mettre hors d'état de gagner leur vie quand le commerce aura repris. De même, c'est jouer avec la santé

d'un homme que de le contraindre, lui qui n'était habitué qu'à la chaude atmosphère d'une manufacture, à travailler en plein air, souvent sous une pluie battante ».

La réponse du gouvernement fut donnée par Granville. Il déclara que les autorités locales avaient le droit, quand bon leur semblait, de venir en aide sans exiger le travail obligatoire, et que le gouvernement entendait leur laisser pleine liberté d'action (1).

Ces débats déterminèrent le gouvernement à confier à un des plus hauts fonctionnaires de l'assistance publique, Farnall, la mission de contrôler les faits et gestes des bureaux de bienfaisance et à lui donner des pouvoirs très étendus. Les ouvriers étaient extrêmement mécontents des procédés des autorités locales. A Blackburn, 1.000 ouvriers environ, occupés dans la maison de travail à casser des pierres, refusèrent résolument de continuer à travailler, et ils ne reprirent le travail qu'après avoir obtenu les concessions demandées (2). Les meetings de protestation contre le travail obligatoire se poursuivirent dans toutes les villes importantes du Lancashire. La mission de Farnall était de déterminer les autorités locales à rendre plus faciles, tout en respectant la loi sur les pauvres, les conditions d'obtention des secours. Ses efforts furent couronnés d'un certain succès, beaucoup de choses furent supprimées qui avaient suscité le mécontentement des ouvriers.

Pendant l'été, la détresse s'accrut. En juillet, sur les 355.000 ouvriers du Lancashire et du Cheshire occupés dans l'industrie textile, 80.000 étaient absolument sans travail et la plupart des autres ne travaillaient pas normalement. Mais les dons affluèrent de tous les points du royaume et il n'y eut pas, à proprement parler, de famine. La population ouvrière ne fit que perdre brusquement son bien-être habituel et déchoir au rang des indigents ; elle n'eut pas à souffrir de la faim. Ainsi s'explique ce fait, surprenant à

(1) HANSARD, *Parliamentary Debates*, vol. CLXVI.

(2) *Manchester Weekly Times*, 7 juin 1862.

première vue, que la famine de coton n'ait que très peu influé sur la mortalité (voir le tableau de la page 318), les ouvriers n'étant pas de ces gens qui peuvent mourir de faim et ne pas bouger. Le gouvernement et l'opinion publique ne craignaient rien tant que les désordres ouvriers. Lorsque les ouvriers se tenaient tranquilles, le gouvernement faisait tous ses efforts pour écarter toutes les causes de troubles. Dans beaucoup de villes du Lancashire, les autorités se mirent à accorder des secours sans imposer le travail obligatoire. Tous les éloges que la presse bourgeoise, les réunions publiques, et le Parlement décernaient à l'envi au « calme viril » des ouvriers, laissaient clairement percevoir une peur intense : tous savaient que ce calme ne pouvait s'acheter que par l'amélioration du sort des ouvriers.

Il est curieux de constater que les fabricants étaient les moins empressés à faire des sacrifices pour les ouvriers. Les journaux conservateurs ne cessaient de se plaindre de l'indifférence des « rois du coton » à l'égard des souffrances de ceux là même qui avaient fait leur richesse. Et, en effet, les fabricants du Lancashire manifestèrent une indifférence surprenante à l'égard du mouvement qui avait pour but de venir en aide aux ouvriers nécessiteux et qui gagna toute l'Angleterre, voire même de nombreuses colonies anglaises. C'est ainsi qu'Arnold déclare : « Les fabricants ne se sont pas montrés disposés à prendre part aux souscriptions en faveur des malheureux. La moitié des journaux du royaume... les a conjurés de considérer les misères autour d'eux, elle leur a rappelé leur devoir. Mais la persuasion a été tout aussi vaine que la raillerie. On peut dire que le manque de matières premières, qui a plongé les ouvriers dans la misère, a enrichi les capitalistes. Mais, comme toujours, ceux qui avaient gagné dans l'occurrence montrèrent peu de sympathie pour ceux qui en souffraient. » Arnold en conclut que « l'esprit de commerce » tue la générosité (1).

(1) ARNOLD, 263-264.

Ce n'est pourtant évidemment pas l'« esprit de commerce » qui est ici en question : les nobles lords, qui sont si éloignés du monde commercial, ont montré dans des circonstances analogues la même indifférence à l'égard de leurs fermiers et de leurs ouvriers.

Il est certes indéniable que l'attitude des fabricants du Lancashire à l'égard de leurs ouvriers fut d'une indifférence extrême. Les journaux conservateurs profitèrent de l'occasion pour dire qu'ils étaient indignés de la cruauté dont faisaient preuve les représentants du capitalisme industriel et commercial. C'est ainsi que nous lisons dans le *Times* ces lignes réellement éloqu岸tes : « Le coton n'arrive pas, il n'y a pas de travail, les ouvriers meurent de faim ; et quand il y a quelqu'un dans le monde qui est indifférent à tout cela, qui ne souffle mot, qui ne donne pas signe de vie, ce quelqu'un est le fabricant. Les fabricants sont aussi inactifs que leurs machines, aussi froids que leurs chaudières, ou bien ils sont absents, partis on ne sait où. Toujours est-il qu'aucune aide ne vient d'eux... Les lords du coton ont disparu avec leur coton. » (1)

En présence des progrès de la détresse, le gouvernement finit par sortir de son attitude passive à l'égard des souffrances des masses ouvrières. Le 22 juin, Villiers présenta un bill qui autorisait tous les districts et tous les bureaux de bienfaisance, partout où on avait souffert de la famine de coton, à grouper toutes les sommes destinées à l'assistance pour tous les bureaux de bienfaisance d'un même district ou même pour tous les districts d'un comté. De cette façon, on pourrait répartir plus également la charge des dépenses d'assistance entre toutes les paroisses et tous les districts.

L'attitude des fabricants du Lancashire et de leurs amis du Parlement en présence de ce projet de loi est très caractéristique. Cobden critiqua àprement le bill qui n'améliorait

(1) Cité par ARNOLD, 200.

pas la situation des contribuables du Lancashire. Aux dires de Cobden, les fabricants pliaient sous le poids toujours plus lourd des dépenses d'assistance, car leurs fabriques étaient fermées. A l'entendre, les vrais martyrs n'étaient autres que les fabricants... « La plupart des manufactures de coton, déclara-t-il, appartiennent à des gens dont le capital est relativement modeste. On peut compter sur les doigts les grands fabricants, mais ceux qui luttent avec opiniâtreté, qui, par leur esprit d'économie et d'initiative, par l'emploi de nouvelles machines et l'accroissement de la productivité de leurs fabriques, ont fait la force et la grandeur de ce royaume, ceux-là sont des milliers... Le Parlement doit tout faire pour empêcher la ruine de ces gens, car c'est d'eux que dépend le retour de la prospérité : ce retour ne sera possible que s'ils sont encore en mesure de donner du travail aux ouvriers. Or, quelle mesure serait plus propre à anéantir cette classe de la population que la mesure proposée par le gouvernement ? »

Cobden proposait donc de demander les sommes nécessaires pour soulager la misère à un emprunt public. De cette façon, la charge de l'assistance aux chômeurs pèserait moins lourdement sur les fabricants. D'autres représentants du Lancashire se prononcèrent dans le même sens. Quelques-uns demandèrent même l'assistance nationale pour les ouvriers du Lancashire.

Lord Palmerstone caractérisa en termes très justes, lors de la troisième lecture du bill, le 30 juillet, la vraie tendance de toutes ces motions : « En réalité, déclara-t-il aux adversaires de la loi, vous voulez enlever le fardeau aux riches et en charger les pauvres... Dans ces comtés (le Lancashire et le Cheshire), il y a de richissimes capitalistes et quelques-uns d'entre eux (je suis obligé de le constater à regret) vendent et exportent, alors que la population meurt de faim devant leurs portes et qu'on prévoit pour l'avenir des souffrances pires encore, les matières premières qui devraient leur permettre de continuer le travail dans les manufactures

et de donner du pain aux ouvriers. Tous ces gens-là ne doivent-ils avoir leur part dans les dépenses d'assistance ? Pourquoi ne contribueraient-ils pas au soulagement des misères qu'ils ont sous les yeux, s'ils en ont les moyens ? Et ce ne sont pas seulement ces fabricants qui ont fait des fortunes colossales ; tous les propriétaires de ces districts ont beaucoup gagné au développement de l'industrie cotonnière dans le comté et il n'est que juste que l'assistance aux chômeurs incombe à l'ensemble du comté... A mon avis, il faut couvrir les dépenses courantes du comté par des recettes courantes, au lieu d'introduire dans les lois d'assistance un nouveau principe d'emprunt pour les dépenses courantes. »

Malgré tout, l'opposition des fabricants du Lancashire fut si violente que le gouvernement dut céder et que le bill ne fut adopté qu'avec des modifications essentielles : les districts avaient le droit de couvrir les dépenses d'assistance par un emprunt, quand ces dépenses atteignaient une certaine somme. La victoire était aux fabricants.

Pendant ce temps, les ouvriers de Manchester poursuivaient leur lutte opiniâtre contre les autorités locales, au sujet du travail obligatoire. Dans d'autres villes du Lancashire, les autorités avaient depuis longtemps cédé, mais celles de Manchester ne voulaient pas abandonner leur méthode d'assistance. Au mois d'août eurent lieu quelques grands meetings ouvriers où fut faite la proposition (acceptée plus tard par nombre de villes et, entre autres, par Manchester) de remplacer le travail obligatoire par des cours d'adultes pour les ouvriers. Les ouvriers occupés dans les fermes et les maisons de travail de l'assistance publique, organisèrent des manifestations, des cortèges à travers la ville, mais sans que l'ordre fût aucunement troublé. Une déléation d'ouvriers fut chargée de porter au gouvernement une pétition demandant quelque adoucissement aux conditions d'assistance. La déléation fut très aimablement reçue par le premier ministre et par quelques membres du

gouvernement, mais elle n'obtint aucun résultat précis.

Les meetings de protestation contre le travail obligatoire se poursuivirent pendant tout l'automne de 1862. Peu à peu, elles prirent un caractère menaçant. Dans un meeting qui eut lieu le 10 octobre à Manchester et auquel assistaient quelques milliers d'ouvriers, un ordre du jour fut adopté, qui demandait la suppression complète et immédiate du travail obligatoire et la distribution des secours en argent et non, comme on faisait jusqu'alors, mi-partie en argent, mi-partie en aliments.

Finalement, l'agitation arriva à ses fins. Un des points qui avaient le plus contribué au mécontentement des ouvriers, la distribution des secours mi-partie en argent, mi-partie en objets de consommation, reçut une solution favorable, par décision de l'administration centrale de l'assistance publique. A partir de novembre, les autorités de Manchester, conformément aux revendications des ouvriers, se mirent à remplacer le travail obligatoire par des cours d'adultes dans des écoles spécialement construites à cet effet. Les ouvriers y apprenaient à lire, à écrire et à compter. Les ouvrières y apprenaient à coudre ; l'organisation de ces écoles de couture fut, à n'en pas douter, une idée très heureuse. Elles rendirent à la population un grand service et se multiplièrent rapidement dans tout le Lancashire. Il est très intéressant de constater, et c'est un fait très caractéristique pour les conditions d'existence de l'ouvrier anglais, qu'une partie considérable des ouvrières, — d'après l'inspecteur des fabriques Redgrave, environ un tiers, — ne savaient pas du tout coudre. C'était la première fois de leur vie qu'elles prenaient une aiguille à la main et elles ne savaient pas tout d'abord le moins du monde comment s'en servir ; elles poussaient l'aiguille à travers le tissu en pressant sur la table. Beaucoup de mères de famille n'avaient jamais eu affaire à une aiguille. En peu de temps, elles apprirent à coudre et, naturellement, cet art très simple leur rendit de grands services dans leur ménage.

Jusqu'à la fin de 1862, le chômage s'étendit et, il s'en suivit une augmentation du nombre des personnes assistées soit par les bureaux de bienfaisance, soit par les comités privés. Malgré le chômage et bien que toutes les économies de la classe ouvrière fussent à ce moment complètement épuisées, tous les nécessiteux reçurent un secours, infime sans doute, mais qui pourtant leur suffisait pour ne pas souffrir de la faim. L'influence relativement peu considérable de la famine de coton sur la mortalité dans le Lancashire prouve bien qu'il ne pouvait être question de « faim » au sens littéral du mot. Il est intéressant de constater que les périodes de dépression commerciale précédente, — les années 1842, 1847 et 1857, — s'accompagnèrent d'une bien plus grande mortalité, bien que le chômage de 1862 ait eu des proportions inouïes. Mais cette extension extraordinaire du chômage fut précisément la cause de mesures extraordinaires. Ces mesures, comme on a pu le voir, ne furent obtenues que grâce à la résolution prise par les ouvriers du Lancashire de ne garder le calme et ne respecter la propriété qu'autant que les classes possédantes feraient leur possible pour leur venir en aide pendant la durée du chômage.

L'historien de la famine de coton, Arnold, regrette que les ouvriers aient semblé croire qu'ils avaient un droit à une pension de l'Etat pendant toute la durée de la famine de coton (1). Sans doute, les ouvriers ne considéraient pas le secours dont ils bénéficiaient comme une aumône, mais bien comme leur droit, qu'ils étaient prêts à défendre. Ils ne se considéraient pas comme des indigents et ils émettaient la prétention de ne pas être considérés comme tels. Et ce n'est qu'à cette attitude qu'ils durent de ne pas avoir à souffrir de la faim. Leur calme, tant vanté de toutes parts, n'était rien moins que de l'apathie ou de la résignation désespérée, prête à tout supporter. Au contraire, sous ce

(1) ARNOLD, 197.

calme on sentait la ferme résolution de défendre par tous les moyens leur droit à une vie acceptable, de lutter s'il le fallait pour leur dignité, pour leur liberté, pour leur indépendance.

Au mois de décembre 1862, le chômage atteignit son maximum pour toute la période que nous considérons. Au 6 décembre, dans le Lancashire et le Cheshire, 271.983 personnes des deux sexes recevaient un secours de l'assistance publique et 236.310 personnes étaient secourues par des comités privés disséminés dans toute la contrée (le nombre total de ces comités était de 170). Pendant l'année 1862, la proportion des indigents dans la population des districts industriels passa de 2,9 0/0 à 13,7 0/0. Mais, dans certains districts, cette proportion était encore bien plus forte. C'est ainsi qu'elle atteignait dans quelques villes, à la fin novembre, les chiffres suivants : à Ashton s/Lyne 25 0/0, à Preston 20 0/0, à Manchester 20 0/0, à Blackburn 19 0/0, etc. (1). Sur les 270.000 ouvriers secourus par l'assistance publique, 12.527 seulement travaillaient dans des maisons de travail.

D'après les calculs de Farnall, la population des districts qui ont souffert de la famine de coton était de 1.984.955; sur cette population 533.959 personnes travaillaient dans les manufactures de coton ou dans des manufactures se rattachant d'une façon ou d'une autre à l'industrie cotonnière. A la fin de janvier, 247.230 de ces ouvriers étaient absolument sans travail, 165.600 n'avaient qu'un travail partiel et 121.129 seulement travaillaient normalement (2).

Le chômage permit aux fabricants d'abaisser les salaires de 10 à 20 0/0.

A partir de la fin de 1862 se dessine un mouvement

(1) *Report on Agencies and Methods for Dealing with the Unemployed*. Londres, 1893, p. 390.

(2) FARNALL, *Report* du 21 janvier 1863, dans *Annual Report Poor Law Com.*, p. 55-56.

parmi les ouvriers, qui fut pour les fabricants la cause de beaucoup de frayeur et de grandes colères. L'intention des ouvriers n'était ni plus ni moins que de partir ! Oui, partir, quitter la patrie ingrate et se soustraire ainsi à toutes les épreuves dont on ne pouvait prévoir la fin. C'est avec une grande inquiétude que les fabricants du Lancashire apprirent par les rapports officiels qu'en 1862 le nombre des émigrants qui s'étaient embarqués à Liverpool avait considérablement augmenté. Et, par surcroît, ceux qui émigraient étaient précisément les meilleurs ouvriers, les contremaîtres, les fileurs, qui avaient eu autrefois des salaires élevés et dont les capacités techniques étaient très grandes. Une perspective désagréable se découvrait aux fabricants ; si les ouvriers du Lancashire allaient vraiment émigrer en masse ? Qui travaillerait ensuite dans les fabriques ? Le travail des manufactures de coton exige un long apprentissage et une grande habileté. Les ouvriers du Lancashire avaient, pendant toute une suite de générations, acquis cette habileté. C'étaient des spécialistes, des virtuoses de leur métier. Sans eux, les machines à filer et à tisser seraient des masses aussi inertes d'acier et de fer que les chaudières sans charbon.

En attendant, le mouvement d'émigration recevait un appui inattendu. Les colonies australiennes montraient le plus grand empressement à recueillir les ouvriers du Lancashire, si malheureux dans leur patrie. En janvier, la province de Canterbury dans la Nouvelle-Zélande vota une somme de 10.000 livres sterling pour favoriser l'émigration chez elle des ouvriers anglais nécessiteux. Dans toute une série de meetings, les ouvriers adoptèrent à l'unanimité des ordres du jour en faveur de l'émigration en masse. Un meeting particulièrement important fut organisé à Blackburn, le 27 janvier, sous la présidence de l'aldermann de Blackburn, Cunningham. « Le gouvernement mérite un blâme, dit un des orateurs, parce qu'il n'a pas du tout appuyé les efforts faits par l'aristocratie et les propriétaires terriens.

pour améliorer la situation de ceux qui ont souffert de la crise cotonnière. Le gouvernement n'a rien fait pour venir en aide aux milliers de travailleurs qui vivent de la charité privée. C'est le devoir du gouvernement, dans les périodes de grande misère, telle que celle que nous traversons, de prendre soin de la population, de s'occuper même, si on ne pouvait faire autrement, de l'émigration de tous les ouvriers en surnombre vers les colonies où ils pourraient trouver du travail. »

A l'unanimité, on adopta l'ordre du jour suivant : « Tout en reconnaissant les louables efforts de ceux qui ont contribué à venir en aide aux chômeurs, les assistants se croient obligés, par suite de la situation défavorable de la plus importante branche de l'industrie locale, de rechercher tous les moyens de nature à permettre l'émigration d'un nombre considérable d'ouvriers en surnombre du district ; ils considèrent que c'est la méthode la plus efficace pour améliorer la situation des ouvriers, de même que pour diminuer les impôts et les dépenses des comités de secours (1). »

En même temps, le meeting s'adressait au comité de Londres et lui demandait d'organiser l'émigration des ouvriers du Lancashire aux États-Unis. Les membres du meeting estimaient qu'il était possible d'organiser en six mois l'émigration de 10.000 familles ouvrières.

Mais, pour émigrer, il fallait de l'argent et, complètement ruinés, les ouvriers du Lancashire n'en avaient pas. Pour que l'émigration s'effectuât sur une vaste échelle, il fallait que des ressources fussent mises à la disposition du mouvement. Il n'était pas, semble-t-il, difficile, avec les sommes énormes réunies pour les ouvriers du Lancashire (pendant toute la durée de la « famine » on recueillit environ 2 millions de livres sterling) de constituer un fonds d'émigration. Comme les gouvernements des colonies se chargeaient d'une part considérable des frais, une somme de

(1) *Manchester Examiner and Times*, 28 janvier 1863.

quelques livres par personne suffisait pour permettre aux ouvriers d'émigrer. L'entretien des chômeurs aux frais de tous revenait bien plus cher. Et il n'est pas douteux que si l'assistance publique et les comités de bienfaiteurs avaient été guidés dans cet affaire par des considérations d'ordre purement pécuniaire, ils eussent fait bon accueil à ce moyen de se débarrasser de la charge créée par l'entretien des chômeurs.

Quant aux ouvriers, ils ne désireraient rien mieux. L'organisation de l'émigration sur une grande échelle aurait dû, semble-t-il, s'effectuer facilement. Il n'en fut pourtant rien. Malgré l'agitation toujours croissante des ouvriers en faveur de l'émigration, le gouvernement et les comités de bienfaisance privée firent la sourde oreille. Si l'émigration était pour les ouvriers la meilleure façon de sortir d'une situation intolérable, elle était ce que les capitalistes avaient à craindre de pire. En présence de la poussée ouvrière, les fabricants étaient résolus à faire tout leur possible pour empêcher l'émigration.

Dans une lettre adressée à la rédaction du « Manchester Daily Examiner » (en date de 6 février 1863), le secrétaire de la « Cotton Supply Association », Haywood, estime que l'émigration de 50,000 ouvriers du coton équivaldrait pour l'« industrie » et pour le pays tout entier à une perte annuelle de 4 millions de livres sterling. « Il y a deux ans, continue Haywood, le manque d'ouvriers se faisait déjà sentir dans les manufactures. Aussitôt la guerre américaine terminée, tous les fuseaux et tous les métiers se remettront en mouvement ; et une émigration, même partielle, amènerait une insuffisance de travailleurs. » Il serait bien plus avantageux pour la nation d'entretenir pendant trois ans tous les ouvriers aux frais de tous que de leur donner les moyens d'émigrer. « Favoriser l'émigration des ouvriers, et en particulier des fileurs, serait faire une politique de suicide. L'émigration d'un seul fileur prive dix ouvriers de travail. Il est bien plus difficile de former un bon fileur à la machine que n'importe quel autre ouvrier. »

Arnold, que nous avons déjà cité, s'indigne de l'inconscience des ouvriers, qui espèrent voir les comités de bienfaisance locaux (c'est-à-dire les fabricants) encourager l'émigration.

« Attendre que le fabricant du Lancashire prête la main à l'émigration des ouvriers qui constituent une partie du capital placé dans ses manufactures, voilà qui est le comble de la sottise. De même que Pharaon, il serait plutôt prêt à tous les sacrifices qu'à laisser partir son peuple ; il fournirait plutôt la somme entière qu'exige l'entretien des chômeurs ; il préférerait payer trois et quatre fois plus d'impôts pour l'assistance aux indigents ; il préférerait acheter du coton à n'importe quel prix pour donner du travail aux ouvriers » (1).

On ne fut d'ailleurs pas dans la nécessité d'avoir à recourir à des mesures aussi extrêmes. L'émigration en masse était impossible sans secours étranger et le porte-monnaie était aux mains des fabricants ; on n'avait qu'à le tenir fermé et tout était fait.

Toutes les tentatives faites par les ouvriers pour obtenir des comités locaux l'argent nécessaire à l'émigration furent vaines. Les comités privés refusèrent résolument de favoriser, par quelque moyen que ce fût, l'émigration. L'assistance publique montra tout aussi peu d'empressement à apporter son aide, bien que la loi permit d'accorder aux indigents dont l'intention était d'émigrer, une allocation de 10 livres par tête.

Malgré tout, l'agitation en faveur de l'émigration croisait de jour en jour. Les ouvriers organisaient des meetings et adressaient des pétitions au gouvernement. Le mouvement reçut quelque appui des colonies ; à la Nouvelle Zélande se joignirent les Etats de Victoria et de Queensland ; chacune de ces colonies vota 50.000 livres sterling. Les agents coloniaux essayèrent plusieurs fois de déterminer le

(1) ARNOLD, 343-344.

Manchester Central Executive Comitee à disposer d'une partie de ses ressources en faveur de l'émigration. Le comité s'y refusa énergiquement ; il savait, comme le fait remarquer Arnold, « qu'en y consentant, il allait à l'encontre des désirs de presque tous les souscripteurs de la ville » (1).

En attendant, l'attitude des ouvriers commençait à devenir moins bonne. On avait trop loué leur bon sens et leur calme. A la fin de mars 1863, des désordres sérieux se produisirent dans toute une série de petites villes industrielles du Lancashire. Les désordres commencèrent à Staleybridge et furent provoqués par la réduction du secours hebdomadaire alloué par le comité de bienfaisance local, de 3 shillings 4 par tête à 3 shillings et par le versement en objets de consommation de ce secours jusque-là versé en argent. Les bénéficiaires des secours se refusèrent énergiquement de les accepter avec cette réduction, ils descendirent dans la rue, poursuivirent la police et pillèrent les bureaux du comité. Les maisons où habitaient les membres du comité durent subir un vrai bombardement de pierres. La foule s'empara de toute la ville et pilla des magasins, principalement les magasins de comestibles. Vers le soir, on fit venir des troupes, mais en nombre insuffisant. Les désordres se renouvelèrent les jours suivants ; ils consistèrent surtout dans le pillage des magasins. Ce n'est qu'à l'arrivée des renforts que l'on parvint, après quelques charges de cavalerie, à nettoyer les rues de la ville et à rétablir le calme.

Des désordres analogues se produisirent dans d'autres villes. La foule pilla les magasins et jeta des pierres à la police. Le mouvement n'était pas organisé et il était sans but précis (ce n'est qu'à Staleybridge qu'ils eurent un caractère de protestation contre les agissements du comité de bienfaisance). Ils n'étaient que le résultat de l'efferves-

(1) ARNOLD, 389.

cence qui régnait parmi la masse des chômeurs, dont la patience semblait être à bout.

Ces événements inquiétèrent naturellement l'opinion publique et la question de l'émigration fut discutée plus passionnément que jamais dans la presse et dans les comités. Les ouvriers continuaient à adresser des pétitions au Parlement et aux comités de bienfaisance, pour demander l'allocation de secours d'émigration. Quelques centaines d'ouvriers de Blackburn adressèrent la même demande au comité central de Londres, se déclarant prêts à émigrer. Le comité de Londres était bien plus indépendant de l'influence des fabricants que les comités de Manchester. Nombre de ses membres insistèrent pour qu'on votât immédiatement 50.000 livres pour l'émigration ouvrière. D'autres membres s'y opposèrent. Selon eux, « une émigration considérable des ouvriers de la plus importante industrie du Lancashire et du Cheshire porterait nécessairement et pour longtemps un grand préjudice à la population de cette région (1) ». Le comité n'arriva pas à prendre une décision.

Aussitôt après les troubles de Staleybridge parut dans le *Times* une intéressante lettre du fameux socialiste chrétien Kingsley : « Ce qui devait arriver, écrivait Kingsley, est arrivé. Les ouvriers du Lancashire se mettent à considérer le secours comme leur droit et des désordres se produisent. Où en sommes-nous donc ? La guerre américaine n'est pas terminée et n'est pas proche de son terme ; nous n'importons pas de coton et le chômage doit encore persister dans le Lancashire pendant quelques années encore. Les fabricants sont disposés à profiter de cette situation pour abaisser les salaires quand le travail reprendra ; aussi s'opposent-ils à l'émigration. Ils ont naturellement le droit de profiter de l'encombrement du marché du travail et de garder les ouvriers en Angleterre, mais qu'ils le fassent à leurs frais. Ils n'ont pas le droit de le faire aux frais d'autrui. Je prie la société

(1) *Manchester Weekly Times*, 28 mars 1863.

anglaise de signifier une fois pour toutes aux comités de secours qu'elle ne tolérera pas cette attitude, qu'elle ne permettra pas que les souscriptions se tournent contre ceux qui sont appelés à en bénéficier ; qu'elle fera tout pour améliorer la situation du marché de travail dans le Lancashire, en donnant aux ouvriers les moyens d'émigrer aux colonies... Si les fabricants ont besoin de travailleurs, ils peuvent les prendre en Islande, comme ils ont déjà souvent fait pour leur plus grand avantage (1) ».

Les désordres continuèrent. En avril se renouvelèrent à Preston, quoiqu'avec moins de gravité, les mêmes scènes qu'à Staleybridge. Cette fois-ci, le mouvement n'était pas dirigé contre un comité de bienfaisance, mais contre l'administration locale de l'assistance publique. Les ouvriers refusèrent d'exécuter le travail prescrit par les autorités, ils organisèrent à travers la ville un cortège de quelques milliers de personnes, pillèrent quelques magasins et bombardèrent de pierres les maisons où habitaient les membres honnis de l'administration. La troupe fut appelée et une collision se produisit.

A Stockport et à Wigan, les ouvriers firent aussi quelques tentatives pour provoquer des désordres, mais tout se borna à quelques cortèges de protestation dans les rues de la ville et à quelques vitres brisées. Tout cela montrait que l'effervescence allait toujours croissant parmi les ouvriers. Le Parlement dut finalement diriger son attention de son côté.

Les ouvriers chargèrent de la défense de leurs intérêts au Parlement le député Ferrand, un tory qui s'était énergiquement mis en œuvre pour la loi de dix heures. 27 délégués du Lancashire et du Cheshire se rendirent auprès de Ferrand et lui demandèrent de porter au Parlement la question des mesures d'assistance.

Ferrand promit aux ouvriers de les aider et il tint loya-

(1) *Manchester Weekly Times*, 4 avril 1863.

lement sa promesse. Le discours tenu par lui le 27 avril pour défendre les ouvriers fut un vrai acte d'accusation contre les fabricants. Ferrand déclara que les ouvriers n'avaient pas de représentants au Parlement et que le Parlement avait, par suite, le devoir de s'occuper de leurs intérêts avec d'autant plus d'attention.

Il rappela tant de faits caractéristiques dans l'histoire du travail industriel en Angleterre. Ce n'était pas la première fois que les ouvriers du Lancashire se montraient disposés à traiter leurs ouvriers en esclaves. Après 1830, la production des manufactures de coton avait pris une extension telle, que le nombre des ouvriers s'était trouvé insuffisant. Qu'avaient fait les fabricants ? Ils s'étaient adressés à l'assistance publique, demandant que les bureaux de bienfaisance envoyassent le trop-plein de population des districts agricoles dans le Lancashire pour en faire des ouvriers de manufactures. Avec le consentement de l'administration, des agents spéciaux furent chargés de cette tâche. A Manchester, un office fut institué auquel étaient transmises les listes de sans-travail des districts agricoles. Les fabricants n'eurent plus qu'à s'adresser à cet office et à faire leur choix. Les ouvriers étaient transportés à Manchester tout comme du bétail. C'était une véritable traite. « Le Parlement aura de la peine à le croire, dit Ferrand, mais je lui donne l'assurance que ce commerce de chair humaine a eu son heure de prospérité : les ouvriers étaient régulièrement vendus aux fabricants, tout comme les esclaves aux planteurs des Etats-Unis, avec cette seule différence que la vente n'avait pas lieu aux enchères. » Et récemment encore, en 1861, à la veille de la famine de coton, une délégation de fabricants était venue à Londres et avait demandé à Villiers l'autorisation de pouvoir employer dans les fabriques du Lancashire les enfants d'indigents. Villiers avait répondu qu'il partageait pleinement les vues de la délégation et qu'il ne doutait pas que leur proposition dût rendre de grands services, aussi

bien aux enfants pauvres qu'à l'assistance publique.

« Je ne veux pas louer outre mesure les ouvriers du Lancashire, poursuit Ferrand. A mon avis, ce sont les mêmes gens qu'en 1841, qu'en 1842 et qu'en 1848. Quand une émeute commence, personne ne peut répondre de soi et le gouvernement sait qu'il court le risque d'une émeute... Les ouvriers sont disposés à travailler si on leur donne un salaire suffisant, mais ils ne veulent pas travailler de 4 à 6 heures par jour pour un salaire dérisoire. Ils veulent être traités comme des Anglais... On ne peut pas attendre que des contremaîtres et des ouvriers habiles, qui avaient autrefois des salaires élevés, acceptent de nettoyer les rues, les canaux et les égouts. Ils demandent qu'on les aide à émigrer et j'espère que le noble lord (le premier ministre Palmerston) accueillera favorablement leur demande... Je conseille aux fabricants de l'industrie cotonnière d'accepter le bill de la journée de 8 heures... S'ils le font, on pourra sans aucun doute ouvrir beaucoup de manufactures aujourd'hui fermées... Les fabricants prétendent que le pays n'a pas le droit de leur demander la moindre partie de leur capital, de leurs machines, de leurs usines. Mais qu'ils se rappellent qu'ils ont eux-mêmes demandé pendant les dernières années que beaucoup de branches industrielles soient sacrifiées pour eux. Et ils ont obtenu gain de cause. On leur a sacrifié l'industrie de la soie, du ruban et nombre d'industries où l'on travaillait à la main. L'honorable représentant de Rochdale (Cobden) a plusieurs fois assuré à cette place pendant la discussion de la loi sur les céréales qu'il était partisan du droit pour l'ouvrier de disposer de son travail comme bon lui semble. Il a dit : « Vous n'avez pas le droit de lier l'ouvrier. Il a aussi bien droit au libre commerce de son travail que nous avons droit au libre commerce de nos tissus de coton. » Voilà qui est bien. Les ouvriers réclament maintenant pour leur travail ce libre commerce. Ils demandent qu'on leur permette de partir. Or, le Parlement sait qu'ils sont trop pauvres pour partir

sans qu'on les aide. Sans l'aide du Parlement, ils n'ont pas les moyens de pouvoir partir » (1).

Tous ces arguments firent très peu d'impression sur le gouvernement. Il refusa catégoriquement d'aider l'émigration, mais il se déclara prêt à mettre à l'étude un vaste plan de travaux publics, où les chômeurs adultes du Lancashire pourraient avoir de bons salaires. Villiers annonça que le gouvernement allait immédiatement envoyer dans les districts éprouvés un fondé de pouvoir spécial (l'ingénieur Rawlinson), qui examinerait sur place quels travaux on pourrait entreprendre immédiatement; après la réception du rapport, le gouvernement promettait de présenter au Parlement un bill sur les travaux publics.

En effet, dès le mois de juin, le gouvernement présentait une loi qui l'autorisait à ouvrir sur le budget de l'État un crédit de 1.200.000 livres (cette somme fut plus tard élevée à 1.850.000 livres), aux autorités municipales des districts de l'industrie cotonnière, pour des travaux publics. Le bill fut adopté sans grande opposition. Cobden le défendit et combattit l'émigration, déclarant qu'elle aurait des suites funestes pour les ouvriers eux mêmes. (Mais les ouvriers n'étaient-ils pas des hommes faits, n'étaient-ils pas responsables de leurs actes et n'étaient-ils pas en mesure de décider s'ils devaient émigrer ou non?) Ferrand insista, disant que les travaux publics étaient insuffisants et demandant qu'on organisât l'émigration de 100.000 personnes, c'est-à-dire à peu près du quart des chômeurs. « Les ouvriers eux-mêmes, déclara-t-il lors de la deuxième lecture du bill, sont si désireux d'émigrer que, s'il y avait suffisamment de vaisseaux pour l'émigration, toute la population industrielle fuirait de l'autre côté de l'océan. Qui oserait contester ce fait indéniable que les ouvriers veulent émigrer? Or, qui s'oppose à ce désir? MM. Villiers et Cobden, ces messieurs qui ont été les chefs de la ligue pour l'abrogation des lois sur les céréales et qui aujourd'hui défendent les

(1) HANSARD, *Parliamentary Debates*, vol. CLXX.

intérêts des fabricants, après que ceux-ci ont fait cause commune pour empêcher l'émigration ? Les ouvriers sont las de la faim et de la pauvreté, ils demandent, pour pouvoir émigrer, un seul de ces nombreux millions qu'ils ont, pendant les dernières années, comme le proclamait récemment le ministre des finances (Gladstone), ajouté par leur travail à la richesse du pays. »

Les autres députés conservateurs profitèrent de l'occasion pour repartir en guerre contre les libre-échangistes. Le député Bentinck montra dans un long discours que les promesses des « free-traders » ne s'étaient pas réalisées et que le libre-échange avait fait un cruel fiasco, puisque le Parlement était obligé de délibérer sur la question de l'assistance à la population ouvrière, dont la misère était inouïe. « Les fabricants du Lancashire, s'écria Bentinck, sont contre l'émigration qui, pensent-ils, si l'industrie cotonnière se ranimait, provoquerait un manque d'ouvriers. D'autre part, des gens bien au courant prétendent que l'émigration est pour les ouvriers le seul moyen de salut (1). »

Adderley se prononça également en faveur de l'émigration, mais cette opposition n'empêcha pas l'adoption du projet du gouvernement. Pendant ce temps, tandis qu'on discutait au Parlement la question de l'assistance aux ouvriers du Lancashire, la situation commençait à s'améliorer d'elle-même. Le blocus des Etats du Sud continuait sans doute et le coton américain était, comme auparavant, presque inaccessible aux fabricants anglais ; néanmoins, beaucoup reprenaient le travail en remplaçant le coton d'Amérique par du coton de l'Inde, d'Égypte et d'ailleurs, dont l'importation avait fait plus que doubler. La période la plus difficile était passée. Dès l'été de 1863, la moitié environ des ouvriers du coton étaient occupés dans les manufactures. Les travaux publics, qui commencèrent en automne, ne pouvaient jouer un grand rôle dans la diminu-

(1) HANSARD, *Parliamentary Debates*, vol. CLXX.

tion du chômage, car ils n'occupaient que quelques milliers de personnes. Néanmoins, le nombre des personnes assistées diminua, comme le montrent les chiffres suivants :

Nombre des personnes secourues d'une façon permanente (1)

Janvier.	456.786
Février.	440.529
Mars	426.411
Avril	364.419
Mai	294.281
Juin.	256.230
Septembre	184.625
Décembre.	180.900

La famine de coton s'approchait de son terme. Il est intéressant de constater que les dépenses d'assistance aux chômeurs étaient principalement couvertes par des souscriptions privées. Au 30 juin, le total des souscriptions privées s'élevait à 1.974.203 livres sterling ; or, le surcroît de dépenses nécessitées par l'assistance aux indigents dans les districts de l'industrie cotonnière s'élevait, à la même époque, à environ 625.000 livres sterling. La grande majorité des souscriptions ne provenait pas des districts de l'industrie cotonnière ; dans ces derniers, on avait recueilli en tout 626.433 livres (2).

Les travaux publics furent commencés à un moment où le plus grand besoin en était déjà passé. Ces travaux consistèrent surtout dans le percement et le pavage de nouvelles rues, dans la pose de conduits pour les égouts ou l'adduction de l'eau, dans l'aménagement de promenades, etc. On s'attacha surtout à faire œuvre utile pour les régions en cause, tout en procurant du travail aux chômeurs. Ce fut, semble-t-il, avec un plein succès. De l'aveu de tous, les travaux publics du Lancashire, terminés seulement en 1866, ont été d'une grande utilité pour le

(1) *Annual Register*, 1863. The Distress in the Cotton Manufacturing Districts.

(2) ARNOLD, 493, 98.

comté. Les dépenses faites par l'Etat pour ces travaux furent fidèlement remboursées par les communes, auxquelles elles avaient été avancées. En tout, ces travaux occupèrent 8.324 ouvriers, qui, avec leurs familles, représentaient une population de 30.000 à 40.000 personnes.

Le directeur des travaux publics, Rawlinson, s'exprime en ces termes : « Ces travaux ont procuré à quelques milliers de gens pondérés et énergiques une utile occupation. Beaucoup de ces ouvriers ont appris de nouveaux travaux, et ils sont, grâce au travail en plein air, devenus mieux portants et plus forts. Un certain nombre est revenu à ses anciennes occupations, beaucoup ont émigré vers d'autres régions et gagnent leur vie en travaillant en dehors des fabriques, d'autres gardent ici leur nouveau métier et ne veulent plus revenir à la manufacture » (1).

Bien que la période aiguë de la famine de coton fût terminée en 1863, le chômage persista encore pendant de longs mois. Pendant l'été de 1864, plus de 100.000 personnes étaient toujours assistées.

Il est très vraisemblable que si, à partir de l'été de 1863, le chômage n'avait pas diminué à la suite de la reprise du travail dans les fabriques, les ouvriers du Lancashire auraient obligé le Parlement à organiser l'émigration sur une vaste échelle. L'opinion publique était en faveur de l'émigration, qu'elle considérait comme le seul moyen de prévenir des troubles graves dans le Lancashire. Le comité de Londres, réuni sous la présidence du lord-maire, finit par accorder 5.000 livres sterling, qui devaient commencer à constituer un fonds spécial d'émigration. Quelques milliers d'ouvriers furent, avec l'aide des agents coloniaux, envoyés dans différentes colonies australiennes. Mais le mouvement n'arriva pas à prendre de grandes proportions, car les fabriques du Lancashire rouvrirent enfin leurs portes ; les machines furent de nouveau mises en mouvement et les

(1) *Report of Robert Rawlinson*, 12 juin 1866.

ouvriers y furent de nouveau employés, ce dont ils avaient été si longtemps privés. Les fabricants étaient délivrés de cet affreux cauchemar du départ en masse des ouvriers, qui les avait opprimés pendant de si longs mois, et on revint peu à peu au vieil état de choses. Le nombre des émigrants du Royaume-Uni augmenta très fortement en 1864, comparativement à l'année précédente (en 1863 le nombre total des sujets britanniques émigrés était de 97.763, en 1864, il fut de 192.864), mais cet accroissement ne fut provoqué que dans une bien faible mesure par l'émigration de la population industrielle du Lancashire. En effet, d'après les calculs faits par le comité d'assistance de Manchester, la population ouvrière de l'industrie cotonnière a diminué en 1863, dans le Lancashire, de 33.969 ; sur ce nombre 18.244 personnes ont émigré ou sont allées se fixer dans d'autres régions du royaume et 15.725 ont trouvé une autre occupation sur place. L'accroissement considérable de l'émigration en 1863 s'explique par l'augmentation exceptionnelle de l'émigration irlandaise, comme le montre un rapide coup d'œil sur la nationalité des émigrants embarqués à Liverpool (1).

	1862	1863
Anglais.	13.185	28.548
Ecosseis	830	3.176
Irlandais	22.418	61.312
	36.433	93.036

Mais même l'accroissement insignifiant de l'émigration des ouvriers du coton ne fut pas sans exercer quelque influence sur le marché de travail dans les districts de l'industrie cotonnière. Dès 1863, les fabricants se plaignaient dans maintes régions du manque d'ouvriers et de la nécessité où

(1) *Reports of Inspectors of Factories*, 31 octobre 1863, p. 93.

ils se trouvaient d'élever les salaires. C'est ainsi que l'inspecteur des fabriques Jones écrit à ce moment : « On peut considérer comme la cause principale du manque d'ouvriers (à Bolton) l'émigration qui s'est produite lors de la panique... Les salaires montent sans que les entrepreneurs puissent rien y faire (1). » A Stockport, le manque d'ouvriers se fit également sentir et les fabricants durent élever les salaires. Il en fut de même à Burnley et ailleurs.

Ainsi, le chômage inouï dans l'histoire de l'Angleterre qu'avait provoqué la famine de coton, n'avait pas empiré pour longtemps la situation de l'ouvrier du Lancashire.

(1) *Reports of Inspector of Factories*, 30 avril 1863, p. 19-20.

CHAPITRE IV

LE CHÔMAGE ET L'AGITATION DES SANS-TRAVAIL PENDANT LES ANNÉES 1870-1900

Le chômage de 1870 à 1880. — Les grèves des ouvriers du coton en 1878. — La décadence du trade-unionisme. — Nouvelles tendances du mouvement ouvrier anglais depuis 1880. — Le chômage de 1880 à 1890. — L'agitation de la « Fédération socialiste ». — Les désordres de Londres du 8 février 1886. — L'accroissement de l'influence de la « Fédération socialiste ». — Les meetings de sans-travail à Trafalgar Square. — Le « dimanche sanglant ». — Le chômage de 1890 à 1900. — Les meetings de sans-travail. — Les travaux publics. — Les grèves. — Les dénombrements des sans-travail.

Le chômage des années *septante*, qui atteignit son maximum de 1878 à 1880, n'a pas provoqué de mouvement important parmi les sans-travail. Pourtant, la marche de la grève du Lancashire en 1878 témoigna d'une effervescence et d'une nervosité considérable des masses ouvrières, due à la persistance d'une situation difficile. A Blackburn, de sérieux désordres ouvriers se produisirent, au commencement de mai, dans les manufactures de coton, à la suite d'une grève malheureuse, provoquée par l'annonce d'une réduction des salaires. Les entrepreneurs ne voulant pas accepter les conditions proposées par les ouvriers, une foule de quelques milliers d'ouvriers assaillit les fabriques et en brisa les vitres.

La maison d'un fabricant, président de l'association locale des fabricants, fut incendiée. La police ne put venir à bout des grévistes ; elle dut faire appel à la troupe. Dans une autre ville du Lancashire, à Burnley, on incendia aussi un magasin ; dans le bourg d'Oswaltdewall les ouvriers assaillirent la maison d'un fabricant, la police fit feu et blessa 5 personnes.

La grève gigantesque des ouvriers du coton en 1878 est également digne d'attention, parce que l'opposition entre l'attitude des ouvriers et celle des entrepreneurs vis-à-vis des crises y apparaît clairement. Les ouvriers consentaient à une diminution des salaires, mais seulement à la condition qu'on ne travaillerait dans les fabriques que 4 jours par semaine. La réduction de la production était, d'après les ouvriers, nécessaire pour éviter l'encombrement du marché. Par contre, les fabricants persistaient à vouloir abaisser les salaires sans réduire du tout la production, car, en réduisant leur production, ils subissaient une perte, par suite de l'inaction du capital. Les ouvriers firent paraître, au mois de juin 1878, un manifeste, où ils faisaient entre autres la déclaration suivante : « Les patrons proposent une réduction des salaires allant jusqu'à 10 0/0. D'autre part, nous avons soutenu qu'une réduction du taux des salaires ne saurait ni dégorger le marché des étoffes ni nous faire sortir de la difficulté qui vient de l'insuffisance de la matière brute. D'ailleurs cela a été la théorie des patrons, et à diverses périodes de la grève nous avons fait les propositions suivantes comme bases de transaction pour mettre fin à cette grève désastreuse : 1° Réduction de 10 0/0 avec quatre jours de travail, ou de 5 0/0 avec cinq jours de travail, jusqu'à ce que l'engorgement du marché des étoffes et les difficultés venant de la disette de coton prennent fin (1). »

(1) SIDNEY et BEATRICE WEBB, *Histoire du trade-unionisme*, traduction A. Métin, p. 374.

Le chômage fut tel, qu'en décembre 1878, à Manchester seulement, 40.000 personnes environ étaient assistées par un comité privé. Des comités analogues se formèrent à Liverpool, à Bristol, à Exeter, à Wolverhampton, à Southampton, à Birkenhead, à Ashton (s/Lyne) et dans d'autres villes. A Cheadle et à Congleton, la moitié au moins des ouvriers étaient sans travail et la majeure partie des autres ne travaillaient pas normalement. Dans le sud du Staffordshire et l'est du Worcestershire, 40 hauts-fourneaux seulement travaillaient sur 160 et 130 usines métallurgiques chômaient. Sidney et Beatrice Webb disent que « les années de 1878-1880 montrèrent un grand accroissement du nombre des grèves dans presque toutes les industries, grèves dont la plupart se terminèrent par des désastres pour les ouvriers. De grandes réductions de salaires furent faites dans toutes les industries (1). « L'abaissement des salaires s'accompagna assez souvent de l'allongement de la journée de travail. Quelques centaines de syndicats cessèrent d'exister, parce qu'ils n'étaient pas en mesure d'allouer des secours à leurs membres. « L'année 1879 fut une époque de baisse marquée du mouvement des Trade-Unions dont 1873-74 avait enregistré le maximum de crue. Les épreuves économiques par lesquelles le Trade-Unionisme passa en 1879 ne peuvent se comparer qu'à celles qu'il avait traversées en 1839-42 (2). »

Mais quelque graves qu'aient été les souffrances endurées par les ouvriers anglais vers la fin des années *septante*, elles ne provoquèrent parmi eux aucun mouvement politique. La période de 1870 à 1880 fut, d'après Sidney et Béatrice Webb, une époque où les ouvriers anglais étaient tout entiers aux idées libérales. L'ouvrier anglais était pénétré de la foi en l'infaillibilité du principe du laisser faire aussi bien dans le domaine politique que dans le domaine social. La

(1) *Loc. cit.*, p. 376.

(2) *Loc. cit.*, p. 379.

dépression industrielle de la décade suivante détruisit cette conviction. Avec cette dépression commence une nouvelle période dans l'histoire du mouvement ouvrier anglais.

« Il y a dix ans, écrivaient en 1894 Sidney et Béatrice Webb, tous les observateurs pensaient que les Trade-Unions de Grande-Bretagne présenteraient une barrière impénétrable aux projets socialistes. Aujourd'hui, nous trouvons le monde Trade-Unioniste entier imprégné d'idées collectivistes, et comme le *Times* l'imprime, le parti socialiste domine au Congrès des Trade-Unions. Cette révolution dans les idées est l'évènement principal de l'histoire contemporaine du Trade-Unionisme (1). »

Cette révolution s'est produite au moment de la dépression des années *quatre-vingt*. Parmi les causes purement intellectuelles qui l'ont provoquée, Sydney et Béatrice Webb font une place prépondérante au livre de George : *Progrès et pauvreté*. L'influence de ce livre fut encore accrue par la propagande faite par George lui-même pendant son séjour en Angleterre, en 1884 et en 1885.

Le 17 janvier 1885, environ 2.000 personnes étaient rassemblées sur la place de la Bourse à Londres pour entendre Henry George, qui avait promis d'indiquer un moyen de combattre le chômage. Le discours de Henry George fut aussi beau que tout ce que ce grand écrivain disait et écrivait. « On vous a dit, s'écria-t-il, qu'un septième environ du globe terrestre est soumis au pavillon britannique. C'est vrai; mais je vous dirai ce que Tibérius Gracchus disait aux Romains il y a 2.000 ans : « Romains, on vous appelle les maîtres du monde et il n'y a pas un seul pouce de terre qui soit à vous ! » Quels droits avez-vous en Angleterre? (Cris dans la foule : « Aucun ! ») Oui, aucun, sauf celui de vous vendre jour par jour, mois par mois, année par année. Ce meeting s'est réuni pour voir

(1) *Loc. cit.*, p. 408.

clair dans la question de la dépression commerciale. Le temps est venu où les gens de la rue et ceux de l'atelier doivent s'occuper de cette question. On ne peut s'en remettre aux commissions royales, aux doctes professeurs... Les causes de la stagnation commerciale ne sont pas douteuses. Les commissions indiquent la surproduction. Mais la surproduction est une absurdité. Il n'y a pas trop de produits. Il n'y a personne dans cette assemblée qui ne voudrait avoir plus de richesse qu'il n'en a ; pourquoi donc les marchandises s'entassent-elles dans les magasins ? Tout simplement parce que ceux qui en ont besoin ne peuvent pas les acheter. Ils n'ont pas de quoi pouvoir les payer, n'ayant pas de travail. Et pourquoi n'ont-ils pas de travail ? Parce que les forces productives de la nature, la terre, leur sont inaccessibles. »

Le meeting adopta un ordre du jour où il était dit que « le chômage était une suite de la privation du droit égal pour tous aux forces productives créées par Dieu » et que « les assistants s'engageaient à user de tous les moyens afin d'obtenir pour la nation entière le droit à la terre, qui est un droit inné » (1).

Ce meeting fut la première de toute une série de réunions plus orageuses.

Le 16 février, les sans-travail au nombre de 3.000 à 4.000 se rendirent en cortège, en suivant les bords de la Tamise, au palais du Parlement ; ils portaient des drapeaux avec ces inscriptions : « Liberté, Égalité, Fraternité », « *Vox populi, vox dei* », etc.

La police ne voulut pas permettre à la foule d'arriver jusqu'au ministère de l'Intérieur, mais celle-ci se fraya un passage et insista pour qu'une délégation fût reçue par Russel, le commissaire du gouvernement au Parlement. La délégation pria le gouvernement d'inviter les autorités locales à organiser des travaux publics et à réduire la journée de

(1) *Times*, 19 janvier 1883.

travail dans tous les ateliers de l'Etat. Pendant qu'on négociait avec Russel, la foule criait : « Vive la révolution sociale ! » et elle essayait, sans succès d'ailleurs, de pénétrer dans le ministère.

Ce n'est qu'à grand'peine que la police parvint à faire évacuer les rues devant le ministère de l'Intérieur. Lorsque la délégation fut de retour et qu'elle déclara que Russel s'était refusé à faire aucune promesse, le meeting adopta l'ordre du jour suivant, présenté par John Burns : « Le meeting des sans-travail, après avoir pris connaissance de la réponse faite à sa délégation par le ministère de l'Intérieur, voit dans le refus du gouvernement d'organiser des travaux publics, une condamnation à mort de milliers de chômeurs, et il tient Russel et chacun des membres du gouvernement aussi bien que le gouvernement dans son ensemble pour responsables du meurtre de ceux qui vont mourir et dont la vie aurait encore pu être sauvée si le gouvernement avait écouté les propositions de la délégation (1) ».

Le 16 mars, un comité se constitua à Londres sous la présidence du lord-maire dans le but d'étudier les causes du chômage et les moyens de venir en aide aux sans-travail. Le cardinal Manning, le célèbre économiste Howell, firent partie de ce comité. Le comité présenta au bout d'un an un rapport sur le chômage à Londres, mais il ne fit rien au point de vue pratique.

Le chômage augmentait toujours. Au Congrès international des syndicats de 1886, James Mawdsley, le chef prudent et modéré des fileurs de coton du Lancashire, exposait en ces termes la situation des ouvriers anglais. « Les salaires sont tombés et il y a beaucoup de sans-travail... Des filatures de lin se ferment tous les jours... Tous les métiers du bâtiment sont dans une mauvaise situation... Des fonderies de fer sont dans une position difficile et un tiers de constructeurs de vaisseaux est sans travail... Les ouvriers

(1) *Times*, 17 février 1885.

les machines à vapeur sont aussi dans le marasme... Considérant qu'il y avait un beaucoup plus grand nombre de sans-travail, la question s'est naturellement présentée de savoir s'il y avait quelques chances d'amélioration. L'orateur a considéré qu'il n'y avait aucune chance d'amélioration tant que l'état actuel de la société continuerait d'exister (1) ».

Pendant toute l'année 1886, les manifestations des sans-travail ne cessèrent pas. Dès les premiers jours de février, une délégation de plusieurs organisations ouvrières se rendit auprès du lord-maire pour lui demander d'ouvrir une souscription en faveur des chômeurs. Le lord-maire y consentit et la souscription fut aussitôt ouverte.

Il était en effet nécessaire de faire quelque chose en faveur des sans-travail, comme le montrèrent les événements des jours suivants. Le 8 février, quelques organisations ouvrières en relation avec les tories et affiliées à la ligue pour la suppression du libre-échange organisèrent un meeting à Trafalgar Square. Mais le meeting ne fut pas ce qu'attendaient les organisateurs. Une foule énorme de quelques dizaines de mille de personnes étaient réunies autours de la statue de Nelson ; des curieux encombraient le reste de la place. On n'était pas le moins du monde disposé à appuyer les ordres du jour des organisateurs du meeting ; les tribunes où parlaient les orateurs furent renversées et les amis de la « Fédération socialiste » furent les maîtres du meeting. Burns, Hyndman, Champion et d'autres parlèrent au nom de la Fédération. A la fin du meeting, la foule s'éloigna, d'abord assez calme. Burns, un drapeau rouge à la main, était porté sur quelques épaules. Mais, lorsque la foule arriva devant les clubs somptueux, les fenêtres reçurent quelques pierres et bientôt, sur le chemin suivi par la manifestation, les vitres de tous les clubs, sans distinction de parti, furent brisées. Puis,

(1) S. et B. WEBB, *Histoire du trade-unionisme*, traduction Albert Métin, p. 413.

on pilla quelques magasins. La police n'était pas préparée à de pareilles scènes, qu'on n'avait jamais vues à Londres et elle fut tout à fait impuissante à venir à bout de la foule, dont le torrent destructeur parcourut les plus riches rues de la ville et se dispersa sans avoir rencontré sur son passage de résistance sérieuse. Le *Times* déclara à cette occasion dans son premier article : « Ces désordres ont été les plus menaçants qu'on ait vus depuis longtemps, peut-être même les pires dont on ait gardé le souvenir ». Les principaux coupables étaient, selon le *Times*, Hyndman et Burns, surtout le dernier, qui avait répété à la foule sous une forme un peu différente la fameuse phrase des émeutiers de Lyon : « Mieux vaut mourir en combattant que mourir de faim ». « Si des désordres comme ceux d'hier, écrivait le *Times*, ne sont pas suivis de poursuites judiciaires, ils se renouvelleront, encore plus graves, à la première occasion. Si MM. Hyndman et Burns ne sont pas encore arrêtés, ils doivent l'être dès aujourd'hui (1) ».

Tout cela provoqua à Londres une émotion extraordinaire. Les commerçants des quartiers de l'ouest craignaient de nouveaux pillages et même une émeute populaire. Un grand nombre ne purent ouvrir de quelque temps leurs magasins, dans les rues où avait eu lieu l'assaut de la foule, les autres prirent différentes précautions afin de pouvoir se défendre le cas échéant. Quelques meetings de protestation indignée furent immédiatement organisés ; on y demanda la mise en accusation de Hyndmann et de Burns.

Quelques jours plus tard, une panique s'empara de Londres et, dans le centre de la ville, on ferma presque tous les magasins ; le bruit s'était répandu que les scènes de pillage du 8 février allaient se renouveler et en plus grand, que dix mille sans-travail s'avançaient vers le centre de la ville. Et, en effet, sur différents points de Londres, des foules considérables de sans-travail à intentions menaçantes

(1) *Times*, 9 février 1886.

étaient rassemblées. Mais la police était prévenue et pas un magasin ne fut saccagé. Des attroupements populaires analogues se renouvelèrent encore pendant quelques jours dans les rues qui entourent Trafalgar Square, au grand effroi des quartiers riches de l'ouest. La panique était telle que les propriétaires des grands magasins de la City armèrent leurs employés et qu'un régiment de volontaires offrit ses services au lord-maire en cas de nécessité.

Les désordres du 8 février n'étaient pourtant pas le résultat d'une décision cruelle prise par les socialistes de livrer au pillage la plus riche ville du monde, comme le supposaient dans leur affolement les commerçants de Londres. Ni Burns, ni Hyndman n'ont incité la foule au pillage. Ce pillage fut le résultat de l'énervement de gens affamés, profitant de l'absence de la police.

Dès que la nouvelle des manifestations de Londres fut connue dans le royaume, des meetings de sans-travail s'organisèrent de toutes parts. A Birmingham, un de ces meetings faillit amener des désordres dans le genre de ceux de Londres, mais les autorités mobilisèrent à temps tout un détachement de cavalerie. Les cortèges de sans-travail furent sévèrement interdits à Birmingham et immédiatement dispersés par la police. Les magasins n'eurent aucun mal, mais les commerçants préféraient fermer prudemment, dès que la foule s'approchait. Le maire de Birmingham, qui avait peu de temps auparavant obstinément refusé d'ouvrir une souscription en faveur des chômeurs, céda aussitôt et la souscription fut ouverte. A Jarmouth, le meeting des sans-travail fut très orageux et les manifestants maltraitèrent quelque peu la police. A Sheffield, il y eut également un grand meeting de sans-travail et, à Leicester, une collision des grévistes avec la police.

Les événements du 8 février n'affectèrent pas seulement l'Angleterre, mais l'Europe entière. C'est ainsi, par exem-

ple, qu'en France, l'organe des républicains modérés, le *Temps*, écrivit ce qui suit : « L'émeute socialiste qui a jeté dans Londres une si grande panique n'a pas fait une impression beaucoup moins forte sur le continent. On a été comme saisi d'une profonde surprise. C'est qu'en effet ce qui vient de se passer est quelque chose de nouveau dans la vie politique de l'Angleterre... La vérité, c'est que tous les peuples civilisés deviennent solidaires les uns des autres dans cette grande crise et que les bons et les mauvais exemples, les principes de conservation comme les idées malsaines se répercutent et se propagent d'un bout à l'autre de l'Europe et de l'Amérique (1). »

La *Kölnische Zeitung* fit observer avec une joie maligne que l'Angleterre, elle aussi, venait de faire l'expérience du danger de la propagation des doctrines socialistes.

La *Neue Freie Presse* rappela très justement le lien étroit qui rattachait ces troubles à la stagnation commerciale ; seul, le retour de la prospérité commerciale arrêterait les progrès du radicalisme en Angleterre. Tous les journaux du continent, en général, attachèrent une grande importance aux événements de Londres ; ils y virent l'expression d'un profond mécontentement et d'un vif énervement de la classe ouvrière anglaise.

Le résultat immédiat des désordres de Londres fut une affluence considérable de dons en faveur des chômeurs. Pendant la semaine qui avait précédé la manifestation, la souscription ouverte par le lord-maire n'avait produit que 3.000 livres. La semaine qui suivit donna 30.000 livres. A la fin mars, les fonds à la disposition du lord-maire atteignaient la somme de 76.000 livres sterling.

Le gouvernement ne se montra pas non plus inactif en présence des désordres : il organisa des travaux publics pour occuper les sans-travail ; en même temps, il révoqua l'inspecteur de la police de Londres, Henderson, et tradui-

(1) *Temps*, 11 février 1886.

sit en cours d'assises les 4 meneurs des manifestations, Burns, Hyndmann, Champion et Williams.

Les 4 accusés furent acquittés par le jury.

Le 21 février, la « Fédération socialiste » organisa un meeting monstre à Hyde Park. A ce meeting prirent part, d'après les journaux, de 50.000 à 60.000 personnes. (La *Justice*, organe de la « Fédération socialiste », dit même 100 à 120.000). Le meeting fut calme, quelques vitres furent pourtant brisées et il y eut une petite escarmouche avec la police à cheval qui, écrit le *Daily Chronicle* (28 février 1886), chargea et dispersa la foule avec une vraie fureur de sauvages et une soif manifeste de vengeance.

Ce nouveau meeting d'ouvriers sans travail mit la question de l'opportunité des meetings publics en général à l'ordre du jour. A la Chambre des lords, lord Lamington, appuyé par d'autres membres de la Chambre haute, proposa l'interdiction des meetings du dimanche dans les parcs et sur les places publiques. Le gouvernement répondit évasivement et la question fut ajournée. Le 12 mars, la question de l'assistance aux chômeurs fut discutée à la Chambre des communes. Le député de Leeds, Dawson, déposa le projet de résolution suivant : « En présence de la stagnation commerciale actuelle et du nombre considérable des ouvriers sans-travail, le Parlement estime que le moment est venu pour le gouvernement d'entreprendre les travaux publics nécessaires et tout d'abord la construction de petits ports sur différents points du littoral où les petits navires pourraient trouver un refuge contre la tempête. » Ce projet, appuyé par quelques membres, se heurta à une violente opposition de la part de Chamberlain, de Balfour, de Bradlaugh et d'autres ; son auteur le retira. Néanmoins, le gouvernement dut s'occuper sérieusement du chômage et, au commencement de mars, il invitait, dans une circulaire, les autorités locales à organiser des travaux publics pour occuper les ouvriers sans-travail. Des travaux

de ce genre furent entrepris dans différentes régions.

Pendant tout le printemps, il y eut dans beaucoup de villes anglaises des meetings monstres de sans-travail ; les plus grands furent ceux de Manchester et de Glasgow.

Le mouvement des sans-travail de 1886 appela l'attention de tous sur une nouvelle force sociale en Angleterre, le socialisme. A la tête de l'agitation en faveur des sans-travail se trouvait en effet la « Fédération socialiste ». Cette organisation, née quelques années auparavant, ne joua d'abord absolument aucun rôle dans la vie publique anglaise. Les noms de Hyndman et de Burns (ce dernier se brouilla bientôt avec la Fédération) étaient totalement inconnus du grand public avant la manifestation du 8 février. Après cette manifestation, ils étaient célèbres dans le monde entier et l'influence de la « Fédération socialiste » fit des progrès rapides, bien qu'éphémères.

Les succès de la Fédération provenaient principalement de causes passagères, en particulier du chômage, qui pousse toujours au radicalisme. Les chefs de la Fédération eurent naturellement une autre idée de leurs succès. Le premier article de la *Justice*, du 6 mai 1886, est consacré à une revue de l'œuvre de la Fédération pendant l'année écoulée et il est rempli des espérances les plus hardies. « Nous n'avons jamais espéré de pareils succès, avoue l'auteur de l'article... Les exemples sont rares de progrès aussi rapides que l'ont été ceux de notre cause... Hier, une petite troupe de gens peu connus, aujourd'hui le drapeau rouge sur Carlton Club, demain l'Angleterre socialiste. Hier, la nuit ; aujourd'hui, l'aurore ; demain... la pleine lumière ».

Malheureusement, Hyndman et ses amis ne savaient pas combien ces succès étaient éphémères. Une courte période de prospérité suffit pour que la Fédération redevint aussi ignorée que par le passé.

Il est vrai que l'influence de la Fédération pendant l'agitation ouvrière de 1886 fut très grande. Le meeting tenu à Trafalgar Square, le 29 août, fut la preuve manifeste

de l'importance conquise par la « Fédération socialiste ». Ce meeting fut convoqué pour une affaire qui n'intéressait directement que la Fédération ; il s'agissait de protester contre la condamnation de Williams, un des membres de la Fédération, à une peine d'emprisonnement. Pourtant, une foule énorme de 40 à 60.000 personnes se trouva de nouveau réunie à Trafalgar Square. Hyndman fut particulièrement acclamé par la foule ; pendant quelques minutes, les applaudissements et les vivats l'empêchèrent de parler.

A l'entrée de l'automne, la Fédération recommença l'agitation parmi les sans-travail. Elle décida d'organiser un cortège monstre de chômeurs pour le 9 novembre, jour de l'installation du lord-maire, où tout Londres se trouverait dans la rue pour voir passer le cortège officiel. Naturellement, il était à prévoir qu'avec une affluence pareille, le cortège ouvrier amènerait de graves désordres et une collision avec la police. Toute la presse voyait venir ce jour avec une grande inquiétude. La *Justice*, au contraire, attendait le 9 novembre comme une date importante où la puissance de la « Fédération socialiste » se déploierait à Londres dans toute sa splendeur.

« Toute la classe ouvrière de Londres, écrivait l'organe socialiste dans son premier article du 30 octobre 1886, demande à la « Fédération Socialiste » d'exprimer son indignation et d'organiser son mécontentement. C'est ce que nous voulons faire et c'est ce qui donne à la manifestation du 9 novembre une si grande importance ; elle ne dira pas seulement la misère et les souffrances des sans-travail, elle sera aussi le commencement de la grande lutte de classes à la fin du XIX^e siècle. Londres est du nord au sud, de l'est à l'ouest, en proie à une émotion que notre génération n'a pas encore vue. Puisse Londres se mettre en tête du glorieux mouvement qui a pour but la délivrance définitive des ouvriers du monde entier ! »

Le 9 novembre, pourtant, rien de tel ne se produisit. La

police interdit le meeting des sans-travail et prit toutes sortes de mesures pour empêcher leur cortège. La City présentait l'aspect d'une ville assiégée. Les magasins étaient fermés ; partout étaient postés des détachements de troupes et d'agents. Le meeting que les chômeurs avaient l'intention de tenir, ne put avoir lieu et une petite cohorte seulement avec des drapeaux rouges se fraya un passage jusqu'à la statue de Nelson ; elle y adopta un ordre du jour demandant au gouvernement d'adoucir les conditions auxquelles l'assistance publique subordonnait l'allocation de secours hors de la maison de travail, de déterminer les autorités locales à organiser le plus tôt possible des travaux publics, de diminuer la journée de travail pour les ouvriers de l'Etat et d'entrer en pourparlers avec les gouvernements étrangers pour arriver à une réduction générale de la journée de travail. Somme toute, la manifestation avait complètement échoué.

Néanmoins, l'influence de la « Fédération Socialiste » sur les sans-travail n'en fut pas amoindrie. Jamais, on n'avait vu pareille affluence à celle du 21 novembre au meeting de Trafalgar Square. La *Justice* prétendit que c'était la plus grande manifestation ouvrière qu'on ait jamais vue à Londres. Il y avait cinq tribunes pour les orateurs. Le meeting fut tout à fait calme et vota les ordres du jour d'usage, invitant le gouvernement à prendre des mesures énergiques pour atténuer le chômage.

L'une des suites de ce meeting fut que l'agitation redoubla parmi la population aisée de Londres en vue de l'interdiction des réunions publiques à Trafalgar Square. Une pétition en ce sens fut transmise au Parlement ; on y exposait entre autres choses que « dans les derniers temps des groupes adversaires avaient tenu en même temps des meetings sur la place, ce qui avait provoqué des troubles et des désordres... Que, par suite, un grand nombre des soussignés avaient souvent été obligés de barricader leurs magasins et de suspendre leur commerce. » Le *Times* non

seulement appuya cette pétition dans son premier article du 23 décembre, mais il fut d'avis que, vu l'attitude menaçante des sans-travail, on devait demander davantage, c'est-à-dire l'interdiction des meetings publics au centre des grandes villes en général.

Ainsi l'Angleterre était menacée d'une restriction capitale à la liberté politique, qui était passée à un si haut degré dans les habitudes de la vie publique. L'attitude des journaux anglais les plus influents sur cette question montrait que les manifestations ouvrières avaient fait une très profonde impression sur l'opinion publique et avaient provoqué une sérieuse inquiétude parmi les classes possédantes.

L'agitation parmi les sans-travail continua. Le 1^{er} janvier des cortèges se rendant aux maisons de travail furent organisés sur de nombreux points de la capitale. Ces manifestations n'eurent pourtant pas un grand succès.

Au mois de février 1887, le chômage commença à perdre un peu de son acuité. Cependant, au mois de mars, la situation était encore extrêmement difficile, comme le montrent les statistiques officielles du chômage dressées en mars 1887. L'enquête porta sur quelques districts de Londres et sur une population de 125.313 personnes. Tous les habitants furent personnellement interrogés. On trouva que, sur les 29.451 ouvriers hommes, 27 0/0 étaient sans travail. Dans certaines branches industrielles, la proportion des chômeurs était bien plus considérable ; elle était pour les ouvriers des docks de 53 0/0, pour les ouvriers des constructions navales de 44 0/0, pour les maçons et les menuisiers de 37 0/0, pour les peintres de 33 0/0. Parmi les mécaniciens, il y avait 20 0/0 de chômeurs, parmi les forgerons 26 0/0, parmi les ébénistes 20 0/0, parmi les ouvriers du tabac 27 0/0. Se trouvaient dans une situation meilleure les cordonniers (17 0/0 de chômeurs), les relieurs (12 0/0), les horlogers (13 0/0), les facteurs des gares (6 0/0) et d'autres. Parmi tous les ouvriers recensés, il n'y en avait pas moins de 53 0/0 qui, pendant la période

d'octobre 1886 à mars 1887, avaient été plus ou moins longtemps sans travail (1).

La gêne persista encore jusqu'à l'automne de 1887. Les quelques années de marasme industriel avaient épuisé les économies peu considérables de l'ouvrier. Peu à peu, les sans-travail prenaient l'habitude de passer les nuits à Trafalgar Square ; ils y furent d'abord quelques-uns, puis dix, puis jusqu'à des centaines... La misère sombre, la misère sans asile avait élu domicile dans le centre de Londres, dans le quartier le plus riche en face des maisons somptueuses de la capitale.

Au mois d'octobre, les meetings de sans-travail, à Trafalgar Square, commencèrent à se renouveler presque chaque jour. La foule se réunissait avec des drapeaux, entourait le socle sur laquelle se dresse le vieux Nelson et écoutait des discours. Le drapeau noir, symbole de la misère et du désespoir, remplaçait presque partout le drapeau rouge. A la fin du meeting, on traversait les rues de la ville en cortège.

L'attitude de la police, qui avait maintenant pour chef Sir Charles Warren, était à l'égard des manifestants très provocatrice et très brutale. Le 17 octobre, la police fit évacuer Trafalgar Square ; il y eut une mêlée, qui fit beaucoup de blessés aussi bien parmi la foule que du côté des agents. Le 18 octobre, une collision encore plus sérieuse se produisit à Hyde Park.

La différence caractéristique entre l'agitation de 1886 et celle de 1887, c'est qu'en 1887 elle était presque spontanée, la « Fédération socialiste » n'y avait aucune part. Les foules qui affluaient chaque jour à Trafalgar Square n'étaient organisées par personne et elles n'étaient réunies que par le seul désir de crier le plus fort possible leur détresse. Les orateurs qui prenaient la parole dans ces meetings, étaient pour la plupart des ouvriers complètement inconnus, dont

(1) *Tabulations of the Statements made by men living in certain Selected Districts of London in March 1887.* Londres, 1887.

les noms paraissaient tout à coup dans les colonnes des journaux et dont bientôt on n'entendait plus parler. Le ministère conservateur et le nouveau chef de la police de Londres, Sir Charles Warren, faisaient preuve de bien plus de décision dans leur attitude à l'égard des sans-travail que le gouvernement de Gladstone n'en avait montré pendant la manifestation du 8 février 1886. Le 21 octobre, la police parut à minuit à Trafalgar Square et en chassa quelques centaines d'hommes et de femmes qui étaient sans abri et qui avaient pris l'habitude de passer les froides nuits d'automne sur les balustrades et les bancs de pierre de la place. Trafalgar Square ne devait être, ni le jour, ni la nuit, le lieu de rendez vous des pauvres.

Les meetings des sans-travail n'en continuaient pas moins à Trafalgar Square et sur d'autres points de Londres, presque journellement, le plus souvent sans organisation préalable. Les foules de chômeurs, qui s'ennuyaient par suite de leur oisiveté forcée et qui souffraient de la misère, avaient l'habitude de se rassembler sur tous les points de Londres, partout où l'occasion se présentait. La capitale prit un aspect tout à fait inusité, l'aspect d'une ville qui est à la veille d'une catastrophe sociale. Tous les numéros de tous les journaux étaient chaque jour remplis du récit des collisions de la police et de la foule. « Riots in London » (troubles à Londres), « Police and Mob » (La police et la populace), tels étaient les titres des articles qui remplissaient les colonnes du *Times*. Depuis 1848, c'est-à-dire depuis la débâcle du chartisme après son dernier éclat, Londres n'avait pas connu pareille agitation et pareille inquiétude. Les nuages se rassemblaient ; il y avait un orage dans l'air.

Le ministère conservateur n'était pas du tout disposé à tolérer une situation pareille. Il avait dans la personne de Warren une « poigne de fer ». Les classes possédantes de Londres réclamaient des mesures énergiques contre les réunions des sans-travail. Une année auparavant, au mois de novembre 1886, plus de 5.000 des commerçants et des

habitants les plus influents et les plus riches du West-end avaient adressé une pétition au Parlement pour demander l'interdiction des réunions publiques à Trafalgar Square. Toute une série de meetings tenus par les propriétaires adoptèrent des ordres du jour en ce sens. Le 3 novembre 1887, un meeting de personnalités très influentes présidé par un membre du Parlement demanda la cessation des meetings à Trafalgar Square.

« La répétition perpétuelle des manifestations à Trafalgar Square et dans le West-end, déclara un des orateurs, a pris un caractère si grave que les habitants, après avoir supporté ces manifestations pendant près de deux ans, se voient obligés de demander des mesures efficaces pour mettre fin à de pareils abus. » Tous les journaux conservateurs se prononcèrent dans le même sens. Le gouvernement décida de faire droit à ces desirata et, par ordonnance de Sir Charles Warren, en date du 8 novembre, les meetings à Trafalgar Square furent interdits.

Cette ordonnance amena une collision sanglante entre la foule et la troupe dans les rues de Londres, le 13 novembre. La violation par le gouvernement d'un des droits fondamentaux du citoyen anglais, la liberté des réunions publiques, était une limitation sur un point capital de la liberté politique, si chère aux Anglais. L'ordonnance du 8 novembre réunit tous les éléments libéraux et radicaux de Londres. En guise de protestation les associations radicales de Londres décidèrent d'organiser, le dimanche suivant, 13 novembre, un meeting qui dénoncerait l'arrestation de l'homme politique irlandais O'Brien.

Le meeting fut une vraie bataille livrée entre des milliers de personnes d'un côté, la police et la troupe de l'autre. Dès l'aube, Trafalgar Square avait été occupé par la police. Un cordon d'agents de plus de 2.000 hommes entourait la place d'une ligne sombre ininterrompue. Dans les rues voisines, des détachements d'agents à cheval allaient et venaient. Dans le voisinage, quelques escadrons de la garde

à cheval et quelques détachements de la garde à pied se tenaient prêts à partir. Toutes ces mesures n'effrayèrent pourtant pas les manifestants. Dans l'après-midi, les rues qui entourent la place commencèrent à se remplir. Des faubourgs de Londres arrivaient sans cesse de nouveaux cortèges avec des drapeaux, et, à trois heures, toutes les rues du voisinage étaient noires de monde. Une collision violente avec la police commença. La foule attaquait les agents avec des bâtons, des barres de fer, des pierres, voire même des couteaux. Les policiers à cheval étaient désarçonnés. Un petit bloc de manifestants, Burns et Cunningham Graham en tête, fit une tentative désespérée pour avancer jusqu'à la statue de Nelson, mais ce fut sans succès. Dans toutes les rues d'alentour, ce fut une mêlée, où de nombreux agents et encore plus de manifestants furent blessés. La police fut partout victorieuse et Trafalgar Square resta une île déserte au milieu de la houle d'une mer humaine.

Le « dimanche sanglant », comme l'appela la « Justice » fut une victoire décisive du gouvernement. Les tentatives pour arriver à former des rassemblements se renouvelèrent encore les jours suivants, mais si faibles que le gouvernement n'eut pas de peine à les réprimer. Le drapeau rouge et le drapeau noir cessèrent d'être l'effroi des habitants de Londres.

On peut juger de l'attitude des classes possédantes vis-à-vis des événements du 13 novembre par le fait suivant : pendant les quelques jours qui suivirent, plus de 3.500 volontaires se firent inscrire pour remplir le rôle d'agents en cas de nécessité. D'après le *Times*, ces agents volontaires appartenaient principalement aux classes moyennes et aux hautes classes. Il y eut jusqu'à des lords qui considérèrent comme leur devoir d'offrir leurs services comme policiers volontaires. Pourtant, on n'eut pas du tout à faire usage de ces services, car l'agitation en faveur des sans-travail avait perdu, à Trafalgar Square, la bataille principale.

Les sans-travail de Londres continuèrent à tenir des

meetings sur différents points ; mais ces meetings furent loin d'être aussi grandioses que ceux d'octobre et de novembre. L'opinion publique s'intéressait peu à ces manifestations, puisque le 13 novembre avait parfaitement démontré qu'on pouvait en venir à bout. Lorsqu'au printemps de 1888, la prospérité industrielle reprit, le mouvement des sans-travail qui, un moment, avait pris une tournure si inquiétante pour l'Angleterre, disparut de l'ordre du jour.

Le chômage des années *quatre-vingt* fut d'une grande importance pour l'évolution des conditions sociales en Angleterre. Toute une série de commissions parlementaires se consacrèrent à l'étude de la misère populaire apparue dans toute sa laideur. Parmi ces commissions, il faut faire une place à part à celle qui fut instituée par la Chambre-Haute pour étudier l'extension du Sweating-System, c'est-à-dire de l'exploitation extrême du travail dans nombre de branches de l'industrie à domicile. Cette commission mit à jour des faits étonnants et presque incroyables d'oppression : salaires de misère et durée abusive de la journée de travail. De simples particuliers étudièrent également les questions de la misère populaire ; en première ligne, il faut citer les travaux, uniques dans les annales de la science, comme le font observer à juste titre S. et B. Webb, du riche négociant de Londres, Charles Booth, qui a étudié la situation de la population de Londres.

Les enquêtes ainsi faites ont donné une impulsion incalculable aux réformes sociales. Elles furent entreprises pour la plupart dans l'attente qu'une étude sérieuse et scientifique montrerait le caractère d'exception des faits regrettables mis à jour par les philanthropes et cités à satiété par les nombreux agitateurs. Mais, à la grande surprise aussi bien des économistes que des chefs des trade-unions, les statistiques justifièrent dans leur ensemble les noirs tableaux des écrivains à sensation et des socialistes. Les cas de misère inméritée ne se trouvèrent pas être des exceptions

purement accidentelles dans une situation générale de bien-être, sinon de richesse, mais bien des exemples typiques de ce qu'était l'existence moyenne des grandes masses populaires (1). L'optimisme libéral qui avait régné de 1860 à 1880 non seulement parmi les classes possédantes de l'Angleterre, mais même parmi les chefs des ouvriers fit place à de tout autres conceptions sociales. Burns, Tom Mann, Tillet, les figures les plus remarquables parmi les chefs ouvriers, étaient pénétrés de l'esprit nouveau et ils orientèrent le mouvement ouvrier anglais vers de nouvelles voies. Le « Néo-Trade-Unionisme » fut l'incarnation de ces tendances nouvelles et les ordres du jour des congrès syndicaux en faveur de la journée de huit heures, de la nationalisation des moyens de production, etc., furent la manifestation de cet esprit nouveau.

Le retour du chômage en 1892 amena le retour de l'agitation des sans-travail, bien que, sans aucun doute, dans des proportions plus modestes. A partir de l'automne de 1892, des meetings d'ouvriers sans-travail eurent lieu presque chaque jour à Londres à Tower Hill. A ces meetings assistaient des centaines, voire même des milliers de personnes. A la fin, la foule organisait des cortèges précédés de drapeaux rouges. Ces cortèges amenèrent souvent des collisions avec la police.

Le 13 novembre 1892, cinquième anniversaire du « dimanche sanglant », les organisations ouvrières de Londres organisèrent un vaste meeting de sans-travail, auquel assistèrent quelques dizaines de mille de personnes. Le ministère Gladstone n'interdit pas ce meeting. Deux ordres du jour furent adoptés : le premier saluait la reprise par la population de Londres « du droit aux meetings publics sur son forum historique ». Le second était ainsi conçu : « Considérant que le nombre des chômeurs à Londres et dans le Royaume-Uni augmente chaque jour et menace de devenir pendant cet hiver pire que jamais; consi-

(1) S. et B. WEBB, *Histoire du trade-unionisme*, p. 415.

dérant en outre que, de toutes parts, on demande des travaux publics, le meeting demande au gouvernement et aux administrations publiques d'organiser des travaux de ce genre et de donner ainsi du travail à ceux qui ne sont pas réduits au chômage par leur faute, mais par suite d'une législation injuste et du système capitaliste actuel (1) ».

Sous l'influence immédiate de cette agitation le gouvernement envoya, le 14 novembre, aux autorités de l'administration locale une circulaire en ces termes : « Des renseignements parvenus au ministère de l'Intérieur, il résulte qu'actuellement une grande gêne se fait sentir sur différents points du royaume par suite du manque de travail et il est à prévoir que cette situation va, pendant l'hiver, se généraliser et s'aggraver. Le ministère est convaincu qu'il y a dans les rangs de ceux qui ne sollicitent pas d'habitude l'assistance du bureau de bienfaisance des gens qui subissent de dures privations, et, si la dépression commerciale persiste, il y a lieu de craindre que beaucoup de ceux qui d'habitude travaillent régulièrement, seront réduits au chômage. Le sentiment d'indépendance qui détermine tant d'ouvriers à faire toutes sortes de sacrifices plutôt que de s'exposer à la honte du paupérisme, mérite le plus grand respect et la plus grande sympathie ; l'intérêt de la société tout entière est d'encourager ce sentiment par tous les moyens possibles ».

Le gouvernement proposait donc aux administrations locales d'entreprendre des travaux publics, tels que pavage et percement de nouvelles rues, travaux de canalisation, etc.

La circulaire du 14 novembre détermina 96 municipalités à organiser des travaux publics. C'est à Londres que cet organisation s'effectua sur la plus vaste échelle, — néanmoins il n'y eut guère plus de mille ouvriers ainsi occupés aux travaux de la capitale. Les 77 principales villes de l'Angleterre occupèrent en tout 26.873 ouvriers (1).

(1) *Times*, 14 novembre 1892.

(1) *Third Report on Distress from Want of Employment*. Déposition de Llewellyn Smith, Q. 4723.

En général, les travaux municipaux de 1892 à 1893 ne furent pas une expérience heureuse. Voici comment s'expriment, en 1893, les auteurs du « Report on Agencies and Methods for Dealing with the Unemployed » : « Les conclusions qu'on peut tirer des expériences faites par de nombreuses autorités locales, l'hiver dernier, sont absolument négatives. Le danger spécifique qui menace le succès de ces travaux municipaux, c'est qu'on ne peut y employer ceux des chômeurs qui ne se trouvent que pour très peu de temps sans travail. Or, on ne peut guère les organiser de façon à pouvoir occuper d'une façon permanente ceux dont le chômage est à l'état chronique (1) ».

Les meetings de sans-travail continuèrent pendant tout l'hiver de 1892 à 1893 et pendant celui de 1893 à 1894. A la Chambre des communes, un des rares représentants des ouvriers au Parlement, Keir Hardie, souleva plusieurs fois la question de l'assistance aux chômeurs, mais sans obtenir de résultat pratique. Comme moyen de lutter contre le chômage, Keir Hardie proposa la journée de 8 heures et une plus grande extension des travaux publics de toute nature.

La dépression commerciale pour la période de 1890 fut caractérisée sur le continent européen par une vraie épidémie d'attentats anarchistes. La relation entre cette épidémie et le chômage est incontestable. En Angleterre, l'agitation anarchiste fut aussi renforcée ; les meetings de sans-travail se terminèrent souvent par des bagarres entre socialistes et anarchistes. La phraséologie habituelle des orateurs qui parlaient dans ces meetings était telle que les députés conservateurs interpellèrent plusieurs fois le gouvernement à ce sujet ; ils s'étonnaient qu'on pût ainsi permettre l'excitation publique au pillage, à l'incendie et même à l'assassinat des gens riches. Naturellement, tout cela n'avait pas grande importance et ne permettait que de juger de l'énervement des masses ouvrières. Le chômage de-

(1) *Report*, p. 236-237.

vait nécessairement provoquer cet état d'esprit et Bernard Shaw le savait indéniablement, lorsque, décrivant l'œuvre de la Société fabienne, il déclarait : « La réapparition de l'esprit d'insurrection lors de la prochaine crise commerciale est aussi certaine que le lever du soleil demain matin (1). »

On peut parfaitement souscrire aux paroles de Kautsky : « Dans l'importance relative de la lutte politique et de la lutte économique, on peut observer une certaine fluctuation analogue au mouvement d'ondulation de l'industrie capitaliste. De même que celle-ci alterne entre la prospérité et la crise, de même nous trouvons en politique des périodes de grandes luttes, de progrès rapides, — des périodes de « révolution », — alternant avec des périodes de stagnation où le développement des organisations économiques, la « réforme » sociale, passe au premier plan... Les périodes de prospérité sont naturellement celles où le mécontentement social est le moindre, où le désir de s'élever par ses propres moyens a le plus de chances de succès, où le besoin d'avoir recours à l'Etat est le plus faible. Non seulement les capitalistes, mais les ouvriers aussi attachent moins d'importance à la politique qu'aux entreprises et aux organisations économiques, qui promettent des avantages immédiats et palpables. Lorsque vient la crise, l'espoir de pouvoir avancer sur le terrain purement économique disparaît, on a besoin du facteur économique le plus important, l'Etat, il faut s'emparer de l'Etat pour avoir de nouveau sous ses pieds un terrain sûr, le mécontentement social s'accroît, toutes les oppositions deviennent plus vives, tout pousse à la lutte politique » (2). On a vu, par notre exposé des conséquences sociales qu'ont eues les crises industrielles en Angleterre, l'influence manifeste du cycle industriel sur la politique anglaise.

(1) BERNARD SHAW, *The Fabian Society ; What it has done*. Londres, 1892, p. 10.

(2) KAUTSKY, *Bernstein und das socialdemokratische Programm*, p. 163, 164.

Les années 1892 et 1893 furent caractérisées par des grèves gigantesques. La grève des mineurs dans les comtés du centre surpassa toutes les autres par le nombre d'ouvriers qui y prirent part. Plus de 300.000 mineurs abandonnèrent le travail, ne voulant pas consentir à une réduction de salaires que les entrepreneurs avaient l'intention de leur faire subir. La grève se termina par un compromis.

La dépression persista jusqu'en 1895. Le début de l'année 1895 amena même une recrudescence subite du chômage, par suite d'une cause particulière, le froid violent qu'on commença à avoir en Angleterre vers la fin de janvier. Presque tous les travaux exécutés en plein air devinrent impossibles et de nombreux ouvriers furent privés de leur travail.

A ce moment, le conseil des syndicats de Londres organisa avec l'aide du « Parti ouvrier Indépendant » (fondé en 1893) un dénombrement très intéressant des sans-travail de West Ham (un des districts de Londres). Les opérations furent terminées le 20 janvier 1895. On trouva qu'à West Ham, sur une population d'environ 250.000 âmes, il y avait 10.140 chômeurs et, dans ce nombre, environ 1.000 femmes. On compta 28.283 hommes qui travaillaient régulièrement, 6.176 qui n'avaient du travail que d'une façon occasionnelle et temporaire. Les chômeurs constituaient donc 20 0/0 de la population ouvrière mâle. Sur les 9.000 ouvriers sans-travail, il y avait environ 2.000 ouvriers ayant fait un apprentissage : ouvriers des machines, du cuivre, des constructions navales, matelots, etc. (1).

Pendant l'hiver de 1894 à 1895, on organisa, dans les plus importantes villes d'Angleterre, des travaux publics pour les sans-travail. Des comités de bienfaisance privés se mirent aussi à l'œuvre dans de nombreuses régions et vinrent en aide aux chômeurs, surtout par des distributions de vivres, de vêtements, de combustible, etc. Il faut con-

(1) *First Report from the Select Committee on Distress from Want of Employment*, 1895. Dépositions de Percy Alden et de Keir Hardie.

sidérer que si le chômage, pendant l'hiver de 1894 à 1895, était loin d'être aussi considérable que de 1892 à 1893, c'était déjà le troisième hiver où il n'y avait pas de travail. Les ressources des ouvriers étaient épuisées ; aussi la misère fût-elle plus grande, bien que la situation du marché du travail fût plus favorable.

Au début de 1895, il y avait à Liverpool, d'après les indications du secrétaire du syndicat des dockers, environ 18.000 chômeurs, à Leeds environ 8.000, à Glasgow aussi, environ 8.000 ; à Birmingham, la délégation des chômeurs compta 15.000 sans-travail. Keir Hardie prétendait qu'il y avait eu, dans l'ensemble du Royaume-Uni, environ 1.750.000 sans-travail, en dehors des « paupers » ; mais, naturellement, de pareilles affirmations, qui ne reposent que sur une impression générale, ne peuvent prétendre à l'exactitude, même approximative (1).

A Liverpool, les meetings de sans-travail étaient aussi fréquents qu'à Londres et ils étaient tout aussi orageux. Souvent, on y tenait des discours qui étaient faits pour énerver la police de Liverpool. Il y eut des bagarres et, tout comme celle de Londres en 1887, la police interdit les meetings sur la place de la Bourse.

Le 13 février, Hardie parvint à obtenir du Parlement la nomination d'une Commission chargée d'étudier la misère créée par le chômage et les moyens de remédier au chômage. Mais le Parlement refusa de fixer un court délai pour le dépôt du rapport de la Commission, comme le demandait Hardie. La Commission déposa donc, comme il fallait s'y attendre, son rapport lorsque la mauvaise période était déjà passée. Le dernier de ces rapports a été déposé par une autre Commission instituée par le nouveau Parlement en 1896, à un moment où la phase de prospérité était manifestement de retour pour l'industrie anglaise.

Le chômage qui a sévi avec violence en Angleterre pen-

(1) Cf. la déposition de Keir Hardie, de même que l'appendice n° 5 dans le *First Report on Distress from Want of Employment*.

dans les quatre premières années du XX^e siècle a rendu nécessaires des mesures isolées d'assistance aux chômeurs. Vers la fin de l'année 1904, le « Labour Department » fit une enquête sur l'étendue de la misère provoquée par le manque de travail dans les plus grandes villes d'Angleterre. Les résultats de cette enquête ont montré que dans la plupart des districts de Londres, de même que dans la majeure partie des villes de province, la misère provoquée par le chômage avait été extraordinaire. Les villes de province organisèrent des travaux publics en vue de secourir les chômeurs. Des travaux semblables, entrepris sur une large échelle, furent aussi organisés à Londres. Le lord-maire de Londres ouvrit une souscription pour les sans-travail.

En décembre 1904, on vit se former à Londres le « Central Committee of the Unemployed Fund ». Ce comité secourut un nombre considérable de chômeurs avec l'aide de l'Armée du Salut (Salvation Army); il assista 3.496 ouvriers (1908), dont la plupart étaient des journaliers; 647 étaient des ouvriers du bâtiment.

Dans différentes villes on fit le dénombrement des chômeurs. Les résultats obtenus montrent que, vers la fin de 1904, la proportion des sans-travail était souvent très élevée, atteignant $\frac{1}{5}$ et davantage du nombre total des ouvriers.

Le chômage de 1904 et le mécontentement qu'il provoqua parmi les masses ouvrières amenèrent la promulgation d'une loi très importante sur l'assistance aux sans-travail. Cette loi autorisait le « Local Government Board » à créer, à Londres et en province, des comités spéciaux (Distress Committees) avec des pouvoirs très étendus, dans le but de venir en aide aux sans-travail. Les ressources de ces comités devaient être constituées par des souscriptions des municipalités et les dons de la charité privée.

Ces comités se sont montrés très actifs. La période suivante de chômage, celle de 1908-1909, a obligé les chômeurs à s'adresser fréquemment à eux. En 1908 et en 1909, jusqu'au 1^{er} avril 1909, ils ont enregistré 196.757 de-

mandes de secours. Ce nombre constitue 1,17 0/0 de la population des districts où les comités fonctionnaient. Le nombre des hommes qui se sont adressés à ces comités atteignait, dans l'ensemble de la population mâle adulte, la proportion de 4,1 0/0. Le nombre des demandes était double de celui des années précédentes.

Parmi les solliciteurs, 32 0/0 étaient des journaliers, 30 0/0 des ouvriers du bâtiment, 15 0 0 des ouvriers des transports, 7 0/0 des ouvriers occupés dans la construction des machines ou des navires et des ouvriers de l'industrie métallurgique, 3 0/0 des ouvriers sur bois.

Pendant ce laps de temps, les comités ont offert du travail à 101.800 personnes, dont 88.490 solliciteurs. Le montant des salaires payés par les comités a été de 327.633 livres sterling. En outre, le concours des comités a permis à 4.139 personnes d'émigrer.

Le chômage de 1908-1909 a enrichi la législation anglaise d'une loi importante sur les Bourses du travail (Labour Exchanges Act) : Le « Board of trade » fut autorisé à fonder et à entretenir des bourses de cette nature. C'est aussi dans ce chômage qu'il faut chercher l'origine de toute une série de lois sociales qui ont placé l'Angleterre à la tête du monde civilisé pour la hardiesse et la largeur de sa législation sociale (loi d'assurance contre les maladies, les accidents, le chômage, etc.). Cette législation vient d'être couronnée par une loi qui a pris naissance pendant une période de prospérité industrielle, par la grande loi de 1912 sur le salaire minimum des mineurs. Cette loi marque un stade nouveau dans l'histoire de l'humanité et, au point de vue de l'importance historique, elle laisse loin derrière elle le fameux bill de 1847 sur la journée de dix heures que Marx célébra en son temps, comme la victoire d'un nouveau principe.

CHAPITRE V

CARACTÈRE GÉNÉRAL DU CHÔMAGE MODERNE

Fluctuations du nombre de chômeurs parmi les membres des Trade-Unions dans les différentes branches de la production. — Le chômage parmi les ouvriers de l'industrie métallurgique. — Fluctuations d'après les saisons et d'après les phases du cycle industriel. — Pourquoi les fluctuations cycliques sont-elles plus fortes dans les industries qui ont pour objet les moyens de production ? — Le chômage disparaît-il avec le progrès du capitalisme ?

La stagnation industrielle se manifeste sur le marché du travail par le chômage. Quelle est la signification de ce fait pour le chômage en Angleterre ? Le chômage disparaît-il avec l'évolution du capitalisme ou ne disparaît-il pas ?

Le chômage est un phénomène si complexe qu'il ne peut être l'objet de statistiques exactes. Pourtant, les statisticiens anglais ont trouvé une excellente base pour déterminer non point l'étendue absolue du chômage, mais ses variations à différents moments. Cette base est la proportion des chômeurs parmi les membres des trade-unions, secourus par ces associations. La valeur de cette caractéristique est atténuée par le fait que beaucoup d'organisations n'allouent pas ces secours et ne communiquent pas au ministère du travail les données en question. En outre, cette caractéristique ne nous renseigne pas du tout sur le

chômage parmi les masses ouvrières non organisées. Mais, comme nous n'avons pas à notre disposition de meilleur moyen, force nous est de nous servir de celui-là.

Les diagrammes n^{os} 17 et 18 p. 458-459 indiquent pour les périodes de 1887 à 1900 et de 1900 à 1910 les variations de l'exportation anglaise et de la proportion des chômeurs parmi les membres des syndicats ouvriers dans quelques branches industrielles, d'après les statistiques fournies par le ministère du travail.

Les fluctuations cycliques apparaissent nettement, sur ces diagrammes, dans le nombre des chômeurs. Nous constatons que les variations du chômage vont exactement en sens inverse des variations de l'exportation: Cela nous donne la cause des fluctuations du chômage. Elles dépendent manifestement des phases du cycle industriel.

Considérons chacune de ces courbes de chômage. La courbe du chômage, dans les branches industrielles qui fournissent les instruments et les moyens de production de l'industrie capitaliste, subit les variations les plus fortes et les plus régulières. C'est dans cette courbe que le cycle industriel se manifeste le plus nettement. Pour les deux autres courbes du chômage, les variations sont bien moins importantes.

Nous constatons que, pendant la période de chômage des années qui ont suivi immédiatement 1890, la proportion des chômeurs dans des branches aussi importantes que la fabrication des machines, les constructions navales et la métallurgie (première courbe), a été de plus de 41 0/0. Elle a été plus considérable encore en 1908 et en 1909. Si nous comparons les variations du nombre des chômeurs pendant les deux dernières décades, nous ne remarquons pas d'amélioration. A en juger par le nombre des sans-travail, dans l'industrie de la fabrication des machines le chômage de 1893 à 1894 a été même plus considérable que celui de 1887. Le chômage le plus récent, celui de 1908 à 1909, l'a été encore davantage. Il suffit de comparer

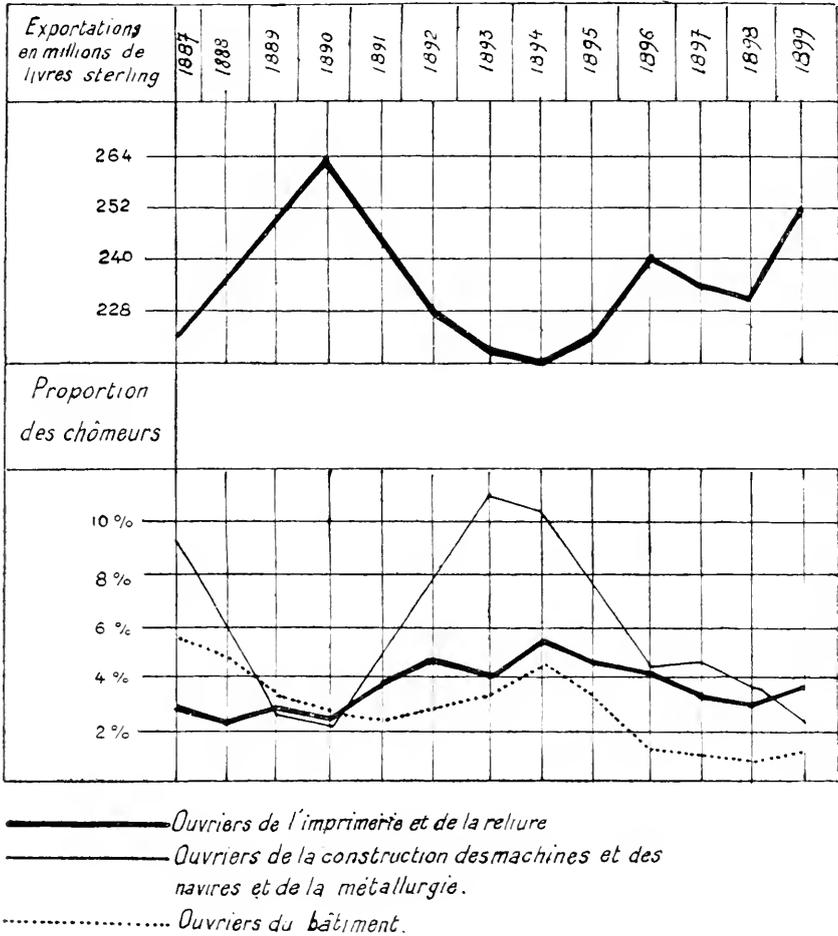
les deux diagrammes ci-dessous pour constater que, d'une façon générale, il ne saurait être question d'une diminution du chômage pendant la période la plus proche de nous.

Années	Pourcentage des chômeurs parmi les membres des trade-unions			Montant de l'exportation du Royaume-Uni (en millions de livres sterling)
	Industries des machines et des constructions navales et métallurgie	Industrie de l'imprimerie et de la reliure	Industrie du bâtiment	
1887	9,4	2,9	5,9	222
1888	6,0	2,4	5,5	235
1889	2,3	2,5	3,3	249
1890	2,2	2,2	2,2	264
1891	4,1	4,0	2,5	247
1892	7,7	4,3	3,0	227
1893	11,4	4,1	3,8	218
1894	11,2	5,6	4,1	216
1895	8,2	4,9	3,8	226
1896	4,2	4,3	1,8	240
1897	4,8	3,9	1,6	234
1898	4,0	3,7	1,3	233
1899	2,4	3,9	1,5	255
1900	2,6	4,2	2,6	291
1901	3,8	4,5	3,9	280
1902	5,5	4,6	4,0	283
1903	6,6	4,4	4,4	290
1904	8,4	4,7	7,3	300
1905	6,6	5,1	8,0	329
1906	4,1	4,5	6,9	375
1907	4,9	4,3	7,3	426
1908	12,5	5,5	11,6	377
1909	13,0	5,6	11,7	378
1910	6,8	4,9	8,3	430

Mais, comme nous l'avons dit, la proportion des membres des syndicats recevant une indemnité de chômage n'indique pas du tout le nombre réel des chômeurs. D'abord, il s'en faut que tous les chômeurs, membres des syndicats qui allouent des secours de chômage, aient droit à ces secours.

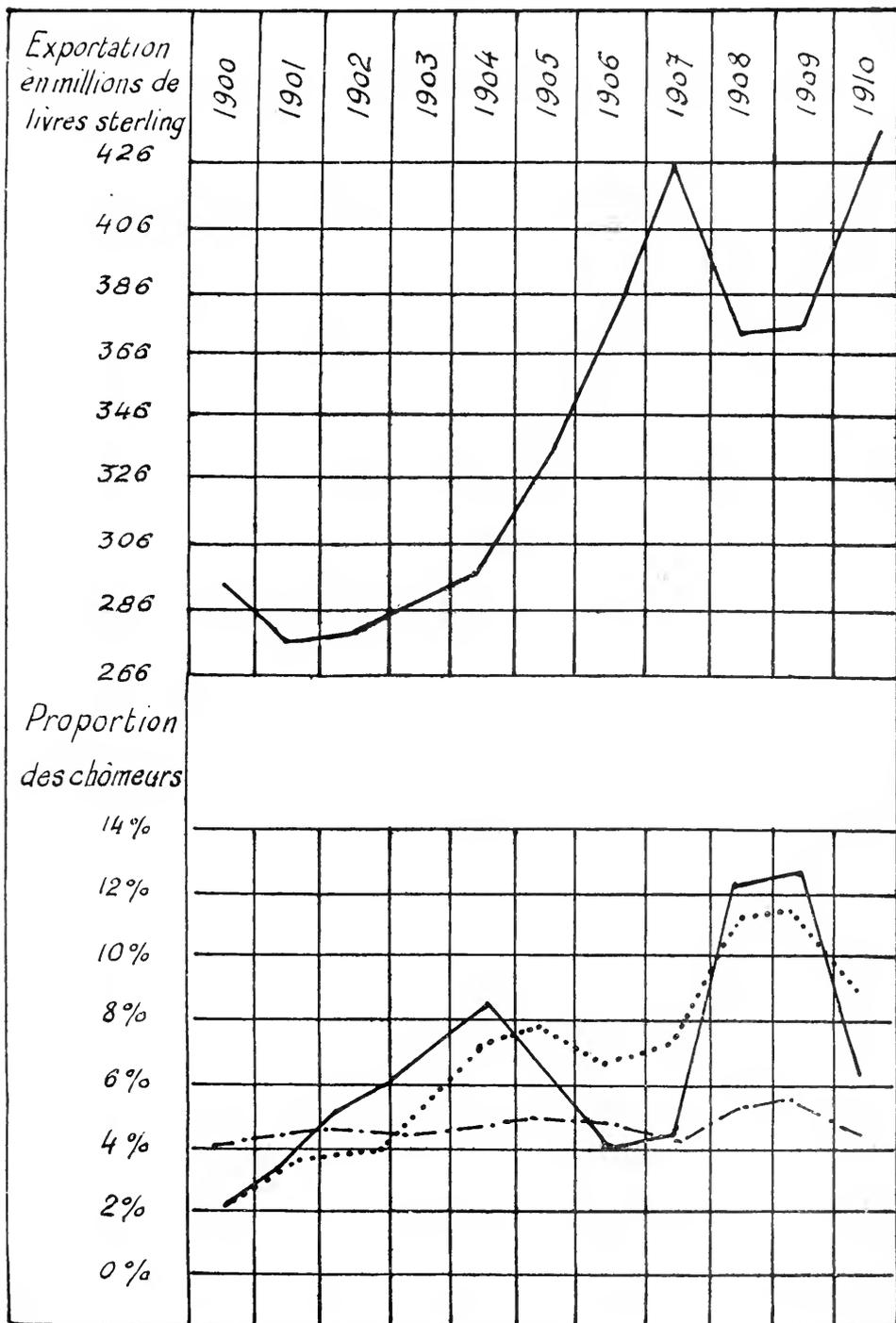
C'est ainsi, par exemple, que d'après le « Report on the Unemployed », 50 0/0 seulement des membres du syndicat des constructions navales avaient droit à cette allocation ; parmi les fondeurs, la proportion des ayants-droit était de 88 0/0.

DIAGRAMME N° 17



D'autres causes encore font que le nombre véritable des chômeurs parmi les membres des syndicats est considérablement supérieur au nombre de ceux qui reçoivent un secours. Mais, avant tout, il ne faut pas oublier qu'une minorité seulement, environ le quart, des ouvriers du Royaume-Uni font partie des syndicats.

DIAGRAMME N° 18



— Ouvriers de la construction des machines, et des navires et de la métallurgie
 - - - - Ouvriers de l'imprimerie et de la reliure
 Ouvriers du bâtiment.

La proportion des chômeurs, telle qu'elle apparaît sur nos diagrammes, ne dit rien du chômage parmi les masses ouvrières non organisées. Il est vrai que la fabrication des machines est sujette à des fluctuations bien plus considérables que d'autres branches industrielles et que si, dans cette branche, la proportion des chômeurs syndicalistes s'est élevée en 1909 à 13 0/0, nous ne pouvons pas immédiatement en conclure que dans d'autres branches industrielles, la proportion des sans-travail parmi les ouvriers organisés ait été aussi forte. Mais, d'autre part, il est indubitable que parmi les ouvriers non-organisés le chômage sévit bien davantage que parmi les ouvriers organisés. Ce sont les ouvriers les plus capables qui adhèrent aux organisations ouvrières, tandis que le chômage atteint surtout les plus faibles. Quand la demande de travail diminue, les ouvriers qui sont les premiers réduits au chômage doivent être ceux dont le travail est le moins productif. Aussi peut-on affirmer sans crainte d'erreur que, parmi les ouvriers non-organisés, il doit y avoir bien plus de chômeurs que parmi les ouvriers organisés. Quelle est la proportion de la différence ? Il nous manque, pour le dire, des données même approximatives.

Nous avons vu que les variations cycliques se manifestent avec la plus grande netteté dans les branches industrielles qui fournissent les moyens de production et de transport.

Les plus grandes fluctuations cycliques se produisent dans la métallurgie.

On pourrait faire la même démonstration pour un domaine plus vaste, en comparant les variations annuelles des salaires dans les différentes branches industrielles.

D'après la théorie exposée dans ce livre, les crises périodiques sont déterminées par l'accroissement périodique du capital fixe de la société. Si cette théorie est juste, c'est dans la production des machines et des outils (dans ce que Bagehot a appelé les *instrumental trades*) et dans la production des métaux que nous devons découvrir les plus

grandes fluctuations cycliques. C'est précisément ce que nous constatons.

Ce sont précisément les raisons qui font que la loi d'assurance contre le chômage de 1911 ne s'étend pour l'instant qu'à certaines branches industrielles : la construction des machines et des navires, l'industrie du bâtiment et les industries connexes. Le législateur a soumis de préférence ces domaines du travail à la loi, parce que c'est là que s'observent les plus fortes fluctuations régulières et périodiques dans la proportions des chômeurs.

Si les vues exposées dans ce livre sur les causes des crises dans l'ordre économique capitaliste sont justes, rien n'est plus erroné que l'opinion suivante exprimée par quelques écrivains : l'évolution du capitalisme pendant les derniers temps a supprimé le danger du retour périodique des crises. Il est vrai que les crises de l'ancien type ont cessé en Angleterre, pour des raisons que nous avons signalées. Les crises d'autrefois ressemblaient à une bourrasque impétueuse, qui renversait tout sur son passage, mais disparaissait aussi vite qu'elle était venue. Aujourd'hui, la crise n'est plus un malaise subit et aigu, mais une maladie qui traîne en longueur. C'est ainsi, par exemple, que la crise mondiale de 1837 fut une vraie catastrophe économique qui, en peu de temps, détruisit toute l'activité commerciale de l'univers capitaliste et paralysa presque complètement les affaires. Tout semblait effondré, en ruines. Mais, une année après, les traces de la crise avaient déjà disparu et la vie industrielle était plus intense que jamais. Aussi rien d'étonnant à ce que les anciens théoriciens des crises (apologistes sans doute de l'ordre économique capitaliste, comme J.-B. Say) aient comparé les crises à un orage, qui brise des arbres, mais purifie l'atmosphère et rafraîchit la campagne. Mais même un optimiste invétéré, toujours prêt à pousser des cris d'allégresse et à magnifier l'ordre de choses existant, ne pourrait caractériser de cette façon les crises d'aujourd'hui. Il n'y eut pas en Angleterre de catas-

trophe commerciale dans les années qui suivirent immédiatement 1880 et pourtant, pendant environ 4 ans, le pays eut à souffrir lourdement de la stagnation industrielle. De même, l'effondrement de la maison Baring, en 1890, ne provoqua pas d'ébranlement général du crédit anglais et pourtant la stagnation des affaires s'étendit sur 3 à 4 années. La première dépression du xx^e siècle a embrassé quatre années, tandis que la seconde a duré plus de deux ans. Les mouvements de panique à la Bourse et les banqueroutes frappent violemment les entrepreneurs et les classes possédantes; une dépression commerciale atteint surtout les ouvriers. Aussi peut-on dire que la comparaison entre les crises d'aujourd'hui et celles de 1850 à 1870 n'est pas à l'avantage des crises du nouveau type.

Beaucoup croient que les crises peuvent être supprimées par le développement de diverses sortes d'organisations patronales, des cartels, des syndicats, des trusts, qui, directement ou indirectement, tendent à régulariser la production. Nous ne sommes pas du tout enclins à exagérer l'importance de ces organisations. Si elles se multiplient de toutes parts, rien ne prouve mieux à nos yeux la faillite du principe de la libre concurrence dans la vie économique moderne et la nécessité d'une organisation méthodique de la production sociale. Les cartels marquent un progrès très important de l'économie capitaliste dans la voie de la concentration de l'exploitation. Mais il ne nous semble pas moins tout à fait impossible que les cartels suppriment le cycle industriel. Un cartel peut introduire dans une branche industrielle une organisation méthodique de la production; le manque d'organisation et de plan n'en subsiste pas moins dans les relations réciproques des branches de production ainsi organisées. Les cartels n'empêchent pas du tout que l'extension du réseau ferré s'effectue par à-coups aujourd'hui comme autrefois, que le nouveau capital fixe de la société ne soit pas créé progressivement d'année en année, mais bien périodiquement. Tout le mécanisme de l'accumulation du capi-

tal disponible empruntable n'est pas atteint par les cartels. Le cycle industriel a ses racines dans l'essence même de l'ordre économique capitaliste et il n'y a que la suppression de cet ordre économique capitaliste qui puisse prévenir le retour périodique des crises. Sans doute, les cartels peuvent rendre moins brusque la transition de la période de prospérité à la période de stagnation. Ils peuvent atténuer la baisse du prix des marchandises par une limitation méthodique de la production. Mais la limitation de la production équivaut pour l'ouvrier au chômage. C'est précisément dans la réduction de la production sociale que réside le malaise contre lequel il faut lutter. Ce malaise, les cartels sont impuissants à le supprimer. L'importance des cartels pour les entrepreneurs provient précisément de ce qu'ils font supporter aux ouvriers le poids de la dépression, qui pesait autrefois sur les entrepreneurs ; en même temps, ils protègent avec succès les intérêts de ces derniers par la régularisation du prix des produits, dont dépendent les bénéfices des capitalistes. Les cartels ne pourraient supprimer le cycle industriel qu'au cas où ils régulariseraient non seulement chacune des branches industrielles, mais encore l'accumulation de tout le capital social et sa répartition méthodique entre les différentes branches de la production, et cela non seulement dans quelques pays, mais dans l'ensemble du monde capitaliste. Or, pareil ordre économique peut-il être considéré comme possible ? Ce serait un collectivisme dans l'intérêt de quelques capitalistes. La classe ouvrière serait, dans ces conditions, tout à fait impuissante en face de la classe capitaliste organisée, qui réglerait toute la vie sociale dans son intérêt. La réalisation de cet ordre économique se heurterait à des difficultés plus grandes que la réalisation du socialisme. L'organisation socialiste de l'économie nationale doit être, en effet, par principe, une organisation qui a pour but l'intérêt de la grande majorité de la population, tandis que l'organisation capitaliste ne peut intéresser qu'une petite minorité. Une organisation capita-

liste de l'économie nationale doit donc être considérée comme une véritable utopie. L'ordre économique capitaliste doit rester incohérent.

Le chômage diminue-t-il dans la dernière phase où est entrée l'évolution de l'économie anglaise ? Les statistiques ne peuvent fournir de réponse à cette question, mais de nombreuses circonstances nous inclinent à admettre le contraire.

En cela, nous avons pour nous quelques économistes éminents qui ont étudié la vie économique anglaise. Hobson, par exemple, déclare : « La situation générale du marché du travail anglais est caractérisée par des fluctuations plus nombreuses et la dépense improductive du travail est aujourd'hui plus considérable qu'autrefois » (1). Charles Booth déclara, devant la Commission parlementaire de 1893, chargée d'étudier la question du chômage, qu'à son avis les réformes dans l'organisation industrielle tendaient à rendre le travail plus régulier. « Mais l'organisation nouvelle, dit-il, est défavorable aux chômeurs. Elle crée un nombre plus considérable de sans-travail et favorise les bons ouvriers. Plus la partie du travail exécuté régulièrement est grande, moins il reste pour ceux qui travaillent irrégulièrement. C'est ce qui doit rendre plus mauvaise la situation des ouvriers occasionnels. Avant la grève des dockers, l'administration des docks aimait à voir le plus de compétiteurs possibles demander à travailler. Depuis la grève, tout est changé et le président du comité des docks, M. Hubbard, fait tous ses efforts pour réduire le nombre des ouvriers d'occasion. Il cherche toujours à augmenter la part de travail des ouvriers réguliers. Il est évident qu'il reste, par suite, de moins en moins de travail pour les ouvriers irréguliers et cette circonstance peut être considérée comme l'une des causes qui fait que la misère est si grande dans les quartiers du East-end » (2).

(1) HOBSON, *The Problem of the Unemployed*, p. 35.

(2) *Third Report on Distress from Want of Employment*. Déposition de Charles Booth.

La déposition du chef de l'office du travail, Llewellyn Smith, un des meilleurs connaisseurs de la situation sociale anglaise, fut aussi dans le même sens. « Je suis convaincu, dit-il, que la plupart des progrès faits dans la voie d'une organisation plus méthodique de l'industrie, tendent à scinder plus nettement les ouvriers qui travaillent et les chômeurs, c'est-à-dire, à concentrer, si je puis m'exprimer ainsi, le chômage sur un nombre moindre de personnes, qui restent ensuite sans travail pendant une période plus longue ». Smith déclara encore qu'à son avis le chômage avait, aujourd'hui, une tendance à atteindre de plus en plus les ouvriers les moins habiles. Il s'effectuait en quelque sorte une sélection naturelle. « Une organisation plus méthodique, dit-il, tend à donner de plus en plus de travail aux ouvriers capables et à rendre plus précaire la situation des autres (1). »

L'âpreté de la concurrence rend la vie de plus en plus difficile. Le capital absorbe toujours plus tôt la force de l'ouvrier, qui, ensuite, ne trouve plus de travail. « Dans nombre de branches industrielles, dit Hobson, par exemple dans les mines, parmi les matelots, les fileurs, dans la métallurgie, dans la fabrication des machines, il est réellement impossible pour un homme de 40 à 50 ans de trouver une situation stable. Malgré tous les efforts qu'il fait pour ne pas paraître trop vieux, cet ouvrier sent que le travail lui échappe ; son habileté et son expérience ne l'empêchent pas d'avoir le dessous dans la lutte avec la jeune génération, qui travaille plus vite et possède plus d'énergie musculaire. Lorsqu'on construit la société idéale de l'avenir, on admet souvent que la période de 20 à 25 ans, celle du plus grand développement des forces de l'homme et de la femme, suffit pleinement au travail demandé par la société. Dans les conditions actuelles, l'éloignement forcé du travail est suivi non de l'aisance hono-

(1) *Loc. cit.* Déposition de Llewellyn Smith.

rable et assurée dans le repos, mais d'une lutte misérable et humiliante pour la vie, dont les maigres et incertains résultats deviennent de plus en plus problématiques à mesure que l'âge vient. C'est là un des aspects les plus émouvants du problème du chômage » (1).

Et ce chômage, loin de diminuer, augmente encore de nos jours. Charles Booth, qui est sans aucun doute l'autorité la plus compétente en la matière, s'exprime à ce sujet en ces termes. « Dans les grands centres industriels, les personnes âgées se trouvent incontestablement dans une situation plus précaire qu'il y a 20 ans. Elles souffrent de la difficulté sans cesse croissante de trouver du travail. Les mêmes circonstances qui ont amélioré la situation des jeunes sont nuisibles aux vieux. Les enfants ont sans doute aujourd'hui plus de moyens de venir en aide aux parents, mais il est à craindre qu'ils y soient moins disposés. » Il est intéressant de constater que, d'après Booth, « les personnes âgées trouvent plus facilement du travail à la campagne qu'à la ville, et les femmes plus facilement que les hommes ». « A la campagne les personnes âgées conservent plus longtemps leurs forces et, même lorsqu'elles sont faibles et infirmes, elles peuvent encore vaquer à quelques travaux des champs. A la ville, non seulement elles voient leurs forces diminuer plus tôt, mais on les considère plus tôt encore comme incapables de travailler. La période de travail est, à la campagne, de 10 années plus longue qu'à la ville ».

Le chômage sous ses formes variées, chômage temporaire et accidentel auquel est exposé tout ouvrier quelle que soit la situation du marché du travail, chômage persistant qui se prolonge pendant des mois et des années, suivant les phases du cycle industriel, chômage chronique du rebut de

(1) *The Problem of the Unemployed*. 16. Avant Hobson, Booth et beaucoup d'autres ont signalé ce fait. Cf. GEOFFROY DRAGE, *The Problem of the Aged Poor*, p. 43-44.

la société actuelle, de la lie déposée par le capitalisme, chômage des gens qui ont dépassé l'âge mûr et des vieillards, voilà donc un des traits spécifiques du capitalisme. Ce capitalisme, tant qu'il reste lui-même, c'est-à-dire ordre économique ayant pour base la direction du procès économique par des individus ou entrepreneurs qui font exécuter le travail par des salariés, peut-il se délivrer du cycle industriel, de cette armée de réserve permanente que constituent les sans-travail, du chômage des ouvriers devenus vieux, etc ? La théorie et l'expérience contredisent cette hypothèse. La théorie prouve que le cycle industriel dérive de l'essence même du capitalisme, que l'armée de réserve industrielle est une condition nécessaire du développement de l'industrie capitaliste. L'expérience montre que le chômage ne diminue pas à mesure que le capitalisme se développe, mais qu'il prend même, à certains égards, des formes plus graves.

Il y a différents moyens de combattre non point le chômage lui-même, mais la misère qu'il engendre. Citons seulement la récente loi de Georges Lloyd sur l'assurance contre le chômage ; mais il n'en est pas moins vrai que cette assurance est impuissante à remédier à la cause première du mal, au chômage lui-même, et elle ne peut procurer aux sans-travail des secours appréciables, sans grever considérablement le budget de l'État, ou sans réduire considérablement les salaires des ouvriers qui travaillent.

La question du chômage ne disparaîtra que le jour où l'ordre social capitaliste, qui a pour base le jeu libre et absolument dépourvu d'organisation des intérêts privés, sera transformé en un ordre économique harmonieux, où les intérêts de chacun des membres du corps social seront subordonnés aux intérêts de l'ensemble. Il faut insister sur ce fait : avec l'ordre économique capitaliste, la question du chômage est insoluble. Le chômage, périodique et chronique, est le résultat inévitable du développement du capitalisme. Il n'y a qu'une façon de le faire disparaître : la suppression de l'ordre économique capitaliste.

L'existence d'une armée de réserve de sans-travail prouve de la manière la plus éclatante et la plus convaincante que le capitalisme est impuissant à utiliser toutes les forces productrices du corps social. N'oublions pas que si le chômage se produit, ce n'est pas parce que le capital dont dispose la société n'est pas suffisant pour donner du travail aux ouvriers. Pas du tout ; ce qu'il y a de paradoxal dans le chômage capitaliste, c'est qu'on ne trouve pas de travail parce qu'il y a trop de moyens de production ; c'est parce que la richesse est trop grande que les machines s'arrêtent et que l'ouvrier ne peut pas produire. Il semblerait que tous les besoins sociaux fussent satisfaits et que la société n'ait plus besoin de nouveaux produits, que le droit à la paresse fût réalisé. Or, en réalité, la grande masse de la population est privée d'un droit naturel, du droit au travail, et elle en est privée parce qu'une minorité possède le monopole des moyens de production.

TABLE DES MATIÈRES

PRÉFACE DE L'AUTEUR. V

PREMIÈRE PARTIE

L'histoire des crises.

CHAPITRE PREMIER

COUP D'ŒIL GÉNÉRAL SUR LE DÉVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE ANGLAISE DEPUIS LE SECOND QUART DU XIX^e SIÈCLE

I. — *La lutte de la machine contre le travail à la main et le manque de débouchés.* — Faible développement du tissage à la machine avant 1820. — L'éviction du travail à la main par la machine dans le tissage du coton de 1830 à 1850. — Chemins de fer et bateaux à vapeur. — Décroissance de la population agricole. — Croissance énorme de la production manufacturière. — Manque de débouchés. — Mouvement en faveur du libre-échange. — Réduction de la puissance d'achat de l'ouvrier anglais 2

II. — *Le triomphe de la machine et la conquête de nouveaux débouchés.* — Triomphe du libre-échange. — Extension des voies ferrées dans le monde entier. — Découvertes des gisements aurifères en Californie et en Australie. — Hausse du prix des marchandises. — Accroissement du commerce extérieur. 13

III. — <i>Le déclin de la suprématie industrielle anglaise.</i> — Ralentissement dans le développement de l'industrie et du commerce anglais. — Baisse des prix. — La concurrence allemande de vient la plus forte. — Le protectionisme. — L'exportation anglaise change de caractère. — Le commerce d'entrepôt de l'Angleterre diminue.	21
--	----

CHAPITRE II

LES CRISES DE 1825 A 1850

Caractéristique générale des fluctuations de l'industrie anglaise	32
<i>La crise de 1825.</i> — Ouverture de nouveaux débouchés dans l'Amérique du Sud. — Spéculations sur les valeurs sud-américaines. — La folie des spéculations. — La construction de nouvelles fabriques de coton. — L'exode du capital anglais vers l'Amérique du Sud. — Les causes de la crise.	40
<i>La crise de 1836.</i> — Bonnes récoltes. — L'exode du capital anglais vers les Etats-Unis. — Spéculations sur les terres d'Etat. — La crise financière de 1825. — Le caractère de la fièvre des spéculations de 1836. — La circulaire du Président Jackson. — Différence entre l'écoulement de l'or vers l'étranger et son écoulement vers l'intérieur du pays. — Comparaisons des crises de 1836 et de 1825	60
<i>La crise financière de 1839.</i> — L'influence des spéculations américaines. — L'absence d'écoulement de l'or vers l'intérieur du pays. — La stagnation des affaires dans les années qui suivirent 1840	77
<i>La crise de 1847.</i> — Bonnes récoltes. — Construction de chemins de fer. — La crise financière de 1845. — Les mauvaises récoltes de 1846 et 1847. — Les diminutions de l'exportation. — Pourquoi le capital anglais ne s'écoula-t-il pas vers l'étranger ? — Changement de politique de la Banque d'Angleterre en ce qui concerne le taux de l'escompte. — Les fluctuations de prix des céréales. — Suspension des actes de banque de 1844. — Différence entre la crise de 1847 et la crise précédente	83

CHAPITRE III

LES CRISES DE 1850 A 1870

Caractère des fluctuations de l'industrie anglaise pendant cette période	101
<i>La crise de 1857.</i> — Son caractère mondial. — L'exode du capital européen aux Etats-Unis. — Les spéculations sur les terres et les chemins de fer. — La baisse des prix du blé et les banqueroutes. Le rôle du capital anglais dans les spéculations américaines. La crise en Angleterre. L'exode simultané de l'or vers l'intérieur du pays et vers l'étranger. — La suspension de l'acte de Peel	105
<i>La crise financière de 1864.</i> — L'écoulement du numéraire vers l'Orient. La politique de la Banque d'Angleterre relativement à l'escompte. — <i>La crise du crédit de 1866.</i> — L'influence de la « famine de coton » sur l'état général de l'industrie anglaise. — La folie des spéculations. — L'effondrement de la maison Overend et C ^{ie} . — La panique. — La troisième suspension de l'acte de Peel. — Comparaison de la crise de 1866 et des autres crises. — Pourquoi les crises industrielles se produisent-elles ordinairement en automne?	123

CHAPITRE IV

LES FLUCTUATIONS PÉRIODIQUES DE L'INDUSTRIE PENDANT LES DERNIÈRES
DIZAINES D'ANNÉES DU SIÈCLE PRÉCÉDENT

Caractéristique de ces fluctuations. — Leur changement par rapport à celles de l'époque précédente. — L'absence de sauts brusques. — *La crise de 1873.* — Le krach de la Bourse de Vienne. — La crise américaine. — La spéculation à la Bourse des valeurs de Londres. — L'Angleterre échappe à une crise. — *La dépression de 1880 à 1890.* — La baisse du prix des marchandises et ses causes. — Le changement survenu dans les moyens de transport. — L'Agriculture anglaise. — Le développement de la concurrence

sur le marché mondial. — Les sociétés par actions. — <i>Le krach Baring et la dépression de 1890 à 1900.</i> — Les spéculations argentines. — Le développement extraordinaire de la République Argentine. — La folie des spéculations. — Le krach de la maison Baring. — L'Angleterre a de nouveau échappé à une crise. — La dépression des années 1892-1894. — Les crises industrielles en Australie et en Amérique. — Pourquoi les crises anglaises ont-elles changé de type?	138
---	-----

CHAPITRE V

FLUCTUATIONS PÉRIODIQUES DE L'INDUSTRIE PENDANT LES DIX DERNIÈRES ANNÉES (1900-1910).

Caractère général des fluctuations de l'industrie anglaise pendant les dernières années. — Le cycle industriel persiste, mais les crises industrielles ont cessé. — Les dépressions de 1901-1904. Faiblesse relative de cette dépression comparativement à la crise industrielle allemande. — La dépression de 1908-1909. — La faiblesse relative comparativement à la dépression industrielle aux Etats-Unis	174
---	-----

DEUXIÈME PARTIE

La théorie des crises.



CHAPITRE PREMIER

LA THÉORIE DES DÉBOUCHÉS

I. <i>Circulation du capital social.</i> — Les différentes formes que revêt le capital : marchandises, monnaie, production. — Le problème des débouchés.	186
II. <i>La théorie classique des débouchés.</i> — Les vues de Say. — La thèse de Smith sur la décomposition de la valeur de la production sociale en éléments de la rente sociale. — La théorie de Smith et de Ricardo sur l'accumulation du capital	191

III. <i>La théorie des débouchés de Sismondi.</i> — L'excédent de production. — Le marché extérieur. — Les vues de Marx et de son école. — Les points forts et les points faibles de la théorie de Sismondi.	197
IV. <i>Solution du problème des débouchés.</i> — Méthode qui envisage l'ensemble de l'économie sociale. — Quesnay, Marx. — Schéma de la production du capital social. — Accumulation du capital. — Les paradoxes de l'économie capitaliste. — Le bandeau élastique du capitalisme.	202
V. <i>Vérification de cette théorie par les faits.</i> — Diminution de la population occupée par la production des objets de consommation, — Marché intérieur et marché extérieur dans les pays capitalistes.	222
VI. <i>Le déplacement international du capital et le marché dans les pays neufs capitalistes.</i> — Les causes du déplacement international du capital. — Les conditions plus favorables du marché dans les pays-neufs capitalistes	231

CHAPITRE II

LES DIFFÉRENTES THÉORIES DES CRISES

Trois groupes de théories des crises. 1° La théorie de la production (Jevons); 2° la théorie de l'échange (Laveleye, Juglar); 3° La théorie de la répartition (Sismondi, Rodbertus).	235
--	-----

CHAPITRE III

LE CYCLE INDUSTRIEL ET L'EXPLICATION DE LA PÉRIODICITÉ DES CRISES

Caractère général de cette périodicité. — Le cycle industriel. — La régularité des fluctuations du prix du fer. — La création périodique de nouveau capital fixe. — La construction de voies ferrées. — Les spéculations sur la propriété immobilière. — La théorie de Henry George. — L'accumulation ininterrompue de capital empruntable dispo-

nible. — Différence entre l'accumulation du capital empruntable et de capital productif. — Les crises et la baisse du taux de l'intérêt. — L'impossibilité de la transformation ininterrompue du capital productif. — Les crises financières. — Le cycle de crédit. — Causes des phases du cycle industriel. — Le commerce extérieur. 247

TROISIÈME PARTIE

Conséquences sociales des crises industrielles.

CHAPITRE PREMIER

INFLUENCE DU CYCLE INDUSTRIEL SUR LA VIE NATIONALE

- I. *Fluctuations périodiques de la vie nationale anglaise de 1825 à 1850.* — Caractéristique générale de la situation économique de la population anglaise pendant cette période. — Causes de l'appauvrissement du gros de la population. — Les tisserands à la main. — Relation entre les fluctuations périodiques de la vie nationale et les crises industrielles. — Effet de la dernière loi sur les pauvres. — Le chômage. — Mesures projetées par la commission de 1830. 282
- II. *Fluctuations de la vie nationale de 1850 à 1870.* — La famine de coton. — La grève du Yorkshire de 1858. — Importance des fluctuations industrielles pour les entrepreneurs et les ouvriers. 314
- III. *Fluctuations de 1870 à 1900.* — Changement de caractère de ces fluctuations. — La stabilité relative des salaires. — Importance à cet égard des associations corporatives. 326
- IV. *Fluctuations des dernières années.* — La relation disparaît entre le cycle industriel et les fluctuations de la vie nationale. 337

CHAPITRE II

LE CHÔMAGE ET LES MOUVEMENTS RÉVOLUTIONNAIRES DES
MASSES OUVRIÈRES DE 1825 A 1850

Les mouvements des chômeurs pendant la période de stagnation commerciale des années *vingt*. — La destruction des machines à tisser en 1826 à Blackburn et dans d'autres villes. — Le chômage de 1829. — Le chartisme. — La dépendance du chartisme et du chômage. — La nouvelle loi sur les pauvres. — L'agitation contre cette loi. — Le mouvement d'agitation en faveur de la « charte du peuple ». — L'antinomie entre le programme politique du chartisme et ses causes économiques. — Les représentants de l'orientation politique dans le chartisme. — Les représentants du courant social. — L'absence d'un programme positif de réformes sociales. — Le chômage et la détresse de la population ouvrière dans les années qui suivirent 1840. — La pétition nationale. — La décadence du chartisme au retour de la prospérité industrielle. — Les éléments d'utopie romantique dans le chartisme. — Le dernier éclat du chartisme pendant le chômage de 1848 344

CHAPITRE III

LA FAMINE DE COTON

L'importance de la famine de coton pour les fabricants et les ouvriers. — Le chômage. — La lutte des ouvriers contre le travail obligatoire. — Les débats au Parlement. — L'attitude de Bright. — L'indifférence des fabricants à l'égard des souffrances de la classe ouvrière. — La défense des intérêts des fabricants par Cobden. — Les mesures prises par le gouvernement et par les classes possédantes pour atténuer la misère. — Le discours de Gladstone. — Les troubles

ouvriers à Staleybridge et dans d'autres villes. — Le mouvement en faveur de l'émigration. — L'opposition opiniâtre des fabricants contre ce mouvement. — Les travaux publics. — Les conséquences de la famine de coton . . . 397

CHAPITRE IV

LE CHÔMAGE ET L'AGITATION DES SANS-TRAVAIL PENDANT LA DERNIÈRE PÉRIODE

Le chômage de 1870 à 1880. — Les grèves des ouvriers du coton en 1878. — La décadence du Trade-Unionisme. — Nouvelles tendances du mouvement ouvrier anglais depuis 1880. — Le chômage de 1880 à 1890. — L'agitation de la « Fédération socialiste ». — Les désordres de Londres du 8 février 1886. — L'accroissement de l'influence de la « Fédération socialiste ». — Les meetings du sans-travail à Trafalgar Square. — Le « dimanche sanglant ». — Le chômage de 1890 à 1900. — Les meetings de sans-travail. — Les travaux publics. — Les grèves. — Les dénombrements des sans-travail 427

CHAPITRE V

CARACTÈRE GÉNÉRAL DU CHÔMAGE MODERNE

Fluctuations du nombre de chômeurs parmi les membres des Trade-Unions dans les différentes branches de la production. — Le chômage parmi les ouvriers de l'industrie métallurgique. — Fluctuations d'après les saisons et d'après les phases du cycle industriel. — Pourquoi les fluctuations cycliques sont-elles plus fortes dans les industries qui ont pour objet les moyens de production? — Le chômage disparaît-il avec le progrès du capitalisme? 455

TABLE DES MATIÈRES 471